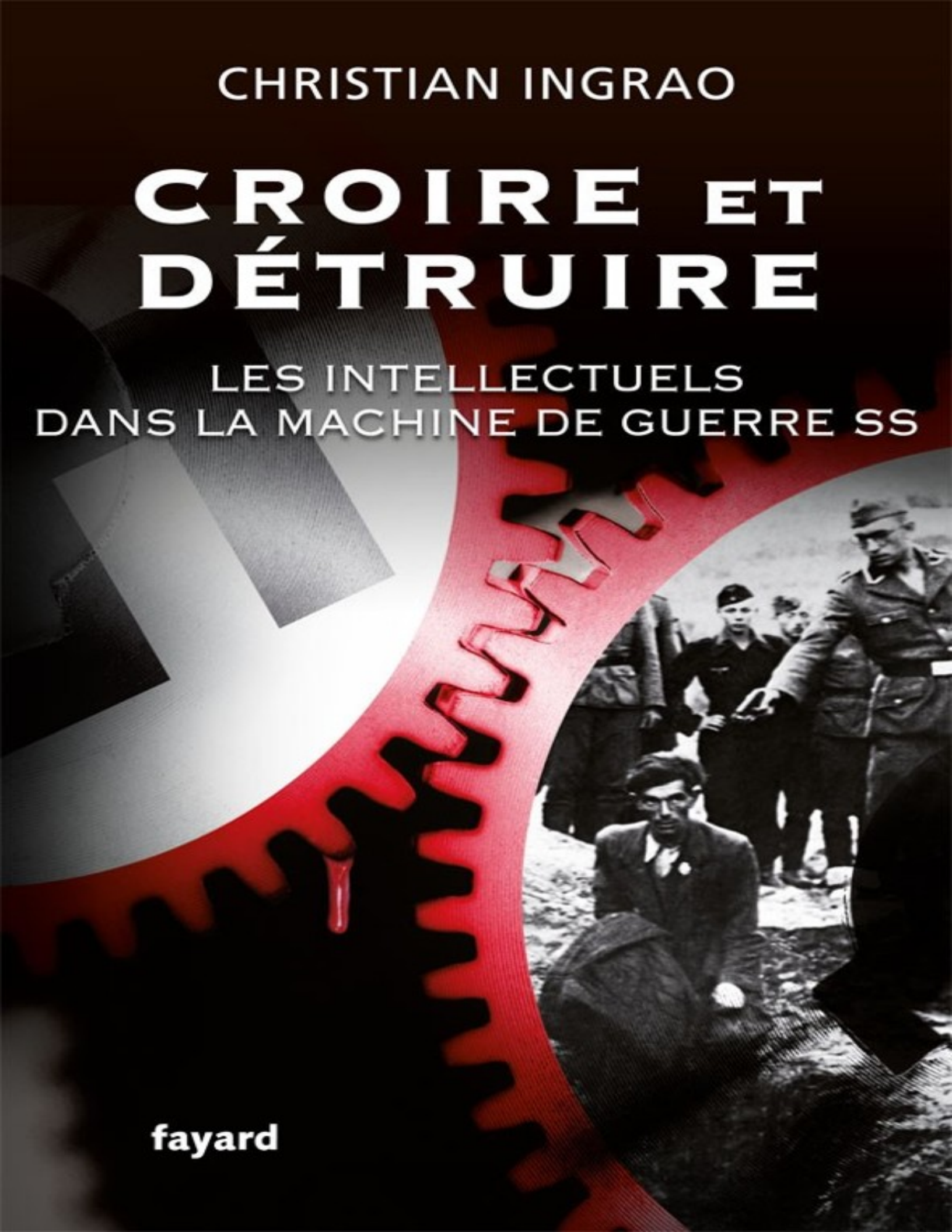
CHRISTIAN INGRAO

CROIRE ET DÉTRUIRE

LES INTELLECTUELS DANS LA MACHINE DE GUERRE SS



fayard

Table des Matières

Table des Matières

Page de Copyright

Dédicace

Glossaire

Avant-propos

Première partie - Une jeunesse allemande

Chapitre premier - Un « monde d'ennemis » (I)

L'irruption de la guerre

Le silence des Akademiker

Le « temps des troubles » : une expérience de guerre ?

Chapitre 2 - La fabrique des réseaux

Des lieux pour étudier

Des lieux où s'associer

Des réseaux de solidarité

Chapitre 3 - Des intellectuels militants

La construction des savoirs académiques

Savoirs et militantisme (1919-1933)

« Sciences combattantes » et intellectuels SS sous le iiie reich

L’ombre de la Grande Guerre

Deuxième partie - L’entrée en nazisme : un engagement

Chapitre 4 - Être nazi

Le fondement du dogme

Aux sources de la ferveur nazie : un projet de refondation sociobiologique

L’appropriation d’un système de croyances

Chapitre 5 - Entrer au SD

Entrer au Parti ?

Vers le SD : itinéraires nazis

Le recrutement. Une mécanique sociale de l’engagement

Chapitre 6 - De la lutte au contrôle

Du « Service de sécurité de la SS » (SD) à l’« Office central de la sécurité du Reich » (RSHA)

Un « monde d’ennemis » (II)

Contrôler

Troisième partie - Nazisme et violence : le paroxysme 1939-1945

Cchapitre 7 - Penser l’Est, entre utopie et angoisse

La malédiction de l’insularité germanique

Le projet de refondation sociobiologique nazi

Aménager et installer : des formes de la ferveur nazie

Chapitre 8 - Argumentaire de guerre, rhétorique nazie

De la guerre réparatrice à la « grande guerre raciale »

Du discours sécuritaire au discours génocidaire

Dire la violence : rhétoriques défensives, rhétoriques utopiques

Chapitre 9 - La violence en actes

L'expérience de la violence

Violence démonstrative, violence extirpatrice

Une violence transgressive

La violence comme rite d'initiation

Chapitre 10 - Les intellectuels SS face à la défaite

La défaite déréalisée

Finis germaniae (II) l'angoisse revisitée

Le dénouement

Chapitre 11 - Les intellectuels SS en jugement

Les stratégies de négation

Les stratégies d'évitement

Les stratégies de justification : le cas Ohlendorf

Conclusion

Sources et bibliographie

Remerciements

Ouvrage édité sous la direction d’Anthony Rowley.
© Librairie Arthème Fayard, 2010
978-2-213-66368-5

À Guido Fanti

Glossaire

Abteilungsleiter : chef de bureau
Akademiker : personne ayant fait des études universitaires
Ahnennachweise : arbre généalogique
Alte Kämpfer : ancien combattant
Amtschef : chef de service
Bildungsbürgertum : bourgeoisie cultivée
Burschenschaft : association d'étudiants
Daseinskampf : combat pour l'existence
Ereignismeldung (EM) : rapports d'activités
Gleichschaltung : mise au pas
Gottgläubig : croyant en Dieu
Gruppenleiter : chef de groupe
Judenräte : conseils juifs
Komilitonen : camarades
Landser : hommes de troupes
Lebensgebiet : domaine de vie
Lebenslauf : récit de vie, curriculum vitae développé
Machtergreifung : prise de pouvoir
Oberrealschule : école technique supérieure
Promotionsordnungen : texte réglementant l'accès au dotorat
Proseminar : séminaire
Rassenwahn : folie raciale
Sippen : lignées
Staatsexamen : examens d'État
Trek : convoi de migrants
Umvolkung : dissémination ethnique
V-Männer : informateurs
Vehme : organisation secrète pratiquant l'assassinat politique
Vernichtung : anéantissement

Völkisch : ethnonationaliste
Wandervogel : organisation de jeunesse (« Oiseaux migrateurs »)

Avant-propos

Ils étaient beaux, brillants, intelligents et cultivés. Ils sont responsables de la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce livre raconte leur histoire. Il est issu d'une thèse de doctorat rédigée entre 1997 et 2001, « Les intellectuels du service de renseignement de la SS, 1900-1945 »[1]. Il s'agissait d'étudier un groupe de 80 diplômés, économistes, juristes, linguistes, philosophes, historiens, géographes ayant pour certains d'entre eux mené des carrières universitaires en parallèle à une activité de construction dogmatique, de surveillance politique et de renseignement intérieur ou extérieur au sein des organes de répression du III^e^ Reich, et notamment du Service de sécurité (SD) de la SS, et qui, pour la plupart, sont impliqués à partir de juin 1941 dans la tentative nazie d'extermination des Juifs d'Europe de l'Est, au sein des commandos mobiles de tuerie nommés *Einsatzgruppen*. Les choix scientifiques fondamentaux opérés à l'époque sont encore aujourd'hui ceux de son auteur*.[2]

Être un historien français du nazisme, formé à l'histoire par les tenants d'une histoire culturelle de la croyance et de la violence n'a pas été indifférent au choix de mes outils d'analyse. Depuis le milieu des années 1980, un groupe d'historiens s'est donné pour objet de revisiter l'histoire de la grande conflagration matricielle du début du XX^e^ siècle. International, interdisciplinaire, attentif aux sources les plus diverses et notamment à l'univers matériel et objectal produit par les sociétés européennes en Grande Guerre, par l'intermédiaire de la constitution des collections de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Ce groupe d'historiens, parmi lesquels il faut citer Jean-Jacques et Annette Becker, Gerd Krumeich, John Horne et Jay Winter, a joué un rôle considérable dans la mise au point de l'outillage conceptuel qui a orienté le présent livre[3].

Le rôle déterminant en la matière fut assumé par Stéphane Audoin-Rouzeau. Par son travail sur les cultures de la violence, sur l'univers enfantin en guerre[4], sur le deuil[5], sur les imaginaires de guerre, il devint le guide de cette étude, insistant sur des dimensions déterminantes tout en

laissant le jeune chercheur que j'étais totalement libre de ses errements. Grâce à eux, je réalisai combien *cette* guerre avait été grande, combien sa dimension apocalyptique avait été centrale, et ce en deux sens bien distincts : d'une part elle avait été révélation pour l'historien, et d'autre part elle avait effectivement assumé une dimension millénariste, séminale et matricielle, pour les intellectuels SS[6].

À cela s'est ajoutée l'exploration d'autres horizons. L'histoire des grandes confrontations religieuses des époques médiévales et modernes, la lecture d'Alphonse Dupront et celle, surtout, de Denis Crouzet semblaient indiquer qu'il existait une autre approche de la question du croire, et de la violence ; que l'énoncé des acteurs, loin d'être un parler vide, le substrat de mécanismes sociologiques inaccessibles aux acteurs eux-mêmes, constituait une voie vers leurs représentations[7]. Appréhender le nazisme comme un système de croyances s'agençant en discours et en pratiques spécifiques, découlant certes évidemment *aussi* d'une mécanique de politiques publiques faites d'impulsions et de décisions, mais parcouru au fond d'émotions qui étaient d'un autre ordre que celles appréhendées par les sciences politiques et la sociologie, lesquelles, pendant vingt années de paradigme fonctionnaliste, avaient constitué le fonds de ressources conceptuelles de l'historiographie allemande : tel fut bien le point de départ de ma démarche. Car étaient restés hors de portée de ces outils-là la ferveur et l'angoisse, le suicide et la cruauté, l'utopie et le désespoir, la haine…

Nulle grande originalité, peut-être, dans ces choix-là : d'autres spécialistes français de sciences humaines avaient eux aussi opté pour des approches alternatives et présentèrent au milieu des années 1990 des travaux intéressants. Édouard Conte et Cornelia Essner firent ainsi paraître *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*[8], qui invitait à tenter l'importation d'outils issus de l'anthropologie sociale structuraliste dans les études sur le nazisme. Travaillant sur les imaginaires de la filiation, sur le mariage, mais aussi sur les croyances raciales, les rituels mortuaires et les pratiques de colonisation, Édouard Conte et Cornelia Essner montraient combien l'articulation entre discours idéologiques, politiques et comportements était riche d'enseignements. Et émettaient en filigrane une critique contre le fonctionnalisme trop poussé des historiens allemands.

Mais l'intérêt essentiel des hommes ici étudiés est d'avoir tout à la fois produit un discours dogmatique qui permettait une véritable analyse de leur système de croyances *et* d'avoir imposé sur le terrain les conséquences ultimes de ce système de croyance en commandant les groupes mobiles de tuerie (*Einsatzgruppen*) qui exterminèrent les Juifs de Russie dans les territoires envahis de Crimée, d'Ukraine, de Biélorussie, de Russie, et des anciens États baltes. Grâce aux travaux de Denis Crouzet, j'ai pu envisager une relecture décisive des pratiques de violence nazies. Il postulait, dans *Les Guerriers de Dieu*, que les gestuelles de violence étaient en elles-mêmes un langage reflétant le système culturel qui les avait rendues possibles, et qu'elles constituaient donc un objet en soi, appréhendable au moyen d'outils issus de l'anthropologie – Françoise Héritier[9] a été précieuse, mais aussi Véronique Nahoum-Grappe[10], Noëlie Vialle[11], Élisabeth Claverie[12] et Catherine Rémy[13] – questionnant le rapport à l'humain, à l'animal, à la corporéité, à la filiation, à la croyance[14]. D'où l'importation ici d'interrogations issues de l'anthropologie sociale vers l'histoire du nazisme. C'est donc sous ces auspices et armé de ces outils-là que s'est construit le présent travail et ce, selon trois axes.

Mon ambition première visait à retracer ce que l'historien allemand Gerd Krumeich a appelé une *Erfahrungsgeschichte*, une histoire de l'expérience de ces hommes[15], et de comprendre en quoi les cadres de l'expérience vécue avaient pu modeler leur système de représentations. C'est là que je profitai à plein de l'héritage des historiens de la Grande Guerre et tentai l'étude de l'expérience enfantine de la guerre comme expérience matricielle marquée au sceau d'une blessure narcissique collective qui conduisit les acteurs à l'appréhender en termes apocalyptiques et eschatologiques.

En deuxième lieu, il s'est agi d'appréhender le militantisme nazi comme une réaction culturelle à cette première expérience, et comme un objet d'étude répondant à une anthropologie historique du croire. Autrement dit, analyser le nazisme comme un système de croyances désangoissant, dont la cohérence des discours et des pratiques est soulignée par les outils d'analyse et s'incarne dans des parcours et des carrières.

Restait l'expérience du terrifiant voyage à l'Est, qui s'incarnait dans les pratiques génocidaires au sein des *Einsatzgruppen*, mais aussi dans la participation à des politiques de germanisation et de déplacements de

populations, elles aussi marquées par des tensions utopiques et meurtrières. Enfin, je souhaitais conclure cette enquête en étudiant l'appréhension de la défaite par ces hommes, et leur destin judiciaire après la guerre.

En un mot, donc : j'ai essayé de comprendre comment ces hommes firent pour *croire*, et pour *détruire*.

1 Elle a été soutenue à l'unversité d'Amiens le 21 décembre 2001, devant un jury composé de Stéphane Audoin-Rouzeau, Gerhard Hirschfeld (directeurs), Henry Rousso, Nadine-Josette Chaline, Philippe Burrin et Gerd Krumeich.

2 * Sur le contexte historiographique et son évolution, se reporter p. 465 au début de la bibliographie.

3 Pour un premier aperçu, on verra Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *Les Sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris, université de Paris X, Armand Colin, 1990, 495 p. ; les thèses de ces historiens ont été formulées par Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau dans *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, 272 p.

4 Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants, 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1994, 350 p.

5 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre 1914-1918*, Paris, Noësis, 2001, 260 p.

6 On lira un aperçu de la présente recherche dans le premier livre qui conduisit ces historiens et ceux de l'Institut d'histoire du temps présent à mettre en commun leurs interrogations : Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso (dir.), *La Violence de guerre. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Complexe, 2002, 348 p.

7 Alphonse Dupront, *Le Mythe de croisade*, Paris, Gallimard NRF, 1997, 4 vol., 560, 704, 432 et 480 p. ; Denis Crouzet, *Les Guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion*, Paris, Champs Vallon, 1990, 2 vol., 1500 p.

8 Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette, 1995, 451 p.

9 Françoise Héritier (dir.), *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 2 vol. ; I : 1996 (400 p.) et II : 1999 (350 p.)

10 Véronique Nahoum-Grappe, « Les usages politiques de la cruauté », *in* Françoise Héritier (dir.), *De la violence* I, *op. cit.*

11 Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair. Les abattoirs des pays de l'Adour*, Paris, Éditions de la MSH, 1987, 160 p.

12 Élisabeth Claverie, *Les Guerres de la Vierge. Une anthropologie des apparitions*, Paris, Gallimard, 2003, 452 p.

13 Catherine Rémy, *La Fin des bêtes. Une ethnographie de la mise à mort des animaux*, Paris, Économica, 2009, 210 p.

14 Denis Crouzet, *Les Guerriers de Dieu*, *op. cit.*

15 Gerd Krumeich, « Der Krieg in den Köpfen », *in* du même auteur (éd.), *Versailles 1919. Ziele – Wirkung – Wahrnehmung*, Essen, Klartext, 2001, 390 p.

Première partie

Une jeunesse allemande

Chapitre premier

Un « monde d’ennemis » (I)

La première expérience commune aux membres du groupe qui nous occupe est la Première Guerre mondiale. Celle-ci forme la trame de fond de leur enfance, d’autant plus qu’elle fut suivie par plusieurs années de troubles, jusqu’en 1924. Une décennie de bouleversement du quotidien, une décennie déterminante, durant laquelle les membres du groupe passèrent de l’enfance à l’adolescence.

Tentant de rendre compte de l’immense prise de parole combattante et aussi civile après la Grande Guerre, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker ont fait remarquer que le désir de dire et de raconter « leur » guerre avait animé un grand nombre d’Européens des XIXe et XXe siècles, les conduisant à prendre pour la première – et souvent la dernière – fois la plume pour tenter de transmettre cette expérience matricielle qu’avait été pour eux la guerre. On aurait donc pu s’attendre à ce que les *Akademiker*[1] SS, hommes de l’écrit, aient fait eux aussi acte d’introspection, en évoquant, d’une manière ou d’une autre, leur enfance en guerre. Au contraire, ils se sont tus et c’est ce silence qui doit d’abord retenir notre attention.

L’irruption de la guerre

Toute guerre ouvre une brèche dans le lent déroulement des travaux et des jours. Elle laisse certes subsister des temps et des espaces préservés, mais elle touche, directement ou indirectement, tous les protagonistes. En Allemagne, celle qui éclata en 1914 ne fit pas exception. Les enfants – mis à part quelques rares cas – ne furent ni des combattants ni des travailleurs. Les futurs SS ne participèrent donc pratiquement pas à l’effort de la nation en armes. Ils en furent en revanche les spectateurs. Ils furent des acteurs centraux des relations familiales bouleversées par le départ des hommes :

leurs perceptions ressortissent donc en premier lieu à la sphère privée, celle des affects et des liens familiaux. Il n'en reste pas moins que les sociétés occidentales avaient fait le choix d'un encadrement enfantin précoce par l'intermédiaire du système scolaire et que tous les enfants allaient à l'école – dès l'âge de cinq ans en Allemagne. Dès lors, la perception de l'événement acquiert aussi une dimension culturelle et sociale. Comment appréhender l'« expérience de guerre » de ces enfants ?

L'entrée en guerre implique le départ des hommes et la mobilisation des populations. Dès la veille de la déclaration de guerre, dans les grandes agglomérations allemandes, les populations vivaient dans l'attente de la réponse serbe à l'ultimatum autrichien. La livraison des journaux quotidiens était l'occasion de bousculades, les gens se pressant pour avoir la primeur de l'évolution de la crise. La nouvelle de la déclaration de guerre donna ensuite lieu à des manifestations, mais plutôt que la joie belliqueuse dominèrent le sérieux et la gravité. Celle-ci fut à trouver ailleurs, dans les grandes zones urbaines, là où se concentrait la plus grande partie des classes moyennes auxquelles appartient la très grande majorité de nos personnages. Leur propre famille a donc vraisemblablement vécu l'entrée en guerre sur le mode de l'effervescence et de la détermination. S'ils n'en firent jamais mention ultérieurement, il convient cependant de noter que Jeffrey Verhey voit dans cet « esprit de 1914 » cristallisé le fondement de la volonté *völkisch* (ethno-nationaliste) de rassemblement national, volonté dont les membres du groupe devinrent ensuite des partisans sans concession[2]. Est-il alors interdit de penser que malgré le silence dans lequel ils tiendraient l'entrée en guerre dans leurs écrits postérieurs, celle-ci a pu exercer sur eux une impression durable ?

Le deuxième fait saillant de la guerre a trait à l'expérience de la perte et du deuil des combattants, voire à la souffrance générée par la blessure d'un proche. Cette empreinte-là, presque insaisissable faute de récit, a laissé des traces sans doute profondes. Postulons, avec les démographes, que chaque mort de la Grande Guerre était à tout le moins entouré de deux cercles de sociabilité concentriques composés d'une dizaine de personnes chacun. L'empire allemand ayant perdu 2 millions de soldats, ce sont 18 millions de personnes directement touchées par le deuil. Et quelque 36 millions de personnes ont pu être touchées dans les cercles de sociabilité plus éloignés[3].

La moitié de la population allemande aurait fait ainsi l'expérience du deuil familial. Encore ce calcul fait-il abstraction des réactions de l'annonce de la blessure d'un combattant proche, de l'attente des nouvelles du disparu – partie intégrante du processus de deuil[4] –, retrouvé ou non sur les listes de prisonniers. Tout, ainsi, plaide pour faire de l'expérience de la perte – temporaire ou définitive – des hommes envoyés au front un traumatisme de masse.

Restent les privations alimentaires. Si elles ont touché toutes les sociétés belligérantes, nulle part elles n'ont été plus aiguës qu'en Allemagne. Dès l'été 1914, en effet, le Reich, enserré par le blocus, fut peu ou prou contraint à l'autarcie. L'Allemagne semblait pourtant avoir atteint en 1914 une indépendance alimentaire relative. Les denrées fondamentales étaient produites à plus de 90 % sur le territoire du Reich[5]. Mais que cette relative indépendance alimen taire était conditionnée par le maintien des taux de production agricole, lesquels passaient par l'acquisition massive d'engrais et le maintien aux champs d'une main-d'œuvre nombreuse. De plus, à partir de 1916 surtout, les denrées alimentaires étaient destinées en priorité à l'armée. Les villes durent ainsi faire face à d'importantes difficultés d'approvisionnement. À Berlin, la baisse des rations journalières prit un tour très grave, les prix augmentant par ailleurs constamment durant la guerre. Si les rations de pommes de terre et de sucre furent maintenues à des niveaux suffisants pour que la disette ne s'installât pas, la viande, les poissons et les matières grasses, denrées sensibles en ce qu'elles représentaient le volant alimentaire distinctif des classes moyennes, disparurent quasiment des étals au profit d'un marché noir considérable. Les Allemands eurent, à partir de 1916, le sentiment de gagner littéralement leur « pain quotidien » par leur travail. Si le blocus allié ne généra pas les problèmes d'approvisionnement allemands, il contribua à les accroître tout en provoquant la panique dans les milieux populaires et les classes moyennes[6]. Après la guerre, il fut du reste perçu comme une attaque directe des Alliés contre les populations civiles, comme une guerre faite aux femmes et aux enfants[7]. La faim, le deuil, le sentiment de lutter pour la survie quotidienne constituèrent ainsi les trois éléments principaux de l'expérience de guerre enfantine, d'autant plus qu'ils étaient inscrits dans une lecture spécifique du quotidien.

La société allemande, à l'image des autres sociétés européennes en guerre, élabora en effet un système de représentations donnant sens au conflit. Dès l'entrée en guerre, les Allemands considérèrent que la lutte qui se jouait en Belgique et en France était de nature profondément défensive : si le Reich devait envahir la Belgique pour mettre en place le plan Schlieffen, c'était dans le but d'empêcher l'Angleterre d'envahir le territoire allemand en se servant de la Belgique comme tête de pont. Les journaux, les commentaires politiques, les lettres des soldats construisaient sur ce modèle l'image d'un conflit dans lequel l'Allemagne s'était retrouvée projetée à son corps défendant, et combattant pour sa seule sécurité. La chanson « La garde sur la Somme », qui eut un succès important parmi les troupes opposées aux Anglais durant la grande bataille, témoigne bien de cet imaginaire[8]. L'armée allemande combattait de même sur le sol français pour protéger le territoire de la patrie. Susanne Brandt a montré comment les images de destruction, tout en illustrant les dommages que causait la guerre, mettaient toujours en cause un ennemi, qui, en cas de défaite allemande, occasionnerait de semblables dégâts sur le territoire national[9]. La guerre était une question de sécurité : par la victoire finale, il fallait briser la stratégie d'encerclement mise en place par l'Entente. Et les reporters l'exprimaient à l'envi : « Ils [les civils français] ne savent pas ou ne veulent pas savoir que ce sont les classes gouvernantes de leur pays qui, en août de l'année précédente, ont tenté de pénétrer sur notre territoire et de nous infliger le destin qui est aujourd'hui le leur. La meilleure défense est l'attaque[10]. »

Cette représentation se combina durant l'été 1914 avec les événements à l'Est. Dès la déclaration de guerre, en effet, les troupes cosaques envahirent la Prusse-Orientale, provoquant un exode massif des populations locales. Les exactions générèrent une onde de panique qui amplifia les représentations nées de l'invasion de la Belgique. À l'Est comme à l'Ouest, en situation d'invasion ou elle-même envahie, l'Allemagne combattait pour défendre sa *Kultur*, son territoire, encerclé et menacé par un « monde d'ennemis »[11].

Les Allemands souscrivaient d'autant plus à cette représentation d'un Reich encerclé et condamné à une guerre totale défensive que s'était

cristallisée dès les premiers jours du conflit une image inhumaine de l'ennemi[12]. Les Belges et les Russes, notamment, se voyaient associés à d'innombrables actes de cruauté commis sur les soldats allemands blessés et sur les civils des régions envahies. Les unités allemandes qui envahissaient les territoires de la Belgique et du nord de la France furent ainsi traversées par des ondes de panique les amenant à croire à la réalité des sévices opérés sur leurs camarades blessés par des civils, femmes et enfants, ce qui « prouvait » l'inhumanité de l'ennemi et légitimait les exécutions sommaires opérées par les troupes allemandes. Ce « corpus de preuves », et c'est là l'essentiel, fut très largement diffusé en Allemagne par l'intermédiaire de la presse, de l'image et de l'école. Nombreuses étaient par ailleurs les images qui insistaient sur la saleté des Russes et leur arriération, dûe à l'infériorité culturelle de la population : un imaginaire quasi colonial, fait d'un sentiment de supériorité et de préjugés raciaux, présidait dans cet esprit aux projets de l'*Oberost*, l'administration militaire allemande sur le front de l'Est[13]. La Grande Guerre était appréhendée comme une lutte défensive dans laquelle se jouait le sort d'une Allemagne aux prises avec un ennemi doué d'ubiquité, un ennemi qui se distinguait par l'inhumanité de ses méthodes de lutte, inhumanité qui ressortissait au moins partiellement à une hostilité d'essence ethnique, biologique[14].

Bien que défensive, la Grande Guerre n'en était pas moins parée par les belligérants de grandes attentes qui donnaient sens aux épreuves subies. Il fallait, selon les observateurs, passer au travers des malheurs du temps. La guerre comme ordalie, comme passage vers une ère nouvelle : telle était l'une des thématiques donnant sens à la conflagration, au front comme à l'arrière[15]. L'historien Friedrich Meinecke retrouvait, par exemple, la métaphore du *Ver Sacrum* romain, rituel du sacrifice humain annonciateur de la fertilité d'un nouveau printemps[16], pour dire la mort en masse lors de la bataille des Flandres. C'est bien la grande attente millénariste qui donna sens à l'hécatombe :

> « Notre *Ver Sacrum* repose maintenant aux canaux de l'Yser, où les jeunes régiments de réserve des volontaires de guerre ont donné l'assaut. Leur sacrifice pour nous signifie un nouveau printemps sacré pour toute l'Allemagne [17] . »

Durant les hostilités mêmes, les soldats élaborèrent le mythe du champ de bataille comme lieu d'initiation[18]. Un jeune enseignant en lycée, ancien des mouvements de jeunesse, tenta ainsi de trouver les mots adéquats pour l'exprimer dans une lettre à sa mère en date du 26 mai 1915 :

> « Ma chère mère, je dois t'écrire une lettre toute spéciale et essayer d'exprimer ce que j'aimerais dire. Comme une sorte de consolation, car […] Erich est lui aussi devenu l'un de ceux qui ont aidé à construire le futur d'une grande Allemagne, avec le sang et la force de son cœur.
>
> La guerre nous a puissamment montré que notre vie avait un tout autre sens que celui de se dérouler dans les voies normales d'une vie familiale et bourgeoise. Elle appartient à la part d'un but grand et sacré. Ce but, nous ne le connaissons pas. Il a été implanté en nous depuis l'éternité, et nous conduit vers quelque chose de grand, d'éternel. Nous le pressentons.
>
> Dieu forge maintenant de grandes voies à l'histoire mondiale et nous sommes les élus, l'outil élu. Devons-nous réellement, vraiment en être heureux ? Autour de moi tout verdit et fleurit, et les oiseaux sont exubérants de joie dans la lumière. Combien plus beau et plus grand sera le grand printemps d'après la Grande Guerre [19] ! »

L'immanence de l'espérance, l'imaginaire millénariste[20] mis ici en avant se révèlent avec d'autant de plus de force que Walther I. est issu de cette *Bildungsbürgertum* (bourgeoisie cultivée) qui accompagna le consentement des sociétés européennes au conflit. Il a milité dans ces mouvements de jeunesse qui exprimaient avant la guerre un désir de renouvellement social et intellectuel : réinvesti, ce désir donne son sens au conflit et opère la fusion entre la ferveur guerrière et les contenus militants des *Wandervögel*[21] (« oiseaux migrateurs »). Fait capital, l'auteur ne se distingue des membres de notre groupe que par sa date de naissance : son militantisme précoce, son appartenance aux classes cultivées, sa très grande jeunesse lui donnent un profil très proche de celui des jeunes adolescents restés à l'arrière. Ces quelques années qui les séparent expliquent pourtant qu'il fasse l'expérience du feu, à l'opposé des futurs intellectuels SS.

Cette lettre, la cent septième écrite en dix mois par ce jeune homme à sa famille[22], illustrait aussi l'intensité de la communication entre le front et

l'arrière. Le va-et-vient continu du courrier, qui transmettait espoir, angoisse, douleur, attentes millénaristes et soucis quotidiens, explique par ailleurs la très grande porosité entre le système de représentations des civils et celui de leurs proches vivant dans les tranchées. Si l'expérience du combat, de l'assaut, de la violence interpersonnelle resta dans une très large mesure non dite, le consentement au conflit, ses fluctuations, ses crises et ses regains circulèrent durant toute la guerre entre le front et l'arrière[23]. Dans cette lutte gigantesque contre un ennemi impitoyable car marqué, au moins en partie, du sceau de la barbarie et de la bestialité, se jouait la destinée de la nation. Dans nombre de ces foyers aisés et cultivés qui constituaient sociologiquement le cœur du consentement allemand au conflit, la guerre se fit ainsi le lieu d'une forme dérivée d'utopie millénariste.

Ces enjeux étaient trop importants à leurs yeux pour que l'on pût en tenir éloignés les enfants. Et de fait, la Grande Guerre a été le premier conflit dans lequel les enfants furent « mobilisés », au sens où ils firent l'objet d'un discours spécifique qui leur expliquait la guerre, son sens, et les ennemis. Si l'expérience de guerre passait – de manière impossible à évaluer dans le cas général – par le dialogue entre la parentèle et les enfants, elle fit aussi irruption dans les systèmes de perception et de représentation des enfants et des adolescents par l'intermédiaire des jouets, livres et journaux. Dès l'automne 1914, l'industrie allemande du jouet, la première du monde en production et en part des échanges mondiaux, se mit au diapason de la culture de guerre[24]. Certaines firmes, comme Otto Maïer Verlag – futur Ravensburger – ou le célèbre fabricant de trains électriques Märklin, produisirent des jouets en prise directe avec la guerre, voire avec le combat. La violence était ainsi « trivialisée », pour reprendre l'expression chère à George Mosse[25] : les jouets, tout en la déréalisant, l'introduisaient dans le quotidien des enfants. Les fabricants d'ailleurs ne s'étaient pas trompés sur les enjeux culturels à l'œuvre. À la fin de 1914, leur organe officiel déclarait :

> « L'industrie du jouet est injustement classée parmi les industries de luxe. Elle a sa mission spécifique en guerre, car il est important, par l'intermédiaire des jouets, d'imprégner les enfants de l'évolution des

derniers événements, et de leur inoculer [*verimpfen*] l'esprit droit, national, et patriotique [26] . »

L'effort de pédagogie fourni par la société et l'État se traduisit aussi par un discours de légitimation du conflit prodigué aux enfants et aux adolescents dans le cadre de l'école et du lycée. Livres de classe, cahiers d'exercices, cours magistraux se mirent ainsi à parler de la guerre, de ses évolutions, de son sens, en adoptant un discours adapté, au service d'objectifs précis. L'idéal poursuivi par les pédagogues était celui d'une jeunesse grave et préoccupée, d'une jeunesse emplie de gratitude envers les héros qui donnaient leur vie au front pour défendre la nation : « mobilisation des esprits, mobilisation des cœurs », disait l'un des textes traitant de « ceux qui restaient à l'arrière »…[27] Cet effort fut pris en charge en 1917 par le système éducatif *via* des « cours patriotiques », véritables condensés de la culture de guerre. Cette brusque généralisation de l'effort mobilisateur, sen sible dans l'enseignement primaire et secondaire par l'institutionnalisation d'une pédagogie du conflit, constituait le cadre de transmission privilégié d'une morale héroïque appliquée au quotidien des enfants et des jeunes[28]. Ceux-ci se voyaient incités à suivre les événements du conflit, à communier en pensée avec les combattants, à agir de façon grave et responsable dans la vie quotidienne. Aîné de sa famille, le jeune garçon devait enfin se transformer en héros du quotidien, et savoir pallier l'absence du père et/ou des frères. Si le soldat devait être admiré, le discours n'incitait toutefois pas à l'imiter par le départ au front, même si le fantasme de l'enfant héros, si vivace en France, a eu quelques équivalents en Allemagne : certaines illustrations d'albums de jeunesse présentent des enfants ou des adolescents gardant seuls la frontière contre l'ennemi russe et français assemblé[29], d'autres montraient de jeunes enfants pleurant de frustration de ne pouvoir partir avec leur père, d'autres, enfin, figuraient l'enfant rêvassant en uniforme[30]. Toutes insistaient sur l'importance du rôle du front de l'intérieur, front sur lequel l'enfant avait sa place.

Le silence des *Akademiker*

Pourtant, malgré la dimension si marquante du conflit, malgré l'effort mobilisateur déployé par l'État, les membres du groupe qui eurent l'occasion de raconter leur enfance et la guerre n'en firent rien. À l'entrée dans la SS ou au moment de leur mariage, ils furent presque tous amenés à rédiger un récit de vie, mélange de curriculum vitae et de texte personnel où étaient restitués les milieux familiaux, le déroulement des études, et parfois même l'univers affectif des narrateurs. Ne serait-ce que de manière cursive, ces *Lebensläufe* auraient logiquement dû rendre compte de l'expérience de guerre. Or, cinq d'entre eux seulement en évoquent l'un ou l'autre aspect. Encore n'est-ce souvent qu'en passant, pour dire la mort du père, l'exode ou la captivité.

Ernst Turowsky est né en 1906, dans une famille de propriétaires exploitants près de Johannisburg, en Prusse-Orientale. Quand la guerre éclate, il fait l'expérience de l'invasion russe. Sans s'étendre sur le sujet, il mentionne son statut de réfugié de guerre et l'incorporation de son père. Turowsky explique par ailleurs que son parcours scolaire a été interrompu pendant près de deux ans suite à l'invasion, et déclare n'être revenu sur ses terres avec sa famille qu'en 1922, c'est-à-dire, selon ses propres termes, « après le retour de [son] père de la guerre et la stabilisation de la situation frontalière[31] ». Ce sont là les seules traces d'expérience de guerre qu'il consente à livrer.

Le candidat SS s'en tient donc strictement aux faits. Il ne se sent en revanche pas tenu de parler de ce que l'enfant de huit ans qu'il était en retint. On sait pourtant que la ville natale de Turowsky, Johannisburg, fut l'un des épicentres des atrocités commises par les Cosaques et du mouvement de panique qui s'ensuivit. Conformément à une pratique qui se répandit dans les premiers mois de la guerre, le gouvernement allemand collecta systématiquement les témoignages concernant les actes de brutalité des troupes russes. Si une grande partie d'entre eux était le fait de soldats et de prisonniers allemands qui avaient réussi à s'évader, une autre série de déclarations fut le fait de civils, hommes et femmes, qui avaient assisté – ou disaient avoir assisté – aux exactions ennemies. Les récits de viols, de mutilations, d'exécutions sommaires de civils comme de prisonniers étaient ainsi diffusés par les canaux institutionnels classiques des livres blancs,

mais aussi sous forme de rumeurs, au fur et à mesure de l'arrivée des réfugiés sur le territoire allemand[32]. Turowsky appartenait précisément à cette catégorie de personnes qui s'étaient momentanément trouvées à l'intérieur du premier cercle de la guerre. Nulle part, pourtant, le candidat SS ne fait mention des atrocités ou du mouvement de panique présidant à l'exode. Nulle part non plus il ne donne d'information sur l'état d'esprit de sa famille. Nulle part enfin il n'explique les modes de subsistance de cette famille de réfugiés, ayant perdu terres et métier, durant les longues années d'exil. Est-il déraisonnable de penser que, malgré le silence de l'enfant devenu adulte, l'exode de 1914 avait été vécu par sa famille avec une intensité traumatique telle que celle-ci ne se décida que huit ans plus tard à reprendre le chemin de la Prusse-Orientale ? Pourtant, Turowsky gomme cet aspect, comme si l'exil n'avait eu aucune prise sur lui.

Si l'expérience de guerre d'Ernst Turowsky fut celle du réfugié et de la victime civile, elle constitua aussi la matrice d'une identité frontalière : né en Prusse-Orientale, environné par des Polonais et des Russes, Turowsky écrivit sa thèse de doctorat en histoire médiévale sur les problèmes d'administration frontalière entre Polonais et Allemands au XV^e^ siècle[33]. Comment ne pas penser que se noua là un intérêt scientifique lié au vécu juvénile de guerre ? Cette thèse, véritable tentative de légitimation dans le passé de l'identité allemande des terres de confins, ne relève-t-elle pas de l'engagement dans une pratique de défense territoriale, défense de type intellectuel, certes, mais en prise directe avec cette « mobilisation intellectuelle » (*geistige Mobilmachung*) que mit en place la *Bildungsbürgertum* lors de la Grande Guerre[34] ? Si le vécu traumatique de la guerre ne s'exprime pas, si la guerre n'est la plupart du temps pas même mentionnée, le silence ne dit pas l'insignifiance de l'expérience. Au contraire, le silence n'est pas un manque, mais un indice : celui du traumatisme.

Heinz Gräfe, lui, est fils d'un libraire saxon, et donc issu d'un milieu cultivé. Son père, mobilisé dès l'entrée en guerre, a été tué sur le front dans les Flandres en 1914. Même si ses *Lebensläufe* sont parmi les plus développés, ce fait n'est mentionné que dans l'un d'entre eux, et seulement entre parenthèses, parce qu'il s'agissait de donner la profession paternelle. On ne sait donc rien de ce que signifia pour Gräfe la mort de son père.

Pourtant, il écrit que sa mère prit un emploi dans les Postes, ce qui impliquait l'abandon de la librairie familiale, l'expérience du déclassement social et de la perte des revenus. Mais Gräfe n'en dit rien, ni de son deuil, ni même de sa vie en guerre, bien qu'il ait sans doute été livré à lui-même du fait de l'absence d'une mère contrainte à travailler. Il développe en revanche avec soin son parcours après 1918, détaillant ses problèmes disciplinaires en milieu scolaire, offrant l'image d'un adolescent – il avait alors quatorze ans – perturbé, qui finit cependant par combler son retard scolaire tout en commençant son itinéraire politique sous les auspices du refus de Versailles et de Weimar[35].

Les exemples d'Ernst Turowsky et de Heinz Gräfe illustrent ainsi le fait que la guerre peut être présente à l'état de traces dans les *Lebensläufe*, mais que sa dimension traumatique interdirait d'y consacrer des discours plus étoffés. En cela, ils ne font qu'agir à l'image d'une société allemande qui discute de façon passionnée des origines comme des conséquences du conflit[36] – la question des responsabilités – mais pas de son déroulement, attitude collective proche du refoulement.

Plus troublante encore est l'absence universelle d'évocation de la défaite allemande de 1918. À la différence de la guerre elle-même, celle-ci n'est *jamais* mentionnée, même lorsqu'il s'agit de personnes qui ont dû quitter leur résidence à la suite de l'armistice ou des traités[37]. Dans les *Lebensläufe*, la guerre existe dans les faits mais pas dans le discours ; la défaite, elle, n'y a d'existence ni factuelle ni discursive. Entre les deux traitements de l'événement, il y a la même différence de nature et de degré qu'entre le refoulement et la forclusion.

Ce traumatisme, certes presque impossible à dire dans l'entre-deux-guerres, fit parfois l'objet d'une tentative d'expression au cours de l'après-Seconde Guerre mondiale. Werner Best, par exemple, ancien chef adjoint du RSHA[38], s'y exerça, en 1947, dans sa prison. Son biographe, Ulrich Herbert, relève à juste titre que ces récits d'enfance rendent autant compte de l'enfance réelle vécue par Werner Best que de la stylisation générationnelle qu'il voulait donner de son parcours[39]. Dans ses récits de vie, l'ancien dignitaire nazi opère toujours une césure très nette entre les années avant et après 1914. L'année de la guerre est, dès le 4 octobre, celle

du deuil. Son père, mobilisé au début du conflit, meurt des suites d'une blessure dans un hôpital à Trèves.

> « La mort en héros [*Heldentod*] de mon père m'a laissé à moi-même alors que j'avais onze ans. Ma mère s'effondra et chercha plus de soutien auprès de ses fils qu'elle ne pouvait leur en prodiguer. J'ai de ce fait été élevé par la tradition familiale plus que par la famille elle-même […]. Mon père nous avait laissé une lettre dans laquelle il nous recommandait notre mère et nous exhortait à devenir des hommes, allemands et patriotes. À onze ans, je me sentais donc responsable de ma mère et de mon jeune frère. Et à partir de quinze ans, je me sentais responsable de la réorientation de l'Allemagne. Je n'ai connu dans ma jeunesse que le sérieux, les soucis, le travail et la responsabilité. […] La détresse financière – ma mère n'avait aucune pension de veuve – a elle aussi assombri ma jeunesse [40] . »

Ce que Best oublie de dire ici, et qu'il mentionne dans son récit de 1965[41], c'est que son grand-père paternel décéda quelques semaines après la mort de son père : les deuils se surajoutent, le premier décès ayant peut-être précipité le suivant[42]. De même, Werner Best ne parvient toujours pas à parler de la défaite de 1918. Il la suggère en partie, en disant qu'il se sentait « responsable de la réorientation de l'Allemagne » dès l'âge de quinze ans, mais il ne parle pas de sa réaction face à la catastrophe. Il faudrait là encore attendre 1965 :

> « Que la fin de la guerre, la révolution de Novembre – même dans la forme extrêmement atténuée qu'elle avait prise à Mayence – et surtout l'occupation de la ville avaient été surprenantes et douloureuses !
>
> Le fait que tous les sacrifices devaient avoir été inutiles me semblait inimaginable. Et quand les conditions de l'armistice de Compiègne furent connues, j'étais tellement persuadé qu'elles ne pouvaient être acceptées et que la guerre devait être continuée que – du haut de mes quinze ans – je me décidai avec un ami à aller jusqu'au Rhin pour me joindre à une troupe qui irait continuer le combat [43] . »

À près de cinquante années de distance, la guerre se révèle insupportable, car les sacrifices immenses consentis – par lui personnellement comme par la population – ont été vains. Dans un autre texte il emploie le terme *umsonst* (« en vain ») dans les mêmes circonstances, en l'identifiant cette

fois à la seule mort de son père. C'est l'ajout du deuil et de la défaite, de la douleur intime et du trauma collectif, qui rend l'innommable insupportable. Le refus de la défaite trouve une expression particulièrement nette chez le jeune lycéen : la défaite, innommée, innommable, est aussi inimaginable, et rend évidente la continuation des hostilités. Et de fait, ce que Best juge le plus douloureux est bien le fait que l'ennemi occupe *sa* ville. Après avoir communié avec les soldats qui, pendant quatre années, avaient porté la guerre en territoire ennemi, Best percevait logiquement cette occupation comme une invasion, alors même qu'elle avait lieu *après* la cessation des hostilités[44]. C'est avouer l'inexistence de la défaite dans sa conscience. La première phrase de son texte ne disait-elle pas, au fond, les mots « fin de la guerre » tout en niant leur signification réelle, la défaite ?

Imaginaire de poursuite de la lutte et violence des émotions : telles semblent être les perceptions d'une défaite qui n'est mentionnée que pour être aussitôt rejetée en dehors même d'un imaginaire resté tout entier façonné au moule de la culture de guerre. Au-delà même du deuil et des conséquences économiques et sociales de celui-ci, le témoignage de Best décrit son attitude pendant la lutte. Best confesse en effet avoir « suivi avec un intérêt fiévreux les événements du conflit, et éprouvé le plus grand traumatisme de sa vie par le fait de n'avoir pu combattre pour la victoire allemande[45] ». En 1947 ou en 1965, ces récits montraient invariablement un enfant mature, grave, responsable, comportement conforme aux discours de mobilisation des enfants développé durant la guerre[46], qui, tout en leur donnant à voir des modèles d'enfants héroïques, maintenait l'interdiction de l'héroïsme du champ de bataille pour les jeunes, rejetant l'idéal de l'enfant-soldat dans le fantasme.

D'un autre côté, ces récits de guerre et de défaite soulignent l'invasion du champ politique et militaire par les passions. Ce processus est à attribuer à l'immense investissement affectif des populations dans la guerre. Encadrées par un discours de légitimation du conflit omniprésent, ces dernières ne pouvaient ressentir l'issue du conflit que comme un choc massif. Au hasard du récit de Werner Best, pourtant, ce sentiment s'estompe au profit d'une chaîne d'événements nombreux dont la défaite n'est que l'élément déclenchant. Best cite certes en premier lieu l'armistice, mais il insiste aussi sur la révolution et l'occupation. De fait, c'est là une constante chez les

narrateurs allemands que de ne pouvoir se représenter la défaite *isolément*. 1918, c'est tout à la fois la défaite, les révolutions communistes, l'invasion française, le démembre ment des territoires de l'Est, les putschs séparatistes. Le 11 novembre ne peut être isolé du 9, pas plus qu'il ne peut l'être de l'occupation de la Rhénanie puis de la Ruhr en 1921-1924. Or, si la guerre et la défaite font l'objet du silence qu'on a dit, les troubles qui les suivirent y surgissent en revanche avec force.

Le « temps des troubles » : une expérience de guerre ?

Les *Lebensläufe* mentionnent très fréquemment une participation active à l'une ou l'autre des phases de troubles que connut l'Allemagne après 1918. La narration de Richard Frankenberg, futur professeur et officier traitant du RSHA *Amt* IIIB chargé de la surveillance des relations interethniques dans les pays nordiques, offre une sorte d'inventaire des événements qui marquèrent la période.

> « […] À Dortmund, pendant le putsch [*illisible*], j'ai pris part aux combats contre l'Armée rouge (milice d'habitants de Dortmund, ordonnance au corps franc Epp). En 1919, cofondateur de la Ligue nationale de la jeunesse de Dortmund. En 1919, cofondateur de la Ligue des jeunes nationaux. […]
>
> « En 1923, pendant l'occupation de la Ruhr, [*actif*] dans l'organisation du service de propagande et chef du service du combat rhénan au *Deutsche Hochschulring*[47] .
>
> « À Flensburg, collaborateur chargé de la politique frontalière dans la Ligue du Schleswig-Holstein. [*actif*] comme professeur à [Arg *illisible*] en Schleswig-Holstein séparé [*de l'Allemagne et confié au Danemark (NDT)*] 1929 : voyage en Flandres chez le chef des nationalistes flamands. En 1930, voyages en Finlande, en Estonie et en Lituanie. En 1931, voyage en Alsace pour étude du mouvement autonomiste. En 1933, voyages à Memel et à Dantzig. Dans le Nord-Schleswig, activité politique frontalière importante, chef des scouts allemands du Nord-Schleswig [48] . »

Richard Frankenberg a ainsi déployé une activité politique protéiforme, luttant au départ contre les communistes, puis s'engageant dans les milices armées. Il aborde ensuite la résistance passive et le travail de renseignement contre les Français lors de l'occupation de la Ruhr, et finit par œuvrer pour la conservation de la germanité dans toutes les communautés allemandes séparées du Reich par les traités de la banlieue parisienne. À l'instar de Frankenberg et de Best, la grande majorité des membres du groupe ont rencontré durant leur enfance ou leur adolescence l'une des dimensions des crises politiques traversées par l'Allemagne. Il a pu s'agir d'un déménagement forcé, comme dans le cas de Karl Burmester, dont le père, pasteur dans le Schleswig, émigra en 1920 car il « refusait de devenir fonctionnaire danois[49] » et « désirait donner une éducation allemande à ses sept enfants[50] ». Le lycéen George Herbert Mehlhorn, qui serait chef de l'administration du SD entre 1932 et 1937, s'engagea dans diverses organisations nationalistes paramilitaires. Dès l'âge de seize ans, Mehlhorn, se conformant au mythe de l'enfant-héros suggéré par la littérature de guerre pour enfants, participa à des actions de camouflage d'armes dirigées contre la Commission alliée de désarmement[51]. Trop jeune pour participer directement aux combats des milices allemandes contre les groupes polonais, il a cependant réagi à la menace d'annexion planant sur la Silésie par un travail clandestin de résistance passive.

Reinhard Höhn, futur professeur de droit dans les universités d'Iéna et de Berlin et futur chef du SDHA II/1de 1931 à 1939, ne se borne pas au combat et au militantisme :

> « J'ai suivi des études au lycée à Meinigen et j'ai développé une certaine compétence politique précoce. J'ai pour la première fois commencé le combat contre la vermine et l'ordure en seconde, dirigeant alors le cercle des jeunes de Thuringe du Sud. J'ai été actif dans les mouvements de jeunesse jusqu'en terminale. En ce temps-là avaient lieu les *Abwehrkämpfe* contre le communisme. J'ai été actif dans ces combats et suis entré en 1922 dans la *Deutschvölkische Schutz- und Trutzbund*[52] . J'ai été emprisonné […].
>
> « Pendant l'interdiction du NSDAP, je suis entré de façon active dans le *Jungdeutsch Orden* qui tentait alors d'unifier les forces *völkische* en Bavière. J'ai alors résidé deux ans et demi à Munich […].

J’ai alors pour la première fois dirigé un service de renseignement et me suis battu contre les menées séparatistes [53] . »

Les ennemis – communistes et séparatistes – qualifiés d’« ordure » et de « vermine », la dimension défensive du combat, l’extrême jeunesse de Höhn quand il commence à « lutter » trahissent la conservation intacte de la culture de guerre née du premier conflit mondial. Dans ses *Lebensläufen* des années 1930, Werner Best insiste aussi sur son activité multiforme pendant le « temps des troubles ». Son militantisme précoce, sa participation à la fondation de la *Deutschvölkische Schutz- und Trutzbund*, à la section du *Jungnational Partei* de Mayence, son activisme dans le *Deutsche Hochschulring* y sont très soigneusement détaillés. Reste qu’il continue à taire les représentations qui président à ce militantisme.

C’est dans un tract du *Deutsche Hochschulring* édité au moment de l’invasion par les Français de la Rhénanie que Best trahit ses motivations profondes :

« *Komilitonen* [camarades] *!* C’est de nouveau la guerre. L’ennemi est au cœur de l’Allemagne […] Chaque Français, chaque Belge est notre ennemi, membre d’un peuple qui s’est placé hors de tout droit et de toute moralité. Tout Allemand qui leur apporte un quelconque soutien, les tolère dans sa maison, les traite également, tombera sous le coup de la Vehme [organisation secrète organisant l’assassinat politique] [54] . »

L’imaginaire de guerre est ici très explicitement au cœur des représentations. L’intervention franco-belge, motivée par des considérations financières[55], est assimilée à une invasion, sans déclaration de guerre. Le tract dessine un ennemi agissant par traîtrise, ce qui justifie l’assertion selon laquelle il s’est « placé hors de tout droit et de toute moralité ». Il lance enfin un appel à la résistance qui, sous ces auspices, ne peut être qu’un combat authentique. Best en révèle les enjeux dans deux articles, parus dans un journal rhénan :

« Pourtant, la résolution de tenir est présente. Mais la Rhénanie ne peut y arriver qu’adossée à un Reich courageux et résolu. Les défaitistes doivent passer devant un tribunal de guerre ou tomber sous les coups de la Vehme, car ils poignardent dans le dos notre front combattant occidental […]. Le 4 février, les Français sont entrés en

> Bade. Leur but est de partager l'Allemagne en trois parties, une, la plus grande possible, à l'ouest sous protectorat français, un Sud influencé par la France et un reste prussien, destiné aux appétits des Polonais. Le dénouement de la guerre mondiale a lieu aujourd'hui. Il s'agit d'y lancer nos dernières forces, physiques mais, plus encore, morales [56] … »

Vitaux sont les enjeux de la lutte, car il s'agit de se battre contre une armée française animée par une volonté d'anéantissement de l'Allemagne. La partition en zones d'influence multiples signifierait, selon l'étudiant Best, la fin de l'Allemagne, en tant qu'État et en tant que nation. Dès le début du texte cité, l'activiste exprime cette menace de disparition nationale de façon plus précise, explicite :

> « Nous voici confrontés à un ambitieux plan français d'extermination [*Vernichtungsplan*]. Notre gouvernement est, Dieu merci, résolu à la résistance. Il ne fait là que ce qui est possible et pensable. Le peuple, lui aussi, vit avec la même volonté. La social-démocratie craint dans tous les cas l'union nationale et sabote partout où elle le peut. Il s'agit maintenant de clarifier pour notre peuple les conséquences et l'invariabilité du plan d'extermination français. Résistance et combat ou anéantissement [*Vernichtung*] sans merci ! Pour nous, plus que jamais, vaut une seule chose : être prêt, c'est tout [57] . »

Confronté à ce qui lui semble être la phase finale d'un plan concerté, Best décrit avec violence les fins dernières de l'invasion française. Les *Akademiker* s'engageant dans les milices de voisinage ou les corps francs ont très largement intériorisé ces représenta tions[58]. Cette angoisse quasi apocalyptique ne constitue-t-elle pas le cœur de l'imaginaire présidant au comportement des membres du groupe durant ce temps des troubles ? N'était-elle pas déjà au cœur de la culture de guerre cristallisée pendant la grande conflagration de 1914-1918 ? *Sperrfeuer um Deutschland*, l'ouvrage de Werner Beumelburg, qui faisait de la Grande Guerre un « combat décisif » contre la « volonté d'anéantissement » de l'Entente, en donne la teneur, ce qui explique son immense succès en librairie entre 1929 et 1941[59].

La cristallisation d'une croyance en la disparition à plus ou moins brève échéance de l'Allemagne, en tant qu'entité étatique, certes, mais en tant qu'entité biologique également, semble donc, en dernier examen, avoir constitué le cœur des représentations de la Grande Guerre et du « temps des troubles ». Là résida sans doute l'essence même de l'expérience traumatique initiale des membres du groupe, expérience si douloureuse qu'elle rendait pratiquement impossible toute évocation de l'enfance. Devenus adultes, en réinvestissant la guerre au travers de l'*Abwehrkampf*, ils réussirent alors au moins partiellement à l'extérioriser. L'intensité de sa perception semble ainsi avoir constitué une dimension capitale de l'engagement des *Akademiker*.

1 Personnes ayant fait des études universitaires.

2 Jeffrey Verhey, *The Spirit of 1914. Militarism, Myth and Mobilization in Germany,* Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2000, 268 p. Cf. le chapitre sur la *Volksgemeinschaft*, p. 213-218.

3 L'approximation est effectuée à partir des chiffres cités par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18…, op. cit.*, p. 240-241.

4 Stéphane Audoin-Rouzeau en souligne l'importance dans l'un des récits, celui du deuil de Jeanne Catulle-Mendès (*Cinq deuils de guerre…, op. cit.*).

5 Thierry Bonzon et Belinda J. Davis, « Feeding the cities », *in* Jean-Louis Robert et Jay Winter (éd.), *Capital Cities at War. London, Paris, Berlin, 1914-1919,* Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 622 p., p. 305-341 ; ici p. 310.

6 Belinda J. Davis, *Home Fires Burning. Food, Politics and Everyday Life in World War I Berlin*, Chappel-Hill, University of North Carolina Press, 2000, 349 p. Belinda Davies aborde le ravitaillement dans une perspective d'*Alltagsgeschichte*, qui l'amène à discerner dans les problèmes de ravitaillement l'un des facteurs de dissolution des liens existant entre les Allemands et leur gouvernement. La faim y est analysée comme facteur de rupture du consentement. Elle met cependant aussi en valeur le facteur d'angoisse qu'a représenté la question de l'alimentation dans le système de représentations des classes moyennes et populaires.

7 Werner Schaeffer, *Krieg gegen Frauen und Kinder : Englands Hungerblockade gegen Deutchland 1914-1920*, Berlin, Deutsche Informationsstelle, 1940, 45 p. Cette source est d'autant plus intéressante qu'elle représente un remodelage de la culture née au sein de la Grande Guerre au service de la Seconde. Loin de refléter la réalité de l'expérience en Grande Guerre, elle montre bien comment la mémoire de ce conflit fut réactivée pour servir de matrice référentielle dans le discours de légitimation du second conflit mondial.

8 En attendant la thèse d'Anne Duménil sur « Le soldat allemand », encore à paraître, on lira Gerd Krumeich, « Le soldat allemand sur la Somme 1914-1916 », *in* Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau (éd.), *Les Sociétés européennes et la guerre de 1914-1918, op. cit.*

9 Susanne Brandt, *Vom Kriegsschauplatz zum Gedächtnisraum. Die Westfront 1914-1940*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2000, 267 p. ; notamment p. 17-18 et 37-38.

10 Mittelman, *Quer und Kreuz durch Belgien*, cité d'après Susanne Brandt, *ibid.*, p. 25.

11 Voir là-dessus Vejas Gabriel Liulevicius, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000. L'invasion ne dura que quelques semaines, et fut stoppée par les offensives de l'automne et la victoire de Hindenburg et Ludendorff sur les armées russes de Samsonov et Rennenkampf, bataille qui fut rebaptisée « bataille de Tannenberg ». L'impact mémoriel de cette invasion fut pourtant incomparablement plus étendu que sa durée, même s'il ne faut pas en sous-estimer la très grande brutalité. L'invasion et la dimension salvatrice de la bataille furent de plus le point de départ du véritable culte de la personnalité dont firent l'objet les deux généraux allemands victorieux.

12 Sur l'image de l'ennemi intériorisée par les combattants, on verra pour une étude systématique des lettres de soldats et, malgré son caractère déréalisant, Klaus Latzel, *Deutsche Soldaten – nationalsozialistischer Krieg ? Kriegserlebnis – Kriegserfahrung 1939-1945* (Paderborn, Schöning Verlag, 1998, 424 p.) qui, malgré son titre, tente une comparaison entre les expériences de guerre des soldats allemands dans les deux conflits mondiaux (ici, p. 191-194, 200-201 et 211-219). Les catégories d'analyse que l'auteur a choisies lui interdisent pourtant de penser l'argumentaire de guerre de façon unifiée, et ne prennent pas en compte le caractère défensif de la guerre pour les soldats allemands.

13 V.G. Liulevicius, *War Land on the Eastern Front, op. cit.*, p. 29-30, ainsi que p. 54-88.

14 *Ibid*., p. 174-177.

15 Sur ce point, *ibid.*, p. 134-156.

16 Jacques Heurgon, *Trois études sur le Ver Sacrum*, Bruxelles, Latomus, 1957, 51 p.

17 Cité par Gerhard Hirschfeld, « Avant-propos », *in* Gerd Krumeich et Gerhard Hirschfeld (éd.), *« Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch… » Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkrieges*, Francfort, Fischer, 1996, p. 7.

18 Cf. Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen und die Konstruktion des "Neuen Menschen" », in *ibid.*, p. 43-84.

19 Lettre n° 107 de Walther I., fonds privé Knoch, BfZ, cité par Peter Knoch, « Erleben und Nacherleben. Das Kriegserlebnis im Augenzeugenbericht und im Geschichtsunterricht », in *ibid.*, p. 235-259 ; ici p. 244.

20 Sur ce type de problématiques, on verra Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre, op. cit.* ; et Annette Becker, *La Guerre et la Foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994. Voir enfin Alphonse Dupront, *Le Mythe de croisade…, op. cit.*, t. 2.

21 Cf. Gudrun Fiedler, *Jugend im Krieg. Bürgerliche Jugendbewegung, Erster Weltkrieg und sozialer Wandel*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1989, 310 p.

22 Au rythme d'une tous les trois jours environ.

23 Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *Violence et consentement*…, art. cité, ainsi que *14-18. Retrouver la guerre., op. cit*., p. 50 notamment.

24 Heike Hoffmann, « "Schwarze Peter" im Weltkrieg. Die deutsche Spielwarenindustrie 1914-1918 », *in* Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, Hans Peter Ullmann et Gerhard Hirschfeld (éd.), *Kriegserfahrungen. Studien zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte des Ersten Weltkriegs*, Essen, Klartext, 1997, 456 p., p. 323-335.

25 D'intéressants développements sur les jouets et l'univers enfantin en guerre se trouvent chez George Mosse dans son étude sur le phénomène de banalisation du conflit : *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999, 290 p., p. 145-179.

26 *Deutsche Spielwaren Zeitung*, 10/9/1914, t. 18, f° 3. Cité par Heike Hoffmann, « Schwarze Peter im Weltkrieg »…, art. cité, p. 325.

27 *Ferdinand Hirt's Kriegslesestücke. Erlebnisse und Darstellungen aus dem Jahre 1915*, Breslau, Hirt Verlag, 3e éd., 1917, 128 p.

28 E. Matthias et H. Meier-Welcker (éd.), *Quellen zur Geschichte des Parlementarismus und der deutschen Parteien*, t. I/II : *Militär und Innenpolitik im Ersten Weltkrieg 1914-1918* ; t. VIII : *Die Propaganda im Zeichen des « vaterländischen Unterrichts », April 1917-Oktober 1918*, Düsseldorf, 1978, p. 803-985.

29 Ludwig Pronold et Albert Henselmann, *Weltkriegsbilderbuch. Franzl-Michl-Mohammed*, Straubing, Attekoffer, 1916, 32 p., p. 12 ; cité par Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants…, op. cit.*, p. 68.

30 Voir les nombreuses gravures et lithographies de Rudolf Grossman, et notamment « Celui qui veut être soldat », reproduite dans George Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme…, op. cit.*, p. 160.

31 *Lebenslauf*, 24/5/1938, f° 2 (BAAZ SSO Turowsky).

32 Un nombre important de témoignages d'atrocités cosaques – viols, exécutions, mutilations – proviennent de réfugiés ou de *Landser* (hommes de troupe) qui étaient en poste à Johannisburg. Voir *Greueltaten russischer Truppen gegen deutsche Zivilpersonen und deutsche Kriegsgefangene*, Livre blanc, 1915. Je remercie Anne Duménil de m'avoir communiqué ce document.

33 Ernst Turowsky, *Die innenpolitische Entwicklung Polnisch-Preußens und seine staatsrechtliche Stellung zu Polen vom 2. Thörner Frieden bis zum Reichstag von Lublin (1466-1569)*, Berlin, Trilitsch und Huther, 1937, 114 p. Voir aussi *infra* le chapitre « La construction des savoirs académiques ».

34 Kurt Flasch, *Die geistige Mobilmachung. Die deutschen Intellektuellen und der Erste Weltkrieg, ein Versuch*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2000, 447 p. Voir aussi, pour le cas français, Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre, Paris, Le Seuil, 1993, 356 p. ; Anne Rasmussen et Christophe Prochasson, Au nom de la Patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale 1914-1919, Paris, La Découverte, 1996.*

35 *Lebenslauf* Gräfe, non daté (BAAZ, RuSHA Akte, Gräfe).

36 Voir Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage. Politische Öffentlichkeit und Kriegsschuldfrage in der Weimarer Republik*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht, 1983.

37 C'est le cas d'Emil Augsburg, futur chercheur au Wannsee Institut et membre de l'*Einsatzgruppe* B, qui était un *Volksdeutsche* de Łódź (BAAZ RuSHA Akte Augsburg), mais aussi d'Erich Ehlers, dont le père, pasteur dans le Nord-Schleswig, dit vouloir déménager pour ne pas devenir fonctionnaire suédois et pouvoir donner une « éducation allemande à ses sept enfants » (*Lebenslauf* Ehlers [BAAZ, RuSHA Akte Ehlers]).

38 Un second cas est constitué par les dernières déclarations d'Otto Ohlendorf et Heinz Jost au procès de Nuremberg. On reviendra sur le premier document dans les chapitres 6 et 14.

39 Ulrich Herbert, *Best… op. cit.* ; ici p. 45.

40 Questionnaire Best, 1947, p. 5, *in* BABL, Nachlaß Best. Cité d'après *ibid.*, p. 47.

41 Werner Best, *Lebenslauf*, 1965 ; cité par U. Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 2.

42 Jay Winter a montré que ce phénomène avait été répandu, et expliquait en grande partie la surmortalité de la frange la plus âgée des populations des trois grandes capitales en guerre, à savoir Paris, Londres, Berlin. Voir Jean-Louis Robert et Jay Winter (éd.), *Capital Cities at War, op. cit.* ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18…, op. cit.*, chap. 3.

43 W. Best, *Lebenslauf*, 1965 ; cité par U. Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 48.

44 L'entrée des troupes françaises eut lieu à Mayence entre le 5 et le 10 décembre 1918. Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 30.

45 *Ibid.* p. 47 ; voir aussi Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo und des SD 1931-1945*, Berlin, Ernst Reuter Gesellschaft, 1967, p. 144 *sq*.

46 Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants…, op. cit.*

47 Le *Deutsche Hochschulring* était le syndicat étudiant majoritaire en Allemagne entre 1921 et 1926, dont l'orientation *völkische* était très marquée. Voir chapitre suivant.

48 *Lebenslauf*, s.d. (BAAZ, SSO Akte Richard Frankenberg ; dossier et *Lebenslauf* manuscrit très abîmés par le feu et l'eau).

49 *Lebenslauf*, 21/2/1938 (BAAZ, SSO Akte Burmester).

50 *Lebenslauf*, 1/10/1940 (BAAZ, RuSHA Akte Burmester).

51 *Lebenslauf*, 2/11/1932 (BAAZ, SSO Akte George Herbert Mehlhorn).

52 « Ligue nationaliste de défense et d'attaque », groupe *völkisch* antisémite radical. Voir Uwe Lohalm, *Völkischer Radikalismus. Die Geschichte des deutschvölkischen Schutz- und Trutzbundes 1919-1923*, Hambourg, Leibnitz Verlag, 1970, 492 p.

53 *Lebenslauf*, s.d. (BAAZ, SSO Akte Reinhard Höhn ; document non folioté).

54 Jungakademische Pressedienst, 29/1/1923 (BABL, R-16.03/2748, f^{o} 160) ; cité par Ulrich Herbert, *Best.…*, *op. cit.*, p. 74.

55 Jean-Claude Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*, Genève, Droz, 1969 ; Denise Artaud, « Die Hintergründe der Ruhrbesetzung », *VfZ* 27, 1979.

56 *Rheinlandumschau*, n° 7, 25/1-8/2/1923.

57 Werner Best, article paru dans le *Rheinlandumschau* n° 6, 10-25 janvier 1923, p. 64. Cité par Ulrich Herbert, *Best.…*, p. 74.

58 Berns Weisbrod avait d'ailleurs déjà noté ce phénomène quand il écrivait : « Toutes ces formations [l'auteur parle ici des milices de voisinage, des unités de réserve volontaires étudiantes et des corps francs] avaient en commun de tracer un portrait terrifiant de leur adversaire politique et de légitimer un éventuel recours à la violence par une propagande antibolchevique nourrie de récits effrayants et d'appels au meurtre » (« Violence et culture politique en Allemagne entre les deux guerres », *XX^{e} Siècle – Revue d'histoire*, n° 34, Paris, 1992, 12 p.) ; voir aussi G. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme*, *op. cit.*, pour la brutalisation du champ politique en Allemagne, et donc les modalités d'adaptation de ce discours aux forces militantes de tous horizons politiques.

59 Écrit dans les années 1920, publié en 1929, *Sperrfeuer um Deutschland* (Gerhard Stalling Verlag Oldenburg, 1929) fut l'une des plus grosses ventes de librairie dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. L'édition ici utilisée, celle de 1941, porta le tirage à 353 000 exemplaires, faisant de ce livre la bible du récit historique de la guerre.

Chapitre 2

La fabrique des réseaux

Des lieux pour étudier

Leurs études secondaires closes par l'obtention de l'*Abitur*, les futurs intellectuels SS s'inscrivent dans une université et se voient confrontés à la nécessité de la mobilité géographique. De fait, celle-ci est une norme dans l'université allemande. Le constat peut être établi de façon très empirique, en examinant les *Lebensläufe* rédigés par les intellectuels SS au moment de leur recrutement. Sur quelque 80 cas, 72 ont étudié dans deux universités au moins ; sur les 8 cas restants, seuls 3 sont restés dans leur ville natale.

Cette mobilité est favorisée par la forte décentralisation de l'espace allemand et par le nombre élevé d'universités dans le monde germanique. Il n'est pas rare de voir des étudiants allemands s'expatrier vers Graz, Innsbruck, voire Prague[1]. Cette mobilité est même érigée en obligation dans les *Promotionsordnungen* (texte réglementant l'accès au doctorat). Ces textes, régissant les conditions d'accès au titre de docteur, stipulent que les étudiants devront avoir étudié dans deux universités au moins[2].

La présence récurrente d'un certain nombre de grandes universités dans les cursus des futurs intellectuels SS est frappante, ainsi de Leipzig, Munich, Göttingen et Heidelberg surtout. Près de 80 % des futurs intellectuels SS s'y pressent au cours de leur cursus. Seule l'une d'entre elles, celle de Leipzig, dispose d'un bassin local de recrutement. Elle est par ailleurs, et de loin, la plus fréquentée. Les trois autres universités citées attirent elles aussi majoritairement des étudiants venant d'autres *Länder* allemands. C'est donc bien hors de tout critère géographique que les étudiants choisissent leur lieu d'immatriculation. L'excellence, le prestige de quelques grandes universités jouent un rôle fondamental dans les choix.

En droit et en économie politique, Halle, Göttingen et Heidelberg tiennent ainsi une place prépondérante. Otto Ohlendorf (chef du SD

Intérieur de 1939 à 1945), Willy Seibert (chef des bureaux économiques du SD) ou George Herbert Mehlhorn (chef de l'administration du SD de 1935 à 1937), Heinz Gräfe (RSHA *Amt* VI G), Alfred Filbert (RSHA *Amt* VI A) et Paul Mylius (Gestapo puis RSHA *Amt* VII) y séjournent[3]. Werner Best, Heinz Jost, Heinz Rennau et Alfred Filbert font un passage à Gießen où le recrutement, moins important en effectifs, est par ailleurs plus régional : Jost, Filbert et Best, rhénans d'origine, choisissent Gießen parce que la ville est le pôle des études juridiques dans leur région. Werner Best, par exemple, qui concilie le souci d'études brillantes et l'enracinement dans un militantisme radical *völkisch* et rhénan dont il est déjà l'une des figures marquantes, part achever ses examens d'État à Gießen[4].

La hiérarchie est moins nette dans le domaine des sciences humaines. Leipzig, toujours largement dominante, y devance Heidelberg et Berlin, rejointes par Königsberg, Tübingen, Kiel et Bonn, qui concourrent elles aussi pour l'excellence. Paul Dittel, futur successeur de Franz Six à la tête de l'*Amt* VII du RSHA, entame un cursus d'histoire, de géographie et d'anglais à Graz avant de retourner à Leipzig, capitale de sa Saxe natale. Il y côtoie Heinz Hum mitzsch, l'un des futurs responsables du *Generalplan Ost*, mais aussi Emil Augsburg qui codirigera le Wannsee Institut[5], Walter von Kielpinsky, responsable des questions de sciences humaines au SD, et Wilhelm Spengler.

Il est un autre critère d'excellence qui a pu peser sur les choix académiques : le magistère de grands professeurs isolés, notamment au moment du choix de l'université dans laquelle est déposé le sujet de *Dissertation*[6]. Le parcours de Heinrich Malz, immatriculé successivement à Halle, Leipzig et Iéna, resterait obscur sans la prise en compte du choix de son directeur de thèse. Il s'agit de Reinhard Höhn, titulaire de la chaire de droit public à Iéna, que Malz suit lors de son élection à la tête de l'Institut für Staatsforschung à Berlin[7]. L'itinéraire universitaire d'Otto Ohlendorf pourrait paraître tout aussi confus, tant le fil directeur de ses déplacements est moins visible encore que celui de Malz. Ohlendorf, en effet, n'est jamais devenu docteur, et n'a donc pas matérialisé dans la réussite académique son affiliation intellectuelle. Pourtant, après ses études d'économie politique et de droit à Leipzig, Halle et Göttingen, Ohlendorf s'établit à Kiel puis à Berlin, suivant en cela successivement deux universitaires réputés. Il est

ainsi nommé assistant de Jens Jessen à Kiel, avant de devenir, grâce à lui[8], l'un des très proches collaborateurs de Reinhard Höhn à Berlin. C'est ce dernier qui le fait entrer au SD en 1937[9].

L'attraction d'une individualité perçue comme brillante surdétermine ainsi parfois le choix de l'université d'immatriculation ou le lieu de dépôt du doctorat. Ces rencontres individuelles ont parfois largement débordé les limites de l'échange scientifique et personnel, jusqu'à l'encadrement militant direct. Königsberg est ici un cas exemplaire, encore qu'un peu atypique. Parmi les futurs intellectuels SS, les étudiants se concentrent sur deux périodes et deux départements bien individualisés. Les hommes concernés sont soit des historiens séjournant à Königsberg jusqu'en 1934, soit des publicistes arrivant vers 1936-1937 pour étudier le journalisme. Cette concentration s'explique par la présence de l'historien Hans Rothfels et celle de Franz Six.

Dans les deux cas se conjuguent ambitions scientifiques et engagement politique. Si Franz Six a été décrit – après la guerre surtout – comme un usurpateur scientifique, il n'en reste pas moins qu'il faisait à l'époque figure de jeune professeur attrayant, à la carrière brillante[10]. Hans Rothfels, quant à lui, a fait, avant comme après la guerre, l'unanimité autour de ses travaux : il a formé les futures grandes figures de l'école allemande d'histoire sociale[11]. Après 1934 cependant, Rothfels, juif, a été chassé de sa chaire et a dû émigrer. Il n'en reste pas moins qu'il a mis sur pied une école historiographique nationaliste et conservatrice. Liant des études d'histoire économique et sociale à des concepts prenant racine dans l'univers *völkisch*, Rothfels tente de démontrer la domination socio- économique allemande dans la Baltique et d'en faire une constante des époques médiévale et moderne. Tout en défendant apparemment l'hypothèse selon laquelle des ethnies différentes pouvaient coexister dans un même État[12], Hans Rothfels planifie des voyages d'études pour ses élèves et structure la *Deutschtumarbeit* (l'activisme révisionniste auprès des minorités allemandes de la Baltique), en organisant des « camps de travail » pour étudiants[13]. Il insiste sur l'importance d'un « travail rééducatif de proximité » dans le *Volkstumskampf*[14] et invite les Baltes à ne pas sous-estimer les fondements allemands de leur culture[15]. L'attraction exercée par

Königsberg et Rothfels est donc double : pôle renommé où se forme une école historiographique d'une part ; structure militante d'autre part.

Ernst Turowsky, futur responsable de la surveillance de l'*Ostforschung* au sein du RSHA[16], a fait ainsi à Königsberg une partie de son cursus. On sait qu'il manifeste très rapidement un goût prononcé pour les espaces frontaliers germanopolonais[17]. Sa thèse constitue pour lui l'occasion de fonder dans l'histoire la supériorité des Allemands sur les Slaves en matière d'institutions administratives[18]. Né en 1908 à Hambourg, Hans-Joachim Beyer choisit de s'expatrier à Graz immédiatement après son *Abitur* et vient étudier à Königsberg en 1928[19]. Étudiant l'histoire, le droit public et les *Volkstumwissenschaften*, il séjourne auprès de Rothfels. Il semble que Beyer n'ait jamais parlé de l'influence qu'a pu exercer sur lui ce professeur paradoxal, tour à tour maître à penser des groupes *völkisch* et cible de leurs aspirations judéophobes. N'est-ce pas là l'une des raisons du silence insistant de Beyer, antisémite sans concession ? L'intérêt de ce dernier pour les questions de populations d'Europe centrale naît au contact de Rothfels et de ses élèves[20], avec lesquels il entretient tout au long de sa carrière au RSHA des contacts étroits[21]. Son engagement militant s'amorce précisément lors de son séjour à Königsberg. Il s'inscrit en effet à l'Union des Allemands de l'étranger[22] et commence dès son retour à travailler pour le DAI, centre de documentation et de recherches basé à Stuttgart qui coordonne les entreprises de révision du traité de Versailles et les études sur la germanité de l'étranger[23].

De son côté, ayant passé thèse et habilitation en un temps record (une quinzaine de jours seulement entre les deux), Franz Six est promu en 1935 directeur de l'Institut des sciences du journalisme de l'université de Königsberg, qu'il est en fait chargé de fonder. À sa tête durant près de quatre années, il y draine de nombreux étudiants venus de toute l'Allemagne. Avec l'aide de ces jeunes diplômés qui peupleront par la suite l'*Amt* II du SD et, après 1940, l'*Amt* V II du RSHA, Six tente de mettre en place des études scientifiques et idéologiques du contenu de la presse allemande, occidentale et polonaise. Il en tire de nombreuses publications[24] et fait passer une série de doctorats prenant ces études de la presse pour sujet. Des hommes comme Rudolf Oebsger-Röder, Horst Mahnke, Kurt Walz, mais aussi Herbert Hagen, futur directeur en second de la Gestapo

française et adjoint proche de Eichmann, sont guidés par Six vers des études de presse et de journalisme. Hagen ne trouve certes là qu'une manière de formation continue nécessaire à son travail au SD, mais les trois autres élèves de Six combinent obtention de grades universitaires, carrière d'enseignant et travail au RSHA[25]. Une certaine forme d'excellence universitaire (selon les critères nazis) et un engagement politique marqué se combinent ainsi sous l'influence d'un jeune mandarin (Six, en l'occurrence, a moins de trente ans[26]), pour faire de Königsberg une université attractive.

L'université de Bonn est du même acabit. La chaire d'histoire « locale » y est occupée par Hermann Aubin, par ailleurs dirigeant de la *Saarforschungsgemeinschaft*, qui, jusqu'en 1935, participe à l'activisme allemand en Sarre internationalisée avant le référendum sur la réintégration au Reich. La *Saarforschungsgemeinschaft* entretient des contacts étroits avec les représentants de l'*Ostforschung* mais aussi avec Walter Wüst, professeur d'histoire à Munich, *Sturmbannführer* SS et vice-directeur de l'*Ahnenerbe*[27], ainsi qu'avec Günther Franz, jeune historien nommé professeur à Marburg en 1934, *Hauptsturmführer* SS et directeur des études d'histoire au RSHA *Amt* VII à partir de 1940[28]. À Bonn, Hermann Aubin crée, de concert avec un géographe, l'*Institut für die geschichtliche Landeskunde der Rheinlande*[29], institut à caractère pluridisciplinaire qui se consacre à la question des frontières de l'ouest. Trois cadres du SD ont étudié à Bonn au cours de la période d'activité la plus intense d'Aubin et de la *Saarforschungsgemeinschaft*. Aucun des trois n'a certifié avoir côtoyé l'une de ces institutions. Hans Nockemann, pourtant, fut l'un des étudiants du RSHA les plus engagés dans l'*Abwehrkampf* en Rhénanie : arrêté par les séparatistes soutenus par les Français à Aix-la-Chapelle en 1929, il fut exilé à Bonn, ville dans laquelle il fit ses études[30]. Il mentionne son appartenance à la corporation étudiante de Bonn, l'une des plus engagées dans les actions en Rhénanie, dont l'« office des frontières », intégré au *Jugendgrenzlandarbeit* de Friedrich Heiß, organise des voyages de propagande en Sarre[31]. Nockemann, chargé de responsabilités au sein de cette corporation, participe donc à ce travail frontalier et à son institutionnalisation dont Aubin et l'université de Bonn se sont faits les théoriciens. Son engagement ne s'est pourtant pas concrétisé dans le cadre de son cursus : il fait des études de droit et de sciences politiques et

n’entretient donc aucun rapport visible avec l’« histoire locale » d’Aubin. Tel n’est sans doute pas le cas d’Ernst Turowsky, cet élève de Rothfels qui, avant de s’inscrire à Königsberg, s’est immatriculé deux semestres à Bonn. Son itinéraire n’est pas sans rappeler celui de Kleo Pleyer, qui part de Bonn en 1934 où il était l’assistant d’Aubin et l’un de ses plus proches disciples, pour succéder à Rothfels[32]. Les points communs entre les pratiques historiographiques des deux chaires, leurs ambitions pluridisciplinaires, leur volonté de lier écriture de l’histoire et engagement politique constituent un facteur de continuité évident dans le parcours de Turowsky. Il est ainsi l’un des rares historiens de sa génération à combiner l’expérience de la *Westforschung* à celle de l’*Ostforschung*. Il prend par conséquent en charge le travail de coordination et de surveillance de toute la nébuleuse d’instituts chargé des recherches en *Volkstumwissenschaften* au sein du SD[33].

Juristes, économistes, géographes et historiens sont immatriculés à l’université de Leipzig car celle-ci fait partie – avec celle de Heidelberg – des quelques grandes universités qui peuvent prétendre à l’excellence dans tous les domaines. Trois des plus éminents dirigeants du SD ou du RSHA, Mehlhorn, Ohlendorf et Gräfe, y ont fait une partie de leurs études. Lors de *Proseminaren* (séminaires), ils ont croisé le Dr Lutz Richter, nommé à un poste d’assistant, qui s’intéresse au droit du travail et des corporations en Allemagne et en Italie fasciste et qui part, en 1930, donner des cours dans l’un des bastions du révisionnisme pro-allemand de la Baltique, le Herder Institut de Riga[34]. Gräfe et Mehlhorn s’engagent dans le *Grenzlandarbeit* au sein des corporations étudiantes de Leipzig, tandis qu’Ohlendorf, à l’exemple de Richter, part étudier le fascisme et son système d’encadrement social à Pavie[35]. En germanistique, le rôle séminal de Karl Justus Obenauer a été souligné par Gerd Simon, qui démontre – il force, certes, un peu le trait – que Wilhelm Spengler, Walter von Kielpinsky et Ernst Turowsky ont subi l’influence du titulaire de la chaire de littérature germanique[36]. Wilhelm Spengler obtient la mention « Très bien » à son doctorat[37] en partie grâce aux rapports élogieux d’Obenauer, qui a été son professeur pendant quatre ans et dont il a régulièrement fréquenté la maison[38]. Parallèlement, le jeune homme met à profit son séjour à Leipzig pour s’insérer dans les corporations étudiantes qui font du *Grenzlandarbeit* et mène une activité de propagande et de surveillance de la production écrite

de Leipzig. Il retrouvera d'ailleurs cette activité en 1933, au sein de la « centrale de surveillance de l'écrit » du SD[39]. Le cas de Walter von Kielpinsky est analogue à celui de Spengler, les deux hommes ayant les mêmes maîtres, à quelques années d'intervalle. Von Kielpinsky se forge une expérience professionnelle dans la presse nazie silésienne, avant d'intégrer le SD sous l'influence de Spengler durant son dernier semestre à l'université de Leipzig[40]. Ce n'est pas un hasard si le SD organise depuis la capitale saxonne la surveillance de la littérature allemande, presse et livres confondus. Outre la présence de la *Deutsche Bibliothek*, sorte d'équivalent fonctionnel de la Bibliothèque nationale française, les départements de la faculté de philosophie et de droit offrent un vivier de jeunes diplômés marqués au double sceau de l'excellence et du militantisme.

Ces jeunes hommes ont été formés dans les « universités-frontières ». Ils y ont vécu l'expérience du contact avec des populations non allemandes et avec ces frontières si contestées nées des traités d'après 1918. Bonn, « forteresse frontalière intellectuelle », comme aimait à le dire Ernst Anrich[41], nazi avéré, et futur recteur de l'université allemande – elle aussi frontalière et combattante – de Strasbourg occupée[42] ; Leipzig, plaque tournante des voyages de propagande étudiants dans les Sudètes ; Königsberg, île de germanité assiégée par la Pologne et coupée du Reich par le corridor. Si le passage dans ces universités a été pour un grand nombre des futurs intellectuels SS un acte fondamental de leur itinéraire militant, c'est sans doute parce qu'il les a amenés à considérer progressivement cette frontière si proche comme une « marche » de germanité biologique, laquelle, mal tracée, laissait des isolats allemands dans des terres devenues allogènes. En ce sens, les universités n'ont pas été seulement pour eux des lieux où étudier.

Des lieux où s'associer

Si cours et séminaires ont pu contribuer à l'engagement politique des futurs intellectuels SS, celui-ci passait logiquement d'abord par les corporations, clubs sportifs et autres associations étudiantes. On en retrouve la trace dans les itinéraires, écrits ultérieurement, encore que certains jeunes

officiers SS ne mentionnent l'organisation d'appartenance que si elle est socialement prestigieuse, s'ils y ont assumé des fonctions précises, ou encore si son orientation politique correspond à celle de la SS et du NSDAP. Ainsi Hermann Behrends, chef entre 1934 et 1937 du SD *Inland*[43] puis de la VOMI de 1937 à 1945[44], étudiant en droit à Marburg, intègre très vraisemblablement une *Burschenschaft* (association d'étudiants). Il y apprend l'escrime, conformément à la tradition, et en retire quelques cicatrices alors considérées comme glorieuses[45], mais se garde bien de le préciser dans son *Lebenslauf*, comme si le lieu ou l'activité lui semblaient préjudiciables[46]. Hans Nockemann souligne, lui, son affiliation à la très prestigieuse *Burschenschaft* Alemannia, qui lui offrit des responsabilités dans les instances étudiantes de l'université de Bonn[47]. Il pratiqua bien entendu les activités de groupe, dont l'escrime qui lui valut à lui aussi quelques cicatrices[48]. Il combine, à l'instar de nombre de ses camarades, l'appartenance à une *Burschenschaft* et l'engagement dans la résistance passive aux Français. Bruno Lettow (futur directeur de l'école de la SIPO de Prague) fut membre de la *Burschenschaft* Teutonia. Il exerça des responsabilités au sein de l'association fédérant les corporations[49]. La plupart des étudiants, cependant, ne précisent pas nommément de quelle *Burschenschaft* ils ont été membres. C'est le cas de Gustav Jonack, étudiant sudète et futur officier de la Gestapo en Bohême-Moravie, et de Paul Mylius, affecté successivement à la Gestapo et à l'*Amt* VII du RSHA[50]. Les littéraires optent souvent pour des associations à caractère sportif. Heinz Hummitzsch est de ceux-là. Étudiant l'histoire, la philosophie et l'ethnographie folklorique à Leipzig et Munich, il fut membre de la *Turnerschaft* de Leipzig puis *Bundesführer* (chef de groupe) entre 1933 et 1935, tout en participant aux activités de la *Studentenschaft* de l'université. Il y devint dirigeant du « service du travail aux champs » (*Landdienstführer*)[51].

Les candidats SS apportent de la sorte la preuve de leurs capacités à diriger et à animer des équipes. C'est dire la dimension gratifiante qu'a pu revêtir ce type d'engagement. Pourtant, à lire attentivement ces récits de vie, il apparaît que toutes les organisations étudiantes ne se situent pas sur le même pied : les *Studenten schaften* sont volontiers citées, les *Burschenschaften* sont parfois tues, les *Turnerschaften* ne sont mentionnées

qu’en cas d’exercice de responsabilités particulières. Les premières, reconnues par l’État, ont à la fois des responsabilités de gestion et d’administration de l’université, des fonctions d’animation de la vie étudiante, et des fonctions de représentation. Les *Burschenschaften* sont les corporations étudiantes traditionnelles, particulièrement répandues dans les facultés de droit. Elles sont fondées sur un principe communautaire : la propriété d’une maison commune servant de lieu de résidence aux membres actifs et de lieu de réunion à la corporation. Les *Burschenschaften* les plus anciennes – la Germania, l’Alemannia ou la Teutonia – sont présentes dans chaque université. En faire mention signe un statut social. À l’inverse, on se montre discret sur les corporations locales. Rolf Mühler, qui étudie à Heidelberg, Kiel et Leipzig, entre dès son premier semestre d’études dans une *Burschenschaft* dont il ne précise pas le nom et qui intègre globalement la SA en mai 1933. Il reste ainsi actif durant dix semestres au sein de cette corporation, indice très probant de fusion entre sociabilités étudiante et militante[52].

Les *Turnerschaften* sont des sociétés sportives qui pratiquent essentiellement la gymnastique. Les plus prestigieuses sont membres des *Studentenschaften*. C’est le cas de la *Turnerschaft* Mundenia, grand club de Leipzig, dont la dimension élitaire est très marquée et qui associe ses activités sportives à des soirées à thèmes qui, loin d’être de classiques fêtes étudiantes, peuvent prendre la forme de colloques abordant des sujets politiques révisionnistes. Herbert Mehlhorn, spécialiste des questions d’armement et de politique militaire[53], fut l’un des principaux orateurs de ces soirées. Car l’un des phénomènes décisifs affectant les mouvements étudiants de l’entre-deux-guerres est bien leur politisation, sur un mode de plus en plus radical.

Dès 1919, les *Turnerschaften* « confessent [*leur*] adhésion à la théorie *völkische* » et, par là, leur soutien au « combat le plus dur et le plus inexorable contre tous les courants dirigés vers l’internatio nal, contre les appétits de pouvoir de la juiverie apatride, ainsi qu’à une haine inextinguible dirigée contre [*leurs*] ennemis, qui ne tient pas à un manque de fraternité, mais bien à la conscience de sa nécessité historique »[54]. L’originalité du propos réside dans la juxtaposition de l’imaginaire de

guerre totale, de l'anticommunisme et d'un antisémitisme différent de l'antisémitisme élitaire classique, d'essence confessionnelle. Les organisations étudiantes excluent les Juifs sur la base d'*Ahnennachweise* (arbre généalogique), arbres généalogiques qui trahissent une appréhension biologisante de la judaïté[55], transposition de la grille de lecture ethnicisante héritée de la Grande Guerre sur un antijudaïsme préexistant dans l'Allemagne wilhelminienne[56].

La brusque radicalisation du mouvement sportif étudiant n'est pas un phénomène isolé. En 1921, la *Deutsche Studentenschaft*, instance représentative des étudiants dans les organes de gestion des universités, s'orienta aussi vers un nationalisme révolutionnaire élitiste sous l'action d'organisations étudiantes radicales. Le mouvement, commun à toutes les universités allemandes, a été admi rablement résumé par le grand historien allemand Friedrich Meinecke, qui en témoigne en citant l'exemple de Berlin :

> « Des 10 000 étudiants, 9 400 fréquentent simplement salles de conférences, séminaires ou instituts et ne se préoccupent que de leurs études et des examens. Quelque 600 se trouvent en *High Spirit* , dont 400 hypernationalistes et " *völkisch* ", tandis que les 200 restants se répartissent entre les communistes, les sociaux-démocrates et les démocrates [57] . »

Cette description, exacte quand elle concerne l'engagement ultraminoritaire à gauche, ne rend cependant pas compte du très fort consentement de la majorité silencieuse aux thèses *völkische* radicales. Les groupes nationalistes rapidement constitués après la guerre ont en effet fait élire leurs représentants aux conseils étudiants. Sur fond de début de l'occupation de la Rhénanie et de soulèvements en Silésie, un débat éclate au sein du congrès des étudiants allemands réuni à Erlangen au sujet des conditions d'entrée dans l'association. Les *Völkische* radicaux, allemands, mais aussi autrichiens et sudètes, posent la question de l'« ascendance allemande » comme critère de choix, ainsi que celle du devenir des membres juifs de l'association[58]. En 1922, au quatrième congrès étudiant, le *Deutsche Hochschulring*, déjà majoritaire au sein de la *Studentenschaft*, impose ses prises de position racistes et antisémites par un vote remporté à la majorité des deux tiers[59]. Il fait par ailleurs désigner une direction

conforme à la nouvelle ligne au congrès suivant, tenu à Würzburg. Dès le congrès d'Erlangen, ces principes ont été inscrits dans les statuts des *Studentenschaften* autrichiennes et sudètes, et en interdisent l'accès aux étudiants qui ne peuvent prouver leur « filiation allemande ». Sauf que la *Deutsche Studentenschaft*, financée et reconnue par l'État, ne peut réglementairement inscrire l'exclusion des Juifs et des étrangers dans ses statuts. En 1921 pourtant, malgré des pressions venues du ministère prussien des Cultes et de l'Enseignement, des votes étudiants successifs approuvent à de très larges majorités – entre 66 et 90 % des voix – cette ligne *völkisch* et antisémite. La participation des étudiants se situant en moyenne autour de 70 % du total des inscrits, la majorité silencieuse s'exprime ici sans ambiguïté aucune[60].

L'échec relatif de l'activisme rhénan et les débats autour d'un passage à la lutte armée eurent raison de l'organisation étudiante, qui cède du terrain face au *Nationalsozialistische Studentenbund* (NSStB) dirigée par le Dr Gustav Adolph Scheel, médecin formé à Heidelberg, dignitaire SS et activiste étudiant précoce. À partir de 1926, le succès de la NSStB s'affirme à mesure que le DHR voit ses effectifs s'effondrer. Les activistes les plus âgés, nés entre 1900 et 1905, quittent alors les universités, laissant la place à des individus adhérant directement à une NSStB qui affiche très tôt l'ambition d'unifier les étudiants, dispersés jusqu'alors dans une nébuleuse de partis et de groupements *völkisch*, en une seule organisation capable de se lancer à l'assaut du pouvoir, dans les universités comme dans l'arène politique[61]. Au-delà des différences de sensibilité et d'appréciation, ces deux instances ressortissaient à un même univers, directement issu de la mémoire de la Grande Guerre et de l'*Abwehrkampf*. Le recteur de l'université de Tübingen certifiait encore dans son allocution de rentrée au semestre d'été de 1929 que « l'on ne devrait avoir le droit de chanter le *Deutschland über alles* que si l'on était déterminé à reconquérir ce qui a été perdu, ce qui ne peut se faire que par les armes […] Jamais les diplomates ne nous donneront la liberté »[62].

Au début des années 1930, l'adhésion des milieux étudiants aux thèses nationalistes et racistes est donc déjà un fait accompli. Les futurs intellectuels SS ont été les témoins et, parfois, les acteurs de cette mutation déterminante. Des individus comme Werner Best, George Herbert

Mehlhorn ou Richard Frankenberg, nés entre 1901 et 1905, se sont inscrits dans les universités au lendemain de la guerre et furent des acteurs importants du basculement de la *Studentenschaft* dans le radicalisme de droite. La majeure partie des membres du groupe étudié intègre l'université *après* le basculement de la *Studentenschaft* dans le radicalisme *völkisch*, *après* la montée en puissance de la NSStB, voire, pour certains, *après* la *Machtergreifung* (prise de pouvoir). Les parcours sont alors plus linéaires, les appartenances plus stables, la quête politique de moins longue durée. Ainsi Franz Six fait tout son cursus dans la NSStB après son inscription en 1929, tout en militant dans la SA, et n'a pas l'occasion de confronter ses convictions nazies à d'autres alternatives. À ce moment précis, la nébuleuse *völkisch* est en instance de fusion au sein des organisations nazies, dont l'une des plus dynamiques est précisément cette NSStB qui, dirigée à Heidelberg par Gustav Adolph Scheel, se jette dans l'activisme politique, en tentant de conformer le corps enseignant aux normes nazies et en menant par exemple des cabales contre les professeurs d'origine juive[63]. Rolf Mühler, lui, étudie à Heidelberg, Kiel et Leipzig. Plus jeune que Franz Six, il s'inscrit en 1929 pour la première fois et quitte l'université cinq ans plus tard. Il entre dans une *Burschenschaft* dès son premier semestre, et n'en sort qu'à l'obtention de son examen final. Le 20 mai 1933, sa *Burschenschaft* décide d'intégrer la SA, rendant effective une normalisation nazie qui se poursuivra tout au long de la même année[64]. Dans les milieux universitaires, la *Gleichschaltung* (« mise au pas » du début de 1933) se fait sans difficultés, l'adhésion au NSDAP, à la SA ou à la NSStB venant souvent entériner simplement des affinités idéologiques déjà anciennes. Cette normalisation ne doit cependant pas être considérée comme un processus n'engendrant aucune résistance. À Leipzig, Heinz Hummitzsch s'implique dans les conflits parfois violents éclatant entre la NSStB et les organisations étudiantes rétives à l'intégration dans les organisations nazies. En 1935, élu au sein de la *Studentenschaft*, Hummitzsch se distingue pourtant par son attitude pronazie et, bien que chef de sa *Turnerschaft*, il en est exclu pour « rupture de la solidarité associative »[65].

Une constante apparaît tout au long de cet entre-deux-guerres étudiant : la prégnance de la mémoire de la Grande Guerre, son rôle dans la biologisation des systèmes de représentations et dans l'expression d'un

antisémitisme racial, socle culturel commun tant aux multiples *Bünde* nationalistes qu'à la NSStB, commun aux étudiants de 1920 comme à ceux de 1935. Pour tenter de pénétrer au cœur des imaginaires sociaux, il n'est pas inutile de se pencher sur les pratiques militantes étudiantes.

Qui, en effet, se souvient de l'étonnante assiduité de la *Studentenschaft* dans la commémoration de la bataille de Langenmarck tout au long des années 1920[66] ? Dès 1932, en outre, cette commémoration est prise en charge par la NSStB de Gustav-Adolph Scheel, qui, non content de prolonger l'activité mémorielle, organise des écoles d'été et des stages de formation pour activistes, sous l'égide de la référence à la grande bataille. La mémoire de la Grande Guerre se voit par là confirmer une place fondamentale dans les représentations estudiantines. Le fait que la pratique festive autour de Langenmarck rencontre peu d'écho ou que la guerre ne constitue pas, pour les recteurs d'université, un sujet privilégié de discours d'ouverture de session ne doit pas conduire à une conclusion hâtive sur l'effacement de la mémoire de la guerre. Il s'agit bien plutôt du signe d'un refoulement de la défaite, car la guerre pèse encore de tout son poids par ses conséquences[67]. Pourquoi, d'ailleurs, les étudiants fêteraient-ils assidûment un épisode – certes particulièrement emblématique sans doute à leurs yeux – d'un conflit qu'ils considèrent massivement comme inachevé[68] ?

Les associations étudiantes militent de manière plus visible encore dans le *Volkstumskampf*, combat avec et en faveur des minorités allemandes laissées hors des frontières du Reich par les traités de paix. Le terme même de *Volkstumskampf* présente une connotation biologique marquée. Dès l'année 1919, une multitude d'organisations et d'associations se forment, créant un réseau de communication dense entre le Reich et ces communautés allemandes sous domination politique étrangère.

Au sein du Reich, les organisations étudiantes sont l'un des interlocuteurs privilégiés des représentants des minorités allemandes de l'étranger. Elles les invitent volontiers dans le cadre de colloques qui donnent lieu à des exposés sur la situation – toujours décrite comme alarmante – de ces communautés. Le cas de la Sarre constitue à cet égard un exemple symptomatique pour deux raisons. L'activisme ne commence en Sarre qu'aux alentours de 1925, durant la période de normalisation diplomatique que traverse l'Allemagne ; les causes exogènes en sont donc peu évidentes.

En second lieu, il n'est pas question ici de l'amorce de mouvements terroristes ou d'échauffourées avec la puissance occupante, comme de 1918 à 1924 en Rhénanie et en Ruhr. Le *Bund der Saarvereine*, association fédérant tout le réseau associatif pro-allemand du pays sarrois, déploie, à partir de 1929, une activité intense, faite de conférences, de diaporamas, d'envois de documentation. Organisant de véritables tournées de ses dirigeants, le *Bund der Saarvereine* couvre l'ensemble du territoire de l'Allemagne, revenant parfois plusieurs fois dans les mêmes localités.

Cette activité pléthorique aurait pu se heurter à l'incompréhension ou au manque d'intérêt d'étudiants peu concernés. Mais on notera que ces conférences sont organisées à l'invitation des associations étudiantes. Celles-ci produisent une correspondance abondante pour demander conférences, documentation ou aide à l'organisation d'un voyage de *Komilitonen* en Sarre internationalisée[69]. Certes, rares sont les indices permettant de mesurer l'assiduité étudiante ou le succès de ces conférences. En 1932 cependant, alors que la question sarroise n'est pas d'une actualité brûlante et que les membres du *Bund der Saarvereine* se plaignent régulièrement de ne pas susciter le même intérêt que d'autres « minorités opprimées »[70], plus de 600 étudiants berlinois viennent à Charlottenburg écouter la conférence prononcée par l'orateur sarrois Vogel, témoignant d'un intérêt étudiant réel pour la question des territoires perdus en 1918[71].

Le *Bund der Saarvereine* accueille également des délégations d'étudiants venus faire l'expérience du terrain. Il s'agit pour cette association de se rendre compte de la situation des communautés ou d'effectuer un travail d'activiste, l'un n'excluant bien entendu pas l'autre. Le voyage est conçu par les dirigeants étudiants comme une initiation au « *Grenzlandproblem* »[72]. Cette « problématique frontalière » évoque l'existence de phénomènes politiques, économiques et sociaux liés à l'existence de la frontière. Cependant, la question des frontières n'est pas conçue seulement en termes économiques ou administratifs : pour ces étudiants, une frontière est aussi et surtout une limite culturelle, nationale, voire eth nique. Les étudiants berlinois pensent ainsi pouvoir étudier en Sarre des phénomènes spécifiques issus d'une situation géographique et politique conditionnée par la proximité d'une entité culturellement et ethniquement différente, proximité appréhendée sur le mode de

l'affrontement, ainsi que le suggère le terme de *Volkstumskampf*[73]. La Sarre, pourtant, ne connaît pas de heurts intercommunautaires. Peut-être est-ce la raison du choix des étudiants berlinois de s'initier, sur ce « territoire frontalier » plutôt calme, à des problèmes qu'ils considèrent comme cruciaux et pouvant les amener à l'avenir à adopter un autre comportement. Les étudiants des universités de Graz, Innsbruck et Brunn organisent, à l'instar de leurs camarades du Reich, la venue d'un représentant du *Bund der Saarvereine*. Eux-mêmes en situation de minorité allemande, ils font état de leur expérience de *Volkstumskampf*. Ils préviennent l'orateur qu'ils font l'objet d'une surveillance policière et l'avertissent d'une arrestation possible dans le cas où il accepterait de venir parler de la « cause sarroise » sur le territoire tchèque[74].

Les organisations étudiantes sont régulièrement en contact avec un « Comité du Reich pour le travail frontalier » d'essence étatique, qui coordonne discrètement l'activisme frontalier[75]. D'autre part, un Office de liaison de la jeunesse allemande en Europe fédère peu à peu en une association de droit privé toutes les organisations de jeunes, étudiantes ou confessionnelles, dont l'activité comporte une dimension de « travail frontalier »[76]. Il n'est pas inutile de s'intéres ser ici au parcours de son dirigeant, Friedrich Heiß, qui – à l'instar de Werner Best et de Richard Frankenberg – a milité au DHR[77], devient l'une des éminences grises de la *Volkstumspolitik* de la République de Weimar, tout en éditant des livres d'histoire pour le grand public[78]. À partir de 1938, il participe à la politique d'expansion nazie, en liaison organique avec le SD et la VOMI dirigée alors par un ancien du SD, Hermann Behrends. Autour de ce dernier gravite un nombre remarquable d'intellectuels du SD que Heiß a côtoyés durant son activité militante aux frontières[79]. L'une des raisons de cette connivence entre les intellectuels SS et Friedrich Heiß réside sans doute dans la capacité de ce dernier à dire le lien existant entre la Grande Guerre et son combat des années 1930. Sa maison d'édition, Volk und Reich, est l'un des centres de publication de récits de la Grande Guerre et d'écrits de propagande nécessaires au travail frontalier. Son œuvre personnelle, qui fait passer l'Allemagne du « jour à la nuit »[80], appelle à une révolution allemande – nazie –, conçue comme l'aboutissement de cinq cents ans de lutte nationale[81].

Au cours des réunions de l'Office, les procès-verbaux restent confidentiels, les listes de présence rendent anonymes les participants venus des associations de *Volksdeutsche,* tandis qu'apparaissent les plus grands noms de l'Université allemande dans les domaines de l'histoire, de la géographie, de l'ethnologie folklorique, de la sociologie. Cette alliance, nouée entre milieux académiques du Reich et activistes adeptes de comportements dénotant une habitude certaine de la clandestinité, constitue comme un résumé du profil des intellectuels du SD. De jeunes diplômés comme Siegfried Engel, Richard Frankenberg, Hans-Joachim Beyer ou Heinz Hummitzsch entrent en *Volkstumskampf* par le biais d'organisa tions adhérant à la *Mittelstelle*[82]. Fait troublant, les quatre hommes, après des itinéraires somme toute très parallèles, se fixent, dans le cas d'Engel, dans la formation idéologique des personnels de la Gestapo et du SD, tandis que les trois autres participent, sous la direction de Hans Ehlich, à l'élaboration du *Generalplan Ost*, cette série de plans censée prévoir les mouvements de populations nécessaires à la germanisation de territoires allant de la Crimée au cercle polaire arctique. Comme si le *Generalplan Ost* constituait pour ces militants nazis les fins dernières du *Volkstumskampf*.

Des réseaux de solidarité

Tenter d'appréhender les courants souterrains mais bien réels qui déterminent les affinités entre les intellectuels SS peut s'avérer ardu. Tout plaide pour l'existence de réseaux fondés sur une communauté de lieux d'études et d'expériences militantes, festives et corporatistes. Les détecter au moment même où ils se forment au sein des sociabilités étudiantes relève de la gageure. Il n'en reste pas moins que la confirmation *a posteriori* de leur existence permet de les localiser, d'en cerner les contours, d'apprécier l'environnement dans lesquels ils se sont formés.

La seule source laissant quelque espoir de restituer l'environnement affectif des intellectuels SS durant le temps de leurs études est bien entendu leurs *Lebensläufe*. Quelques rares mentions de *Komilitonen*, de connaissances ayant servi d'intermédiaires lors d'un engagement, d'un acte de candidature à une corporation ou à l'entrée dans la SS, peuvent fournir des indications.

La mention de ces liens créés durant le temps des études concerne surtout les entrées précoces au sein de la SS et du SD : après 1937, seuls de rares individus atypiques ressentent le besoin de nommer des connaissances pouvant garantir leur filiation dogmatique. La mention de témoins est alors le fait d'individus se considérant comme idéologiquement suspectés. Le fait que pratiquement aucun intellectuel SS ne mentionne ces réseaux prouve le caractère militant de l'élite étudiée.

Le dossier personnel de Reinhard Höhn permet de restituer une partie des réseaux de connaissance d'un intellectuel SS :

> « Je me suis engagé activement dans ces *Abwehrkämpfe* , je suis entré dans la *Deutschvölkische Schutz- und Trutzbund* en 1922 à Meiningen. (Preuve : le *Staatsarchivrat* Engel Weimar, Alexanderplatz 3, qui s'engagea alors activement avec moi). J'ai été arrêté sur ordre du colonel de police Müller-Brandenburg, aujourd'hui chef du service de presse et de communication auprès du secrétaire d'État du Service du travail. Le colonel Müller-Brandenburg, que j'ai rencontré récemment en compagnie du Dr Becker, inspecteur des écoles de cadres du Service du travail, se rappelle bien cette époque. J'ai étudié le droit et l'économie politique. Durant le semestre d'été, je rencontrai Hans Kobelinsky, actuellement SS *Standartenführer* , qui prit en charge ma formation. […] Je suis entré au service [*du SD* (NdT)] sur instruction du SS- *Standartenführer* Kobelinsky [83] . »

Reinhard Höhn prend soin de nommer les personnes avec lesquelles il est resté en contact et qui peuvent prouver la véracité de ses dires. La datation du document s'avère impossible. Il ne peut pourtant qu'être postérieur à 1932, date à laquelle Höhn rejoint le SD, et antérieur à 1938, car il fait alors l'objet d'une procédure disciplinaire, avec constitution d'un dossier d'enquête *ad hominem*. Il semble bien que Höhn écrive son *Lebenslauf* alors qu'il se trouve précisément dans une position institutionnelle inconfortable. La mention de ce réseau de connaissances, tout à la fois militant antifrançais, antiséparatiste et universitaire, constitue pour lui une pièce à décharge dans l'enquête visant son attitude politique. Aux noms déjà cités il faudrait ajouter ceux de Werner Best, de Gerhard Klopfer, de Jens Jessen, coéditeurs de la revue *Reich, Volksordnung, Lebensraum*, qui sont, eux aussi, issus du militantisme *völkisch*. C'est ce même groupe qui,

en 1941, éditera le volume d'articles ras semblés en l'honneur du quarantième anniversaire de Heinrich Himmler[84].

Il s'agit d'un réseau d'intellectuels nazis qui compte parmi les plus importants, tant pour son travail de formulation dogmatique que pour sa position dans les sphères de pouvoir du III^{e} Reich. Stuckart est l'un des participants à la conférence de Wannsee en 1942, Best est jusqu'en 1939 le chef en second du RSHA, et Höhn, chef du SD jusqu'en 1938.

D'autres réseaux sont identifiables lorsqu'on croise critères d'âge, origines géographiques et appartenances partisanes. À Leipzig ont étudié Otto Ohlendorf, Emil Augsburg, Paul Dittel, Wilhelm Spengler, Rudolf Oebsger-Röder, Willy Seibert, Hans Ehlich, Helmut Knochen, Walter von Kielpinsky. Si l'on examine les dates de naissance, un premier sous-groupe, composé des hommes nés après 1908, apparaît : on y trouve Dittel, Spengler, Oebsger-Röder, Rössner, Mühler, von Kielpinsky et Gräfe. Ce dernier est le seul juriste du lot. Les autres ont étudié la germanistique et l'histoire ou la géographie, et ont été immatriculés simultanément. Un ensemble d'individus au même cursus et au même horizon se dessine donc, même si rien ne prouve qu'ils se connaissaient réellement. Reste que Spengler, von Kielpinsky et Rössner ont eu le même directeur d'études[85]. Spengler, plus âgé de deux ans, entra le premier au SD, recruta ses camarades à la *Schrifttumsstelle* du SD à Leipzig et resta leur supérieur hiérarchique jusqu'en 1945[86].

Gräfe et Oebsger-Röder ont par ailleurs exactement le même âge et militent tous deux dans la *Studentenschaft* de Leipzig[87], celle qui, précisément, pratique assidûment les *Grenzfahrten*[88]. Ne peut-on voir l'origine de leur travail commun en Pologne, d'abord, où ils mènent tous deux des missions secrètes auprès des groupes *volksdeutsch* au sein d'*Einsatzkommandos*[89], puis, en Russie, dans une amitié nouée assez tôt à Leipzig ? Le ton de complicité des courriers administratifs échangés à cette occasion le laisse supposer[90].

D'autres sous-groupes se laissent assez aisément identifier, tel celui formé par les économistes regroupés autour d'Otto Ohlendorf. Willy Seibert côtoie sans doute ce dernier à Göttingen lors de ses études d'économie[91]. Il

devient son subordonné au RSHA *Amt* IIID, puis son adjoint lors de son passage à l'*Einsatzgruppe* D[92]. Friedrich Tiedt fait lui aussi partie de ces étudiants qu'Ohlendorf a vraisemblablement vus passer, mais dont la proximité avec le meneur étudiant n'est avérée qu'avec l'entrée au SD. Le lien entre les deux semble être cette fois de type militant, les deux hommes exerçant des responsabilités régionales au sein de la NSStB au même moment[93].

Si l'on examine les dirigeants du SD Intérieur – nommé après 1940 RSHA *Amt* III – sous les ordres d'Otto Ohlendorf, on voit que pas moins de 12 *Referente* ou chefs de service, c'est-à-dire plus de 50 % d'entre eux, ont étudié à Leipzig entre 1928 et 1932 et ont fait partie de la NSStB ou d'une corporation. Ne sont pas inclus dans ce résultat deux des plus importants collaborateurs d'Ohlendorf : Willy Seibert, qui, on l'a vu, a connu ce dernier à Göttingen, et Hans Ehlich, qui a étudié la médecine à Leipzig trop tôt pour y avoir connu Ohlendorf[94]. Étudiant dans les mêmes lieux, évoluant dans les mêmes milieux politiques marqués alors par la NSStB, ces hommes ont sans doute tissé des liens durables avec le futur chef du RSHA *Amt* III, liens qui se sont concrétisés par l'étonnante homogénéité du groupe de cadres réunis autour de lui[95].

Enfin, un dernier réseau saxon s'individualise autour de la figure de Paul Dittel, successeur, à partir de 1942, de Franz Six à la tête du RSHA *Amt* VII. Issu de la faculté d'histoire et de germanistique, Dittel intègre la *Schrifttumsstelle* de Leipzig et s'entoure, à partir de 1943, de collaborateurs comme Rudolf Levin, Ernst Merkel et Rolf Mühler, ce dernier fréquenté à la fois sur les bancs de l'université et dans les locaux de la *Schrifttumsstelle* du SD. Ce réseau se différenciait des autres par l'absence d'une individualité dominante qui eût pu recruter les membres du groupe.

1 Cf. *Lebenslauf* Strickner (BAAZ, SSO Herbert Strickner ; Graz) ; *Lebenslauf* Beyer (BAAZ, SSO Hans-Joachim Beyer ; Graz) ; *Lebenslauf* Jonack (BAAZ, RuSHA Akte Gustav Jonack).

2 Cf. BABL, R-4901 (Alt R-21)/11096 : *Satzungs- und Promotionsordnung*, université de Gießen ; BABL, R-4901 (Alt R-21)/11101 : *idem*, université de Heidelberg ; BABL, R-4901 (Alt R-21)/11117 : Prague ; BABL, R-4901 (Alt R-21)/11123 : Tübingen ; BABL, R-4901 (Alt R-21)/11110 : Leipzig.

3 Voir *Lebensläufe* et dossiers personnels correspondants : BAAZ, SSO Heinz Gräfe ; RuSHA Akte Gräfe ; SSO Alfred Filbert ; RuSHA Akte Alfred Filbert ; RuSHA Akte Paul Mylius ; SSO

Personal Akte Paul Mylius.

4 Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 89 pour le cursus et son appréciation ; voir aussi *Lebenslauf* Best, 1/8/1937, f° 2 (BAAZ, SSO Best).

5 Le Wannsee Institut était un centre de recherches qui fournissait des rapports d'expertise en sciences humaines au RSHA. Dépendant du SD II et donc dirigé par Franz Six, il passa au RSHA *Amt* VI en 1942. Voir Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialischen Politik ? Die « volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999, 887 p. ; Michael Burleigh, *Germany Turns Eastwards. A Study in « Ostforschung » in The Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 351 p. ; BADH, ZR/758, A.7 : dossiers des personnes du Wannsee Institut ; archives d'activités en BABL, R-58/131, 237, 238 et 390 ; passage du SDHA *Amt* II au RSHA *Amt* VI : protocole d'une discussion entre Six (*Amt* VII) et Jost (*Amt* VI), 29/2/1940 (BADH, ZR/920, A.62, f°s 19-21).

6 *Dissertation* est le terme allemand pour « thèse de doctorat ».

7 *Lebenslauf* Malz, 24/6/1940 (BAAZ, SSO Malz) ; sur l'élection de Höhn à Berlin, voir Anna-Maria Gräfin von Lösch, *Der nackte Geist. Die Juristische Fakultät der Berliner Universität im Umbruch von 1933*, Beiträge zur Rechtsgeschichte des 20. Jahrhunderts, 26, Tübingen, Mohr, 1999, 526 p.

8 Jens Jessen fut l'une des grandes figures pro-nazies du très prestigieux Institut d'économie mondiale de Kiel et l'un des plus proches amis de Reinhard Höhn. Les deux hommes, collaborant avec Werner Best et Wilhelm Stuckardt, l'un des participants à la conférence de Wannsee, fondèrent l'une des revues de droit public et de sciences politiques utilisées par la SS pour mener des débats théoriques : *Reich, Volksordnung, Lebensraum*, éditée par Wiittig Verlag, la maison d'édition qui publia en 1940 les *Festschriften* en l'honneur du 40e anniversaire de Himmler. Voir Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 284-285.

9 Ludolf Herbst, *Der Totale Krieg und die Ordnung der Wirtschaft. Die Kriegswirtschaft im Spannungsfeld von Politik, Ideologie und Propaganda*, Stuttgart, DVA, 1982.

10 Voir Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Zur Karriere des SS- Führers Franz Alfred Six*, Munich, C.H. Beck, 1988, p. 275-279 ; symptomatique de la vision de Six comme charlatan académique, voir François Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants SS*, Paris, PUF, 1953, 550 p.

11 Voir Peter Schöttler, « Vom rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte oder die "unhörbare Stimme des Blutes" », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle (dir.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1999, 367 p.

12 Lettre de Hans Rothfels au recteur de l'université de Königsberg, 31/5/1931 (GStA Berlin-Dahlem, Rep 76 Va, section II, titre IV, service IV, n° 21, vol. 23, f^{o} 299 *sq*.). Cité par Ingo Haar, « "Revisionistische" Historiker und Jugendbewegung : Das Beispiel Königsberg », *in* Peter Schöttler, *Geschichtsschreibung*, Francfort, Suhrkamp, 1997, p. 71.

13 Ingo Haar, *ibid.*, p. 70-81.

14 Hans Rothfels, « Universität und Auslandsdeutschtum », in *Ostraum, Preußentum und Reichsgedanke. Historische Abhandlungen, Vorträge und Reden*, Leipzig, Hinrich, 1935, 256 p.

15 Propos rapportés par un des élèves de Rothfels, Klaus Bicke, « Deutscher Besitz in lettischer Hand » in *Unsere Baltikumfahrt 1933* (compte rendu de voyage dans la Baltique de la guilde Loup-Garou de Berlin), p. 7 *sq*.

16 Rapport personnel en vue de promotion, non daté, signé Franz Six, f^{o} 2 (BAAZ, SSO Turowsky).

17 *Lebenslauf*, 24/5/1938 (BAAZ, SSO Turowsky). Voir aussi Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, 1re partie, Tübingen, Gift Verlag, 1998, 119 p., p. XXVII.

18 Ernst Turowsky, *Die Innenpolitische Entwicklung Polnisch-Preußens und seine staatsrechtliche Stellung zu Polen vom 2. Thörner Frieden bis zum Reichstag von Lublin (1466-1569)*, *op. cit.*.

19 BABL, R-4901 (Alt R-21)/10001 : fichiers des enseignants du supérieur.

20 Beyer écrivit en 1940 et 1941 une thèse d'habilitation fortement marquée par l'*Ostforschung* et les « sciences humaines » *völkisch* (Hans-Joachim Beyer, *Umvolkungsvorgänge in Ost-Mitteleuropa*, Leipzig, Teubner, 1944, 500 p.), pour laquelle il demanda une subvention d'impression au RSHA III B5. Cf. la Lettre d'Ehlich au RKFdV du 17/2/1941 (BAAZ SSO Beyer).

21 Beyer enseigna en 1941 dans la même université que Werner Conze (BABL, R-4901 [Alt R-21]/10303 : occupation des chaires de la faculté de philosophie de Posen : *Volkstumwissenschaften* ; BABL, R-57/743 : correspondance de Beyer avec la NSStB) ; Voir aussi les listes de participants aux colloques de la Deutsche Stiftung et de la VDA : Beyer y croisa les historiens révisionnistes les plus éminents (BABL, R-8043/62731 : correspondance de la Deutsche Stiftung avec le VDA).

22 *Vereinigung für das Deutschtum im Ausland*.

23 Ernst Ritter, *Das deutsche Ausland-Institut in Stuttgart 1917-1945. Ein Beispiel deutscher Volkstumarbeit zwischen den Weltkriegen*, Wiesbaden, 1976, 168 p. ; Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor : Historiographie des Volkstums und der Massenvernichtungen. Der Fall Hans Joachim Beyer », *in* Peter Schöttler (éd.), *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft*, *op. cit.*, p. 271.

24 Voir notamment de Franz Alfred Six : *Freimaurerei und Judenemanzipation*, Hambourg, Hanseatische Verlag Anstalt, 1938, 38 p. ; *Die Presse in Polen*, Berlin, Deutscher Verlag für Politik

und Wirtschaft, 1938, 42 p. ; *Pressefreiheit und Internationale Zusammenarbeit*, Hambourg, Hanseatische Verlag Anstalt, 1937, 38 pages.

25 Rudolf Oebsger Röder finit par intégrer le RSHA *Amt* VI, pour le compte duquel il monta des opérations commandos contre les Polonais et les Russes ; Kurt Walz et Horst Mahnke – ce dernier après un passage dans les *Einsatzgruppen* – furent eux intégrés au RSHA *Amt* VII où leur travail était d'ordre scientifique et dogmatique (cf. BAAZ, SSO Mahnke, Walz et Oebsger-Röder). Pour la trace du passage de Mahnke dans les groupes mobiles d'extermination, voir la liste des personnels et tableaux de versements de dotations à l'*Einsatzgruppe* B, f° 267 *sq.* (BADH, ZR. 125).

26 Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit.* ; ici p. 77-144.

27 Sur l'*Ahnenerbe*, voir Michael Kater, *Das « Ahnenerbe » der SS 1935-1945. Ein Beitrag zur Kulturpolititik des Dritten Reiches*, Stuttgart, Deutsche Verlags-anhalt, 1974.

28 Correspondance Aubin/Franz et Aubin/Wüst dans BABL, R-8037/1 : correspondances de la *Saarforschungsgemeinschaft*. Sur Günther Franz, voir Wolfgang Behringer, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz », *in* Benigna von Krusenstjern, Hans Medick et Patrice Veit (éd.), *Zwischen Alltag und Katastrophe. Der Dreißigjährige Krieg aus der Nähe*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht, 1999, 872 p. ; du même auteur, « Bauern-Franz und Rassen-Günther. Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1932-1992) », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 114-141.

29 Voir Peter Schöttler, « Die "historische Westforschung" zwischen "Abwehrkampf" und territorialer Offensive », in *Geschichtsschreibung…*, *op. cit.*, p. 204-261.

30 *Lebenslauf* (BAAZ, SSO Nockemann).

31 Procès-verbal de colloque de la *Mittelstelle deutscher Jugend in Europa*, décision de l'intégration du bureau du travail frontalier de la corporation étudiante de Bonn (BABL, R-8043/62732, f° 51).

32 Voir Peter Schöttler, « Die "historische Westforschung"… », art. cité, p. 229.

33 *Lebenslauf*, 24/5/1938 (BAAZ, SSO Turowsky).

34 *Lebenslauf* et échange de correspondances entre Richter et le directeur du Herder Institut (BABL, R-8021/2). En 1939, le Herder Institut servit d'armature à la fondation de l'université de Posen, sous la tutelle de la SS et du RSHA ; voir la correspondance entre G. A Scheel (*Reichsstudentenführer* et *Oberführer* SS), Ohlendorf (*Standartenführer* SS, *chef* RSHA III) et Sandberger (*Chef* EWZ), notamment télétype Sandberger à Ohlendorf et Scheel, 14/10/1939 (BABL, film n° 14906).

35 Voir aussi les éléments biographiques donnés par Ohlendorf (lettre d'Ohlendorf au SS-Sturmbannführer Pr. Dr Höhn, 18/5/1936, f° 2 ; BAAZ, SSO Otto Ohlendorf). *TMWC*, vol. 3, p. 244

sq. ; *Lebenslauf* Mehlhorn 2/11/1932 (BAAZ, SSO Mehlhorn) ; *Lebenslauf* Gräfe, 21/8/1938 (BAAZ, SSO Gräfe).

36 Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, 1re partie, *op. cit.* p. IX-XLVII.

37 Diplôme et rapports de soutenance de thèse de Wilhelm Spengler, 16 et 17 juillet 1931, UAL (*Universitätsarchiv Leipzig*), Phil. Fak, 2570, fos 1-6.

38 Voir la déclaration sous serment de Spengler au sujet d'Obenhauer, 30/5/1949 (HStA Düss. NW 1049/4268). Citée par Gerd Simon, *Germanistik…op. cit.*, p. XXXVIII.

39 Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*

40 *Lebenslauf*, 20/11/1937 (BAAZ, SSO Kielpinsky).

41 Ernst Anrich, *Universitäten als geistige Grenzfestungen*, Berlin-Stuttgart, Kohlkammer, 1936, 23 p.

42 Sur Anrich à Strasbourg, sa politique de germanisation et de recrutement très idéologisante, voir Peter Schöttler, « Die "historische Westforschung"… », art. cité, p. 213.

43 Voir Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*

44 Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS- und Polizeiführer, Himmlers Vertreter im Reich und in den besetzen Gebieten*, Düsseldorf, Droste, 1986, 550 p. ; biographies de Behrends et de tous les HSSPF en annexe.

45 Voir la photo de Behrends dans Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…, op. cit.*, p. 174.

46 *Lebenslauf*, 16/12/1933 (BAAZ, SSO Behrends, fo 53757).

47 *Lebenslauf*, non daté (probablement 1935), fo 1 (BAAZ, SSO Nockemann).

48 Elles sont visibles sur les photos anthropométriques (RuSHA Akte Nockemann).

49 *Lebenslauf*, non daté (BAAZ, RuSHA Akte Lettow). Il est à noter que son appartenance à la *Burschenschaft* n'est pas mentionnée dans son *Lebenslauf* du 10/10/1938 (BAAZ, SSO Lettow).

50 Jonack : *Lebenslauf*, 3/4/1939 (BAAZ, SSO Jonack) Mühler : questionnaire RuSHA du 15/8/1941 (BAAZ, RuSHA Akte Mühler) ; Mylius : *Lebenslauf* non daté (BAAZ, SSO Mylius).

51 Pour tout cela, voir *Lebenslauf* Hummitzsch, 12/7/1938 (BAAZ, SSO Hummitzsch).

52 *Lebenslauf*, 13/1/1934 (BAAZ, SSO Mühler).

53 *Lebenslauf*, 2/11/1932 (BAAZ, SSO Akte George Herbert Mehlhorn).

54 Cité par Jürgen Schwartz, *Studenten in der Weimarer Republik. Die deutsche Studentenschaft in der Zeit von 1918 bis 1923 und ihre Stellung zur Politik*, Berlin, Duncker und Humblot, 1971, 488 p., p. 240.

55 C’est le cas pour un grand nombre de *Burschenschaften*. Voir Heike Ströle-Bühler, *Studentischer Antisemitismus in der Weimarer Republik. Eine Analyse der Burschenschaftlichen Blätter 1918-1933*, Francfort, Suhrkamp, 1991, 197 p. ; ce mouvement fut théorisé par Oskar Franz Scheuer (*Burschenschaft und Judenfrage. Der Rassenantisemitismus in der deutschen Studentenschaften*, Berlin, 1927).

56 Voir Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre, op. cit.* ; Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde : Studien zu nationaler Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich, 1792-1918*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1992, 415 p. Contre Daniel Jonah Goldhagen (*Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l’Holocauste, op. cit.*), qui penche pour une biologisation très précoce de l’antisémitisme, la thèse d’une biologisation datant de la guerre et de l’après-guerre est largement partagée par les spécialistes. Voir sur ce point, en français, Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race, op. cit.* ; Christian Ingrao, « Le nazisme, la violence, l’anthropologie. Autour de Daniel Goldhagen », *European Review of History – Revue européenne d’histoire*, n° 4/1 (1998) ; Norbert Kampe et Herbert Strauss (éd.), *Antisemitismus. Von der Judenfeindschaft zum Holocaust*, Francfort, Fischer, 1985 ; Werner Jochmann, « Die Ausbreitung des Antisemitismus in Deutschland 1914-1923 », *in* Werner E. Mosse et Arnold Paucker, *Deutsches Judentum in Krieg und Revolution 1916-1923*, Tübingen, 1974, 101 p. ; Shulamit Volkov, « Kontinuität und Diskontinuität im deutschen Antisemitismus, 1878-1945 », *VfZ*, 33, 1985, 22 p.

57 Friedrich Meinecke, « Der Geist der akademischen Jugend in Deutschland. Zur Erklärung der politischen Ursachen des Rathenau-Mordes (1922) », *in* Georg Potoski (éd.), *Friedrich Meineckes politische Reden und Schriften*, Darmstadt, 1968, p. 338-343 ; ici p. 340. Cité par Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 65.

58 Voir là-dessus Norbert Kampe, *Studenten und « Judenfrage » im deutschen Kaiserreich. Die Entstehung einer akademischen Trägerschicht des Antisemitismus*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1987.

59 Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 68.

60 Résultats des votes et taux de participation donnés par J. H. Mitgau, « Studentische Demokratie », in *Süddeutsche Akademische Stimmen, 1/3/1921, Nachrichtenblatt des DHR*, février/mars 1921. Cité par U. Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 551, note 69.

61 Ulrich Herbert, *ibid.*, p. 69.

62 Discours universitaire de rentrée, *Tübinger Chronik*, 22/6/1929, cité par Mathias Kotowski, « Noch ist ja der Krieg gar nicht zu Ende », *in* Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, Hans Peter Ullmann et Gerhard Hirschfeld (éd.), *Kriegserfahrungen, op. cit.*, p. 424-438 ; ici p. 432-33.

63 Voir *Lebenslauf* Scheel (BADH, ZM/1455, A.3 [collection de courts *Lebensläufe* de dignitaires SS], f° 106) ; et Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Zur Karriere des SS-Führers Franz Alfred Six*, *op. cit.* ; indices de la collaboration de Scheel avec le SD, et notamment Six : BABL, R-4901 (Alt R-21)/10961 (listes de thèses de doctorat et d'habilitation couronnées par la *Prüfungskommission zum Schutze des NS-Schrifttums*) : Scheel est partie prenante avec Six du choix des thèses couronnées ; BABL, R-153/1625 : inaugurations à la *Reichsuniversität* Posen : discours d'ouverture du *Reichsstudentenführer* SS *Oberführer* Dr Scheel ; BABL, film n° 14906 (documents EWZ Posen et Gotenhafen) : Scheel intervient dans la fondation de l'université de Posen en autorisant l'utilisation des professeurs du Herder Institut de Riga.

64 *Lebenslauf* Mühler, 13/1/1934 (BAAZ, SSO Mühler).

65 *Lebenslauf*, 12/7/1938, f° 1 (BAAZ, SSO Hummitzsch).

66 Un seul article, en fait, traite spécifiquement de ce thème : Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen und die Konstruktion des "Neuen Mensches", *in* Gerd Krumeich et Gerhard Hirschfeld (éd.), *« Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch… »*, *op. cit.*, p. 43-84.

67 Ulrich Heinemann, dans *Die verdrängte Niederlage (op. cit.)*, défendait déjà la thèse du refoulement de la défaite.

68 Voir, pour Langenmarck et sa postérité, Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen… », art. cité ; pour le peu d'écho rencontré par les festivités autour de Langenmarck, voir Mathias Kotowski, « Noch ist ja der Krieg gar nicht zu Ende », *in* Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, Hans Peter Ullmann et Gerhard Hirschfeld (éd.), *Kriegserfahrungen*, *op. cit.*, p. 424-438 ; ici p. 428-429.

69 BABL, R-8014/716 à 719 (*Bund der Saarvereine* et corporations étudiantes : correspondances sur des collaborations diverses et des conférences 1929-1935) ; en tout plus de 1 000 pages d'une correspondance faite d'invitations, de demandes étudiantes, d'organisations de voyages.

70 Lors d'une conférence réunissant associations révisionnistes et représentants du ministère de l'Intérieur et de l'*Auswärtiges Amt* datant de 1924, les représentants du *Bund der Saarvereine* déclarèrent avoir l'impression d'être éclipsés par la Ruhr et de ne pas être l'objet d'attentions suffisantes : BABL, R-8014/758 (correspondance du *Bund der Saarvereine* avec le *Deutsche Schutzbund*).

71 Lettre de Vogel au président du Sénat sarrois Andres du 11/5/1932 (BABL, R-8014/758 ; non folioté).

72 Correspondance dans BABL, R-8014/716 (*Bund der Saarvereine* et corporations étudiantes : correspondances sur des collaborations diverses et des conférences).

73 Dans l'imaginaire *völkisch*, les territoires frontaliers étaient le cadre géographique privilégié du *Volkstumskampf*. Voir l'analyse des discours savants de la mouvance *völkisch* : sur l'œuvre

historiographique de Franz Petri par Peter Schöttler, *in* du même auteur, « Vom rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte oder die “unhörbare Stimme des Blutes” », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle (dir.), *Deutsche Historiker, op. cit.* ; cf. aussi Ingo Haar, « “Revisionistische” Historiker und Jugendbewegung : das Beispiel Königsberg », *in* Peter Schöttler, *Geschichtsschreibung…, op. cit.*, p. 70-81 ; et plus généralement, Michael Burleigh, *Germany Turns Eastwards, op. cit.*

74 BABL, R-8014/717.

75 Trace de son activité sous l’égide de la Ligue de protection allemande (*Deutsche Schutzbund*), *in* BABL, R-8039/80 (correspondance du *Deutsche Schutzbund* avec des *Jugendbünde*).

76 Activité de la *Mittelstelle* documentée en BABL, R-8043/62732 (correspondance de la *Deutsche Stiftung* avec le DAI de Stuttgart) ; voir par exemple le rapport d’activité et de colloque, f^{o} 343-351.

77 Heiß était le chef du *Grenzamt* du DHR en 1925 (BABL, R-8043/62732, f^{o} 347).

78 Liens de la maison d’édition Volk und Reich avec la *Publikationsstelle* de Dahlem *in* BABL, R-153/1190 ; voir aussi Ingo Haar, *Historiker im Nationalsozialismus : Deutsche Geschichtswissenchaft und der Volkstumskampf’im Osten*, Göttingen, Vandenhœck und Rupprecht.

79 Sur la V*olkstumpolitik* nazie, voir Hans-Adolf Jacobsen, *Nationalsozialistische Außenpolitik 1933-38*, Francfort, Alfred Metzner Verlag, 1968, 944 p.

80 Friedrich Heiß, *Deutschland zwischen Nacht und Tag*, Berlin, Volk und Reich Verlag, 1934, 287 p.

81 Friedrich Heiß, *Deutsche Revolution. Die Wende eines Volkes. Fünf Jahrzehnte deutschen Volkskampfes*, Volk und Reich Verlag, Berlin, 1933 (?), 124 p.

82 Ils participèrent aux colloques de la *Volkswissenschaftliche Arbeitskreis*, rassemblant des membres des organisations *volksdeutsch*, des universitaires nazis ou *völkische*, des membres de la VOMI et les dirigeants de la *Deutsche Stiftung*, de la Puste Dahlem, du DAI et de la *Mittelstelle*. Procès-verbaux de colloques, listes de présence dans BABL, R-8043/62731 (correspondance de la *Deutsche Stiftung* avec le VDA), notamment f^{os} 177-195 et 220-239.

83 *Lebenslauf* Höhn (copie), non daté (BAAZ, SSO Höhn, f^{os} 1-2). La coupure est de l’auteur.

84 Werner Best, Reinhard Höhn, Gerhard Klopfer, Wilhelm Stuckart et Werner Wittig (éd.), *Festgabe für den Reichsführer SS und Chef der deutschen Polizei Heinrich Himmler zu seinem 40. Geburtstag und ihm am fünften Jahrestag der Übernahme der deutschen Polizei am 17 juni 1941 überreicht*, Darmstadt, Wittig Verlag, 1941.

85 Voir Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, 1re partie, *op. cit.*

86 Organigrammes du RSHA dans BADH, ZR-257 ; BABL, R-58/840 (organigrammes : paraphes du SDHA en 1937, organigrammes RSHA pour 1940, 1941 et 1943).

87 Pour Gräfe, *Lebenslauf*, BAAZ, SSO Gräfe ; pour Oebsger-Röder, DZAP, REM/868, f^{os} 147 et 197 : *Studentenschaft in Leipzig : Leiter der Hochschulschaft, Candidat Phil.*

88 BABL, R-8043/62732, f^{o} 65.

89 Activités de Röder : *Einsatzkommando* von Woyrsch à Bromberg (ZStL, 203 AR-Z 313/39) ; voir aussi Arno Weckbecker et Christian Jansen, *Der « volksdeutsche Selbstschutz » in Polen 1939-1940*, Munich, Oldenburg, 1992 ; comme chef d'un bureau de l'EWZ à Łódź : BABL, DAI-Film n° 2185 (documents VOMI, DAI et RSHA concernant les *Umsiedlungen*) ; pour Gräfe, *Einsatzkommando* 1d en Pologne : DZAP RSHA Film 2436, clichés 420 et 879.

90 BADH, ZR-920, A.1, f^{os} 187 et 193 notamment.

91 BADH, ZB -II/4776, A.15 : dossier personnel SA et après-guerre de Willy Seibert.

92 En attendant sa thèse, voir Andrej Angrick, « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*

93 Lettre d'Ohlendorf au *SS-Sturmbannführer* Pr. Dr Höhn, 18/5/1936, f^{o} 2 (BAAZ, SSO Otto Ohlendorf) ; *Lebenslauf*, non daté, BAAZ, RuSHA Akte Friedrich Tiedt.

94 Karl-Heinz Roth, « Ärzte als Vernichtungspläner », art. cité.

95 L'importance de Leipzig est relevée de façon impressionniste par Jens Banach dans *Heydrichs Elite (op. cit.*, p. 256), sans analyse en termes de réseaux.

Chapitre 3

Des intellectuels militants

Le passage dans les universités des futurs cadres du SD a été envisagé jusqu'ici sous l'angle de la socialisation et du militantisme. C'est oublier que cette période a aussi été celle de leur formation professionnelle et intellectuelle. Ces jeunes gens ne vérifient en rien le cliché du militant nazi inculte ; ils ont accédé à l'université, présenté et, en général réussi, leurs examens. Ils ne sont pas davantage les mauvais sujets d'une science qu'ils auraient « pervertie[1] ». Le contenu des cours qu'ils ont suivis le démontre. Savoirs, militance et niveaux de culture : c'est dans l'interaction entre ces trois dimensions que s'exprime la spécificité de ces intellectuels militants, même si l'agencement de ces deux termes pourrait, à bien y réfléchir, être inversé.

La construction des savoirs académiques

C'est dans leur démarche d'apprentissage que les futurs cadres du SD assurent leur formation et forgent cette spécificité du groupe qui consiste en l'adéquation remarquable entre savoirs et militance. Le fait de suivre un cursus universitaire sanctionné par des diplômes, s'il confère à chacun des étudiants le statut d'*Akademiker*[2], crée une série de hiérarchies indiscernables à première vue : si le niveau d'études de ces hommes peut apparaître homogène, leur niveau de culture l'est moins, ce qui n'est pas sans incidence sur leur parcours au sein des instances SS.

Études courtes ou longues : tel est le premier critère. Les records de brièveté sont détenus en la matière par Karl Burmester, Erich Ehlers et Paul Zapp. Tous trois commencent des études et les interrompent au bout de quelques semaines, quelques jours seulement pour Ehlers. Inscrits en germanistique, en histoire et en philosophie, Burmester et Ehlers respectivement à Hambourg et Kiel, Zapp à Leipzig[3], leur échec semble à

chaque fois lié à des difficultés économiques insurmontables. Les trois hommes choisissent alors d'entamer une formation commerciale. Leur échec académique n'est en aucun cas un obstacle à leur recrutement dans les instances répressives du III^{e} Reich. Ils n'y font cependant qu'une carrière très moyenne.

Ces trois hommes exceptés, la durée des études varie entre cinq et seize semestres, la norme se situant à huit semestres. La durée des études est strictement scandée par les examens. Pour obtenir le *Staatsexamen*, porte d'entrée de la fonction publique et de la magistrature, les juristes doivent suivre huit semestres de formation, validés par des examens semestriels. Fondée sur l'idéal de l'*Ausbildung*, formation volontaire et autonome de l'étudiant qui choisit librement les contenus de ces semestres dans un cadre prédéfini, le parcours des juristes est repris en main par les nazis dans le sens d'un encadrement accru : à partir de 1940, les contenus des huit semestres sont prédéterminés[4]. Les examens d'entrée dans le corps enseignant suivent la même évolution. Richard Frankenberg étudie ainsi l'histoire et la germanistique durant huit semestres, de 1921 à 1925, avant de présenter l'« examen scientifique pour le service enseignant supérieur », qui lui ouvre l'accès à l'enseignement en *Gymnasium* et dans les *Hochschulen*[5]. Helmut Knochen (futur chef de la Gestapo et du SD en France) étudie la germanistique, l'anglais et l'éducation physique entre 1930 et 1934, passe au bout de deux ans son examen de professeur de sport, mais n'obtient les examens terminaux qu'au terme de ses huit semestres[6].

Les cursus les plus longs sont souvent le fait d'historiens, de géographes, de germanistes et de linguistes. Rolf Mühler étudie l'histoire, la germanistique et l'anglais dix semestres durant à Heidelberg, puis effectue deux semestres supplémentaires à Kiel et Leipzig[7]. Herbert Strickner étudie quant à lui pendant seize semestres à Graz et Leipzig, entre 1929 et 1937. La longueur de son séjour sur les bancs de l'université s'explique par un changement radical d'orientation. Ses huit premiers semestres, passés à Graz, avaient été consacrés à la théologie protestante. L'année 1933 est pour lui une rupture toute à la fois universitaire, personnelle et politique. Poursuivi du fait de son engagement nazi en Autriche, il se réfugie à Leipzig et commence une formation en histoire et en germanistique,

formation qu'il poursuit durant huit autres semestres. Cette rupture apporte un premier indice sur l'interaction entre acquisition des savoirs, engagement politique et vie personnelle[8].

Georg Herbert Mehlhorn étudie pendant huit semestres, de janvier 1923 à décembre 1926, à Göttingen, Munich et Leipzig, réussit ses examens et obtient son doctorat en 1928. Étudiant ordinaire par la durée de son parcours, Mehlhorn avoue cependant avoir plutôt consacré ses premiers semestres au militantisme corporatiste et sportif qu'à l'acquisition de sa formation de juriste. Tout se passe en effet comme si les premières années d'université, peu exigeantes en termes de travail personnel, autorisaient les étudiants à privilégier les sociabilités et le militantisme. Werner Best en est lui-même un bon exemple, engagé qu'il est au sein du DHR dès son premier semestre. Tous, ou presque, s'impliquent ainsi dans la vie associative, désireux en tant que nouveaux arrivants de s'intégrer dans les sociabilités étudiantes et/ou militantes. À l'inverse, en fin de cursus, la préparation des examens ou l'écriture de la thèse ralentissent leur activité associative. Mehlhorn, après avoir détaillé longuement son engagement politique et associatif lors de ses deux premiers semestres, écrit ainsi dans son *Lebenslauf* :

> « Dans la période munichoise de mes études (1924), j'eus peu de contacts politiques. Je n'avais alors que quelques contacts avec les cercles de la *Stahlhelm* par un confrère, mais aucune affiliation n'en ressortit. L'époque suivante jusqu'à mon second examen d'État fut extraordinairement emplie par mon travail professionnel, ce qui empêcha alors toute affiliation politique. C'est seulement pendant mon stage de probation juridique que je me suis de nouveau occupé plus particulièrement de politique [9] ».

Werner Best, lui aussi impliqué très activement dès son premier semestre au sein du DHR, par exemple comme membre de la direction de la *Studentenschaft* imposant la ligne *völkische* à Würzburg, modère son militantisme après un passage de six mois en prison, et se concentre sur ses études, terminées en un semestre. En effet, libéré en septembre 1924, il n'a pu s'inscrire qu'au semestre d'été de 1925. Il n'empêche qu'il enchaîne son stage de *Referendar* et termine sa thèse dans le même temps. L'image d'un homme extrêmement actif, réussissant ses études avec beaucoup d'aisance,

s’impose[10]. Cette impression de facilité, voire de dilettantisme pourrait être confirmée par les plans de cours. Dans celui destiné aux futurs cadres du service public, un semestre est composé de vingt-quatre heures de cours et de travaux dirigés[11]. C’est dire ce que la présence des étudiants dans les amphithéâtres peut avoir d’épisodique à cette époque, l’essentiel restant les lectures. Werner Best, absorbé qu’il est dans l’*Abwehrkampf* rhénan, semble faire des études de droit et d’économie superficielles. Il en retire pourtant une culture qui lui donne une stature d’intellectuel rompu aux débats d’idées et aux constructions théoriques[12]. Il convient donc de tenter de différencier autrement les niveaux de culture des étudiants devenus par la suite des intellectuels SS.

La norme, en Allemagne, est de choisir deux disciplines en début de cursus. Les juristes combinent en général droit/économie politique, voire sciences politiques. Dans le cas du droit, les études sont principalement tournées vers le monde des affaires et le service de l’État. Seules quelques individualités comme Hans Leetsch se destinent dès l’abord à la recherche fondamentale en droit ou en économie, et complètent leur formation juridique par des sciences politiques, pour aboutir à un doctorat dans cette dernière matière[13]. Il s’agit dans tous les cas de former des praticiens généralistes, immédiatement mobilisables dans les tribunaux et l’appareil d’État, disposant d’une bonne connaissance des rouages de l’économie. Mais ce ne sont pas de simples exécutants : leur formation les amène à motiver des jugements, à rédiger des textes réglementaires, rapports et projets de réformes ; bref, à penser et concevoir la pratique juridique.

Les matières « littéraires » donnent lieu à une plus grande diversité, qui n’exclut pas cependant la présence de certains invariants. Les étudiants se tournent massivement vers la germanistique, c’est-à-dire la littérature allemande. La hiérarchie entre matière principale et matière optionnelle est ici moins importante que dans les études juridiques. La plupart des étudiants qui choisissent de s’inscrire dans les « facultés de philosophie » où se font les études de lettres et de sciences humaines se destinent à l’enseignement secondaire. Or, tout professeur du secondaire enseigne deux matières : si la spécialisation dans une matière est effective, la polyvalence est une qualité recherchée. La germanistique, discipline de prestige, est la

plupart du temps une matière optionnelle. Les matières choisies sont l'histoire et la géographie, plus rarement la philosophie. À ces matières s'ajoutent dans certains cas les *Volkskunde*, ethnologie folklorique allemande qui n'a rien de cette anthropologie sociale qui naît en France à l'époque, avec les équipes du musée de l'Homme[14]. Les langues étrangères, enseignées dans les départements de romanistique et d'études anglo-saxonnes (qui ne se limitent pas à l'anglais, mais abordent aussi le néerlandais), complètent la palette des choix faits par les futurs intellectuels SS.

Sans juger trop hâtivement de la stature intellectuelle des étudiants, on peut constater le poids de l'idéal humaniste traditionnel dans l'université allemande. Le choix massif de la germanistique et la faveur donnée à la philosophie et aux langues en portent témoignage. Le manque de goût pour les études littéraires appliquées – rien n'eût empêché un étudiant de coupler, par exemple, droit public et histoire, sociologie et géographie – confirme par ailleurs la domination des études littéraires sur les choix universitaires : l'université allemande reste cette citadelle du savoir humaniste qu'elle est depuis Ranke, et ce jusque dans les choix implicites des plus nazis de ses occupants. Quelques individualités se tournent néanmoins vers une pluridisciplinarité mêlant l'histoire ou la géographie à l'économie, au droit public ou aux sciences politiques. Hans-Joachim Beyer, par exemple, combine l'histoire et les *Volkswissenschaften* au droit public. À trente-trois ans, il est nommé professeur à Posen puis à Prague : sa carrière – à l'instar de celles de Franz Six[15] et de Günther Franz[16] – est une des plus rapides du III^{e} Reich[17].

Si les choix effectués par les étudiants à l'entrée à l'université permettent de repérer des individualités distinctes du groupe, ils ne permettent cependant pas d'apprécier la teneur des études, ni même le jugement porté sur ces étudiants par leurs professeurs. Otto Ohlendorf semble faire ainsi un cursus tout à fait anodin : il étudie à Leipzig, Halle et Göttingen le droit et l'économie politique, comme une grande partie des intellectuels du SD. Il conclut son cursus universitaire par les examens d'État sans passer de doctorat. Il n'entre pas dans la magistrature. Ne pourrait-on y lire un échec de son intégration à la fonction publique, dû à un parcours médiocre ? Il n'en est rien, bien que les raisons qui le conduisent à ne pas faire de thèse

restent obscures. Il s'affranchit une première fois de la norme qui veut que les étudiants en droit deviennent juristes en menant une intense activité de recherche en économie. Il participe à la création d'un département au sein de l'Institut d'économie mondiale de Kiel, l'une des plus grandes institutions allemandes, puis part travailler à l'Institut des sciences appliquées de Berlin. Parallèlement, il participe aux grands débats entre la SS, le DAF et l'Organisation quadriennale au sujet de la politique économique. Sa collaboration avec deux experts de l'économie et des sciences politiques nazies (Jens Jessen et Reinhard Höhn), l'organisation et l'administration de centres de recherche, le travail de théorie économique au plus haut niveau de l'État[18] marquent dans son cas l'excellence bien plus sûrement que le choix des matières en début de cursus[19].

Voilà qui conduit à une question maintes fois posée : les futurs SS furent-ils des étudiants brillants ? Georg Herbert Mehlhorn rédige une thèse d'histoire du droit et de la pratique pénale sur le braconnage et se voit octroyer la mention « Très bien avec félicitations ». Il est le seul juriste du groupe à ne pas intégrer la fonction publique ; il s'associe dès sa sortie de l'université à l'un des cabinets d'avocats les plus recherchés de Chemnitz. La sanction de son excellence académique est ainsi confirmée par un début de carrière sortant de l'ordinaire[20]. Le cas de Heinz Gräfe est quant à lui très ambigu. Seul de tous à détailler son expérience scolaire, il écrit :

> « Mon itinéraire d'écolier se déroula de façon surprenante, dans la mesure où, à partir de Quarta, j'étais rétif et fainéant, ce qui me valut la note 3 de façon répétée et même la menace du conseil de discipline. Mes performances augmentèrent notablement en seconde supérieure jusqu'à 2a et en première se passa un changement – surprenant pour mes professeurs : je me conduisis de façon irréprochable et reçut 1b comme note, pour terminer mon Abitur avec la mention "premier en tout" […].
>
> « Études de sciences juridiques de 1928 à 1931 à Leipzig, avec un semestre à Heidelberg en 1930. Diplôme réussi avec la mention "bien" [21] … »

Issu d'un milieu cultivé, mais ébranlé par la mort de son père sur le front, Gräfe se distingue par une scolarité difficile. Le redressement opéré ne rend son parcours que plus exceptionnel. Il obtiendra par la suite une mention

assez rare aux examens d'État. Son itinéraire est celui d'un orphelin de guerre révolté dès l'enfance. Il déclare en effet avoir cru voir dans l'organisation du travail une « chance pour les jeunes de fonder un front uni contre le gouvernement des vieux[22] ». N'est-ce pas ce que traduit aussi cette scolarité difficile ? Heinz Gräfe se singularise par le récit de son parcours, mais l'aboutissement de celui-ci est somme toute assez commun : il entre dans la fonction publique et la magistrature avant de rejoindre la Gestapo, puis le SD en 1938[23]. L'évocation des mentions obtenues au cours des études paraît ainsi ressortir à des stratégies de mise en valeur des candidats SS lors de la rédaction de leur *Lebenslauf*. Certains, pourtant, n'en font rien. Wilhelm Spengler a soutenu son doctorat avec la mention *Summa cum Laude*[24], mais n'en fait pas mention dans ses documents autobiographiques[25]. L'image du groupe est celle d'étudiants qui, malgré l'intensité de leur vie associative et les problèmes financiers qui souvent les obligent à travailler durant leur cursus, disposent d'acquis suffisants : de bons élèves, en somme. Au vu des critères de l'époque, l'image paraît même brillante pour quelques-uns.

Cette image repose cependant sur les critères d'appréciation des contemporains. Or, ces critères, à partir de 1933, peuvent sembler peu conformes aux critères universitaires européens alors en vigueur. L'exemple de Franz Six permet d'illustrer cette discordance. Il a fait des études d'histoire, de sociologie et de journalisme à Mannheim et Heidelberg. Son cursus, original au sens où il est centré sur une appréhension apparemment très moderne des sciences sociales, a de quoi étonner : inscrit pour huit semestres dans les deux universités, il passe thèse et habilitation dans la foulée. La lecture de sa thèse et de son habilitation a étonné les juges de Nuremberg, les documents ne dépassant pas à eux deux la centaine de pages. De surcroît, l'appareil critique de la dissertation était composé de citations de Hitler et de Goebbels, ce qui incita les juges américains à voir en Six un « charlatan scientifique[26] ». Ce dernier, même s'il a fait l'objet de quelques attaques venues des milieux nazis qui déploraient le manque de rigueur scientifique de son travail, passait pour un chercheur de grande qualité dans les milieux universitaires nazis. S'il est devenu l'exemple-type cité chaque fois qu'il s'agit de dénier toute valeur intellectuelle aux « scientifiques » nazis, son manque d'envergure semble cependant démenti

par sa spectaculaire réinsertion après la guerre, et par le fait que ses étudiants peuplèrent les grands médias d'Allemagne fédérale.

Mais tous les étudiants ne virent pas leur valeur ainsi contestée après la guerre. Wilhelm Spengler est né en 1907 à Ratholz in Allgäu. Après une scolarité secondaire effectuée dans des écoles religieuses catholiques, il poursuit des études d'électronique et d'ingénierie dans une *Oberrealschule (école technique supérieur)*. Il abandonne ensuite ces matières pour s'inscrire en histoire allemande, en philosophie, en histoire de l'art, en linguistique et en biologie. Son cursus est donc fondé sur de multiples centres d'intérêt, avec un équilibre exceptionnel entre matières scientifiques et humanités. Son goût marqué pour ces dernières lui fait finalement choisir un sujet de littérature allemande pour obtenir le titre de docteur. Les 16 et 17 juillet 1931, Wilhelm Spengler, qui a rendu sa thèse de doctorat quelques mois auparavant, passe les examens oraux devant la faculté assemblée. Il est interrogé deux journées entières sur « Mérovingiens, Carolingiens », sur le capitulaire *De Villis*, sur le règne de Louis XIV et sur le XIX^e^ siècle. En littérature, il planche sur le langage au Moyen Âge, et doit traduire du latin ; en philosophie, sur la *Critique de la faculté de juger* de Kant, la prose philosophique de Schiller et les écrits de Goethe. Dans toutes ces disciplines, Spengler obtient la mention « Très bien » à l'unanimité des dix-sept interrogateurs. Parallèlement, son travail de doctorat fait l'objet de deux *Gutachten*, deux expertises extrêmement élogieuses[27]. Le second lecteur de la thèse de Spengler écrit ainsi :

> « Au reste, la richesse des propositions de l'auteur ressort facilement de la table des matières. Je souscris tout à fait aux connaissances de l'auteur. Je dois avouer que la présente thèse appartient au meilleur de ce que j'aie jamais pu lire sur l'essence de la tragédie chez Schiller. J'ai moi-même beaucoup appris de la lecture de cette thèse [28] . »

Seules des questions de style d'exposition empêchent Wilhelm Spengler d'obtenir la mention *Summa cum Laude*. Tous ses examinateurs s'accordent sur le caractère exceptionnel du travail et de la stature intellectuelle du candidat. Celui-ci, pourtant, est alors très éloigné de la culture politique conservatrice de ses interlocuteurs. Dès l'amorce de ses études littéraires, il avait donné le sens de sa démarche : il s'agissait pour lui d'« enseigner nos valeurs idéologiques et éthiques liées à l'héritage spirituel germanique et

allemand », en « opposition avec l'encadrement catholique » du lycée technique qu'il quittait alors pour la faculté de philosophie. En entrant dans la SS, il reprit ce type de propos pour donner sens à son activité enseignante : sa « mission principale » était de « donner aux classes supérieures des liens concrets à la valeur idéologique du patrimoine spirituel germano-allemand »[29]. Son cas illustre la spécificité d'un groupe d'intellectuels SS qui ont allié, tout au long du processus de construction de leurs savoirs, excellence universitaire et engagement politique *völkisch* et nazi. C'est ce rapport entre le militantisme et les savoirs académiques qu'il convient maintenant d'aborder, en gardant à l'esprit que la césure de 1933 marque l'amorce véritable de la fusion entre les deux éléments.

Savoirs et militantisme (1919-1933)

L'un des présupposés les plus tenaces concernant l'histoire des savoirs académiques sous Weimar et le III^{e} Reich a trait à la différenciation entre les disciplines : telle matière, technique ou « objective », aurait résisté à la marée brune et aux paradigmes raciaux, tandis que telle autre, idéologiquement plus « sensible », aurait participé à la construction dogmatique nazie. Certaines matières représenteraient une *via media*, qu'une minorité de « brebis galeuses », aurait dévoyé[30].

Le droit représenterait l'archétype de la matière « technique » qui, avant 1933, aurait résisté à l'« idéologisation » des savoirs. À cet égard, l'attitude des juristes du groupe est apparu jusqu'ici comme le modèle de ce cloisonnement dû à la technicité des thèmes abordés[31]. La thèse de doctorat de Werner Best représenterait ainsi un archétype de la thèse technique, sans lien aucun avec la construction dogmatique nazie[32]. Il s'agit en effet d'un essai traitant de droit du travail, qui, pour être favorable aux employeurs, ne théorise pourtant pas un droit du travail nazi[33]. La thèse de Hans Nockemann produit elle aussi une impression de technicité et d'« apolitisme ». Orientée vers l'économie du charbon de la Ruhr, elle ne souligne pas l'engagement *völkisch* de son auteur[34]. Il en est de même pour celles d'Alfred Filbert[35], d'Ernst Hermann Jahr[36], de Friedrich Tiedt[37] et de Hermann Behrends[38]. Reste que l'on n'épuise pas là les rapports entre

savoirs juridiques et construction dogmatique nazie. Toutes les disciplines étudiées par les juristes ne confirment d'ailleurs pas ces premières observations.

Les sciences économiques, matière optionnelle choisie par la majorité des juristes, laissent parfois paraître des intérêts et des enjeux très axés sur le contemporain. La thèse de Hans Leetsch sur le rôle des marchés publics dans l'évolution de la conjoncture constitue un bon exemple de tentative de théorisation de la planification étatique conçue comme une alternative à une planification socialiste faisant figure de repoussoir[39]. Otto Ohlendorf n'a pas, quant à lui, laissé une thèse susceptible de marquer son rapport au nazisme. On sait pourtant qu'il travailla avec Jens Jessen à une théorie économique nazie, appuyée sur le contrôle logistique et le marché intérieur des classes moyennes[40]. Devenu bibliothécaire à l'Institut des sciences appliquées de Berlin, il participa à un groupe de recherche sur les sciences politiques et l'économie[41]. Après la prise de pouvoir, il légitima ainsi les politiques autarciques, tout en recommandant une réforme des circuits de distribution des biens de consommation, afin de concrétiser l'idéal de prospérité de la *Volksgemeinschaft* nazie[42]. Les sciences économiques n'étaient pas seulement pour Ohlendorf une matière académique, mais bien un front de militantisme. Il représente certes un cas d'espèce : son parcours marqué d'emblée au sceau du nazisme et l'intensité de son travail de formulation dogmatique en sciences économiques font de lui un rouage spécifique. Reste que nombre d'économistes universitaires se sont, comme lui, impliqués dans les politiques économiques du Reich, qu'il s'agisse des politiques intérieures ou des mécanismes économiques susceptibles de légitimer les volontés d'expansion[43]. Götz Aly et Suzan Heim ont ainsi brillamment démontré le rôle de l'*Institut für Staatsforschung*, celui de l'Institut d'économie mondiale de Kiel et des universités de Königsberg et de Breslau, dans une telle évolution[44]. Plus largement, l'instrumentalisation des sciences économiques, matière annexe des études de droit, infirme l'image développée par Ulrich Herbert de juristes « rationnels » ayant suivi des études « apolitiques »[45]. L'économie a constitué pour eux une passerelle intellectuelle entre constitution des savoirs universitaires et militantisme. Il n'y a pas, chez eux, d'un côté l'étudiant sérieux et « neutre » et de l'autre

l'activiste nazi : ils sont simultanément l'un et l'autre. Les matières littéraires peuvent ici en témoigner.

L'histoire, la géographie, la sociologie et l'ethnologie ont constitué le fer de lance des « sciences de légitimation ». Avant 1933, les thèses des futurs intellectuels SS reflètent assez souvent des préoccupations trahissant leurs représentations *völkisch*. Exemplaire est ici le groupe des historiens de Hambourg. Richard Frankenberg, Siegfried Engel et Hans-Joachim Beyer ont tous trois rédigé une thèse d'histoire entre 1927 et 1931. Tous les trois sont, au moment où ils terminent leur thèse, déjà insérés dans les réseaux militants. Mais au-delà même du positivisme des méthodes et des problématiques, leurs thèses sont marquées par l'univers mental *völkisch* dans lequel ils sont plongés.

Richard Frankenberg soumet à l'université de Hambourg en 1927 une étude sur le « non-renouvellement du traité germano-russe en 1890 »[46]. En apparence, on est ici bien loin de l'histoire sociale *völkische* de Hans Rothfels : Frankenberg se situe dans la lignée d'une histoire diplomatique classique, sans que son sujet de thèse soit pour autant aussi « apolitique » que son intitulé le laisse supposer. L'événement en question fut en effet déterminant dans la mutation de la diplomatie allemande à la fin du XIX^e^ siècle. Après la guerre de 1870-1871, l'Empire allemand mit en place une diplomatie fondée sur l'alliance des trois empereurs, qui, combinée à la méfiance de la Grande-Bretagne, isolait complètement la France. Le 18 juin 1887, l'Allemagne signa avec la Russie un traité dit « de contre-assurance », prévoyant la neutralité allemande en cas d'attaque autrichienne contre la Russie. Le sujet de thèse de Frankenberg consiste à expliquer les mécanismes conduisant au non-renouvellement de ce traité en 1890, lequel sonna le glas du système diplomatique bismarckien : la Russie, se sentant menacée par l'Autriche-Hongrie, chercha un appui à l'Ouest et se rapprocha dès 1893 de la France. Au même moment, l'Angleterre, inquiète de la mutation de la diplomatie allemande et de la *Weltpolitik* marquée par l'expansion de la flotte, se rapprocha du couple franco-russe. Le non-renouvellement de ce traité a donc, en fait, entraîné la formation de l'Entente, et modelé la Triple-Alliance, c'est-à-dire le système d'alliances qui conditionna les forces en présence lors de la Grande Guerre[47]. La

démarche qui conduit à la formulation du sujet de thèse est strictement causale : Frankenberg croit tenir dans le non-renouvellement l'une des causes de la guerre de 1914-1918 et de la formation de ce « monde d'ennemis » que dépeignait Beumelburg. D'autre part, le traitement très disculpateur de l'attitude allemande dans cette affaire contribue à minimiser le rôle du Reich dans la polarisation des relations internationales, et donc à atténuer la culpabilité allemande affirmée avec force par le traité de Versailles. Dans ce sujet de thèse en apparence très classique, les enjeux mémoriels sont donc capitaux, et participent du combat pour la révision du traité de Versailles[48]. Sans être nazifiée dans les termes ou les problématiques choisies, la thèse de Richard Frankenberg n'en reflète pas moins les représentations des étudiants *völkisch*, ainsi que le poids de la mémoire de la Grande Guerre sur leurs comportements.

La thèse de son collègue Siegfried Engel étonne par la proximité des préoccupations : il s'est donné pour objectif d'étudier l'Autriche-Hongrie et la Russie de 1870 à 1890[49], c'est-à-dire lors de la période immédiatement précédente. Engel cherche en fait à comprendre les raisons qui ont poussé l'Allemagne à ne pas renouveler le traité étudié par Frankenberg. La pierre d'achoppement du système bismarckien fut, selon lui, le problème balkanique. Ce dernier divisa les deux alliés de l'Allemagne : l'Autriche avait des intérêts vitaux sur les côtes dalmates, en Bosnie et en Croatie ; la Russie avait assis l'autocratie sur l'idéologie panslave et se posait en puissance protectrice de la Serbie. Les deux alliés de l'Allemagne avaient des relations tendues et Guillaume II choisit en 1890 de privilégier l'alliance avec l'Autriche[50]. Siegfried Engel, comme Frankenberg, mène une étude de causalité des choix allemands et, comme lui, disculpe l'Allemagne.

On ne peut certes prétendre que l'historiographie allemande classique a pris fait et cause pour le nazisme. Il n'est pourtant pas innocent de voir ces jeunes intellectuels prendre en charge des sujets de ce type. Ces derniers recèlent des enjeux bien réels, et conduisent à des conclusions auxquelles tout le monde académique allemand, nazi ou non, ne peut que souscrire. S'il est vrai que l'on ne trouve dans ces thèses nulle trace du déterminisme racial nazi, il n'en reste pas moins qu'elles sont conçues comme un engage ment pour la « cause allemande »[51]. Le fait de chercher à démontrer, à

travers une étude rigoureuse et « objective », l'absence de responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre ne constitue-t-il pas, à cet égard, l'une des dimensions intellectuelles de l'*Abwehrkampf* ?

Au total, l'objectivité prétendue des sujets de thèse d'histoire paraît ici symptomatique de pratiques académiques spécifiques. Ethnologie, sociologie et géographie se sont de plus engagées dans l'étude des conséquences de la guerre que sont le maintien de minorités *volksdeutsche* hors des frontières du Reich. Les futurs intellectuels SS, on l'a vu, ne sont pas restés en dehors de ces débats et de cet engagement. La production académique allemande subit à cette occasion une invasion du politique. Pourtant, il n'est guère possible de déceler de références au NSDAP, à Hitler ou au déterminisme racial et antisémite nazi. Cette absence incite à s'interroger sur la nature du nazisme, sur celle de l'engagement et des relations entre construction dogmatique et production de savoirs scientifiques[52]. Pour toutes les matières, à l'exception peut-être du droit, l'impression est celle d'une adéquation des thèmes choisis avec les débats en cours dans la société allemande. Il ne s'agit donc pas tant d'une nazification des démarches scientifiques que d'une nette politisation des questionnements, combinée à un maintien de l'ambition d'objectivité scientifique. Les thèmes de recherche reflètent ainsi les préoccupations des étudiants *völkische* engagés et trahissent la proximité existant entre le système de représentations et le fondamentalisme racial nazi.

Une dernière étude de cas permet de mieux saisir les rapports entre savoir et engagement, et d'ouvrir des perspectives supplémentaires quant à l'objectivité du savoir juridique. Hermann Behrends et Georg Herbert Mehlhorn étaient tous les deux juristes, l'un et l'autre furent promus docteur avant 1933, avec une mention plus qu'honorable. Leurs sujets de thèse ne trahissent en rien une nazification, pourtant avérée par ailleurs[53]. Est-ce à dire qu'il s'agit là de cas d'étanchéité maintenue entre savoir juridique et engagement politique ? Il n'en est rien. En effet, dès la fin de leur thèse, les deux hommes, inscrits au NSDAP et à la SS, mettent leur savoir juridique au service de leur activité partisane : Mehlhorn devient l'avocat attitré du NSDAP à Chemnitz, tandis que Behrends devient conseiller juridique du Parti[54]. On est en présence non pas d'une instrumentalisation de la théorie juridique, mais bien plutôt du savoir

juridique mis au service de fins partisanes. Le militantisme est ici celui d'experts faisant bénéficier une cause de leur savoir, le pendant de la politisation des savoirs. Dans le cas de savoirs « techniques », le rapport entre savoir et militantisme se traduit avant tout par l'invasion du politique par l'expertise, non par l'invasion du champ scientifique par l'idéologie. Ainsi s'explique l'apolitisme apparent des travaux juridiques des futurs intellectuels SS. Après 1933, en revanche, ces derniers, lorsqu'ils sont encore étudiants, font transparaître de manière plus tranchée leurs engagements idéologiques dans leur production scientifique.

« Sciences combattantes » et intellectuels SS sous le iii^{e} reich

La nazification des savoirs et de leur acquisition se prolonge en fait durant tout le III^{e} Reich, lequel combine une dimension institutionnelle, concrétisée par la prise de contrôle progressif des lieux de production du savoir (universités, fondations, cercles de recherche semi-privés), une dimension scientifique, avec la mutation de sciences humaines et une dimension individuelle, à travers une visibilité accrue du système de croyances nazi dans les thèses déposées. Ce processus, différencié selon les disciplines et les institutions, est caractérisé par une porosité grandissante entre construction des savoirs, engagement politique et activité au NSDAP, voire au SD. Il s'incarne, par exemple, dans une pratique historique sans cesse plus influencée par la SS et le SD : l'« histoire légitimatrice » *völkisch* est ainsi transformée en « science combattante » nazie.

C'est dès 1933 que les réseaux militants étudiants, les institutions académiques et les organes de répression du III^{e} Reich mettent en commun leurs ressources, et organisent ensemble colloques et publications. La revue *Volk im Werden* est ainsi fondée par Ernst Krieck, professeur titulaire de la chaire de sciences politiques et recteur de l'université de Heidelberg. Krieck a écrit de nombreux ouvrages sur la construction idéologique nazie et sur le système d'éducation[55]. Avec *Volk im Werden*, il s'agit de lancer une revue scientifique de débat entre théoriciens nazis. Krieck lui-même tente de développer une théorie nazie de l'« anthropologie politique *völkische* », qui

lui vaut rapidement une confrontation avec Alfred Rosenberg, théoricien en titre de la foi nazie et futur ministre des Territoires occupés par le Reich[56]. En 1936, Krieck décide d'élargir le comité de rédaction de la revue, et puise pour cela dans le microcosme universitaire nazi de Heidelberg. Franz Six et Gustav-Adolph Scheel sont nommés au comité, tandis que Six prend entre-temps la rédaction en chef. Le journal publie alors des articles de science politique, de « littérature », d'*Auslandskunde* (sciences de l'étranger), de droit et d'anthropologie. Avec Six et Scheel, toute une frange de la jeune garde d'intellectuels du SD issus de la NSStB publie dans *Volk im Werden*. Wilhelm Spengler et Walter von Kielpinsky s'occupent des questions scientifiques générales[57]. Franz Six – qui a délégué ses fonctions de rédacteur à von Kielpinsky – dirige les études d'*Auslandskunde*[58], tandis que Hans-Joachim Beyer livre des études de *Volkstumswissenschaften*. Spengler est notamment mis à contribution sur « la liberté créatrice dans les arts » et sur « la femme dans l'image du monde germanique et chrétien »[59]. Le titre en dit long sur l'antichristianisme de la revue qui a choisi pour traiter ce sujet l'un des officiers SS qui exprime le plus clairement son aversion pour le christianisme[60], « contraire à l'essence germanique ». Six écrit sur l'héritage germanique dans l'esprit allemand[61], Beyer s'interroge sur les rapports entre les « Allemands des Sudètes » – bien évidemment décrits comme opprimés – et les Tchèques, à la lumière du droit des peuples[62]. Tous ces hommes choisissent des thèmes s'appuyant à la fois sur leur cursus ou leurs centres d'intérêt académiques – comme Spengler, spécialiste de littérature et d'art – et sur leur travail au SD.

Des disciplines entières sont ainsi prises – ou reprises – en main et nazifiées. Les *Zeitungswissenschaften* est un exemple probant du phénomène. Le contenu de cette matière est, on l'a dit, assez fluctuant. Il combine les sciences politiques, l'histoire, la civilisation et les langues. Quand Six arrive à la chaire de Königsberg, il reprend toute la discipline en main, organisant des séries de publications, et forme une génération de jeunes docteurs qui pratiquent sous sa direction l'*Auslandskunde*. De nombreux sujets de dissertation laissent clairement ressortir la nazification très poussée des contenus enseignés et des problématiques de recherche. Les « *Gegner* », opposants contre lesquels le SD collecte de la documentation et établit des fichiers, sont devenus sous la houlette de Six

les objets scientifiques de cette discipline ambiguë que sont les *Auslandswissenschaften*. Certaines thèses ont été rédigées à l'occasion d'un travail d'espionnage et de contre-espionnage classique effectué à l'extérieur du Reich[63]. D'autres travaux sont consacrés à l'étude scientifique des productions écrites par les « ennemis intérieurs ». L'étude de Rudolf Oebsger-Röder, par exemple, est un travail statistique mené sur les journalistes de la République de Weimar, dont les données ont été collectées dans les fichiers des instances de représentation de la profession lors de la « mise au pas ». Paul Mylius fait une thèse sur la jurisprudence et la législation allemandes envers les Juifs[64] ; Horst Mahnke travaille sur la presse franc-maçonne[65]. La fusion entre la pratique répressive du SD et une production scientifique académique qui participe, à travers la définition de l'ennemi, à la construction dogmatique nazie est ici totale. Ce processus n'arrive pourtant à son terme qu'en 1940. L'influence grandissante du SD, qui s'impose par l'intermédiaire d'intellectuels SS plus jeunes, ayant étudié après la *Machtergreifung*, rend enfin enseignement, recherche, militantisme et pratique répressive rapidement indissociables[66]. À ce stade, le savoir universitaire participe alors de la formulation idéologique SS.

La nazification des savoirs est inégale dans sa forme et son intensité. Elle varie bien entendu selon les matières. Les cas des sciences politiques de Reinhard Höhn, de l'économie sociale de Martin Sandberger et des « sciences de l'éducation » de Wilhelm Albert permettent pourtant de différencier des processus plus ou moins lents, plus ou moins aboutis. Les plus âgés, qui terminent leurs études avant la *Machtergreifung*, ont une production moins nazifiée, même si, on l'a vu dans le cas de Richard Frankenberg, elle trahit l'engagement *völkisch* de l'auteur. Reinhard Höhn incarne un deuxième cas de figure, avec une production *völkische* qui se nazifie progressivement après l'engagement au NSDAP et, plus encore, après la *Machtergreifung*. La thèse de Sandberger figure un type de savoirs qui n'a pas connu les conditions d'avant 1933, et donc développé par des militants nazis déjà très engagés, voire parvenus à des positions de pouvoir importantes. D'emblée, l'orthodoxie est alors totale. Dans le cas particulièrement tardif de Wilhelm Albert, l'officialisation d'un savoir spécifiquement nazi, d'un savoir rendu de surcroît immédiatement

mobilisable par la pratique gouvernementale, représente un dernier stade de nazification, qui intervient par l'intermédiaire de canaux institutionnels spécialisés, mêlant la NSStB, le ministère de l'Éducation et, de plus en plus régulièrement, la SS et le SD[67].

Le cas de l'histoire et des *Volkstumswissenschaften*, auxquelles on a souvent fait allusion au travers de futurs intellectuels SS comme Beyer ou d'institutions comme les universités de Königsberg ou de Bonn, illustre parfaitement ce phénomène de nazification. Dès les années 1920, une nébuleuse de fondations semi-privées, d'instituts de recherche universitaires, d'associations de *Volksdeutsche*, ont pris en main une grande partie de la recherche universitaire portant sur les pays limitrophes du Reich. Tout au long des années 1920 et 1930, cette nébuleuse développe un travail situé aux lisières entre histoire, géographie, économie, ethnologie, démographie et sociologie[68]. La prise de pouvoir par les nazis est évidemment loin d'être une date insignifiante pour ce mouvement. Si ces institutions étaient déjà fréquentées auparavant par des nazis, ils n'y formaient qu'un groupe *völkisch* parmi d'autres. L'établissement de leur prépondérance, incarnée dans l'institutionnalisation d'une double tutelle militante et étatique, ne s'est fait que très progressivement.

L'exemple des *Volkswissenschfatliche Arbeitskreise* (VWA) du *Volksbund für das Deutschtum im Ausland* (VDA) est parfaitement représentatif de l'évolution de l'ensemble de l'historiographie révisionniste. Ce cercle scientifique fondé en 1934 est marqué par la présence des universitaires les plus prestigieux ayant mis en place cette historiographie *völkisch* : Gunther Ipsen, Karl Von Loesch, Walter Kuhn, Hans Schwalm, mais aussi Albert Brackmann, Hermann Aubin et Max Hildebert Boehm[69]. La VDA ne peut être, du fait de leur présence, caractérisée comme une institution spécifiquement nazie. Son dirigeant, Harold Steinacker, finit par être évincé en 1938 de son poste par la SS qui veut imprimer une impulsion plus radicale. Organisation en tout point semblable aux *Forschungsgemeinschaften* nées pendant la République de Weimar, les VWA s'inscrivent donc dans la lignée des organisations *völkisch* malgré leur fondation tardive, contemporaine de la mise au pas nazie. Pourtant, les années 1934-1939 sont marquées par l'irrésistible montée d'une jeune

génération de chercheurs qui modifient progressivement les sujets, assurent le secrétariat de l'organisation, tout en liant des contacts étroits avec de nouveaux acteurs de l'historiographie *völkisch*. Alexander Dolezalek devient ainsi le responsable de l'organisation des journées d'études du VWA, tout en préparant son *Examen* dans le Schleswig[70]. Il est rapidement côtoyé par le groupe de jeunes intellectuels du SD formé par Engel, Frankenberg et Beyer, qui participent très régulièrement aux réunions du VWA[71]. Entre 1936 et 1939, les quatre hommes, auxquels on pourrait ajouter Fritz Valjavec, Ernst Turowsky et Wilhelm Spengler, intègrent le SD en alliant recherche scientifique, pratique militante et activité de surveillance et de répression[72]. C'est cette génération qui, on le verra, se trouve après l'invasion de la Pologne en situation de prise sur le réel, en ce qu'on lui offre la possibilité d'appliquer ses travaux au remodèlement des populations et des espaces est-européens[73].

Ce mécanisme de nazification par renouvellement générationnel peut aussi être observé dans l'évolution des thèmes des colloques, ainsi que dans les bibliographies d'ouvrages de référence jointes aux lettres circulaires du VWA[74]. Un colloque, tenu les 5 et 6 janvier 1939 à Bayreuth, illustre bien le degré de nazification atteint et son impact sur la pratique historiographique des membres de la VWA. Le principal orateur de la séance est Kleo Pleyer, le successeur de Hans Rothfels à Königsberg. Formé à Bonn et à Königsberg, sa nomination à la tête du VWA a marqué le tournant générationnel accompagnant la nazification[75]. Bien que Pleyer n'appartienne ni au SD, ni à la SS, ses interventions lors du colloque et sa discussion avec des participants comme Hans-Joachim Beyer ou Alexandre Dolezalek montrent que les participants ont en commun une manière de voir et de faire l'histoire, une même pratique d'administration de la preuve, et une adhésion identique et totale au déterminisme racial nazi.

Lors de ce colloque, Kleo Pleyer ouvre la séance par un exposé sur « la politique *völkisch* » et la mission scientifique *völkisch* dans les Sudètes. Prenant acte, sur le mode de l'exultation, du retour des Sudètes dans le giron du Reich, il souligne que :

> « le travail scientifique d'éveil de la volonté, développé dans le combat frontalier et toujours évalué à son aune, a été dirigé dans les vingt dernières années vers le quart sud-est du Reich et du territoire

allemand, qui est maintenant incorporé […]. Il s'agit maintenant de construire l'unité intérieure du Reich à partir des frontières et particulièrement d'unifier cette alémanité { *Deutschtum*[76]] du Sud-Est à la vieille alémanité du Reich [77] ».

Pleyer décrit ensuite la tâche de chacune des *Volkstumswissenschaften* dans cette « mission ». En les énumérant, il restitue la hiérarchie des savoirs à l'intérieur de la culture nazie : la première « science » citée est la raciologie ; la deuxième, l'histoire ; viennent ensuite la sociologie et l'ethnologie, puis les études slaves, au titre de science auxiliaire tournée vers la pratique. Le consensus est général autour de l'exposé programmatique de Pleyer. Les discussions qui suivent n'en remettent en cause ni le fond ni la forme, et elles ne font que souligner l'adhésion de l'assistance au biologisme affirmé par Pleyer. Il est notamment proposé d'établir l'arbre généalogique de personnalités étrangères marquantes pour prouver leur ascendance germanique. À une tentative hongroise de démontrer la « magyarité » de Dürer, le VWA décide de répondre par l'établissement généalogique de l'ascendance purement germanique du peintre. On est ici dans l'administration de la preuve par le sang et les ancêtres. L'assentiment général à ces mesures vaut adhésion.

Ce colloque se situe au terme du processus de nazification des savoirs. À cette époque, la plupart des intellectuels SS ont quitté les bancs de l'université pour intégrer le SD. Ceux qui écrivent des thèses le font désormais dans le cadre de leur travail au sein des instances de répression du III^{e} Reich. C'est le cas d'un certain nombre de membres du RSHA *Amt* VII qui, entre 1940 et 1943, rédigent leur doctorat sous la direction scientifique conjointe de Franz Six et de l'historien et *Hauptsturmführer* SS Günther Franz[78]. Reste que ces cas limites n'illustrent plus une position de construction de savoirs et moins encore un processus de nazification, tant les deux mécanismes sont alors, et depuis longtemps, effectifs. Hans-Joachim Beyer présente ainsi en 1940 une thèse d'habilitation sur les processus d'« assimilation et de dissémination ». Son étude est centrée sur les échanges raciaux et biologiques au sein des populations et fait du métissage l'un des facteurs principaux de l'histoire de la population de l'Europe, mais aussi des États-Unis. Ces derniers sont, d'ailleurs, voués à

l'abâtardissement et à la décadence par le mélange racial[79]. Ce texte constitue bien entendu une étape de la construction dogmatique nazie, mais il ne peut être considéré comme un pas supplémentaire dans un processus de nazification, déjà totalement achevé. À cette date, cet habitué du VWA est déjà membre depuis cinq ans de l'ordre noir. Hans-Joachim Beyer n'a alors plus rien, au plan institutionnel, de ces étudiants radicaux antisémites engagés dans le *Volkstumskampf* dans les années 1919-1921 : docteur et habilité, il est appelé sur une chaire à Posen, puis à Prague et, en tant qu'officier SS collaborant à l'un des bureaux chargés des expulsions de *Fremdvölkische*[80], il fait partie des « concepteurs de l'anéantissement »[81].

L'ombre de la Grande Guerre

Une fois leurs diplômes obtenus, les intellectuels SS ont eu peu de difficultés à trouver un emploi. Les juristes, munis des examens d'État et du doctorat, ont intégré la magistrature ; les littéraires sont devenus professeurs dans les lycées et les écoles supérieures, d'autres se sont destinés à l'université et ont prolongé leur cursus par une habilitation, tout en y occupant un poste d'assistant. Tous, en fait, se trouvent rapidement en instance d'entrée en nazisme et, plus encore, confrontés au choix entre le service *hauptamtlich* (professionnel) au SD et une carrière professionnelle. Le sentiment d'échec social, en tout cas, semble leur avoir été étranger.

Ce qui frappe, en dernière instance, dans leur itinéraire, est l'ombre portée de la Grande Guerre. Leur parcours d'enfant et d'étudiant s'est accompli dans une Allemagne plongée dans la Première Guerre mondiale, puis dans ce temps de troubles qui a perduré jusqu'à l'apparente normalisation de l'ère Stresemann. Celle-ci, essentiellement décelée par les historiens de la diplomatie, a-t-elle eu le même sens aux yeux des étudiants de notre groupe ? Ces hommes ont vécu leurs études comme une fructueuse expérience d'acquisition d'un savoir qui, loin de camper le mythe de l'objectivité, se veut « science de légitimation ». Ils se sont insérés dans des réseaux associatifs précocement radicalisés, qui ont déployé une intense activité politique présentée sur le mode du combat défensif contre un ennemi universel et protéiforme, ennemi qui, sur le « front intérieur », prend le visage du spartakiste, du social-démocrate, du séparatiste et, déjà,

d’une judaïté à laquelle ils sont profondément hostiles. À l’extérieur, c’est la lutte en faveur des minorités allemandes « opprimées » qui focalise l’essentiel des préoccupations des étudiants *völkisch* d’alors. Cet engagement passe par la lutte armée dans les corps francs entre 1918 et 1921, dans la résistance aux Français en Rhénanie et en Ruhr, dans l’activisme frontalier tout au long de la période. Dans chaque cas, la lutte est appréhendée comme une lutte défensive ; dans chaque cas, le danger qui menace Allemagne et Allemands est, à leurs yeux, un danger vital, mortel, remettant en cause les fondements de l’existence en tant qu’État, en tant que nation, voire en tant qu’entité biolo gique de l’Allemagne. Comment ne pas voir ici la simple transposition de la culture légitimatrice cristallisée au cours du premier conflit mondial ? Tout se passe comme si celle-ci était sortie préservée, renforcée même, de la Grande Guerre, pour subsister dans une Allemagne vaincue.

Les enfants de la guerre que sont les intellectuels SS ont-ils d’ailleurs jamais eu l’impression de « sortir de guerre »[82] lors de cette période ? Il est permis d’en douter car le moteur de leur engagement et de leurs attitudes semble bien être, en dernière instance, cette grille de lecture cristallisée en 1914, qui donna sens à la défaite, en interprétant cette dernière à l’aune de la « volonté d’anéantissement » qui habitait à leurs yeux le « monde d’ennemis » ; grille de lecture qui les amena à relire sur le mode du *Volkstumskampf* défensif les difficiles relations intercommunautaires dans les pays créés par les traités de paix, à honnir ce qu’ils dépeignent comme l’impuissance des partis traditionnels à empêcher cet « inexorable déclin » associé à l’Allemagne de Weimar touchée de plein fouet par les crises économiques ; qui, enfin, les conduisit à analyser l’invasion de la Ruhr par la France – invasion dont les motifs étaient essentiellement d’ordre financier – comme le coup d’estoc fatal, destiné à briser l’Allemagne et à corrompre sa substance biologique par l’envoi de troupes coloniales.

Cet entre-deux-guerres ne fut-il pas en fait une guerre interminable, une guerre que ces hommes livrèrent par leur militantisme associatif, mais aussi, pour certains, par leur parcours scientifique ? Tous, en fait, n’auraient-ils pas ainsi peu ou prou tenté de juguler la montée d’angoisse eschatologique née au sein de la Grande Guerre et qui semble ne jamais les avoir quittés au long de leurs études ? N’est-ce pas, d’ailleurs, précisément

cette sourde anxiété qui fit de leur adolescence et de leurs années d'études une quête militante, achevée seulement par l'adhésion au système de croyances du nazisme ?

1 Cette thèse fut représentée dans la sublittérature scientifique produite par Christian Bernadac et par les revues *Historia* et *Historama* dans les années 1960 en France. La thèse de la perversion est aussi le fait de François Bayle (*Psychologie et éthique du national-socialisme, op. cit.)* ; de manière générale, enfin, les ouvrages d'histoire des sciences sous le III^e^ Reich ne parviennent pas à étudier les conditions de production des savoirs, s'en tenant à des dénonciations déploratives ou horrifiées des exactions scientifiques du régime nazi. Plus satisfaisant, encore que très descriptif : Jeanne Olff-Nathan (éd.), *La Science sous le Troisième Reich*, Paris, Le Seuil, 1993 ; Benno Müller Hill, *Science nazie, science de mort*, Paris, Odile Jacob, 1989, 246 p. (édition de documents plus que synthèse) ; ainsi que le programme de recherches mis en place par le Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte de Berlin sur l'histoire du Kaiser-Wilhelm-Institut sous le régime nazi.

2 Rappel : un *Akademiker* est une personne ayant étudié à l'université.

3 *Lebenslauf* Ehlers (BAAZ, SSO Ehlers) ; RuSHA *Fragebogen* (BAAZ, RuSHA Akte Burmester) ; fiche synoptique d'avancement (BAAZ, SSO Zapp).

4 Plan des études pour la formation du service d'encadrement du service public dans BABL, R-18/3776 (dossiers du Dr Stuckart), non folioté, 12 feuillets.

5 *Lebenslauf* Frankenberg (BAAZ, SSO Frankenberg) ; acte de nomination au poste de *Dozent* dans BADH, ZA -V/179 (propositions de nomination du ministre-président de Prusse), f^os^ 389-390 ; acte de nomination à une chaire dans sa *Hochschule* (école supérieure de pédagogie) dans BADH, ZA-V/171 (liste de propositions de nomination du ministre-président de Prusse, f^o^ 233).

6 Voir dans BADH, ZR-545, A.4 : Ministère de l'Intérieur, ordre de nomination comme *Regierungsrat*.

7 RuSHA *Fragebogen* Mühler (BAAZ, RuSHA Akte Mühler).

8 *Lebenslauf*, 2/6/1942 (BAAZ, SSO Herbert Strickner) ; RuSHA *Fragebogen*, RuSHA Akte Strickner.

9 *Lebenslauf*, 2/11/1932 (BAAZ, SSO Mehlhorn), f^os^ 1-2 ; on peut aussi se reporter à son questionnaire RuSHA (BAAZ, RuSHA Akte Mehlhorn), ainsi qu'à la fiche biographique établie par Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*, p. 59.

10 C'est bien ainsi qu'il se présente d'ailleurs ; voir *Lebenslauf*, 1/8/1937, f^o^ 1 (BAAZ, SSO Best).

11 BABL, R-18/3776.

12 Rappelons que son activité éditoriale révèle plus de 70 références entre 1929 et 1945 : voir Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.* ; bibliographie des travaux de Best, p. 647-649.

13 *Lebenslauf*, non daté, folioté 6274 (BAAZ, SSO Leetsch).

14 Benoît Massin, « Anthropologie raciale et national-socialisme. Heurts et malheurs du paradigme de la race », *in* Jeanne Olff-Nathan (éd.), *La Science sous le Troisième Reich*, *op. cit.* ; sur la naissance de l'anthropologie en France, voir François Dosse, *Histoire du structuralisme.* T. 1 : *Le Champ du signe 1945-1966.* T. 2 : *Le Chant du cygne, de 1967 à nos jours*, Paris, La Découverte/Le Livre de poche, 1992, 470 et 452 p.

15 Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit.*

16 Wolfgang Behringer, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz », *in* Benigna von Krusenstjern, Hans Medick et Patrice Veit (éd.), *Zwischen Alltag und Katastrophe. Der Dreißigjährige Krieg aus der Nähe*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht, 1999, 872 p ; du même auteur, « Bauern-Franz und Rassen-Günther. Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1932-1992) », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1999, 367 p., p. 114-141.

17 Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité.

18 BABL, R-3101 (Alt R-7)/2016, 2017, 2024 et 2049, où sont réunis les dossiers de travail d'Ohlendorf, des discours, notes, exposés et comptes rendus de colloque.

19 Sur Ohlendorf, on consultera Ludolf Herbst, *op. cit.*, p. 181-188, et, pour mémoire, François Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme*, o*p. cit.*

20 *Lebenslauf* Mehlhorn 2/11/1932 (BAAZ, SSO Mehlhorn).

21 *Lebenslauf* Gräfe (BAAZ RuSHA Akte Gräfe).

22 *Lebenslauf* Gräfe, document non folioté, feuillet 5 (BAAZ RuSHA Akte Gräfe).

23 *Lebenslauf*, 21/8/1938 (BAAZ, SSO Gräfe).

24 Diplôme et rapports de soutenance de thèse de Wilhelm Spengler, 16-17/7/1931, UAL (*Universitätsarchiv* Leipzig), Phil. Fak, 2570, f^{os} 1-6.

25 *Lebenslauf*, 13/7/1936 (BAAZ, SSO Spengler) ; voir aussi Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, *op.cit.* ; Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*, p. 162-163 et 295-296.

26 L'enquêteur de Nuremberg rendit son rapport final en déclarant que le parcours académique de Six était « une imposture, à relier à la menace de terreur de la part de ses maîtres SS » (IfZ, interrogatoire Six/Mahnke, p. 20-21).

27 La thèse de Wilhelm Spengler a été publiée sous le titre : *Das Drama Schillers. Seine Genesis*, Leipzig, Weber, 1932, 152 p.

28 Rapport de thèse, 22/5/1931, UAL (*Universitätsarchiv* Leipzig), Phil. Fak, 2570, f^os^ 2-3.

29 Citations extraites de son *Lebenslauf*, 13/7/1936 (BAAZ, SSO Spengler).

30 Typique de cette présentation des faits, le tableau des facultés d'histoire sous le nazisme par Helmut Heiber, qui présentait quelques charlatans usurpant le pouvoir académique par leur asservissement au NSDAP, laissant le reste de la profession préservé : voir Helmut Heiber, *Universität unter dem Hakenkreuz*, 2 vol., Munich, Saur, 1991-1992 ; et, du même auteur, *Walter Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*, Stuttgart, DVA, 1966 ; voir surtout la critique de Peter Schöttler et les controverses : Peter Schöttler, « Vom rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte oder die "unhörbare Stimme des Blutes", *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle (dir.), *Deutsche Historiker, op. cit.* Je me permets par ailleurs de renvoyer à la traduction française de l'article de Peter Schöttler et à Christian Ingrao, « Les historiens et le nazisme. Pratiques historiographiques, légitimation et engagement », *Sociétés contemporaines*, 2000.

31 Voir Ulrich Herbert, « Weltanschauungseliten. Ideologische Legitimation und politische Praxis der Führungsgruppe der nationalsozialistischen Sicherheitspolizei », *Potsdamer Bulletin für Zeithistorische Studien*, 9, Potsdam, 1997, p. 4-18.

32 Werner Best, *Zur Frage der « gewollten Tarifunfähigkeit »*, Mayence, Eis, 1927, 60 p.

33 Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 89. Herbert qualifie la thèse de Best d'« apolitique » et « rationnelle ».

34 Hans Nockemann, *Einige Streitfragen aus dem Kohlenwirtschaftsgesetz und den dazu ergangenen Ausführungsbestimmungen und ihre Beurteilung in der Praxis der ordentlichen Gerichte und der Organe der Kohlenwirtschaft*, Cologne, Welzel, 1930, 45 p.

35 Alfred Filbert, *Kann das Ablehnungsrecht des Konkursverwalters des Vorbehalterskaüfers mit der Anwartschaft des Kaüfers auf den Eigentumserwerb ausgeräumt werden ?*, Gießen, Meyer, 1935, VI et 20 pages.

36 Ernst Hermann Jahr, *Das Regierungsgesetz*, Bochum, Langendreer, Pöppinghaus, 1935, IV et 83 p.

37 Friedrich Tiedt, *Die Haftung des Beamten und seines Dienstherrn für Amtspflichtverletzungen nach geltendem Recht und Gedanken über ein neues Amthaftungsrecht*, Seestadt Rostock, Hinstorff, 1939, 99 p.

38 Hermann Behrends, *Die nützliche Geschäftsführung*, Marburg, Trute, 1932, 43 p.

39 Hans Leetsch, *Die Bedeutung der Aufträge der öffentlichen Hand für den Ablauf der Konjonktur*, Geinhausen, Kalbfleisch Verlag, 1936, 52 p.

40 Témoignage d'Ohlendorf dans *TMWC*, vol. 3, p. 244 *sq*.

41 Notes du groupe de travail de l'Institut dans BABL, R-3101 (Alt R-7)/2149, f^o^ 74 *sq*.

42 Exposé sur « L'homme du SD et l'économie » devant les élèves officiers de l'école du SD de Bernau ; conférence sur « Idéologie et économie », tous deux dans BABL, R-3101 (Alt R-7)/2149 (dossiers d'Otto Ohlendorf, exposés, notes).

43 Ce fut le cas, par exemple, de Helmut Meinhold et de Theodor Oberländer. Voir Götz Aly et Suzan Heim, *Helmut Meinhold oder der Zusammenhang zwischen Sozialpolitik und Judenvernichtung*, Hambourg-Berlin, 1986.

44 Voir Götz Aly et Suzan Heim, *Vordenker der Vernichtung*, *op. cit.*, notamment p. 333 pour l'Institut de Kiel.

45 Ulrich Herbert a analysé le profil d'un nombre plus important de juristes SS, et plus particulièrement ceux de la Gestapo, qui, plus jeunes et employés à des tâches de praticiens du droit pénal et du travail policier, n'avaient sans doute pas exactement le profil des juristes du SD. Son analyse semble invalide en ce qui concerne les juristes du SD. Pour ceux de la Gestapo subsiste un problème d'ordre conceptuel : Herbert présuppose une irrationalité du système de croyances nazi, qui érige les termes de rationalité et d'irrationalité en concepts historiques, sans réellement les définir. Le classement par avance des attitudes lui interdit d'en restituer les cohérences. C'est, avec l'oubli du vécu de la Grande Guerre et la sous-estimation du poids de la mémoire dans l'analyse des comportements de Best et des hommes de sa génération, le principal défaut d'un ouvrage qui est pourtant une des meilleures études du nazisme effectuées ces dernières années. Voir Ulrich Herbert, « Generation der Sachlichkeit », *Arbeit, Volkstum, Weltanschauung. Über Fremde und Deutsche im 20. Jahrhundert*, Francfort, Fischer, 1995, 250 p. ; du même, *Best…*, *op. cit.* ; plus récent, « Weltanschauungseliten. Ideologische Legitimation und politische Praxis der Führungsgruppe der nationalsozialistischen Sicherheitspolizei », *Potsdamer Bulletin für Zeithistorische Studien*, 9, Potsdam, 1997, p. 4-18. Je renvoie aussi, pour une critique plus approfondie, à Christian Ingrao, « Conquérir, aménager, exterminer. Nouvelles recherches sur la Shoah », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 2001.

46 Richard Frankenberg, *Die Nichterneuerung des deutsch-russischen Rücksichtversicherungsvertrags im Jahre 1890*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Geschichte und Politik, 1927, 176 p.

47 Sur ces aspects diplomatiques, voir Jacques Droz, *Histoire diplomatique de l'Europe de 1648 à 1919*, Paris, Dalloz, 1972 ; Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 1988.

48 Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage*, *op. cit.*

49 *Österreich-Ungarn und Rußland, 1870-1890*, thèse soutenue à Innsbruck en 1934. Nous n'en avons pas trouvé d'exemplaire ; le titre est mentionné dans *Lebenslauf*, non daté (BAAZ, SSO Engel, f^os^ 1-2).

50 Voir J. Droz, *op. cit.* ; J.-B.Duroselle, *op. cit.*

51 Engel manifesta son intérêt pour ces questions dans son *Lebenslauf* (BAAZ SSO Engel).

52 On lira là-dessus les considérations théoriques de Peter Schöttler, « Von der rheinischen Landesgeschichte », art. cité.

53 Hermann Behrends, *Die nützliche Geschäftsführung*, Marburg, Trute, 1932, 43 p. ; Georg Herbert Mehlhorn, *Die Bestimmung der Strafe für die Wilderei*, Teplitz-Schönau, Schmoll, 1929, 140 p.

54 *Lebenslauf* Mehlhorn, 2/11/1932 (BAAZ, SSO Akte George Herbert Mehlhorn) ; *Lebenslauf* Behrends, 16/12/1933 (BAAZ, SSO Hermann Behrends, f^{o} 53757).

55 Ernst Krieck, *Leben als Princip der Weltanschauung und Problem un der Wissenschaft*, Leipzig, Armanen Verlag, 1938, 269 p. ; Ernst Krieck et Bernhard Rust, *Natinalsozialistische Deutschland und die Wissenschaften*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1936, 35 p.

56 Ernst Krieck, *Völkisch-politische Anthropologie*, Leipzig, Armanen Verlag, 1937 ; Voir aussi Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit.*, p. 113.

57 Walter von Kielpinski, « Einbruch des Katholizismus in die Wissenschaft », *Volk im Werden*, s.l., 1937, 16 p. ; « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion. », *Volk im Werden*, s.l., 1937, 9 p.

58 Wilhelm Classen, « Das Ausland und die nationalsozialistische Wissenschaft », *Volk im Werden*, s.l., 1933, 8 p. ; « Politische Auslandskunde », *Volk im werden*, s.l., 1936, 5 p.

59 Wilhelm Spengler, « Die schöpferische Freiheit in der Kunst », *Volk im Werden*, 5, s.l., 1937 ; « Die Frau im germanischen und christlichen Weltbild », *ibid*.

60 C’est-à-dire Wilhelm Spengler. Voir aussi Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, *op. cit.* ; Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo*, *op. cit.*, p. 162-163 et 295-296.

61 Franz Alfred Six, « Germanisches Erbe im deutschen Geist », *Volk im Werden*, s.l., 1937, 9 p.

62 Hans Joachim Beyer, « Sudetendeutsche und Tschechen im Völkerrecht », *Volk im Werden*, s.l., 1938, 10 p.

63 Emil Augsbourg, *Die staats- und parteipolitische Bedeutung der sowjetischen Presse in ihrer geschichtlichen Entwicklung*, thèse dactylographiée, s.l. (Berlin), 1941, 208 p. Le travail de Franz Six sur la presse en Pologne ressortit visiblement à la même dynamique : *Die Presse in Polen*, Darlin, Deutscher Verlag für Politik und Wirtschaft, 1938, 42 p.

64 Thèse non consultée : Paul Mylius, *Die juristische Darstellung der jüdischen Gesetzgebung*, citée dans AGKBZH, 362/298 (protocoles de conférences « scientifiques » prononcées par le Pr Franz).

65 Horst Mahnke, *Die freimaurerische Presse in Deutschland. Struktur und Geschichte*, s.l., 1941, IX et 201 p.

66 On pense ici à la génération d'intellectuels SS qui peuplaient le RSHA *Amt* VII durant la guerre et qui, tous élèves de Six, poursuivaient parallèlement thèse ou habilitation et « recherche et évaluation idéologique » sous le magistère de Six et de Günther Franz. Voir Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit.*, p. 225-228 ; Sur Günther Franz, voir Wolfgang Behringer, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz », *in* Benigna von Krusenstjern, Hans Medick et Patrice Veit (éd.), Zwischen Alltag und Katastrophe. Der Dreißigjährige Krieg *aus der Nähe*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht, 1999, 872 p. ; du même W. Behringer, « Bauern-Franz und Rassen-Günther. Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1932-1992) », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 114-141.

67 Sur le rôle du SD dans la politique scientifique, voir Michael Kater, *Das « Ahnenerbe » der SS 1935-1945, op. cit.*

68 Pour la fusion des disciplines, voir Willy Oberkrome, « Geschichte, Volk, Theorie. Das Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums », *in* Peter Schöttler (éd.), *Geschichtsschreibung…, op. cit.*

69 Sur ces hommes, leurs conceptions *völkisch* et la nazification par un changement générationnel, voir Ingo Haar, « Kämpfende Wissenschaften. Entstehung und Niedergang der völkischen Geschichtswissenschaften im Wechsel der Systeme », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 215-241 ; ici p. 224-225.

70 Procès-verbal d'une réunion entre la *Reichsstudentenführung* et le SDHA II/211 sur l'*Ostforschung*, qui prévoit que Dolezalek remettra un rapport sur l'Ukraine carpatique. Réunion non datée, vraisemblablement de la seconde moitié de 1938 : Dolezalek termina le rapport en janvier 1939 (BADH, ZR/921, A.2 : archives de l'administration du SDHA 121, f^{os} 134-135). Sur Dolezalek, voir par ailleurs Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité., p. 269-270.

71 Leur occurrence est régulière dans les fiches de présence des participants et assistants aux colloques du VWA (BABL, R-8043/62731 : correspondance de la *Deutsche Stiftung* avec le VDA).

72 Voir la liste des amis et promoteurs du VWA dans BABL, R-153/96 (correspondance Puste Dahlem avec le *Volksbund für das Deutschtum im Ausland*), non folioté. Tous y sont mentionnés, avec d'autres intellectuels du SD comme Reinhard Höhn. Sur Valjavec, voir Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité., p. 270 ; Michael Falbusch, « Die "Süddeutsche Forschungsgemeinschaft". Politische Beratung und NS-Volkstumspolitik », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit* ; et Michael Falbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialischen Politik ?, op. cit.*

73 Voir *infra* le chapitre 7 : « Penser l'Est » ; voir aussi l'excellent article déjà cité de Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », p. 262-280.

74 Listes d'ouvrages publiés par les membres du VWA dans BABL, R-153/96, document non folioté.

75 Sur Kleo Pleyer, voir l'article de Peter Schöttler dans *Geschichtsschreibung…*, *op. cit.* ; ici p. 229 *sq*.

76 On a choisi de traduire *Deutschtum* par « alémanité », car Pleyer a préféré ne pas appuyer sur la spécificité germanique (il aurait sinon employé *Germanentum*).

77 Procès-verbal de séance du VWA, 5 et 6/1/1939, f^{o} 1 pour la citation, f^{o} 32 pour le travail généalogique (BABL, R-153/95).

78 Voir AGKBZH, 362/298 (protocoles de conférences « scientifiques » sous la direction de Günther Franz). Sur Franz, Wolfgang Behringer, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz », *op. cit.* ; du même auteur, « Bauern-Franz und Rassen-Günther. Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1932-1992) », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op cit.*, p. 114-141.

79 Lettre d'Ehlich au RKFdV du 17/2/1941 (BAAZ SSO Beyer).

80 Populations ethniquement différentes de la germanité. On traduira parfois au besoin *fremdvölkisch* par « allogène ». On essaiera cependant aussi souvent que possible de le conserver en allemand.

81 Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité ; du même auteur, « Generalplan Ost-Gesamtplan Ost », art. cité ; sur le rôle du RSHA *Amt* III B2 dans les mouvements de populations, on lira aussi Götz Aly, *Endlösung, op. cit.* ; l'expression « concepteurs de l'anéantissement » est le titre de l'ouvrage fondateur de Götz Aly et Suzan Heim, *Vordenker der Vernichtung*, o*p. cit.*

82 On reprend un concept développé par Stéphane Audoin-Rouzeau à l'occasion du séminaire qui se tint à l'EHESS, et qui prenait pour objet les modalités matérielles et mentales de gestion des sorties de conflits.

Deuxième partie

L’entrée en nazisme : un engagement

Chapitre 4

Être nazi

Interrogé par ses juges à Nuremberg, Franz Six, ancien directeur de l'*Amt* VII du RSHA et chef d'un commando de l'*Einsatzgruppe* B, livra des explications sur les ressorts de son engagement et sa perception du nazisme. Son témoignage, plein d'arrière-pensées disculpatrices – il était alors passible de la peine de mort – et de reconstruction mémorielle, mérite que l'on s'y attarde :

> « Dans ces années-là, pour moi et toute ma génération, le programme du NSDAP ne signifiait rien ou pas grand-chose […]. Il y avait les interprètes de Feder et l'interprétation de Rosenberg, il y avait une école Spann, il y avait une école Krieck, la *Westideologie* , l' *Ostideologie* , il y avait les tenants d'une croyance germanique en Dieu et des chrétiens positifs […] [1] . »

On perçoit dans cette déclaration le premier jalon d'une stratégie de défense face à un tribunal persuadé, aux yeux de Six, de la volonté exterminatrice nazie dès l'origine du mouvement. Certains historiens ont pensé trouver dans ce type de propos la preuve d'un manque de contenu idéologique du nazisme[2]. Celui-ci se présentait en fait sous une forme suffisamment lâche pour donner prise à des interprétations fort différentes. Il faut, pour comprendre le nazisme, dégager le plus petit dénominateur commun auquel les nazis auraient adhéré. Si l'on reprend les différentes « interprétations » du nazisme citées par Six apparaît la disparité extrême des déclinaisons idéologiques. Le nazisme très économiciste et socialiste de Feder s'oppose à la philosophie nazie nordiciste de Rosenberg ; l'*Ost-* et la *Westideologie* sont des théories géopolitiques diamétralement opposées[3] ; tandis que s'opposent encore une fois les néo-païens *völkisch* aux chrétiens-allemands, qui tentent de concilier adhésion au nazisme et protestantisme. Peut-on alors encore parler d'*un* nazisme ?

Tous ces courants, quelle que soit leur influence, partagent cependant des points communs, hérités en partie du mouvement *völkisch* et réagencés dans

leur forme[4]. Tous ont pour caractéristique commune de fonder leur argumentation sur des catégories à fondement biologique[5]. Tous formulent pour l'avenir un projet de refondation sociobiologique d'une Allemagne alors perçue comme amoindrie[6]. Ces deux caractéristiques font consensus au sein de la nébuleuse fédérée par le NSDAP et ses organisations, structurent le mouvement et forment le centre de sa constellation dogmatique.

Le fondement du dogme

Il n'est pas question de proposer ici une synthèse de la raciologie mobilisée dans la lecture nazie des faits. C'est bien l'étude des usages de la grille de lecture raciologique au sein de la pratique discursive des intellectuels SS qui doit nous retenir. Ce discours, même s'il acquiert des caractéristiques spécifiques par sa formulation savante, s'agence en une grille de lecture souple, mobilisée pour donner sens au monde environnant, à l'histoire et à soi-même.

La lecture nazie du monde trouve son système référentiel dans la raciologie nordiciste de Hans F.K. Günther[7]. Tentant de différencier les concepts de race, de *Volk* ou de *Völkergruppe*, il emprunte à Eugen Fischer une définition normative de la race : « L'anthropologie comprend la race comme un groupe d'êtres humains liés entre eux et différenciés d'autres groupes par la possession commune et héréditaire d'un habitus physique et spirituel congénital précis. » Il en déduit qu'il est pratiquement impossible de trouver sur terre un « groupe humain demeuré fermé » présentant un patrimoine racial pur. « Tous les peuples des pays occidentaux, écrit-il, constituent des populations racialement mélangées, dans lesquelles toutes les races européennes ou tout du moins plusieurs races européennes sont représentées en des proportions déterminées. » Les différences entre les peuples sont donc fondées selon lui par les différences dans les combinaisons de métissage.

Après ces définitions liminaires, Günther poursuit son exposé par la description des idéaux types raciaux dont les combinaisons interviennent dans le peuplement européen. Il brosse ainsi le tableau d'une Europe

agrégat de peuples. Günther, élève de Gobineau, est hostile au métissage. Il oppose aux tenants d'une « race germanique » le concept de « race aryenne » développé par son ancien mentor, qu'il nomme « race nordique »[8]. Sept races se partagent le peuplement européen[9]. Günther décrit d'abord les types raciaux en se fondant sur les critères physiques. S'il semble insister sur la spécificité de chaque race en les présentant successivement en fonction de leurs capacités, les photographies qu'il emploie pour illustrer chaque type racial ne laissent guère subsister de mystère sur son nordicisme et sur les qualités esthétiques qu'il attribue aux races nordique et fälique. Celles-ci forment selon lui les deux races proportionnellement dominantes dans les peuples d'Europe du Nord, Allemagne et Scandinavie particulièrement. Il attribue ensuite aux diverses races des caractéristiques « spirituelles » et intellectuelles et fonde l'excellence des deux grandes races qui constituent le fond de peuplement premier – parce que préhistorique – de l'aire de peuplement allemand[10]. Une hiérarchie s'instaure ainsi entre les peuples à forte proportion d'individus de race nordique ou fälique, et les autres. Le jugement de valeur est nuancé par le degré plus ou moins élevé de conservation de la pureté de la race d'origine : un pays de race occidentale (méditerranéenne) à faible taux de métissage (peut-être songe-t-il ici à l'Italie) recueille plus de suffrages qu'une région comme la Galicie, qui, pour avoir hérité d'un peuplement nordique par émigration allemande puis autrichienne, n'en a pas moins été, selon Günther, victime d'un métissage croisant « Orientaux », « Ostiques », « Sudètes » et « Dinariques » aux éléments nordiques.

Si Günther est très prolixe sur les races qui peuplent l'Europe, il ne s'étend guère sur la « question juive ». La population juive d'Allemagne est, elle, passée au crible du déterminisme racial et se voit affectée d'un coefficient de métissage fait d'apports « nor diques, orientaux et levantins ». À partir de 1930, Günther, qui consacre alors un ouvrage entier à la *Judenfrage*[11], refuse définitivement la présence d'un apport nordique dans le « patrimoine héréditaire racial » juif. Il met en garde contre « l'esprit universellement délétère de la race proche-orientale[12] ». Avec Günther, dont les positions triomphent dès les années 1929-1930 au sein de la SS, les trois composantes de l'imaginaire biologique SS sont donc

entrées en coalescence : déterminisme racial, nordicisme et antisémitisme à formulation savante. Même s'il est loin d'être la seule référence du discours racial de la SS, il reste celui qui a formulé le « dogme nordique des races[13] », l'a érigé en norme scientifique et en a fait le support fondamental du système de croyances nazi.

Comment ce discours, conçu comme théorique et scientifique, a-t-il pu conditionner les sensibilités des intellectuels SS, imprégner leur système de représentations, fonder leur rapport au monde ?

Lorsque le Wannsee Institut, centre de recherche sur l'Europe de l'Est intégré au RSHA, est amené, au printemps et à l'été 1941, à rédiger un rapport de trois cents feuillets sur l'Ukraine, en vue de fournir un *vade-mecum* aux officiers SS envoyés sur le front de l'Est, il ouvre son étude sur les conditions géopolitiques d'existence de l'Ukraine, avant de s'intéresser au spectre racial du peuple ukrainien : l'espace d'abord, la race ensuite. Cette prééminence du géopolitique sur la raciologie devrait constituer un démenti à la dimension déterministe du racisme nazi. Il n'en est rien, car cette étude géopolitique consiste à établir que les délimitations étatiques ne correspondent pas au territoire occupé par l'ethnie ukrainienne : de nouvelles frontières sont alors tracées, moins par rapport à l'État roumain ou hongrois que pour isoler l'« ukrainité » (*Ukrainertum*) de la romanité ou de la magyarité. Ces tracés constituent ainsi des frontières biologiques : il s'agit pour les *Ostforscher* de conformer le géopolitique au biologique[14]. De même les différentes phases de l'histoire ukrainienne sont-elles appréhendées à l'aune du *Volkstumskampf* ukrainien. Se succèdent des phases d'« ukrainisation » et de « russification », dont la dernière, qui correspond à la collectivisation stalinienne de 1929-1930, est appréhendée comme une tentative d'anéantissement de l'« ukrainité » par les Bolcheviques[15]. Cette lecture purement raciale d'un événement – la grande famine d'Ukraine de 1932-1933 – en passant sous silence son caractère politique, économique et social, constitue un archétype de la lecture SS du monde.

Le système de croyances intériorisé par les intellectuels SS reformule l'histoire, la transformant en une succession de luttes, d'affrontements, de combats identitaires tous marqués au sceau de l'ethnicité. Le déterminisme

racial apporte ainsi à l'intellectuel SS une représentation de l'histoire traversée par l'immanence, transfigurée par la providence, orientée par le finalisme. Entre 1937 et 1942, les élèves officiers de la SIPO et du SD ont ainsi droit à des cours qui traitent de « Charlemagne et Widuking », des francs-maçons, ou encore du christianisme et du mouvement des croyants allemands[16].

Le cours sur Charlemagne fait partie des antiennes SS, malgré son évidente ambiguïté. Comment lire l'affrontement entre Widukind, héros saxon païen cher à Himmler, et Charlemagne, le héraut d'un empire, qui, pour la première fois, ne semble plus entaché d'une romanité que l'on ne pouvait intégrer à la germanité qu'au prix de contorsions raciologiques ardues ? Le premier soin de l'auteur est de fonder sa lecture sur l'immanence de la mission raciale de Charlemagne, rassembler les *Sippen* germaniques et le sang nordique au sein d'un État unifié lancé à la conquête des immensités slaves, immanence qui s'incarne de façon providentielle dans l'avènement de la révolution nazie[17]. L'auteur érige les deux avènements en moments fondateurs d'une nouvelle ère. Seule reste alors à déplorer l'inféodation de l'empereur germanique à la Rome catholique, inféodation qui entraîne la lutte fratricide avec les Saxons de Widukind dont le paganisme est présenté comme le bastion de la résistance à un christianisme romain universaliste. « Aveuglé par les forces romaines », Charlemagne aurait ainsi « failli exterminer l'un des fondements de la germanité ». Au total, le règne de Charlemagne aurait malgré tout été une « rude mais utile école » pour les Germains qui furent soumis alors à la *Capitulatio de partibus Saxoniae*[18]. Cette loi, qui interdit les pratiques religieuses païennes et instaure un nouveau système pénal, est analysée par l'idéologue SS comme une *Blutgesetz*, une loi du sang. Il établit alors un parallèle très net avec les *Blutschutzgesetzen* (lois de protection du sang) de Nuremberg. Le dogme nordique des races apporte ainsi deux caractères spécifiques au discours nazi sur l'histoire. En premier lieu, il fait du *Veniat Imperarii* de l'empereur et du *Führer* l'accomplissement de la providence. Cet avènement impérial légitime ensuite – et peut-être surtout – la nécessaire refondation raciale : au VIII^e^ comme au XX^e^ siècle, les deux potentats réorganisent la germanité et légifèrent pour protéger sa substance

biologique[19] ; au VIIIe comme au XXe siècle, une germanité nordique apurée doit partir à la conquête des immensités slaves.

Second exemple probant de cette relecture nazie de l'histoire : la guerre de Trente Ans, cette « catastrophe allemande » par excellence. Franz Six, Günther Franz et Hans-Joachim Beyer se sont intéressés à ce conflit religieux et politique qui ravagea l'espace germanique entre 1618 et 1648[20]. Dès l'introduction, la guerre est caractérisée comme une révolution germanique : toutes les populations allemandes se sont en effet unifiées dans le luthéranisme et la guerre est provoquée par une agression catholique. Si le récit est ordonné comme un exposé d'histoire événementielle de facture classique, la Providence nordiciste s'incarne dans le personnage de Gustave Adolphe, auquel de longs développements sont consacrés. Le pédagogue SS brosse à l'envi le portrait de ce monarque blond et élancé – une « des apparences les plus honorables » ayant jamais existé –, archétype de la race nordique qui tente, par la guerre de Trente Ans, de se libérer de la romanité et de l'universalisme catholique. D'une part, Gustave Adolphe est le champion racialement conscient d'une nordicité menacée ; d'autre part, au-delà des facteurs confessionnels et politiques, la guerre elle-même est lue comme un conflit racial. Pour Siegfried Engel, la guerre de Trente Ans oppose le monde germanique à l'universalisme romain, incarné en l'occurrence par les Autrichiens, dont l'empire serait l'« espace naturel » de cette race alpine désignée par Günther comme l'ennemi immanent de la nordicité[21].

Après avoir opposé les adversaires et décrit Gustave Adolphe comme le souverain du « devoir germanique »[22], le narrateur expose le projet du Suédois en ces termes :

> « Derrière ce projet de mariage apparaissait le plan d'un grand empire nordique germanique qui aurait inclus sans aucun doute les autres États scandinaves et la Baltique. [*La question de savoir* (*CI*)] si le point fort d'un tel empire aurait été situé à Stockholm ou à Berlin, s'il était possible de penser à l'époque à unir l'Allemagne et la Scandinavie en un seul État n'appelle plus de réponse. Grâce à la forte influence culturelle allemande et à la grande conscience d'une mission germanique, le projet du roi n'était malgré tout pas si éloigné de la réalité qu'il pourrait y paraître aujourd'hui [23] . »

La lecture du conflit par le dogme nordique consiste ici à ériger l'avènement d'un empire unifiant Scandinaves et Allemands en fins dernières du combat entre l'universalisme romain et la germanité. Mais l'intériorisation du système de croyances nazi ne conduit pas simplement l'intellectuel de la SS à racialiser forces en présence et utopies impériales ; en témoigne la conclusion de son cours :

> « Bien que trois cents ans se soient écoulés depuis l'époque de la guerre de Trente Ans, le problème politique et le but de nos ennemis sont restés les mêmes : la partition définitive de l'Allemagne, l'anéantissement du Reich.
>
> « *A posteriori* , on peut caractériser la guerre de Trente Ans comme la *première* guerre de Trente Ans […].
>
> « L'époque de 1789-1815 représente la *seconde* guerre de Trente Ans, c'est-à-dire l'époque de la grande Révolution française et de la guerre de libération allemande. Après son issue victorieuse, le sentiment national allemand a été éveillé. Quand les soldats prussiens et autrichiens de la première armée national-populaire [*Volksheer*] sont rentrés dans leur patrie, ils ont pu croire que l'unité allemande allait enfin pouvoir être réalisée. Le nouveau règlement des relations diplomatiques conserva pourtant les principes de la paix de Westphalie et le morcellement allemand fut préservé. Les tribus [*Stämme*] allemandes avaient vu leurs espoirs d'unité impériale escroqués par la noblesse.
>
> « La fondation du Reich "petit-allemand" par Bismarck en 1870-71 a certes constitué alors un énorme pas en avant, mais le but n'était pourtant pas atteint, l'Autriche restait en dehors, les tenants du pouvoir restaient les nobles.
>
> « La *troisième* guerre de Trente Ans a commencé en 1914. La Première Guerre mondiale n'a pas apporté la décision. L'époque de l'apparent silence des armes de 1919 à 1939 a été la continuation de la guerre par d'autres moyens : un combat politique. Là-dessus s'ajoutèrent des luttes ouvertes du Reich, à l'Est contre les Polonais, et à l'Ouest contre la France dans la Ruhr.
>
> « *Aujourd'hui* , en 1942, nous sommes entrés dans le dernier stade de cette troisième guerre de Trente Ans.

> « La paix à venir, qui conclura victorieusement la troisième guerre de Trente Ans, et par là le combat triséculaire pour l'unité allemande, amènera simultanément le dépassement définitif de la paix de Westphalie de 1648 et cette fois – nous le savons tous – il n'y aura pas de demi-mesure [24] . »

Siegfried Engel ne fait pas œuvre de propagandiste, il parle en tant qu'intellectuel SS à des officiers SS qui, tous, ont une formation universitaire et une culture historique. L'Allemagne, lieu de concentration maximale de sang nordique non métissé, est appelée à un destin providentiel et ce, quelle que soit la période passée au prisme du système de croyances nazi. Pour les intellectuels SS, la croyance en l'immanence de la nordicité donne du sens à l'histoire, en oriente le cours, et conduit inexorablement à un règne sans partage de la race, régénérée dans la germanité.

C'est cette foi en un salut collectif de la germanité qu'Otto Ohlendorf, s'exprimant à cette occasion au nom de toute sa génération, formula à Nuremberg :

> « […] nous étudiions l'histoire de l'espèce humaine, histoire religieuse comprise, ainsi que les hauts et les bas des États et nations dans le but de trouver une idée susceptible de nous guider dans les déclins et les montées en puissance des peuples, les indications qui nous permettraient d'accomplir l'exigence de notre temps, provoquée par les expériences et les souffrances de l'histoire [25] . »

Dire le nazisme impliquait de dire la ferveur, l'espoir du dénouement de l'intrigue historique. Dans le cas d'Ohlendorf, le nazisme était, même s'il ne pouvait l'avouer en l'occurrence, une « quête de la race » en l'histoire. Aux yeux d'une génération pour laquelle la défaite de 1918 avait représenté une absurdité scandaleuse et insensée[26], l'adhésion au dogme nordique des races fournissait à ceux qui se l'appropriaient tout à la fois l'explication ultime de la défaite *et* la voie de la rédemption providentielle. Il est inutile de chercher ici un quelconque « sursens[27] », une glose pour initiés[28] : ce qui se lit dans la simple expression des acteurs est un ensemble de croyances dont l'intériorisation s'inscrit dans le registre des *affects*, engendrant tour à tour foi et angoisse, espoir et ferveur. Le nazisme offrait à ceux qui y adhéraient le sentiment que le cours des choses était celui du salut collectif

par l'avènement impérial. La foi nazie comme « promesse du règne[29] » : sentiment relevant de l'ineffable et de la certitude, mobilisant âmes et corps dans l'attente d'une utopie raciale fusionnelle.

Grille de lecture déterministe, ce système de croyances ne se contente pas de donner à voir le destin des nations et de la race nordique. Le besoin d'unités biologiques de plus petite dimension apparaît très tôt, unités reliant l'individu et sa destinée aux grandes entités collectives. L'invention de la famille et du lignage, maillons manquants qui insèrent l'individu dans l'histoire, donne ainsi sa cohérence au système de croyances. Il existe, selon le dogme nazi, une inséparable solidarité entre l'individu, le groupe familial et la nation, le tout par l'intermédiaire du patrimoine génétique.

Dès avant 1914, le biologiste Heinz Weismann avait formulé la théorie de la « continuité du plasma germinatif », qui faisait de chaque être humain le dépositaire du patrimoine génétique complet de son père *et* de sa mère. L'enfant est alors logiquement l'héritier, non seulement du patrimoine génétique du couple, mais aussi de l'ensemble des aïeux des deux branches[30]. Restait à officialiser ce lien entre l'individu, porteur du « plasma germinatif », ses ancêtres et ses parents porteurs du même plasma ou de plasmas apparentés. Cherchant à dépasser la famille nucléaire qui ignore cette indissociabilité issue du sang et de la génétique, les raciologues et hygiénistes raciaux se réclamant de Weismann remobilisèrent les termes de *Stamm* (tribu) et de *Sippe* (lignage, parenté)[31]. La tribu, terme emprunté à la tradition germanique, est une unité de parenté dont les membres sont issus d'un même couple de parents originels (*Ureltern*). Cette tribu est elle-même décomposable en *Sippen*, lignées issues de ce même couple de géniteurs originels. La *Sippe* d'un individu regroupe tous ses parents, par les hommes comme par les femmes, ses consanguins comme ses affins. Elle englobe ainsi son plasma germinatif et ceux acquis par alliances qui s'intégreront au patrimoine génétique présent par les « naissances en devenir » : les conjoints des sœurs ou des frères de l'individu sont donc inclus dans sa *Sippe*, mais en forment une partie virtuelle, tant que cet individu n'a pas vu naître neveux ou nièces. Dans le système de croyances nazi, la *Sippe* devient le point de repère fondamental de l'individu, liant vivants, morts et enfants à naître, parenté naturelle et parenté élective, le

tout dans la conscience de l'appartenance biologique et spirituelle à la nordicité.

Les œuvres de Günther sont présentes dans toutes les bibliothèques du service de renseignement de la SS[32]. La mention des termes *Sippe* et *Stamm*, rare dans les écrits dogmatiques[33], revient régulièrement dans les documents fournis au *Rasse- und Siedlungshauptamt* (RuSHA), organisme chargé de gérer les mariages au sein de la SS et d'octroyer les autorisations de convoler[34]. Quelques-uns, comme Reinhard Höhn, le chef du SDHA II, acceptent cette dimension de la croyance nazie qui consiste à faire d'un individu le maillon présent, vivant, d'une chaîne immanente de plasma génétique qui lie le mort « à ce qui vient », ce qui n'est plus, ce qui n'est pas né[35]. Après avoir indiqué sa date de naissance, Höhn commence ainsi son *Lebenslauf* :

> « Mon père est issu d'une lignée de paysans [*Bauerngeschlecht*] qui a sa base en Thuringe et sa souche tribale [*stammesmäßige Sitz*] en Franconie. Ma mère est la fille du propriétaire foncier et paysan Reinhard Schneider […]. Les Schneider séjournent depuis déjà des siècles en Franconie inférieure. La *Sippe* des Schneider est constituée en grande partie de paysans aisés, de laboureurs […].
>
> « La *Sippe* de mon père semble avoir migré de Frise hollandaise vers la Franconie. Les documents issus de querelles d'héritage semblent l'indiquer, mais on n'en sait pas plus. Seule la stature de mes parents d'ascendance paternelle, qui mesurent près de deux mètres, va en effet dans ce sens [36] … »

Reinhard Höhn a souvent été considéré comme un juriste *völkisch* assez hostile au nordicisme, et un tenant de l'existence d'une « race allemande »[37]. Son *Lebenslauf* montre pourtant l'intériorisation d'une dimension supranationale du patrimoine génétique, son ascendance aryenne ne faisant pour lui aucun doute en dépit de ses racines hollandaises. Au reste, n'est-il pas l'homme auquel Himmler confie en 1937 l'organisation de la très ésotérique fête en hommage à Henri I^{er} le Lion, l'empereur du *Drang nach Osten* nordiciste ? Maître d'une cérémonie à laquelle ne sont conviées que dix-neuf personnes, parmi lesquelles les figures dominantes du nordicisme SS (les chefs de l'*Ahnenerbe*[38], le chef du service racial du

RuSHA, le Pr Schulz, Reinhard Heydrich, Friedrich Jeckeln[39], et Walter Darré, ce ministre de l'Agriculture qui s'est fait l'apôtre de l'idéologie « Sang et Sol » au sein du III^{e} Reich[40]), Reinhard Höhn fait alors partie du cercle très fermé des hommes qui assistent Himmler dans l'accomplissement des rites les plus abscons du nordicisme SS[41].

Établir l'arbre de la *Sippe* au moment du mariage ne consiste pas seulement à identifier ses aïeux, mais à en préciser l'histoire sociale et sanitaire, égrenant dates et causes de décès, maladies graves, décès pour faits de guerre : l'aspirant SS au mariage devient le produit de cette histoire sanitaire et raciale. Un nouveau rite du mariage ne pouvait que venir sanctionner cette mutation décisive de la lignée. Dès 1935, les autorités d'état civil nazies tentent de mettre au point une liturgie inscrivant l'individu en face de ses responsabilités raciales au moment fatidique où les conjoints se présentent à la mairie pour obtenir l'assentiment de la *Volksgemeinschaft*.

Voici donc comment s'orchestrait le mariage d'un couple de jeunes mariés nazis à Posen, terre germanique reconquise aux allogènes slaves, en 1941-1942[42]. La salle des cérémonies de la mairie est « simple et digne » : drapeaux du Reich frappés de la croix gammée, portraits et bustes du *Führer*, fleurs et feuillages de chêne, tor chère en forme de rune de vie nordique. En uniforme brun du NSDAP, l'officier d'état civil accueille les jeunes mariés et, dans une courte allocution, leur rappelle l'héritage de l'« homme allemand » célébrant les « événements extraordinaires, périodes et tournants de sa vie » avec une solennité particulière. Il fait de ce goût prononcé pour le cérémonial une « partie intégrante de l'âme allemande », qui dérive de son « désir ardent d'intériorisation et de communauté ». Un adolescent de la HJ et une jeune fille de la BDM récitent alors tour à tour un poème de Herybert Menzel :

> « Regarde ! Nous tenons par-dessus toi la Bannière.
> Regarde ! Nous avons allumé la Flamme.
> Dieu est ici et l'Allemagne et les Aïeux,
> Tu es captivé par le Peuple éternel […].
> Ne peut se risquer à conclure cette alliance que
> le pur de sang et d'âme.

Lui seul, s’étant mesuré à ces exigences, osera ici
dire “oui” devant le Peuple et devant Dieu. »

Ainsi édifiés quant à leurs responsabilités, les deux promis échangent leurs consentements, se donnent la main, et, tandis que l’orchestre entonne les variations du *Quatuor de l’Empereur* de Haydn (l’hymne du Reich), l’officier d’état civil clame en faisant le salut allemand : « Au nom du Reich, vous êtes désormais époux légitimes. » On leur confie le « livret de famille allemand », sur lequel figurent deux phrases édifiantes : « Ta vie est liée à celle de ton peuple » et « La terre s’élargira dans vos petits-enfants ». Les nouveaux mariés signent les actes de mariage, pendant que se lèvent un représentant du Parti, une militante de l’Union des femmes allemandes et un soldat de la Wehrmacht qui récitent à leur tour des vers de Menzel.

L’homme du Parti dit :

« L’homme s’éveille par le pacte qui le lie à ses camarades.
Son but est l’honneur et sa gloire réside dans l’acte.
Jeune, de lourds devoirs déjà lui incombent,
soldat de son peuple, il les revendique.
Ainsi homme après homme se lève, discipliné, portant arme,
et autour de lui fleurit la lignée qui grandit,
un peuple d’hommes en lutte pour leur honneur,
un peuple d’hommes en lutte pour son bon droit. »

La femme nazie récite alors :

« Dans pareil peuple, les femmes servent en silence.
Elles sont la terre natale et elles sont la maison
Lorsque les hommes assument le risque, elles leur offrent la confiance.
Elles se parent des œuvres accomplies par leurs hommes.
Elles sont les mères joyeuses de fiers fils
Elles les désirent, parachèvement de leur gloire.
Elles portent au fil des années tout ce qui est beau,
Elles œuvrent pour une humanité supérieure. »

Le soldat, enfin, déclame :

« Nous sommes le peuple qui attend dans l’aube ;

nous sommes le peuple du grand retour.

Est venu celui qui nous conduit vers la victoire ;

dans son poing, l'insigne de notre honneur.

En cette heure éminente, pensons grand :

écoutez Dieu et l'Allemagne à travers les accords de la lyre […]. »

L'officier enchaîne en déclarant que les époux « portent en eux l'idée de l'Allemagne » et il définit les rôles de l'homme et de la femme. Celle-ci « doit faire de sa maison une expression de l'identité allemande ». Il souligne le « besoin de femmes qui reconnaissent l'ordre divin du monde », c'est-à-dire de femmes adhérant, à l'image de 80 % des conjointes d'intellectuels SS, au dogme néopaïen *gottgläubig* (croyance en Dieu)[43].

Vient enfin le moment le plus « sacré » de la cérémonie ; l'officiant s'adresse aux époux :

> « Devant vous brûlent deux feux, un sur chacun des deux bras de la rune de vie. Ils symbolisent le flux vital des deux lignées [*Sippen*] dont vous êtes issus. Par votre "oui", vous avez déclaré que les flux vitaux s'unissent, qu'ils doivent confluer dans une nouvelle flamme de vie… »

Sur l'injonction de l'officier célébrant, les époux s'approchent et allument des chandelles à la torchère. Ils écoutent la dernière admonestation, celle qui les institue désormais gardiens de la nordicité ancestrale :

> « Regardez en ce moment sacré s'élever devant vos yeux l'avenir et le passé. Elle est là, devant vous, la chaîne sans fin de vos aïeux. Le sang qui coule dans vos veines leur appartenait autrefois. Votre foi était leur foi, votre volonté, leur volonté. Le désir ardent et le but qu'abritent vos cœurs brûlaient en des jours lointains dans leurs cœurs. Maintenant ils dirigent sur vous un regard grave, pour voir si vous suivez et obéissez à la loi dont vous êtes issus.
>
> « Et les espaces se remplissent derrière vous : vous sentez déjà par vos mains les enfants et les enfants des enfants nés de votre sang. Leur confiance vous exhorte à accomplir votre devoir […].
>
> « Ce moment qui vous unit est la minute [où] les ancêtres morts tendent la main à ceux qui ne sont pas encore nés. »

Après cet instant solennel, la cérémonie continue par l'échange des anneaux, signe de l'éternité promise par le dogme nordiciste. Adhérer à ce dogme des races, c'est trouver dans l'immanence biologique un discours sur la mort, mais aussi un discours de responsabilité de l'individu, détenteur du destin de la germanité autant que de celui de ses ancêtres et de ses descendants.

Ce type de cérémonie, resté facultatif tout au long du III^e^ Reich malgré la pression des cadres locaux du Parti, constitue l'un des indices de l'intériorisation du système de croyances nazi. C'est de surcroît à ce moment que le nazisme assigne avec le plus de clarté sa place à l'individu, « racialement conscient et militant ». Georg Herbert Mehlhorn, *Oberführer* SS et ancien chef du SDHA I, devenu vice-directeur de l'administration du Warthegau, et à ce titre l'un des concepteurs des politiques de germanisation de la région[44], s'est marié à la mairie de Posen[45]. *Gottgläubig* tout comme sa femme, comment n'aurait-il pas accueilli avec ferveur cette admonestation militante, invitation à écouter la voix des ancêtres et à se conformer à leur héritage, et en leur offrant une descendance qui vint neuf mois exactement après le mariage[46] ?

Aux sources de la ferveur nazie : un projet de refondation sociobiologique

Dans sa « Petite raciologie du peuple allemand », Günther exprime pour le plus grand nombre la vision nordiciste de la Grande Guerre. Il s'inspire de l'Américain Madison Grant, qui déclarait en 1917 : « le conflit qui se déroule actuellement en Europe est avant tout une guerre civile dans laquelle pratiquement tous les officiers et une grande partie de la troupe sont membres de cette race [nordique][47] ». Guerre civile des Nordiques entre eux, la Grande Guerre est aussi une guerre raciale au sens où elle oppose des Français « occidentaux » et alliés de Russes « ostiques » au bastion nordique austro-germanique. C'est le métissage avancé des peuples européens qui, aux yeux de Günther, transforme ce schéma de guerre raciale en une guerre fratricide aux ressorts infiniment tragiques et compliqués : le meilleur de chaque camp, représenté par les castes respectives d'officiers, est composé de ces « traits » (*Einschlag*) nordiques que portent en eux tous

les peuples. Arrivé à ce point de la démonstration, Günther livre alors ce qui est pour lui la quintessence de l'évolution européenne.

> « Toutes les races intervenant dans le métissage des peuples européens qui ont conduit la guerre ont participé à la guerre mondiale dans des proportions sensiblement égales, mais les proportions beaucoup plus élevées des pertes parmi les officiers signifient un anéantissement [*Ausmerze*] lié à la guerre bien plus profond pour la race nordique [48] . »

En clair, la substance biologique du peuple allemand est en grand danger. Le déterminisme racial éclaire cette angoisse eschatologique. Il joue le rôle d'un révélateur qui donne, aux yeux des nordicistes, son sens profond au conflit. Mais la guerre n'a pas mis fin au processus de dénordification de l'Allemagne, bien au contraire :

> « Le chiffre des naissances augmente en Europe d'est en ouest et du sud au nord, à l'opposé de [la répartition de] la race nordique. Elle augmente plus dans les classes sociales les plus basses que dans les plus hautes, de façon encore inverse [à la répartition de] la race nordique. C'est ainsi qu'aujourd'hui apparaît un contre-mouvement, dirigé contre les vagues anciennes de peuplement nordique vers l'ouest et le sud, ainsi qu'un accroissement des classes sociales inférieures des peuples occidentaux, les plus pauvres en sang nordique [49] . »
>
> « […] La guerre mondiale, appréhendée raciologiquement, a signifié […] une accélération du processus de dénordification […]. Il est clair que la perte de patrimoine génétique de la race nordique […] devait aussi s'exprimer dans le comportement spirituel du peuple allemand [50] . »

La diffusion du nordicisme – bien réelle, comme en témoignent les 43 000 exemplaires de la « Petite raciologie » vendus par Günther[51] – serait ainsi réaction, puis refondation selon un processus relevant de l'hygiène raciale, de la sélection eugénique et d'une diffusion de la conscience de race[52].

Dès 1930, la domination des nordicistes dans les instances du Parti devient visible, surtout après la scission des frères Strasser et l'arrivée sur la scène politique thuringeoise de Wilhelm Frick. Il est le premier militant

nazi à obtenir un portefeuille d'importance, dans un *Land* qui se distingue très tôt par ses politiques eugénistes[53]. En 1931 et 1932, la SS, par l'intermédiaire de Himmler et de Darré, officialise l'adhésion au dogme nordiciste par une série de directives sur le mariage et la recherche généalogique[54]. L'Ordre noir entendait se poser en avant-garde d'une refondation sociobiologique devenue la marque distinctive du nazisme.

La SS incarne en fait l'avenir de l'Allemagne. Oublier que, pour les nazis, ce qui est valable aujourd'hui pour la SS doit l'être demain pour l'Allemagne en son entier, c'est manquer à coup sûr de comprendre ce que l'Ordre noir a pu représenter, y compris pour les membres du Parti les plus hostiles à Himmler. Les candidats SS passent ainsi, selon les directives de 1932, un examen raciologique fondé uniquement sur leur phénotype. Classé sur une échelle de valeur à cinq niveaux allant de « pur Nordique » à « soupçon d'ascendance extra-européenne », le candidat voit alors déterminer son aptitude à entrer dans l'Ordre noir. Seuls ceux des deux premières catégories, qui regroupent les ascendances majoritairement nordiques ou fälique, sont acceptés. Une « apparence nordique » implique une taille supérieure à 1,74 m, une nette dolichocéphalie, une couleur de cheveux claire. Il existe de plus une limite d'âge (autour de la trentaine)[55]. Mais au-delà même de l'examen plutôt sommaire des candidats SS, l'influence nordiciste acquiert une dimension sociale par le « recensement total » (*Restlose Erfassung*) des membres de la SS dans un « Livre des *Sippen* »[56]. Par son recrutement sur examen physique et questionnaire racialo-idéologique, la SS se veut avant-garde. Par la mise en place précoce du recensement des *Sippen*, elle prétend de surcroît devenir le premier « continent génétique nordique » à être totalement cartographié, avant que la germanité ne le soit dans son ensemble, en prélude à une grande politique eugénique qui, selon les nazis, devait être « scientifique »[57], car fondée sur les préceptes günthériens et cette « cartographie empirique » du Livre des *Sippen*[58].

La SS ne se contente pas d'assumer un rôle symbolique de corps précurseur, elle tient à être l'un des acteurs. L'un de ses premiers soins est d'intégrer la vague de recherches nordicistes et de l'intégrer dans ses organes militants. À ce titre, elle investit la faculté d'Iéna, haut lieu de

l’anthropologie physique raciale, et, grâce au Dr Frick, y fait en 1932 nommer Günther à une chaire d’anthropologie raciale. Celui-ci forme des élèves, dont les Dr Hirt et Beger, membres de l’*Ahnenerbe*, responsables de la « collection de crânes de commissaires juifs » de l’université de Strasbourg. À Iéna, Hans F.K. Günther côtoie Günther Franz et Reinhard Höhn. Dès les années 1935-1937, Günther Franz et Franz Alfred Six entretiennent des relations étroites avec les hommes de l’*Ahnenerbe*, cette officine SS chargée des études raciologiques, et tout particulièrement avec Wolfram Sievers et Walter Wüst, responsables du recrutement de Hirt et de Beger. Les intellectuels du SD et les raciologues et anthropologues de l’*Ahnenerbe* mettent par exemple au point des programmes culturels et scientifiques communs. Ces liens entre les raciologues nordicistes et les intellectuels du SD, ténus par leurs traces archivistiques mais intenses par leur signification et leur fréquence, deviennent organiques dès que l’on s’intéresse aux bureaux du SD s’occupant de politique raciale. Les pratiques de germanisation mises en place à partir de 1940 par le RSHA en Pologne occupée et à l’échelon central par la Commission suprême du Reich pour la nationalité imposent l’image d’une collaboration organique entre les chercheurs de l’*Ahnenerbe* ou les praticiens de l’examen racial au sein du RuSHA et les intellectuels du SD.

L’appropriation d’un système de croyances

Il s’agit maintenant de comprendre les étapes du processus qui conduisit les intellectuels SS à s’engager dans le NSDAP, la SS et le SD et à intérioriser le système de croyances nazi. On se souvient ainsi de Werner Best qui milite, dès 1918, contre un monde d’ennemis bien décidés cette fois à anéantir définitivement l’Allemagne. En témoigne son tract d’appel à la résistance, en janvier 1923 :

> « Nous voici confrontés à un ambitieux plan français d’extermination [*Vernichtungsplan*]. Notre gouvernement est, Dieu merci, résolu à la résistance. Il ne fait là que ce qui est seul possible et pensable. Le peuple, lui aussi, vit avec la même volonté. La social-démocratie craint dans tous les cas l’union nationale et sabote partout où elle le peut. Il s’agit maintenant de rendre claires à notre peuple les

conséquences et l'invariabilité du plan d'extermination français, qui pousse maintenant à sa conclusion. Résistance et combat ou anéantissement [*Vernichtung*] sans merci ! Pour nous, plus que jamais, vaut une seule chose : être prêt à tout. […]

« Pourtant, la résolution de tenir est présente. Mais la Rhénanie ne peut y arriver qu'adossée à un Reich courageux et résolu. Les défaitistes doivent passer devant un tribunal de guerre ou tomber sous les coups de la Vehme, car ils poignardent dans le dos notre front combattant occidental […]. Le 4 février, les Français sont entrés en Bade. Leur but est de partager l'Allemagne en trois parties, une, la plus grande possible, à l'ouest, sous protectorat français, un Sud influencé par la France et un reste, prussien, destiné aux appétits des Polonais. Le dénouement de la guerre mondiale a lieu aujourd'hui. Il s'agit d'y lancer nos dernières forces, physiques mais, plus encore, morales… » [59]

Toute l'angoisse de Werner Best s'exprime dans ce texte : crainte de partition de l'Allemagne vaincue, sentiment oppressant de vivre encerclé, terreur de dilution raciale par l'occupation des troupes coloniales. Militer, dès lors, c'est aussi un moyen de conjurer ces obsessions qui semblent partagées. Son itinéraire militant croise très tôt le chemin du NSDAP. Encore Best semble-t-il avoir adopté une attitude plutôt réticente envers ce parti aux cohortes brunes, lui qui dit rêver d'une « révolution par en haut », du moins si l'on se fie à ce qu'il écrit à sa sortie de prison, au lendemain de la guerre :

« Le début des années 1930 offrit moins que les années précédentes d'incitations et d'impulsions aux débats et aux considérations philosophico-idéologiques. Car la situation économique et, par là, politique allemande devenait de plus en plus menaçante.

« La publicité de masse du NSDAP et tout son style m'étaient antipathiques. Mais comme la première solution, celle de la "révolution par en haut" ne se réalisait pas et devenait chaque jour plus improbable, les succès électoraux du NSDAP en septembre 1930 démontraient qu'une possibilité existait d'atteindre quelque chose par cette voie. J'entrai alors au NSDAP, sans connaître un seul dirigeant nazi, et presque sans jamais avoir assisté à une réunion, le 1 er

novembre 1930, conscient de ma condition de “partisan de Septembre [60] ”.

« Le programme du NSDAP ne me posait pas de problèmes car il correspondait à tous les programmes des mouvements nationaux et *völkisch* et n’était rien d’autre qu’une compilation de tendances alors dans l’air du temps [61] … »

Un autre intellectuel *völkisch*, sans grande implication dans les institutions nazies, Ernst von Salomon, écrivait pourtant de cette même période :

« C’est alors qu’il apparut dans toutes les discussions que quelqu’un était là, un hôte muet, pas totalement visible et qui pourtant dominait la discussion, car il posait les thèmes, décrivait les méthodes, déterminait les directions. Et cet hôte muet s’appelait Adolf Hitler [62] . »

Écrit en 1965 avec une évidente volonté de banalisation, bien plus circonspect que le texte de von Salomon, le *Lebenslauf* de Best montre la capacité du nazisme à fédérer les forces nationalistes révolutionnaires. Et surtout comment la SS a pu jouer le rôle d’organisme élitaire propre à drainer les militants *völkische* étu diants ou bourgeois, qui fréquentaient jusque-là les cercles nationalistes intellectuels. Werner Best a trouvé dans la SS l’organisation lui permettant de concilier engagement *völkisch* racial et élitisme, le tout au sein d’un parti de masse.

Si le NSDAP a ainsi pu prendre en charge ces intellectuels par l’intermédiaire de la SS, n’est-ce pas, en définitive, parce qu’en réagençant ces « tendances alors dans l’air du temps » et en les combinant en un système de croyances cohérent, le nazisme offrait un sens aux événements et une voie de salut à ceux qui l’intégraient ? Best a très bien restitué la dimension providentielle assumée par le nazisme au pouvoir :

« Les années 1933-1939 ont amené l’un après l’autre les succès, tous au profit du peuple allemand. Le danger mortel du chômage progressif fut surmonté. Tout le peuple – particulièrement les ouvriers et les paysans – allait mieux que jamais dans notre histoire. Après la révolution de 1933, la révolution la moins sanglante de l’histoire, les brimades dont l’Allemagne était victime du fait du traité de Versailles furent éliminées sans verser le sang. Seuls quelques groupes marginaux avaient à pâtir du nouveau régime […]. Face à ces

dimensions positives, le fait de commettre des erreurs ou d'être arbitraire, faits sur lesquels on portait attention, paraissait, à n'en pas douter, être des erreurs de débuts, dues à la passion de la jeunesse, qui allaient rapidement, d'elles-mêmes et de façon organique, être surmontées [63] . »

Là encore, le regard rétrospectif se veut disculpateur. Pourtant, le sentiment d'une disparition de tous les dangers qui menaçaient l'existence de l'Allemagne ne semble pas reconstruit *a posteriori*. Au travers des éléments énumérés, les différentes dimensions de l'angoisse apparaissent comme en creux même si Best s'interdit de mentionner les lois de protection du sang, rempart de l'intégrité de la substance biologique allemande. En cet après-guerre où il est sous le coup de nombreux procès, Best ne peut guère en faire état. Reste ce sentiment qui échappe à toute précaution : le nazisme l'a littéralement « sauvé ».

Werner Best s'intéresse au parcours d'une génération ; Otto Ohlendorf, lui, explicite ce que signifiait « vivre en nazi », notam ment lors de sa dernière déclaration au procès des *Einsatzgruppen.* Accusé du meurtre de plus de 90 000 personnes, le général SS risque la peine capitale (il sera exécuté en 1951) au moment où, le 13 février 1948, il prend la parole devant le Tribunal américain :

« S'il plaît au tribunal, toute la littérature sérieuse traitant du national-socialisme, et particulièrement la littérature religieuse, s'accorde à faire du national-socialisme non pas une cause, mais une conséquence d'une crise spirituelle. Cette crise, qui s'est déployée durant les derniers siècles, avec une acuité particulière dans les dernières décennies, revêt deux aspects. Il s'agit d'une part d'une crise spirituelle et morale, et d'autre part d'une crise politique et sociale. Les littératures catholiques et protestantes s'accordent pour constater l'élimination croissante de la religion chrétienne, fin dernière de l'humanité, de la sphère de l'État, qui forme le noyau de l'évolution historique. La fin de l'idée chrétienne en tant que but commun de l'humanité en son système social, et la fin de l'élan individuel vers l'au-delà et la vie en Dieu ont un double effet.

« 1) L’homme manque de valeurs absolues et unifiées dans sa vie. Dans son esprit et son action, il ne trouve plus le référent unifié et assuré qui lui procurait la motivation de ses actes. Lois et valeurs religieuses tiennent une place de plus en plus réduite dans ses émotions, ses pensées, ses actions. Les valeurs chrétiennes, si elles restent en définitive importantes, ne peuvent empêcher l’homme de se scinder en un “individu de la semaine” et un “individu du dimanche”. La semaine ouvrable apporte à l’individu des motivations différentes de la méditation, même temporaire, à propos de la volonté de Dieu. La vie de ce côté-ci de la tombe n’a pas seulement acquis son auto-signifiance, mais domine réellement l’homme avec ses concepts d’autonomie, de richesse, de position sociale et autres.

« 2) La société, organisée en États séparés, n’a pas trouvé dans son développement de valeurs uniformes qui pourraient constituer l’objectif constant de l’État ou de la société. Du fait que groupes et individus se trouvaient en position pour faire de leurs buts propres l’objectif de la société et de ses politiques, la cohérence inviolable et métaphysique du politique fut perdue, en conséquence de quoi l’ordre politique et social existant devint l’enjeu d’un combat entre les conceptions de différents individus et différents groupes. Le but de préserver le statu quo entre l’État et les nations fut remplacé par la volonté d’éliminer ce statu quo par la guerre ou la révolution.

« Ma génération a estimé que ce délabrement spirituel, religieux et social avait un effet profond, quand elle est devenue consciente des conditions sociales qui l’environnaient. Il n’y avait pour elle aucune valeur qui ne fût critiquée. Trente partis ou plus se disputaient le pouvoir étatique et représentaient des intérêts opposés. Ceux de cette génération ne se sont pas vu offrir d’idée incontestée leur apprenant à vivre en tant qu’êtres humains. Leur avenir social était sans espérance. Il est compréhensible, dans ces conditions, que cette génération n’ait pas regardé la richesse comme un but. De fait, la richesse matérielle est devenue une notion problématique après l’inflation, la crise financière et les années de troubles économiques pendant lesquelles des fortunes centenaires avaient été réduites à néant. »

Texte habile d'un homme qui parle de ses actes sans un mot sur son action génocidaire, qui dit le nazisme en taisant le racisme. Ce texte, pourtant, donne à entendre l'essentiel peut-être : la ferveur.

Otto Ohlendorf analyse l'apparition du nazisme en replaçant celle-ci dans le contexte des « idées » de l'époque, enfermant son auditoire dans une analyse qui réduit l'adhésion au fondamentalisme racial à un processus purement intellectuel. C'est bien ainsi en effet que la dimension individuelle ou générationnelle de la nazification a été analysée. Ne parle-t-on pas de « nazification des esprits » ? En prononçant les termes de « réalisme héroïque[64] », même de « romantisme », il fait du nazisme le dernier et tragique avatar d'un *Sonderweg* allemand. Se cantonner à cette analyse, c'est occulter pourtant la dimension ontologique collective de l'adhésion au nazisme, c'est ignorer cette ferveur que le texte laisse transparaître.

Une fois débarrassé de sa gangue de concepts, le plaidoyer d'Otto Ohlendorf offre à l'observateur un tableau de l'expérience générationnelle des hommes au nom desquels il s'exprime. Il décrit la dimension existentielle de la crise à laquelle ils ont été confrontés, s'attardant cependant sur ce qu'il appelle le « manque de valeurs » que connaissait à l'époque la société allemande. Société du chaos, de la misère, de la guerre et de la révolution, société de la ruine économique des élites, l'Allemagne de Weimar est à ses yeux une nation agonisante. Ohlendorf ne dépeint certes pas l'Allemagne en citadelle doublement assiégée de l'extérieur et de l'intérieur (comme Werner Best), mais comment pourrait-il le faire, alors qu'il s'exprime justement devant des juges issus précisément de ce « monde d'ennemis » qui a vaincu l'Allemagne en 1918 et semblait attacher tellement d'importance à sa réduction définitive ? Dire l'hostilité est pour lui impossible : il ne lui reste plus qu'à énoncer l'adversité à travers les affects des accusés. L'Allemagne, amoindrie dans son espace et sa population, affaiblie sur le plan international, privée de son armée, est décrite comme divisée dans son gouvernement et en instance de naufrage économique. La perte évoqué par Ohlendorf est d'ordre séculaire : avec la disparition de l'empire et des élites économiques et sociales, voilà l'Allemagne privée de ses fondements identitaires essentiels. Du désespoir de ce constat naît cette sourde émotion panique qui a étreint les jeunes

intellectuels SS au cours des années 1920. À suivre l'articulation de son argumentation, c'est de cette angoisse profonde que naît la quête militante :

> « Ils [*les hommes de cette génération* (C.I.)] recherchaient un support spirituel, un but derrière le système social dans lequel ils étaient nés, un but qui leur promît une véritable dignité humaine, de véritables buts humains, ainsi qu'une base religieuse et spirituelle pour leur développement d'êtres humains. Cette génération, par ses souffrances, est devenue trop réaliste pour croire qu'en cette période de l'histoire elle trouverait la morale et la base sociale nécessaires à son existence humaine en fixant simplement ses yeux sur l'Au-delà. Confrontée à la vie quotidienne et au jeu social, elle trouvait ces différents éléments trop cousus de fil blanc pour être la pierre de touche de l'existence. En vérité, la scission entre l'"homme de la semaine" et l'"homme du dimanche" apparaît comme l'une des causes les plus profondes de la souffrance matérielle et morale. Ainsi, il devient compréhensible que cette génération ait cherché de nouvelles valeurs religieuses.
>
> « D'un autre côté, la dépendance de chaque individu à la constitution et aux conditions d'existence de la société, de l'État, de la nation dans lesquels il vit était beaucoup trop importante pour cette génération pour qu'elle ne se mette pas à chercher les buts et les moyens de remplacer la domination changeante des groupes d'intérêts par un ordre qui fût basé sur une conception globale, en relation avec tous les individus, sans souci de leur statut social. […] »

Ohlendorf transmet ici sa propre perception d'une dimension vitale dans la quête militante. Mais, là encore, il choisit de n'exprimer que partiellement les attentes qui marquent son itinéraire. Il ne dit pas notamment l'espérance de l'avènement impérial, c'est-à-dire de ce rassemblement de tous les Allemands au sein d'un seul État. Pourtant, il l'a exprimée ailleurs, et de façon bien plus brutale, quand il détaillait les besoins en matières premières du Reich, légitimant une politique expansionniste vitale à ses yeux pour assurer la puissance de l'Allemagne nouvelle[65]. Mais exprimer son espérance impériale revenait à avouer, devant la Cour, sa conception ethnique de l'identité allemande, à laisser transparaître un déterminisme racial et un impérialisme expansionniste. Ce

discours aurait mis à mal sa stratégie de défense et conforté du même coup la certitude, exprimée par les juges américains, que l'Allemagne nazie avait « conspiré contre la paix[66] ». Ainsi limité, l'horizon d'attentes d'Ohlendorf peut être résumé à deux dimensions : l'une sociale et politique, l'autre spirituelle.

Ohlendorf dit être à la recherche d'un ordre « en relation avec tous les individus, sans souci de leur statut social ». Il exprime ainsi son aversion pour le communisme qui, selon lui, ne se soucie que du bien-être de la classe ouvrière. Ce faisant, il tente de dire subrepticement cette « ambition de totalité » dont se parait le système de croyances nazi[67]. Celle-ci ne résidait bien sûr pas dans l'universalisme, mais dans la dimension ethnique de la construction identitaire. Le système de croyances qu'il appelait de ses vœux était destiné à tous les Allemands. Sa quête militante ne se résumait pourtant pas à la simple recherche partisane : il tentait d'en faire un mouvement spirituel. C'est ce qui ressort de la suite immédiate de sa déclaration, où le général SS dit enfin sa propre ferveur :

> « C'est cette idée que nous avons trouvée dans le national-socialisme, et nous avons compté sur lui pour nous fournir la base d'un ordre nouveau. Ce n'est pas par frivolité que nous parlions du Reich millénaire, car nous savions que les grands développements de l'humanité prennent des siècles et même des millénaires pour mûrir et donner naissance aux développements les plus neufs.
>
> « De ce fait, nos esprits n'étaient pas impatients, mais nous étudiions l'histoire de l'espèce humaine, histoire religieuse comprise, ainsi que les hauts et les bas des États et nations dans le but de trouver une idée susceptible de nous guider dans les déclins et les montées en puissance des peuples, les indications qui nous permettraient d'accomplir l'exigence de notre temps, provoquée par les expériences et les souffrances de l'histoire. De cette quête en l'histoire, nous avons retiré la certitude que les grandes questions religieuses, les grands problèmes moraux et éthiques flanquent les événements actuels de portée historique. »

Le système de croyances nazi s'offre ici sous deux aspects inséparables l'un de l'autre. Il se fait d'une part discours proposant des cadres interprétatifs à ces hommes dont Ohlendorf décrit la quête militante, quête

elle-même provoquée par cette irrépressible angoisse de disparition du *Volk*. Or, cette « idée susceptible de [les] guider » dans l'histoire ne peut être que le déterminisme racial nordiciste, dont l'immanence providentielle désigne race élue et ennemis éternels[68]. Il exprime d'autre part la dimension millénariste du système de croyances nazi[69]. La formule de « *Tausendjähriges Reich* » (Reich millénaire), que l'on a trop souvent commodément rangée au rang de slogan vide, ne matérialise-t-elle pas en fait l'immense attente d'un mouvement révolutionnaire et salvateur ? Singulière alchimie de la croyance nazie, qui transfigure l'angoisse eschatologique en une puissante attente du Millenium ; singulière alchimie qui génère un attachement viscéral de ces hommes à leur propre engagement, jusque dans ses dernières extrémités… Réalité multiple, individuelle et collective, « manière de royaume[70] », que seule une anthropologie sociale et politique de l'émotion permettrait peut-être de saisir.

1 StA Nuremberg, *TWC*, cas 9, ZB-I, p. 1335 *sq.*

2 Caractéristique de ce type de thèse, Martin Broszat, *L'État hitlérien. L'origine et l'évolution des structures du III^e Reich* (Paris, Fayard, 1985, 625 p.). Broszat n'adopta pourtant pas toujours ce type d'attitude (cf. pour mémoire son article « Die völkische Ideologie und der Nationalsozialimus », *Deutsche Rundschau*, 84, 1958, 15 p.), ce qui n'enlève par ailleurs rien aux mérites de l'école fonctionnaliste qu'il a contribué à fonder.

3 Cf. les travaux de Fritz Stern sur Moeller van de Brück : *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, Armand Colin, 1990, 358 p. ; ainsi que ceux de Gilbert Merlio, *Spengler, témoin de son temps*, Stuttgart, Heinz, 1995.

4 Sur les courants *völkische* et leurs liens avec le nazisme, champ d'étude de la *Geistegeschichte* traditionnelle, on lira les travaux de : Louis Dupeux (dir.), *La Révolution conservatrice dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, PUF, 1992, 437 p. ; Stefan Breuer, *Anatomie der konservativen Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, 232 p. ; Fritz Stern, *Politique et désespoir, op. cit.* ; Martin Broszat, « Die völkische Ideologie und der Nationalsozialimus », art. cité ; Hermann Jost, *Der alte Traum vom neuen Reich. Völkische Utopien und Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main, Athenäum Verlag, 1988, 388 p.

5 Tous les auteurs soulignent l'importance du fondement racial de l'idéologie nazie, au point qu'il est inutile de tenter de le démontrer, même si l'on néglige souvent d'en décrire la complexité, préférant parler de *Rassenwahn* (folie raciale) que d'entrer dans les débats dogmatiques. Voir les remarques introductives de Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race, op. cit.*

6 Voir notamment James Rhodes, *The Hitler Movement : A Modern Millenarian Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 1980.

7 Sur Hans F.K. Günther, voir Wolfgang Behringer, « Bauern-Franz und Rassen-Günther. Die politische Geschichte des Agrarhistorikers Günther Franz (1932-1992) », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 114-141 ; ainsi que les travaux de Benoît Massin, notamment « Anthropologie raciale et national-socialisme. Heurs et malheurs du paradigme de la race », *in* Jeanne Olff-Nathan (éd.), *La Science sous le Troisième Reich*, *op. cit.*, p. 197-262.

8 Hans F. K. Günther, *Rassenkunde des deutschen Volkes*, Munich, Lehmann Verlag, 1928 (12e éd.), 507 p. ; Édouard Conte et Cornelia Essner, *La Quête de la race*, *op. cit.*, p. 70-71.

9 Günther, *Kleine Rassenkunde*, *op. cit.*, p. 18-19 et 98 : carte des implantations originelles théoriques des races européennes, asiatiques et africaines ; p. 86-87 : cartes de métissage de l'Allemagne.

10 On ne développera pas plus en détail la raciologie günthérienne et ses travaux sur le métissage ; voir sur tout cela É. Conte et C. Esser, *La Quête de la race*, *op. cit*., p. 79-116.

11 Hans F. K. Günther, *Rassenkunde des jüdischen Volkes*, Munich, Lehmann Verlag, 1930, 305 p.

12 Cf. É. Conte et C. Essner, *La Quête de la race*, *op. cit*, p. 76.

13 L'expression est de Conte et Essner, qui ont intitulé ainsi leur chapitre 2, *ibid.*

14 « L'Ukraine ». Projet de mémorandum du Wannsee Institut (mai-juin 1941), BABL, R-58/37 ; ici fos 7-18 pour la présentation géopolitique.

15 Documents du même type (citation non exhaustive) : BABL, R-58/238 : « Le nouvel ordre agraire dans les territoires occupés de l'Est » (prise de position du Wannsee Institut) ; BABL, R-3101 (Alt R-7)/2151 (dossiers Ohlendorf) ; BABL, R-58/19 (mémorandum du Wannsee Institut : La réorganisation agraire dans les territoires occupés de l'Est européen) ; BABL, R-58/13 (mémorandum sur la question russe) ; AGKBZH, 362/236 (« La Révolution française à la lumière de l'histoire de France. » Mémorandum, 254 p.) ; AGKBZH, 362/45 (travaux historiques sur l'empereur Othon Ier le Grand. Mémorandum sur « Le SD et son activité »).

16 BABL, R-58/844 : supports pédagogiques du SD.

17 Cours n° 6 (BABL, R-58/844, fo 37).

18 Cours n° 6, annexe (BABL, R-58/844, fos 39-41).

19 *Ibid.*, fo 38.

20 Cours n° 15 : *Der Dreißigjährige Krieg, die Katastrophe der deutschen Geschichte* (BABL, R-58/844, fos 97-124). Günther Franz, *Der Dreißigjährige Krieg und das deutsche Volk*, Iéna, Fischer, 1940, 128 p. ; Franz Alfred Six, *Der Westfälische Friede von 1648. Deutsche Textausgabe des*

Friedensvertrag von Münster und Osnabrück, Berlin, Junker u. Dünnhaupt, 1940, 117 p. ; et Hans Joachim Beyer, dans un livre de biographies : Otto Lohr et Hans Joachim Beyer (éd.), *Große Deutsche im Ausland. Eine Volksdeutsche Geschichte in Lebensbildern*, Stuttgart, Union, 1939, 390 p.

21 Notons la contradiction fondamentale de la théorie nordiciste, qui fait de l'Autriche un empire à centre alpin quand elle est hostile à l'Allemagne et ne fait des terres habsbourgeoises héréditaires (Styrie, Carinthie et Carniole [auj. Slovénie]) le berceau de l'Autriche que quand celle-ci redevient l'alliée de l'Allemagne. Günther se sent alors obligé d'inventer, à partir d'observations faites dans les camps de prisonniers de 1914-15, une « race dinarique » (dont le berceau est la Carinthie) qui lui permet de réintégrer les Autrichiens dans le giron nordique.

22 BABL, R-58/844, f^{o} 110.

23 *Ibid.*, p. 111.

24 *Ibid.*, f^{os} 123-124.

25 Déclaration finale d'Otto Ohlendorf au procès des *Einsatzgruppen*, 13/02/1948 (*TWC*, t. II, p. 386). Texte intégral traduit de l'anglais au français.

26 Absurdité incarnée par le terme « *umsonst* » (pour rien), qui revient comme un leitmotiv dans les récits de l'expérience de la défaite ; voir *supra*, chap. 1-2.

27 Le terme, forgé par Hannah Arendt, désigne un sens caché de l'idéologie nazie qui aurait poussé les individus à y accéder. C'est la recherche de ce « sursens » qui constitue le travail de recherche des intentionalistes. Hannah Arendt, comme ces derniers, voit dans le nazisme une « idéologie », système mécanique d'idées au déroulement logique menant à la terreur totale. La philosophe perd de la sorte l'articulation de l'intériorisation idéologique à la vie psychique et aux affects ? Voir Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, PUF, 1972, 313 p. ; ici p. 203 *sq*.

28 Typique de cette analyse : Nicholas Goodrick-Clarke, *The Occult Roots of Nazism : Secret Aryan Cults and their Influence on Nazi Ideology : the Ariosophists of Austria and Germany, 1890-1935*, New York, New York University Press, 1992, 293 p.

29 Alphonse Dupront, *Le Mythe de croisade, op. cit.*, p. 1210-1211.

30 É. Conte et C. Essner, *La Quête de la race, op. cit.*, p. 120-121.

31 Ce fut le cas, par exemple, de Hans F.K. Günther dans *Führeradel und Sippenpflege* (Munich, Lehmann, 1936) et *Gattenwahl zu ehelichem Glück und erblicher Ertüchtigung* (Munich, Lehmann, 1941). Les titres signifient, dans l'ordre : « Noblesse dirigeante et soins du lignage » et « Le choix du conjoint pour le bonheur conjugal et le renforcement de l'hérédité ». Günther lui-même s'était marié avec une Danoise. Voir É. Conte et C. Essner, *La Quête de la race*, p. 74-84 et 138-139.

32 Catalogues des bibliothèques du SD : AGKBZH, 362/367 ; AGKBZH, 362/363 (écoles de la SIPO et du SD) ; AGKBZH, 362/308 ; AGKBZH, 362/368 (inventaires de livres des Stapo-bibliothèques de plusieurs villes). On n'a pourtant pas trouvé de bordereaux d'emprunt de ces livres dans AGKBZH, 362/342 (bordereaux d'emprunt de livres par des collaborateurs du RSHA), mais ces bordereaux ne témoignent que d'enquêtes institutionnelles très ponctuelles et non des lectures « de fond » des intellectuels SS.

33 On trouve, par exemple, la mention des *Stammen* dans les *Denkschriften*, déjà cités, du RSHA sur l'Ukraine, la Russie, le Caucase et les Cosaques, ainsi que dans les dossiers d'instruction sur le dogme racial, mais ces dossiers ne reflètent pas l'intériorisation intime de cette dimension du déterminisme racial. Voir, par exemple, le texte décrivant l'éducation aux « devoirs de la race » et à la « conscience raciale » des enfants, dans AGKBZH, 362/263 (non folioté) ; BABL, R-58/37 (« L'Ukraine ». Projet de mémorandum du Wannsee Institut) ; BABL, R-58/370 (« La nation cosaque » [*Das Kosakentum*], travaux du Wannsee Institut) ; AGKBZH, 362/766 (travaux sur l'histoire de l'Ukraine et de la Pologne).

34 Sur le RuSHA, lire Isabel Heinemann, « *Rasse, Siedlung, deutsches Blut* ». *Der Rasse und Siedlungshauptamt der SS und die rassenpolitische Neuordnung Europas,* Göttingen, Wallstein, 2003.

35 L'expression est répétée à l'envi par les idéologues nazis, à commencer par Hitler, dans *Mein Kampf* (s.l. n.d., p. 446) et chez Walter Eggert, qui, en 1938, écrit un article programmatique demandant la mise en place d'un culte national des ancêtres qui resserrerait la conscience de *Sippe* : « Die deutsche Ahnenhalle. Eine Anregung », *Rasse*, n° 5, f^{os} 63-64.

36 *Lebenslauf* non daté de Höhn (BAAZ, SSO Höhn).

37 Analyse du groupe Best, Höhn, Stuckart en ce sens chez Ulrich Herbert, *Best*…, *op. cit.*, p. 284-287 ; analyse contraire de Stuckart chez Édouard Conte et Cornelia Essner dans les chapitres sur le mariage avec le soldat mort (*La Quête de la race*, *op. cit.*, p. 151-188).

38 Il s'agit de Wolfram Sievers et de Walter Wüst, mais aussi du Pr Hirt, chargé en 1942 de l'établissement, à partir d'un contingent de prisonniers soviétiques à exécuter, d'une collection de crânes servant à créer un « musée de la race juive ». Voir là-dessus Michael Kater, *Das « Ahnenerbe » der SS 1935-1945, op. cit.,* et surtout le chapitre « Au terme de l'horreur » d'É. Conte et C. Essner, *La Quête de la race*, *op. cit.*, p. 230-264.

39 Futur HSSPF en Russie, et coordinateur de la Solution finale en Ukraine et dans les Pays baltes. Voir Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS- und Polizeiführer, Himmlers Vertreter im Reich und in den besetzen Gebieten*, Düsseldorf, Droste, 1986, 550 p.

40 Sur Darré, on lira l'étude d'analyse du discours de Mathias Eidenbenz, *« Blut und Boden ». Zur Funktion und Genesis der Metaphern des Agrarismus und Biologismus in der*

nationalsozialistischen Bauernpropaganda R. W. Darrés, Berne, Peter Lang Verlag, 1993, 230 p.

41 Notice du 15/06/1937 dans BADH, ZM/1457, A.2, f^{o} 65 (emplois du temps et *Reisepläne* de Himmler).

42 Le récit qui suit doit tout à la description du rite chez É. Conte et C. Essner, *La Quête de la race*, *op. cit.*, p. 143-149. Il correspond à la codification établie par un officier d'état civil, le *Stadtamtsmann* Rieve, « Eine Hochzeitsfeier im Standesamt der Gauhauptstadt », in *Zeitschrift für Standesamtswesen*, 1942, p. 189-191.

43 Le calcul a été fait à partir des dossiers de préparation au mariage du RuSHA. Faute de temps, et de façon très regrettable, il n'a pas été possible de revenir sur la « croyance en Dieu » (*Gottgläubigkeit*) chez les intellectuels SS.

44 Voir le procès-verbal de séance sur le classement des Polonais en catégories de germanisation ou d'exploitation, 28/3/1942, signé Strickner (BABL, SSO Strickner).

45 BAAZ, RuSHA Akte Mehlhorn (questionnaire avant mariage et rôle de promotion, non folioté).

46 Date du mariage : 6/6/1941 ; premier enfant né le 5/3/1942, deuxième enfant né le 11/6/1943 (*Stammrolle* SS, acte de promotion, BAAZ, SSO Mehlhorn, non folioté).

47 Madison Grant, *The Passing of the Great Race or the Racial Basis of European History*, New York, 1917, p. 230. Günther le cite dans *Kleine Rassenkunde* (voir note suivante), p. 141.

48 Hans F.K. Günther, *Kleine Rassenkunde des deutschen Volkes*, Leipzig, Lehmann Verlag, 1930 ; ici p. 134.

49 *Ibid.*, p. 133.

50 *Ibid.*, p. 134-136.

51 Auxquels il faudrait rajouter les 50 000 exemplaires de *Rassenkunde des deutschen Volkes* et la dizaine de milliers d'exemplaires de l'essai sur la Doctrine nordique (*Der nordische Gedanke*) : en termes de ventes, l'idée nordique ne pèse certes que le cinquième de la mémoire de la Grande Guerre représentée par le best-seller absolu du *Sperrfeuer um Deutschland* de Beumelburg, mais constitue l'un des puissants leviers commerciaux de la « littérature engagée » *völkisch* sous Weimar. Les chiffres sont tirés de la présentation des livres de Lehmann Verlag, *in* Hans F. K. Günther, *Kleine Rassenkunde des deutschen Volkes*, Munich, Lehmann Verlag, 1933, 154 p., f^{os} 156-162 (non paginés).

52 Les nazis parlent d'ailleurs d'« *Auslese* », terme qui se traduit littéralement en latin par *electio*, « élire ». Voir Günther, *op. cit.*, p. 147-148.

53 Paul Weindling, « "Mustergau" Thüringen. Rassenhygiene zwischen Ideologie und Machtpolitik », *in* Norbert Frei, *Medizin und Gesundheitspolitik in der NS-Zeit*, Munich, DVA, 1991,

17 p.

54 Heinz Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf. Die Geschichte der SS*, Munich, DVA, 1984, 290 p., p. 147, et Robert Koehl, *The Black Corps : The Structure and Power Struggles of the Nazy SS*, Madison, Madison University Press, 1983, 437 p.

55 Bernd Wegener, *Hitlers politische Soldaten : Die Waffen SS 1933-1945*, Paderborn, Schöning, 1982, 363 p., p. 132.

56 « SS-Wiege- und Sippenbuch », *Das Schwarze Korps*, 19/5/1938.

57 Paul Weindling, *Health, Race and German Politics between National Unification and Nazism, 1870-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 641 p.

58 Si les intentions paraissaient, sur le papier, dotées d'une cohérence – interne au système de croyances raciste –, Édouard Conte et Cornelia Essner ont bien montré combien la détermination de la frontière entre Nordiques et allogènes conduisait à un « labyrinthe de la logique raciale », présidant en fait à une sélection sans fin, à un *circulus diabolicus* (*La Quête de la race*, *op. cit.*, conclusion p. 347-369).

59 Werner Best, article du *Rheinlandumschau*, n° 6, 10-25 janvier 1923, p. 64. Cité par Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 74.

60 Best signifie par cette expression qu'il est entré en *Völkisch* opportuniste à la NSDAP…

61 Best, *Lebenslauf*, 1965. Cité par Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 102.

62 Ernst von Salomon, *Der Fragebogen*, cité par Ulrich Herbert, *ibid*.

63 Best, *Lebenslauf*, 1946 ; cité par U. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 202.

64 Voir Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, et du même auteur, « Weltanschauungseliten », art. cité.

65 Conférence sur l'économie dans BABL, R-3101 (Alt R-7)/2149.

66 Chef d'inculpation n° 4 (conspiration contre la paix) du Tribunal international de Nuremberg (*TMWC*, vol. I).

67 Présentation typique de la « *Totalitätsanspruch* » dans une conférence sur la « *Weltanschauung* nazie » (AGKBZH, 362/347, f^{os} 1-27 ; ici f^{o} 1).

68 On reprend ici le néologisme formé, dans un contexte totalement différent, par Denis Crouzet (*Les Guerriers de Dieu*, *op. cit.*)

69 James Rhodes (*The Hitler Movement : A Modern Millenarian Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 1980) a formulé cette hypothèse mais n'arrive pas à la contextualiser dans la séquence du premier XX^{e} siècle allemand et ne l'étudie qu'au plan des idées.

70 Le terme, utilisé dans un tout autre contexte (celui de l'URSS), est d'Alphonse Dupront (*Le Mythe de croisade*, *op. cit.*). Cette « manière de royaume » désignait le détournement par le communisme de la perspective millénariste chrétienne d'accomplissement de l'ordre céleste sur

terre ; il paraissait légitime à Dupront de l'employer aussi pour le nazisme. Dupront n'était d'ailleurs pas resté insensible à ce qu'il appelait un « gauchiment » de l'imaginaire de la croisade qu'il discerna dans le nazisme et exposa dans l'ouvrage cité en quelques lignes éblouissantes (t. 2, p. 1209-1213).

Chapitre 5

Entrer au SD

L’entrée en nazisme des intellectuels SS s’est effectuée à des rythmes et selon des modalités différents. Certains, nés entre 1901 et 1905, sont entrés au NSDAP avant la prise de pouvoir ; d’autres, nés en 1910 ou 1911, n’intégrèrent le Parti ou l’une de ses organisations que plus tard. Dans tous les cas, ces dates d’adhésion comme les itinéraires d’entrée au sein des organisations nazies dessinent des militantismes et des modes de recrutement différents.

L’évident changement de statut que connaît le NSDAP entre les années 1930-1932 et la fin de la décennie, moment où, solidement installé au pouvoir, il est devenu le passage obligé pour une carrière dans l’administration, incite à examiner ces itinéraires. Car pourquoi, après tout, l’entrée en nazisme ne serait-elle pas une simple pratique opportuniste ? L’étude des dates de recrutement et des institutions dans lesquelles s’engagent les intellectuels SS permet de donner des éléments de réponse. Apparaissent alors l’importance des réseaux de recrutement, des individualités fortes imprimant leur marque à des services, mais aussi le jeu des mécanismes institutionnels permettant d’inscrire automatiquement des individus au sein de la SS et du SD.

Entrer au Parti ?

L’examen des dates de recrutement stipulées dans chaque dossier personnel SS fait apparaître des temps forts durant lesquels le SD recrute, notamment entre 1933 et 1938. Cela correspond à une période d’intense développement du service de renseignement. Après une phase de genèse achevée par les événements du 30 juin 1934 (la « nuit des longs couteaux »), et la prise de pouvoir de la SS au sein de la police, Heydrich organise les services centraux du SD et couvre le territoire de l’Allemagne

de bureaux locaux censés rassembler les informations et les faire parvenir à Berlin[1]. Le SD recrute dans toutes les couches de la société des informateurs qui travaillent bénévolement et lui fournissent des renseignements ou des études sur des secteurs particuliers[2]. Il engage aussi de jeunes cadres, issus ou non de la SS. Loin donc de correspondre à un aboutissement de l'itinéraire militant, le recrutement au SD correspondrait ainsi à l'appel d'air d'un service, cherchant des cadres diplômés pour relayer son effort de structuration. À une première « génération » de cadres du SD composée de militants précoces travaillant dans un organisme encore en gestation, on devrait alors opposer une génération de « technocrates » moins engagés dont les savoir-faire fonctionnels auraient constitué le critère principal de recrutement, plutôt que la fidélité de longue date.

De 1931 à 1933, en effet, peu d'intellectuels SS sont recrutés. Le SD est alors un service minuscule, ne comptant pas plus de quatre cents membres pour toute l'Allemagne. Les quelques officiers SS recrutés à plein temps pour travailler en son sein fondent pourtant les structures du service, en déterminent les méthodes de travail et d'organisation. C'est dire l'importance de ces hommes. Parmi eux, Georg Herbert Mehlhorn, Lothar Beutel, Hermann Behrends et Wilhelm Albert. Mehlhorn et Albert furent chargés d'organiser respectivement les services administratifs et le SD intérieur. Beutel structura le SD en Saxe et semble notamment avoir été l'inspirateur de la fondation de la *Schrifttumsstelle* de Leipzig, cette officine du SD chargée de la surveillance de toute la production écrite en Allemagne. Enfin, Hermann Behrends fut le premier chef du SD à Berlin, avant de s'occuper du SD Intérieur[3]. À ce titre, il mit en place, de concert avec Wilhelm Albert et Georg Mehlhorn, les principes généraux de gestion des fichiers d'opposants[4]. Si l'on ajoute Reinhard Höhn et Heinz Jost à ce groupe[5], on constate que tous les responsables du SDHA II/2 (*Deutsches Lebensgebiet* : expertise et collecte de renseignements sur tous les secteurs de la société, exception faite des opposants au régime) et du service de renseignement extérieur du SD ont été recrutés durant cette période. Ces hommes ont inauguré les méthodes de travail, supervisé l'organisation locale et les recrutements de la période suivante. Ils l'ont créé de toutes pièces.

À partir de 1934-1935 et jusqu'à 1938, plus de 80 % des intellectuels SS formant le groupe que nous étudions entrent alors au SD. Le début de cette seconde période correspond à l'arrivée d'individus qui organisent les bureaux spécialisés et les sections locales dans les villes moyennes. Wilhelm Spengler fonde ainsi sur les instances de Lothar Beutel, la *Schrifttumsstelle* de Leipzig ; Erich Ehrlinger passe de la SA à la SS pour organiser le réseau SD à Nuremberg[6]. Les cas de Martin Sandberger et d'Eugen Steimle, entrés tous deux au SD sur les instances de Gustav Adolph Scheel pour servir d'hommes de liaison entre la NSStB, le SD et la DAI[7], et qui passent rapidement de la SDLA Sud-Ouest aux échelons centraux sur les instances de Heinz Jost afin d'organiser le SD *Ausland*, illustrent ce profil de jeunes experts chargés d'affiner les structures et les méthodes de travail, afin de systématiser la collecte et le traitement de l'information[8].

Viennent ensuite, après 1936, des officiers n'ayant plus de responsabilités organiques, apparemment recrutés au titre de simples experts, comme Hans-Joachim Beyer et Walter von Kielpinsky. Le premier prend la succession de Steimle dans son rôle de coordination, imprimant à ce poste une dimension plus scientifique qu'activiste[9], tandis que le second intègre la SDOA de Leipzig, organisée sous la houlette de Wilhelm Spengler[10]. Pratiquement tous les intellectuels SS dont nous nous occupons ont été alors engagés : l'ont-ils été comme spécialistes dont l'orientation politique aurait été plus ou moins indifférente aux yeux de leurs recruteurs ? La réponse tient à leur degré de nazification, à leur profil idéologique lors de leur arrivée.

À quel signe se fier ? L'entrée dans la SS et le SD, on vient de le voir, constitue un indice ambigu. Étudiée isolément, elle pourrait n'être qu'un acte de technocrates avides de pouvoir qui, sentant venir le vent de la nazification de la société, entreraient avec empressement dans ce qu'ils pressentiraient être une structure d'avenir. Il faut ici mettre en relation tous les signes d'appartenance au nazisme au NSDAP, aux organisations d'encadrement de la population (le NSV particulièrement, mais aussi les syndicats), enfin au SD et à la SS.

Être membre du NSDAP ne peut constituer un critère unique. Pourtant, sur la quarantaine de dates d'entrée au NSDAP récoltées dans les dossiers

personnels, trente sont *antérieures* à la prise de pouvoir, ce qui plaide pour une adhésion militante plutôt qu'opportuniste. Curieusement, pourtant, Jens Banach réfute l'idée en présentant l'adhésion au Parti comme le simple produit d'une propagande à grande échelle[11]. Est-ce à dire que la « propagande » n'aurait drainé que des individus sans fortes convictions ? Ces adhésions sont au contraire le fait d'activistes, engagés de façon précoce, et au parcours déjà long : c'est le cas de Werner Best, d'Otto Ohlendorf, mais aussi d'Eugen Steimle ou de Herbert Strickner. Ces deux derniers n'intègrent pourtant le SD qu'en 1935 et 1938. Mais loin d'être des technocrates opportunistes, tous les deux ont fait preuve d'un activisme précoce, incarné dans le *Volkstumsarbeit* frontalier de la NSStB en ce qui concerne Steimle[12], et dans l'engagement, dès l'âge de seize ans, dans la *Heimatschutz* de Styrie dans le cas de Strickner [13].

Reste qu'un nombre non négligeable d'adhésions interviennent *après* la prise de pouvoir. Elles peuvent plus légitimement apparaître comme résultant de choix plus tactiques que politiques. Mais que dire alors de la situation, fréquemment rencontrée, d'individus membres de la SS mais pas du Parti ? Tel est longtemps le cas de Hans-Joachim Beyer, cet historien qui, étudiant à Königsberg où il a fait l'expérience de la confrontation à une frontière germano-polonaise perçue comme biologique, s'engage dans l'activisme en faveur des minorités allemandes en dehors des frontières du Reich. Proche du groupe *Die Tat*, membre du DAI et du *Volkswissenschaftliche Arbeitskreis* du *Deutsche Schutzbund* – celle-ci s'est révélée être une véritable pépinière d'intellectuels SS –, Beyer n'éprouve pas le besoin d'adhérer au NSDAP et n'en devient pas même membre lorsqu'en 1936 il est engagé au SD à Stuttgart pour coordonner activisme étudiant, renseignement SS et historiographie légitimatrice. Beyer n'adhère au NSDAP qu'en 1940, au moment où, solidement installé tout à la fois dans le paysage historiographique nazi et dans les instances de planification des déplacements de populations, il fait partie des hommes qui pensent la réorganisation ethnique de l'Europe occupée. Son adhésion ne vaut pas entrée en nazisme : elle n'est qu'une formalité[14]. Et Hans-Joachim Beyer n'est pas à cet égard un cas isolé : près de 15 % des membres du groupe sont, à un moment donné, membres de la SS et non du NSDAP, membres du corps d'élite et non de l'organisation de masse. Dans le même bureau

que Beyer (le RSHA *Amt* III B), Heinz Hummitzsch, l'un des organisateurs du *Generalplan Ost* en 1940-1942, intègre le NSDAP en 1937 après deux années dans la SS[15] ; Bruno Lettow, directeur de l'École de la police et du SD de Prague, et à ce titre chargé de la formation idéologique des élèves officiers, a rejoint la SS quelques jours avant la *Machtergreifung*, mais n'adhère que quatre ans plus tard au NSDAP[16].

En tout cas, si avoir la carte du Parti n'implique pas obligatoirement le fanatisme politique, force est de constater que ne pas l'avoir ne signifie pas – loin s'en faut – absence de ralliement au racisme antisémite nazi. Au total, l'appartenance ou non au NSDAP ne constitue pas un critère probant, sauf à être replacée dans l'ensemble de l'itinéraire militant de ces hommes.

L'un des moyens permettant de préciser le degré de militantisme des intellectuels SS consiste à tenter de l'évaluer dans sa dimension plus quotidienne. Aucun d'entre eux ne s'est par exemple engagé dans l'administration locale, en assumant les fonctions de *Blockleiter* ou de *Gruppenleiter*, à l'exception notable de Otto Ohlendorf. Son militantisme, on l'a vu, ne laisse pas subsister l'ombre d'un doute : il est entré au Parti en 1925 et n'a été *Gruppenleiter* que pendant la phase où le NSDAP n'était pas encore au pouvoir[17], avant que la fonction ne devienne celle de permanents chargés de veiller à l'orthodoxie du comportement des gens de leur immeuble, c'est-à-dire celle de petits chefs sans envergure, à la moralité souvent douteuse.

D'autres organisations ont servi de cadre au militantisme nazi. Parmi elles, les organisations syndicales (étudiantes, juristes) et les organisations caritatives nazies, comme le NSV.

Le cas de la NSStB a déjà été abordé. Le militantisme en son sein est divers et changeant. On observe ainsi une césure entre la période activiste étudiante, durant laquelle il est lié à la pression exercée sur les enseignants juifs et démocrates ainsi qu'aux nombreuses démonstrations de force que font les cohortes brunes dans les universités, et la période postérieure à 1933, lors de laquelle la NSStB se transforme en organisation étudiante de masse. Elle réalise alors des campagnes de propagande, d'activisme frontalier et, plus tard, des actions de bénévolat dans les opérations de germanisation des territoires occupés par les Allemands. Les intellectuels SS n'y sont certes pas tous inscrits : seuls le quart des membres du groupe y

ont adhéré. Il faut cependant remarquer qu'ils y furent des membres actifs, à l'instar de Helmut Knochen, de Siegfried Engel et de Friedrich Tiedt. Tous trois ont exercé des responsabilités dans les instances d'administration de leurs universités respectives, et ont par ailleurs dirigé, au sein de la NSStB, des services de l'administration centrale. Knochen, notamment, se trouve en 1935-1936 à la tête du bureau chargé des médias et de la production écrite pour toute l'Allemagne[18].

Martin Sandberger mêle par ailleurs à ce militantisme étudiant une adhésion à la Ligue des juristes nationaux-socialistes[19]. Pour un commissaire de la Gestapo, Emil Berndorff pourrait, certes, apparaître comme adhérant au NSDAP de façon tardive : il n'y entre qu'en 1937. C'est oublier qu'il est membre de la Ligue nazie des employés depuis 1932[20] ; Hans Leetsch combine, lui, une appartenance précoce au NSDAP à l'adhésion au DAF, le syndicat des travailleurs allemands[21]. On pourrait ainsi multiplier les exemples de fonctionnaires de la Gestapo ou d'officiers du SD cumulant appartenance au Parti ou à la SS et affiliation corporatiste. Aucun d'entre eux n'a par contre exercé de responsabilités significatives dans ces corporations syndicales, si bien que l'on ne sait rien du contenu militant de leur appartenance.

Moins d'une dizaine d'intellectuels SS adhèrent enfin au NSV, cette organisation caritative du Parti qui s'occupe d'assistance aux milieux défavorisés, et mène des actions de collecte de vêtements ou d'argent[22]. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que ce militan tisme fut insignifiant. Il s'avère en effet essentiellement féminin et, de fait, plus de la moitié des conjointes des hommes de notre groupe adhèrent au NSV[23]. Si, au lieu de se concentrer sur les individus, on appréhende donc les couples, le NSV est alors massivement présent dans le militantisme des *familles* d'intellectuels SS. Là encore, l'information concernant l'adhésion au NSV provient des dossiers personnels et des dossiers de mariage du RuSHA, aussi a-t-on de grandes difficultés à atteindre les contenus militants. Le cas d'Erich Ehrlinger apporte toutefois quelques éléments d'information. Ehrlinger, dernier chef du RSHA *Amt* I[24], a fait rassembler les éléments de son dossier personnel et de sa correspondance dans un dossier spécial qui a échappé aux destructions en 1945. Outre une correspondance très fournie et un dossier de lycéen, celui-ci contient nombre de documents issus du NSV :

cartes souvenirs de fêtes caritatives, récépissés de dons de fer-blanc, reçus de sommes d'argent. Ces documents restituent l'image d'un militantisme proche du patronage bourgeois, comme si cet officier SS, endossant le rôle d'un « bienfaiteur », avait fait profiter les défavorisés du III^{e} Reich des largesses – réelles dans les années 1940 – permises par son statut[25]. Il incarne ainsi, en même temps qu'une aisance financière et une réussite sociale certaines, un militantisme fort éloigné de son activité au sein du SD. Celui-ci prétend concrétiser la dimension solidariste de la *Volksgemeinschaft*, cette communauté raciale formée de tous les Allemands nordiques dans laquelle, grâce à des organisations comme le NSV, les individus aisés contribueraient à redistribuer la prospérité, surmontant la division en classes sociales, symbole de ces sociétés capitalistes contre lesquelles le nazisme prétend s'établir, mais aussi de la société communiste qui se bâtit alors en URSS, dans laquelle, selon les idéologues SS[26], une seule classe sociale a confisqué, par une sanglante guerre civile, l'essentiel des richesses et du pouvoir[27]. Adhérer au NSV, pour les intellectuels SS, signifie ainsi réaliser la solidarité de la *Volksgemeinschaft*, apporter une dimension « fraternelle » à un engagement SS qui n'a, dès la *Machtergreifung*, rien de très pacifique.

Le dernier cadre militant est bien entendu constitué par les deux grandes organisations activistes du NSDAP : la SA et la SS. Le groupe se subdivise entre les hommes qui ont enchaîné militantisme SA et SS et ceux qui, pour des raisons diverses, sont entrés directement à la SS.

Un certain nombre d'individus ont amorcé ainsi leur itinéraire par un militantisme activiste au sein de la SA, couplé ou non à l'inscription au NSDAP. Certains y ont fait un passage rapide, s'inscrivant dans une *Standarte*, s'investissant peut-être dans la vie militante de la SA, sans toutefois que l'on en ait le moindre indice. Ces militants dont le passage fut court et discret se sont inscrits après 1934 et sont rapidement partis vers la SS. C'est le cas, par exemple, de Karl Burmester, qui intègre la SA en avril 1933, au moment de la très forte progression des effectifs de cette formation, au moment aussi de sa singularisation dans l'activisme révolutionnaire, puis la quitte en avril 1934, quelque temps seulement avant la neutralisation du mouvement lors de la « nuit des longs couteaux ». Malgré l'interdiction faite aux cadres SA de passer à la SS, il rejoint alors

l'Ordre noir et le SD. On ne sait rien de ses activités dans la SA, ni des responsabilités qu'il a pu y assumer. Tout au plus peut-on supposer qu'intégré à la SS au grade d'*Obersturmführer*, il avait déjà pu atteindre ce rang d'officier subalterne dans la SA[28].

De nombreux autres intellectuels SS, à l'instar d'Erich Ehrlinger ou de Martin Sandberger, ont fait un séjour prolongé à la SA, et ont participé activement à ses activités, assumant des responsabilités, mettant en œuvre ce que pouvait être un militantisme intellectuel dans ces cohortes plébéiennes. Tous deux ont travaillé comme responsables du service AW (*Ausbildungswesen*) de la SA. Il s'agit du service chargé de la formation, tant politique que paramilitaire et physique, des cadres et des militants. Sandberger et Ehrlinger, pédagogues du dogme et du combat de rue, y ont fait leurs premières expériences de *Menschenführung*, c'est-à-dire de l'exercice du commandement. De 1931 à 1935, ils dirigèrent en effet des groupes en formation, inculquant aux recrues un minimum de discipline, utile en ces temps de luttes politiques intenses et violentes. Ehrlinger stipule d'ailleurs dans son *Lebenslauf* avoir pris part à des combats de rue à Berlin en 1931, et dirigé des « enseignements sportifs » de 1931 à 1935[29]. Puis, à partir de 1934, au moment où l'organisation est reprise en main, ils ont accompagné son évolution vers une institution de masse, transformant la dimension paramilitaire du mouvement en vocation sportive[30].

Un second groupe d'officiers SS est caractérisé par l'absence, parfois surprenante, de passage dans la SA. Il s'agit de militants nazis engagés de façon précoce, et qui, malgré cela, n'ont pas rejoint la SA. Tel est le cas notamment de Hans Ehlich, de Werner Best, de Richard Frankenberg, de Georg Herbert Mehlhorn et de Reinhard Höhn. Pourtant, ces hommes n'éprouvaient pas une répulsion particulière pour le militantisme paramilitaire. Mehlhorn et Best avaient suivi une instruction militaire dans d'évidents buts activistes[31], Ehlich et Frankenberg s'étaient engagés dans les corps francs ou la *Reichsflagge* Bayern[32], tandis que Höhn comme Ehlich avaient milité un moment à la *Stahlhelm*[33]. Seul le côté plébéien de la SA semble les avoir repoussés. Werner Best, notamment, a exprimé cette répulsion pour un mouvement dont « la publicité de masse […] et tout [le] style [lui] étaient antipathiques[34] », un mouvement qui n'incarnait pas cette « révolution d'en haut » qu'il appelait de ses vœux, mais bien une autre

révolution, prolétarienne celle-là, que les élites SS ne pouvaient que sanctionner en juin 1934, appuyées pour la circonstance par les élites traditionnelles, bourgeoises et militaires[35]. Est-ce un hasard, dans cette perspective, si Best, Behrends, Mehlhorn et Albert, tous représentatifs de ces franges plus âgées du groupe des intellectuels SS issues du militantisme *völkisch* élitaire, n'ont pas seulement refusé d'intégrer la SA, mais ont de surcroît été les organisateurs de la répression du pseudo-« putsch de Röhm »[36] ?

Les plus jeunes parmi ces intellectuels ayant évité la SA ont sans doute compris, après 1934, l'inanité d'une telle démarche. Ils sont entrés en nazisme via le SD et sont alors intégrés automatiquement à la SS, avant même de recevoir leur carte au NSDAP, et n'ont donc pas même l'occasion de penser se joindre à une *Standarte* SA. Nombre de jeunes Saxons se trouvent dans ce cas. Citons parmi eux Hans Rößner, assistant de littérature allemande qui entre à la *Schrifttumsstelle* de Leipzig en 1934, et Heinz Hummitzsch, l'un des adjoints les plus proches de Hans Ehlich au RSHA *Amt* IIIB[37].

Au total, le militantisme nazi constitue un engagement dont l'importance et le sens échappent si l'on en examine les éléments de manière séparée. Peu nombreux sont en effet les intellectuels qui sont entrés à la SS avant d'intégrer le SD, suivant l'exemple d'Otto Ohlendorf ou de Günther Franz, de Wilhelm Albert ou de Bruno Lettow, le chef de l'École de police de Prague[38]. Le cas de ce dernier mérite que l'on s'y attarde un instant. Bruno Lettow n'entre au SD qu'en 1937. Il est de surcroît à la Gestapo dans un bureau où ses fonctions sont celles d'un praticien du droit criminel, d'un technicien chargé de faire la chasse aux opposants, avec « rationalité » (*Vernunft*) et « efficacité » (*Sachlichkeit*), selon les principes de Werner Best. Rien, donc, ne semble le rapprocher de ces intellectuels SS aux convictions chevillées par la croyance panique, dont Ohlendorf pourrait constituer l'archétype. Il partage pourtant avec ce dernier un militantisme relativement précoce dans la SS. Son dossier d'officier laisse par ailleurs apparaître l'image d'un homme qui, loin d'être un spécialiste de la « répression rationnelle » chère au juriste Werner Best, a d'abord été un étudiant engagé, s'impliquant même physiquement dans les luttes politiques internes au monde académique : il fut d'ailleurs condamné à la prison avec

sursis pour des actes de brutalité au sein de l'université. De fait, le juriste est déjà un militant nazi de longue date quand il est intégré au SD en 1937.

Son entrée tardive au SD ne constitue donc en aucune manière la preuve de sa conformation à cette « *Sachlichkeit* », cette « efficacité rationnelle » qui aurait été, selon Ulrich Herbert[39], le moteur du comportement des cadres de la Gestapo et du SD : il est au contraire un militant de la cause nazie, une cause qui s'incarne pour lui dans la lutte pour le pouvoir à l'université, dans la très sélective *Allgemeine* SS, dans l'activité policière de la Gestapo, mais aussi, de manière plus anodine, dans une intense activité patronnesse, au sein du NSV, du NSVW et du DAF, activité qu'il mène conjointement avec sa femme, membre elle aussi de ces organisations et de la BDM[40]. Au total, un militantisme familial, qui combine activisme violent, activité de charité, lien social corporatiste et adhésion à l'Ordre noir : n'est-ce pas là l'illustration du fait que l'on ne peut saisir le militantisme nazi et sa signification en appréhendant chaque appartenance isolément ? Militantisme ambigu que celui de Bruno von Lettow, car il combine les formes violentes du militantisme nazi à une activité caritative et associative qui infirme la thèse de l'atomisation sociale générée, d'après Hannah Arendt, par les régimes totalitaires[41].

La question du militantisme nazi, de ses formes, de son ampleur, de la force de son enracinement dans la conscience des intellectuels SS n'appelle pas de réponse simpliste : on ne peut espérer la régler en l'enfermant dans un diptyque « fanatisme/opportunisme ». Le phénomène est en lui-même suffisamment complexe et divers pour ne pas se réduire à deux qualifications, et ce d'autant plus que ces concepts posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. On ne ten tera pas de démontrer ici le caractère inopérant et scientifiquement discutable du terme « fanatisme ». Plus intéressant semble être celui d'« opportuniste », en ce sens que les nazis avaient eux-mêmes conscience de la réalité du phénomène, au point que dès 1933 le NSDAP a procédé à quelques exclusions et fermé ses portes jusqu'en 1937[42]. De telles mesures trahissent bien la volonté nazie de protéger l'activisme et le militantisme, de privilégier la conviction au détriment du calcul. Les hiérarques du SD ont-ils, dans cette même optique, tenté de repérer dans les rangs des intellectuels SS cette tiédeur jointe au calcul, qui, à lire le nombre des adhésions au NSDAP dans les mois qui ont

suivi la *Machtergreifung*[43], aurait été si courante au sein les cohortes brunes ?

Parmi les 80 intellectuels SS ici étudiés, un seul a été la cible d'objections d'ordre idéologique durant son parcours au sein des instances de répression nazies. Il s'agit de Heinz Gräfe[44]. Par trois fois au moins, son cas a été abordé au plus haut niveau de la Gestapo et du SD, remontant même jusqu'à Heydrich. En juin 1936, en effet, ce dernier reçoit du service du personnel du ministère de l'Intérieur une lettre remettant en cause la fermeté des « convictions idéologiques » de Heinz Gräfe, lettre soumettant sa titularisation au sein de la Gestapo à un nouvel examen de son orthodoxie politique. Heydrich, prenant la défense du fonctionnaire stagiaire, rétorque que ce dernier a, par son passage au SD, fournit des preuves suffisantes de son adhésion[45]. Les problèmes de Gräfe n'en sont pourtant alors qu'à leur début. En 1943, à l'occasion de sa nomination au grade d'*Obersturmbannführer* – nomination d'ailleurs très tardive : sa dernière promotion datait de 1939 –, il voit se confirmer les doutes déjà émis quant à la solidité de ses convictions. La proposition de promotion affirme ainsi qu'en avril 1938 le chef de la région Nord-Ouest de la SS avait rédigé contre lui un rapport le dépeignant comme « un intellectuel campant sur des positions pacifistes » et comme un « adversaire du national-socialisme avant la conquête du pouvoir, [qui] appartenait à la commission de travail de la AstA pour l'autogestion et la réforme de l'université, à l'intérieur de laquelle [il] représentait une ligne très démocratique et ancrée à gauche ». La décision a encore une fois été prise au plus haut niveau : les mentions marginales précisent en premier lieu que la promotion est « à soumettre à C. » – elle est visée par Kaltenbrunner –, mais aussi que le document est « à transmettre au service central du personnel de la SS pour soumission au *Reichsführer* » Himmler, avant de revenir au RSHA *Amt* I[46].

L'accusation est de taille. Il n'en reste pas moins qu'elle est à étudier très soigneusement. On dispose par ailleurs du rapport d'évaluation du chef de région SS qui a incriminé Gräfe. Datée d'avril 1938, au moment même où cet homme a prononcé ces accusations, l'évaluation personnelle adopte un ton singulièrement moins accusateur. Le rapport stipule en effet que Gräfe « veut absolument passer pour national-socialiste mais n'est peut-être pas

intérieurement convaincu » et qu'il « essaye de se construire ses propres connaissances au plan idéologique ». L'auteur du rapport, tout en critiquant par ailleurs le « caractère » de Gräfe – il lui reproche son manque d'attitude militaire et d'ouverture, son égoïsme et son ambition –, doit par ailleurs reconnaître qu'il a une attitude irréprochable (*einwandfrei*) et une intelligence remarquable[47].

Étudiant engagé à gauche, passé – selon son chef – par la SA après la *Machtergreifung*, tentant absolument de se donner pour nazi – pour camoufler quel passé ? –, Heinz Gräfe incarne, à travers cette citation du rapport d'avril 1938, la figure de l'opportuniste. Notons au passage que le propos certes plus modéré dans l'évaluation personnelle témoigne pourtant de l'exigence d'intériorisation du dogme émise par la hiérarchie : il ne suffit pas d'être compétent, il faut être convaincu pour être bien noté. N'est-ce pas là un indice probant du statut militant assumé par le travail au SD ?

Le cas de Gräfe incite à s'interroger sur les contenus du militantisme nazi. Gräfe est un orphelin de la Grande Guerre. Élevé à Leipzig, il s'engage très tôt – il n'a pas onze ans – dans les formations scoutes de la ville[48]. Cet engagement est pour lui l'occasion de s'impliquer dans le militantisme frontalier, dans cet *Abwehrkampf* fréquent à Leipzig, ville frontière face à la Tchécoslovaquie. Il prend en effet la tête d'une troupe de trois cents jeunes activistes, qui, à l'été 1928, entreprennent un voyage de propagande dans les villages allemands des Sudètes[49]. Quel que soit son engagement étudiant, il est bien ainsi, comme les autres intellectuels SS, un enfant de la Grande Guerre qui continue la lutte engagée en 1914. Cet engagement étudiant, précisément, fait l'objet d'une tentative de justification de sa part en 1934.

> « J'entrai, par l'intermédiaire de la Fondation estudiantine du Peuple allemand, dans l'organisation autogérée de la corporation étudiante […] j'occupais les postes de chef de la corporation estudiantine libre et de membre de la direction de la *Studentenschaft* . J'organisai entre autres deux camps de travail scientifiques. J'étais alors d'avis que la liberté de l'Université devait être préservée contre la "puanteur partisane" – c'est ainsi que toutes les ligues de jeunesse considéraient alors les événements de l'État de Weimar – politicienne. C'est pourquoi je me retrouvai aussi en opposition avec les dirigeants de la

NSStB, qui, par ailleurs, donnaient une image négative du national-socialisme.

« Au semestre d'été 1931, j'organisai le premier service du travail étudiant d'Allemagne : le camp de travail de la corporation étudiante de Leipzig à Fehmarn (avec 200 étudiants). De là, le Service estudiantin du travail prit une grande importance. Je voyais à l'époque dans le Service du travail une chance pour la jeunesse de présenter un front uni contre l'État des vieux [*i. e. Weimar* (C.I.)] [50] . »

Gräfe ne cache pas ici son hostilité à une partie du national-socialisme. Il n'en a pas moins, comme la grande majorité des étudiants *völkisch*, un certain nombre de points communs avec les étudiants nazis : la très forte opposition au régime démocratique de Weimar, l'utilisation à son encontre d'un vocabulaire grossier – que l'on rencontre par ailleurs notamment dans les *Lebensläufen* de Reinhard Höhn et de Georg Herbert Mehlhorn –, le vécu d'un conflit de génération, l'attachement au Service du travail – une création nazie – et l'activisme protéiforme. Un substrat culturel commun existe bien, permettant à Gräfe de s'insérer rapidement dans les rangs de la SS et du SD. Quelle que soit, en fait, sa couleur politique véritable, ne partage-t-il pas avec les étudiants nazis ce qui conditionne au plus profond d'eux-mêmes leur ancrage politique : mémoire de la Grande Guerre, vécu d'*Abwehrkampf*, activisme oppositionnel antirépublicain, pratique des ligues de jeunesse ? Ne manque plus que l'intériorisation du déterminisme racial, qui ferait de lui un nazi achevé. Peut-être est-ce précisément ce décalage que repère le chef SS de la région Nord-Ouest quand il déclare que Gräfe « essaye de bâtir sa propre vision au plan idéologique », tout en craignant qu'il ne soit pas « intérieurement totalement convaincu ». Dans tous les cas, Heinz Gräfe, qui a commencé son parcours sous l'égide d'un mouvement scout fortement imprégné de la religiosité protestante, a quitté son Église pour se déclarer *gottgläubig* et adhérer au dogme néopaïen, indice supplémentaire d'une assimilation plus poussée qu'il n'y paraît du dogme nazi[51].

Enfin, son activité au sein du SD et de la Gestapo trahit son adhésion au déterminisme racial, déterminisme qu'il a pu confronter aux réalités du temps de guerre, d'abord comme chef d'un *Einsatzkommando* en Pologne[52], puis comme chef d'une action spéciale consistant à entraîner des

activistes issus des minorités nationales d'URSS pour les envoyer en mission d'espionnage derrière les lignes soviétiques, ou lutter contre les partisans et prendre part aux campagnes de génocides[53]. Dans les deux cas, Gräfe a mis en œuvre une violence ressortissant au déterminisme racial. Dans le dernier au moins, il dit de concert avec les SS qu'il avait dirigé cette répulsion en réponse à l'« asiatisation » qui le menaçait[54], au contact de ces allogènes qu'il envoyait derrière les lignes soviétiques ou dans les unités de lutte contre les partisans, quand il n'avait pas décidé de les faire soumettre au « traitement spécial »[55].

Doit-on, dans ces conditions, discerner une pure hypocrisie dans le discours d'Ohlendorf, prononcé lors de la cérémonie funéraire SS de Gräfe, incinéré en même temps que Karl Gengenbach – le chef du RSHA *Amt* III A – avec qui il avait trouvé la mort dans un accident de voiture ? Ohlendorf, entre deux drapeaux aux couleurs de l'Ordre noir et du NSDAP, environné de couronnes envoyées par Himmler et Kaltenbrunner, salua en tout cas la mémoire des deux morts et célébra en eux

> « [d]es représentants de la véritable masculinité allemande, de vrais camarades et de vrais nationaux-socialistes, qui, inflexiblement et sans autre considération, avaient choisi leur voie. Fidèles aux buts qu'ils s'étaient fixés dans leur vie, fidèles à leur peuple, ce peuple qui se confondait avec ces buts ; fidèles à leur communauté dans laquelle ils servaient ces buts ; fidèles à leur famille de laquelle ils tiraient toujours plus de force ; fidèles, enfin, à la fidélité sur la voie des buts à eux posés [56] . »

À l'heure des derniers rites, Heinz Gräfe avait, pour ceux qui les accomplissaient, rejoint les rangs des martyrs du système de croyances nazi, même si la fin de ce martyr-là n'avait, malgré la grandiloquence du discours d'Ohlendorf, rien à voir avec la mort héroïque (*Heldentod*) du soldat, que son père avait connue en 1914 dans les Flandres.

L'« opportunisme » de Heinz Gräfe, seul exemple d'une accusation de ce type prononcée contre un des intellectuels SS, illustre la difficulté de statuer définitivement sur la « sincérité » de l'appropriation du dogme nazi. Celle-ci fut progressive, changeante, et Gräfe était sans doute « plus » nazi en 1944 qu'en 1935. Dès ce moment, il partageait avec les autres intellectuels SS la mémoire de la Grande Guerre et l'imaginaire de poursuite de la lutte,

et avait conçu comme ses compagnons de l'Ordre noir une profonde aversion contre une République de Weimar qui incarnait l'agonie de l'Allemagne amoindrie. Comment, dans ces conditions, Heinz Gräfe n'aurait-il pas été sensible à la poussée d'angoisse eschatologique qui a saisi l'Allemagne de l'entre-deux-guerres ? N'est-ce pas précisément cette angoisse qui s'exprime dans l'activité de propagande frontalière, tout entière au service du maintien de la germanité dans les pays voisins de l'Allemagne nés de Versailles ? L'exemple de Heinz Gräfe semble indiquer que le fait de manifester son opposition à l'un ou l'autre des aspects du système de croyances n'empêchait pas l'intériorisation d'autres fondements du dogme. C'est bien ce que les termes trop définitifs d'« opportunisme » et de « fanatisme » interdisent de prendre en compte ; c'est ce qu'une attention aux signes de l'engagement pris trop isolément empêche de saisir ; c'est enfin ce qui incite à réinsérer les différents engagements contractés par les jeunes intellectuels SS au sein de leurs itinéraires militants.

Vers le SD : itinéraires nazis

Réinsérer les différentes appartenances nazies au sein des itinéraires de ces jeunes intellectuels permet d'identifier trois grands types de cheminement. Le premier, le plus fréquent sans doute, les mène du militantisme au sein du Parti au rang d'officier dans l'Ordre noir ; le deuxième, plus atypique, reflète le chemin inverse ; le troisième, qui concerne beaucoup de fonctionnaires de la Gestapo mais peu de cadres du SD, consiste à passer du fonctionnariat à l'appartenance à la SS et au NSDAP.

Exemple du premier itinéraire : Alfred Filbert intègre le NSDAP en 1932 avant d'entrer en 1934 au SD. Son cas paraît représentatif du parcours du plus grand nombre : 50 % des membres du groupe ont adhéré au Parti avant d'entrer dans la SS ; ils ont aussi adhéré au Parti avant la prise de pouvoir. Leur adhésion constitue un acte militant, et leur entrée dans la SS résulte d'un parcours préalable au sein des organisations nazies. Si les adhésions au NSDAP interviennent avant 1933, la plupart des intégrations dans la SS s'échelonnent entre 1934 et 1937. La durée s'écoulant entre l'entrée dans

l'une et l'autre des deux organisations reste, malgré ces deux constantes, très variable, allant de quelques jours dans le cas de Hermann Behrends[57] à plusieurs années (onze dans le cas d'Otto Ohlendorf[58]). Ce dernier représente néanmoins un cas d'espèce : aucun intellectuel SS n'a effectué un aussi long parcours militant au NSDAP. Henrich Malz et Ernst Hermann Jahr représentent un type plus commun de « vieux » militants du NSDAP intégrés au sein de la SS et du SD après un parcours militant plus réduit. Il est assez difficile d'établir clairement en quoi ce délai entre les deux adhésions constitua un véritable cheminement pour ces militants, et s'il a été l'occasion d'une démarche en direction du SD. Le cas d'Erich Ehlers permet d'apporter un élément de réponse. Ehlers intègre en effet le NSDAP en janvier 1932 et le SD l'année suivante[59]. Entre ces deux dates, Ehlers exerce des fonctions de responsable local au Parti, devenant successivement *Blockleiter* et *Zellenleiter*, et il entre ensuite, comme beaucoup de membres du Parti ou de la SA, comme auxiliaire dans la police au moment de la *Machtergreifung*[60]. Il est alors utilisé dans la chasse aux communistes et aux sociaux-démocrates. Il s'agit là d'une première expérience policière[61]. N'est-ce pas là un facteur déterminant dans son engagement au SD ? Le long développement que lui consacre Ehlers incite en tout cas à en faire un élément significatif de son parcours. La rapidité de son itinéraire vers le SD fait pourtant d'Erich Ehlers un cas atypique : une seule année s'est écoulée entre son entrée en nazisme et son intégration à la SDOA de Berlin alors en formation.

Mais tel n'est pas le cas de la majorité des intellectuels SS. Le cas général peut en la matière être incarné par Eugen Steimle et Erich Ehrlinger, qui intègrent le SD après quatre ou cinq années passées au sein du NSDAP et d'autres organisations du parti nazi. Ils ont été inscrits très tôt à la SA et à la NSStB, organisations dans lesquelles leur militantisme a été suffisamment actif pour qu'ils en soient devenus des permanents. Eugen Steimle a ainsi exercé des fonctions importantes au sein de la NSStB, se consacrant à des actions d'assistance des étudiants *volksdeutsch* des Sudètes, avec le rang de chef d'un service central du syndicat[62], tandis que Sandberger a occupé une fonction de formateur au sein du service de formation (AW) de la SA, dirigeant même l'une des écoles de préparation physique de l'organisation paramilitaire. Il exerce simultanément des

fonctions au sein de la NSStB, et collabore à cette occasion avec Steimle[63]. Si l'on veut tenter de comprendre le passage des deux hommes par l'AW et la NSStB, il convient de se pencher rapidement sur leur parcours au sein du SD. Tous deux intègrent en premier lieu la section locale de Stuttgart au début de 1936 et contribuent à mettre en place un réseau de renseignement et d'espionnage à l'étranger par l'intermédiaire des communautés *Volksdeutsche*. Ils partent ensuite dans les services centraux berlinois, et terminent leur carrière, après un passage dans les *Einsatzgruppen*, au sein de l'*Amt* VI du RSHA, service chargé de l'espionnage extérieur. Deux dimensions priment ainsi dans leur cursus : la première est celle du champ d'investigation – l'étranger –, s'appuyant sur les communautés *volksdeutsche* ; la seconde est celle d'une intense activité, parallèle à la première, de formation tant idéologique que physique, les deux hommes ayant très régulièrement donné des cours dans les écoles du SD[64].

Tout se passe comme si tous deux avaient alors acquis une première expérience du travail qu'ils allaient accomplir au SD. Est-ce à dire qu'ils n'ont été recrutés qu'en tant que techniciens dans un nouvel organisme ? Cela semble peu probable, tant est prononcée la dimension militante de ces deux activités. Leur entrée au SD est celle d'activistes expérimentés qui ont, par leur parcours, montré des aptitudes particulières au travail d'espionnage.

Heinz Ballensiefen, de même, intègre très tardivement le SD, en 1939. Il a commencé sa carrière au ministère de la Propagande, en tant que spécialiste de la propagande antisémite avant de rejoindre le RSHA *Amt* VII (chargé des études théoriques), où il monte pour son compte des actions de propagande à l'étranger, à Paris notamment[65]. Enfin, en 1943-1944, il fonde à Budapest l'« Institut d'étude de la Question juive »[66]. Une partie de la mission que lui confient Six puis Dittel (les deux chefs successifs de l'*Amt* VII) consiste à mener l'étude scientifique et la propagande de la question juive, et ce aux heures terribles de la déportation massive des Juifs hongrois et de leur massacre au rythme de 10 000 par jour dans les chambres à gaz de Birkenau. Ballensiefen, « scientifique » titulaire d'un doctorat et ancien fonctionnaire du ministère de la Propagande, témoigne ainsi d'une remarquable continuité dans ses activités entre son ministère et les bureaux du SD. Outre ses fonctions au ministère de la Propagande et au RSHA, il

est membre actif du NSKK[67] et a fait preuve, dès le lycée, d'une ferveur nazie et d'un antisémitisme très profond, livrant – à quel lectorat ? – des dissertations sur saint Paul et de Lagarde, ou sur le Service du travail. On y repère, déjà, sa fièvre militante tout autant que de son goût pour l'activité intellectuelle et la « propagande »[68] : dimension fonction nelle et dimension militante sont inextricables dans ce parcours le menant du lycée au SD, en passant par le NSKK et le ministère de la Propagande.

Ballensiefen est tout à fait représentatif des parcours vers le SD des intellectuels SS : ce sont des parcours de militants, de véritables processus de maturation politique, marqués par le passage progressif à la SS et l'intégration d'un nordicisme qui reste beaucoup moins prononcé dans les autres organisations du parti nazi. Tous ces hommes acquièrent durant leurs activités militantes des savoir-faire et des techniques qui seront mobilisés par la suite au sein des organes de répression du III^{e} Reich. Parcours militant et parcours professionnel, itinéraire politique et ascension sociale se confondent ainsi au point qu'il semble difficile de discerner ce qui relève de l'une ou de l'autre de ces dimensions lors du processus d'intégration au SD.

Le deuxième parcours, qui concerne 25 % environ des intellectuels SS, fait précéder l'intégration au NSDAP par l'appartenance au SD et à la SS. Il s'agit d'hommes qui, pour la plupart, ont été recrutés au SD avant toute activité professionnelle, à la fin de leurs études. L'adhésion tardive de ces hommes au NSDAP tient à des raisons structurelles. Le NSDAP interrompt son recrutement entre 1934 et 1937-1938, tentant par là de conserver la dimension activiste du « mouvement » (*Bewegung*). Un individu intégré par exemple au SD en 1934 est alors inscrit d'office à la SS, mais ne peut paradoxalement pas l'être au NSDAP. Il fait partie du corps d'élite sans appartenir au mouvement de masse. C'est le cas de Walter von Kielpinsky, de Heinz Hummitzsch et de Rudolf Levin. Tous intègrent le NSDAP après 1937, indice de l'efficacité des mesures visant à interdire l'entrée du parti nazi à de nouveaux membres dont l'enthousiasme néophyte est alors jugé suspect. Ces hommes, dont le parcours a parfois commencé avant leur entrée au SD, se considèrent pourtant comme d'authentiques militants. Walter von Kielpinsky a, dès 1931, collaboré à la presse locale nazie[69]. Il

est entré à la SA en 1933 en disposant d'une bonne connaissance du parti nazi en Saxe[70].

Heinz Hummitzsch fait lui aussi partie de ces hommes qui entrent dans l'Ordre noir avant de rejoindre le parti nazi. Comme von Kielpinsky, Hummitzsch est un Saxon, intégré au SD de Leipzig, qui entre au SD en 1935 et au NSDAP en 1937. Il a dès ce moment une longue expérience du militantisme, car il a été l'un des acteurs de la nazification de la *Studentenschaft* de Leipzig, par l'intermédiaire des organisations étudiantes et de sa *Turnerschaft*. Entré à la SA quelques semaines seulement après la *Machtergreifung*, il pourrait aisément passer pour l'un de ces opportunistes que le NSDAP veut exclure en fermant ses portes. Il n'en reste pas moins que son militantisme *völkisch* s'était traduit dès le début des années 1930 par un activisme frontalier très dynamique au sein de sa corporation étudiante. C'est par ce biais qu'il entra en contact avec les officiers SS de la SDOA de Leipzig, avec laquelle il collabora dès 1933 avant d'intégrer ses rangs en 1935. C'est l'activité militante et les réseaux de sociabilité créés en son sein qui s'avèrent, encore une fois, déterminants pour son recrutement. La seule différence notable avec le groupe précédent est que ce militantisme n'a pas pris effet au sein du NSDAP, mais dans les organisations étudiantes *völkisch*. On peut cependant s'interroger sur la nuance apportée par cette différence, les *Studentenschaften* étant très largement nazifiées depuis les années 1929-1931. Celle de Leipzig ne fait pas exception et Hummitzsch, de plus, a été précisément l'un des acteurs de cette nazification[71]. L'absence de carte du NSDAP n'indique donc aucunement son manque d'enthousiasme pour le parti nazi. C'est là un indice insignifiant aux yeux mêmes d'un homme qui s'est investi très rapidement dans le *Volkstumskampf*, investissement dont il parle assez longuement dans son *Lebenslauf* pour laisser transparaître son importance au moment de son entrée dans les services centraux du SD[72].

La majorité des hommes répondant à ce cas de figure sont des Saxons, intégrés comme von Kielpinsky à la *Schrifttumsstelle* de Leipzig, comme si celle-ci avait recruté de jeunes intellectuels sans en référer au Parti et sans son aval. En tout cas, ces itinéraires aty piques sont ceux d'hommes ayant déjà fait la preuve de leur orthodoxie idéologique : ils sont en effet passés pour la plupart par des organisations étudiantes *völkisch*, comme Heinz

Gräfe, Heinz Hummitzsch et Rolf Mühler[73], indice de la constance de leur engagement et de leur orthodoxie idéologique. Voilà qui constitue un indice suffisant aux yeux des « recruteurs » du SD, qui les intègrent dans la SDOA de Leipzig sans tenir compte de leur non-adhésion au parti nazi. Pour tous ces hommes, l'intégration au NSDAP n'est qu'une formalité.

Le troisième type d'itinéraire concerne des hommes qui intègrent les organes policiers du III^e^ Reich par le biais du fonctionnariat, sans être affiliés au NSDAP ou à la SS. C'est le cas, par exemple, d'une grande partie des jeunes juristes recrutés après leurs examens d'État sous l'impulsion de Werner Best dans les années 1934-1938, puis placés à la tête des sections locales de la Gestapo. Certains intègrent plus tard le SD et y fournissent un travail de formulation dogmatique ou une activité pédagogique, et peuvent donc être assimilés aux intellectuels SS. Tel est le cas de Paul Mylius ou de Walter Zirpins. Le premier est un pur produit de la Gestapo : Mylius est un juriste qui, après de longues années de pratique policière, est muté au RSHA *Amt* VII, après un passage dans les services de formation du RSHA (RSHA *Amt* IA). Il fait ensuite, sous la houlette de Franz Six et de Günther Franz, partie de ce petit groupe d'intellectuels SS qui met en place un programme d'études et il rédige une thèse sur « la jurisprudence antisémite », thèse qui lui permet d'obtenir un titre de docteur en droit. Devenu effectivement un intellectuel du SD, Mylius est pourtant entré à la SS comme par une porte dérobée. À l'instar de nombreux cadres de la Gestapo, il a longtemps été fonctionnaire de police sans en être membre. Walter Zirpins a un profil analogue : c'est un fonctionnaire de la police criminelle, un pédagogue qui publie des ouvrages et prononce des cours de théorie de l'action policière, qu'il s'agisse de police criminelle ou de police politique. Il est logiquement associé aux activités du RSHA *Amt* IB, tout en n'intégrant la SS qu'en 1939, au moment où il est envoyé en Pologne. Il fait partie d'une *Einsatzgruppe*, et devient chef de la police criminelle de Łódź. Dans les deux cas, l'impression d'une adhésion tardive est renforcée par le fait que celle-ci n'est pas due à une initiative personnelle. Ils sont en effet intégrés à la SS dans le cadre du programme d'homogénéisation des services de répression du III^e^ Reich mis en place par Heydrich et Best et se voient automatiquement attribuer un grade SS, un

numéro matricule. Cet état de fait a incité certains historiens à forger l'image de cadres de la Gestapo moins politisés, moins « nazis » que ceux du SD[74] : les cas de Mylius et de Zirpins leur opposent un très net démenti. Mylius est membre du NSDAP depuis 1931. C'est donc un *alter Kämpfer* (ancien combattant) qui n'a pas à prouver son orthodoxie idéologique. Zirpins, quant à lui, a, dès son plus jeune âge, participé aux corps francs de Silésie : son engagement constitue à l'évidence une passerelle vers un système de croyances nazi dont l'attractivité réside précisément dans sa capacité à fédérer les forces *völkische* nées de cet imaginaire de guerre. Zirpins et Mylius, même s'ils doivent leur intégration à la SS à un processus automatique et collectif, n'en sont pas moins des nazis avérés.

Le recrutement.
Une mécanique sociale de l'engagement

Dans les trois premières années de l'existence du SD, les recrutements résultent de rencontres personnelles, et sont à mettre au compte de quelques individualités à la personnalité très forte qui, chargées d'un service ou d'une région particulière, ont imprimé une marque durable sur le recrutement. On peut à cet égard distinguer deux « générations » de recruteurs. La première, composée de quelques individus très proches de Heydrich et de Himmler, forme le noyau fondateur du SD. On y compte Wilhelm Albert, Georg Herbert Mehlhorn, Lothar Beutel, Ernst Damzog, Hermann Behrends, Hans Kobelinsky et Werner Best. Tous ne sont pas des intellectuels SS. Beutel et Kobelinsky sont de très vieux militants nazis qui prennent en charge la formation du SD dans les deux *Länder* les plus importants d'Allemagne, la Saxe et Berlin[75]. Albert prend en charge l'organisation du SD à Francfort, Beutel le fonde en Saxe, Kobelinsky et Damzog interviennent avec Behrends à Berlin, et Georg Herbert Mehlhorn, après avoir fait partie comme Kobelinsky des tout premiers collaborateurs de Heydrich, opère en Silésie[76]. Ils deviennent par là de puissants potentats locaux du SD, dont l'avis pèse d'un poids très important dans l'organisation du service de renseignement. Mehlhorn, Behrends et Albert dirigent ensuite les services centraux, une fois ceux-ci déménagés à Berlin[77]. Tous, en fait, sont les premiers collaborateurs recrutés par Reinhard Heydrich en 1931-1932[78].

L'exemple de Lothar Beutel mérite qu'on s'y attarde. Ce Saxon a été délégué dès la fin de 1933 à la direction du SD pour la Saxe et la Silésie. Lothar Beutel est une très vieille connaissance de Heydrich. Beutel, Heydrich et Georg Herbert Mehlhorn ont appartenu à l'Orgesch (Organisation Escherich) dans les années 1920 et noué des contacts étroits au sein de cette organisation qui a lutté en Haute-Silésie contre la commission de l'Entente, en camouflant des armes[79]. Est-ce là l'origine de l'entrée à la SS et au SD de Beutel ? On en est réduit là à des suppositions. Toujours est-il qu'il y entre en 1931, et que, travaillant pour le SD, il y est officiellement muté comme *SS-Hauptsturmführer* et membre permanent en 1934, date à laquelle le SD est déjà assez largement structuré en Saxe. Il est à l'origine de l'organisation de la *Schrifttumsstelle* de Leipzig, cette centrale de surveillance de la production écrite de tout le Reich, qui s'appuie sur la présence dans la ville de la *Deutsche Bücherei* – équivalent allemand de la Bibliothèque nationale disposant du dépôt légal – et sur une faculté des lettres et sciences humaines dans laquelle domine le militantisme *völkisch* si particulier de cette université frontalière[80].

Beutel est donc à l'origine de cette spécificité du SD qui consiste à recruter de jeunes diplômés de lettres et de sciences humaines pour les charger de la surveillance de la production écrite dans leur domaine. En juin 1934, Beutel installe à la tête de la *Schrifttumsstelle* la première de ses recrues, le littéraire Wilhelm Spengler. Spengler, entré à la SS en septembre 1933[81], est recruté quelques semaines plus tard seulement par Beutel pour surveiller les « adversaires confessionnels » du nazisme. *Gottgläubiger* convaincu, particulièrement opposé au système éducatif catholique dans lequel il a été élevé[82], Spengler met en place un réseau de surveillance avant de devenir, à l'instigation de Beutel, le recruteur de toute une génération de littéraires et d'historiens saxons qui peupleront l'*Amt* IIIC du RSHA à partir de 1940. Beutel, dans tous les cas, est, de concert avec Spengler, l'un des acteurs de la politique du SD visant à recruter des personnels qualifiés et à leur faire accomplir un travail d'expertise et de surveillance dans leurs domaines de formation. En août 1939, quelque temps avant de faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour « enrichissement frauduleux », Beutel a d'ailleurs plaidé, à l'occasion des

débats sur l'organisation de ce qui allait devenir le RSHA, pour l'engagement de jeunes diplômés :

> « La formation des cadres de la SIPO doit être d'ordre juridique, politique et criminalistique. Celle du collaborateur du SD doit au contraire être soit politique et économique, soit politique et littéraire, et ne peut être politico-juridique que dans le secteur du droit et de l'administration. Dans tous les autres cas, le SD a besoin de spécialistes. On pourrait concevoir d'envoyer les juristes les plus capables pour un cursus spécial dans les universités, mais je tiens cette solution pour fausse, car elle ne consisterait au mieux qu'à [leur] procurer un savoir superficiel et non les connaissances fondamentales du spécialiste […] [83] . »

Beutel se pose en défenseur des intellectuels du SD face à la domination des juristes magistrats de la Gestapo et de l'administration, mais tout se passe comme s'il livrait un synopsis de la politique de recrutement appliquée par lui à Leipzig entre 1934 à 1938. Ce spécialiste, diplômé de lettres et de sciences humaines, appelé à enrichir de ses connaissances universitaires l'activité du SD dans toutes les branches du « domaine vital » allemand, ne s'incarne-t-il pas précisément dans la personne de Wilhelm Spengler, le chef de la *Schrifttumsstelle* ? Docteur en littérature, ce dernier a brillamment passé des examens d'histoire et de philosophie qui lui assurent une culture classique[84]. Il est tout particulièrement en charge de la littérature allemande, domaine dans lequel son jugement – du fait de son orthodoxie idéologique – est considéré comme sûr. Enfin, il s'avère être un excellent organisateur, lui qui fait de la *Schrifttumsstelle* de Leipzig l'un des trois grands centres intellectuels SS[85]. On voit bien ainsi comment l'officier fondateur a pu, par les recrutements qu'il a effectués, imprimer définitivement sa marque. Hans Kobelinsky a, par exemple, recruté Reinhard Höhn, le futur chef du SDHA *Amt* II, service qui se charge de centraliser tous les rapports arrivant au Reich sur le « domaine vital »[86]. Ces premiers recrutements déterminent les méthodes de travail mises en place au SD. Ses effectifs connaissent un essor extrêmement rapide entre 1934 et 1937. Cette première génération de cadres du SD a joué par là un rôle considérable dans l'arrivée des intellectuels SS dans les services de renseignement.

Ce sont pourtant les choix de la seconde génération de recruteurs, engagés précisément par Beutel, Kobelinsky, Damzog ou Behrends, qui orientent de façon décisive la composition du groupe des intellectuels SS. Quelques personnalités très fortes recrutent alors des dizaines de jeunes intellectuels au sein de la SS et du SD, formant des équipes très cohérentes, qui, pour certaines, resteront en place jusqu'en 1945. Recrutées entre 1934 et 1937, ces individualités sont plus concentrées dans les services centraux que celles de la génération précédente, parfois tentées par la perspective de se bâtir un fief régional permettant de faire preuve d'indépendance face à Heydrich. La génération qui succède aux militants SS ayant contribué à sortir le SD de sa phase artisanale est plus jeune, plus fortement concentrée à Berlin, plus diplômée et plus proche de Reinhard Heydrich lui-même[87].

Dans tous les cas, ces individualités prennent en charge un recrutement qui atteint un sommet au cours de la période 1935-1937, un sommet dépassé seulement en 1939-1940 par la mise en place de procédures planifiées d'« acquisition de personnel ». Parmi les plus grands recruteurs de cette deuxième génération, il faut citer Werner Best, Franz Six, Reinhard Höhn, Wilhelm Spengler, Otto Ohlendorf et Heinz Jost. Werner Best représente à cet égard – à l'instar de Heinz Jost – un cas particulier, car il a été recruté directement par Heydrich et Himmler à l'occasion d'une inspection en Rhénanie. Mais si Reinhard Höhn a été engagé par Hans Kobelinsky, et Wilhelm Spengler par Lothar Beutel, Franz Six et Otto Ohlendorf arrivent au SD par l'intermédiaire de Reinhard Höhn. On commence à percevoir, à travers ces exemples, l'emprise de ces nouveaux recruteurs sur les services qu'ils mettent en place et solidifient définitivement à l'occasion de la création du RSHA.

Les exemples de Franz Six et de Werner Best permettent de prendre la mesure du volume du recrutement, ainsi que celle de son impact qualitatif sur le développement du SD. Werner Best est entré dans les organes de répression du III^{e} Reich en 1934. Il a effectué un va-et-vient continu entre la Gestapo et le SD, occupant successivement les postes de chef de l'administration des deux services. À ce titre, il a recruté de très jeunes juristes et économistes issus de l'*Assessorat*[88], et leur a confié des bureaux locaux de la Gestapo ou du SD, ainsi que, plus rarement, des postes dans les services centraux. Il a de la sorte contribué, comme le faisait justement

remarquer Ulrich Herbert, à former les cadres du RSHA, tant au niveau local que dans les instances centrales et parmi eux, Ernst Hermann Jahr, Bruno Lettow, Paul Mylius, Gustav Jonack. Sa politique de recrutement, d'abord empirique, s'érigea ensuite en un processus planifié qui pesa très lourd dans la composition du corps des cadres du RSHA. Werner Best parlait après la guerre de son « jardin d'enfants d'assesseurs de ces années-là », en en soulignant la « grande efficacité »[89], qui s'est traduite par la mise en place des politiques de génocides[90]. Cela explique la prédominance des juristes parmi les cadres du RSHA : sur l'ensemble des officiers de la SIPO et du SD, 70 % des diplômés étaient des juristes ou des économistes, recrutés à plus de 50 % par Best lui-même[91].

Pour déterminant qu'ait été le rôle de ce dernier dans le recrutement du RSHA et de la Gestapo, cette appréciation d'ensemble n'est pas valable pour le SD, ni même pour le service du personnel du RSHA (*Amt* I). En effet, la pratique de recrutement mise en place par Best tentait de suivre la croissance exponentielle de la Gestapo afin de procurer un encadrement unifié à des polices politique et criminelle qui, jusqu'en 1934, étaient du ressort des *Länder*. Elles passèrent, à partir de l'entrée en lice de Best, sous la coupe de la SS, de Heydrich et de Himmler, qui s'appuyaient sur sa politique de recrutement pour unifier et contrôler[92]. Le SD, quant à lui, resta très largement étranger à ce phénomène sous la houlette de Reinhard Höhn, d'Otto Ohlendorf et de Franz Six, ce dernier offrant un exemple achevé de ce que fut le rôle des recruteurs de cette seconde génération.

Franz Six est donc entré au SD en 1935 sur les instances de Reinhard Höhn. Il a été engagé pour mettre en place, au sein du SD *Inland*, un service chargé de l'étude scientifique des adversaires du nazisme (*Gegnerforschung*). Il s'agit là d'une création *ex nihilo,* car si le SD rassemblait jusqu'alors des informations sur les ennemis du nazisme, cette activité manquait de systématisation, s'appuyait sur des réseaux artisanaux d'informateurs, et ne prenait pas en compte la dimension écrite de l'activité des opposants – réels ou supposés – du III^{e} Reich. Six organisa le service, mit en place des protocoles de surveillance systématique, des programmes de recherche, lesquels devaient aboutir à des tableaux, des organigrammes montrant les relations entre les adversaires. Pour mener à bien ce programme, qui nécessitait un personnel important et qualifié pour effectuer

le travail de « traitement du renseignement » (*Nachrichtendienstliche Arbeit*) et l'intégrer à des synthèses périodiques sur l'activité des opposants, Franz Six embaucha des jeunes diplômés, historiens, économistes, littéraires et publicistes. Furent ainsi recrutés Helmut Knochen, le futur chef de la SIPO et du SD en France, Herbert Martin Hagen, l'un des « auxiliaires d'Eichmann[93] » et futur adjoint de Knochen en France, Horst Mahnke, Heinz Ballensiefen, Waldemar Beyer, Karl Burmester et Emil Augs burg[94]. C'est aussi Franz Six qui fit muter Erich Ehrlinger de la SDOA Sud-Ouest vers les services centraux, imprimant à la carrière de celui-ci une impulsion considérable[95].

Le second – et principal – mécanisme de recrutement des intellectuels SS au SD est constitué des multiples réseaux d'affinités et de solidarité constitués tout au long des études et des carrières professionnelles. Parmi eux, les plus homogènes et les plus efficaces sont ceux qui font s'entremêler les solidarités étudiantes, militantes et le charisme d'un « recruteur » se distinguant par ses responsabilités et son long parcours militant. Ainsi, Reinhard Höhn, qui est tout à la fois un brillant professeur et un militant *völkisch* très précoce, met à profit ses multiples réseaux – académiques, militants, étatiques – pour recruter de très nombreux intellectuels – Six, Ohlendorf, Heinrich Malz –, capables de prendre en charge les fonctions d'expertise et d'observation des données économiques, sociales et culturelles de l'Allemagne nazie. Il façonne le noyau de ce qui deviendra l'*Amt* III du RSHA. Il est par ailleurs à l'origine, avec Best et Wilhelm Stuckart, de la fondation de la revue *Reich, Volksordnung, Lebensraum*, créée en 1939, dédiée aux problèmes de théorie administrative liés à l'émergence impériale nazie en Pologne, à l'Ouest et, à partir de 1941, dans les Balkans et en Russie[96]. La très grande cohérence existant entre ces divers groupes de solidarité dépasse de très loin la personne du jeune professeur de droit public – Höhn avait trente-six ans en 1940 – qui fait parallèlement office de chef adjoint du SD *Inland*[97]. Ce sont bien les réseaux de solidarité militante – dont les origines remontent à l'*Abwehr kampf* mené en Rhénanie contre les séparatistes et les Franco-Belges –, les sociabilités académiques, la fidélité SS qui impriment une marque déterminante au recrutement dans le SD.

Certains bureaux locaux du SD s'individualisent quant à eux par leur situation et la présence d'institutions avec lesquelles s'organisent des coopérations intenses. Des universités ou des institutions privées comme le *Deutsche Ausland-Institut* de Stuttgart, la NSStB, ou la *Deutsche Bücherei* de Leipzig mettent ainsi en place des coopérations organiques locales avec les bureaux du SD, particulièrement ceux de Hambourg, de Stuttgart et de Leipzig. Organisant des activités spécifiques – surveillance des migrants, activisme dans les minorités allemandes, spécialisation dans le domaine de la culture –, les SDOA de Stuttgart et de Leipzig sont donc celles qui illustrent le mieux l'action des réseaux de solidarité dans le recrutement des intellectuels au SD.

Le cas de Leipzig, déjà abordé, est indissociable des deux activités spécifiques de la SDOA : l'activité de surveillance de la production écrite du Reich et l'activisme frontalier. Wilhelm Spengler, patron de la *Schrifttumsstelle*, gagne ainsi à une collaboration occasionnelle deux universitaires, Karl Justus Obenauer et Andreas Jolle, qui ont été ses professeurs de littérature allemande[98]. Il engage ensuite leur assistant, Hans Rößner, mais aussi Ernst Turowski, connu de Spengler dans les milieux actifs du *Grenzkampf*. Ces deux derniers personnages représentent le type achevé de l'intellectuel du SD, et font toute leur carrière dans le sillage de Spengler au RSHA. Walter von Kielpinsky et Paul Dittel complètent ce tableau d'hommes rencontrés par Spengler dans les milieux activistes universitaires, milieux qui servent de viviers à la *Schrifttumsstelle*. En mars 1936, quand celle-ci est transférée de Leipzig à Berlin, d'autres jeunes diplômés sont recrutés à Leipzig, preuve que le réseau ne dépendait pas de la seule personnalité de Spengler, mais était devenu un réseau organique, conditionné par les liens du SD aux milieux académiques saxons.

L'activisme frontalier, c'est-à-dire l'aide clandestine apportée aux minorités allemandes des Sudètes, constitue la seconde spécificité de l'activité de la SDOA de Leipzig. Le cas de Heinz Gräfe et celui de Heinz Hummitzsch peuvent ici encore servir d'exemples : ces deux hommes ont intégré les réseaux militants étudiants actifs dans le *Grenzarbeit*, effectué de multiples voyages dans les communautés *volksdeutsch* des Sudètes et sont entrés au SD à Leipzig immédiatement après leurs études. Hummitzsch spécifie dans son *Lebenslauf* qu'« au début de 1935, [il] s'étai[t] fait

connaître au SD par son activité *volksdeutsch* [et qu']après l'achèvement d'une mission en Tchécoslovaquie, [il] avai[t] été appelé à l'automne 1935 au service centraux du SD[99] ». Il devint alors le proche collaborateur de Hans Ehlich, un autre Saxon issu de la SDOA de Berlin. Rudolf Oebsger-Röder fait lui aussi partie de ces activistes saxons qui rejoignent Ehlich au sein des services spécialisés dans la politique raciale et les déplacements de populations, en exerçant le commandement de l'*Einwandererzentralstelle* de Lòdz[100]. Oebsger-Röder avait auparavant exercé les fonctions de chef du service « Presse » au SD de Königsberg, côtoyant à cette période Heinz Gräfe, son camarade d'université[101] et de *Grenzarbeit* à Leipzig, devenu membre du SD à Tilsitt : tous deux y retrouvaient ainsi les activités spécifiques dues à la position frontalière, activités auxquelles ils s'étaient initiés dans les réseaux militants de Leipzig. Les deux hommes devaient par la suite se retrouver en 1942-1943 à la direction commune de l'opération Zeppelin[102].

Les responsables de la politique raciale exploitent cette osmose entre activités de renseignement et *Volkstumskampf* inaugurée par les *Studentenschaften* de Leipzig, mais aussi par la NSStB à Stuttgart, pour recruter des personnels qualifiés. À Stuttgart, l'activisme de la NSStB concerne en premier lieu Martin Sandberger, Eugen Steimle, mais aussi, à travers les liens tissés entre la NSStB, la *Deutsche Stiftung* et le DAI, Alexander Dolezalek et Hans-Joachim Beyer. Tous ces hommes issus des réseaux militants et étudiants entrent au SD à l'instigation du *Reichsstudentenführer*[103] et chef de la SDOA de Stuttgart, Gustav-Adolph Scheel[104]. Tous, à un moment précis, sont employés par Ehlich et le RSHA *Amt* III B pour les compétences qu'ils ont acquises sur le terrain du *Volkstumskampf* [105], compétences que – l'exemple de Gräfe et d'Oebsger-Röder le montre – le RSHA *Amt* III B doit pourtant partager avec le SD *Ausland* (RSHA *Amt* VI), lequel emploie lui aussi Steimle, Sandberger, Filbert et Gräfe. Après un début de carrière prometteur à la SDOA de Stuttgart, Martin Sandberger dirige ainsi pour le compte d'Ehlich l'EWZ à Posen, puis part en 1941 diriger le Sk 1a de l'*Einsatzgruppe* A en Russie[106], et revient pour finir diriger le RSHA *Amt* VI A sous le commandement de Schellenberg[107].

1 Heinz Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf*, *op. cit.*, p. 123.

2 Voir Jacques Delarue, *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, 1987, 473 p., p. 171.

3 H. Höhn, *Der Orden unter dem Totenkopf*, *op. cit.*, p. 64 ; BAAZ, SSO Behrends.

4 C'est en tout cas ce qu'écrit Jacques Delarue, qui ne cite malheureusement pas ses sources (*Histoire de la Gestapo*, *op. cit.*, p. 172-173).

5 Leur recrutement intervint durant la première partie de 1934.

6 Voir le dossier personnel SA d'Erich Ehrlinger dans BADH, ZR/555, A.14 ; BAAZ, SSO Erich Ehrlinger ; BABL, R-58/Anh.14 (dossier et correspondance personnelle du *Standartenführer* SS Dr Erich Ehrlinger).

7 Voir *supra*, chap. 4, ainsi que Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité ; traces de leurs activités à Stuttgart au SD : pour Steimle, BABL, RSHA film 4054, A.9181 ; pour Sandberger, BABL, film 16982.

8 Organigramme SDHA III et RSHA VI, BABL, R-58/840 (organigrammes : partage des tâches et paraphes du SDHA en 1937, RSHA 1940, 1941 et 1943. *Idem* pour le Havel Institut).

9 Cf. K.-H. Roth, « Heydrichs Professor ».

10 Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, *op. cit.*, p. IX-XLVII.

11 Jens Banach, *Heydrichs Elite*, *op. cit.*, p. 135.

12 Voir les attendus de remise de médaille (non spécifiés, seule une catégorie est citée) au titre de la NSStB et de l'activisme frontalier (BADH, ZA -V/230, A.4).

13 *Lebenslauf* Strickner, BAAZ, SSO Strickner.

14 Voir K.-H. Roth, « Heydrichs Professor », art. cité.

15 *Lebenslauf* et fiche de promotion, BAAZ, SSO Hummitzsch.

16 *Lebenslauf* et fiche de promotion, BAAZ, SSO Lettow.

17 Lettre d'Ohlendorf à Höhn du 18/5/1936 (BAAZ, SSO Ohlendorf).

18 Questionnaire non daté (vraisemblablement 1937, date du mariage de Knochen), BAAZ, RuSHA Akte Knochen.

19 Questionnaire SA, BADH, ZR-544, A.3 f^{o} 16.

20 Fiche synoptique, BAAZ, SSO Berndorff.

21 Fiche synoptique, BAAZ, SSO Leetsch.

22 Sur le NSV, voir Herwart Vorlander, *Die NSV : Darstellung und Dokumentation einer nationalsozialistischen Organisation*, Boldt, Boppard, 1988, 544 p.

23 Calcul résultant des données des dossiers personnels du RuSHA.

24 Service du personnel de la Gestapo et du SD, chargé de planifier les questions de personnel dans toute l'Europe occupée. Ordre de nomination d'Ehrlinger dans BABL, R-58/467 (affaires de gestion du personnel).

25 BABL, R-58/Anh.14 (dossier et correspondance personnelle du *Standartenführer SS* Dr Erich Ehrlinger).

26 Voir notamment Reinhard Höhn, *Rechtsgemeinschaft und Volksgemeinschaft*, Darmstadt, Wittig, 1935.

27 Voir la déclaration d'Olhendorf citée dans le chapitre précédent et en annexe, ainsi que la déclaration de Franz Six au procès des *Einsatzgruppen* (StA Nuremberg, KV Prozeße, Fall 9, ZB-1, f^{o} 1335).

28 BAAZ, SSO Burmester.

29 *Lebenslauf*, 1/4/1935, BAAZ SSO Ehrlinger.

30 BADH, ZR/555, A.14 (dossier personnel SA d'Erich Ehrlinger) ; BADH, ZB -II/4776, A.15 (dossier personnel SA et d'après-guerre de Martin Sanberger).

31 *Lebenslauf*, 2/11/1932, BAAZ, SSO Mehlhorn ; *Lebenslauf*, 1/8/1937, BAAZ, SSO Best.

32 Sur Ehlich, voir SSO Ehlich, et Karl-Heinz Roth, « Ärzte als Vernichtungspläner », art. cité ; pour Frankenberg, voir son *Lebenslauf* (très détérioré par le feu), non daté, BAAZ, SSO Frankenberg.

33 *Lebenslauf* non daté, BAAZ, SSO Höhn.

34 Best, *Lebenslauf*, 1946 ; cité par U. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 202.

35 Voir le récit de la « nuit des longs couteaux » dans Norbert Frei, *L'État hitlérien*, *op. cit.*, chap. 1.

36 Voir S. Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo*, *op. cit.*, p. 191 *sq*.

37 *Lebenslauf*, 18/1/1939, BAAZ, SSO Rößner ; *Lebenslauf*, 12/7/1938 BAAZ, SSO Hummitzsch.

38 *Lebenslauf*, BAAZ, SSO Lettow.

39 Ulrich Herbert, « Weltanschauungseliten », art. cité, p. 4-18.

40 Ligue des femmes nazies. Les données sur l'épouse de Lettow figurent dans son questionnaire de mariage (BAAZ, RuSHA Akte Lettow).

41 Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, PUF, 1972 ; ici p. 45-50.

42 Pour la perception de l'opportunisme par les militants du NSDAP, voir Pierre Ayçoberry, *La Société allemande sous le Troisième Reich*, Paris, Le Seuil, 1998, 435 p., p. 98-100.

43 Norbert Frei, *L'État hitlérien*, *op. cit.* ; ici p. 351 : tableau des effectifs du NSDAP.

44 Bref CV de Gräfe, né à Leipzig en 1906 : études de droit et d'économie à Leipzig, *Staatsexamen* en 1932, docteur en droit avec une thèse d'économie et de droit du travail en 1937 ; passage au SD en 1935, divers postes de chef de sections locales de la Gestapo (1937-1940) ; septembre 1939 : *Einsatzkommando* en Pologne, puis travail de contre-espionnage à la Gestapo de Tilsitt ; muté fin 1941 au RSHA *Amt* VIC spécialisé dans l'espionnage de l'URSS ; responsable de l'opération Zeppelin (de 1942 jusqu'à sa mort en janvier 1944).

45 Lettre du ministère de l'Intérieur du Reich et de Prusse, II G 114 à Heydrich et réponse de Heydrich de juin 1936 dans BADH, ZR/48 (dossiers des personnels du ministère de l'Intérieur).

46 Proposition de promotion, signée Schulz du 15/3/1943 (BAAZ, SSO Gräfe).

47 Rapport d'évaluation personnelle (*ibid.*).

48 *Lebenslauf*, 14/8/1938 (BAAZ, SSO Gräfe).

49 *Lebenslauf*, non daté (BAAZ RuSHA Akte Gräfe).

50 *Idem*, f^{os} 3-4.

51 Rapport d'évaluation personnelle (BAAZ, SSO Gräfe).

52 *Einsatzkommando* 1d en Pologne (BABL, RSHA film 2436, clichés 420 et 879).

53 Mise en place de l'opération et organisation générale : BADH, ZR/920, A.2.

54 Notice rendant compte d'une réunion d'état-major des unités Zeppelin (BADH, ZR/920, A.49 ; Documents divers RSHA *Amt* VI, DAWI).

55 Occurrence d'une exécution d'un partisan de l'opération Zeppelin dans le rapport d'opération du 27/1/1943 (BADH, ZR-920, A.1, f^{o} 453. Documents divers de l'opération Zeppelin).

56 Discours d'Otto Ohlendorf, cité dans le *Völkischer Beobachter*, édition munichoise du 30/1/1944. Reproduit en coupure de presse dans BAAZ, SSO Gräfe.

57 Entrée au NSDAP : 1/1/1932 ; entrée à la SS : le lendemain. Fiche synoptique dans BAAZ, SSO Behrends.

58 Lettre d'Ohlendorf à Höhn du 18/5/1936 (BAAZ SSO Ohlendorf).

59 Fiche synoptique dans BAAZ, SSO Ehlers.

60 *Lebenslauf* non daté, *ibid*.

61 Remarquons qu'Ehlers n'était pas dans le cas de ces militants chômeurs intégrés par le NSDAP à la police, et qu'il dut solliciter de son entreprise un congé pour y entrer comme policier auxiliaire (*ibid.*, f^{o} 3).

62 BABL, Film 40737 (*Reichsschatzkammer*), A 225 ; BABL, R-47.01/868, f^{o} 251 ; BADH, ZA -V/230, A.4 : liste de nominations pour la médaille du 1er octobre 1938.

63 BADH, ZA -V/230, A.4 : liste de nominations pour la médaille du 1er octobre 1938 ; Steimle et Ehrlinger ont obtenu la même médaille avec la même justification et ont été proposés tous deux par la section de Bade-Wurtemberg de la NSStB.

64 Pour Steimle : BABL, Film (SS Versch. Prov.) n° 2705, A.1323 ; BABL, R-58/117 (De 1937 à 1945 : plans de formation et de répartition des recrutements entre la SIPO et le SD). Sandberger est, de 1944 à 1945, directeur de l'école du « Service de renseignement pour l'étranger » (GMD, organisme – qui n'a existé que sur le papier – issu de la fusion de l'Abwehr militaire et du RSHA *Amt* VI) : BABL, Film (SS Versch. prov.) n° 2705, clichés 1138, 1148, 1187, 1194, 1199, 1220, 1223, 1323 et 1341. Dans le même temps, Sandberger était BdS en Italie et Steimle faisait véritablement office de bras droit de Schellenberg assumant la direction du RSHA *Amt* VI A (Questions générales de l'espionnage à l'étranger). Sandberger : BABL, film (SS Versch. Prov.) n° 2935, A. 9/342 045, 9/342 047 ff ; 9/341 985 ; Steimle : BADH, ZR-257 (organigramme du RSHA pour 1944-1945).

65 Nur. Dok., NG-1730, BABL, film n° 58005.

66 Nur. Dok., NG-2980, BABL, film n° 58016.

67 Organisation d'automobilistes très proche de la SS.

68 Dissertations, articles de journaux datant de l'époque de son *Gymnasium* dans BADH, ZB - II/2956, A.12.

69 Il a collaboré au journal nazi *Chemnitzer Tageszeitung* (*Lebenslauf*, 20/11/1937, fo 1, BAAZ, SSO von Kielpinsky).

70 *Ibid.*, fo 2.

71 *Lebenslauf* 12/7/1938, fo 1 (BAAZ, SSO Hummitzsch).

72 *Ibid.*, fo 2.

73 Gräfe et Hummitzsch furent engagés dans le *Volkstumskampf* de la *Studentenschaft* de Leipzig, tandis que Mühler intégra une *Burschenschaft* qui s'engagea collectivement dans la SA en 1933.

74 C'est le cas notamment de Shlomo Aronson (*Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*) et de Heinz Höhne (*Der Orden unter dem Totenkopf, op. cit.* ; *Canaris. La véritable histoire du chef des renseignements militaires du IIIe Reich*, Paris, Balland, 1979, 595 p.). Il est à noter que ces deux auteurs se sont appuyés, dans leurs enquêtes successives, sur des renseignements donnés par Werner Best. Voir là-dessus Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 501-502.

75 Kobelinsky est désigné comme dirigeant la SDOA de Berlin par S. Aronson (*Heydrich…, op. cit.*, p. 151) qui réfute (note 61) l'affirmation d'Orb selon laquelle Behrends aurait été chef de la SDOA de Berlin jusqu'à l'entrée en guerre. Il n'en reste pas moins que ce dernier a été collaborateur de la SDOA de Berlin au moment où les services centraux du SD – le SD II que Behrends dirigeait – comme la SDOA étaient embryonnaires et prenaient en charge le travail de renseignement pour

Berlin, allégeant ainsi en partie le travail de la SDOA. Voir la lettre du bureau JI au *SS-Staf.* Behrends. Objet : liste des indicateurs suite à une demande de la Chancellerie, BABL, NS-34/2, non foliotée (affaires du personnel, propositions de nominations, statistiques concernant le SD et le RSHA) : les deux tiers des indicateurs sont berlinois et auraient dû être pris en charge par la SDOA et non par le service central.

76 Voir S. Aronson, *Heydrich…, op. cit.*, p. 156-163.

77 Organigramme du SD pour 1935-36 *in* U. Herbert, *Best…, op. cit.*, note 153, p. 578. Il est à noter qu'il est impossible d'établir avec certitude un organigramme fiable du SD avant 1934.

78 Voir S. Aronson, *Heydrich…, op. cit.*, p. 55-65.

79 *Lebenslaüfe* dans BAAZ, SSO Beutel et SSO Mehlhorn ; S. Aronson, *ibid.*, note 111, p. 295-296.

80 Voir *supra*, chap. 3 et 4.

81 S. Aronson, *ibid.*, p. 162-163. *Lebenslauf*, 13/7/1936, BAAZ, SSO Spengler.

82 *Ibid.* et Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS, op. cit.*, p. XXII-XXIII.

83 Mémorandum adressé par Beutel à Heydrich du 10/8/1939, f^{o} 25, AGKBZH, 362/93 (débat sur la réorganisation du SD et de la SIPO suite à la création du RSHA.)

84 Diplôme et rapports de soutenance de thèse de Wilhelm Spengler, 16 et 17/7/1931, UAL (*Universitätarchiv Leipzig*), Phil. Fak, 2570, f^{os} 1-6.

85 Avec, en 1940, le RSHA *Amt* VII, le Wannsee Institut et le *Deutsche Auslandswissenschaftliche Institut* de l'université de Berlin. Pour un avis analogue, voir Jens Banach, *Heydrichs Eliten, op. cit.*, p. 289.

86 Cf. *Lebenslauf* non daté, f^{o} 1, BAAZ, SSO Reinhard Höhn.

87 Cette affirmation est appuyée chez Schlomo Aronson sur le fait que l'éviction des « fondateurs » cités plus haut aurait été causée par une reprise en main par Heydrich de ses services en 1939-1940. Elle paraît pourtant sujette à caution : chacun des chefs de service du SD a déclaré avoir détesté Heydrich, ce qui pourrait faire partie d'une stratégie de victimisation et de disculpation, mais a de plus réellement eu maille à partir avec le chef du SD. Ohlendorf lui attribuait son départ pour les *Einsatzgruppen* (cf. le témoignage d'Ohlendorf dans *TMWC*, vol. 3 ; et Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 250 [pagination de l'édition en un tome chez Fayard]) ; Franz Six quitta le RSHA immédiatement après la mort de Heydrich et appréhenda celle-ci comme une libération, d'après Lutz Hachmeister (*Der Gegnerforscher…, op. cit.*, p. 217 et 238) ; voir enfin les démêlés de Best avec Heydrich dans la correspondance entre Best, Heydrich et le *SS-Gruf.* Karl Wolff, aide de camp de Himmler, *in* BAAZ, SSO Best ; U. Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 314-323.

88 Stage de probation de trois ans dans l'administration et la magistrature obligatoire après les examens d'État (*Staatsexamen*).

89 Werner Best, *Reinhard Heydrich*, manuscrit, p. 163 (BABL, NA 23).

90 Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 195.

91 Chiffres cités par Jens Banach, *Heydrichs Eliten*, *op. cit.*, p. 79.

92 Voir Ulrich Herbert, *Best…*, p. 133-191 ; et pour un récit détaillé du processus, S. Aronson, *Heydrich…*, *op. cit.*, p. 217-232.

93 On reprend ici le terme de Hans Safrian dans *Eichmann und seine Gehilfen* (Francfort, Fischer Taschenbuch, 1995, 358 p.).

94 La liste est non exhaustive et se cantonne à quelques-uns des intellectuels SS les plus significatifs. Pour un bon aperçu des hommes recrutés par Six, voir l'organigramme du SD en 1937, dans BABL, R-58/840 (Organigrammes : partage des tâches et paraphes du SDHA en 1937, RSHA 1940, 1941 et 1943. *Idem* pour le Havel Institut), et l'organigramme publié partiellement par Lutz Hachmeister (*Der Gegnerforscher…*, *op. cit.*, p. 177-178).

95 Sur la carrière d'Ehrlinger, voir Christian Ingrao, « Culture de guerre, imaginaire nazi », art. cité.

96 Voir là-dessus U. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 275-297.

97 Höhn fut progressivement mis en sommeil à partir de 1937, mais ne quitta les fonctions de chef du SDHA *Amt* II/2 qu'au moment de l'organisation du RSHA, à la fin de 1939.

98 Voir Gerd Simon, *Germanistik…*, *op. cit.*, p. XXIV-XLII.

99 *Lebenslauf*, 12/7/1938, f^{o} 2, BAAZ, SSO Hummitzsch.

100 Traces de son activité dans BABL, DAI-film n° 2185 (documents VOMI, DAI et RSHA concernant les *Umsiedlungen*).

101 Ils ont milité ensemble dans la *Studentenschaft* ; pour Oebsger-Röder, voir BABL, R-49.01 (Alt R-21)/ 868, f^{os} 147 et 197 ; pour Gräfe : *Lebenslauf*, 23/8/1938, BAAZ, SSO Gräfe.

102 Voir les correspondances diverses où, malgré le vouvoiement, perce une grande complicité entre les deux hommes : BADH, ZR/920, A.1, 45, 49 (documents divers de l'opération Zeppelin).

103 Chef de la NSStB.

104 Voir, malgré son caractère hagiographique, Georg Franz Willing, « *Bin ich schuldig ? » Leben und Wirken des Reichsstudentenführer und Gauleiters Dr. Gustav-Adolph Scheel 1907-1979. Eine Biographie*, Leoni am Starnberger See, édition à compte d'auteur, 1987.

105 Voir Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité ; ainsi que, du même auteur, « Ärzte als Vernichtungspläner », art. cité.

106 Voir la thèse de Hans Heinrich Wilhelm sur l'*Einsatzgruppe* A publiée en première partie de Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.* ; voir aussi le très bel article de Wolfgang Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*, p. 29-52.

107 BABL, Film (SS-Versch. Prov.) n° 2431, f^{os} 922, 926, 1001, 1193 et 1213.

Chapitre 6

De la lutte au contrôle

Du « Service de sécurité de la SS » (SD) à l'« Office central de la sécurité du Reich » (RSHA)

Le SD a été créé en 1931 – sous le nom de *Nachrichtendienst* (ND) – par Reinhard Heydrich, à la demande de Himmler[1]. Il s'agit donc d'un service de renseignement né au sein du NSDAP, et plus particulièrement de la SS. Au départ, le SD s'affirme comme un instrument servant, prioritairement même, les buts à court terme de ses deux créateurs. De 1931 à avril 1932, il est encore éclipsé par le service de renseignement de la SA, organisme qui ne résiste pas à l'interdiction de celle-ci, et celui de la SS. Heydrich, épaulé par quelques collaborateurs – principalement Kobelinsky, Albert et Mehlhorn –, couche alors sur le papier le projet d'une organisation qu'il cherche à doter d'un réseau d'informateurs. Ceux-ci sont en tout premier lieu les membres de la SS, qui servent bénévolement – la capacité de rétribution du SD est alors pratiquement nulle – et glanent des informations, sur les adversaires politiques de gauche essentiellement[2]. Débarrassé de la concurrence du service de renseignement de la SA, Heydrich est nommé « chef du SD » le 19 juillet 1932 et, deux mois plus tard, il réunit dans un appartement de Munich – qui sert tout à la fois de résidence au couple Heydrich et de bureau central au SD – les premiers membres du SD. Paul Leffler a livré la seule description de cette réunion :

> « Le 11 septembre 1932, dans un appartement de la Türkenstraße de Munich, eut lieu la première réunion des chefs des bureaux locaux venus de tout le Reich, ainsi que les collaborateurs désignés pour faire partie du bureau central de Munich. À cette réunion participaient Heydrich et Himmler, et dans leurs déclarations programmatiques […], ils assurèrent que le SD deviendrait le service de renseignement du parti, qui, sur le modèle de l' *Intelligence Service* ou du *Deuxième*

Bureau [*en français dans le texte* (NdT)], devrait tenir informés les dirigeants du parti et, plus tard, de l'État national-socialiste par la collection systématique de documentation sur les buts, les méthodes et les plans des adversaires politiques intérieurs, et, le cas échéant, sur les problèmes dans nos propres rangs [3] . »

Ce curieux témoignage[4] laisse apparaître le degré de développement très relatif du SD à l'été 1932. Certes, Leffler livre un récit qui laisse penser que le maillage régional et local du SD est déjà partiellement mis en place. Il est cependant douteux que les réseaux d'informateurs aient été, à ce moment précis, très étoffés. Rien par ailleurs ne permet de conclure que le réseau local soit complet : Erich Ehrlinger ne sera-t-il pas muté trois ans plus tard au SD pour l'organiser à Nuremberg, la ville du Parti, d'impor tance névralgique pour les dignitaires SS[5] ? Ce que l'on sait, en tout cas, c'est que les « services centraux » du SD comptent alors six membres[6]. Cela n'empêche ni Heydrich ni Himmler de nourrir de grandes ambitions pour cette structure naissante. À cette occasion, ils formulent d'ailleurs déjà les grandes lignes des activités assignées au SD : surveillance des ennemis politiques de gauche, surveillance de la « réaction » – la droite parlementaire classique –, surveillance dans les « propres rangs » du NSDAP. Le SD devait faire office de service de renseignement pour le compte d'un parti, jouer le rôle d'un service militant engagé dans la lutte politique menée par le NSDAP pour la conquête du pouvoir. Mais la seconde utilité du SD se profilait déjà : fidèle à Himmler et à Heydrich, qui prit constamment un soin particulier pour en conserver le contrôle[7], le SD devait assurer la suprématie de la SS au sein de la « polycratie » nazie, et s'imposer comme le seul service de renseignement du Parti[8].

Continuant son développement tout au long des années 1932 et 1933, le SD ne pouvait pourtant pas soutenir la comparaison avec les modèles qui lui avaient été assignés : ses effectifs étaient trop faibles, ses informations peu fiables, ses méthodes de travail par trop artisanales[9]. Il s'avéra pourtant d'un intérêt stratégique pour Himmler, apparent perdant dans la répartition des pouvoirs qui suivit la *Machtergreifung*. Le *Reichsführer* n'avait en effet pas obtenu de portefeuille ministériel, et n'avait acquis une position significative qu'au sein du *Land* de Bavière – il prit la tête de la police politique bavaroise en mars-avril 1933[10]. Assuré de sa position en Bavière,

Himmler, qui souhaitait, selon ses propres décla rations, fonder un « corps de défense du Reich » formé par la fusion entre la SS et les polices – politique, criminelle et en uniforme[11] –, entreprit de noyauter leur administration étant constitutionnellement laissée aux *Länder*. Himmler disposait d'une SS forte de quelque 52 000 hommes[12], dotée d'un corps de cadres qualifiés[13] et notamment des quelques diplômés déjà recrutés par Heydrich au sein du SD. Ce dernier, en collaboration avec les autres services de la SS, introduisit des hommes à lui dans les polices politiques des *Länder*, afin de préparer la nomination officielle de Himmler à leur tête et d'institutionnaliser par là la mainmise SS sur le pouvoir policier. Walter Stahlecker, futur chef de l'*Einsatzgruppe* A, entré en 1932 dans la SS, fut ainsi nommé vice-directeur de la police de Wurtemberg en janvier 1933, et apporta par là un appui déterminant à Himmler une année avant que celui-ci parvînt à être nommé chef de la police[14]. Le SD fournit ainsi, durant l'hiver 1933-1934, sept chefs de police politique sur les seize existant[15]. À cette date, Himmler fut nommé chef de la police de onze des *Länder :* seules la police du petit *Land* de Schaumburg-Lippe et – bien plus importante – la puissante police politique prussienne lui échappaient encore. Cette mainmise presque totale sur la police politique allemande fut en grande partie l'œuvre du SD, de ses réseaux naissants, de ses fichiers pourtant encore peu volumineux. En avril 1934, Himmler était le chef de toutes les polices allemandes, et le SD se vit confirmé deux mois plus tard comme unique service de renseignement du NSDAP par Rudolf Hess[16]. Le SD avait atteint le but assigné par Himmler et Heydrich, et voyait son existence et sa pérennité assurées.

Par ailleurs, Werner Best, mis en cause dans une affaire de meurtre et relevé de ses fonctions de chef de la police hessoise, avait depuis quelques mois rejoint le service de renseignement : promu chef du SD pour tout le sud de l'Allemagne (SDOA Sud et Sud-Ouest, de Stuttgart à Munich) par Heydrich et Himmler, Best avait entrepris de réorganiser le service de sécurité, recrutant du personnel pour les bureaux locaux, tentant d'étoffer par ailleurs les services centraux[17]. Connu pour son hostilité à la SA, laquelle n'était pas étrangère à son éviction de Darmstadt, Best concentra l'activité du SD sur la surveillance de cette dernière, qui rêvait alors d'une « seconde révolution »[18], notamment en rédigeant des rapports destinés aux

dignitaires du parti nazi[19]. Et c'est à l'occasion du prétendu « putsch de Röhm » que le SD acquit réellement pour la première fois cette fonction de conseiller du prince, de service de renseignement et de « brain trust[20] » que désiraient lui assigner Himmler et Heydrich[21].

Les récits de ce « putsch de Röhm » – nommé plus couramment « nuit des longs couteaux » en français – ne manquent pas. L'événement eut un retentissement considérable, sur le SD et ses intellectuels, car il inaugura le premier partage des tâches entre organes policiers et service de renseignement. À la Gestapo étaient attribuées arrestations, rafles et enquêtes nominatives ; au SD allait toute l'activité de renseignement, de surveillance, de mise au point de fichiers, d'infiltration d'agents bénévoles. C'est l'annonce, faite le 29 juin par Werner Best, de la manifestation d'une *Standarte* SA au cœur de Munich, qui donna pour le lendemain le signal de la répression. Soigneusement préparée auparavant par une réunion des chefs de SDOA venus de toute l'Allemagne, qui se tint au quartier général de la Gestapo très récemment investi par Heydrich à Berlin, elle fut menée par la Gestapo et des commandos SS placés sous les ordres des chefs des sections locales du SD[22]. Le rôle préparatoire et déclencheur assumé dans la purge par le SD, symbolique de la répartition des tâches entre police et service de sécurité, est aussi révélateur de la mutation faisant passer le SD du statut de centrale artisanale à celui de service organisé : n'est-ce pas en juin 1934 que fut par ailleurs fondée la *Schrifttumsstelle* de Leipzig[23] ? Le SD accédait à une manne documentaire propre à faire de lui un vrai service de renseignement et pouvait multiplier les embauches de jeunes intellectuels SS : de fait, dès mai 1934, bénéficiant enfin d'un soutien financier conséquent[24] de la part du *Reichsschatzmeister*, le trésorier du Parti ayant « certifié que le budget serait assuré », Heydrich « ordonna de procéder au recrutement des hommes travaillant bénévolement jusqu'alors si fidèlement »[25]. En janvier 1935, le SD, désormais dénommé officiellement *Sicherheitsdienst Hauptabteilung* (SDHA), se voyait consolidé, financé, doté de missions claires, était promu au rang d'office principal d'une SS qui, contrôlant la police et les camps de concentration[26], détenait la totalité du pouvoir répressif en Allemagne[27]. Le temps des luttes politiques était révolu pour le Service de sécurité de la SS. Commençait celui de l'observation (*Überwachung*) et de la recherche (*Forschung*).

Le SD se veut tout d'abord instrument de « recherche sur les opposants » du nazisme (*Gegnerforschung*). Plus que le terme d'« opposant », c'est celui de « recherche » qui retient l'attention : il ne s'agit pas ici d'une « recherche » qui confinerait à la traque et ressortirait à l'imaginaire de la chasse ou de la quête, mais bien de la recherche scientifique (*Forschung*). On demeure bien entendu dans le cadre de la lutte, car on ne poursuit de recherches sur l'ennemi que pour mieux le combattre[28]. Tel est le constat d'un intellectuel, engagé pour livrer des études scientifiques par le *Reichsleiter* chargé des Affaires étrangères – et futur ministre – Joachim Ribbentrop après une visite aux bureaux du SDHA *Amt* II/1 :

> « Nous passâmes par plusieurs pièces, entièrement garnies d'armoires pleines de classeurs numérotés systématiquement. Sur les murs restés vides étaient accrochés des organigrammes, sur lesquels les "liens transversaux" [*Querverbindengen*] des ennemis idéologiques [du nazisme], avec les communistes, les francs-maçons, les "personnes d'ascendance juive" [*jüdisch versippten*] [29] et les catholiques étaient matérialisés par des lignes de couleurs différentes [30] . »

C'est bien la systématisation des méthodes de travail, l'emploi de l'organigramme – issu de la sociologie –, l'ambition de scientificité et le degré d'avancement du travail qui impressionnent l'observateur. De fait, Heydrich fait de cette dimension scientifique du travail de renseignement l'une des priorités de la réorganisation du SD en 1935 : il écrit ainsi dans *Das Schwarze Korps*, le journal officiel de la SS[31], une série d'articles programmatiques, qui fixent les grandes lignes[32]. Il s'agit en premier lieu de lancer une « recherche sur les opposants » idéologiques, qui soit historiquement fondée, afin d'étudier les méthodes et les tactiques de cet adversaire. Le SD doit par ailleurs prendre en charge une véritable « didactique de la recherche sur les opposants ». La pratique nazie trouve ici encore son fondement dans l'histoire, indice de la dimension dogmatique que revêt le travail de *Gegnerforschung*.

Adolf Eichmann, entrant au SD en 1936, a lui aussi été frappé de cette ambition de scientificité :

> « Le Dr Six menait la “lutte idéologique contre les opposants [33] ” sur une base purement scientifique. Il avait des yeux et des oreilles partout et savait parfaitement qui dirigeait telle ou telle institution, qui était telle ou telle personne […] Il s’agissait pour nous de rassembler des connaissances, et cette activité tournait à plein régime […]. »

Quel que soit l’adversaire surveillé, la récolte des faits « concrets » et la mise en fiche des individus compromis avec lui – dimensions classiques du travail de renseignement – sont toujours accompagnées du dépouillement systématique de toutes les informations publiées sur et par lui. Intégrées dans la rédaction des rapports, celles-ci contribuent à fonder l’image de l’ennemi, à conformer la production écrite aux critères formels du discours scientifique, en lui conférant cette « objectivité » dont les *Geisteswissenschaften* se paraient dans les années 1930. Ces dernières ne constituent-elles pas, d’ailleurs, le modèle même de cette pratique ? C’est dans tous les cas ce qu’écrit en 1943 le *Sturmbannführer* Rudolf Levin, historien et philosophe de l’histoire[34], dans une conférence méthodologique décrivant les méthodes employées depuis une décennie par le SD pour « étudier » ses opposants[35].

De fait, les mémorandums du SDHA II/1 offrent au lecteur un discours émaillé d’exemples concrets. Ils citent les écrits de l’ennemi, donnent les références dans les notes infrapaginales. Ils dessinent la figure de l’adversaire en mobilisant les mêmes pratiques discursives qu’historiens, sociologues ou philosophes décrivant des phénomènes ou des groupes sociaux : ceux-ci n’étaient-ils d’ailleurs pas les inspirateurs de ces « sciences de combat[36] » qu’étaient devenues les sciences sociales à la fin de la République de Weimar[37] ? Issus des mêmes universités que les assistants de faculté, exerçant parfois parallèlement les deux types d’activité, les intellectuels SS du SD formaient un groupe idéal pour frapper la *Gegnerforschung* du sceau de l’objectivité tout en mettant en œuvre une science académique engagée dans la révolution nazie.

Cette ambition scientifique dépassait largement le seul domaine de la « recherche sur les opposants » : elle parcourait l’ensemble des activités du SD, dont les jeunes intellectuels s’identifiaient aux remarques programmatiques écrites par l’un des collègues de Franz Six à Heidelberg :

> « Dans une société très hautement différenciée comme la société moderne, il n'est possible de maintenir un ordre global avec une direction unifiée sur la durée que si cette direction dispose d'un appareil de sécurité hautement qualifié, qui doit être totalement indépendant des groupes économiques et idéologiques qui forment la globalité. Sans une intime connaissance et une véritable prise en considération des facteurs sociologiques, la sécurité de l'État ne peut être protégée qu'au prix de méthodes autoritaires brutales – et seulement jusqu'à la prochaine révolution ! La vision politique et l'intelligence rendent au contraire nécessaire [la constitution d']un appareil de sécurité qui saurait compter avec les données sociologiques. Une sociologie de la sécurité, ou une sociologie policière devient une nécessité inévitable pour un ordre global moderne [38] . »

Publié dans *Volk im Werden*, cet article fait figure de manifeste d'une nouvelle science combattante, science de gouvernement et de sécurité[39], incarnée dans la *Gegnerforschung*. Elle prend chair aussi dans le second concept développé par les intellectuels du SD, celui de « surveillance du domaine vital allemand »[40].

Cette seconde activité est le domaine du SDHA II/2, dirigé par Reinhard Höhn puis Otto Ohlendorf. La complicité qui unit les deux hommes génère une continuité remarquable, qui feront perdurer les pratiques inaugurées par Höhn en 1934-1935 jusqu'à l'effondrement du III^{e} Reich[41]. Ils doivent en premier lieu se conformer aux désirs de Himmler et Heydrich. Himmler assignait ainsi au SD en 1937 la mission de « rédiger des rapports de situation réguliers et représentatifs pour l'information du *Reichsführer,* de la direction de l'État [et] celle du Parti, concernant la situation politique dans le Reich et le moral [*Stimmung*] des populations ». Le SD « s'intéress[ait] uniquement aux grandes questions dogmatiques, qui devaient être traitées scientifiquement, à la manière d'un état-major[42] ». Alliée à la mobilisation des sciences sociales opérée par Höhn, Six et Ohlendorf, cette définition normative acquiert toute la souplesse et la rhétorique des praticiens du renseignement. Les concepts développés par les intellectuels SS s'avèrent pourtant flous, et sont parfois tout aussi difficiles à définir pour leurs auteurs que pour les historiens du nazisme. À la question d'un interrogateur

américain lui demandant de définir le terme « *Lebensgebiet* », Ohlendorf, alors prisonnier et en attente de témoi gner devant le Tribunal international de Nuremberg, répondit de la manière suivante :

> « C'est très difficile à définir, parce que cela comprend tout un monde de représentations. Prenons par exemple le "domaine" du droit. Il faut s'imaginer que sont à inclure dans la vie du droit toutes les institutions et leurs effets sur le cours normal de la vie. Nous avons dans nos groupes toujours émis l'avis que la culture était plus large que ce que l'on entend d'habitude sous ce vocable, c'est-à-dire qu'il comprend toutes les manifestations de la vie d'un peuple. Cela signifie la culture au sens restreint, tout comme des domaines s'en éloignant comme l'économie, qui sont alors inclus. Cela ne doit pas seulement comprendre le superficiel, mais bien tout l'environnement humain qui en naît. Ainsi, pour nous, la santé publique [43] , le droit, l'administration, l'économie, les sciences, l'éducation, la vie religieuse composaient le "domaine vital" [44] . »

On saisit la prétention du SD à faire office d'observatoire global des transformations sociales et raciales induites, selon lui, par la révolution nazie. Ohlendorf ne propose-t-il pas une « définition de la culture » singulièrement moderne – et érudite[45] –, définition qui constitue le fondement d'une pratique de surveillance par ailleurs si difficile à saisir dans sa cohérence ? Le SD doit en tout cas fournir aux gouvernants du III^{e} Reich des informations sur tous les aspects de la vie sociale, culturelle et économique du pays. Il a de plus pour mission de traiter de manière scientifique les grands problèmes idéologiques. Conformément à cette définition extensive, le SDHA II/2 est divisé en trois sous-bureaux embrassant la culture, le droit et l'administration, l'économie enfin[46]. Tel est donc le « domaine vital allemand », dont les catégories sont assez floues pour que le SDHA *Amt* II/213 (futur RSHA *Amt* IIIB), chargé de la surveillance de la politique et des phénomènes sanitaires, raciaux et ethniques, soit classé dans le bureau chargé de la « culture » appréhendée cette fois au sens restreint : ne devrait-il pas logiquement – pour peu que logique il y ait –, ressortir à l'Amt II/2 2, chargé de l'observation du droit, de l'administration et des politiques gouvernementales[47] ? Il n'y a là aucune incohérence. L'imaginaire biologique et organiciste du système de

croyances des nazis les incite à voir dans la vie « ethnique », raciale, « sanitaire », de la nordicité allemande un phénomène ressortissant bien plus à une *culture* appréhendée de façon très extensive par Ohlendorf et ses séides une *politique* gouvernementale, serait-elle nazie, et donc en théorie totalement conditionnée par l'impérieuse nécessité biologique. Des problèmes de dénomination apparemment simples deviennent ainsi l'occasion de débats internes, qui contribuent à la formulation dogmatique nazie, comme en témoigne la définition formulée par Ohlendorf, lequel faisait visiblement référence à des débats intervenus entre les « référents[48] » du SDHA au moment de la réorganisation de 1935 comme, peut-être, au moment de celle de 1939, qui aboutit à la fondation du *Reichssicherheitshauptamt*, le RSHA.

Si cette dernière création intervient seulement au début de l'année 1940, c'est qu'elle a nécessité de longs mois de préparation, des négociations serrées entre chefs de service. Si tous les débats précédant la création du nouveau service central du « corps de sécurité de l'État » s'orientent autour des questions de politique de personnels et de regroupement d'activités, les concepts sur lesquels était jusqu'alors fondée la pratique du SD sont questionnés. L'observation du « domaine vital allemand » n'est guère touchée par ces débats, malgré l'expansion du Reich, passé de « pangermaniste » à européen par la conquête de la Pologne. La manière d'étudier – et de combattre – les opposants est par contre bel et bien l'enjeu de la réorganisation des rapports entre Gestapo et SD. Les moyens, l'extension en hommes et en fonds des sphères d'intervention constituent à l'évidence un puissant levier incitant les intellectuels SS et les juristes de la Gestapo à débattre âprement de cette réforme[49].

Tout, alors, se joue sur la question du recrutement et de la formation des personnels – question que l'on abordera plus tard –, et sur la manière d'observer et de combattre les opposants. Trois auteurs, qui tous ont fait l'expérience quotidienne du travail de renseignement et de police, interviennent dans ce débat. Le premier est Franz Six, le théoricien du concept de *Gegnerforschung*, le chef du SDHA *Amt* II/2. Le deuxième est Werner Best, l'adjoint – alors en instance de disgrâce[50] – de Heydrich, chantre d'un « corps de sûreté de l'État » à confier aux juristes

fonctionnaires de la Gestapo, et qui est lui-même précisément à la tête de l'administration de la Gestapo et de la police de contre-espionnage. Le troisième est Walter Schellenberg, juriste et politiste passé par la Gestapo, responsable du SDHA I/11[51]. Trois hommes qui s'affrontent par l'intermédiaire de projets de refondation des organes de répression du Reich, projets qui s'appuient tous sur une conception différente de la « recherche et du combat contre les opposants ».

Le débat triangulaire s'articule sur deux questions. La première concerne les personnels de la police et du SD, leur formation, leur carrière, leurs statuts. D'un côté, Werner Best réclame la prééminence pour les praticiens du droit que sont les *Assessoren* de la Gestapo, et tente de faire du cursus juridique la voie obligée pour accéder à des postes de cadres dans le futur RSHA. À l'opposé, Schellenberg et Six, unis sur cette question, trouvent des appuis dans le mémorandum de Lothar Beutel. Ils veulent créer un corps de cadres composé de diplômés, issus des différentes *Geisteswissenschaften* plus que des études juridiques, venus des réseaux militants plus que de ceux de la fonction publique. Ce débat, qui oppose Gestapo et SD, pourrait faire croire à une simple polémique corporatiste, les trois auteurs s'entendant par ailleurs sur la nécessité de recruter des hommes disposant d'une « fermeté idéologique » indéniable[52]. Pourtant, le front présenté par le SD n'est pas uni : Six et Schellenberg défendent des visions très différentes de l'activité du SD, et la pierre d'achoppement est précisément la *Gegnerforschung und -Bekämpfung*.

Le 24 février 1939, Schellenberg, chargé de concevoir la fusion des polices avec le SD, produit son « projet de réorganisation du SD » et de fusion du Service de sécurité avec la police[53]. Selon lui, le travail de renseignement, la « recherche idéologique » et l'« activité exécutive » devraient constituer des secteurs séparés, répartis entre trois *Ämter* indépendants : un service de renseignement intérieur, un service « recherche », un service « exécutif de défense politique ». Dans son mémorandum, Schellenberg a pris soin de ne pas reprendre la terminologie alors en cours, d'éviter autant que pos sible les termes « *Sicherheitsdienst* », « Gestapo », « *Gegnerforschung* » ou « domaine vital » : paré des atours de la fonctionnalité, son projet induit de profonds changements dans les structures et les concepts, et notamment une circulation du personnel entre

Ämter du SD, mais aussi entre Gestapo et SD. Voici, par exemple, les « deux propositions » faites par lui s'agissant du devenir de l'*Abteilung* II/1 :

> « Soit l' *Abteilung* disparaît, avec le reste des missions qu'il conserve, au sein d'un nouvel *Amt* "Recherche", soit il conserve sa forme extérieure d'organisation, sans plus pratiquer d'analyse thématique, conformément aux missions de l' *Amt* III (service de renseignement extérieur), mais se consacre à la mise en pratique du service d'information et fait par ailleurs office de réseau spécial d'observateurs pour l' *Amt* II [*Lebensgebiet* NdT] [54] . »

De fait, la principale victime de la proposition de Schellenberg était le SDHA II/1 de Franz Six : il devait être littéralement vidé de sa substance, et partagé entre la Gestapo pour la partie exécutive et le futur service de renseignements : de la *Gegnerforschung und -Bekämpfung* ne restait plus que le premier terme, que d'ailleurs Schellenberg ne tenait guère en estime. En effet, même s'il ne le formulait pas explicitement, il considérait que le travail de *Gegnerforschung* était « dépassé » et que le service de Franz Six ne possédait ni les moyens ni les compétences pour abandonner la « recherche » au profit d'un travail de renseignement pur, changement qu'impliquait pourtant son alternative[55] : le plan de Schellenberg signifiait l'abandon de l'ambition, développée par Six, d'allier scientificité, engagement politique et travail policier, au profit d'une vision plus traditionnelle du renseignement, vision qui le liait aux services secrets d'une part, à la police politique de l'autre.

Franz Six, prenant acte du transfert – opéré à l'instigation de Schellenberg – de l'*Abteilung* II/112 (Opposants idéologiques à l'extérieur) au nouveau SD *Ausland*, proposait à Heydrich dans un mémorandum du 17 juillet 1939 l'organisation de ce qu'il nommait alors l'*Amt* III « *Gegnerforschung* » du futur RSHA. Ce service regrouperait ses anciens bureaux[56] en un grand service comportant quatre *Abteilungen* : le premier prenant en charge la « recherche fondamentale », le deuxième, les « opposants idéologiques », le troisième, les « problèmes intérieurs », et le quatrième, les « problèmes extérieurs ». La *Gegnerforschung* que proposait Six n'impliquait dans cette logique ni plus ni moins que la création d'une centrale de recherche théorique travaillant en collaboration étroite avec les

autres *Ämter* du RSHA, comme, par exemple, la police criminelle « pour l'approfondissement scientifique » de la criminologie[57]. Le projet de Six laissait le travail de renseignement pur aux autres *Ämter* du SD, et le travail de police à la Gestapo et à la KRIPO : en d'autres termes, il s'agissait là d'une centrale intellectuelle, d'un nouveau SD qui, à terme, pouvait prendre l'ascendant sur les autres *Ämter*, au travail plus partiel. Assez bien reçu par Heydrich[58], ce projet se heurta pourtant à l'opposition farouche des cinq chefs de service[59], qui désiraient conserver sous leur contrôle la dimension scientifique de champ d'investigation[60]. Les deux solutions envisa gées par Schellenberg furent, dans les faits, appliquées au service de Franz Six à la création du RSHA : une partie des services partit au SD *Ausland*, tandis qu'une autre fut versée à la Gestapo[61] – le service de Eichmann notamment[62]. Le reste s'en alla former le RSHA *Amt* VII, chargé de la « recherche idéologique ». « Recherche » et « combat » contre les opposants restaient bien du ressort de la puissante instance centrale en train de naître, mais n'étaient plus effectués par les mêmes hommes : la recherche s'en trouvait marginalisée.

Quand, au début de 1940, le RSHA eut enfin stabilisé durablement sa structure, il était composé de six *Ämter* : l'*Amt* I gérait le personnel, l'*Amt* II regroupait toute l'administration des services : tous les deux formaient l'administration des deux anciens offices principaux – Service de sécurité et Police de sécurité – enfin fondus en une seule entité. L'*Amt* III était composé du SD *Inland* qui, sous la direction d'Otto Ohlendorf, reprenait la dénomination de « Domaine vital allemand », les activités d'expertise, d'observation et de recherche sociologiques, culturelles, raciales et économiques de l'ancien service de Reinhard Höhn. L'*Amt* IV était composé d'une Gestapo au poids considérable, augmentée qu'elle était de l'ancien SDHA II/112 chargé des « affaires juives ». La KRIPO, inchangée, constituait l'*Amt* V. L'*Amt* VI était formé par le SD *Ausland*, tandis que l'*Amt* VII était constitué par le reliquat des activités de recherche idéologique du service de Six. Une seule constante : « lutter » contre les ennemis – réels ou supposés, intérieurs ou extérieurs –, « contrôler » le domaine vital du Reich. Ces deux notions restaient les maîtres mots de l'Office principal de sécurité du Reich, de ce RSHA qui, bientôt, allait

couvrir de bureaux locaux l'Europe occupée de l'Atlantique au cercle polaire[63].

Un « monde d'ennemis » (II)

Organisme de lutte contre les ennemis du nazisme et du Reich, le RSHA l'est par définition et par tradition : il prend la suite d'une série d'institutions qui « luttent » depuis l'époque où le NSDAP – qui reste l'une de ses instances de tutelle – et la SS n'étaient encore que des organisations militantes dans une République souveraine et démocratique. « Lutter », c'est, pour les intellectuels du RSHA et du SD, définir l'ennemi, recueillir des renseignements pour tenter de le neutraliser. Cette dernière tâche est théoriquement le fait de la Gestapo : on ne s'y étendra pas. Lutter, c'est identifier l'ennemi, à l'intérieur comme à l'extérieur, consigner ses caractéristiques, ses faits et ses gestes dans des rapports distribués ensuite à un cercle plus ou moins large de lecteurs. Mais la définition de l'ennemi ne met pas seulement en jeu les traditions institutionnelles, elle s'arrime aux pratiques militantes antérieures, à l'intériorisation du système de croyances nazi. Elle se nourrit à la mémoire de l'entre-deux-guerres allemand.

À la fin de l'année 1940, l'école de la SIPO, basée à Charlottenburg, accueille la première promotion d'élèves officiers du nouveau cursus de formation destiné à pourvoir le RSHA en cadres[64]. La formation juridique comprend de très nombreuses conférences historiques, sociologiques, très fortement teintées d'« instruction idéologique » : Siegfried Engel, Walter Zirpins et Bruno Lettow prennent en charge cette didactique de la persécution. Diplômés et militants aguerris, les trois hommes ne sont pas des « propagan distes » : ils se considèrent en effet comme des officiers SS intervenant pour former un corps militant, certes, mais compétent. L'un des cours prononcés à cette occasion traite des « ennemis du III^{e} Reich et de la lutte contre eux », et offre un premier aperçu de la manière d'appréhender l'ennemi par les intellectuels SS[65]. Définir les ennemis, leurs buts, leurs modes opératoires, les buts et les conditions de la lutte contre eux, ainsi que les acteurs de ce combat, précède ainsi une typologie rapide de chacun des adversaires. Ne nous est parvenu que le plan détaillé de ce cours, mais il

permet heureusement d'atteindre les structures de l'imaginaire à l'œuvre sous ce qui prétend être une simple description de la lutte victorieuse du nazisme contre ses adversaires. Il est prononcé après la période de formation des organes de sécurité : l'époque de la surveillance militante, lors de laquelle le SD ne disposait ni de réseaux d'informateurs ni d'officiers traitants en nombre suffisant, est désormais révolue. L'évolution, pourtant, ne se limite pas à des questions de ramifications ou de moyens : les adversaires eux-mêmes ont changé, de nouveaux sont apparus, d'autres ont perdu de leur importance et sont sortis des listes noires des officiers SS.

Pourtant, la continuité entre la définition de l'ennemi effectuée par le SD entre 1931 et 1936 – définition politique et partisane, sans véritable référence à l'État[66] – et celle formulée par le RSHA *Amt* I en 1941 est remarquable : l'auteur-conférencier part ici du concept d'« ennemi d'État », opposant une définition propre aux États libéraux et une définition nazie, ou mieux, peut-être, une définition différente des ennemis d'État dans chacun des deux systèmes. Dans l'État libéral, selon l'auteur, « l'ennemi d'État est un opposant à chaque système qui est au gouvernail, chaque tenant du pouvoir » ; dans l'État nazi, il est l'ennemi du peuple, « l'opposant aux substances ethnique, raciale et spirituelle de notre peuple »[67]. La différence entre les deux définitions est déterminante pour le pédagogue SS : dans l'État libéral, l'ennemi ne s'en prend qu'au système de gouvernement, ce qui n'a rien d'illégitime pour le tenant antidémocratique d'un « État total » qu'est le conférencier[68]. Le déterminisme racial auquel il adhère fait par contre de l'hostilité à l'État nazi un danger mortel : s'attaquer à la « substance ethnique, raciale et spirituelle du peuple », c'est viser l'essence de la nordicité allemande, menacer son existence même. L'ampleur du préjudice que peuvent commettre les deux types d'adversaires n'est pas la même et n'appelle donc pas la même réponse.

Le conférencier termine par une typologie de ces ennemis, au premier rang desquels se trouvent le marxisme et le communisme. Viennent ensuite ce qu'il appelle les « trois K[69] », c'est-à-dire les Juifs, les francs-maçons et les « Églises politisantes » (catholique, protestante et « sectes »), puis la « réaction », enfin les « agitateurs, mécontents et autres parasites du peuple » : tous forment le volet politique et idéologique de l'hostilité au nazisme, lequel volet est suivi des « dangers venant des domaines

économiques, sociaux et culturels », enfin par les « délinquants criminels ». La liste ainsi établie recense en somme les ennemis que le III^e^ Reich s'est désigné, sans sembler trop se soucier de catégorisation et de certains oublis : qu'y a-t-il de commun entre les mécontents et les Juifs, entre les homosexuels et les « traîtres », les communistes et les réactionnaires ? Quelle cohérence dans cette liste regroupant des groupes politiques comme les « marxistes », les « réactionnaires », mais oubliant les séparatistes (qui ont pourtant été l'objet d'une grande attention au SD) ? Pour ajouter encore à la confusion, la liste énumère aussi des adversaires religieux (les Églises et les sectes), ainsi que d'autres groupes considérés alors comme raciaux (les Juifs, bien sûr, avec la surprenante omission des Tziganes), et enfin des milieux dont l'hostilité au nazisme participe plutôt du fait social (les mécontents) ou ressortit à la criminologie. Ainsi assemblées, ces catégories ne semblent décidément pas constituer une typologie permettant un recensement exhaustif, ni surtout un système de classement cohérent.

On trouve ici pourtant une analyse des phénomènes considérés comme transgressifs par les nazis. Prenons l'exemple de la dernière catégorie, regroupant ce que le conférencier appelle les « transgressions criminelles » (*kriminelle Verbrechen*) : sa définition semble avoir trait à la sphère juridique. Les délinquants, pourtant, y figurent en dernière position : ils sont précédés de l'atteinte à la sûreté de l'État – acte politique –, ainsi que de l'homosexualité et de l'avortement – « crimes » d'essence religieuse. Comment de telles transgressions sont-elles érigées en objets ressortissant au criminel ? Aux yeux des intellectuels SS, les homosexuels sont-ils des ennemis « sociaux » par les « troubles » que, selon la KRIPO, ils généreraient, ou des ennemis raciaux par leur « refus de procréation » supposé ? L'exposé de l'instructeur SS n'invoque ni la première ni la seconde raison : la « transgression criminelle » serait-elle une catégorie fourre-tout, dans laquelle le conférencier placerait ce qui n'a pu être recensé auparavant ?

Toutefois, la définition de cette catégorie d'adversaires correspond grossièrement à un partage des tâches entre les différents organes de répression, partage qui n'est pas conditionné par l'essence de l'ennemi, mais par les modes d'intervention à son égard. En effet, les quatre types de phénomènes rassemblés sous la dénomination « transgression criminelle »

sont tous, contrairement aux précédents, exclusivement à la charge de la SIPO, même s'ils ne ressortissent pas à la même instance : ils sont de l'ordre de la traque. Les atteintes à la sûreté de l'État sont en revanche du ressort de la Gestapo : elles sont donc d'essence politique ; les trois autres sont à la charge de la KRIPO. Le dénominateur commun entre ces quatre phénomènes tient en fait à leur mode d'établissement : chacun est caractérisé par un *fait*. La police – politique ou criminelle – intervient sur un avortement, une affaire de mœurs, un crime ou un acte de traîtrise. Là réside ce qui les différencie radicalement des autres transgressions, toutes assimilées à l'*être* (communiste, juif, franc-maçon, mécontent), à la parole (la critique, le discours de propagande), à l'écrit (le tract, le livre, la lettre), au lien social (l'appartenance à une loge, une cellule, un parti), transgres sions toutes liées à l'identité, toutes analysables en termes de comportements collectifs qui, même s'ils s'incarnent dans des actes individualisés, ne s'épuisent pas en eux.

Toutes les catégories précédentes ont donc une traçabilité différente, constituant en premier lieu des réalités collectives, matérialisées par des écrits, des paroles rapportées qui sont l'objet d'étude du SD, tandis que les cas individualisés, arrachés au collectif par la dénonciation ou l'enquête, deviennent le domaine d'investigation de la police. Elles sont par ailleurs beaucoup plus transparentes, ressortissant clairement à la sphère idéologique, religieuse ou raciale. Encore faut-il garder à l'esprit que ces catégories ne sont pas exclusives les unes des autres : un ennemi d'appartenance religieuse peut être aussi considéré comme ennemi au sens idéologique et/ou racial.

Il n'est guère possible de passer systématiquement en revue la construction de l'image de tous les groupes considérés comme hostiles aux yeux des nazis. Quelques exemples sont toutefois significatifs de cette construction et de l'imaginaire qui y préside.

Un groupe d'adversaires a été oublié par le conférencier : il s'agit des séparatistes rhénans. Ce groupe a pourtant été l'objet de toute l'attention du SD depuis sa création, et fait encore l'objet d'enquêtes et de mémorandums en 1941[70]. La raison du silence de l'orateur tient peut-être à l'insignifiance du mouvement séparatiste. L'attention – bien réelle – que lui portent les

organes de répression de la SS est donc sans lien avec son existence objective[71]. Il n'est à cet égard pas innocent de voir Werner Best prendre personnellement en charge le *Referat* IV E 3 du RSHA, celui-là même qui traite le séparatisme, en dehors de toute logique hiérarchique[72]. Quel besoin peut en effet pousser le numéro deux du RSHA, *Amtschef* I et II, directeur de la police de contre-espionnage, à assumer un *Referat* aussi peu central dans les préoccupations du RSHA ? On peut certes voir ici un acte relevant d'une logique fonctionnelle : Best, qui est rhénan et a déjà combattu les séparatistes, dispose d'une connaissance spécifique du terrain et des milieux impliqués. Il n'effectue pourtant aucun travail d'enquête mobilisant de telles capacités. La véritable raison tient sans doute plutôt à sa jeunesse militante, son action dans l'*Abwehrkampf* et dans la première expérience de violence éprouvée par ce juriste du RSHA, alors qu'en 1924, à l'âge de vingt ans, il luttait dans la rue contre ces mêmes séparatistes. Ceux-ci ont joué dans l'imaginaire de Werner Best un rôle important, cristallisant une partie de l'angoisse de disparition de l'Allemagne que celui-ci exprimait à longueur de tracts[73].

Une brochure traitant du séparatisme, signée par Armin Bach – en réalité le *Hauptsturmführer* Biederbeck, membre du SD –, apporte ici une confirmation du maintien de certaines représentations nées au sein de l'*Abwehrkampf* dans la construction de l'image du séparatiste par les organes de répression du III^{e} Reich. Biederbeck bâtit de longs développements tentant de prouver la collusion entre Français et séparatistes, dans le cadre d'un complot visant à démanteler l'Allemagne[74]. Pour lui comme pour Best, le séparatisme s'attaquait ainsi à la « substance territoriale » de l'Allemagne. Best, cependant, exprimait cette crainte à l'époque de l'occupation française en Rhénanie, alors que Biederbeck publiait sa brochure après la remilitarisation de cette région par l'Allemagne. Peu importait en fait les circonstances : l'ennemi, marqué au sceau de l'immanence, représentait partout et depuis toujours un danger à combattre pour les intellectuels SS.

Second exemple caractéristique de cette construction nazie de l'ennemi : les francs-maçons. Ils font partie des groupes dont la capacité de nuire est considérée comme maximale. Le *Sturmbannführer* Paul Zapp, futur chef de l'*Einsatzkommando* 10a et KdS en Crimée[75], est l'un des « spécialistes » de

la question. Il rédige ainsi au début de 1941 un mémorandum fixant les grandes lignes de l'image de la franc-maçonnerie, mémorandum qui fait office de documentation dans la formation des officiers du SD et de la Gestapo[76]. Il est censé donner d'abord un aperçu général des caractéristiques des francs-maçons, avant d'étudier les mesures prises pour contrecarrer leur influence, puis la structure de la « franc-maçonnerie mondiale », ensuite celle de la franc-maçonnerie allemande, avant d'appréhender les « méthodes de travail » de celle-ci et ses liens avec les autres ennemis d'État. Zapp prend grand soin, dès le début de son exposé, de donner un aperçu chiffré de ce qu'est pour lui le « danger franc-maçon », et de mentionner d'emblée que 50 à 70 % des cadres de la franc-maçonnerie seraient « de race juive ». Zapp veut d'une part démontrer que l'essence du mouvement lie celui-ci à d'autres adversaires du nazisme, il illustre d'autre part sa malignité et la menace effective qu'il représente. L'origine de l'hostilité des francs-maçons à l'égard de l'Allemagne serait due, selon lui, à l'attitude de Guillaume II. Prétendant à l'objectivité au point de citer les propres paroles de l'ennemi, il s'appuie sur un journal franc-maçon genevois pour illustrer ses propos :

> « Guillaume I er était encore fm [*franc-maçon*]. Son fils l'était encore […] mais avait interdit à son fils, l'actuel Guillaume II, d'entrer dans les loges.
>
> « Si Guillaume II croit pouvoir gouverner sans les loges, il se trompe. S'il devait perdre la mesure et décider de gouverner contre elles, nous lui enverrions la révolution dans la gorge. »

Zapp s'appuie sur ce texte pour faire des trente années séparant la déclaration du journal genevois et la défaite trois décennies d'incessants complots maçonniques. Ces complots aboutissent selon lui à l'encerclement de l'Allemagne, et même à l'entrée en guerre de l'Italie, ancienne alliée fidèle des puissances centrales, aux côtés de l'Entente sous l'impulsion du Grand Orient italien. Par la gestion – voulue édifiante – des exemples illustrant chacune de ses thèses, Zapp attribue à la franc-maçonnerie un rôle central dans le déclenchement de la Grande Guerre (l'attentat de Sarajevo a, selon lui, été ordonné par le Grand Orient serbe), comme dans l'inflation de 1923 (déclenchée par « le franc-maçon » Stresemann). Il tente ainsi de livrer un schéma interprétatif monocausal du temps des troubles. Une fois

ces « faits » présentés, Zapp considère naturellement les « mesures de défense » mises en place par l'Allemagne nazie comme légitimes. Il n'y a pas, selon Zapp, de commandement mondial unifié et centralisé de la franc-maçonnerie, ce qui n'infirme en rien la thèse du complot. Pis : elle l'aggrave, en ce sens que le complot n'est pas dû ici à une stratégie consciemment dirigée contre l'Allemagne par un ennemi mondial. Il participe en fait des pratiques quotidiennes des loges, dont les comportements sont si éloignés de ceux induits par le nazisme qu'ils constituent un complexe d'actions agressives, obligeant l'Allemagne à la défense. Pour Zapp, c'est parce que la franc-maçonnerie est ce qu'elle est, et non parce qu'elle est une organisation mondiale, qu'elle est hostile. Passée au crible du déterminisme racial intériorisé par l'officier SS, la franc-maçonnerie – largement « juive », selon lui – est donc *naturellement* (car *biologiquement*) une ennemie de l'Allemagne.

Le discours de Paul Zapp participe clairement de la culture de guerre jamais démobilisée par les intellectuels SS : faire des francs-maçons les vrais déclencheurs de la Grande Guerre, découvrir l'appartenance de Wilson à une loge, cela signifie adhérer encore à l'argumentaire de légitimation de la Grande Guerre. Les thèmes de l'encerclement, du complot, de l'attitude défensive de l'Allemagne face à une franc-maçonnerie prétendument alliée aux Juifs, aux « réactionnaires » et aux « sociaux-démocrates », entretiennent l'idée, chère à Werner Beumelburg et à Hindenburg, d'une Allemagne jetée dans un conflit par un « monde d'ennemis ». Un « monde d'ennemis » auquel les Juifs donnent, en dernière instance, son véritable sens aux yeux des intellectuels SS.

Les intellectuels du SD ont beaucoup écrit sur la judaïté, son histoire, ses caractéristiques, son rôle supposé dans tel ou tel domaine[77]. L'activité de contrôle, de pédagogie, de *Gegnerforschung* atteste l'attention très tôt portée par le SD à cette question[78]. La grande masse documentaire laissée par ceux qui, à partir de 1935, pensent avec une grande constance la législation antisémite et les persécutions, permet ainsi de préciser l'image de la judaïté mise en œuvre par les intellectuels SS. Cette image, très classique dans ses contenus, n'en reflète pas moins des ambitions de scientificité. Désapprouvant l'antisémitisme extrémiste de Julius Streicher

et de la SA, les intellectuels SS mobilisent les affects antisémites en les insérant dans un discours historique, en parant les énoncés de notes, de citations de périodiques juifs. C'est donc la forme mais aussi l'expression historicisée de la judéophobie qui donnent son originalité à un discours frappé au coin de la banalité de l'antisémitisme nazi.

En février et mars 1937, le SDHA II/112 est chargé d'organiser une série de conférences sur « La juiverie, ennemie du national-socialisme[79] ». Partie intégrante de la mission de construction et de pédagogie dogmatiques assignée par Heydrich et Himmler, ces conférences sont prononcées devant des responsables économiques, des étudiants de la NSStB, des membres du RuSHA. Un public issu de la SS et d'autres institutions, aux yeux duquel les membres du SDHA II/112, Hagen, Eichmann et Schröder en premier lieu, font déjà figure d'experts[80].

Le 8 février 1937, devant vingt-cinq responsables économiques[81], le *SS-Hauptscharführer* Schröder prononce donc au nom de son groupe une conférence dans laquelle on retrouve tous les éléments de la rhétorique antisémite nazie. Schröder adopte une démarche causale, tentant de comprendre les raisons de l'« opposition » au national-socialisme des Juifs. Cette formule trahit l'imaginaire défensif à l'œuvre dans l'antisémitisme nazi. Les intellectuels SS *croient* se défendre contre les Juifs, remobilisant ainsi – consciemment ou non – le thème de l'*Abwehrkampf* cristallisé dans la Grande Guerre et les années de troubles. Pour le sous-officier SS, deux causes expliquent en tout cas l'« opposition » des Juifs au nazisme : l'« altérité raciale » et un « espace vital différent »[82]. Schröder, s'appuyant sans les citer sur les hygiénistes raciaux, oppose à la nordicité allemande préservée une judaïté composée au fil de l'histoire par de nombreux métissages. Se conformant au déterminisme racial nazi, Schröder a fait de la dimension biologique le point de départ de son exposé. À la race succède pourtant rapidement l'espace vital, « espace illimité », décrit comme la « base de la vie juive » : « en d'autres termes, dit Schröder, la répartition internationale des Juifs conditionne l'internationalisme de leur idéologie ». C'est sur ces deux points que se fonde la figuration nazie de l'absolue altérité de la judaïté, mais aussi de sa malignité supposée : c'est parce que « les Juifs n'ont pas de terre », et que, peuple métissé, leur identité raciale n'est pas affaire de pureté, qu'ils aspirent à l'« assimilation », source de

toute l'angoisse nazie. Pour Schröder, « l'assimilation, c'est-à-dire l'immixtion juive dans la vie ethnique propre d'une nation, doit dans tous les cas avoir des effets destructeurs. C'est pour cela que le Juif est destructif partout sur la Terre »[83]. Il voit ainsi dans l'assimilation des Juifs une atteinte à la substance raciale des nations, atteinte selon lui intentionnelle de la part d'un peuple qui réussirait à préserver son identité ethnique jusque dans le métissage, alors que ce dernier signifierait, aux yeux des SS, la perte de l'identité nordique. Les Juifs, ainsi, sont des ennemis biologiques, dont l'action menacerait, selon les experts du SD, le fondement de la germanité : sa substance raciale. Ne retrouve-t-on pas là, exposée pratiquement dans les mêmes termes, la rhétorique de légitimation de la Grande Guerre, lutte défensive mais vitale ?

Encore faut-il nuancer la comparaison : la rhétorique de guerre puis la représentation de l'occupation de la Ruhr par les troupes noires avaient eu un effet puissamment anxiogène lors de la jeunesse des intellectuels SS. La représentation nazie des Juifs, pour mobilisatrice qu'elle fût, pour angoissante qu'elle pût être, était pourtant désormais énoncée à travers un système de croyances qui prétendait mener victorieusement le combat. De fait, si l'angoisse transparaissait clairement dans la première partie de l'exposé de Schröder, son discours était orienté vers l'arrivée providentielle du nazisme au pouvoir : la deuxième partie débutait par une description de « l'influence juive en Allemagne », qui, en « 1933, [était] bien plus importante que [le] pourcentage [de Juifs] au sein de la population », mais la *Machtergreifung* et le « combat de l'État nazi contre la juiverie, par le recul de l'influence juive et la promotion de l'émigration », permettaient à l'orateur de terminer son exposé en détaillant des « exemples concrets » de mesures défensives, en disant le combat militant[84].

Texte ordinaire d'un intellectuel SS, caractéristique d'une formulation nazie exprimant un antisémitisme « banal » mais l'énonçant à l'aide de statistiques et de citations de presse, le canalisant sous une formulation conforme à la rhétorique universitaire. Cet exposé trahit les affects étreignant les militants nazis, soulignant la fonction détenue par l'antisémitisme dans l'organisation psychique induite par l'intériorisation du nazisme. La représentation de l'ennemi – Juif, mais aussi franc-maçon ou communiste –, puissamment anxiogène, génère la haine – elle apparaît

au grand jour quand Schröder, dès le premier paragraphe, fait du Juif « un bâtard en puissance[85] » – et légitime une politique nazie marquée au sceau de l'*Abwehrkampf*. La croyance et la ferveur procurent cependant à ces militants l'espoir de l'issue victorieuse du « combat défensif » contre le « monde d'ennemis ». N'est-ce pas d'ailleurs ce qu'exprime Paul Zapp en terminant sa conférence sur les francs-maçons : « Les francs-maçons, la juiverie et les autres adversaires idéologiques forment, *ou plutôt formaient*[86] un front d'opposants uni[87] ! » ?

Il n'y a pas ici de construction dogmatique proprement originale[88]. L'apport des hommes du SD, en l'occurrence, se situe plus sûrement sur le plan de la formulation que sur celui du fond idéologique : ils prétendent prouver, chiffres à l'appui, la justesse de l'idéologie. Il s'agit là d'une déclinaison « savante » du nazisme. Classant, mettant en relation – et en fiches –, dénombrant et dépouillant les masses documentaires, les intellectuels SS prétendent ainsi vérifier les fondements de leurs croyances dans leurs enquêtes. C'est pourtant précisément parce qu'ils lisent le monde comme un « monde d'ennemis » ligués contre leur nation qu'ils adhèrent plus étroitement encore au système de croyances nazi et à cet *Abwehrkampf* qu'est pour eux le militantisme au SD. Le « travail » au SD, travail de formulation dogmatique et de « vérification empirique » du dogme, est donc d'essence syllogique.

Contrôler

La seconde activité exercée par le SD consistait à contrôler et à expertiser le « domaine vital » allemand. Conscients de la faiblesse de l'expression de l'opinion dans le III^{e} Reich, Ohlendorf et Höhn bâtirent à partir de 1936, et plus encore après 1939, un système de rapports réguliers, destinés au gouvernement et à la hiérarchie du NSDAP, qui devait tenir lieu tout à la fois de sondage, de dépêches de presse et de bulletin d'information[89]. Ces « dépêches du Reich » (*Meldungen aus dem Reich*) constituèrent une importante activité du RSHA *Amt* III, et particulièrement de son groupe IIIA[90]. D'un autre côté, dans les domaines hygiénique et racial (*Amt* IIIB), culturel (IIIC) ou économique (IIID), le SD s'était assigné une fonction

d’expertise, donnant son avis sur les mesures prises, conseillant le gouvernement, permettant au *Reichsführer* de disposer d’un « brain-trust » grâce auquel il conservait l’initiative au sein de la polycratie nazie[91]. Enfin, à partir de 1937-1938, le SD participait, de concert avec les autres instances de répression du III^{e} Reich, à la politique d’expansion : contrôler, pour les intellectuels SS, c’était sonder et expertiser, mais c’était aussi mettre la main sur l’Autriche, les Sudètes et le reste de la Tchécoslovaquie entre 1938 et 1939, cette mission de contrôle généra les premiers commandos d’intervention, les *Einsatzkommandos*.

Sous la houlette de Höhn, d’Ohlendorf et de son adjoint Karl Gengenbach, le SD mit ainsi en place une activité régulière d’information. Les différents témoignages d’Ohlendorf à Nuremberg ont donné une image pour le moins partielle de cette activité. Ohlendorf a raconté qu’il aurait été recruté par Höhn car celui-ci recherchait des « esprits critiques » capables de discuter l’actualité, de se faire les porte-parole d’une opinion dont l’expression – c’était un euphémisme – était bridée. À Nuremberg, se parant d’une image de nazi hétérodoxe et critique, Ohlendorf désirait passer de la sorte pour un marginal, victime des brimades de Himmler et de Heydrich[92], et précisément en raison de ces fameux rapports. Élément important de sa stratégie de défense[93], sa version de l’usage et du statut des *Meldungen aus dem Reich* et de toute l’activité de sondage et d’expertise du SD est de ce fait sujette à caution.

Les *Meldungen aus dem Reich* ont pourtant constitué une source providentielle de l’histoire du nazisme. Les ouvrages d’Ian Kershaw, de Lawrence Stokes, de Marlis Steinert[94] se fondent très largement sur cette longue série de documents sondant le « moral » et l’« attitude » des Allemands. Les rédacteurs compilaient les rapports transmis par les SDOA, en triant bien sûr à leur avantage une masse d’informations déjà sélectionnées. Inutile donc d’y chercher un reflet « objectif » de la réalité quotidienne de l’Allemagne nazie, mais plutôt sa réverbération énoncée par les intellectuels SS, réverbération d’autant plus construite qu’elle était très éloignée de leur propre quotidien. Un exemple permet d’illustrer ce décalage.

Quand la SDOA de Stuttgart écrit, le 27 mai 1936, que les tribunaux « rendent des jugements incompréhensibles dans [des] affaires raciales » et que « les peines prononcées sont extrêmement légères », car « jusqu'à présent, aucune peine de prison [n'a été] prononcée en dépit des instructions du Code »[95], il est difficile d'y voir un reflet fidèle d'une opinion allemande qui n'est guère versée dans le nordicisme des lois de Nuremberg[96]. En revanche, les intellectuels du SD, instigateurs avec d'autres groupes de ces lois[97], pouvaient s'étonner de la lenteur des tribunaux à faire entrer les *Blutschutzgesetzen* dans la jurisprudence : le rapport de cette SDOA dirigée par Gustav-Adolph Scheel, Sandberger et Ehrlinger exprime les sentiments des jeunes intellectuels nordicistes du SD, certainement pas ceux de la population souabe. Il est cependant exact que les lois de Nuremberg ont nécessité une période d'adaptation pour les tribunaux, peu enclins au départ à adhérer à la mise en place de lois raciales. Ce rapport ne se fait-il pas simplement l'écho de ce décalage entre le « droit » racial nazi et son application, décalage exprimé avec une pointe d'irritation par des officiers du SD qui en souhaiteraient une application totale et immédiate ? C'est bien dans la découverte des difficultés de mise en application d'une loi que les *Meldungen aus dem Reich* remplissent la mission de contrôle assignée au SD par Heydrich et Himmler. Le SD, déclare ce dernier, « est le service d'information idéologique du Parti et de l'État[98] ». La rédaction de ces rapports est un acte politique, car ils formulent au nom du SD un avis, transmis ensuite à la hiérarchie ; elle est aussi un acte militant, celui d'hommes qui lisent le réel à travers leur système de croyances, qui lisent les signes de leur espérance dans le quotidien allemand. Ils sont, par leur subjectivité même, une source exceptionnelle d'histoire des représentations.

La seconde fonction du SD consiste à fournir des expertises concernant également tous les domaines du *Lebensgebiet*. Elles peuvent être intégrées aux *Meldungen aus dem Reich*[99] quand leur degré de généralité est significatif, ou faire l'objet de mémorandums rédigés par les *Referenten* du RSHA ou leurs subordonnés[100]. Les questions de nationalité, de relations interethniques, de « santé publique[101] » et de politique raciale sont le domaine du RSHA *Amt* III B dirigé par Hans Ehlich secondé par Heinz

Hummitzsch ; les questions de culture sont le fait du RSHA *Amt* III C de Spengler, Turowsky, Rößner et von Kielpinsky ; les questions économiques, quand elles ne sont pas traitées directement par Ohlendorf, sont le domaine du RSHA *Amt* III D de Willy Seibert, Friedrich Tiedt et Hans Leetsch[102]. Ces bureaux sont organisés de façon thématique, derrière laquelle se dessine parfois, à partir de 1942, une structure géographique ; l'exemple du RSHA *Amt* III D est à cet égard éclairant.

Dirigé par Willi Seibert, économiste très proche d'Ohlendorf, ce groupe fournit des expertises économiques et contribue à rédiger des rapports spéciaux pour les *Meldungen aus dem Reich*. Le groupe est organisé en cinq *Referate* thématiques, numérotés de 1 à 5, auxquels s'ajoutent deux *Referate* géographiques, s'occupant l'un des territoires occupés de l'Ouest (III D W) et l'autre des territoires occupés de l'Est (III D E). Le *Referat* n° 1 est consacré à l'économie de subsistance, le n° 2 au « commerce, [à l']artisanat [et aux] transports », le n° 3 à « l'économie financière, banques, bourses et assurances », le n° 4 à l'« industrie et [à l']énergie » et le dernier, n° 5, au « système de chômage et de protection sociale »[103]. Cette spécialisation, apparemment marquée au sceau de la rationalité et de la fonctionnalité, masque pourtant une caractéristique fondamentale du système de représentations nazi : la répartition ne correspond pas aux trois grands secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) couramment définis par les économistes ni dans la hiérarchie interne, ni dans la taxinomie employée. D'autre part, le secteur « agriculture » (*Landwirstchaft*) n'en est pas réellement un : il s'agit, pour traduire littéralement le terme allemand, d'un secteur intitulé « économie de la nourriture, du ravitaillement » (*Ernähungswirtschaft*) : cette dénomination pourrait simplement refléter la préoccupation nazie de la situation du ravitaillement, en Allemagne comme dans les territoires occupés, préoccupation qui a joué un rôle déterminant dans la forme revêtue par la guerre à l'Est, la politique d'occupation en Pologne et en Biélorussie, et jusque dans la mise en place du meurtre de masse. Ne peut-on corréler cette préoccupation avec la hantise du retour de la situation économique de 1918, la quasi-disette que connut l'Allemagne au moment de sa capitulation[104] ? De fait, et avant même d'aborder les contenus du travail d'expertise, on peut souligner que l'ombre portée de la

Grande Guerre et du « temps des troubles » s'étend jusque dans les dénominations des bureaux du SD.

Celui-ci accumule les mémorandums sur l'industrie, l'énergie, l'agriculture dans telle ou telle région du Reich – ou des territoires occupés après 1939 –, l'observation des phénomènes sociaux. Sous l'influence d'Ohlendorf, le SD intervient dans le débat économique nazi, qui gagne en virulence tout au long de la guerre[105]. Le SD soutient des positions très dogmatiques, dans le but, selon les mots de son propre chef, d'insérer l'économie « dans un contexte ethnique »[106]. Ohlendorf entend par là la mise sur pied d'une économie « sociétale [*gesellschaftliche*], c'est-à-dire *völkisch*[107] » : une économie conforme au déterminisme racial. Pour abscons que puisse paraître ce programme, il trouvait une incarnation particulière dans le débat économique nazi. Contre le modèle technocratique productiviste de Speer[108], d'un côté, contre ce qu'Ohlendorf appelait « les courants collectivistes du Parti » de l'autre[109], ce dernier défendait une « ligne favorable aux classes moyennes », selon les mots de l'un de ses adversaires, le *Sturmbannführer* SS d'Alquen, rédacteur en chef de *Das Schwarze Korps*. Résumant les termes du débat secouant les institutions économiques, la lettre de Günther d'Alquen, jeune journaliste recruté au SD par Heydrich, sorti de sa zone d'influence pour intégrer l'entourage de Himmler, mérite que l'on s'y attarde :

> « Cher camarade Ohlendorf ! […]
>
> « […] Je tiens pour venu, cher camarade Ohlendorf, le temps de discuter entre nous et de clarifier certaines choses, et ce d'autant plus, à mon avis, que la mort du *Gruppenführer* Heydrich nous a donné le devoir d'être unis comme l'acier […].
>
> « Je dois vous dire très ouvertement certaines choses, à l'occasion desquelles je vous demande de ne pas être susceptible et d'exclure par avance toute intention maladive.
>
> « Lors de nos discussions des années passées, je n'ai jamais pu me départir d'un sentiment qui me plaçait devant la question suivante : "Bon, avec qui parles-tu en ce moment ? Avec le *SS-Oberführer* Ohlendorf, chef de service au SD, ou avec le secrétaire général du département commerce [*du ministère de l'Économie*] ?" […]

« Cher camarade Ohlendorf ! Vous appréhendez la sphère du commerce du point de vue du maintien et de la promotion de l'existence d'une classe moyenne au détriment de tout autre facteur. Cela peut être juste dans une certaine mesure. […] Mais je crois que [le commerce] joue dans toute la question un rôle subordonné. Car si le national-socialisme émane d'un fondement biologique que la SS essaye de promouvoir dans sa signification pratique dans un cadre élargi, il me semble alors que l'on ne peut s'éloigner aussi facilement de ces préconditions raciales. Et je prétends que l'instinct du commerce est corrélé, voire lié à l'infériorité raciale. Et je prétends que le commerce, dans la forme actuelle de commerce de détail, est éloigné des aptitudes de l'homme nordique, c'est-à-dire du Germain.

« Tout cela n'a certes rien à voir avec le petit commerçant comme instance de répartition des richesses dans le cadre de l'économie politique […] [110] . »

Replacé dans son contexte, le texte de Günther d'Alquen fait l'effet d'un pamphlet assez fidèle au ton du journal SS : le para graphe de présentation, sous couvert d'une « explication claire et franche digne de cadres SS », amalgame Ohlendorf avec les fonctionnaires souvent malmenés par le journal. Surtout, en faisant d'Ohlendorf un spécialiste du commerce, d'Alquen l'enfermait dans cette infériorité raciale qu'une telle branche représentait à ses yeux : pour un officier SS, la lettre de D'Alquen équivalait à une véritable insulte personnelle. Plus grave encore : l'accusation d'ignorance des principes fondamentaux du déterminisme racial nazi pouvait, si elle était propagée par *Das Schwarze Korps*, nuire considérablement aux positions du SD. La lettre de D'Alquen représentait ainsi une menace non négligeable pour le général SS et son service, menace à laquelle il convenait de répondre tant au plan dogmatique qu'au plan personnel. Sur le second point, Ohlendorf fit remonter l'affaire jusqu'à Himmler[111], qui n'intervint pourtant pas avec rigueur contre celui qui apparaissait comme son journaliste favori[112]. Au plan dogmatique, la réponse d'Ohlendorf et du SD fut par contre plus intéressante, car elle dit enfin ce que les intellectuels du SD entendaient comme projet d'« économie nazie ».

Ohlendorf, dans une réponse cinglante, rappelle à d'Alquen que les « commerçants ont quand même fondé Brême, Lübeck, Dantzig, Riga et posé les fondements de notre puissance coloniale […] ». Il ajoute :

> « Le fait décisif selon lequel le peuple allemand ne constitue pas en soi une unité raciale corrobore le fait que […] ce n'est pas une race qui s'exprime dans la fonction de commerçant, mais bien toutes les composantes du patrimoine racial du peuple allemand, représentées dans la fonction de commerçant [113] . »

Ohlendorf affecte de fustiger le racisme simpliste de D'Alquen et de recadrer sa théorie économiste dans un nordicisme orthodoxe. Les classes moyennes qu'il entend promouvoir sont bien entendu des classes moyennes épurées, nordifiées : n'est-ce pas là, d'ailleurs, le travail du RSHA *Amt* IIIB, l'un des plus importants groupes qu'il dirige ? Celui-ci, sous la direction de Hans Ehlich, évalue la sélection sans fin du sang nordique, cette « quête de sang allemand » mise en place par l'hygiène raciale[114]. Une fois le « patrimoine racial allemand » renordifié, Ohlendorf pensait attribuer à la classe moyenne une fonction de redistribution des richesses par l'intermédiaire du commerce, dans une économie sociale qui, selon lui, devait se différencier de l'économie capitaliste comme de l'économie communiste, ces « deux dimensions certes extrêmes d'un rationalisme aplati et simplifié », dont l'une « [mécaniserait] la production au cours du progrès technique [en] éliminant toujours plus de main-d'œuvre », tandis que l'autre, la communiste, « [aurait] élevé un matérialisme et un rationalisme ignorant la culture et l'esprit humain au rang de système économique et social ». Par contraste, le système nazi devait, selon Ohlendorf, Seibert, Leetsch et les experts économiques du SD, représenter « des principes d'organisation véritablement humains » combattant les forces de « l'autonomie de l'activité quantitativiste et calculatrice »[115] capitalistes et soviétiques.

Le travail d'expertise économique du SD révèle ainsi deux niveaux de discours, l'un, plus particulièrement axé sur la dimension pratique et sectorielle, trahissant le poids de la mémoire de la Grande Guerre par l'intermédiaire de la hantise de la disette, tandis que l'autre, sans pour autant formuler un projet conceptualisé[116], met en pleine lumière l'ambition nazie de mettre l'économie au service des « forces de développement de

l'homme allemand », lequel ne pouvait pas être « l'objet d'un marché économique anonyme, mais bien le Sujet et, par là, le configurateur qui imprime sa marque au domaine économique, comme partie intégrante de sa culture »[117].

Les activités de sondage et d'expertise du SD le conduisaient ainsi à assumer des fonctions de contrôle extrêmement importantes, permettant aux caciques nazis de prendre la mesure des réactions aux politiques mises en place et d'évaluer l'efficacité de ces politiques. Au sein même de cette activité, les intellectuels du SD poursuivaient un travail de formulation dogmatique et idéologique, qui ne prenait pas toujours la forme de mémorandums, mais pouvait aussi les amener, discrètement, à faire pression sur les organes de gouvernement pour tenter d'imposer *leur* nazisme. Le SD, instrument de contrôle, se muait en appareil idéologique et en un instrument de pouvoir avec lequel l'État dut finalement composer : Ohlendorf, par exemple, devint l'une des figures dominantes du ministère de l'Économie[118]. Cette expertise et ce contrôle, pourtant, se doublaient toujours d'une activité de renseignement qui confinait à la *Gegnerforschung* : le SD exerçait en ce domaine encore une fonction de contrôle, fonction qui prit un tournant décisif avec le début de l'expansion nazie.

L'idée de former des groupes composés d'officiers du SD, de « militants soldats » de la SS, et de policiers de la Gestapo fut, on l'a vu, mise en pratique lors du « putsch de Röhm ». Les commandos de l'Ordre noir avaient alors procédé à des arrestations et exécuté un certain nombre d'opposants au nazisme ou à la SS. En 1938, le SD n'est plus ce petit groupe d'activistes aux méthodes artisanales, et la Gestapo est devenue l'un des piliers de l'État nazi. Les commandos d'intervention (*Einsatzkommandos*) qui agissent dans les Sudètes, en Autriche et en Tchécoslovaquie témoignent de cette évolution numérique, du développement des méthodes d'investigation et de leur spécificité, alors que demeure constant l'exercice d'une violence qui reste d'essence politique. Ces *Einsatzkommandos*, enfin, sont le reflet de la pratique de contrôle mise en place par la SIPO et le SD dans les années 1936-1938.

Peu d'informations ont filtré concernant la préparation ou le recrutement de ces commandos[119]. On connaît un peu mieux leurs activités, mais moins sous l'aspect répressif que sous l'aspect documentaire en Autriche, alors que l'on dispose de données chiffrées d'arrestations pour la Tchécoslovaquie[120]. Les pratiques développées à l'occasion de ces invasions sans combats sont issues du travail quotidien du SD. C'est en ce sens, mais aussi pour les précédents qu'elles créent, qu'il est nécessaire de leur prêter ici quelque attention : avec eux, pour la première fois, la conquête et le contrôle fusionnent dans la pratique répressive nazie.

Un mémorandum de Heydrich décrit ainsi avec une grande clarté les objectifs des *Einsatzkommandos* :

> « Lors de toutes les actions précédentes – à commencer par celle en Autriche –, des *Einsatzgruppen* ont agi, conformément à l'ordre spécial du *Führer* , avec les troupes. Sur la base du travail préparatoire, ils ont effectué des arrestations systématiques, la confiscation et la mise en sûreté des documents politiques les plus importants et porté des coups violents aux ennemis du Reich dans le monde, issus du camp de l'émigration de la franc-maçonnerie, de la juiverie et de l'opposition politico-confessionnelle, ainsi que des II e et III e Internationales [121] . »

L'action est, dans le cas de l'Autriche, préparée dès la mi-mars 1938 par la sélection, à partir des fichiers du SD et de la Gestapo, de « *Sonderfahndungslisten* », c'est-à-dire de listes spéciales des personnes recherchées[122] ; spécialité issue de la *Gegnerforschung*, cette activité semble être restée l'apanage du SD. Sur place, par contre, la Gestapo prend en charge la plus grande partie des arrestations systématiques mentionnées par Heydrich. Le SD se concentre pour sa part sur l'occupation de bâtiments stratégiques, sur la « mise en sûreté et la confiscation de la documentation politique importante ».

En Autriche, les hommes sont commandés par Franz Six qui, resté à Berlin, a confié le commando à Wilhelm Spengler et Erich Ehrlinger : alors que le premier se charge de la partie documentation, le second opère plus particulièrement en liaison avec la Gestapo tout en se chargeant aussi de confiscations. Après cinq jours de travail, les commandos du SD et de la

Gestapo sont transformés en unités stationnaires de la SIPO et du SD organisées, comme au sein du Reich, en SDOA et en *Stapostellen*[123].

Les hommes de Franz Six ont saisi les archives des congrégations juives, des loges maçonniques, des partis de gauche et des associations « suspectes », ainsi que les fonds de nombreuses bibliothèques, dont les livres, soigneusement triés, vinrent garnir les rayons des bibliothèques institutionnelles du SD et de la Gestapo[124]. Les courriers échangés entre la centrale de Berlin et les hommes des *Einsatzkommandos* et retraçant les opérations sont certes remarquablement diserts sur les perquisitions – ils mentionnent même l'un des nombreux suicides au moment de l'entrée des nazis dans Vienne –, mais ils renseignent surtout sur les opérations de tri, d'archivage et d'emballage aux fins de transport[125]. Au total, on discerne bien une continuité entre les missions de contrôle et d'expertise du SD et celles des *Einsatzkommandos* entrés en Autriche, l'image des pratiques nazies mises en œuvre dans la prise de contrôle des territoires reste lacunaire, voire singulièrement aseptisée, en l'absence de données chiffrées sur le nombre des arrestations et des victimes[126]. L'analyse du cas de la Tchécoslovaquie peut permettre de combler quelques lacunes.

La préparation de l'invasion des Sudètes débuta à la fin de juin 1938, avec les premiers plans d'organisation de l'intervention du SD et de la SIPO en cas de « complications entre la République de Tchécoslovaquie et le Reich » : selon ce premier projet, le SD devait suivre directement les troupes entrant en Tchécoslovaquie pour y mener une « mission analogue [à celle poursuivie dans] le Reich », mission de « sécurisation [*Sicherung*] de la vie politique »[127]. En se fondant sur la documentation amassée par les SDOA frontalières, le SDHA devait mettre en place un fichier général, complété par des fichiers locaux, à raison de deux par district tchèque, dont l'un devait être confié à l'état-major du commando destiné à y opérer. Ce fichier devait déjà porter, en plus des informations nominales, des instructions concernant le traitement à réserver aux personnes physiques ou morales : « Emprisonner, liquider [*Auflösen*[128]], mettre à pied, observer, confisquer, surveillance policière, confiscation du passeport […][129]. » Parallèlement, la Gestapo mettait en place, sur le modèle autrichien, une « Liste spéciale de recherche » permettant d'effectuer perquisitions et arrestations, au risque du double emploi. Unités destinées à des localités

précises, et dénominées par leur lieu de destination, les *Einsatzkommandos* étaient censées prendre le contrôle du territoire au fur et à mesure de l'avancée des troupes. La phase mobile devait s'achever par la transformation des *Kommandos* en SDOA et en *Stapostellen*. La mise en forme définitive des objectifs des « *Einsatzgruppen* de la SIPO et du SD » – les premiers du nom – intervint pourtant par une circulaire rétrospective, émise par la Gestapo le 5 octobre 1938, alors que les groupes étaient déjà sédentarisés dans les Sudètes. Elle devait par contre revêtir un caractère programmatique, de nouveaux *Einsatzgruppen* étant formés dans l'optique de l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie, le 15 mars 1939. Dans les deux cas, les missions dévolues aux *Einsatzkommandos* étaient les suivantes :

> « a) sécurisation du nouvel ordre contre toute attaque et tout trouble ;
>
> « b) arrestation de toute personne connue comme hostile au Reich ;
>
> « c) mise en sûreté de toutes les traces documentaires [*Unterlagen*] – écrites et autres – issues de l'activité des personnes et organisations hostiles au Reich ;
>
> « d) liquidation des organisations hostiles au Reich ou utilisées à des fins hostiles au Reich ;
>
> « e) occupation de tous les locaux officiels de la police d'État et de la police criminelle tchèques, ainsi que de toutes les organisations servant à des buts de police d'État ou de police criminelle [130] . »

Le premier article, conforme au système de représentations nazi, qualifiait l'action des *Einsatzgruppen* de préventive et lui donnait un caractère défensif. Ainsi, les missions des commandos ne différaient pas de celles assumées par le SD et la Gestapo en Allemagne. L'état d'exception, décrété après les deux invasions successives, procura aux nazis l'occasion d'une vague de répression dont on peut tenter de prendre la mesure grâce au témoignage de Helmut Groscurth, l'un des adjoints de Wilhelm Canaris à l'*Abwehr*. Nommé officier de liaison de la *Wehrmacht* auprès du *Reichskommissar* pour les Sudètes, celui-ci ne put obtenir un bilan exact des arrestations pratiquées par la Gestapo. Ce que l'on sait pourtant, grâce à son journal, c'est que leur nombre s'est élevé à quelque 2 500 en quatorze jours. Il précise de plus qu'elles concernaient en premier lieu des

communistes allemands des Sudètes, mais aussi des membres du SDP, le parti indépendantiste germanophile, et des Tchèques considérés comme hostiles au Reich. En mars 1939, toujours selon Groscurth, 1 600 personnes furent arrêtées dès la pre mière semaine de l'invasion. Ce chiffre augmenta, jusqu'à atteindre rapidement 4 639 arrestations. Sur ce total, 1 288 personnes restèrent emprisonnées[131] ; tout semblait se passer comme si l'exportation des pratiques sécuritaires du SD et de la SIPO se faisait plus brutale dans les Sudètes qu'en Autriche, et plus encore en Tchécoslovaquie allogène, que dans des Sudètes « profondément germanisés » ; cette « brutalisation » des pratiques des *Einsatzgruppen* n'était-elle pas, en fait, tributaire du déterminisme racial nazi[132] ?

Six mois après l'invasion de la Tchécoslovaquie, la Pologne investie à son tour était le théâtre d'un saut quantitatif et qualitatif des pratiques de violence des *Einsatzgruppen*, saut décisif marqué par l'entrée en coalescence de la violence politique – à quoi ressortissait jusqu'alors l'action des *Einsatzgruppen* – avec une violence de guerre qui, inexorablement, voyait réémerger la mémoire nazie du conflit précédent. Le nouveau conflit serait bientôt appréhendé comme un *Daseinskampf*, un « combat pour l'existence »[133] : le trans fert serait d'autant plus direct pour les jeunes adultes[134] qu'étaient les intellectuels SS que la Grande Guerre avait été la guerre de leur enfance.

Le 12 juin 1944, le chef du RSHA Ernst Kaltenbrunner ordonna à Erich Ehrlinger d'obtenir du SSPHA la promotion de Walter Schellenberg au grade de *Brigadeführer*. L'argumentaire développé par les services de l'*Amtschef* I est assez remarquable :

> « Le *SS-Oberführer* Schellenberg est l'archétype de l'activiste infatigable […]. La promotion du *SS-Oberführer* Sch. au grade de *SS-Brigadeführer* , avec date d'effet au 21/6/44, est proposée au vu de son attitude et de son action, et en considération de sa fonction [135] . »

Un an avant l'effondrement du III^e^ Reich, au moment de promouvoir le chef du SD *Ausland*, les hommes de l'*Amt* I du RSHA employaient encore le vocabulaire du militantisme et de la lutte politique pour décrire les

« vertus » du candidat. En un mot, ils crurent jusqu'au bout à ce qu'ils faisaient.

Par la fonction d'expertise et de formulation dogmatique, les intellectuels SS ont contribué à penser le nazisme, à l'étayer en produisant un discours dont l'ambition scientifique ne faisait alors à leurs yeux aucun doute. Celle-ci était pourtant marquée au sceau de la vérification et du syllogisme : les intellectuels du SD voyaient le monde à travers le prisme du déterminisme racial et chacune des observations, chacun des faits par eux rapportés étaient érigés en instance de confirmation de la validité du dogme. De la sorte, la surveillance et l'expertise, conditionnées par la croyance nazie, contribuaient à renforcer celle-ci.

L'ambition scientifique s'incarnait dans la *Gegnerforschung*, l'étude des opposants, qui consistait à révéler, par un travail de mise en fiches du monde et de construction d'organigrammes matérialisant les liens transversaux entre ces adversaires réels ou supposés, le « monde d'ennemis » ligués contre cette Allemagne nouvelle qu'ils prétendaient bâtir. Le discours des intellectuels SS différait pourtant fondamentalement de celui des étudiants *völkische* de la république de Weimar qu'ils avaient été avant d'entrer au SD. Tout comme lui, ce dernier resta certes un discours fondamentalement défensif de mobilisation et de lutte, mais il ne gardait, en 1939, nulle trace de cette angoisse eschatologique de la sortie de la Grande Guerre : le « monde d'ennemis », même s'il était toujours dangereux, ne risquait plus d'anéantir une Allemagne qui avait rencontré dans le nazisme la providence millénariste. Le nazisme, ainsi, avait canalisé l'eschatologie.

Ces hommes furent par ailleurs confrontés à une hiérarchie leur enjoignant de conformer leurs pratiques à leurs convictions. Ils durent se conformer à un système normatif contraignant, un système qui, en fin de compte, attendait d'eux qu'ils joignent la pratique au discours, qu'ils s'engagent plus avant dans une lutte qui, en 1939, n'était encore que la réparation de 1918. Cibles consentantes d'un discours leur présentant le mythe de l'intellectuel d'action comme l'idéal à atteindre, les intellectuels du SD virent ainsi leur univers se modifier singulièrement entre 1939 et 1941.

1 Sur tout ce qui suit, voir les livres de George C. Browder, *SIPO and SD, 1931-1940 : Formation of an Instrument of Power*, Madison, PhD University of Wisconsin, 1968, 346 p. ; du même auteur, *Foundations of the Nazi Police State. The Formation of SIPO and SD*, Lexington, University of Lexington Press, 1990, 346 p. ; *Hitler's Enforcers, op. cit* ; ainsi que « The SD : Signifiance of Organization and Image », *in* George Mosse (éd.), *Policies in History*, Madison, Madison University Press, 1975, 25 p., et une édition de documents : George C. Browder, « Die Anfänge des SD. Dokumente aus der Organisationsgeschichte », *in VfZ*, 27 (1979) ; on verra aussi Alwin Ramme, *Der Sicherheitsdienst des SS. Zu seiner Funktion im faschistichen Apparat und im Besatzungsregime des sogennanten Generalgouvernements Polen*, Berlin, Deutscher Militär Verlag, 1970, 302 p., ainsi que l'introduction de Lawrence Stokes, *The Sicherheitsdienst of the Reichsführer SS and the German Public Opinion, September 1939-June 1941*, Baltimore, PhD Johns Hopkins University, 1972 ; et enfin, Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo, op. cit.*

2 S. Aronson, *Heydrich*…, p. 57.

3 Rapport écrit de Paul Leffler, confié à Shlomo Aronson et cité par lui, p. 60-61 (*ibid.*).

4 Ce témoignage n'a pas été directement confié à Aronson par son auteur, mais par… Werner Best, qui, dans les années 1950 et 1960, tenta d'influencer l'historiographie du nazisme en accordant de nombreuses entrevues, que les historiens Helmut Krausnick et Shlomo Aronson ont utilisées parfois sans trop de discernement.

5 BADH, ZR-555, A.14 (dossier personnel SA Erich d'Ehrlinger).

6 Lettre de Heinrich Heindorf à Shlomo Aronson, mai 1964, cité dans *Heydrich.*…, p. 62.

7 Le fait est noté par Ulrich Herbert, lorsqu'il analyse les raisons de la mésentente entre Heydrich et Best. Cf. U. Herbert, *Best.*…, *op. cit.*, p. 228-230 ; voir aussi Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher, op. cit.*, p. 146.

8 Robert Koehl, *The Black Corps, op. cit.*

9 Alwin Ramme, *Der Sicherheitsdienst der SS, op. cit.*, p. 33-43 ; George C. Browder, *Hitler's Enforcers, op. cit.*, p. 105 *sq*. et 140 ; Jens Banach, *Heydrichs Eliten, op. cit.*, p. 94-96.

10 Voir Schlomo Aronson, *Heydrich.*…, *op. cit.*, p. 98-103, et George C. Browder, *Foundations of the Nazi Police State, op. cit.*

11 Pour une formulation programmatique rétrospective, voir, par exemple, le discours de Himmler du 5/5/1936, à la *Haus der Flieger* (BABL, NS-19/4003).

12 Chiffre exact : 52 048, donné par Richard Korrherr, inspecteur SS, dans une note adressée à Himmler le 1/3/1943, f^{o} 4 BABL, *Sammlung* Schumacher/436) ; Bernd Wegener, *Hitlers politische Soldaten, op. cit.*, p. 80-81.

13 Voir là-dessus les séries statistiques de Herbert F. Ziegler, *Nazi Germany's New Aristocracy, op. cit.*, p. 115, et Gunnar Boehnert, *Sociography, op. cit.*, p. 123. Voir aussi J. Banach, *Heydrichs Eliten, op. cit.*, p. 80-81.

14 S. Aronson, *Heydrich…, op. cit.*, p. 138.

15 George C. Browder, *Hitler's Enforcers, op. cit.*, p. 140 et 156-160.

16 Heinz Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf, op. cit.*, p. 63-64 et 102-115 ; Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 135-138.

17 *Ibid.*, p. 141-142.

18 Pierre Ayçoberry, *La Société allemande sous le Troisième Reich*, Paris, Le Seuil, 1998, 435 p. ; Richard Bessel, *Political Violence and the Rise of National-Socialism. The Storm Troopers in East Germany, 1925-1934*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1984, 215 p.

19 Cette activité ne devint véritablement intensive qu'après 1938.

20 L'expression est employée par Ulrich Herbert dans « Generation der Sachlichkeit », art. cité.

21 Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 138-143.

22 *Ibid.*, p. 144 ; S. Aronson, *Heydrich…, op. cit.*, p. 191-195.

23 *Lebenslaüfe*, 3/8/1936 et 5/2/1936, respectivement BAAZ, SSO et RuSHA Akte Spengler.

24 Même s'il ne correspondait qu'à la moitié de ce que désirait Heydrich, ce budget atteignait, en juillet 1934, 375 000 RM. Cf. S. Aronson, *Heydrich…, op. cit.*, p. 199.

25 Lettre privée de Reinhard Heydrich à Franz Xaver Schwartz, *Reichsschatzmeister*, du 14/5/1934 ; citée par S. Aronson (*ibid.*).

26 Voir là-dessus les études institutionnelles dans Ulrich Herbert, Karin Orth et Christoph Dieckmann, *Nationalsozialistische Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, Wallstein, Munich, 1999, 4 vol.

27 Robert Koehl, *The Black Corps, op. cit.*

28 L'intitulé exact que Franz Six voulait donner à un nouvel *Amt* II au sein du RSHA était « *Gegnerforschung und -Bekämpfung* » : « Recherche et lutte contre les opposants. Cf. organigramme du SD pour 1940, BABL, R-58/840 » (organigrammes et paraphes du SDHA en 1937, du RSHA pour 1940, 1941 et 1943) ; BADH, ZR-257 (organigramme prévisionnel RSHA pour 1940) ; AGKBZH, 362/270.

29 Le terme est édulcoré pour les besoins de la traduction : il faudrait inventer un substantif désignant les « apparentés aux Juifs », inexistant en français.

30 Leopold Caprivi, *Errinerungen, 1933-1945*, IfZ, ZS 3070, cité par Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…, op. cit.*, p. 23.

31 Dont le rédacteur Gunther d'Alquen fut en son temps l'une des recrues, avant d'entrer en affrontement direct avec Otto Ohlendorf. Cf. correspondance entre d'Alquen et Ohlendorf dans BABL, R-58/951 (rapports du SD sur la presse, notamment « Les tendances de *Das Schwarze Korps* ») et L. Hachmeister, *ibid.*, p. 159 ; H. Höhn, *Der Orden unter dem Totenkopf, op. cit.*, p. 121-122 et 126-127.

32 Reinhard Heydrich, *Wandlungen unseres Kampfes*, Munich, Berlin, 1936.

33 L'expression traduits *Weltanschaulische Gegnerbekämpfungs*, terme employé par Eichmann, lequel reprend presque littéralement la dénomination officielle de l'*Amt* de Six : preuve supplémentaire de l'immédiateté interne au nazisme de sa terminologie, mais aussi de sa performativité : dire, pour eux, c'est faire.

34 Sur Rudolf Levin, voir BAAZ, RuSHA Akte Levin ; AGKBZH, 362/219, 380, 390 (papiers professionnels et privés du *Sturmbannführer* SS Levin [RSHA VII], traitant de travaux universitaires et de projets de revue).

35 Conférence du *SS-Sturmbannführer* Levin, « Geisteswissenschaftliche Methodik der Gegnerforschung », IfZ, DC15/33, f^{os} 1-27 (non daté, probablement 1943).

36 Voir *supra*, chap. 5, et le colloque des VWA, conclu sur une « profession de foi dans les sciences combattantes » (procès-verbal du colloque des 30-31/5/1936 dans BABL, R-8043/6273, f^{o} 122).

37 Ingo Haar, « Kämpfende Wissenschaften. Entstehung und Niedergang der völkischen Geschichtswissenschaften im Wechsel der Systeme », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 215-241 ; ici p. 224-225.

38 Andreas Pfennig, « Vom Nachteil und Nützen der Soziologie für die Politik », *Volk im Werden*, 7 (1939), p. 126.

39 Sur les rapports complexes entre sociologie et SD, on se reportera à un colloque organisé par Otto Ohlendorf sur la sociologie dans BABL, R-3101 (Alt R-7)/2024 : protocole du colloque de sociologie du 9 décembre 1944 au Wannsee Institut ; voir là-dessus Carsten Klingemann, « Les sociologues nazis et Max Weber, 1933-1945 », *Genèses*, 21, 1995, 21 p. ; du même auteur, « Die deutsche Sozialwissenschaften zwischen den beiden Weltkriegen. Mythos und Realität von Kontinuitätbrüchen », *in* Gehrard Göhler et Bono Zeuner (éd.), *Kontinuitäten und Brüche in der deutschen Politikwissenschaft*, Baden-Baden, 1991, 17 p.

40 Expression qui tente de traduire l'allemand « *Überwachung des deutschen Lebensgebiets* ». *Überwachung* contient les connotations d'observation, de surveillance et de « garde ».

41 Voir l'introduction de Heinz Boberach (éd.), *Meldungen aus dem Reich, 1938-1945. Die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdientes der SS*, Herrsching, 17 vol. et Index, 1984, vol. 1, ainsi

que Ludolf Herbst, *op. cit.*, p. 181-188.

42 Conférence de Himmler devant un cours d'instruction politique de la Wehrmacht, janvier 1937 (*TMWC*, PS-1192 A). Cité par U. Herbert, *op. cit.*, p. 579.

43 *Volksgesundheit* en allemand. Il faut ici entendre le terme dans l'acception actuelle de « santé publique », mais aussi et surtout en termes d'hygiène raciale. Voir Robert Proctor, *Racial Hygiene. Medecine under the Nazis*, Harvard, Harvard University Press, 1988, 414 p. ; Benoît Massin et Paul Weindling, *L'Hygiène de la race. T. 1 : Hygiène raciale et eugénisme médical en Allemagne, 1870-1933*, Paris, La Découverte, 1998, 302 p.

44 Interrogatoire d'Ohlendorf du 29/5/1947, IfZ, 832/53, vol. IV, f^{o} 255. Je remercie Carsten Schneider de m'avoir communiqué ce document.

45 Ohlendorf reprenait presque mot pour mot la première définition, donnée par Tylor, de la culture comme un « complexe global incluant les connaissances, les croyances, l'art, la morale les lois et les coutumes » acquises par l'homme comme membre d'une société donnée » (E.B. Tylor, *Primitive Culture*, Londres, 1871, vol. 1, p. 1, cité par Claude Lévi-Strauss dans « Place de l'anthropologie dans les sciences sociales et problèmes posés par son enseignement », *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1974, p. 402-443 ; ici p. 414).

46 SDHA *Referaten* II/2 1 ; II/2 2 et II/2 3. Voir notes suivantes.

47 Voir organigrammes non datés du SDHA II/2 (probablement 1938 ou 1939), du SDHA *Amt* II/2, AGKBZH, 362/41.

48 Traduction de *Referent*, soit l'officier du SD chargé de la direction d'un bureau spécialisé en un domaine précis ; son supérieur hiérarchique était un *Abteilungsleiter* (chef de bureau), lui-même sous les ordres d'un *Amtschef* (chef de service), directement subordonné à Heydrich ; la structure était la même au RSHA : les numéros en chiffres romains correspondent aux *Ämter*, les lettres (au SDHA, déjà des chiffres arabes) aux *Abteilungen*, les chiffres arabes aux *Referaten*. Exemple au SDHA : le « sous-bureau » d'Eichmann est le SDHA *Amt* II/112 : issu de l'*Amt* II : SD *Inland*, *Abteilung* II/1 : *Gegnerforschung und -Bekämpfung* et du *Referat* II/11 : adversaires idéologiques, dont il constitue le 2^{e} bureau (II/11-2). Après 1940, ce sous-bureau fut érigé en *Referat*, le *Referat* RSHA IV B 4, issu de *l'Amt* RSHA IV : Gestapo ; de l'*Abteilung* IV B : « opposants confessionnels ». *Referat* B-4 : « Affaires juives ; affaires d'expulsions, gestions des biens confisqués aux peuples et États ennemis. Octroi de la nationalité du Reich » très vite transformé en *Judenangelegenheiten* (Affaires juives). Voir Organigrammes SDHA et RSHA *in* BABL, R-58/840, f^{os} 159 et 323. Pour une analyse des changements de dénomination du *Judenreferat* d'Eichmann, voir Götz Aly, « *Endlösung* », *op. cit.*, p. 104-105, et plus généralement, Hans Safrian, *Eichmann*, *op. cit.*

49 Cf. Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 182-195 et 225-229 ; Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher, op. cit.*, p. 203-217.

50 Cf. U. Herbert, *ibid.*, p. 228-231.

51 Supervision du fonctionnement des services (*Dienstaufsicht*). Voir sur Schellenberg, L. Hachmeister, *ibid.*, p. 201-202.

52 Cf. mémorandum de Best et annotations de Schellenberg dans BABL, R-58/826 et 827 (travaux de type juridique au sujet du recrutement des dirigeants de la SIPO/SD) ; ainsi que mémorandum de Beutel à Heydrich, 10/8/1939, AGKBZH, 362/93 (débat sur la réorganisation du SD et de la SIPO suite à la création du RSHA) ; mémorandums et propositions d'organisation de Six à Heydrich, AGKBZH, 362/295.

53 Mémorandum SDHA I/111 « Réorganisation du SD de la RFSS en vue d'une homogénéisation organisationnelle et personnelle avec la SIPO » signé Schellenberg, 24/2/1939, BABL, R-58/826.

54 *Ibid*.

55 Cf. L. Hachmeister, *Der Gegnerforscher, op. cit.*, p. 208.

56 SDHA I/311, SDHA I/32 (bureau Presse et Musée), SDHA II/1 (Recherche sur les opposants idéologiques), SDHA II/2 (Domaine vital allemand, pris en charge après le départ de Höhn, chef d'état-major : Ohlendorf, Six en fait, ne s'y intéresse pas…). L. Hachmeister, *Der Gegnerforscher*, p. 164, 173 et 177-178 ; Organigrammes SDHA 1937 et RSHA pour 1940, BABL, R-58/840.

57 Mémorandum Six, 17/7/1939, AGKBZH, 362/295.

58 Le rapport est annoté en marge par Heydrich qui consigna quelques annotations approbatrices, lesquelles cependant ne concernent que les aspects « recherche appliquée » (Fichiers supplémentaires, par exemple) du projet et témoignent d'un complet désintérêt pour la « recherche fondamentale » de Six. L'idée qu'appréciait Heydrich semble être celle d'un *Amt* « auxiliaire » des autres services.

59 Ohlendorf pour le SD *Inland* (RSHA *Amt* III, créé à partir du SDHA II/2) ; Jost pour le SD *Ausland* (RSHA *Amt* VI, ancien SDHA III + SDHA II/2 1) ; Heinrich Müller pour la Gestapo (RSHA *Amt* IV) ; Arthur Nebe (Kripo, *Amt* V du RSHA) et Franz Six (RSHA *Amt* VII). Voir pour des études institutionnelles, Reinhold Schattenfroh et Johannes Tuchel, *Zentrale des Terrors. Prinz-Albrecht-Straße 8. Hauptquartier der Gestapo,* Berlin, Metropol, 1987, 316 p. ; Reinhard Rürup, *Topographie des Terrors, op. cit.*

60 Cf. L. Hachmeister, *Der Gegnerforscher*, p. 213 ; la meilleure preuve en est la mise sous tutelle des *Voksdeutsche Forschungsgemeinschaften*, qui auraient théoriquement dû échoir à l'*Amt* VII. Or c'est un nouvel *Abteilung*, ressortissant conjointement aux RSHA *Ämter* IIIB (Politiques raciales) et VI G (Sciences), qui rendit ce contrôle effectif. Cf. lettre RSHA IIIB/VIG à la

Nord- und Ostdeutsche Forschungsgemeinschaft du 19, 11, 1944, signée SS *Stubaf.* von Hehn, convoquant les représentants des *Volksdeutsche Forschungsgemeinschaften* à une réunion de travail à Prague (BABL, R-153/1283, acte non folioté) ; von Hehn légitima la tenue du colloque par la mise sous tutelle par le RSHA, qui nécessita la détermination de nouveaux objectifs. Voir là-dessus les articles de Karl-Heinz Roth et Ingo Haar, *in* Peter Schöttler, *Geschichtsschreibung, op. cit.* ; ainsi que *supra*, chap. 5.

61 Il s'agissait du service « Ennemis idéologiques à l'extérieur », dirigé par Helmut Knochen ; tandis que la police de contre-espionnage, alliée à l'ancien SDHA *Amt* II/1 2 (Ennemis politiques) fut intégrée à la Gestapo après le départ de Best du RSHA. Voir organigrammes *in* BABL, R-58/840 (organigrammes, partage des tâches et paraphes du SDHA en 1937, RSHA 1940, 1941 et 1943).

62 Götz Aly, « *Entlösung* », *op. cit.*, p. 104-105, et, plus généralement, Hans Safrian, *Eichmann, op. cit.*

63 Au niveau des plus grandes entités occupées (pays dans la plupart des cas, à la notable exception de l'URSS), le SD et la SIPO étaient regroupés en *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD* (BdS, par ex. BdS France, BdS Grèce, BdS Italie), qui commandaient des KdS (*Kommando der Sicherheitspolizei und des SD*), installés dans les principales villes (KdS Minsk ou Kiev, KdS Bordeaux, KdS Marseille, KdS Prague) et contrôlant les grandes régions rurales.

64 Voir sur ce cours, Jens Banach, *Heydrichs Eliten, op. cit.*, p. 312-324.

65 « Les ennemis du III^{e} Reich et la lutte contre eux ». Plan détaillé de conférence, non daté (probablement entre fin 1940 et début 1942 en raison de la présence d'un cours sur les étrangers dans le Reich, phénomène qui ne fut significatif qu'en 1941), folioté de 1 à 3, BABL, R-58/779 (supports pédagogiques sur les églises politiques, les étrangers dans le Reich et les sectes).

66 Il semble que le passage d'une définition à l'autre se soit fait en 1936, avec notamment un article de Reinhard Heydrich, « Die Bekämpfung der Staatsfeinde », paru dans *Deutsche Recht*, 6, 1936, p. 121-123.

67 « Les ennemis du III^{e} Reich… », BABL, R-58/779, f^{o} 1.

68 Voir, par exemple, le débat sur État total et *Weltanschauung* totale *in* « Totaler Staat, Totaler Mensch » et « Totaler Staat », articles du *SS-Hstuf.* Knochen (*Abteilungsleiter* SDHA II/22), AGKBZH, 362/513 (mémorandums, conférences sur la franc-maçonnerie, le catholicisme politique et la judaïté), f^{os} 90-98 et 98-100.

69 *Kaftan, Kubus, Kutte* : « le caftan, le cube, le froc ».

70 AGKBZH, 362/433.

71 Cf. notamment AGKBZH, 362/432, 433, 437, 440 et 441 (séparatisme, rapports de procès, inventaires des travaux scientifiques du SDHA, organisation de la *Separatistenbekämpfung*).

72 Courrier RSHA IV E 3 du mars 1940 dans AGKBZH, 362/440 (séparatisme, inventaire des travaux scientifiques du SDHA et de l'organisation de son activité à son encontre).

73 Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 78.

74 Armin Bach, *Frankreich und Separatismus* ; exemplaire de la brochure dans AGKBZH, 362/440.

75 Sur l'*Einsatzgruppe* D, lire Andrej Angrick, *Besatzungspolitik und Massenmord. Die Einsatzgruppe D in der südlichen Sowjetunion 1941-1943*, Hamboug, Hamburger Edition, 2003. On lira de Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.* ; de Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen*, *op. cit.* ; d'Andrej Angrick, « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Einsatzgruppen*, *op. cit.*

76 Paul Zapp, RSHA *Amt* I B1, « Die Freisaurerei », BABL, R-58/779 f^{os} 48-67 (paginé de 1 à 24 : erreur de foliotage).

77 Voir, par exemple, BABL, R-58/623, 779, 844 (supports pédagogiques du SD pour l'éducation idéologique) et les textes réunis par le SDHA II/112 dans BABL, R-58/987 et 995, et notamment le livre écrit sous pseudonyme par un collectif d'intellectuels du SD sous la houlette de Herbert Hagen : Dieter Schwarz, *Die Weltjudentum ; Organisation, Macht und Politik*, 1937. Voir en outre BABL, R-58/565 (collaboration du SD avec d'autres institutions pour le traitement de la Question Juive) ; AGKBZH, 362/156, 180, 184, 198, 202 et 218 (« écrits préliminaires » concernant le traitement des Juifs ; extraits de presse, mémorandums, dossiers de travail et conférences de Helmut Knochen [SDHA II/2], statistiques de recensement) ; BADH, ZR-811, A.3 : rapports sur la Question juive (correspondance du RSHA *Amt* VII avec différentes institutions) ; BADH, ZB-II/2956, A.12 (écrits littéraires et propagandistes) ; BADH, ZB -I/1099 (documentation sur le *Skalde Orden* [ordre ésotérique *völkisch*]). Il ne s'agit là que d'une partie de l'activité du SD dans le domaine, et l'on n'a pas même mentionné la documentation concernant le « travail pratique » effectué par le SD, ni les mémorandums dont la judaïté n'est pas le thème mais dans lesquels elle est omniprésente. Il aurait fallu enfin mentionner les archives des institutions émanant du RSHA qui ont eu un grand rôle, intellectuels SS à leur tête, dans le traitement de la judaïté : on pense ici à l'EWZ, à l'UWZ, au Wannsee Institut et, bien sûr, aux *Einsatzgruppen*.

78 Voir Michael Wildt, *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.* ; du même auteur, « Avant la "Solution finale" », art. cité.

79 BABL, R-58/623.

80 Sur ce groupe, voir Hans Safrian, *Eichmann*, *op. cit.* ; Michael Wildt, « Avant la "Solution finale". La politique juive du Service de sécurité de la SS, 1935-1938 », Genèses 24, 1995, 23 p. ; enfin, Claudia Steur, *Theodor Dannecker. Ein Funktionnär der Endlösung*, Essen, Klartext, 1995, 250 p.

81 Plan prévisionnel pour la conférence du 8/2/1937, (BABL, R-58/623, f^{o} 42).

82 *Ibid.* ; plan prévisionnel, f^{o} 42 ; texte de la conférence, f^{o} 47.

83 *Ibid.*, f^{o} 48.

84 BABL, R-58/623., f^{os} 43-44 et 49-50.

85 *Ibid.*, f^{o} 47.

86 Souligné par nous.

87 BABL, R-58/779, f^{o} 65 V.

88 Ce n'est pas toujours le cas ; voir, par exemple, les mémorandums sur la franc-maçonnerie dans BADH, ZB-I/1099 (documentation sur le *Skalde Orden* [Ordre ésotérique *völkisch*]), ainsi que la thèse du *SS-Sturmbannführer* Hans Schick, *Das Ältere Rosenkreuzertum. Beitrag zur Entstehungsgeschichte der Freimaurerei* (thèse d'habilitation), Berlin, Nordland Verlag, 1942, 338 p. ; l'ordre des Jésuites (cf. notamment AGKBZH, 362/219 : papiers professionnels et privés du *Hauptsturmführer* SS Levin [RSHA VII], traitant de travaux universitaires et de projets de revue) ou les différents pays de l'Europe de l'Est (BABL, R-58/13, 19, 390 : mémorandum sur la question russe, ukrainienne et caucasienne). On n'a ici ni le temps ni la place de discuter l'importance de cet apport idéologique : la formulation dogmatique en elle-même, la transcription du système de croyances dans une construction relevant de niveaux de langage considérés comme élevés dans une optique militante et policière, forme déjà un complexe très original.

89 Voir là-dessus le témoignage d'Ohlendorf, *TWC*, cas IX, t. I.

90 Elles ont été publiées par Heinz Boberach (éd.) dans *Meldungen aus dem Reich, 1938-1945. Die geheime Lageberichte des Sicherheitsdientes der SS* (Herrsching, 17 vol. et Index, 1984), mais on les a consultées sous forme de microfilms aux archives de Berlin.

91 Robert Koehl, *The Black Corps*, *op. cit.*

92 Ohlendorf déclara notamment que Himmler lui reprochait son défaitisme et que Heydrich l'aurait muté dans les *Einsatzgruppen* pour l'« anéantir ». Cf. témoignage d'Ohlendorf, *TWC*, cas IX, t. I.

93 On reprendra ce point dans le dernier chapitre de ce volume.

94 Ian Kershaw, *L'Opinion allemande sous le nazisme*, Paris, CNRS Éditions, 1995, 375 p. Lawrence D. Stokes, *The Sicherheitsdienst of the Reichsführer SS*, *op. cit.* ; « Otto Ohlendorf, the *Sicherheitsdienst* and Public Opinion in Nazi Germany », *in* George Mosse (éd.), *Police Forces in History*, Londres, Grosset & Dunlap, 1975, 31 p. Marlis Steinert, *Hitlers Krieg und die Deutschen. Stimmung und Haltung der deutschen Bevölkerung im Zweiten Weltkrieg*, Düsseldorf-Cologne, Droste, 1970.

95 Télex de la SDOA Sud-Ouest à SDHA II/22, 27/5/1936 ; citée par H. Höhn, *Der Orden unter dem Totenkopf, op. cit.*, p. 125.

96 Sur l'indifférence de l'opinion aux lois de Nuremberg, voir I. Kershaw, *ibid.*, p. 218-245 et 319-323 (sujet abordé à l'occasion de l'étude des mesures de persécution des Juifs).

97 Le groupe évoluant autour de Höhn et Stuckart, mais aussi les experts en judaïsme autour de Hagen, Wisliceny, Eichmann, Ilges, ont joué un rôle important dans les propositions faites par Heydrich en 1935, puis, en 1938, après la « Nuit de cristal » (terme détestable, reprenant une terminologie SA désignant les pogroms du 9/11/1938) ; voir là-dessus Uwe Dietrich Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, Düsseldorf, Droste, 1972, 382 p., et surtout Michael Wildt, « Avant la "Solution finale" », art. cité.

98 Discours de Himmler à Bad-Tölz, 1935 ; cité par H. Höhn, *Der Orden unter dem Totenkopf*, p. 125.

99 Par exemple, « L'image du Russe dans la population », *Meldungen aus dem Reich*, 1942 (BABL, R-58/174).

100 Mémorandum sur la « réorganisation de la politique polonaise », rédigé par le *SS-Sturmbannführer* Dr Herbert Strickner (RSHA *Amt* III B2 d) : *Referent* ; III B 2 : *Stubaf* Dr Buchardt : *Abteilungsleiter* ; III B : Hans Ehlich : *Gruppenleiter* ; III : Ohlendorf : *Amtschef* » [copie de l'en-tête], copie, 19/10/1944 (BABL, R-58/1002, f^{os} 15 à 24).

101 Le terme employé par Ohlendorf pour catégoriser le travail du RSHA *Amt* III B dans sa définition du *Lebensgebiet* est *Volksgesundheit*, qu'il faudrait traduire par « hygiène raciale » (interrogatoire d'Ohlendorf, 29/5/1947, IfZ, 832/53, vol. IV, f^{o} 255).

102 Voir l'organigramme complet du RSHA, état pour fin 1942-début 1943 (BABL, R-58/3529 [affaires concernant le personnel du RSHA]).

103 BABL, R-58/3529, f^{os} 59-61.

104 Le fait est, par exemple, noté au passage par Christian Gerlach, qui démontre une corrélation factuelle entre une « situation sérieuse » sur le plan du ravitaillement et le *Hungerplan*, c'est-à-dire la famine planifiée en URSS décidée par les Allemands au printemps 1941. Ce que Gerlach ne discute pas, c'est la mesure du rôle de la mémoire de la Grande Guerre, en quoi elle aurait pu faire intervenir une hantise plus ou moins justifiée dans l'évaluation – qu'il présuppose objective – de la situation du ravitaillement (« Die Ausweitung der deutschen Massenmorde in den besetzten sowjetischen Gebieten im Herbst 1941. Überlegungen zur Vernichtungspolitik gegen Juden und sowjetische Kriegsgefangene », dans l'ouvrage de Gerlach cité plus haut *Krieg, Ernährung Völkermord*, p. 10-84 ; ici p. 15).

105 Ludolf Herbst, *Totaler Krieg, op. cit.*

106 « Wirtschaft in völkischen Zusammenhängen », BABL, R-31.01 (Alt R-7)/2018, f^os 47-53.

107 *Ibid*., f^o 47.

108 Voir là-dessus les Souvenirs – apologétiques – d'Albert Speer : *Erinnerungen*, Francfort, 1969 ; Norbert Frei, *L'État hitlérien*, *op. cit*, p. 225 ; et L. Herbst, *Totaler Krieg*, notamment p. 341-352.

109 Témoignage d'Ohlendorf, *TWC*, cas IX, t. I.

110 Lettre de Günther d'Alquen à Ohlendorf du 22 juillet 1942 (BABL, R-58/951, f^os 1-5 ; ici 1-3).

111 Il envoya toute la correspondance au chef d'état-major personnel de Himmler, Wolff, en se plaignant de l'attitude de D'Alquen (lettre à Wolff du 14/12/1942, BABL, R-58/951, f^o 31).

112 Wolff envoya une lettre à Ohlendorf pour l'exhorter à s'entendre avec d'Alquen, à s'entretenir avec lui et à « tirer un trait » sur tout ce qui avait été dit (BABL, R-58/951 : rapports du SD sur la presse, notamment « Les tendances de *Das Schwarze Korps*, organe de la SS » par Günther d'Alquen, rédacteur, et Otto Ohlendorf. Réponse de Wolff à Ohlendorf du 6/4/1943 BABL, R-58/951, f^o 32).

113 Lettre d'Ohlendorf à d'Alquen, BABL, R-58/951, f^os 7-12 ; ici f^o 9.

114 Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race*, *op. cit.* ; Wolfgang Wipperman et Michael Burleigh, *The Racial State : Germany, 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

115 « Bilan de politique économique », 28/12/1944 dans BABL, R-3101 (Alt R-7)/2018, f^os 32-37 ; ici respectivement f^os 35-37.

116 Ohlendorf et ses *Referenten* le faisaient au sein du *Reichsgruppe Handel*, c'est-à-dire dans les instances économiques pratiques : le SD ne jouait ici qu'un rôle de *lobbying* théorique, et ce d'autant plus qu'il n'avait aucun pouvoir économique en soi, ce domaine étant dévolu au sein de la SS au WVHA ; voir là-dessus Ludolf Herbst, *Totaler Krieg*, *op. cit.*, et Robert Koehl, *The Black Corps : The Structure and Power Struggles of the Nazy SS*, Madison, Madison University Press, 1983, 437 p.

117 « Bilan de politique économique » cité à la note 2 page précédente, *ibid*.

118 Voir là-dessus l'ouvrage de Ludolf Herbst, *Totaler Krieg*, *op. cit.*

119 Symptomatique est le fait que dans l'ouvrage le mieux informé sur les *Einsatzgruppen*, l'article consacré aux *Einsatzgruppen* avant l'invasion de la Russie ne réserve que deux pages aux commandos ayant agi en Autriche et en Tchécoslovaquie : Peter Klein, « Einleitung. Die Einsatzgruppen bis zum Überfall auf die Sowjetunion », *in* P. Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941-42*, *op. cit.*, p. 9-28 ; ici p. 11-13.

120 Estimées par Hans Umbreit (*Die deutsche Militärverwaltung 1938-39. Die militärische Verwaltung der Tschekoslowakei und Polens*, Stuttgart, 1977, p. 41) pour un groupe d'armées sur trois.

121 Notice du 2/7/1940, transcrite par Helmut Krausnick ; « Hitler und die Morde in Polen. Eine Dokumentation », *VfZ*, 11 (1963), p. 196-209 ; ici p. 206-207.

122 Les listes établies pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie n'ont pas été conservées. Il est en revanche possible de se faire une idée de leur aspect en consultant celles établies pour un hypothétique débarquement en Angleterre ou pour le plan Barbarossa (respectivement BABL, R-58/75 ou 636 et R-58/574).

123 Décret du RFSS du 17 mars 1938, mentionné par Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm dans *Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.* ; ici p. 13.

124 AGKBZH, 362/369 (listes de livres de la bibliothèque de la SIPO/SD) ; exemples de confiscations (pas uniquement liées à l'Autriche) dans *ibid*., 362/363 (correspondance concernant la bibliothèque et les archives des écoles de la SIPO et du SD).

125 AGKBZH, 362/150 et 151 (*Sonderkommando* Vienne : rapport sur la confiscation de livres, d'archives et d'œuvres d'art).

126 La seule indication – pas même chiffrée – établissant l'importance du nombre des arrestations est contenue dans une lettre, datée du 15/6/1938, du chef de l'administration de la SS, responsable de la gestion des camps de concentration, stipulant que « par l'invasion de l'Autriche, le nombre des détenus en camps de concentration a considérablement augmenté » ; lettre citée par H. Krausnick, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 250, et M. Broszat, *Konzentrationslager, op. cit.*, p. 79.

127 Mémorandum SDHA II, Nbrg Dok URSS-509, reproduit dans TWC, vol. XXXIX, p. 537 *sq*.

128 *Auflösen* signifie « dissoudre », « disperser », « annuler », « résilier » : le traduire par « liquider » est inhabituel et relève du langage familier ; il reste ambigu, car l'auteur ne précise pas s'il parle d'organisations, d'entreprises ou de personnes (cette dernière possibilité est toutefois improbable, bien que les assassinats aient sans doute été fréquents).

129 Nbrg Dok URSS-509, TWC, vol. XXXIX, p. 537-545.

130 Circulaire Gestapo ; objet : « Directives pour l'activité des *Einsatzkommandos* de la *Geheime Staatspolizei* dans les territoires des Sudètes » (BABL, R-58/241).

131 Helmut Groscurth, *Tagebücher eines Abwehroffiziers 1939-1945*, journaux édités par Helmut Krausnick et Harold C. Deutsch, Stuttgart, DVA, 1970, 594 p. ; p. 132, 327-328 et 331.

132 On est loin d'être en mesure d'apporter une réponse, quelle qu'elle soit, à cette interrogation. Tout au plus peut-on se risquer à émettre l'hypothèse suivante : l'appréhension biologique de l'adversaire a pu influer et les autres facteurs à l'œuvre, comme l'intensité du *Volkstumskampf*, les

modalités d'invasion, le degré de la résistance opposée à l'avancée allemande, ont pu masquer jusqu'à l'existence même d'une dimension des représentations relevant de la sphère du sensible qui aurait conditionné ces représentations. Pourtant, la séquence de conquête semble, au-delà de la trop simpliste querelle intentionalistes/fonctionnalistes (ici sous la forme « expansion sans objet/programme préconçu »), admettre une « gradation ethnique » relevant des représentations et conditionnant les comportements : les nazis procédèrent du plus nordique (la Sarre, la Rhénanie, l'Autriche, les Sudètes) au plus « radicalement allogène » (la Tchécoslovaquie, la Pologne, les Balkans, l'URSS…), et leurs comportements témoignent d'une « brutalisation » correspondante, qui ne semble pas être le fait d'une radicalisation cumulative (Mommsen) sans liens avec les représentations.

133 Le terme « Daseinkampf » est couramment employé, et nous ne donnerons que deux exemples : ordre du général commandant le 4e groupe de panzer, général d'armée Hoepner, *Bundesarchiv-Militärarchiv* Freiburg (BA-MA), LVI. AK., 17956/7a ; cité par Gerd Überschär et Wolfram Wette, *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion. « Unternehmen Barbarossa » 1941*, Francfort, Fischer, 1997, 404 p., p. 251 : le général déclare que « la guerre contre la Russie est une partie essentielle dans le combat pour l'existence [*Daseinskampf*] du peuple allemand » ; « Bilan de politique économique » d'Otto Ohlendorf du 28/12/1944 (BABL, R-3101 [Alt R-7]/2018). Cf. *infra*, chap. 8.

134 Ils avaient alors entre vingt-sept et trente-huit ans.

135 Proposition de promotion, signée Ehrlinger, du 12/6/1944 (BAAZ, SSO Schellenberg).

Troisième partie

Nazisme et violence : le paroxysme 1939-1945

Entre le 1er juillet 1939 et le 22 juin 1941, plus d'un tiers des intellectuels SS reçoivent une feuille de route les priant de se présenter à l'école de police de Pretszch ou à celle de Düben. Ils y trouvent assemblées des troupes composées de Waffen SS, de fonctionnaires de la Gestapo et de la KRIPO, où figurent aussi des employés du SD en petit nombre, subissant des exercices d'entraînement militaire, ainsi qu'une initiation aux mœurs et coutumes des pays qu'ils doivent envahir. Ces troupes doivent se former en commandos de la SIPO et du SD chargés de protéger les arrières des troupes d'invasion lors des campagnes de Pologne et d'URSS. Les intellectuels du SD partent en guerre à l'Est.

L'Est symbolise pour les SS un espace mythique, une terre vierge à conquérir, une *tabula rasa* que la germanité pourra modeler, le lieu de tous les possibles en raison même de son occupation par des ethnies considérées comme inférieures. Celles-ci n'ayant pas imprimé leur marque aux immensités orientales les livrent vierges à l'action nazie, ce que proclame un chant des femmes de la *Reichsfrauenführung*, qui clame :

> « À l'Est est notre demain, est l'année qui vient pour l'Allemagne,
>
> Là-bas est le souci d'un peuple, là-bas attendent danger et victoire.
>
> Là-bas des frères furent loyaux, ne baissant jamais pavillon,
>
> Cinq cents ans de fidélité : ils ont veillé sans qu'on leur en sache gré.
>
> Là-bas ni fermes ni foyers, là-bas la terre réclame la charrue.
>
> Là-bas nous devons conquérir l'étranger qui jadis déjà appartint aux Allemands.

Là-bas il s'agit d'un nouveau début, eh bien armez-vous, Allemands, écoutez [1] ! »

Ce chant, composé par Hans Baumann, condense très efficacement les représentations nazies de l'Est, en les insérant constamment dans l'histoire et le devenir de la germanité. Caractéristique d'une expression nazie de la ferveur, Baumann fait de l'Est une terre investie du passé germanique. C'est à l'Est que sont enterrés ces ancêtres qui, « fidèles », « ont veillé sans qu'on leur en sache gré » cinq cents ans durant. On retrouve ici la rhétorique « Sang et Sol » qui érige cette terre en lieu du destin de la germanité[2]. Célébrant tout à la fois la fraternité d'armes et les liens entre ancêtres et Allemands du III^{e} Reich dans la conquête et la conservation des terres, ce texte est en profonde conformité avec les trois principales fonctions assumées par le nazisme dans les représentations de ceux qui y adhérèrent : lire le monde, lire l'histoire et réinsérer l'individu dans la chaîne des ancêtres. Terre des ancêtres, l'Est est par ailleurs dépeint comme le lieu du « souci », où se mêlent inextricablement « victoire » et « danger », combinant ainsi la croyance en l'avènement impérial par la victoire à une anxiété qui n'est pas évoquée plus précisément.

L'Est, ainsi imaginé, devint à partir de 1939 l'objet de grands projets qui tous furent marqués au sceau de l'utopie. Les intellectuels du SD, qui jouèrent en la matière un rôle fondamental, ne furent pas seuls à l'œuvre : ils étaient accompagnés par d'autres groupes d'intellectuels SS, experts aménageurs, architectes intégrés à la SS dans d'autres bureaux, dans le RKFdV notamment. Ils ne devaient d'ailleurs plus jamais agir seuls, intégrés qu'ils étaient dorénavant à des actions dépassant de très loin le seul cadre du SD. Dans la formation des *Einsatzgruppen* et dans l'*Osteinsatz* plus généralement, les « intellectuels d'action » qu'ils aspiraient à être perdaient, on l'a déjà dit, les caractéristiques spécifiques de leur groupe d'origine. Ils ne se différenciaient plus guère, dès lors, des jeunes juristes recrutés par Werner Best pour former les cadres de la Gestapo, qui constituaient le gros de l'encadrement des *Einsatzgruppen*. L'expérience de l'*Osteinsatz* n'appartint pas en propre aux intellectuels du SD, celle-ci étant vécue sur un mode identique par la majeure partie des officiers SS de la SIPO et du SD ; il a donc paru légitime de s'appuyer sur des sources issues

de ce groupe élargi pour accéder à la parole et aux comportements génocidaires.

Cchapitre 7

Penser l’Est, entre utopie et angoisse

En 1939, les intellectuels du SD ne travaillent que depuis trois ou quatre ans en moyenne pour la SS. L’évolution générale de la politique imprime alors à leurs activités une mutation déterminante. La conquête, qui s’avère en fait devoir être celle de l’Europe tout entière, induit une extension très grande de leurs activités et de leur espace d’application.

Pour les responsables nazis, la guerre est l’ère de tous les possibles, celle dont doit naître la réorganisation ethnique sous l’égide de l’élite nordique SS représentée par le RSHA et le RKFdV[1]. La création de ces deux organismes, à une semaine d’intervalle en octobre 1939, répond, en fait ou en intention, à l’expansion nazie en Europe. La première tâche véritable du RSHA n’est-elle pas la sédentarisation des *Einsatzgruppen*, chargés, lors de la campagne de Pologne, d’assurer à l’Allemagne un contrôle policier effectif au fur et à mesure de la conquête ? Celle-ci terminée, ils sont transformés en bureaux locaux de la Gestapo et du SD[2] : après le temps de la conquête vient celui de l’administration et de la germanisation[3].

Dès octobre 1939, le RSHA se dote d’institutions spéciales chargées de mettre en place la politique de germanisation et les déplacements de populations. Sont ainsi créés un *Sondergruppe* III ES (futur *Amt* III B du RSHA) sous la direction de Hans Ehlich[4], ainsi qu’un *Sonderreferat* IV R (futur *Amt* IV D-4 puis IV B-4), dirigé par Eichmann[5], tous deux officiellement chargés des questions de population dans les territoires occupés. Pour compléter la mise en place des instances centrales est aussi décidée la création de deux institutions locales spécialisées, l’*Einwandererzentralstelle* (EWZ) et l’*Umwandererzentralstelle* (UWZ), la première centrée sur la réinstallation des *Volksdeutsche*, la seconde, sur l’expulsion des Juifs et des Polonais[6]. Toutes deux sont placées sous la direction conjointe des services d’Eichmann et d’Ehlich[7].

Ce sont ces organisations qui produisent les projets de peuplement, les plans de déplacement et les études urbanistiques qui doivent former le cadre de la germanisation. Ce sont elles qui sélectionnent les populations à installer ou à expulser, en liaison avec les bureaux locaux de la Gestapo et du SD.

Le RSHA est côtoyé par de très nombreuses institutions pour lesquelles les politiques de germanisation sont primordiales. Les administrations civiles, les ministères du Reich, le ministère des Territoires occupés (RMfdbO, aussi appelé *Ostministerium*) à partir de 1941, mais aussi le *Rasse- und Siedlungshauptamt* (RuSHA) et la *Volksdeutsche Mittelstelle* (VOMI)[8] interviennent à des titres divers. La VOMI s'investit par exemple dans l'administration des camps de transit et de sélection, et l'état-major du RKFdV dans la planification générale de la germanisation.

La collaboration entre ces différentes institutions s'installe sur le double mode de l'appui et de la rivalité[9], mais c'est bien la complémentarité qui, dans les faits, finit par l'emporter[10]. Il est courant, pour un jeune spécialiste des questions de *Volkstumpolitik*, de faire ses armes à l'EWZ ou dans un bureau local du SD, avant d'intégrer les services centraux du RSHA *Amt* III B, responsable de la planification générale des mouvements de populations. Ainsi Herbert Strickner est-il muté à la SDOA de Posen et à l'EWZ, avant d'être recruté en 1942 par Hans Ehlich à Berlin[11]. De même, le *Hauptsturmführer* Alexandre Dolezalek commence sa carrière dans l'état-major de l'*Ansiedlungsstab* de Posen[12] avant d'intégrer la VOMI et le RKFdV[13].

Un va-et-vient régulier des hommes et des idées semble plutôt contribuer à l'élaboration de consensus successifs[14], fondés sur une même appréhension des situations et sur une sensibilité identique[15]. De 1939 à 1944, les intellectuels SS vont faire du RSHA l'une des instances les plus importantes de la planification à l'Est, l'un des acteurs déterminants de cette germanisation qui s'avère très rapidement constituer l'une des fins dernières de l'utopie nazie.

Le domaine de compétences du RSHA étant extrêmement étendu, les modalités de ses interventions dans les projets d'administration et de gestion des territoires de l'Est sont aussi très diverses. Le RSHA a en

premier lieu fourni un travail de planification des déplacements de population, avec en amont des opérations de recensement et de sélection. Les traces archivistiques de ce travail sont très nombreuses, malgré la politique de destruction systématique mise en place en 1945. Elles consistent en travaux statistiques, en mémorandums, en rapports de fin d'activité, en procès-verbaux de conférences. Tout en renseignant sur les modalités pratiques et la dimension concrète du travail d'expertise et de planification, ces documents dévoilent la manière d'appréhender l'espace et les hommes propre aux *Akademiker* SS. Ces documents dessinent ainsi les contours d'une obsession démographique, décrivent à l'envi une germanité isolée du Reich, en îlots parsemés dans l'océan des allogènes hostiles. L'insularité germa nique devient une malédiction qu'il leur faut conjurer par les déplacements de populations et par des mesures de prophylaxie spatiale.

La malédiction de l'insularité germanique

L'un des thèmes omniprésents des travaux du SD est celui de la germanité de l'étranger en instance de *Volkstumskampf*. Il n'est pas question d'écrire ici l'histoire des multiples confrontations – réelles ou supposées – des minorités allemandes d'Europe de l'Est avec les nations constituées en États en 1918, ni même celle de leurs multiples mises en représentation. Rappelons seulement que le thème de la « germanité des frontières et de l'étranger » devient après 1918 tout à la fois un objet d'étude[16] pour ces nouvelles « sciences humaines » engagées que sont les *Volkstumwissenschaften*, et un foyer de revendications révisionnistes. Celles-ci se développent au sein même des communautés *volksdeutsch* ainsi que dans une multitude de sociétés savantes discrètement financées par des institutions étatiques puis, à partir de 1934, par la SS[17], qui finira par en prendre le contrôle durant la dernière phase du conflit[18].

Lorsqu'en décembre 1938 le SD produit un volumineux rapport décrivant la politique de la Pologne dans la Baltique, il décrit bien entendu la dimension diplomatique de l'action polonaise dans les trois pays baltes. Il n'en reste pas moins que l'élément déterminant que tente de démontrer le rapport est bien l'union dans la germanophobie des populations slaves, juives et baltes, par l'intermédiaire du marxisme ou du nationalisme.

Commencée tardivement selon l'auteur du rapport 1938, la fusion de la communauté allemande de la Baltique avec les populations lettones avait un caractère biologiquement limité et ne concernait que les élites et les populations urbaines. Le SD la considérait en fait comme une germanisation des élites lettones. Celle-ci avait été interrompue à partir du milieu du XIX^e^ siècle par la politique de russification des gouvernements du tsar. Il en aurait résulté une « aliénation » (*Verfremdung*) des deux communautés, tandis que l'idéologie marxiste révolutionnaire renforçait encore la germanophobie. Entourée d'une administration russophile, de courants révolutionnaires germanophobes et des nationalismes baltes, la communauté allemande de la Baltique aurait ainsi été encerclée par des communautés que seule aurait réunies leur germanophobie[19].

En 1940, un rapport de l'*Amt Raumplanung* du RKFdV dépeignait cette germanité balte comme numériquement faible. Fait notable, son taux de natalité était plus faible que la moyenne lituanienne, mais la communauté était décrite comme économiquement stable. Cette population est, selon l'auteur du rapport[20], racialement « saine et vigoureuse » mais en instance d'étouffement culturel, sous la pression constante des allogènes au point que sa situation est qualifiée de « sans espoir [faute] d'écoles, d'un nombre suffisant d'enseignants, d'écrits »[21].

C'est le même type de description que fait dans la région de Leningrad le *Sonderkommando* Petersburg de la VOMI pendant l'hiver 1941. Chargé de procéder à une évaluation de la situation des communautés de *Volksdeutsche*, le *Standartenführer* von Hehn mène en liaison avec l'*Einsatzgruppe* A une enquête, village par village, effectuant une véritable radioscopie raciale des communautés allemandes des alentours de Leningrad. Il procède toujours de la même façon : il commence par dater l'installation des *Volksdeutsche* pour ensuite juger de leur état. Il livre par là les indices de conservation ou de délitement de la germanité tels qu'ils sont intériorisés par les *Volkstumswissenschaftler* de la SS : tel village (Duga) conserve des fêtes religieuses à l'allemande ; tel autre voit les individus de la communauté maintenir des relations les uns avec les autres (colonie de Strelna, arrondissement de Leningrad). Le rapport sur la ville de Kiopen est à cet égard représentatif : selon la mémoire locale, il s'agit d'une colonie fondée vers 1610 par des migrants venus de Darmstadt. Elle n'est plus

reindeutsch, par suite de fréquents « mariages mixtes », et n'a plus d'école allemande, même si les habitants parlent encore un allemand où pointent quelques mots de russe, résultat de la volonté russe de « réprimer » la culture germanique[22].

L'isolat allemand en terre slave se trouve ainsi menacé par le métissage jusqu'à la dilution de sa substance même. L'assimilation – sociale ou culturelle – commence par accentuer le caractère insulaire de la communauté, les villages perdant le contact les uns avec les autres : devenu archipel, il voit alors disparaître ses caractères identitaires extérieurs : associations, écoles, journaux, mais aussi fêtes religieuses. Enfin, sa « pureté raciale » s'efface, soit par métissage, soit par installation d'allogènes.

En témoigne la description de la « repolonisation » du Warthegau. Le rapport du bureau des « sciences de la réinstallation » insiste en introduction sur l'évolution des rapports ethniques dans le Warthegau, qui, caractérisés avant 1900 par une « germanisation lente », se transforment en « polonisation » rapide. L'auteur, le Dr Luise Dolezalek, épouse de l'*Hauptsturmführer* SS du RKFdV, tente ensuite de mettre au jour la présence germanique à travers l'étude de l'occupation du sol[23]. En une série de sept cartes, elle livre une vision nazie de l'évolution des relations germano-polonaises entre le XV^e^ siècle et les années 1930. Si, jusqu'au XVIII^e^ siècle, cette analyse se confond avec une histoire des installations allemandes, la situation change au XX^e^ siècle. Après la Grande Guerre, les communautés allemandes connaissent un recul important à cause de la perte de la Posnanie passée sous la coupe de l'État polonais, mais aussi du fait de la « politique d'oppression culturelle » menée par ce dernier. De fait, Luise Dolezalek restitue une vision communément admise dès avant la guerre au sein des institutions chargées de l'*Auslandsdeutschtum*[24] : celle d'isolats allemands, peu à peu assimilés par la perte de leur langue[25], par le métissage, par une immigration polonaise dépeinte par les nazis comme importante, par la dépossession de la terre.

Sont également consignés les signes de résistance à l'assimilation. L'*Institut für Staatsforschung*, émanation de l'université de Berlin dirigée par Reinhard Höhn, produit ainsi un mémorandum sur le combat de l'évêque allemand de Posen/Gnesen. Celui-ci, entre 1887 et 1907, demande

à conserver un clergé allemand pour que les catholiques germanophones ne se trouvent pas en instance de polonisation. Décontextualisant complètement l'action de l'évêque, oubliant de mentionner le *Kulturkampf* opposant l'Église catholique à l'administration wilhelminienne, les hommes de Höhn font de cette polémique un affrontement interethnique, dépeignant des élites allemandes catholiques comme aguerries au *Volkstumskampf*[26]. Pour autant, aux yeux de Luise Dolezalek, le combat de l'évêque de Posen n'a pas empêché l'avancée polonaise. Le peuple polonais, « particulièrement apte au combat *völkisch* » selon les intellectuels du SD, serait ainsi, en 1939, en passe de mettre à mal cette germanité coupée de la mère patrie[27].

Lors d'une séance de l'*Akademie für deutsche Recht*, le Pr Kurt Walz, invité à prononcer une conférence sur l'état de la minorité allemande en Pologne, arrive aux mêmes conclusions :

> « En Pologne, la croissance démographique est si forte que la question des minorités est en premier lieu celle de la propriété. Du point de vue racial [*blutmäßig*], la "polonité" croit pouvoir submerger et neutraliser très rapidement les minorités par des générations numériquement fortes. C'est pourquoi le combat se profile de façon décisive autour des positions économiques […]. Et là-dessus se greffe le combat contre l'école et la langue allemande […]
>
> « L'Allemagne a dans cette affaire plus à perdre que la Pologne ; la Pologne peut accepter la perte de 10 000 Polonais en Haute-Silésie si en échange elle peut liquider le groupe bien plus nombreux et important culturellement et économiquement des Allemands en Pologne. C'est ce calcul qui semble conduire la politique polonaise ici décrite [28] … »

Cette idée d'une germanité en voie de disparition – voire de « liquidation » – est assez intériorisée par la hiérarchie SS pour influer de manière déterminante sur sa politique. Il suffit à Ehrard Kroeger, l'un des dirigeants des *Volksdeutsche* de Riga, de décrire en quelques minutes à Himmler le sentiment de danger éprouvé par la minorité germanique d'Estonie pour que celui-ci décide l'évacuation de toutes les communautés allemandes d'Estonie et de Lettonie, et pas simplement celle des « personnes directement menacées » (nazis actifs et *Volkstumskämpfer*). Le

26 septembre 1939, deux jours avant la signature par l'URSS et l'Allemagne des accords secrets de partage des pays baltes, Kroeger avait dépeint la situation à Himmler en insistant sur « la vivacité de la peur du bolchevisme à Riga […] le souvenir très vif des massacres du 22 mai 1919 perpétrés à la dernière heure par les bolcheviks en retraite ». Et il concluait « en assurant que la plus grande partie de la communauté germanique de la Baltique devait être considérée comme menacée »[29].

Dans cet extrait des mémoires de Kroeger apparaît tout ce qui conditionne la pensée nazie de l'Est : une mémoire de l'entre-deux-guerres marquée par la violence et l'affrontement, le sentiment du danger couru par la germanité de souche en terre étrangère et, rendant le cas des Baltes plus crucial encore aux yeux des nazis, la peur panique et obsessionnelle du « bolchevisme russe ». La facilité avec laquelle Himmler et Hitler – informé dans la nuit par le *Reichsführer SS* – se laissent convaincre n'est-elle pas la preuve de leur sensibilité à la thématique de l'insularité germanique en danger de submersion ? Le *Heim ins Reich*, à savoir l'émigration des *Volksdeutsche* vers le sol germanique, devient dans cette optique l'action salvatrice par excellence.

Dès l'automne 1939, la situation de la germanité de l'étranger et l'appréhension nazie de l'Est connaissent une mutation décisive. La conquête de la Pologne et les accords germano-soviétiques sur les déplacements de populations provoquent un double mouvement, fait d'une part d'incorporation de territoires polonais au Reich, et d'autre part d'accueil de communautés *volksdeutsch* venues de Hongrie, des anciens pays baltes, du Sud-Tyrol. À l'afflux massif de populations allemandes « de souche » se conjugue l'annexion de territoires « conquis par les armes[30] », et à reprendre aux allogènes. Les questions d'expulsion et de réinstallation sont alors indissociables de celle de la germanisation. Pour les intellectuels SS, la volonté exprimée par Hit ler dès le 6 octobre 1939 de « réorganiser les relations ethniques en Europe à l'aide de déplacements de populations[31] » devient l'occasion de renverser la fatalité qui semblait jusque-là peser sur les communautés allemandes perdues dans les immensités slaves : elle annonce l'inflexion providentielle du destin de la germanité.

Les intellectuels SS matérialisent cette tentative dans les différents plans de déplacement de populations développés entre 1940 et 1942 et mettent en pratique, dans les projets de modelage de l'espace oriental, un imaginaire prophylactique : « aménager » signifie en premier lieu « séparer ».

En avril-mai 1940, le *SS-Oberführer* Pr Konrad Meyer livre le premier plan de reconstruction générale des territoires de l'Est[32] « repris » sur la Pologne. Ses stratégies de reconquête *völkische* visent à intervertir les rapports de force entre Polonais et Allemands dans les territoires conquis. Le document tient un double discours : discours de restauration de la germanité en prenant 1914 pour origine, comme si la Grande Guerre était le point de départ d'une évolution pathologique de la germanité en Posnanie ; discours de renversement de la malédiction de l'insularité germanique afin de réduire la polonité (*Polentum*) en une série d'îlots linguistiques entourés de « murs » et de « ponts germains » :

> « 1) Il faut en premier lieu bâtir un mur ethnique allemand tout au long de la frontière avec le Gouvernement général, sous la forme d'un large cordon de *fermes germaniques* [*italiques dans l'original* (C.I.)]. Ce mur frontière sépare de son arrière-pays, dès l'origine et définitivement, la polonité restée dans le Reich.
>
> « 2) Il faut de façon urgente peupler de paysans allemands les bassins des plus grandes villes.
>
> « 3) Il faut par ailleurs fonder un large pont ethnique allemand, dans une certaine mesure comme axe est-ouest, reliant le mur frontière au Reich. Il faut enfin construire un mur plus ténu au travers de l'ancien corridor, par les arrondissements de Zempelburg, Bromberg, Kulm et Gaudenz. Ces ponts ethniques séparent les restes des communautés polonaises demeurées là et forment des îles polonaises [33] . »

Le postulat d'une ségrégation stricte entre Polonais et Allemands dans ces régions paraît tellement évident à l'agro-géographe de la SS qu'il ne l'exprime que de manière implicite. Les deux communautés se font face, et les Polonais, séparés de leur « arrière-pays », sont ici destinés à l'asphyxie[34]. Cette technique du cordon sanitaire et du pont de peuplement pénétrant constituera une constante dans tous les plans de population du RSHA et du RKFdV jusqu'à l'été 1942.

Briser le cercle de l'insularité équivaut, pour les aménageurs SS, à séparer et à isoler les communautés polonaises, mais aussi à organiser les anciens isolats allemands pour les faire émerger de l'océan des allogènes et, plus tard, faciliter leur extension. C'est la politique dite des « points d'appui et d'installation » (*Siedlungs- und Stützpunkt*) à l'œuvre dès l'été 1940. Le plan de Meyer établit de la sorte une typologie spatiale : les districts frontaliers, ceux des anciens territoires de Posnanie et du corridor de Dantzig [35] sont ainsi désignés comme zones d'installation de premier ordre, qui doivent faire l'objet d'une colonisation intensive.

La seconde version du *Generalplan Ost* est livrée en juillet 1941[36]. Les zones d'installation de première catégorie deviennent des « zones de refonte et de reconstruction [*de la germanité*] » à regermaniser immédiatement. Elles sont complétées par des zones de « construction nouvelle » (*Neubauzonen*) qui forment un « front de germanisation » embrassant les régions interstitielles, ces *Kreise* restés polonais situés entre la Prusse-Orientale et la Silésie. À l'Est, prenant acte de l'invasion de l'URSS, un immense cordon sanitaire devait courir du nord de la Baltique au sud de l'Ukraine, en passant par la Biélorussie et la Galicie. Il devait être peuplé par des colonies de soldats-paysans SS. Les territoires situés entre le « front ethnique » et le glacis sanitaire de la frontière étaient destinés en revanche à une germanisation plus lente, sur une période de trente ans. Monumental, ce plan requérait l'utilisation de 4,5 millions d'Allemands pour la colonisation, et le déplacement de plus de 31 millions de personnes[37] (russes, polonais et baltes). De tels projets n'allaient d'ailleurs pas sans interrogations. Les calculs aboutissant au total de 4,5 millions d'Allemands avaient été révisés face à la pénurie de *Reichsdeutsche*, jusqu'à comprendre les *Volksdeutsche* rendus disponibles par leur retour dans le Reich, mais aussi le « Sang allemand capté », arraché de force aux allogènes[38]. Ainsi fondés sur une prédation d'essence raciale, ces plans connurent une augmentation considérable.

Cette adaptation, pourtant, ne se limitait pas à une révision des chiffres. Le plan d'Ehlich comme celui de Meyer se modifia aussi à travers l'agencement spatial de la germanisation. Confrontés au déficit d'Aryens, les planificateurs de la SS se résignèrent à un saupoudrage d'isolats allemands organisés sur le modèle de Walter Christaller, acceptant ainsi

l’insularité germanique pour – pensaient-ils – mieux assurer sa victoire en s’en remettant à d’autres variables s’appliquant cette fois aux « allogènes ». Partis d’une politique appliquée aux *Sippen* nordiques et qualifiée de « positive », les planificateurs recouraient désormais de plus en plus à l’*Umvolkung* (dissémination ethnique). Cette *Umvolkung* était certes présente dès les premiers plans, au sens où ceux-ci prévoyaient déjà de gigantesques déplacements des populations dites allogènes, déplacements qui ne seraient pas sans graves conséquences démographiques pour les populations concernées. Néanmoins, les chiffres des derniers plans du RKFdV et du RSHA, rédigés entre le milieu de l’année 1942 et celui de 1943, impliquaient bien plus encore que le déplacement de 35 millions de personnes.

De fait, pour les intellectuels du SD comme pour les experts agrariens du RKFdV, la pierre d’achoppement de toute planification de l’expansion allemande à l’Est était le « besoin en hommes ». Le *Rassenreferent* de l’*Ostministerium* en était parfaitement conscient lorsqu’il adressait ses critiques au *Generalplan Ost* du RSHA. Le plan de Hans Ehlich prévoyait d’installer 10 millions de colons allemands en trente ans. Reprenant soigneusement les chiffres des « forces disponibles », Wetzel arriva à un total de 8 millions de personnes disponibles sur la période :

> « La question centrale de toute la colonisation à l’Est est [de savoir] si nous réussirons à réveiller au sein du peuple allemand l’élan colonisateur vers l’Est. [Le fait] qu’il soit déjà en grande partie présent ne peut pas être mis en doute. Mais il ne faut pas ignorer que, d’un autre côté, une grande partie de la population – particulièrement dans la moitié occidentale du Reich – refuse farouchement l’installation dans l’Est, et ce même dans le Warthegau ou à Dantzig et en Prusse. […]
>
> « À côté de la question de la volonté [des Allemands] à coloniser, il est décisif d’éveiller un “désir d’enfant” [*Wille zum Kind*] dans le peuple allemand, et particulièrement chez les colons à l’Est, et ce dans une tout autre mesure qu’auparavant. Nous n’avons pas le droit de nous le cacher : l’augmentation de la natalité intervenue depuis 1933 est certes satisfaisante en elle-même, mais ne peut en aucun cas être

> considérée comme suffisante […], particulièrement si l'on examine l'énorme mission colonisatrice à l'Est et la monstrueuse force d'augmentation de nos voisins orientaux [39] ».

Ehrard Wetzel exprime ici l'ambiguïté de la planification nazie. Tous les plans développés par le RSHA et le RKFdV sont fondés sur le présupposé d'une augmentation importante de la natalité au sein de la population allemande. Car en face des colons germaniques, *Reichsdeutsche*, *Volksdeutsche*, ou « Slaves » de race nordique (re)germanisés se dressent 45 millions d'allogènes, que les nazis appréhendent comme une multitude proliférante. L'insularité n'est pas seulement une question d'espace : elle dépend aussi de la dynamique du nombre. La perdition de la germanité dans les immensités steppiques n'est pas seule à hanter l'imaginaire SS : le point de cristallisation de l'angoisse nazie à l'Est s'attache aussi – et peut-être surtout – à la dilution du patrimoine racial nordique au sein des multitudes allogènes. C'est ce qui légitime en premier lieu l'expulsion de 31 millions de ces « indésirables » (*Unerwünschte*), 14 autres millions devant, selon les planificateurs, rester sur place pour constituer un réservoir de main-d'œuvre, sans que leur sort soit déterminé plus en détail[40].

Lors d'un colloque du RSHA *Amt* III B tenu à Bernau les 1er et 2 février 1943 sous la direction d'Ohlendorf, Ehlich et Justus Beyer, ce dernier présente le *Generalsiedlungsplan* du RSHA aux *Referenten* III B de tous les bureaux locaux du SD, et conserve les chiffres des allogènes à expulser[41]. Alors que le nombre d'individus de sang nordique est limité, les projets d'expansion nazis n'en finissent pas de s'étendre, Himmler[42] et les planificateurs gardant l'Oural en ligne de mire[43]. La menace de dilution se fait ainsi plus pesante. Les intellectuels SS intègrent alors une logique meurtrière. Dans le dernier plan du RKFdV, daté du 23 décembre 1942[44], l'effectif des territoires de l'Est à germaniser – dont sont exclus les territoires russes conquis en 1941-1942 – se monte à 19,045 millions de personnes, total qui devait, dans l'esprit des experts, être rapidement ramené à 10,234 millions[45]. Les Allemands du Reich n'y étant que 451 400, et seuls 883 000 allogènes étant considérés comme germanisables, il faut donc trouver 8,9 millions de colons pour atteindre l'objectif. Sur les 19 millions d'hommes présents à l'origine, seuls 1,2 million d'habitants pourraient subsister sur leur terre d'origine ou d'élection. Même si le plan

n’envisage pas en tant que tels les moyens d’éloignement des indésirables, la différence entre les deux chiffres implique en tout état de cause des taux de mortalité extrêmement élevés. Le plan de Konrad Meyer prend en compte tout à la fois l’état de la politique d’extermination des Juifs à l’Est, la politique de ravitaillement mise en place par la Wehrmacht et le ministère de l’Agriculture, et le concept d’extermination par le travail (*Vernichtung durch Arbeit*) développé par le WVHA[46]. Dès le printemps 1941, Herbert Backe et les instances dirigeant la logistique de la Wehrmacht avaient décidé de faire vivre l’armée sur les ressources russes, programmant la mise à mort par famine de « dizaines de millions d’individus »[47]. C’est ce mécanisme, appelé « dépopulation » (*Rückvolkung*) par le RKFdV et le RSHA, que réfractent les chiffres du *Generalsiedlungsplan*[48]. Il n’est d’ailleurs pas étonnant de voir Konrad Meyer nommé, sur l’inspiration de Himmler, responsable de la planification auprès du secrétaire d’État Backe[49] : l’homme qui a mené les négociations entre la Wehrmacht, le RSHA et le ministère de l’Agriculture est celui qui a mis au point ce « plan famine ». La politique initiale de dissémination des Allemands dans l’océan allogène a laissé place à une politique de dépopulation planifiée, censée assurer avec les expulsions la « survie ethnoculturelle » des communautés germaniques au milieu des Slaves.

Quand, le 11 décembre 1942, Hans Ehlich, le chef du RSHA *Amt* III B et maître d’œuvre du *Generalplan Ost*, prononce devant les dirigeants de la NSStB une conférence sur le « traitement des peuples étrangers »[50], il envisage ainsi quatre méthodes de traitement des 70 millions de personnes qui peuplent les territoires à germaniser : « la vie en communauté avec les peuples racialement et ethniquement proches, la “dissémination” au sein de la germanité, le refoulement spatial et l’extermination physique […] des ethnies indésirables ». La « vie en commun » ne concerne pour Ehlich que les peuples à dominante nordique, inexistants à l’Est. La dissémination, impliquant une perte de l’identité ethnique préalable à l’assimilation au sein de la nordicité, est pour lui conditionnée par une sélection permettant de capter le sang nordique. Or, moins de quinze jours après, Ehlich, Ohlendorf et Justus Beyer organisent un colloque des *Referenten* III B des SDOA[51], au cours duquel ils produisent des pourcentages d’*inaptitude* à la germanisation par peuples[52] : en croisant les effectifs donnés par Ehlich

dans sa conférence avec les pourcentages de « personnes déplacées » donnés par Beyer, on arrive enfin à préciser le destin de ces allogènes dont les nazis voulaient se débarrasser. Ehlich mentionne 22,5 millions de Polonais expulsables selon Beyer à 80-85 %, 7 millions de Tchèques et 4,1 millions de Baltes expulsables à 50 %, 5 millions de Russes blancs expulsables à 75 %, et 30 millions d'Ukrainiens expulsables – le taux ne concerne que les Ukrainiens de Galicie, « plus « nordifiés » que les autres, et le chiffre constitue donc ici un *minimum* – à 65 %. On arrive ainsi à un total de 47 875 000 personnes indésirables.

Le *Generalplan Ost*, pourtant, ne prévoit l'expulsion – le « refoulement spatial », pour reprendre l'expression de Hans Ehlich – « que » de 35 millions de personnes : restent ainsi près de 12 875 000 « indésirables », qui ne peuvent vivre « en commun avec les Allemands », ne peuvent être « disséminés », et dont la déportation n'est pas prévue. Ne reste alors que la quatrième solution envisagée par Ehlich : l'élimination physique. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des Juifs, dont le nombre est estimé en Europe de l'Est à 8 391 000 individus, et qui sont tous destinés à l'extermination. Leur nombre a, selon le rapport de l'inspecteur général de la statistique SS Richard Korherr, déjà été divisé par deux[53]. Le plan semble ainsi tabler sur l'expulsion de 35 millions de personnes et la mort violente de 21 266 000 individus, affamés, exterminés par le travail, ou tués par les unités mobiles de tuerie et dans les camps d'extermination. La pratique génocidaire, en marche depuis 1941, n'était pas seulement intégrée à la planification, elle était devenue une condition même de la germanisation, fin dernière de l'utopie nazie.

Le projet de refondation sociobiologique nazi

À la fin de l'année 1941 se tint à Berlin, au Palais des Princesses, une exposition dont les organisateurs étaient pour le moins inhabituels. En effet, le RSHA, représenté par l'Amt III B, l'EWZ et l'UWZ, ici associé au RKFdV, mirent en place à grand renfort de tableaux explicatifs, de conférences, de cartes et de plans d'architecte une exposition ouverte au public sur la planification et la construction à l'Est (*Planung und Aufbau im Osten*). Elle devait ensuite être présentée à Posen, en pleine terre de

colonisation. Cette confrontation avec les *Reichs-* et *Volksdeutschen* de Posnanie, véritables acteurs de la « construction » de l'Est germanique, montre bien que cette exposition, au-delà de sa valeur de propagande, avait une dimension programmatique. Heydrich insista après sa visite pour inclure les expulsions de Juifs et de Polonais dans l'exposition[54]. On a là un indice de la volonté nazie de ne pas cacher les conditions concrètes de la germanisation, ce qui n'exclut pas, bien entendu, l'édulcoration évidente du processus[55]. Nulle mention n'était faite de la violence atteignant de plein fouet les Juifs et Polonais expulsés[56].

L'exposition « Planifier et aménager à l'Est » témoigne en tout cas de l'ampleur et de la minutie des travaux du RKFdV et du RSHA. Le catalogue de l'exposition, édité au début de 1942 sur papier glacé à en-tête du RKFdV, est agrémenté de photos, de cartes et de plans, et constitue l'une des représentations les plus complètes des projets SS[57]. Il livre – et c'est en cela qu'il est précieux – une masse d'informations sur l'imaginaire à l'œuvre dans ces projets. Les plans d'aménagement de finages de villages de Posnanie reproduisent des schémas d'*openfield* égalitaire remembré et induisent une refonte totale de la propriété foncière par une politique d'achat et de confiscations massives dans le Warthegau et la Posnanie[58]. L'Est doit être reconstruit sur une *tabula rasa*.

Cependant ces territoires soumis à l'annexion dès 1939 étaient déjà l'enjeu de politiques à court terme de la part de l'administration civile. Ces politiques représentaient tout à la fois un point de départ et une restriction pour les aménageurs du RKFdV. Ainsi, le *Gauleiter* et *SS-Obergruppenführer* Arthur Greiser, *Reichsstatthalter* [59] du Warthegau, avait des idées très précises sur l'avenir de la région et sur sa place au sein de l'économie du Reich. Selon lui, la vocation céréalière du Warthegau représentait un intérêt vital pour le Reich ; il devait devenir son « grenier à blé ». Fermement opposé à toute initiative pouvant désorganiser la production ou faire fuir la main-d'œuvre, il s'éleva contre les projets de bouleversements fonciers et de refonte totale de l'urbanisme rural du Warthegau. Une semaine avant la visite de l'exposition par Himmler, Alexandre Dolezalek, ce jeune historien du SD muté au service de réinstallation des *Volksdeutsche* du SSPF Warthegau, essuyait de la part de Greiser un refus d'expulsion des Polonais employés comme travailleurs

ruraux, refus que le jeune historien attribua aux « conseillers réactionnaires agrariens » de Greiser [60]. Comme la « Solution de la Question juive », la réalisation de la parousie planifiée achoppait sur les réalités de l'administration locale[61].

Pour les aménageurs SS, la conquête de l'Est est une chance unique de bâtir, à partir de rien, cette société idéale qui découle du déterminisme racial. Dessiner les fermes de l'Est, la nouvelle place de Posen ou de Litzmannstadt Łódz, c'est réaliser l'espérance millénariste, dire et mener à bien le projet de refondation sociobiologique nazi. Trois grandes dimensions parcourent l'ensemble des projets approuvés par le RSHA et le RKFdV. La première est de donner corps, à travers les places et les bâtiments publics, à cette *Volksgemeinschaft*[62], cette communauté de sang que les intellectuels du SD pensaient organiser comme fondement du Reich millénaire. La deuxième est d'injecter dans un espace compartimenté leur imaginaire prophylactique que l'on discernait déjà avec les prévisions de cordons de peuplement et les pénétrantes sanitaires du *Generalplan Ost*. Enfin, à travers l'organisation des maisons et des intérieurs apparaît une représentation de la famille conforme au discours nazi sur l'individu et son insertion dans les différents âges de la vie.

Le cabinet d'architecte Roth und Schummann de Berlin a ainsi conçu le schéma et la maquette d'un village de colonisation typique, en forme de *Straßendorf* (village-rue), qu'il tente de doter d'un centre attirant, organisant les flux de transport. Ainsi, au milieu du village, « la rue s'élargit en un espace vert public, auprès duquel se trouvent des ateliers, des commerces, des habitations et un hôtel-restaurant ». Ce centre réunit aussi les bâtiments publics, dont la liste dessine bien le contenu du projet nazi : « la mairie et sa place de défilé [*Aufmarschplatz*], avec le beffroi, la maison du Parti, le foyer de la HJ [*Hitler Jugend*], l'école, le NSV et le camp de travail pour jeunes filles » en sont les éléments principaux[63]. Il peut paraître curieux de ne pas retrouver les éléments les plus visibles des structures d'encadrement du militantisme nazi : ni la SA ni la SS ne sont représentées. La seule explication possible tient à la localisation des villages : censés se situer dans le Warthegau ou la Posnanie, régions destinées à une germanisation rapide, ces villages ne sont pas en position frontalière : ils n'ont donc ni rôle défensif ni rôle conquérant. Leur organisation ne prend

pas en compte les nécessités du *Volkstumskampf* nazi : d'où l'absence de l'Ordre noir. En revanche, la présence fréquente des organisations de jeunesse, des Maisons du Parti et des offices du NSV[64] révèle le choix d'un militantisme quotidien, lié à une sociabilité pacifiée.

Si ces villages de colonisation ne devinrent jamais une réalité de masse, il n'en reste pas moins que des essais furent tentés par le SSPF du district de Lublin, le *Brigadeführer* Odilo Globocnick. Il rédigea un texte régulant la vie économique des nouveaux villages de *Volksdeutsche* et rendant obligatoire l'assistance à la *Julfeier* et à la *Sonnenwendefeier*, cérémonies néopaïennes. Il plaçait, ce faisant, ces nouvelles *Volksgemeinschaften* sous l'égide de la croyance en un dieu SS[65].

Les plans des villes du Warthegau furent l'occasion d'une mise en scène beaucoup plus complexe. L'un des plans les plus complets qui nous soient parvenus concerne la ville de Łódź, baptisée Litzmannstadt par les nazis[66]. Le plan est structuré par une voie ferrée périphérique, qui sépare le centre historique de la ville allemande occidentale des deux colonies d'habitat situées au nord et au sud de la ville, excluant par la même occasion les trois zones industrielles et le quartier polonais. Les plans d'aménagement de la ville n'envisagent pas l'expulsion totale des allogènes, mais l'espace de peuplement polonais, rejeté à quelque cinq kilomètres du centre historique de la ville, est enserré entre une zone d'habitat allemande et une zone industrielle pour laquelle il devait faire office de réservoir de main-d'œuvre. Le plan d'urbanisation reflète le renversement de l'insularité germanique.

Les plans du centre-ville révèlent une représentation de la vie sociale nettement moins idyllique que celle des villages. L'un des quartiers d'aménagement est consacré aux bâtiments destinés à la police. L'importance de l'emplacement prévu pour les installations policières – environ la moitié de la superficie prévue pour une cité de 4 000 logements[67] – donne une idée des forces que la SS voulait mobiliser dans ce qu'elle concevait comme devant être la phase finale du *Volkstumskampf*. Contrairement à l'espace rural, l'espace urbain est le lieu de l'affrontement ethnique final, en raison du maintien d'une population assujettie.

Sur les plans du forum de la ville apparaissent des rues baptisées Adolf Hitler, Hermann Göring et Rudolf Hess, signe de la prééminence du Parti dans la toponymie[68]. La place principale se voit attribuer deux fonctions : la

première est la représentation politique et civile, les bâtiments du *Regierung* voisinant avec la *Volkshalle* (le Palais du Peuple). La fonction culturelle et artistique se trouve représentée par un musée, une salle de concert, un théâtre, un cinéma, tandis qu'au sud de la ville un grand stade permet de combiner sport et parades dans une liturgie bien connue. En retrait, la mairie joint le cœur historique de la ville à ce quartier du forum créé *ex nihilo*. Au sud du forum, séparant très nettement ce dernier de la ville historique, un grand parc entoure la maison de la *HitlerJugend*, dont l'implantation est singulièrement marquée, comme si la jeunesse, ici apparemment instituée en acteur principal du *Volkstumskampf*, devait être encadrée avec soin : les planificateurs ne prévoyaient pas moins de trois maisons de la HJ, une dans le quartier central et deux dans la « ville occidentale allemande », la plus grande des cités, séparée du forum par la voie ferrée et dont le quartier périphérique était par ailleurs doté d'une *Gemeinschaftshaus*, « maison de la Communauté », sans doute censée structurer les relations internes de la communauté allemande. Par ces aménagements collectifs de sociabilité, les aménageurs semblaient répondre par avance aux recommandations d'Odilo Globocnick. Celui-ci déclarait vouloir faire de l'activité culturelle le deuxième axe central de sa politique de germanisation, en faisant des événements communautaires les occasions de réunion de la *Volksgemeinschaft* en gestation.

Au total, les intellectuels du RSHA, les architectes et les aménageurs du RKFdV rêvaient d'une *Volksgemeinschaft* harmonieuse et ruraliste, et ne prenaient en compte les organisations nazies de lutte – la SS – que dans les lieux de l'affrontement entre la germanité et une présence allogène représentée comme résiduelle, mais précieuse pour sa force de travail. Le projet nazi imaginé par l'architecte, concrétisé par le paysan, défendu par le SS ne pouvait se réaliser qu'à travers la victoire par les armes, la ségrégation prophylactique des vaincus, la sélection eugénique et la formation de la communauté par le lien social.

Aménager et installer : des formes de la ferveur nazie

Conçus pendant une très courte période, la retraite et la défaite ne permirent pas aux nazis de réaliser ne serait-ce que certains aspects significatifs de leur projet. Les aménagements urbains et la germanisation rurale, notamment, restèrent – à la notable exception des *Wehrdörfer* de Zamósc et de son district[69] et de quelques expériences embryonnaires en Biélorussie[70] – à l'état de projet. Plusieurs milliers de SS ne s'en trouvèrent pas moins engagés dans des opérations conçues comme un préalable à la germanisation, opérations d'expulsion de Juifs et de Polonais, d'accueil de migrants *volksdeutsch*. Ils firent office de responsables du contrôle logistique et de l'administration des camps provisoires d'accueil, d'acteurs des actions de « soutien culturel », d'agents d'alphabétisation.

Les rapports écrits par les officiers SS à leur retour des opérations de rapatriement des *Volksdeutsche* et les poèmes écrits par de jeunes militantes de la NSStB, qui témoignent d'un investissement affectif réel dans cette terre et ces hommes qui devaient être le « demain de l'Allemagne ». Voici, par exemple, ce que livre le *SS-Untersturmführer* Dr Wallrabe de son voyage dans le Nord-Est russe, accompli dans le cadre du *Sonderkommando* R de la VOMI, chargé d'expertises raciales et de l'évacuation des *Volksdeutsche* :

> « Le 10 janvier 1942, je fus incorporé pour la seconde fois sur ma demande à la *Volksdeutsche Mittelstelle* […]. J'appris que j'étais destiné au commando Petersburg du Sk "R" […]. Dès le 12 janvier, je dus précéder le commando en voiture à Kaunas avec le camarade Preusse [*le chef du commando, Wallrabe, était son chef d'état-major* (C.I.)]. À partir de cet instant, du jour de notre départ de Berlin jusqu'à notre retour, je suis resté constamment avec le chef du commando. Son vécu [*Erlebnis*] était le mien, je partageais joies et souffrances avec lui, et j'espère avoir été un compagnon fidèle et un bon camarade. Notre chauffeur, Martin Vosen, était fortement intégré à cette camaraderie.
>
> « […] Le voyage [vers Petersburg] restera inoubliable pour moi qui ne connaissais pas la guerre de près. Je fus très étonné par le spectacle des colonnes […] de trains, pressentai le spectacle fascinant des innombrables blindés soviétiques détruits par la violence de l'attaque allemande et gisant au bord de la route. Je fus très impressionné par les

villes : plus on s'approchait du front, plus elles devenaient semblables à d'énormes camps retranchés. Nous vîmes aussi les signes du grand exode de la faim, ces Russes tirant de leurs bras des chars, se retirant là où ils espéraient trouver pain et hébergement. Nous, nous avions fait ce voyage pour ne pas laisser nos compatriotes [*Volksgenosse*] tomber dans ce courant sauvage et désordonné, mais pour les sortir du théâtre d'opération et, par train, pour les conduire dans le Reich. »

Cette nouvelle mission de rapatriement de *Volksdeutsche* est pour le jeune anthropologue SS l'occasion de découvrir tout à la fois la guerre et la Russie telles qu'il se les était sans doute imaginées. Vétéran des missions de 1940, il est familier des États baltes, mais n'a jamais visité cette terre russe qui fixe les présupposés biologisants du système de croyances nazi.

« À Ivangorod, comme nulle part ailleurs en Europe, l'Est et l'Ouest, les mondes germanico-occidental et russo-asiatique se tiennent l'un en face de l'autre, menaçants. Une chance que les camarades aient pu s'y imprégner de cette image. »

N'y découvre-t-il pas ce qu'il voulait y trouver ? Pays de la faim, de la barbarie et de la « domination juive » – Wallrabe a eu la possibilité unique de visiter Reval sous la surveillance d'un « Juif soviétique » lors de l'*Umsiedlung* des Allemands de la Baltique en 1940 –, la Russie appréhendée par le jeune anthropologue n'est en fait que la confirmation de sa représentation *a priori*, et constitue par elle-même un puissant motif de rapatriement des *Volksdeutsche*. Pour ces derniers, l'Est en guerre est le lieu de tous les dangers.

L'Est, pourtant, n'est pas uniquement cet espace immense et plein de dangers que dépeignent les experts nordicistes. Wallrabe lui-même, au-delà de cette description, tient à dire la ferveur qui l'habite au moment où la mission se termine :

« Qui a participé à une *Umsiedlung* se remémore ces temps durs mais beaux avec nostalgie […]. Le commando d' *Umsiedlung* constituait alors une communauté jurée ; cette fois, quelques-uns [d'entre nous] durent d'abord apprendre à s'y insérer et s'y soumettre. Il faut avoir de la passion [en français dans le texte] pour l' *Umsiedlung* . Qu'importe d'où l'on vient, l'essentiel est d'être

passionnément saisi de la mission de rapatrier dans le Reich des individus allemands. »

Mythe du retour et de l'expérience du front se mêlent ici dans l'expression des sentiments de l'anthropologue : l'*Umsiedlung* tient tout à la fois du combat – les champs sémantiques de la fraternité combattante sont très présents – et de l'aventure salvatrice. Au moment où le *Trek* (convoi de migrants) des *Volksdeutsche* s'ébranle vers le Reich, Wallrabe retrouve ici les mots de l'Exode et de la Terre promise pour dire sa ferveur.

L'expérience du rapatriement des *Volksdeutsche* permet aussi d'éprouver le sentiment de participer à la reconstruction de la *Volksgemeinschaft*, tout en œuvrant à la reconquête de l'espace perdu. Tels sont, par exemple, les deux grands axes de la représentation de l'action estudiantine à l'Est telle qu'elle se dessine à travers les écrits laissés par ces bénévoles très particuliers. On vit ainsi garçons ou jeunes filles prêter main-forte aux opérations de naturalisation, donner des cours, faire de la puériculture, aider aux champs, tenir le secrétariat des bureaux de l'EWZ. D'autres effectuaient des missions d'assistance aux *Volksdeutsche*, réalisaient plans, cartes et schémas, se retrouvant ainsi à l'épicentre de la construction utopique nazie. Au cœur de cet « humanitaire » de la *Volksgemeinschaft* nordique, une jeune étudiante racontait son *Osteinsatz* en ces termes :

« Dès l'arrivée au village [*volksdeutsche* (C.I.)] nous croisâmes de nombreux enfants et paysans qui voulaient visiblement assister à notre spectacle d'école. À l'arrivée devant l'école, le groupe d'écoliers attendant devant la porte s'ordonna un peu et nous observa, en partie curieux et audacieux, en partie indécis voire effrayés. Les enfants ne connaissaient jusque-là que leur "mamoiselle" [*sic*], ainsi qu'ils appellent généralement l'étudiante qui travaille dans leur village. Nous venons aujourd'hui des villages alentour pour aider notre camarade Annelies pour l'organisation et l'animation d'un spectacle d'enfants. Le commun des mortels n'a aucune idée de ce que signifie le fait d'organiser un spectacle varié avec des enfants de migrants, un après-midi dans lequel les enfants ne sont pas les spectateurs, mais les artistes.

« Dans la salle de classe se pressaient les enfants, leurs frères et sœurs, et tous ceux que le spectacle intéressait […]. Alors commença

le programme. D'abord, des chansons d'enfant et des danses […]. Vint ensuite la première pièce […]. L'horloge, alors, avançait bien trop vite. […] Vint alors le point culminant, les enfants jouant *Hansel et Gretel* . Il ne restait certes pas grand-chose de Grimm, mais le vieux monsieur ne nous en voudra sûrement pas : les enfants […] jouaient avec un tel enthousiasme, que l'on y puisait une joie claire. L'un des plaisirs particuliers fut pour les acteurs principaux de manger un morceau de vrai gâteau et de vrai chocolat tiré de la maison de friandises. La « mamoiselle » avait généreusement donné du chocolat dans ce but.

« Avec cette scène de conte et une chanson, l'après-midi avait trouvé tout à la fois son point d'orgue et sa fin. […] Les mères étaient très fières de leurs enfants, et l'on entendait souvent : "Ce que le petit Josef (ou la petite Aline) a bien joué !!!" [71] . »

Signé « une étudiante en *Osteinsatz* », ce texte pourrait paraître assez anodin. La militante, consciente de sa « valeur » raciale et culturelle, ne manque pas de souligner par deux fois l'exotisme de la prononciation allemande des *Volksdeutsche* – gens venus de Roumanie, des États baltes ou de la Volga –, pour bien faire ressortir l'étendue du travail de germanisation restant à accomplir. Derrière la distraction s'insinue ainsi un travail d'acculturation à ce que ces militantes nazies considèrent comme la culture allemande. Il s'agit bien de réunir la communauté villageoise en instance d'intégration autour de ceux qui représentent l'avenir de la nordicité : ces enfants auxquels les étudiants de la NSStB enseignent l'Allemagne nouvelle et sa « culture millénaire ». Animer, germaniser, créer le sentiment de communauté, tel était l'un des axes de l'action étudiante à l'Est. La même signature « une étudiante en *Osteinsatz* » est apposée au bas de poèmes qui suggèrent clairement les affects qui président à ce bénévolat. Il y est question d'un paysan d'un type nouveau qui ensemence les terres à germaniser, mais aussi de manière symbolique l'*Ostland* en lui-même, qui est « [ce] demain, [cette] année qui vient pour l'Allemagne[72] » :

« Le paysan, certains jours, est là, […]
Le dimanche, il compte les feuilles du calendrier,
La grand-mère prie pour le temps des moissons.
Les hommes sont ingénieux, mais Dieu l'est plus encore.
Il fait le ciel parfois sombre, parfois clair,

Et nous, humains, nous chassons, nous hésitons et nous inquiétons :
Le soleil mûrira-t-il la moisson ?
[…]
Le Seigneur Dieu pense : “moi aussi je vais leur montrer”
Et il laisse alors le soleil briller.
Avec habileté, sans ménager la peine et sans compter,
la récolte, enfin, sera rentrée.
Et alors ni Angleterre ni Russie ne nous feront plier [73] . »

Au-delà de sa pauvreté évidente, le texte trahit les éléments intériorisés de la croyance nazie : récitatif des principaux repères temporels par la description des travaux et des jours paysans, union des générations dans la vie familiale, présence, à la fin du texte, de ce monde d’ennemis contre lequel se construit la germanité.

La militante nazie qui signe séjourne en Prusse-Occidentale à l’été 1942, au moment de l’extermination maximale des communautés juives, victimes tout à la fois des camps d’extermination fonctionnant à plein régime[74] et des unités de tuerie qui, à l’instar du 101e bataillon de police, fusillent des communautés entières dans toute la Pologne et la Russie occupées[75]. Les villages juifs sont vidés sous ses yeux et promptement repeuplés par ces *Volksdeutsche* qui attendent dans les camps de transit. Or elle désigne son séjour et son action dans ses propres écrits par le terme *Osteinsatz*, celui qu’employent les officiers du SD et les policiers de la Gestapo pour nommer le service dans les *Einsatzgruppen*. Il induit l’idée d’action (*Einsatz*) à l’Est (*Ost*) et semble lier son « militantisme humanitaire » nordiciste à un service qui ressortirait, lui, à la conquête et à la guerre. Ferveur, utopie et guerre fusionnent ainsi, pour transformer le séjour de la militante en un « voyage à l’Est » frappé au coin d’un imaginaire de croisade.

1 *Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums* (Commissariat du Reich pour le renforcement de la germanité), créé en 1940 sous la direction de Himmler, responsable de toute la politique de déplacement de populations. Voir Robert L. Koehl, *RKFdV : German Resettlement and Population Policy, 1939-1945. A History of the Reich Commission for Strengthening of Germandom*, Cambridge, Cambridge University Press, 1957, 263 p. ; et, fondamentaux, Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.* ; Karl-Heinz Roth, « “Generalplan Ost”-“Gesamtplan Ost” », art. cité.

2 BABL, R-58/1082, f^{o} 675 : rapport d'activités des *Einsatzgruppen* de la SIPO et du SD en Pologne, 6/10/1939 ; AGKBZH, 362/101 : directives concernant l'organisation de la SIPO en Pologne, f^{o} 3 *sq.* : ordonnance RSHA IV A1, du 20/10/1939, de dissolution des *Einsatzgruppen*.

3 La coïncidence chronologique entre la création du RSHA (1/10/1939), l'annonce par Hitler de son intention de réorganiser les « relations ethniques » à l'aide d'expulsions (6/10/1939) et la création du RKFdV (7/10/39) est frappante.

4 Voir l'article de Karl-Heinz Roth, « Ärzte als Vernichtungspläner », art. cité. Le *Sondergruppe* III ES (futur III B) était un organisme du SD *Inland*.

5 Le *Referat* d'Eichmann était plus particulièrement chargé des fonctions exécutives et de la logistique. Il n'avait pas produit de « pensée de l'espace » et ne fut donc pas soumis à la même attention que l'Amt III B, même si sa fonction avait été plus déterminante dans la Shoah. Voir Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, p. 103-107 ; Hans Safrian, *Eichmann, op. cit.* ; Claudia Steur, *Theodor Dannecker, op. cit.*

6 Sur la genèse de ces institutions et celle des déplacements de populations, voir Karl-Heinz Roth, « "Generalplan Ost"… », art. cité, p. 33-35, ainsi que Götz Aly, *« Endlösung »*, p. 46-50 et 59-92. Localisées à Posen pour l'EWZ et à Litzmannstadt (Łódz) pour l'UWZ, elles furent complétées par des antennes extérieures installées à Gotenhafen (Gdynia) et Łódz (pour l'EWZ).

7 C'est-à-dire sous la direction exclusive du RSHA, avec un personnel issu principalement du SD ; voir Götz Aly, *ibid.*, p. 45-50.

8 Isabel Heinemann, *« Rasse, Siedlung, deutsches Blut », op. cit*. Sur la VOMI, voir Valdis E. Lumans, *Himmler's Auxiliaries, op. cit.* Ces deux organismes furent intégrés en novembre 1939 au RKFdV.

9 Il s'agit là d'un phénomène très classique dans le III^{e} Reich, bien décrit en ce qui concerne la « polycratie » gouvernementale et les politiques génocidaires au niveau local dans les territoires de l'Est. Sur la « polycratie », voir Martin Broszat, *L'État hitlérien, op. cit.* En ce qui concerne le niveau local, on verra notamment Dieter Pohl, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord, op. cit.* ; du même auteur, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit.* ; et les articles de Christian Gerlach, Christoph Dieckmann et Thomas Sandkühler résumant leur thèse *in* Ulrich Herbert (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939-1945, op. cit.*

10 Cf. par exemple la circulaire RSHA III B, de janvier 1941, concernant le partage des tâches entre le RSHA, le RuSHA et la VOMI (BABL, DAI-Film n° 2185, document non folioté). Voir aussi BABL, R-59/53 et R-59/46 (correspondances diverses entre la VOMI et le RSHA *Amt* III B).

11 BAAZ, SSO Dr Herbert Strickner. Si Strickner n'avait que 31 ans lorsqu'il fut appelé aux services centraux berlinois, il faisait déjà office d'homme expérimenté dans les affaires de

Volkstumpolitik, car avant d'être muté en 1940 à Posen il avait pris en charge ce domaine à Tilsitt, avant l'entrée en guerre contre la Pologne.

12 Bureau de l'état-major du HSSPF de Posen chargé des questions de réinstallation. Il n'avait de fonctions exécutives qu'au niveau du Warthegau, au sein duquel il représentait le RKFdV.

13 La mise en contact de Dolezalek avec le SD est documentée par le procès-verbal d'une séance de travail entre un représentant de la NSStB et des hommes du SD (BADH, ZR-921, A.2, f^{os} 134-135) ; pour la VOMI, voir la lettre de Martin Sandberger (chef de l'EWZ) au *Reichsstudentenführer SS-Brigadeführer* Gustav-Adolph Scheel du 27/10/1939 (BABL, R-49/3044) ; lettre de la VOMI au DAI (BABL, DAI-Film n° 2185, f^{o} 2393549). Voir aussi Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité ; ici p. 269-270.

14 Non sans que les initiatives de l'une ou l'autre des institutions ne provoquent des débats parfois vifs, ainsi qu'en témoigne l'appréciation d'Ehrard Wetzel, responsable de la politique raciale de l'*Ostministerium* au *Generalplan Ost* du RSHA, reproduite *dans* Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, Munich, Saur Verlag, 1994, p. 50-81. Voir aussi les critiques faites par l'un des responsables de l'EWZ, l'*Obersturmbannführer* Tschierschky à la compétence des membres du RuSHA chargés, au sein des commissions volantes, de la sélection raciale des *Volksdeutsche* polonais en vue de leur naturalisation (BADH, ZR-890, A.2 [GKBZH-Sammlung zum Krumeys Prozeß], correspondance RuSHA-EWZ, f^{os} 4-13).

15 C'est cet état de fait qui légitime le fait de compléter les sources du RSHA (BABL, R-58) par le recours aux archives de l'UWZ (*ibid*., R-75), de l'EWZ (*ibid*., R-69), du RKFdV (*ibid*., R-49) et de la VOMI (*ibid*., R-59).

16 (*Grenz- und Auslandsdeutschtum*). Elle le devint au point que les scientifiques décidèrent de lui consacrer une encyclopédie (*Handwörterbuch*) qui nécessita jusqu'à la dernière année de la guerre l'union d'une grande partie des *Volkstumwissenschaftler*.

17 Un exemple très concret de liaison entre la SS et les cercles d'études de *Volkstumswissenschaften* (ici le *Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums*) est la procédure de nomination du Pr Schwalm à la *Reichsuniversität* Posen en 1941 (BABL, R-4901 [Alt R-21]/10303, f^{os} 8 et 109-115). Schwalm était l'un des rédacteurs de l'encyclopédie, et était payé discrètement par le ministère de l'Intérieur. Dès sa nomination, la gestion de son traitement fut confiée au ministère de l'Éducation, en même temps que lui fut signifié son congé pour une « mission spéciale » auprès du RKFdV. Voir, fondateur sur le sujet, Michael Burleigh, *Germany Turns Eastwards, op. cit.* ; Peter Schöttler, *Geschichtsschreibung, op. cit.*, particulièrement les articles de Willy Oberkrome, « Geschichte, Volk und Theorie. Das *Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums* » ; de Karl-Heinz Roths ur Hans-Joachim Beyer, art. cité.

18 Lettre du RSHA III B/VI G à la *Nord- und Ostdeutsche Forschungsgemeinschaft* du 19/11/1944, signée par le *SS-Stubaf.* von Hehn, convoquant les représentants des *volksdeutsche Forschungsgemeinschaften* à une réunion de travail à Prague (BABL, R-153/1283, acte non folioté) : von Hehn légitime la tenue du colloque par la mise sous tutelle par le RSHA, qui nécessite la détermination de nouveaux objectifs.

19 AGKBZH, 362/209 : *Sonderbericht* (rapport spécial) : « Die Politik Polens im Baltikum », p. 33-38 (fos 38-43) ; f^{o} 58 pour les Juifs.

20 Probablement Alexander Dolezalek.

21 BABL, R-49/159 : « La germanité en Lituanie » mémorandum de l'*Amt Raumplanung* du RKFdV, 1940, f^{os} 31-32.

22 BABL, R-59/409 : rapport du *Sonderkommando* Petersburg de la VOMI : « La germanité dans la région de Leningrad » ; f^{o} 10 pour l'exemple de Kiopen.

23 *Kurzbericht* (rapport succinct) n° 8 (3/6/1942) : « Die Wiederverpolung des Netzgaues unter preussischer Herrschaft mit 7 Karten », BABL, R-49/3040, f^{os} 37-56 ; ici f^{o} 37.

24 Voir, par exemple, le colloque organisé par le groupe de travail pour l'*Auslandsdeutsche Volksforschung* : dirigé par Hans-Joachim Beyer, actif au RSHA *Amt* III B et dans les *Einsatzgruppen* en URSS, ce colloque se consacra aux processus de polonisation et à la question de l'assimilation (*Umvolkung*) (programme du colloque des 11-13/8/1937 au 2/8/1937 dans BABL, R-153/108 ; document non folioté).

25 Cette mainmise linguistique était par exemple discernée par les Allemands dans le fait que les Polonais auraient « polonisé » les dialectes locaux comme le silésien, ou auraient tenté de prouver l'ascendance polonaise du dialecte silésien. Une « agence de presse » allemande à Allenstein surveillait ce type d'activités et fournissait des rapports là-dessus (BABL, R-153/1655 : « Volkstumskampf in Polen »).

26 BABL, R-153/1178a, f^{os} 1-11 (*Institut für Staatsforschung* de Berlin et *Publikationsstelle* de Dahlem, correspondances diverses), *Auswertung der Erfahrungen der deutschen Ostsiedlung bis zur Machtergreifung* (analyse de la pratique d'installation allemande jusqu'à la prise de pouvoir). Rapport archivistique n° 6 sur l'action de l'évêque de Posen/Gnesen entre 1887-1907. Sur cet aspect des rapports entre Polonais et Allemands en Posnanie, on lira Thomas Serrier, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Paris, Belin, 2002.

27 AGKBZH, 362/766, f^{o} 30 pour l'aptitude des Polonais au *Volkstumskampf* et f^{o} 123 pour les accusations de dépossession du sol (rapports du SD sur la vie politique et les conditions de possibilité de l'existence d'un État polonais ou ukraino-russe à l'est de l'Allemagne, daté de 1939, avant l'invasion de septembre).

28 G. Walz, « Die Entwicklung der deutschen Volksgruppen in Polen und in Ungarn », conférence prononcée lors de la session du 7 mai 1938 de l'*Akademie für deutsche Recht* (BABL, R-8043/1333 ; ici f^{os} 128-129). Remarquons qu'il tira les mêmes conclusions alarmistes dans le cas de la Hongrie. Le président de la session était le *SS-Oberführer* Hermann Behrends ; parmi les auditeurs figuraient Carl Von Loetsch (*Institut für Grenz- und Auslandsstudien*) et Reinhard Höhn : c'est dire si les liens entre SS, SD et *Volkstumwissenschaften* étaient étroits.

29 Ehrard Kroeger, *Der Auszug aus der alten Heimat*, Veröffentlichungen des Instituts für Nachkriegsgeschichte, Tübingen, 1967, p. 41 *sq.* ; cité par Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, p. 39.

30 L'expression est issue du *Generalplan Ost* (BABL, R-49/157a, f^{o} 1) ; reproduit par Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, *op. cit*., p. 91-129 ; ici p. 91.

31 Cité d'après Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, p. 61.

32 Il existait une planification dès novembre 1939, mais ce document, appelé par les historiens « premier *Generalplan Ost* », est le premier émanant d'une instance centrale et s'occupant de déplacement de populations et de germanisation en citant des chiffres. Voir Karl-Heinz Roth, « *Generalplan Ost* und der Mord an den Juden : der "Fernplan um der Umsiedlung in den Ostprovinzen" aus dem Reichssicherheitshauptamt vom November 1939 », *1999* (12), 1997, 20 p. ; Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, p. 59-93 (Chronologie).

33 « Principes de planification pour la réorganisation des territoires de l'Est », mémorandum du *SS-Oberführer* Meyer non daté (BABL, R-49/157, f^{os} 1-21 ; ici f^{o} 6) ; cité par ailleurs dans Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost…*, *op. cit.*, p. 5-6.

34 Meyer estimait la proportion de Polonais dans ces territoires à 82 %, celle des Allemands à 11 %, les Juifs constituant les 8 % restants ; le deuxième paragraphe du mémorandum pose comme condition préalable et *sine qua non* leur expulsion du territoire… (*Vom Generalplan Ost.…*, p. 1).

35 Le texte de Meyer est étayé par une carte de ces zones qui matérialise remarquablement la politique du cordon sanitaire et des pénétrantes de peuplement (BABL, R-49/157, f^{o} 7).

36 Cf. Karl-Heinz Roth, « *Generalplan Ost* und der Mord an den Juden… », art. cit., p. 60. Ce second plan n'est pas parvenu jusqu'à nous, on n'en connaît que les chiffres généraux par les souvenirs écrits par Konrad Meyer après la guerre.

37 Les planificateurs du RSHA *Amt* III B s'accordaient sur ce chiffre et l'utilisaient dans le *Generalsiedlungsplan* : « Stellungnahme und Gedanken von Dr Ehrard Wetzel zum *Generalplan Ost* des RFSS », Nur. Dok. NG-2325, *in* Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost…*, *op. cit.*, p. 50-81 ; Karl-Heinz Roth, art. cité, p. 41.

38 Voir là-dessus É. Conte et C. Essner, *La Quête de race*, p. 327-336 ; et BABL, R-49/3533, « Fahndung nach deutschem Blut ». Action Zamósc.

39 Ehrard Wetzel, « Stellungsnahme und Gedanken zum *Generalplan Ost* des Reichsführer SS », 27/4/1942, Nur. Dok. NG-2325 ; cité ici d'après C. Madajczyk, *Vom Generalplan Ost…, op. cit.* ; p. 50-81, ici p. 51-52.

40 Wetzel fait remarquer que le plan du RSHA ne précise pas si ces 14 millions de personnes doivent être germanisées ou « dissimilées » (C. Madajczyk, *ibid.*, p. 51).

41 Notes prises par Hermann Krumey, chef de l'UWZ, sur la conférence de Beyer (AGKBZH, 358/82). Document découvert et édité par Czeslaw Madajczyk dans *Vom Generalplan Ost…* (*op. cit.*, p. 261-266 ; ici p. 265).

42 Discours de Himmler du 16/9/1942 devant les SSPF à Hegewald (AGKBZH, NTN, vol. 253, f^{os} 93-139) ; cité par C. Madajczyk, *ibid.*, p. 173.

43 Le *SS-Standartenführer* Bruno Schulz, responsable du service racial du RuSHA, indiqua cette limite lors d'une discussion avec des fonctionnaires du RSHA et de l'*Ostministerium* dès novembre 1941 (protocole de réunion dans BABL, R-6/159).

44 BABL, R-49/984.

45 *Idem*, tableaux I et V. Cf. C. Madajczyk, *Vom Generalplan Ost…*, p. 236-241.

46 Sur ce dernier point, voir Miroslav Karny, « Vernichtung durch Arbeit. Die Sterblichkeit in den NS-Konzentrationslagern », *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik*, 5, Berlin, 1987, p. 133-158 ; Hermann Kaienburg, *« Vernichtung durch Arbeit »*, *Der Fall Neuengamm*, Francfort, Fischer, 1998 ; Ulrich Herbert, « Arbeit und Vernichtung. Ökonomisches Interesse und Primat der "Weltanschauung" im Nationalsozialismus », *in* Ulrich Herbert (éd.) *Europa und der Reichseinsatz. Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und KZ-Häftlinge in Deutschland 1933-1945*, Essen, 1991, 42 p.

47 Voir K.-H. Roth, « *Generalplan Ost* und der Mord an den Juden… », art. cité, p. 53 ; Götz Aly et Suzan Heim, *Vordenker der Vernichtung, op. cit.*, p. 365-376 ; Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.* , p. 44-94.

48 K.-H. Roth, art. cité, p. 72-73.

49 Lettre de Backe à Himmler du 6/6/1942 (BABL, NS-19/3418) ; éditée dans C. Madajczyk, *Vom Generalplan Ost…, op. cit.*, p. 133.

50 *SS-Standartenführer* Hans Ehlich, « Die Behandlung des fremden Volkstums », conférence prononcée à Salzburg le 11/12/42, (*der Reichsstudentenführer. Volkstpolitiches Referat* (éd.), *Vertrauliche Berichte*, BABL, R-4901 (Alt R-21)/764, f^{os} 3-9).

51 Convocation signée d'Ohlendorf, 28/12/1942 (AGKBZH, 358/82). Document découvert et édité par Czeslaw Madajczyk dans *Vom Generalplan Ost…* (*op. cit.*, p. 261-266).

52 Notes prises par Hermann Krumey, chef de l'UWZ, sur la conférence de Justus Beyer (*ibid.*, p. 265).

53 Le calcul est fait à partir des statistiques établies par les RSHA *Ämter* IV B-4 et III B et utilisées par Heydrich lors de la conférence de Wannsee en janvier 1942. Protocole de la conférence et données statistiques édités en traduction anglaise dans Reinhard Rürup (éd.), *Topographie des Terrors : Gestapo, SD und RSHA auf der Prinz-Albrecht Gelände. Eine Dokumentation*, Berlin Topographie des Terrors Stiftung, 1987 ; ici p. 146-150 ; voir aussi le rapport du *SS-Oberführer* Richard Korherr de janvier 1943 (BABL, NS-19/1570). Je remercie Florent Brayard pour la copie de ce document.

54 BABL, R-69/554, f^{o} 75.

55 Les *Aussiedlungen* sont représentées par des tableaux mêlant cartes et chiffres, sans photos. Les expulsions sont symbolisées par des trains (!) ; voir Mechtild Rössler et Sabine Schleiermacher (éd.), *Der « Generalplan Ost ». Hauptlinien der nationalsozialistichen Planungs- und Vernichtungspolitik*, Berlin, Akademie Verlag, 1993, p. 333.

56 Voir là-dessus Götz Aly, *« Endlösung »*, *op. cit.*, p. 327-362.

57 BABL, R-49/157, f^{os} 47-73.

58 Isabel Heinemann, *« Rasse, Siedlung, deutsches Blut »*, *op. cit.* K.-H. Roth, *Generalplan Ost*, art. cité.

59 Chef de l'administration civile.

60 Notice de Dolezalek, « Le *Gauleiter* Greiser […] sur les plans à venir de colonisation du Warthegau », 12/2/1941 (BABL, R-49/Anh. I/34, f^{os} 43-47) ; propos de Greiser et de Dolezalek cités par Götz Aly dans *« Endlösung »* (*op. cit.*, p. 231).

61 C'est la thèse que défendent Götz Aly (*ibid.*) et, pour le plan famine, Christian Gerlach (*Kalkulierte Morde*, *op. cit.*).

62 Rappelons d'ailleurs que le principal théoricien nazi de la *Volksgemeinschaft* fut Reinhard Höhn, premier chef du SD *Inland*, maître et recruteur d'Ohlendorf, et qu'il a aussi travaillé sur les problèmes de gestion des territoires occupés (Reinhard Höhn, *Rechtsgemeinschaft und Volksgemeinschaft*, Darmstadt, Wittig Verlag, 1935 ; « Volksgemeinschaft und Wissenschaft », *Süddeutsche Monatsheft*, 32, 1934, 35 p.). Et sur la pratique impériale nazie : Reinhard Höhn, *Reich – Großraum – Großmacht*, Darmstadt, Wittig Verlag, 1942. On lira aussi la revue *Reichs, Volksordnung Lebensraum*, 3^{e} année, 1943 : le numéro est entièrement consacré au problème de la pratique administrative impériale nazie. Cf. V. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 291-298.

63 BABL, R-49/157, f^{o} 59.

64 Voir notamment *ibid.*, f^{os} 55, 56, 57 et 59.

65 Directive de service n° 7 du 12/5/1943 (BABL, R-49/3533 [Action Zamósc. « Fahndung nach deutschem Blut »], f^{o} 32).

66 Les plans et croquis d'aménagement de Łódź ont été édités par Niels Gutschow dans « Stadtplanung im Warthegau », *in* Mechtild Rößler et Sabine Schleiermacher (éd.), *Der « Generalplan Ost », op. cit.*, p. 232-258 ; ici p. 245-251.

67 Approximation effectuée à partir du croquis du forum (*ibid*. p. 248).

68 *Ibid*.

69 Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race, op. cit.* ; Czeslaw Madajczyk, *Zamojszina. Sonderlaboratorium der SS : zbior dokumentow polskisch nimiekisch z okresu okupacij hitlerowskiej*, Varsovie-Ludowa, Spoldziena Widaniicza, 1977.

70 Voir Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 1036-1054.

71 BABL, R-49/3044, f^{os} 96-97.

72 Hans Baumann, « *Im Osten* », *in* Reichsfrauenführung (éd.), *Gemeinschaftslieder. Lieder für Frauengruppen*, s.l., 1940.

73 « Die Stunde des Bauern » (Les Heures paysannes), BABL, R-49/3044, f^{os} 98-99.

74 Pour une chronologie d'ensemble, on lira Ulrich Herbert (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik, op. cit.*, et Christian Gerlach, « Die Bedeutung der deutschen Ernährungspolitik für die Beschleunigung des Mordes an den Juden 1942. Das Generalgouvernement und die Westukraine », *in* C. Gerlach, *Krieg, Ernährung, Völkermord, op. cit.*, p. 167-257.

75 Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^{e} bataillon de police et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, 284 p. ; et avec les mêmes sources et plus de bilans factuels sur l'action des bataillons de police, et même si les conclusions sont dans leur grande majorité à récuser (cf. chapitre suivant), Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Le Seuil, 1997, 579 p.

Chapitre 8

Argumentaire de guerre, rhétorique nazie

Mobilisant la mémoire historique, la « pensée de l'Est » est indissociable de la guerre passée, mais aussi de celle, présente, qui envahit le champ de perception des intellectuels SS à partir de 1939. L'expérience de guerre tend alors à se confondre avec la représentation même de l'Est, et, à partir de 1941, avec celle de l'extermination, le tout porté par un souci constant de justification et d'interprétation. Tout d'abord, à l'échelle de la société combattante prise en son entier[1], l'invasion a été précédée et accompagnée par une entreprise largement diffusée de légitimation de la guerre à l'Est. Un argumentaire spécifique a d'autre part été formulé, notamment par les intellectuels du SD, en direction de la SS et de la police. Enfin, les acteurs eux-mêmes – SS, officiers, cadres du SD – ont distillé leurs représentations des pratiques concrètes mises en œuvre sur le terrain.

Si les pratiques de violence sont générées par des ordres, si la décision des massacres peut être motivée par des arguments matériels[2], les moyens rendant capable de consentir à cette violence préexistent à ces « ordres », à ces « impulsions », à ces « initiatives ». Le discours de guerre ou la rhétorique de génocide ne sont pas une construction statique, ressortissant à la *Geistesgeschichte* intentionnaliste, mais plutôt un ensemble de croyances, de sentiments, d'affects en constante tension avec la réalité perçue. Ce sont des représentations mentales fluides au point d'être parfois fuyantes, mais qui seules permettent de rendre compte des brusques mutations des comportements sur le terrain.

De la guerre réparatrice à la « grande guerre raciale[3] »

La représentation de l'attitude polonaise vis-à-vis de l'Allemagne, des Allemands et des *Volksdeutsche* ne se cristallise pas brusquement au

moment de l'agression nazie de septembre 1939. La situation des *Volksdeutsche* a fait l'objet de constants développements largement diffusés par les médias allemands. La guerre marque un saut qualitatif important. Les communautés *volksdeutsche* ne sont plus seulement représentées comme en butte à l'oppression, mais bien comme la cible de massacres de grande ampleur, légitimant l'agression nazie.

Très rapidement, les autorités allemandes estiment le nombre de *Volksdeutsche* tués ou disparus sous les coups des Polonais au cours de la campagne à près de 58 000[4] en trois semaines. La légitimation *a posteriori* de l'attaque allemande est ainsi essentiellement fondée sur cette estimation. Face à cette « violence polonaise », la minorité *volksdeutsch* est censée avoir créé des unités d'autodéfense, organisées dans les faits en sous-main par le SD et la *Volksdeutsche Mittelstelle* de Behrends[5]. L'argumentaire justificateur est ici d'ordre défensif : il s'agit pour les troupes allemandes de porter secours aux communautés mises en danger.

La campagne de Pologne mobilise pourtant des mécanismes de représentation plus complexes que ceux employés dans la construction mensongère des « propagandistes ». Durant six semaines, à partir de l'invasion, les *Einsatzgruppen* de la SIPO et du SD envoyèrent des rapports journaliers d'activité à la centrale de surveillance mise en place par le RSHA. Ces rapports détaillent les activités des groupes en matière de « maintien de l'ordre », et justifient les exécutions par les groupes. Presque toutes, en effet, sont motivées par des tirs de civils, de jour comme de nuit. De fait, la frontière entre civils et militaires paraît avoir été extrêmement floue. Les militaires polonais, débordés par l'attaque allemande, se retrouvent en grand nombre derrière les lignes allemandes. Mal équipés et mal signalés, ils sont amalgamés à des civils tirant dans le dos des troupes, et fusillés en nombre important. Les troubles de l'ordre les plus fréquents, tels que tirs de nuit, pillages et mouvements de panique, sont attribués à l'action de civils combattants, ou à des « francs-tireurs ». Faits prisonniers, ils sont immédiatement fusillés, parfois après un jugement sommaire[6]. Les représentations des policiers allemands jouent ici un rôle déterminant : la psychose du franc-tireur, on le sait depuis les travaux d'Alan Kramer et de John Horne, est une constante au sein des armées allemandes depuis l'invasion de la France en 1870[7]. À l'été 1914, ce mécanisme avait généré

une vague d'exécutions sommaires et de représailles contre les populations civiles belges et françaises. C'était resté l'une des grandes questions soulevées lors du débat sur la responsabilité de guerre, question dont les historiens et les publicistes s'étaient intensément emparés[8] et qui a « naturellement » rejoué en Pologne.

Tout en rendant compte de leur activité policière, les *Einsatzgruppen* expriment la conviction – parfaitement intériorisée – de mener une guerre de justice et de droit contre un barbare polonais qui mutile les soldats[9], leur tire dans le dos, massacre les *Volksdeutsche*, coupe les mains des enfants. Ces rapports, classés secrets, ne sont communiqués qu'aux huit dignitaires les plus haut placés du RSHA[10] et n'ont donc aucune visée de propagande. Ils formulent un argumentaire de guerre allemand en Pologne inchangé depuis la Grande Guerre. Mais la campagne de Pologne n'est pas une simple reprise des hostilités ; les groupes poursuivent certes de façon privilégiée les anciens insurgés de 1919 en Silésie et en Posnanie mais cette pratique a bien entendu une dimension utilitaire. Réprimer les anciens activistes polonais du mouvement de 1919, c'est prévenir la constitution de mouvements nationalistes de résistance clandestine, étouffer dans l'œuf toute velléité de reprise du *Volkstumskampf* par les Polonais. Plus profondément, l'acharnement SS sur ces insurgés dissimule une fonction symbolique de « réparation » de 1918-1919[11]. Faire la guerre et servir dans les *Einsatzgruppen* relevait ainsi, pour les intellectuels SS, de l'acte patriotique et politique, mais aussi du rite mémoriel.

Au-delà de l'évident machiavélisme d'une agression déclenchée par un coup monté – les dignitaires du SD (Behrends, Mehlhorn, Otto Rasch, Heinrich Müller et Arthur Nebe) sont impliqués dans l'attentat contre la station de radio de Gleiwitz[12] –, la campagne de Pologne fait l'objet d'un investissement émotionnel particulier de la part des Allemands. Guerre de justice et guerre réparatrice, cette campagne n'est pas décisive, pas plus que celles de France et des Balkans : elles ne sont que le terme de « l'apparent silence des armes[13] » dont parlera plus tard Siegfried Engel dans son cours sur la guerre de Trente Ans. Le combat décisif, bien entendu, reste celui qui se déclenche à l'été 1941.

La lutte contre l'URSS – les historiens l'ont répété – est une guerre totale contre l'ennemi « judéo-bolchevique »[14]. L'URSS est en effet pour les nazis le pays de la domination juive et de la barbarie bolche vique, le lieu de l'union des deux ennemis mortels et immanents de la germanité. Si ce sont les intellectuels SS qui formulent souvent avec le plus de clarté ces deux dimensions de l'imaginaire nazi, c'est sans doute parce que, rompus à la formulation dogmatique, ils font largement apparaître références, argumentations et administrations de la preuve dans les mémorandums qu'ils produisent. Parce qu'ils ont été formés dans les universités, et qu'en citant chiffres et sources ils conforment leur formulation dogmatique aux règles du travail universitaire, ces hommes font émerger avec une grande clarté les représentations nazies à l'œuvre dans l'opération Barbarossa.

La représentation de l'alliance objective entre communistes et Juifs trouve ses racines dans les principales thèses développées par Hitler et les idéologues du parti nazi dès les années 1920. Plus intéressante, cependant, est la très grande diffusion de cette croyance dans les représentations. Celle-ci, en effet, n'est pas seulement développée à l'occasion de ces mémorandums traitant spécifiquement de la situation dans les pays de l'Est : elle constitue pour les nazis une clé d'analyse des événements. C'est ainsi qu'avant même que les autorités allemandes envisagent de se tourner contre l'URSS, la collusion Juifs/communistes constituait une grille de lecture des troubles subis par les *Volksdeutsche* de Bessarabie au moment de l'occupation de ce territoire par l'Armée rouge en juillet 1940.

> « Des observations effectuées plusieurs fois laissent entrevoir un système unifié sous-tendant ces phénomènes [de pillage]. Des bandes juives et communistes pillent des fermes et des commerces allemands et tourmentent [*drangsalierten*] les *Volksdeutsche* . Les troupes soviétiques entrant [en Bessarabie], qui se conduisent d'ailleurs de façon correcte, déclarent cependant être impuissantes face à ces émeutes. Dans les cercles *volksdeutsche* , on suppose cependant qu'il existe un lien entre ces émeutes de Juifs et de communistes et l'arrivée retardée des troupes soviétiques [15] . »

Il existerait donc, aux yeux des *Volksdeutsche* – nazifiés par la VOMI – une double collusion à l'œuvre dans cette série d'émeutes. L'alliance entre communistes et Juifs, à l'intérieur même du territoire, ne fait aucun doute

aux yeux des rédacteurs du rapport et se double d'une collusion venue de l'extérieur – avec les Russes de l'Armée rouge. Cette représentation très concentrée du « monde d'ennemis » se réduit à deux protagonistes en instance de fusion. La duplicité avec laquelle l'armée soviétique agit envers les *Volksdeutsche* n'est-elle pas d'ailleurs pour eux le signe de la « mainmise juive » sur son commandement ? Vieux cliché de l'antisémitisme nazi que de faire des Juifs les « marionnettistes » de l'action communiste. Le terme allemand *Drahtzieher*, intraduisible en français, désigne la personne qui tire les ficelles en coulisse ; il est très largement employé pour désigner l'action supposée des Juifs dans l'entre-deux-guerres[16] et nourrit de nombreuses correspondances concernant des cas particuliers[17].

À l'orée de la guerre, le RSHA, par l'intermédiaire de Reinhard Heydrich, prend soin de tirer un bilan de l'action russe légitimant l'agression. Le 10 juin 1941, le chef de la SIPO/SD envoie au *Reichsführer* SS une synthèse du « travail de destruction » bolchevique à l'œuvre depuis la signature du pacte de non-agression. Heydrich passe soigneusement en revue les territoires occupés par les Allemands – de la France au Gouvernement général – et détaille les « complots » mis en place par le Komintern et l'URSS, relayés par les partis communistes locaux et les communistes allemands émigrés. Précis jusqu'au détail, appuyé sur toute la documentation fournie par les *Ämter* IV, VI et VII du RSHA[18], Heydrich cite des noms, déroule des biographies, sans jamais omettre l'ascendance juive de tel ou tel activiste[19]. L'Allemagne, ainsi enserrée dans un filet de complots, ne peut selon lui que rompre l'accord de non-agression pour se jeter dans la guerre ; une guerre qui, dans son esprit, est bien défensive[20], mais dont les buts sont plus ambitieux :

> « Nous ne faisons pas la guerre uniquement pour battre l'Angleterre et l'Amérique, mais aussi pour jeter les fondations d'une nouvelle Europe unie sous direction germanique.
>
> « [les bolcheviks] cherchent actuellement à assujettir [*unterjochen*] l'Europe et à la bolcheviser […] pour ensuite tourner cette Europe bolchevique contre leurs alliés actuels, en vue de la révolution mondiale. […] *En Russie se décide le destin du monde*[21] . »

En quelques lignes sont concentrés les deux grands aspects de la rhétorique de guerre nazie : la guerre en Russie fait l'objet d'une construction utopique qui cristallise l'espérance impériale du nazisme, tout en restant une guerre défensive.

On ne s'est intéressé jusque-là qu'à l'imaginaire développé par les instances centrales berlinoises. Pourtant, ces institutions bureaucratiques ne se trouvent pas en position d'interpréter l'expérience de guerre et s'en tiennent à une documentation confidentielle. Les hommes qui, le 22 juin 1941, partirent à l'assaut des immensités russes furent, en revanche, l'objet d'une intense communication de masse de la part de la Wehrmacht. Le discours spécifiquement SS du RSHA est d'ailleurs étonnamment proche de la rhétorique développée par les militaires. Tout se passe en fait comme si la formulation très dogmatique de la SS et des intellectuels du RSHA constituait l'un des pans de la rhétorique de guerre. Comme si l'imaginaire à l'œuvre transcendait l'appartenance militante que restait l'intégration à la SS ; comme si cet argumentaire de guerre, plus que spécifiquement nazi, formait le cadre du consentement national à Barbarossa. En témoigne le discours du général Hoeppner au 4e groupe d'armée blindé :

> « La guerre contre la Russie est une partie essentielle du combat pour l'existence [*Daseinskampf*] du peuple allemand. C'est le vieux combat des Germains contre les Slaves, la défense de la culture européenne contre l'invasion moscovito-asiatique, la défense contre le bolchevisme judaïque.
>
> « Ce combat doit avoir pour but l'anéantissement de la Russie actuelle et doit donc être livré avec une dureté inouïe. Chaque situation de combat doit être menée avec une volonté de fer jusqu'à l'anéantissement total et sans pitié de l'ennemi. Il n'y a en particulier pas de merci pour les tenants de l'actuel système russo-bolchevique [22] . »

Les quelques phrases classées « secret défense » et communiquées à ce titre aux officiers qui devaient en faire part à leurs hommes constituent un indice précieux du degré d'intériorisation du déterminisme racial par un général de la Wehrmacht, qui ne peut pourtant être classé parmi les hommes les plus proches des instances militantes nazies[23]. Outre la réfraction du racisme nazi dans une formulation d'une rare netteté, ce texte fait

explicitement le lien entre rhétorique de guerre et discours normatif sur les pratiques à mettre en œuvre sur le terrain. Parce que la guerre de Russie n'est qu'un avatar d'une lutte vitale et millénaire, la demande de comportements impitoyables exprimée par Hoeppner peut acquérir sa légitimité auprès de ses auditeurs. Le discours fournit par avance un cadre justificatif à toutes les pratiques de violence extrême que les soldats devront – selon l'auteur de cet ordre – mettre en œuvre en Russie. De fait, ces pratiques sont comme pressenties par les directives plus concrètes données par les comman dants régimentaires ou divisionnaires aux soldats. Un feuillet multigraphié fut ainsi distribué à la majorité des soldats. Intitulé « Connaissez-vous l'ennemi ? », il était censé constituer un vade-mecum du combattant sur le front de l'Est :

> « Soldats ! Vous allez combattre un ennemi dont vous ne pouvez attendre des méthodes de combat [dignes d'un] adversaire loyal et chevaleresque. L'Armée rouge bolchevique sait qu'elle va au-devant d'un anéantissement certain par l'armée allemande, et va de ce fait employer les moyens les plus répugnants et les plus déloyaux.
>
> […]
>
> « On doit s'attendre à des attaques de nuit contre les postes, les petites unités, les colonnes d'arrière-garde, les véhicules en panne. L'attention pendant les tâches de surveillance ne sera de ce fait jamais assez importante. Quiconque s'éloigne sans mission de sa troupe se trouve ainsi en danger. Tenez ensemble en bonne camaraderie […]. Pour tout soldat allemand, le fait de ne laisser aucun camarade tomber aux mains de l'ennemi est une affaire de devoir et d'honneur.
>
> […]
>
> « Vous devez par ailleurs vous attendre à ce que les morts et les blessés que vous rencontrerez lors de l'avance ne se fassent passer pour tels que dans le but de vous prendre sous leur feu à bout portant ou par-derrière. Les Rouges vont ainsi laisser passer de petites unités (avant-garde d'infanterie) pour attaquer les forces principales. Soyez tous méfiants, quand vous avancez vers des morts ou des blessés !
>
> […]
>
> « Vous êtes habitués à ce qu'un adversaire qui s'avance vers vous les mains levées ait l'intention de se rendre. Chez les bolcheviks, cela

peut aussi souvent être une ruse, pour reprendre le combat dans votre dos. Ne traitez quelqu'un comme un prisonnier que lorsque vous êtes sûrs qu'il est désarmé. Ne laissez aucun prisonnier sans gardes.

[…]

« Nous devons être assurés que les bolcheviks emploient les gaz de combat pour la première fois dans cette guerre, et ce sous toutes les formes existantes. Si vous êtes attentifs à ce danger, nos protections sont efficaces contre tous les types de gaz. Masques à gaz […] et antipoisons doivent être constamment à portée de main et en état de marche. On ne nous arrêtera pas avec des routes infestées de gaz. Vous savez comment on les reconnaît et comment on les neutralise.

[…]

« Ne mangez rien de ce que vous trouvez ; ne buvez pas l'eau de fontaines qui n'ont pas été examinées. Vous devez vous attendre à ce que tout soit empoisonné.

[…]

« Le pays et sa population sont contaminés par le typhus, le choléra et la peste : des maladies, qui, grâce à l'hygiène du peuple allemand, ont depuis longtemps disparu chez nous. Vous êtes vaccinés contre la contamination et n'avez rien à craindre. Préservez-vous malgré tout de tout contact étroit avec la population et ne buvez pas d'eau qui n'ait au préalable été portée à ébullition.

[…]

« Des parachutistes en civil vont tenter de combattre dans notre dos. Ce ne sont pas des soldats, mais des francs-tireurs : ils doivent être liquidés. Faites attention ! Soyez durs et inflexibles partout où vous rencontrez de telles méthodes de combat – peu importe qu'il s'agisse de civils ou de soldats. Tant que vous n'observerez pas de tels comportements chez l'ennemi, comportez-vous comme avant. Quelle que soit la façon dont l'ennemi combat, vos armes habituées à la victoire l'anéantiront [24] . »

Produits en grand nombre[25], ces appels à rester constamment sur le qui-vive étaient de nature à instiller et collective proche de la psychose et

propre à générer des comportements d'une extraordinaire violence dès les premiers jours du conflit[26].

Barbarossa était bien une « grande guerre raciale », appréhendée non point tant dans cette espérance impériale que leur promettait le *Drang nach Osten* que dans la peur que générait le discours adressé aux combattants. Ce discours anxiogène, qui mettait en avant une image animalisée de l'adversaire conforme au déterminisme racial nazi, insistait sur l'atmosphère d'insécurité qui allait régner dans la Russie en guerre, où le civil se confondait avec le soldat.

Du discours sécuritaire au discours génocidaire

Pour saisir le second volet de la rhétorique légitimatrice nazie en Russie, il faut maintenant se concentrer sur le discours adressé spécifiquement aux unités de police et du SD formées en vue de l'invasion de juin 1941. Ce discours provient pour une part non négligeable d'intellectuels du SD. Mutés au sein de l'état-major des unités ou dans l'encadrement des commandos, ceux-ci forment en effet une grande partie de l'encadrement des *Einsatzgruppen* et rédigent les rapports, partie intégrante de la fonction de chef de commando et d'officier du SD.

L'appellation « *Einsatzgruppe* » (groupe d'intervention) a été tellement conditionnée par l'action génocidaire des groupes en URSS, que ce terme, pour générique qu'il ait été, tend à se confondre avec les quatre groupes formés pour l'invasion. En 1941, pourtant, les *Einsatzgruppen* de la SIPO et du SD n'étaient pas les seuls « groupes d'intervention » à suivre les troupes de la Wehrmacht : l'organisation Todt et la VOMI, notamment, avaient leurs propres unités mobiles, dotées de missions très différentes. Dans le vocabulaire de l'époque, le terme « *Einsatzgruppe* » ne désignait donc pas des « unités mobiles de tuerie[27] ». D'autre part, les *Einsatzgruppen* de Russie n'étaient pas les premiers à être organisés par la SIPO et le SD : les premiers groupes avaient été organisés lors de l'*Anschluß*, et d'autres formations du même type avaient suivi, lors de l'annexion des Sudètes, de l'invasion de la Tchécoslovaquie et de celle de la Pologne[28]. Les groupes formés en vue de l'opération Barbarossa s'inscrivent donc dans une

pratique déjà rodée des services de renseignement et de police du III^{e} Reich. Ils sont par ailleurs intimement liés à la pratique impériale nazie. Issus d'organes de sécurité, organisés en vue de phases d'expansion du Reich, ces groupes sont tributaires tout à la fois du discours institutionnel et des discours militants qui s'interpénètrent au sein du RSHA.

La première mise par écrit effective des missions des *Einsatzgruppen* intervient tardivement : Heydrich édite le 5 novembre 1938 une circulaire précisant *a posteriori* les activités que doivent assumer les unités envoyées dans les Sudètes depuis déjà plusieurs semaines. Selon cette circulaire, les *Einsatzgruppen* doivent veiller à :

> « a) la protection de l'ordre nouveau contre toute attaque et tout trouble ;
>
> « b) l'arrestation de toutes les personnes connues comme hostiles au Reich ;
>
> « c) la confiscation de toutes les archives et des dossiers concernant l'activité des personnes et des organisations hostiles au Reich ;
>
> « d) la liquidation des organisations hostiles au Reich ou poursuivant des objectifs hostiles à celui-ci ;
>
> « e) l'occupation de tous les locaux des polices criminelle et politique tchèques ainsi que de toutes les organisations poursuivant des objectifs de police politique ou criminelle [29] . »

Ces directives restaient valables dans leurs lignes générales en Pologne comme en URSS. Elles étaient en effet assez imprécises pour laisser une marge d'interprétation appréciable aux chefs des commandos. Elles dessinaient surtout les contours d'un ordre sécu ritaire qui constituait le substrat commun à l'activité de toutes ces unités. Les *Einsatzgruppen* étaient conçus comme des unités devant assurer le contrôle des territoires au fur et à mesure de l'avancée allemande, effectuée par invasion ou non. Ce discours de prévention policière politique et raciale ne constituait d'ailleurs pas une spécificité des unités mobiles, ce type d'argumentaire ayant été introduit en Allemagne tant dans la police criminelle que dans la police politique.

Au sein de la KRIPO, en effet, l'envoi en camp de concentration de « délinquants professionnels ou héréditaires » était une conséquence de la

biologisation des facteurs criminogènes. Ce processus constituait pour les policiers de la KRIPO un biais d'intériorisation du déterminisme racial nazi. Conduite en deux vagues dans le Reich, cette pratique d'internement préventif tendait tout à la fois à se généraliser et à devenir une constante de son activité[30].

La police politique, elle, avait vu théoriser son action sous l'impulsion de Werner Best, qui concevait la pratique de la Gestapo sous l'angle discrétionnaire. Elle était selon lui un organe de lutte qui, à l'instar de la Wehrmacht, devait tenir secrètes ses modalités d'action, et mener la lutte contre les ennemis politiques comme la Wehrmacht le faisait contre les ennemis extérieurs. La métaphore témoigne de l'injection de l'imaginaire guerrier dans la société allemande : Best réinvestissait dans sa théorisation de l'action de la Gestapo les termes ayant servi, une décennie auparavant, à appréhender la lutte contre l'occupation française en Rhénanie. Lutter contre les Français et combattre la criminalité politique était pour lui les deux faces d'un même *Abwehrkampf*. En ce sens, les opérations en Tchécoslovaquie et en Autriche ne différaient pas fondamentalement du travail répressif au sein du Reich, si ce n'est par leur intensité et le contexte d'urgence dans lequel elles étaient opérées[31] : elles étaient des mesures préventives et défensives, perçues sur le mode de la guerre remémorée.

C'est bien le contexte de guerre réelle qui singularise la Pologne, première véritable campagne militaire menée par le III^{e} Reich, et l'organisation interne des groupes s'en ressent. Leur militarisation est plus poussée : les hommes du SD et de la Gestapo sont accompagnés de soldats, de Waffen SS et de sections de l'ORPO. S'il s'agit toujours de « préserver l'ordre nouveau », l'action qui jusque-là était essentiellement d'ordre préventif devient curative. Les pratiques des *Einsatzgruppen* sont alors présentées comme la réaction à des tentatives de trouble de l'ordre.

C'est ainsi que les exécutions opérées servent notamment, selon les rédacteurs des rapports, à réprimer tout autant les menaces proférées contre les *Volksdeutsche* que le pillage ou les actions des francs-tireurs. Si les arrestations ressortissent bien à la prévention policière, au sens où elles visent des groupes sociaux, politiques et raciaux considérés comme dangereux, les exécutions – visant les mêmes groupes – sont toujours décrites comme résultant d'une action de l'ennemi. La violence déployée

par les *Einsatzgruppen* ne serait qu'une légitime réponse à une autre violence. Les groupes policiers pouvaient interpréter tout incident comme une menace de déstabilisation de l'occupation en gestation. Les exécutions servaient à la fois à la neutralisation d'adversaires – réels ou imaginaires, potentiels ou immédiats – et à la mise en représentation de l'autorité allemande et de l'espérance impériale.

Réfugiés, soldats en rupture d'unité, élites locales juives, émeutiers paniqués, fuyards, intellectuels polonais étaient tous identifiés soit comme acteurs directs des troubles[32], soit comme responsables de leur déclenchement. Ils étaient, on l'a dit, parfois jugés sommairement avant d'être exécutés[33]. Pour la campagne de Pologne, la vio lence d'invasion, même si elle fut instrumentalisée en sous-main, n'était pas planifiée, au sens où aucune directive d'exécution automatique ne semble avoir été édictée par le RFSS ou Heydrich. Les ordres issus des directives de 1938 pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie restaient les références de la hiérarchie. C'est dire si les pratiques des groupes avaient pu varier dans l'intervalle, si leur interprétation du discours hiérarchique s'était métamorphosée. La campagne des *Einsatzgruppen* en Pologne fut ainsi le point d'orgue de la radicalisation des pratiques répressives mises en place à partir du cadre réglementaire classique de la Gestapo.

Lors de l'intervention en URSS, les *Einsatzgruppen* restent tributaires du discours sécuritaire défini dès 1938, pourtant complété par la hiérarchie de nouveaux ordres – appelés souvent « ordres criminels » – qui, pour la première fois, définissent des catégories d'individus devant être automatiquement exécutés par les groupes. L'ordre original définissant ces catégories n'est pas parvenu jusqu'à nous. Mais Heydrich en avait fait établir le 2 juillet 1941 une copie à l'usage des HSSPF nouvellement nommés en Russie dans l'un de ses « *Einsatzbefehle* ». Ces ordres, qui ont fait l'objet de nombreuses études[34], sont trop rarement cités pour qu'on ne leur prête pas quelque attention :

> « Remarque préliminaire :
>
> « Le but à court terme est la pacification politique, c'est-à-dire essentiellement la pacification par des moyens de police politique, des territoires nouvellement occupés. Le but à long terme est la pacification économique […] [35]]

« 3) Opérations de recherches

« Les Ek de la Police de sécurité et du SD doivent prendre toutes les mesures de recherche nécessaires au moyen de la liste spéciale de recherche éditée par le RSHA. Comme il n'était naturellement pas possible de recenser toutes les personnes dangereuses d'URSS, il convient par ailleurs de prendre, en complément de cette liste de recherche, toutes mesures de recherche et [décisions] d'exécutions nécessaires à la pacification politique des territoires occupés.

« 4) Exécutions

« Sont à exécuter tous les fonctionnaires du Komintern (ainsi que, d'une manière générale, tous les politiciens professionnels communistes), les fonctionnaires de rang supérieur et moyen du Comité central, des comités de république ou de rayon du Parti, ainsi que les fonctionnaires subalternes radicaux [de ces institutions], les Juifs en place dans l'État et le Parti, tous les autres éléments radicaux (saboteurs, propagandistes, francs-tireurs, auteurs d'attentats, agitateurs), *dans la mesure où* [*souligné dans l'original* (C.I.)] l'on n'a pas besoin d'eux pour livrer des renseignements d'ordre économique ou politique qui pourraient être d'importance particulière pour les mesures de police politique à venir, ou la reconstruction économique des territoires occupés.

« Il est important, notamment, de ne pas liquider définitivement les organisations économiques, commerciales et manufacturières, pour ne pas se priver de personnels qualifiés pour donner des renseignements. Les tentatives d'auto-épuration dirigées contre les groupes communistes ou juifs ne doivent pas faire l'objet d'obstacles dans ces territoires nouvellement occupés. Il faut au contraire les soutenir, même s'il faut le faire *sans laisser de traces* [*souligné dans l'original* (C.I.)], de façon que ces groupes locaux d'autodéfense ne puissent plus tard se réclamer d'ordres ou d'assurances politiques [*qui leur auraient alors été données*] […]. Il faut par ailleurs agir avec prudence dans le cas d'exécutions de médecins ou d'individus travaillant en milieu médical. Le pays n'étant doté que d'un médecin pour 10 000 habitants, l'exécution de nombreux médecins créerait un vide inexorable en cas d'épidémie […] [36] . »

Comme en Pologne, le discours est d'ordre sécuritaire. La mission des *Einsazgruppen* consiste à « pacifier les régions nouvellement conquises », mais l'imaginaire de guerre totale se trouve ici injecté dans la pratique sécuritaire : il s'agit bien, pour les protagonistes allemands des *Einsatzgruppen*, d'une guerre de destruction de l'État soviétique, qui implique l'exécution des cadres. Les ordres édictés par Heydrich ne sont rien moins que la formulation réglementaire, détaillée et catégorisée de l'injonction adressée par le général Hoeppner aux hommes du 4e groupe d'armées blindé.

C'est dans l'interprétation de cette liste par les cadres des *Einsatzgruppen,* à l'aune de la psychose instillée par le discours de guerre, que l'on décèle le premier pas vers le génocide. C'est en tout cas ce que reflètent les rapports journaliers rédigés par le RSHA, à partir des informations fournies par les *Einsatzkommandos* et les *Einsatzgruppen*. Une grande partie des exécutions opérées en URSS pendant le mois de juillet 1941 y est ainsi légitimée. Voici par exemple ce que décrit le *Sonderkommando* 4a de ses actions à Sokal et à Luck[37] :

> « Le 30/6/1941, 183 Juifs communistes furent arrêtés et liquidés avec l'aide d'Ukrainiens locaux de confiance […]
>
> « Un commando d'avant-garde, qui avait été envoyé le 27/6 à Luck, a trouvé une grande partie de la ville en feu. D'après les renseignements de l' *Ortskommandant*[38] , les Juifs sont seuls responsables de cet incendie. Dans la prison de Luck, les bolcheviks avaient exécuté 2 800 des 4 000 Ukrainiens incarcérés. D'après les déclarations de 19 Ukrainiens, qui avaient survécu au massacre avec des blessures plus ou moins importantes, les Juifs auraient participé de manière exemplaire aux arrestations et aux exécutions. […] Dans la ville même, tout était encore sens dessus dessous. Tous les commerces étaient livrés au pillage de la population. Pour soutenir [l'action] de l' *Ortskommandant* , toutes les forces du commando disponible ont été engagées après l'entrée de celui-ci dans la ville, pour sécuriser au moins les grands entrepôts de nourriture.
>
> « Enfin, la fouille planifiée des bâtiments publics et la recherche des Juifs responsables des pillages et de l'incendie commencèrent.

« On réussit alors à arrêter 300 Juifs et 20 pillards, qui ont été fusillés le 30/6 [39] . »

Assez souvent étudié pour la dimension factuelle de son contenu, ce type de documents fournit pourtant des informations – largement inexploitées – sur le système de représentations des groupes : la croyance en la collusion entre judaïté et communisme de la part des officiers du *Sonderkomando* 4a, la conviction que des Juifs ont un rôle dans la violence et l'insécurité que découvrent les groupes à leur arrivée dans la ville, l'exécution de ces Juifs menée sur le mode du maintien de l'ordre. À ce titre, l'« enquête » du commando n'est que la vérification, sur le terrain, du discours anxiogène énoncé avant l'invasion.

Cette représentation syllogique des Juifs comme causeurs de troubles, perpétrateurs d'atrocités, incendiaires et principaux tenants du système communiste les désigne comme cibles principales. C'est par ce biais que les Juifs adultes mâles de 15 à 60 ans sont de plus en plus systématiquement fusillés au cours des huit premières semaines du conflit, au fur et à mesure de l'intériorisation croissante de l'idée qu'ils sont les fers de lance d'une résistance potentielle à l'invasion allemande[40].

Le discours sécuritaire de la Gestapo et du SD a ainsi, pour la première fois, inscrit dans les missions des groupes de police une activité de neutralisation physique d'adversaires, parfaitement catégorisés et appréhendés comme susceptibles de nuire à l'ordre de l'occupant. Mais le déterminisme racial des officiers SS, en constante tension avec l'expérience du terrain, les a conduits à subsumer les catégories définies par le cadre réglementaire émis par Heydrich, à automatiser et à systématiser les violences contre un adversaire racial censé diriger toutes les forces luttant en URSS contre l'Allemagne : dès juillet 1941, la guerre menée à l'Est par les groupes est bien une guerre raciale.

Cependant, la chasse aux fonctionnaires communistes est encore conçue comme l'une des priorités. Voici, par exemple, comment l'*Einsatzgruppe* C, qui couvre l'Ukraine et la Galicie, tire le 16 juillet 1941 le bilan de ses trois premières semaines d'action :

« 7 000 Juifs ont été concentrés [*zusammengetrieben*] et fusillés en représailles contre les atrocités inhumaines [41] .

« 73 hommes ont été interrogés comme fonctionnaires ou responsables du NKVD et ont été eux aussi fusillés.

« 40 hommes ont été liquidés [*erledigt*] sur des dénonciations fondées de la population. Ont été touchés en premier lieu les Juifs entre 20 et 40 ans, à l'occasion de quoi les travailleurs spécialisés et les artisans ont été placés en réserve. À côté de ces exécutions à Lemberg, d'autres mesures de représailles ont été opérées, entre autres à Dobromil, où 132 Juifs ont été fusillés.

« À Javorow, où 32 Ukrainiens avaient été assassinés, 15 Juifs ont été liquidés en représailles [42] . »

L'*Einsatzgruppe* C affirme qu'on a épargné les artisans et ouvriers spécialisés[43], ce qui montre que malgré les affects de haine en jeu dans les comportements des acteurs, ceux-ci les subordonnent à la politique poursuivie par la hiérarchie. Ce système de représentations, malgré tout, est un mécanisme-clé pour comprendre les ressorts du consentement des acteurs – individuels et collectifs – aux pulsions génocidaires venant de Berlin, des acteurs administratifs locaux, ou de la hiérarchie SS.

Le discours sécuritaire radicalisé de ces trois premières semaines de conflit connaît pourtant de rapides transformations, comme en atteste la correspondance expédiée à Berlin lors de la seconde quinzaine de juillet 1941. L'*Einsatzgruppe* B envoie, par exemple, un rapport sur la « Question juive dans les zones de peuplement de Ruthénie blanche »[44] qui, tout en reflétant les pratiques sécuritaires mises en place par l'*Einsatzgruppe* B, montre bien l'ambiguïté du système de représentations conditionnant l'agressivité nazie :

« Une solution de la question juive n'apparaît pas possible durant la guerre, parce qu'elle ne pourrait être atteinte que par l'expulsion, eu égard au nombre très important des Juifs. Pour créer une base supportable pour l'avenir proche, les mesures suivantes ont été prises dans toutes les villes où l' *Einsatzgruppe* B a pris en charge son travail :

« Dans chaque ville a été nommé un commissaire responsable du conseil juif, qui a pour mission de réunir un conseil juif de 3 à 10 personnes. Lui seul porte la responsabilité de l'attitude de la population juive. D'autre part, il [*le conseil juif*] doit commencer

l'enregistrement des Juifs résidant dans la localité donnée […]. De plus […] il a été partout ordonné que tous les Juifs hommes et femmes de plus de 10 ans portent immédiatement sur la poitrine et le dos la tache jaune juive.

« […] Eu égard à leur grand nombre, l'enfermement en ghetto des Juifs apparaît comme particulièrement difficile et urgent [45] . »

Les mesures, certes conçues comme transitoires, visent pour les cadres SS à la « mise hors d'état de nuire » des communautés juives par l'exclusion, l'enregistrement, l'enfermement dans des ghettos : elles trahissent un imaginaire de la séparation. Cependant, les cadres des groupes et leur hiérarchie berlinoise s'entendent – c'est là le sens de l'expression « base supportable pour l'avenir » – sur la thèse selon laquelle les communautés juives constituent un danger pour la sécurité des zones conquises.

Pour autant, même si les mesures prises par les *Einsatzgruppen* – enfermement en ghettos, port de l'étoile jaune, enregistrement – ont toujours pour objectif de « sécuriser » les territoires conquis en rendant ces communautés visibles et en entravant leurs marges de manœuvre – et donc, dans leur esprit, leurs possibilités de nuisance –, il est peut-être une autre motivation qui guide les cadres du RSHA : ne s'agit-il pas pour eux de prendre modèle sur l'expérience SS en Serbie[46], qui consista dès mai 1941 à transfor mer les communautés juives en réserves d'otages ? Jugées responsables de multiples actes de sabotages et des moindres dysfonctionnements d'administrations incompétentes, les communautés juives de la Russie occupée devaient, dans l'esprit des officiers SS, être massivement « intimidées » pour qu'enfin le calme s'établisse. Chaque incident était, comme auparavant, analysé par les SS comme une chausse-trappe tendue par la communauté juive, et entraînait de nouvelles fusillades. Dans ce nouveau système, cependant, la communauté elle-même étant considérée comme prise en otage, les hommes ne constituaient plus les seules cibles. Cet argument permit sans doute aux cadres des *Einsatzgruppen* de légitimer l'exécution de femmes et d'enfants par le maintien de l'ordre ou comme action de représailles. D'autres passages du rapport précédemment cité, notamment l'introduction, laissent par ailleurs transparaître l'émergence d'autres représentations :

> « Dans la bande relativement étroite de l'Europe du Centre-Est, de part et d'autre d'une ligne Riga-Bucarest, dans le soi-disant "quartier juif" de l'Europe, vit plus de la moitié de la juiverie mondiale. C'est là qu'est à chercher le réservoir humain de la juiverie occidentale, laquelle ne peut se renouveler par elle-même et se trouve continuellement sous une perfusion [*Blutzufuhr*] venue de l'Est. Il est dans tous les cas impossible de remonter loin dans l'arbre généalogique d'une personnalité dirigeant la juiverie mondiale sans atterrir une ou plusieurs fois dans l'un des ghettos d'une ville d'Europe du Centre-Est [47] . »

Le document insiste d'emblée sur la place stratégique qu'occupe la région dans la « question juive » ; l'idée de porter un coup mortel à la judaïté en la frappant en son « berceau » est en gestation. Tenir en otages les Juifs de cette Europe centrale, c'était déjà limiter les marges de manœuvre de la « juiverie mondiale »[48] et briser le ressort de la croissance démographique de la race en son entier. Toutefois, en juillet 1941, malgré les exécutions si nombreuses menées par l'*Einsatzgruppe* B, il n'est pas encore question d'anéantissement[49]. Le texte constitue une étape de l'itinéraire mental menant d'un imaginaire sécuritaire et ségrégationniste à un « imaginaire extirpateur » conditionnant le génocide. Entre les deux, il existe la même différence de nature et de degré qu'entre les concepts de prophylaxie et d'asepsie[50].

Lorsque, quinze jours plus tard, les seize commandos formant les quatre *Einsatzgruppen* commencent à fusiller des femmes et des enfants[51], ils ont forgé les représentations qui leur permettront d'envisager cette nouvelle impulsion radicalisatrice, et d'y consentir.

Christian Gerlach a démontré qu'il existait deux stades distincts menant les groupes mobiles de l'exécution des hommes à celle de communautés entières : le premier, intervenant entre le 1er août et la troisième semaine du même mois, est celui de l'inclusion en grand nombre des femmes et des enfants dans les massacres ; le second, à partir de la première semaine de septembre et jusqu'à décembre, voit les groupes annihiler de façon *exhaustive* les communautés juives russes, à l'exception de quelques dizaines de milliers d'individus sélectionnés pour le travail[52].

Deux rapports précieux par le détail des opérations décrites nous informent sur les représentations du massacre : ce sont ceux du *Standartenführer* Jäger, chef de l'*Einsatzkommando* 3, et de son supérieur hiérarchique, le *Brigadeführer* Walter Stahlecker, chef de l'*Einsatzgruppe* A, sur la « Solution finale de la question juive dans la Baltique ». Voici ce qu'écrit Stahlecker le 15 octobre 1941 :

> « Juifs
>
> « En *Ostland* , le travail de nettoyage systématique comprenait, conformément aux ordres de principe, l'élimination aussi exhaustive que possible de la juiverie. Ce but y a été atteint – à l'exception de la Ruthénie blanche –, essentiellement par l'exécution de quelque 229 052 Juifs (voir annexes). Comme on a un besoin crucial pour le travail du reste existant dans les provinces baltiques, ils ont été enfermés dans les ghettos […] [53] . »

Encore Stahlecker ne précise-t-il pas ce que doivent devenir les « Juifs de labeur[54] » laissés en vie. Enfermés dans des ghettos, ils ne représentent plus selon lui de danger pour la puissance occupante. Car si l'officier SS a intégré les moyens de penser l'exhaustivité du génocide en cours, il continue de le concevoir comme une mesure sécuritaire :

> « À l'entrée des troupes allemandes, il y avait en Lettonie 70 000 Juifs. Le reste avait fui avec les bolcheviks. Les Juifs restants furent extrêmement actifs comme saboteurs et incendiaires. C'est ainsi qu'à Dunaburg les Juifs avaient provoqué un si grand nombre de ces incendies qu'une grande partie de la ville a été anéantie.
>
> « Pendant la terreur judéo-bolchevique, 33 038 Lettons ont été déportés, emprisonnés ou assassinés, et l'on aurait pu s'attendre à un pogrom général de la part de la population. Pourtant, seuls quelques milliers de Juifs furent éliminés spontanément par des forces locales. En Lettonie, il a été nécessaire de mettre en place de nombreuses actions de nettoyage, menées par un *Sonderkommando* avec l'aide de forces sélectionnées de la police auxiliaire lettonne (pour la plupart, des parents des Lettons déportés ou assassinés).
>
> « Jusqu'à octobre 1941, ce commando a exécuté près de 30 000 Juifs. Le reste, des Juifs qui sont encore indispensables eu égard aux

contraintes économiques, a été rassemblé dans des ghettos érigés à Riga, Dunaburg et Libau.

« À la suite du traitement d'affaires pénales, pour non-port de l'étoile juive, marché noir, vol ou escroquerie, mais aussi pour éviter tout danger d'épidémie, d'autres exécutions ont été opérées par la suite. C'est ainsi qu'ont été exécutés le 9 novembre à Dunaburg 11 034 [Juifs], début décembre à Riga, à l'occasion d'une action dirigée et opérée par le HSSPF, 27 000 [Juifs] et à la mi-décembre à Libau, 2 350 Juifs. En ce moment, dans les ghettos, se trouvent (hormis les Juifs du Reich) à :

« Riga, à peu près 2 500,

« Dunaburg, 950,

« Libau, 300

« Ceux-ci, en tant que main-d'œuvre qualifiée, sont indispensables à la préservation de l'économie [55] . »

Ce texte présente tous les arguments de l'imaginaire sécuritaire, et témoigne du maintien de ce dernier durant toute la période de massacre des communautés juives. Cependant, cet argumentaire semble à partir d'octobre se détacher de l'imaginaire de guerre pour s'inscrire dans celui de l'occupation, et s'adapter plus avant aux préoccupations économiques des instances d'administration. Ce phénomène classique a été décrit par Christian Gerlach, qui voit dans les considérations économiques l'un des moteurs de décision et d'impulsion des opérations génocidaires, en montrant que les dates de liquidation des communautés juives de Biélorussie furent conditionnées par un ensemble de mesures prises par les administrations locales, mesures très souvent liées à l'approvisionnement ou à la politique de logement[56]. Christian Gerlach montre le génocide comme le produit complexe de négociations entre, d'un côté, des instances de la Wehrmacht et de l'administration civile et, de l'autre, des *Einsatzgruppen* – entre-temps devenus stationnaires sous le nom de BdS[57] : tandis que les premiers tiennent à conserver une main-d'œuvre juive, tout en refusant la plupart du temps de nourrir et loger ces populations, les seconds poussent à l'extermination totale des Juifs au nom de leur nocivité potentielle. Un point fait consensus : la nocivité juive, qui amène les

instances locales à concevoir la conservation de la main-d'œuvre juive comme transitoire[58].

Cet imaginaire aseptique s'exprime, en décembre 1941, jusque dans les modalités de préservation de ces « Juifs de labeur », rares survivants des grandes fusillades de l'automne et du froid ou de la famine de l'hiver. C'est ainsi que l'exprime le *Standartenführer* Jäger, chef de l'*Einsatzkommando* (Ek)3 :

> « Je voulais aussi abattre ces "Juifs de labeur" et leurs familles incluses, ce qui me valut d'intenses polémiques avec l'administration civile et la Wehrmacht, qui suscitèrent l'interdiction suivante : ces Juifs et leurs familles ne doivent pas être fusillés […].
>
> « Je considère que les "actions juives" sont achevées pour leur phase principale dans le territoire de l'Ek 3. Les Juifs de labeur encore présents sont indispensables, et je m'imagine qu'après l'hiver cette main-d'œuvre sera encore impérativement nécessaire. Je suis d'avis de commencer immédiatement la stérilisation des Juifs de labeur mâles, pour éviter toute reproduction. Si malgré cela une Juive était enceinte, elle serait alors liquidée [59] . »

On se situe sans doute ici à la pointe avancée du discours de génocide dans son expression institutionnelle, au sens où ce qui compte pour Jäger n'est plus la nocivité de communautés juives que les fusillades ont réduites à un étiage qu'il considère comme supportable, mais leur extinction à terme. Ce qui frappe en dernière instance dans ses propos, c'est bien cette représentation d'une judaïté animalisée[60]. Ce processus d'animalisation répond à la représentation de la « bestialité juive », discernée par les rédacteurs des rapports dans les pratiques d'acharnement sur les corps des soldats[61]. Dans l'imaginaire de Jäger, les Juifs sont plutôt assimilés à une faune domestiquée, utile par son travail même si elle reste nocive dans son esprit, se distinguant ainsi de représentations d'une population stigmatisée pour sa prétendue « bestialité[62] », sa sauvagerie. En décembre 1941, les Juifs ne sont plus, aux yeux de Jäger, un objet de chasse, et ne paraissent plus aussi dangereux[63]. Par le massacre, le parquage, la réduction au travail et le port d'une marque – la « tache jaune juive[64] » –, la pratique antisémite

avait agi, aux yeux de Jäger, comme un succédané de domestication, avant l'annihilation totale de l'espèce.

Faudrait-il, en dernière instance, ramener les mécanismes mentaux à l'œuvre dans le conflit et les tueries à certains grands invariants d'ordre anthropologique ? Les mutations des comportements et des représentations cristallisés dans le cadre des groupes mobiles ne pourrait-elle ressortir à deux processus distincts d'animalisation de l'adversaire ? Comme si la première phase d'activité, phase mobile marquée par la guerre, phase de recherche et de mise à mort des adultes de sexe masculin et des femmes activistes, avait été sous-tendue par un imaginaire cynégétique assimilant les Juifs à une faune sauvage, tandis que la seconde, marquée par un contexte d'occupation, par la sédentarisation des groupes et la fixation de l'image de la judaïté dans les ghettos, aurait été vécue par les officiers des *Einsatzgruppen* sur le mode de la domestication, qui exclut la chasse, mais induit l'abattage[65], y compris de très jeunes individus, voire de nouveau-nés.

De tels processus échappent en fait à l'observation et plus encore aux possibilités d'une étude absolument fiable. Tout au plus pourrait-on, en l'état de la documentation, suggérer leur existence, et tenter de discerner leurs effets dans les pratiques de violence des groupes.

Il reste que les discours de légitimation du génocide à l'œuvre dans les rapports des groupes constituent une prise de parole essentiellement intra-hiérarchique : ce sont des officiers SS en poste en Russie qui s'adressent à des dignitaires nazis vivant à Berlin. Ces discours font place, au moment où se dessine l'action, à une autre prise de parole qui, cette fois, pourrait bien laisser émerger les ressorts du consentement au génocide. Consentement des hommes de troupe, des officiers, mais aussi des auxiliaires locaux.

Dire la violence : rhétoriques défensives, rhétoriques utopiques

Les discours développés sur le terrain même, au moment des massacres, par ceux qui les ont commis, ceux qui les ont ordonnés, ceux qui y ont assisté – discours prononcés par des dignitaires nazis ou des cadres du

RSHA, interrogatoires de justice, lettres de membres des *Einsatzgruppen* – constituent un corpus hétérogène dont les éléments, pris isolément, semblent singulièrement difficiles à exploiter. La documentation de type judiciaire, notamment, est un véritable piège pour l'historien : comment y discerner ce qui ressortit au factuel de ce qui relève de la reconstruction mémorielle ; comment distinguer stratégies disculpatrices, aveux et évitements ? Comment interpréter les silences, les déclarations des accusés mettant en cause leurs camarades ? Comment enfin discerner ce qui ressortit à l'entente préalable et à la prise de parole spontanée ? Il n'existe, pour toutes ces questions, aucune « méthode »[66]. Pour autant, ces sources judiciaires restent d'une importance capitale pour qui veut saisir les mécanismes mentaux, individuels et collectifs à l'œuvre dans la violence génocidaire.

Des « experts idéologues du RSHA » formèrent ainsi les groupes à leurs missions au moment de leur incorporation et au cours de leurs opérations[67]. Il est sûr, par ailleurs, que les chefs des groupes s'adressèrent à de nombreuses reprises à leurs hommes pour leur expliquer les mutations des activités[68] ; on sait enfin que des discours furent tenus sur les lieux des massacres par l'encadrement, du rang le plus modeste jusqu'à Himmler lui-même. Le contenu de ces discours nous échappe en grande partie ; quelques exemples permettent cependant d'en prendre la mesure.

Du 28 au 31 août 1941 eut lieu l'un des plus grands meurtres de masse de la guerre, aux alentours de la ville de Kamenets-Podolsk, ville de Podolie ukrainienne, théâtre du rassemblement de plus de 11 000 Juifs chassés d'Ukraine carpatique par les Hongrois. Le massacre coûta en trois jours la vie à 23 600 Juifs des deux sexes et de tout âge[69]. Rassemblées par les milices ukrainiennes au cours de l'après-midi du 28 août dans les rues et sur les places de la ville, les victimes furent enfermées dans un bâtiment pour la nuit, et acheminées en colonnes par les hommes du bataillon de police sur les lieux d'exécution situés à un kilomètre de la ville, à l'aérodrome. Conduites par petits groupes à trois grandes fosses creusées pour l'occasion, les victimes furent alors exécutées par des tireurs de l'*Einsatzkommando* 5 et des troupes du HSSPF. Les exécutions durèrent deux jours – les personnes qui n'avaient pas été exécutées au soir du 29 durent passer la nuit à proximité des fosses[70].

Au-delà de l'ampleur, rarement atteinte par la suite, de cette fusillade de masse, l'attitude de la hiérarchie à cette occasion est extrêmement intéressante à étudier. L'exécution, en effet, a lieu au cours de la période où émerge la pratique d'extermination de communautés entières. Les hommes du bataillon de police, des milices ukrainiennes, et surtout du commando SD sont ici pour la première fois acteurs d'une violence exhaustive. De fait, ils sont attentivement suivis par le maître d'œuvre de la tuerie, le *Gruppenführer* Jeckeln. Celui-ci organise, le second soir, un repas dont les invités d'honneur sont les membres du commando SD. L'un des témoins du massacre – interrogé comme accusé – a assisté au repas. S'il n'indique pas les conversations qui s'y tinrent, il insiste sur les grades modestes des hommes du commando de tir du SD, invités non point à cause de leur appartenance institutionnelle, mais bien parce qu'ils étaient ceux qui, au cours de l'après-midi, avaient tiré. Aucun des convives, en tout cas, ne pouvait ignorer cet état de fait : l'accusé déclare en effet qu'il était assez incommodé pour ne rien pouvoir avaler, tant à cause des images du massacre que par la « répugnante odeur douceâtre se dégageant des hommes du SD assis près de lui »[71].

Jeckeln ne se limita pas à l'organisation de ce repas : arrivé en avion dans la matinée sur les lieux des mises à mort, il y assista en se tenant au bord de la fosse dans laquelle les Juifs basculaient[72]. Il avait auparavant demandé à haranguer les tireurs qui s'étaient por tés volontaires[73]. Voici comment le récit d'un témoin – indirect, selon ses dires[74] – fut retranscrit par le greffier :

> « Il me vient à l'esprit que je sais par ouï-dire que l' *Obergruppenführer* Jeckeln fit entrer 10 Juifs représentatifs [*prominenten*[75]] sur le lieu d'exécution entre les deux fossés à bombes, et qu'il déclara aux [personnes] présent[e]s que ces gens étaient des représentants typiques de la juiverie. Il désigna l'un des Juifs par le nom Bela Kun (phonétique [76]), et dit que Bela Kun avait organisé un soulèvement en Hongrie après la Première Guerre mondiale. Il semblerait de plus qu'il [Jeckeln] ait ridiculisé les Juifs par des propos particuliers. Après cette scène, les Juifs furent fusillés [77] . »

Jeckeln cherche ici des incarnations masculines de l'ennemi – il ne choisit ni femmes ni enfants –, souhaitant par là replacer l'exécution dans

un contexte de guerre faite à la judaïté. D'autre part, on retrouve dans les propos rapportés trois dimensions capitales de l'imaginaire nazi : Jeckeln replace l'image de l'ennemi dans un discours d'ordre historique, dont le fonds mémoriel de référence est la Grande Guerre et le « temps des troubles », et dans lequel l'image de la judaïté est indissociable du communisme. Massacrer les Juifs de Kamenets-Podolsk, semble dire Jeckeln, c'est tout à la fois réparer les vicissitudes subies par les vaincus de la Grande Guerre – Allemands comme Hongrois[78] – continuer, face aux mêmes ennemis, le conflit déclenché près de trente ans auparavant et, bien sûr, mener la guerre racio-idéologique qu'incarne le conflit contre l'URSS. Jeckeln fait donc acte de pédagogie génocidaire.

On saisit sans doute là quelques-uns des ressorts de légitimation mis en place sur les lieux mêmes des exécutions. Conforme aux modes d'intériorisation du système de croyances nazi[79], le discours de Jeckeln esquisse l'image d'une immanence de l'ennemi, associant les adversaires de la Grande Guerre et de la Révolution à ceux du conflit en URSS, et faisant ainsi du déterminisme racial le fil directeur entre les deux périodes. Il semblerait que ce discours, prononcé par l'un des plus importants responsables des formations SS engagées dans les opérations mobiles de tuerie[80], ne soit pas unique en son genre : déjà, à la fin du mois de juin 1941, Jeckeln et les chefs de commando de l'*Einsatzgruppe* C avaient pris soin de légitimer de façon détaillée les missions des groupes de tuerie. Il est frappant de noter que ces discours adressés aux commando intervinrent dans la première semaine de leur action, c'est-à-dire au moment où les groupes *commencèrent* à fusiller[81], et que celui de Kamenets-Podolsk se tint au moment où l'Ek 5 passait au second palier défini par Christian Gerlach : l'extermination de communautés entières[82]. Il n'est pas interdit de penser qu'une pratique discursive semblable à celle développée par Jeckeln a pu être systématiquement mise en œuvre devant les tueurs, accompagnant ainsi chaque avancée dans la violence génocidaire.

Un second exemple conforte cette hypothèse. Le 16 août 1941, Himmler entreprend une visite à Minsk, où il rencontre Erich von dem Bach-Zelewsky, Arthur Nebe et Otto Bradfisch, respectivement HSSPF *Rußland Mitte*, chef de l'*Einsatzgruppe* B et chef de l'*Einsatzkommando* 8. Cette entrevue est restée célèbre dans l'historiographie du génocide, car on a

longtemps voulu y voir le moment déclencheur des recherches ayant abouti à mettre au point les chambres à gaz[83], et le moment où Himmler aurait émis l'ordre de tuer dorénavant les hommes, les femmes et les enfants[84]. On sait maintenant que les deux thèses sont peu probables[85]. Il n'en reste pas moins que cette entrevue constitue un prisme essentiel pour comprendre les rhétoriques de légitimation développées sur le terrain, devant et par les tueurs. Si de nombreux témoignages confirment la présence de Himmler[86], peu de récits détaillés de sa visite ont été écrits. Himmler, en effet, a à cette occasion assisté à l'exécution d'une centaine d'hommes, des Juifs pour la plupart, opérée par les hommes de l'*Einsatzkommando* 8. Raul Hilberg a donné de cette exécution une description saisissante[87]. Himmler, visiblement nerveux, détournait les yeux. Il apostropha un sergent pour l'enjoindre d'achever deux victimes et décida, à la fin de la fusillade, de s'adresser à tous ceux qui se trouvaient là :

> « Il [Himmler] fit remarquer que les *Einsatzgruppen* avaient été appelées à accomplir un travail repoussant. Il lui aurait été pénible […] de voir des Allemands exécuter une telle tâche de gaîté de cœur. Mais leur conscience ne devait nullement en souffrir car ils étaient des soldats qui devaient obéir inconditionnellement à tous les ordres reçus. Lui seul portait, devant Dieu et devant Hitler, la responsabilité de tout ce qui se passait. Ses auditeurs auraient certainement remarqué que ce métier sanglant lui faisait horreur, et qu'il en avait été remué jusqu'au fond de l'âme. […]
>
> « L'homme le plus primitif dit que le cheval est bon et la punaise mauvaise, ou bien que le blé est bon et le chardon mauvais. Cela montre que l'être humain désigne comme bon ce qui lui est utile et comme mauvais ce qui lui est nocif. Les punaises et les rats n'auraient-ils pas eux aussi leur but dans la vie ? Oui, bien sûr, mais cela n'a jamais voulu dire que l'homme n'a pas le droit de se défendre contre la vermine [88] . »

Pour les hommes de l'*Einsatzkommando* 8, ce massacre est de petite envergure et appartient à la routine : durant les trois premières semaines d'août, l'*Einsatzgruppe* B élimine en moyenne 295 personnes par jour, et l'*Einsatzkommando* 8 est à lui seul responsable de plus de la moitié des massacres[89]. On sait aussi, même si l'ordre d'adjoindre les femmes et les

enfants aux massacres n'a pas été donné à Minsk par Himmler, que ce dernier ordonna dès le 12 août, lors d'une entrevue avec Jeckeln, de renforcer encore la pratique répressive des unités SS[90]. Quoi qu'il en soit, la rhétorique himmlérienne reprend ici un axe légitimateur majeur. Au-delà même du discours de soumission inconditionnelle aux ordres – autre antienne du *Reichsführer* –, le génocide est ici présenté, comme chez beaucoup de responsables des *Einsatzgruppen*, comme une action défensive et, plus important, peut-être, il l'est sous l'angle de la déploration. Himmler attache beaucoup d'importance à ce que cette « horrible tâche » soit accomplie sans plaisir. C'est là une constante de son discours sur le génocide, constante que l'on retrouve par exemple dans le célèbre discours prononcé à Posen en octobre 1943. Himmler décida en effet d'y aborder la question de la Solution finale devant un parterre restreint de dignitaires nazis :

> « La phrase : "Les Juifs doivent être exterminés" comporte peu de mots, elle est vite dite, messieurs. Mais ce qu'elle nécessite de la part de celui qui la met en pratique est ce qu'il y a de plus dur et de plus difficile au monde […].
>
> « Je vous demande avec insistance d'écouter simplement ce que je dis ici et de ne jamais en parler. La question suivante a été posée : "Que fait-on des femmes et des enfants ?" – Je me suis décidé et j'ai trouvé une réponse évidente. Je ne me sentais en effet pas le droit de les exterminer – dites, si vous le voulez, de les tuer ou de les faire tuer – et de laisser grandir leurs descendants qui se vengeraient sur nos enfants et nos descendants. Il a fallu prendre la décision de faire disparaître ce peuple de la Terre. Ce fut pour l'organisation qui dut accomplir cette tâche la chose la plus dure qu'elle ait connue. Je crois pouvoir dire que cela a été accompli sans que nos hommes ni nos officiers en aient souffert dans leur cœur ou leur âme. Ce danger était pourtant réel […] [91] . »

Une dernière caractéristique, moins visible, semble se dégager : Himmler réitère en conclusion ce qui constitue pour lui, comme pour les intellectuels SS, les fins dernières de la guerre : la germanisation des territoires occupés[92]. Six mois après l'arrêt presque total des opérations de planification des mouvements de populations, la germanisation et la

colonisation de l'Est sont encore la parousie dont l'avènement est conditionné par l'issue de la guerre[93], guerre dont le génocide est, selon ses propos, l'un des fronts. Et, de fait, ce raisonnement paralogique consistant à faire du génocide l'une des conditions *sine qua non* de la réalisation du Millenium nazi fut l'un des ressorts du consentement des acteurs au génocide, comme il fut l'un des arguments développés par l'encadrement sur le terrain.

Le 26 mars 1968, dans le cadre d'une enquête judiciaire ouverte contre les membres du *Sonderkommando* 1 a, un maître joaillier, Erich R., est entendu à titre de témoin. Interrogé sur l'activité du KdS Estonie[94] et sur les chefs d'accusation pesant sur l'accusé principal, Heinrich Bergmann, R. répond sans donner de renseignements factuels. Non que l'homme ne sache rien ; non qu'il ne veuille parler, mais ses informations invalident les déclarations de l'accusé, et ne l'incitent guère à s'exprimer. Au regard du texte écrit par le greffier, ses réponses, courtes et précises, sont celles d'un homme à la mémoire fraîche. Rapidement sorti du cadre de l'affaire *stricto sensu*, Erich R. est interrogé sur les ordres reçus par les groupes en Russie :

> « L'ordre de principe selon lequel tous les Juifs, Tziganes, etc. devaient être anéantis pour des raisons politiques et en vue de la sécurisation durable des espaces de l'Est m'est connu. […]
>
> « Ces ordres, pourtant, n'ont pas été annoncés devant la troupe réunie [dans ce but]. Je me rappelle que nous [le commando antipartisan dont il faisait partie] fûmes rassemblés au début d'août 41 aux alentours de Kostyi, gare de Jam. C'était à quelque 30 km de Narwa. C'est là que le Dr Sandberger nous rendit visite [KdS Estonie]. Il était fêté par toute la Wehrmacht comme le "héros du lac Peipus", parce qu'il était venu sur une vedette d'assaut par le lac alors que ce dernier était encore contrôlé par les canonnières russes. Ce soir-là […] nous fîmes la fête, avec de l'alcool. Sandberger, au cours de la soirée, a enlevé sa veste. Au moment où il l'enleva, il devint un simple soldat comme nous. Nous l'entendions ainsi. Nous nous sommes alors dit ce que l'on n'ose pas se dire dans d'autres cas, à savoir la vérité. Je suppose que c'est ce soir-là que Sandberger ou le chef de notre

commando, Feder, nous a révélé, en petit comité, ces ordres et les objectifs de la politique allemande à l'Est.

« Ces objectifs étaient assez vaguement dessinés : nous voulions coloniser les espaces orientaux. C'est pour cela que l'intelligentsia locale devait être exterminée [*ausrotten*]. Mieux valait fusiller un Russe en trop que pas assez de Russes. Mieux valait placer un officier estonien – qui appartenait pourtant dans une certaine mesure à notre unité – à un poste où l'on avait la certitude qu'il allait tomber, que de ne pas en placer. Ce serait d'autant plus facile de coloniser l'espace et de l'exploiter économiquement […] [95] . »

Ce témoignage est précieux à plus d'un titre. D'une part, Erich R. décrit la soirée avec Sandberger sur le mode de cette fraternité d'armes SS bâtie sur le fonds mémoriel de la Grande Guerre : la référence est ici la *Fronterlebnis*, c'est-à-dire l'expérience du front, mythifiée, reformulée et acclimatée par les formations paramilitaires nazies[96]. L'activité génocidaire – certes relativement moins présente dans l'activité du *Sonderkommando* 1a[97] – est perçue et vécue sur le mode de l'expérience de guerre par les protagonistes de ce commando. D'autre part, les projets de germanisation des espaces orientaux paraissent bien constituer l'axe de légitimation développé de manière privilégiée par les officiers SS présents. Et de fait, Erich R., malgré la menace – certes potentielle – d'être inquiété pour ses activités au sein du commando, ne s'est pas départi de l'univers de représentations mythiques qui prévalait durant son *Osteinsatz*. N'éprouve-t-il pas le besoin de dire la ferveur et la fascination qui l'animaient, en revenant à la fin de son interrogatoire sur la question des légitimations de l'activité des SS en poste dans la Baltique ? Voici en effet comment il conclut :

« Je veux encore ajouter quelque chose : le KdS Sandberger était un homme d'une grande intelligence. J'appartenais à sa garde rapprochée durant l'invasion et nous avons voyagé ensemble en voiture des heures durant. Sandberger nous a expliqué à cette occasion les objectifs politiques du gouvernement du Reich pour les espaces orientaux. Le contenu était toujours le même : colonisation des espaces orientaux. Repousser les frontières jusqu'à Leningrad, où devait être créé un commissariat frontalier sous la responsabilité de la police. Élimination

de l'intelligentsia russe. Nous savions que cela impliquait de fusiller [ces gens]. Par là, nous devions contrôler mieux et plus rapidement le territoire. Telle était toujours la tendance des conversations avec Sandberger, conversations qu'il concevait d'ailleurs comme une manière d'instruction politique. Je suis tout à fait sûr que chaque membre du KdS présent à Reval devait connaître ce type de conversation et les propos développés par Sandberger [98] . »

Ajoutons simplement à cette légitimation directe de la violence génocidaire par le projet utopique d'expansion à l'Est que Martin Sandberger était sans doute l'un des chefs de groupe les plus aptes à faire partager l'espérance impériale nazie. Cet intellectuel SS, économiste expert des systèmes d'assurance sociale[99], organisateur de colloques d'histoire légitimatrice, prit, à la tête de l'EWZ (organisme chargé de réinstaller les *Volksdeutche* sur des terres préalablement confisquées à des Polonais ou à des Juifs expulsés[100]), de 1939 à 1941, une part importante à la politique nazie de germanisation des territoires occupés. Le discours de Sandberger fait directement référence au *Generalplan Ost*, document désignant espaces de colonisation et populations à déporter[101] : c'est bien la parousie raciale qui sert de légitimation au génocide.

Les intellectuels SS assumaient au sein des groupes mobiles la fonction légitimatrice, centrale aux yeux des hommes chargés des exécutions. Il faut en effet remarquer que les fonctionnaires issus de l'EWZ, de l'UWZ et du RSHA *Amt* III B étaient présents dans les quatre groupes opérant en Russie. Au sein de l'*Einsatzgruppe* A – celle où opérait Sandberger – on peut noter la présence de Karl Tschierschky, son ancien adjoint à l'EWZ, mais aussi celle du médecin Hanns Meixner, qui supervisait les opérations de germanisation. Au sein de l'*Einsatzgruppe* B, la présence d'Albert Rapp, l'ancien chef de l'EWZ, en dit assez long sur les liens entre germanisation et légitimation de l'extermination. Au sein de l'*Einsatzgruppe* C, Hans-Joachim Beyer, professeur à l'université de Posen, qui avait travaillé très étroitement avec Hans Ehlich, servait, d'après Karl-Heinz Roth, de conseiller à Otto Rasch. Tous avaient des fonctions de communication hiérarchique au sein des groupes. Argumentaire défensif, déploration et parousie nazie formaient ainsi les trois dimensions fondamentales de la parole génocidaire développées sur le terrain. Il semble bien, cependant,

que la dimension utopique du projet de refondation sociobiologique de la nordicité ait constitué une dimension discursive minoritaire par rapport à la mise en œuvre de la rhétorique défensive.

Les rares moments durant lesquels les tueurs tentent d'expliquer le sens attribué à leur pratique, par le biais du courrier familial, livrent une image imparfaite mais néanmoins révélatrice de l'implication de l'homme qui écrit dans les faits qu'il relate[102].

L'un des hommes du *Sonderkommando* 4a de l'*Einsatzgruppe* C, commando déjà entraperçu dans les fusillades de Lemberg et de Sokal, qui les 29 et 30 août 1941 élimina 33 371 Juifs de Kiev dans le ravin de Babi-Yar, écrivait à sa femme, un mois après ce massacre :

> « Cette guerre, nous la menons pour l'existence même de notre peuple. Grâce à Dieu, dans notre Patrie, tu ne vois pas cela de trop près. Mais les bombardements aériens t'ont montré ce que l'ennemi nous réserve s'il gagne. Ceux du front en font sans arrêt l'expérience. Mes camarades se battent littéralement pour l'existence de notre peuple. Ils font à l'ennemi ce que celui-ci leur ferait. Je pense que tu me comprends. Parce que nous considérons que cette guerre est une guerre juive, les Juifs sont ceux qui en affrontent le premier choc. En Russie, là où il y a un soldat allemand, il n'y a plus de Juifs [103] . »

L'imaginaire extirpateur, traversé d'angoisses eschatologiques, révèle ici sa dimension profondément défensive de guerre à mort dans laquelle se jouerait l'existence de l'Allemagne. Grâce à ce genre de documents, apparaît la perception subjective du génocide parmi les commandos qui se consacrèrent presque exclusivement, à partir de septembre 1941, à des « liquidations » de ghettos. Les membres de l'*Einsatzkommando* 8, déjà à l'œuvre à Minsk au moment de la visite de Himmler, prirent par exemple en charge la majeure partie des grandes opérations génocidaires de l'automne 1941 en Biélorussie[104]. C'est à l'occasion de la première de ces liquidations, celle du ghetto de Moghilev, qu'un fonctionnaire de police viennois, Walter Mattner, écrivit à sa femme le 5 octobre 1941 :

> « [5 octobre] : J'ai donc participé à la grande mort en masse [*Massensterben*] d'avant-hier [105] . Aux premiers véhicules [qui amenaient les victimes], mes mains ont quelque peu tremblé au

moment de tirer, mais on s'y habitue. À la dixième voiture, je visais calmement et tirais de façon sûre sur les femmes, les enfants et les nourrissons nombreux, conscient du fait que j'ai moi-même deux nourrissons à la maison, avec lesquels ces hordes agiraient de même, voire peut-être dix fois pire. La mort que nous leur avons donnée était belle et courte, comparée [aux] souffrances infernales des milliers et milliers [de personnes] dans les geôles de la GPU. Les nourrissons volaient en grands arcs de cercle et nous les éclations en vol avant qu'ils ne tombent dans la fosse et l'eau. Il faut en finir avec ces brutes qui ont jeté l'Europe dans la guerre et qui, aujourd'hui encore, fouillent en Amérique […].

« Ouah ! Diable ! Je n'avais encore jamais vu autant de sang, d'ordure, de corne et de chair. Je peux maintenant comprendre l'expression "ivresse de sang". M. est maintenant moins peuplée d'un nombre à trois zéros. Je me réjouis vraiment, et beaucoup disent ici que quand nous rentrerons dans la patrie, ce sera le tour de nos Juifs locaux. Mais bon, je ne dois pas t'en dire plus. C'est assez jusqu'à ce que je rentre à la maison [106] . »

La brutalité singulière avec laquelle le policier viennois dit la violence qui l'habite exprime sans doute ce qui fut l'un des ressorts les plus opérants du consentement des tueurs au génocide : l'angoisse de la disparition collective, y compris celle de soi-même et de sa famille, le sentiment d'être engagé dans une lutte ayant pour enjeu la survie biologique de la « race »[107]. Angoisse et ferveur fusionnent ainsi pour générer une violence absolue. C'est à cette aune que l'on peut relire le cours d'histoire de Siegfried Engel donné aux élèves officiers du RSHA :

« Bien que trois cents ans se soient écoulés depuis l'époque de la guerre de Trente Ans, le problème politique et le but de nos ennemis est resté le même : la partition définitive de l'Allemagne, l'anéantissement du Reich.

« A posteriori, on peut caractériser la guerre de Trente Ans comme la *première* guerre de Trente Ans […]

« L'époque de 1789-1815 représente la *deuxième* guerre de Trente Ans, c'est-à-dire l'époque de la grande Révolution française et de la guerre de libération allemande. […]

« La *troisième* guerre de Trente Ans a commencé en 1914. La Première Guerre mondiale n'a pas apporté la décision. L'époque de l'apparent silence des armes de 1919 à 1939 a été la continuation de la guerre par d'autres moyens : un combat politique. Là-dessus s'ajoutèrent des luttes ouvertes du Reich, à l'Est contre les Polonais, et à l'Ouest contre la France dans la Ruhr.

« *Aujourd'hui* , en 1942, nous sommes entrés dans le dernier stade de cette troisième guerre de Trente Ans.

« La paix à venir, qui conclura victorieusement la troisième guerre de Trente Ans et, par là, le combat triséculaire pour l'unité allemande, amènera simultanément le dépassement définitif de la paix de Westphalie de 1648 et cette fois – nous le savons tous – il n'y aura pas de demi-mesure [108] . »

Les propos de Siegfried Engel, cet intellectuel du SD responsable de toute la formation idéologique du RSHA, prennent plus de poids encore lorsqu'on sait que ses auditeurs étaient probablement des candidats à un cours de formation de cadres réunis en 1941. Ils étaient alors de retour à Berlin après avoir été envoyés en groupes à l'Est pour former l'encadrement des *Einsatzgruppen* durant tout l'automne 1941. C'est dire si l'orateur et les auditeurs communiaient dans une même attente.

Ferveur millénariste, angoisse eschatologique et imaginaire défensif : une telle combinaison d'affects n'amena-t-elle pas les SS des *Einsatzgruppen* à trouver en eux-mêmes les ressources de haine dans lequelles ils puiseraient pour mettre à mort ?

1 On entend par « société combattante » tous les groupes d'individus prenant part à la campagne, c'est-à-dire la Wehrmacht, la SIPO et le SD, mais aussi les commandos de la VOMI, du RuSHA, de l'organisation Todt, les membres du NSV qui partent en *Osteinsatz*.

2 Dieter Pohl, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord, op. cit.* ; *Ostgalizien 1941-1944, op. cit.* ; Christian Gerlach, *Krieg, Ernährung, Völkermord, op. cit.*, et sa grande thèse, *Kalkulierte Morde, op. cit. ;* Ulrich Herbert (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik, op. cit.*

3 L'expression est tirée de la publication d'un intellectuel du RSHA, trop jeune pour entrer dans les critères du groupe, le *Hstuf* Dr Hess, qui écrivit dans le numéro annuel pour 1943 du journal de la *Sicherheitspolizei* et du SD un article qui portait ce titre. Ce journal est consultable à la bibliothèque des Archives fédérales allemandes à Lichterfelde.

4 Czeslaw Madajczyk, *Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1987, 702 p., p. 12-13 ; voir aussi Werner Röhr, « Die faschistische Okkupationspolitik in Polen 1939 bis 1945 und die Stellung dieses Landes in den Plänen für eine “Neuordnung” Europas », *1999*/7 (1992), n° 3.

5 Directives de désarmement des milices mentionnant le travail passé de la VOMI avec certaines d’entre elles dans BABL, film n° 13917, clichés 274 035, 274 042 et 274 126 ; voir aussi et surtout, C. Madajczyk, *Die Okkupationspolitik…*, *op. cit.*, p. 11-18, et Arno Weckbecker et Christian Jansen, *Der « Volksdeutsche Selbstschutz »*, Munich, Oldenburg, 1992, 243 p.

6 Cf. BABL, R-58/1082 : rapports d’activité des *Einsatzgruppen* en Pologne, notamment f^{os} 36, 40 et 58. Notons l’emploi du terme *Aufständische* (« insurgés »), qui avaient désigné en 1920 les activistes polonais du soulèvement de Haute-Silésie : le réemploi de termes qui avaient désigné autrefois des réalités différentes éclaire le fait de la perception de la guerre au travers d’outils mémoriels.

7 Voir l’ouvrage fondamental d’Alan Kramer et John Horne, *« German Atrocities » in 1914. Meanings and Memory of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001. Également Alan Kramer, « Greueltaten. Zur Problem der deutschen Kriegsverbrechen in Belgien und Frankreich 1914 », *in* Gerd Krumeich et Gehrard Hirschfeld (éd.), « *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch… », op. cit.*, p. 104-139, particulièrement p. 106-123 ; du même auteur, « Les « atrocités » allemandes : mythologie populaire, propagande et manipulations dans l’armée allemande », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 171, 1993, p. 47-67.

8 Voir, par exemple, Bernhard Heinrich Schwertfeger, *Belgische Landesverteidigung und Burgerwacht 1914*, Berlin, Ghobbing, 1920, 311 p. ; Otto von Stulpnagel, *Die Wahrheit über die deutschen Kriegsverbrechen*, Berlin, Staatspolitischer Verlag, 1920, 470 p. ; Lothar Wieland, *Belgien 1914 : Die Frage des belgischen “Franktireurkrieges” und die deutsche öffentliche Meinung von 1914 bis 1936*, Francfort, Peter Lang, 1984, 545 p. Voir aussi Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage*, *op. cit.*

9 Plusieurs occurrences, (*ibid*, notamment f^{o} 58 et 59).

10 Le fichier des destinataires stipule que les rapports d’activités sont adressés à Heydrich, son aide de camp, Werner Best, Heinrich Müller (Gestapo), Arthur Nebe (KRIPO), Heinz Jost (SD *Ausland*), Otto Ohlendorf et Walter Rauff ; même Franz Six n’y a pas accès (cf. *ibid.*, f^{o} 59 notamment).

11 BABL, R-58/1082, f^{o} 150.

12 Je renvoie ici à Czeslaw Madajczyk, *Die Okkupationspolitik Nazideutschlands*, *op. cit.*, p. 12-13. ; voir aussi Werner Röhr, « Die faschistische Okkupationspolitik in Polen 1939 bis 1945 und die

Stellung dieses Landes in den Plänen für eine “Neuordnung” Europas », art. cité, et Martin Broszat, *Nationalsozialistische Polenpolitik, 1939-1945*, Francfort, Fischer, 1965, 228 p.

13 Citation extraite du cours de Siegfried Engel sur la guerre de Trente Ans (BABL, R-58/779).

14 Les historiens intentionnalistes ont les premiers mis en lumière cet état de fait et ont, tout en restant au plan des idées conscientes et formulées, fait de cette représentation l’argument majeur de l’existence de longue date d’un plan prévoyant l’extermination des Juifs. Le propos est ici de mettre au jour les dynamiques mentales – pas seulement conscientes ou formulées – présidant à l’appréhension de la guerre, de les réhistoriciser en les insérant dans un contexte mémoriel, et de les présenter en liaison avec les pratiques. Pour la lecture intentionnaliste des faits, voir Andreas Hillgruber, « Die “Endlösung’’ und das deutsche Ostimperium als Kernstück des rassenideologischen Programms des Nationalsozialismus », *VfZ*, 20, 1972, 20 p. ; Hans-Adolf Jacobsen, « Krieg in Weltanschauung und Praxis des Nationalsozialismus (1919-1945) », *in* Karl Dietrich Bracher *et alii* (éd.), *Nationalsozialistische Diktatur 1933-1945. Eine Bilanz*, Bonn, Dietz, 1983, 12 p. ; Arno J. Mayer, *Der Krieg als Kreuzzug. Das deutsche Reich, Hitlers Wehrmacht und die « Endlösung »*, Reinbeck, Rohwolt, 1989, 701 p. ; et les développements historiographiques d’Ian Kershaw, *Qu’est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d’interprétation*, Gallimard, coll « Folio », 1992.

15 *Meldungen aus dem Reich*, 18/7/1940 (BABL, R-58/149, f^{o} 69).

16 Michael Wildt, *Die Judenpolitik des SD, 1935-1938, op. cit* ; et surtout, en français, du même, « Avant la “Solution finale” », art. cité. L’expression paradigmatique de l’antisémitisme du SD se trouve aussi dans une brochure éditée sous un pseudonyme par des intellectuels du SD, dont Franz Six, Herbert Hagen et Helmut Knochen : Dieter Schwarz, « Die Weltjudentum-Organisation, Macht und Politik » (BABL, R-58/987) ; annexes et tableaux statistiques utilisés par les officiers du SD dans BABL, R-58/995.

17 Voir, par exemple, un rapport solennel adressé à Himmler demandant l’exécution d’un agent secret tchèque de confession juive, rapport caractéristique de l’antisémitisme nazi : secret, manipulation, détournement des femmes par la séduction à des fins d’espionnage. L’homme, décrit comme charmeur, a révélé, selon les auteurs du rapport, la dimension abjecte de son caractère en forçant l’Allemande qu’il a séduite à trahir son pays (rapport au RFSS du 18/10/1940, BABL, R-58/459, f^{os} 107-115).

18 Ce n’est pas la seule occurrence d’un travail de documentation effectué par le RSHA en vue d’un rapport de Heydrich à Himmler. On sait que les chiffres de recensement des Juifs en Europe avancés par Heydrich à la conférence de Wannsee lui avaient été fournis par le RSHA *Amt* VII (AGKBZH, 362/218 : essai de recensement des Juifs vivant dans tous les pays) ; voir aussi Christian Gerlach, « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische

Grundsatzentscheidung, alle Juden Europas zu ermorden », *in*, *Krieg, Ernährung, Völkermord*, *op. cit.*, p. 112.

19 Le fait n'est pas nouveau : en 1938, un rapport traitait de la « préparation propagandiste russe en vue d'une guerre contre l'Allemagne », rapport dont plus de la moitié du contenu tentait de prouver la parfaite collusion entre Juifs et communistes (BABL, R-58/597).

20 BABL, R-58/569, notamment f^{os} 3 et 33-35.

21 Mémorandum RSHA sur la question russe (BABL, R-58/13, f^{o} 2). Souligné dans l'original.

22 Ordre du général commandant le 4^{e} groupe de Panzer, général d'armée Hoeppner, *Bundesarchiv-Militärarchi*v (BA-MA) Freiburg, LVI. AK., 17956/7a ; cité par Gerd Überschär et Wolfram Wette dans *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion*, *op. cit*, p. 251. Le 4^{e} groupe de Panzer, engagé sur la partie nord du front, avait Leningrad comme objectif.

23 Ce type de phénomène a déjà été souligné par Christian Gerlach, dans Klaus Naumann et Hannes Heer (éd.), *Vernichtungskrieg. Die Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, Hambourg, Hamburger Édition, 1995, 686 p., dans un article sur les généraux membres du complot du 20/7/1944 ayant servi dans le *Heeresgruppe Mitte* et s'y étant illustrés par une grande brutalité : comme si l'antinazisme n'interdisait pas obligatoirement l'intériorisation des rhétoriques de guerre totale.

24 BA-MA, RH 23/218 ; cité par G. Überschär et W. Wette (éd.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion*, *op. cit.*, p. 264. Le texte est intégralement cité. Les coupures correspondent aux intertitres.

25 Voir, par exemple, *Merkblatt* du QG de l'armée de Norvège (juin 1941 ; BA-MA, RW 39/20), qui stipule : « Le Russe est maître dans tous les arts de la guérilla, son inventivité dans l'élaboration d'artifices toujours renouvelés, dans l'emploi desquels il agit sans aucune conscience et se montre prêt à toutes les bestialités, est très grande. » Cité d'après G. Überschär et W. Wette (éd.), *ibid.*, p. 262-264.

26 C'est là la principale objection à la thèse émise par Omer Bartov quant au déclenchement des comportements par la démodernisation de la guerre, les taux de pertes élevés atomisant les groupes primaires et le fait que les exactions contre les civils russes aient été instrumentalisées par la hiérarchie comme exutoires pour une troupe soumise par ailleurs à une justice de guerre fusillant énormément. Bartov ne peut ainsi rendre compte de la cristallisation, dès la première semaine, de comportements d'une violence extraordinaire dans les divisions de la Wehrmacht. Cf. pourtant Omer Bartov, *The Eastern Front, 1941-1945. German Troops and the Barbarisation of Warfare*, Oxford, Saint Antony's-Mac Millan Series, 1985, 214 p. ; plus critiquable, Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999, 317 p. Pour un exemple de brutalisation extrêmement rapide des comportements dans la première semaine de la guerre, voir le cas du

530e régiment d'infanterie, traité par Bernd Boll et Hans Safrian dans « Auf dem Weg nach Stalingrad. Die 6. Armee 1941-42 », *in* Klaus Naumann et Hannes Heer (éd.), *Vernichtungskrieg, op. cit.*, p. 260-296 ; ici p. 267.

27 Le terme est ainsi traduit par Raul Hilberg dans *La Destruction des Juifs d'Europe* (*op. cit.*, p. 243), qui déclare par ailleurs que les *Einsatzgruppen* se sont déployés pour l'essentiel en URSS pendant l'opération Barbarossa.

28 Cf. là-dessus le classique de Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges, op. cit.* ; et l'introduction de Peter Klein à P. Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*, p. 9-28 ; ici p. 11-16.

29 Circulaire intitulée « Directives pour l'activité des *Einsatzgruppen* de la *Geheime Staatspolizei* dans les territoires des Sudètes » du 5/11/1938 (BABL, R-58/241). Cité d'après Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskriegs*, p. 17.

30 *Ibid.*, p. 254-298.

31 Cf. Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 163-179 pour la théorisation de Best, et H. Krausnick et H.-H. Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskriegs, op. cit.*, p. 13-25, pour l'Autriche, les Sudètes et la Tchécoslovaquie.

32 L'appréhension des réfugiés comme des pillards potentiels est visible notamment dans le rapport du 9/9/1939 (BABL, R-58/1082, fo 40) : le rapport de l'*Einsatzgruppe* z.b.V énumère sans les hiérarchiser les insurgés, les réfugiés et les tentatives de pillage.

33 Parmi de nombreux exemples, voir le rapport du 10/9/1939 relatif à l'exécution de 20 Polonais en représailles des tirs de nuit qui ont provoqué une opération conjointe entre la Wehrmacht et l'*Einsatzgruppe* IV à Rybnik (BABL, R-58/1082, fo 58). Pour des exemples d'exécutions après jugement, voir le cas des fonctionnaires du bureau de poste de Dantzig, qui résistèrent durant l'invasion et qui furent jugés, condamnés à mort et exécutés le 9/9/1939 (*ibid.*, fo 41). Notons que l'un des fusillés était l'oncle de Günther Grass.

34 Cf., en dernière date, Ralf Ogorreck (*Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 19-47) sur la négociation des modalités d'intervention des *Einsatzgruppen* entre la SS et la Wehrmacht.

35 Ont été coupés deux passages du préambule établissant, pour le premier, l'équilibre entre buts à court terme et buts à long terme ; pour le second, les relations avec la Wehrmacht et l'organisation de la rédaction, de l'adressage et de la circulation des rapports des *Einsatzgruppen*.

36 Lettre de Heydrich aux HSSPF de l'Est du 2/7/1942 (BABL, R-70 (SU)/32 [recueil de directives du chef SIPO/SD aux *Einsatzgruppen*, édité le 2 mars 1942]) ; copie dans BABL, R-58/241 (même cote archivistique que pour la directive de 1938) ; document par ailleurs reproduit et

annoté par Peter Klein (éd.) dans *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*, p. 323-328 ; ici p. 324-325.

37 Petites villes de Galicie ukrainienne, situées respectivement à 80 et 210 km au nord de Lvov. Pour l'itinéraire du *Sonderkommando* 4a, voir R. Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 130-132.

38 L'*Ortskommandant* était le responsable de la *Kommandantur*, c'est-à-dire d'un bureau local des troupes d'occupation de la Wehrmacht, installé immédiatement après l'arrivée de l'armée dans la ville.

39 EM 24, 16/7/1941, BABL, R-58/214, f^{os} 191-192.

40 On sait qu'Otto Rasch, chef de l'*Einsatzgruppe* C, a dû donner l'ordre d'exécuter tous les Juifs de sexe masculin non impliqués dans les industries stratégiques durant la dernière semaine de juillet. Cf. Dieter Pohl, « Die Einsatzgruppe C », *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen…, op. cit.*, p. 71-87 ; ici p. 74.

41 Le rédacteur du rapport, un officier de l'état-major de Rasch, vient de faire une description des massacres commis par le NKVD en Galicie au moment de l'invasion.

42 EM 24, 16/7/1941 (BABL, R-58/214, f^{o} 191).

43 Il s'agit là d'une pratique généralisée dans les groupes de tuerie : les *Einsatzgruppen* A, B et D font de même ; voir, là-dessus, les articles de Wolfgang Scheffler, Christian Gerlach et Andrej Angrick *in* Peter Klein, *Die Einstatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*, ainsi que C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit*, p. 521 *sq*. et 574 *sq*. pour l'*Einsatzgruppe* B, et rapport Jäger sur la Question juive dans les États baltes (BABL, R-70 [SU]/15, f^{o} 87 pour la mention du maintien en vie des « Juifs de travail »).

44 Rapport utilisé dans plusieurs archives. Cf. note suivante ; Rapport de situation et d'activité (*Tätigkeits- und Lagebericht*) n° 1, 31/7/1941, reproduit dans Peter Klein (éd.), *ibid.*, p. 112-133 ; ici p. 117.

45 EM n° 33, 25/7/1941 (BABL, R-58/215, f^{o} 45 *sq*.).

46 Christopher Browning, « The Wehrmacht Reprisal Politic and the Mass Murder of Jews in Serbia », *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 31, 1983, 16 p. ; Walter Manoschek, *« Serbien ist judenfrei », op. cit.* ; voir aussi Walter Manoschek, « Die Vernichtung der Juden in Serbien », *in* Ulrich Herbert (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939-1945, op. cit.*, p. 209-234 ; ici p. 214-218.

47 EM n° 33, 25/7/1941 (BABL, R-58/215, f^{o} 41).

48 La politique antijuive nazie a été analysée en ces termes par Philippe Burrin dans *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide* (Paris, Le Seuil, 1989, 250 p.), notamment dans la conclusion.

49 L'*Einsatzgruppe* B était déjà responsable de la mort de plus de 11 084 personnes, ce qui faisait une « moyenne journalière » de 360 meurtres depuis le début du conflit. Cf. EM n° 43, 5/8/41 (BABL, R-58/215) ; voir aussi Christian Gerlach « Die Einsatzgruppe B », *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*, p. 62.

50 Ce dernier concept est l'un de ceux qui peuvent rendre compte d'une caractéristique très spécifique du système de représentations nazi, celle qui lui permet de penser la dimension d'exhaustivité du génocide. On s'autorise pour cette raison à nommer le système de représentations nazi du vocable de « mentalité aseptique ».

51 Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*

52 Voir Christian Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », *in* Peter Klein, *ibid.*, p. 52-70 ; ici p. 57-60 ; Voir aussi, du même auteur, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 585-608.

53 Rapport de Stahlecker de décembre 1941 (BABL, R-70 [SU]/15, f^{o} 27).

54 Les termes « Juifs de labeur » traduisent l'allemand *Arbeitsjuden*. Ils sont repris de la traduction par Élie Barnavi du livre de Christopher Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.*

55 Rapport de Stahlecker (BABL, R-70 [SU]/15, f^{os} 29-30).

56 Christoph Dieckmann, « Der Krieg und die Ermordung der litauischen Juden », *in* Ulrich Herbert (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939-1945, op. cit.*, p. 292-329 ; pour l'impact de l'économie et particulièrement du ravitaillement sur les opérations génocidaires, voir C. Gerlach, *Krieg, Ernährung, Völkermord, op. cit.*, et *Kalkulierte Morde, op. cit*.

57 Voir *infra*, p. 314, note 5.

58 Voir là-dessus Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, notamment la conclusion ; et Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit*, p. 1139-1149 sur l'attitude des administrations locales vis-à-vis des populations locales.

59 Rapport Jäger, décembre 1941 (BABL, R-70 [SU]/15, f^{os} 87-88).

60 Pour un exemple de geste de violence vecteur d'animalisation de la victime, voir l'analyse des violences catholiques des guerres de Religion du XVI^{e} siècle faite par Denis Crouzet dans *Les Guerriers de Dieu, op. cit.*

61 Voir, parmi tout un faisceau d'indices, BABL, NS-19/2442 (mauvais traitements et assassinats de SS à Karkov) ; et les rapports des *Einsatzgruppen*, notamment EM n°^{s} 6, 10, 14, 15, 17, 24 et 28 (BABL, R-58/214). La plupart du temps cela concerne des soldats allemands, quelquefois des Ukrainiens. La représentation de la bestialité se joue dans la description des gestes de la « violence juive ». Raréfiées à l'automne 1941, elles réapparaissent dans les *Meldungen aus dem besetzten Gebieten* (voir notamment BABL, R-58/224, f^{o} 18) ; rapports n°^{s} 9 et 10, mai 1943 (BABL, R-58/697).

62 Le terme, rarement employé, est repris d'une feuille volante distribuée aux soldats de la Wehrmacht (*Merkblatt* du QG de l'armée de Norvège, juin 1941, BA-MA, RW 39/20, citée par Gerd Überschär et Wolfram Wette dans *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion*, *op. cit.*, p. 262-264).

63 Sur les liens entre animalité, chasse, sauvagerie et domestication, voir Bertrand Hell, *Entre chien et loup. Faits et dits de chasse dans la France de l'Est*, Paris, Éditions de la MSH, 1985, 230 p. ; du même auteur, *Le Sang noir. Chasses et mythes du sauvage en Europe*, Paris, Flammarion, 1994, 380 p.

64 C'est ainsi, on l'a vu, que le rédacteur du rapport sur la « Question juive en Ruthénie blanche » nommait l'étoile juive (voir, *supra*, texte et note 2 p. 283).

65 Fondamental et presque unique pour une approche anthropologique des animaux d'élevage, on lira l'ouvrage de Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair : les abattoirs de l'Adour* (Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1987, 160 p.), qui pourtant ne note pas l'implicite de la mise à mort de spécimens jeunes des espèces concernées. Je remercie ici Delphine Corteel et Valentine Meunier de m'avoir éclairé de leur savoir ethnographique et anthropologique précieux.

66 On lira à ce sujet les mises au point méthodologiques de Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde*, *op. cit.*, p. 28-33 ; de Norman Finkelstein et Ruth Bettina Birn, *L'Allemagne en procès. La thèse de Goldhagen et la vérité historique*, Paris, Albin Michel, 1999, 186 p., notamment p. 113-114 et 119 ; et de Michael Wildt, « Des vérités *différantes*. Juges et historiens face aux crimes nazis », *Genèses. Histoire, sciences sociales*, n° 3, 1999 ; voir aussi Wolfgang Scheffler, « NS-Prozesse als Geschichtsquellen. Bedeutung und Grenzen ihrer Auswertbarkeit durch den Historiker », *in* Wolfgang Scheffler et Werner Bergmann (éd.), *Lerntage des Zentrums für Antisemitismusforschung V*, Berlin, Metropol, 1988, p. 14 *sq*.

67 Pour Pretszch, voir Peter Klein, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 23 ; voir aussi, par exemple, l'interrogatoire de G.B., 2/3/60, ZStL, 207 AR-Z 246/59 (Affaire Sk1a), vol. 2, f^{os} 247-251, notamment f^{o} 248, où G. B. dit que son chef de commando vérifia l'armement et tint des conférences idéologiques.

68 Pour les *Einsatzgruppen*, et sans doute plus encore pour les bataillons de police, voir C. Browning, *Des hommes ordinaires*, p. 241 ; on a aussi des bordereaux de livraisons d'armes et d'équipements pour des propagandistes auprès des *Einsatzgruppen* (BABL, R-58/857).

69 *Idem*, et Dieter Pohl, « Die Einsatzgruppe C », *in* Peter Klein, *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion*, *op. cit*, p. 71-87 ; ici p. 75.

70 Déclaration de l'accusé Eduard Best, 17/5/1960, ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [audition de témoins]), vol. 14, f^{os} 2082-2085. ; déposition de l'accusé Hans Bogdan, *ibid.*, f^{os} 2219-2220.

71 Déclaration d'Eduard Best, *ibid.*, f° 2083. La mention de cette « odeur douceâtre » émanant des cadavres en instance de refroidissement et de décomposition se retrouve dans d'autres témoignages. Il est à remarquer par ailleurs que Best dit que le HSSPF était Prützmann, alors qu'il s'agissait en fait de Jeckeln, l'échange de postes entre les deux hommes n'étant intervenu qu'un mois plus tard, au début de novembre 1941. Voir D. Pohl, « Die Einsatzgruppe C », art. cité, p. 76.

72 Déclaration d'A. Z., 3/10/62, et témoignage de W.F. W., 4/10/62, ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [auditions judiciaires]), vol. 27, respectivement f^os 4354-4399 et 4459-4462.

73 Témoignage de G.B., 12/10/62, ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [auditions judiciaires]), vol. 37, f^os 7033-7069 ; ici f° 7037.

74 Il est à noter que le témoin, Z., qui dépose ici, sera réinterrogé à deux reprises dans les dix-huit mois suivants, qu'il a failli faire l'objet de poursuites, et qu'il est extrêmement prudent dans ses formulations. Il n'a en effet aucun intérêt à dire qu'il en fut le témoin direct : cela signifierait qu'il faisait partie des tireurs, et qu'il se serait porté volontaire, son régiment n'ayant pas en tant que tel participé aux fusillades, mais seulement à la surveillance du terrain et aux cordons de sécurité.

75 Il y a ici une ambiguïté : *prominenten* signifie à la fois « typique », « exemplaire », et « de premier rang » : s'agit-il de personnes au phénotype marqué ou de notables de la communauté ? Sans être sûr de la réponse, on peut avancer que la manière de faire de Jeckeln laisse à penser qu'il avait choisi des hommes représentant physiquement ce qu'il concevait comme étant des exemples d'individus de race juive d'Europe de l'Est.

76 Rajouté par le greffier.

77 Témoignage d'A. Z., 3/10/62, ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [auditions judiciaires]), vol. 27, f^os 4354-4399 ; ici f° 4358.

78 Rappelons que 11 000 des 23 600 Juifs abattus à Kamenets-Podolsk étaient originaires d'Ukraine subcarpatique, territoire alors sous domination hongroise, d'où ils avaient été expulsés par les troupes hongroises. Voir D. Pohl, « Die Einsatzgruppe C » art. cité, p. 74-75.

79 Cf. *supra*, chap. 7.

80 Sur Jeckeln, von dem Bach-Zelewsky et Prützmann, les trois principaux HSSPF en Russie, voir la thèse de Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS- und Polizeiführer, op. cit.*

81 Dieter Pohl (« Die Einsatzguppe C », art. cité, p. 72) donne des dates précises pour les 4 unités formant l'*Einsatzgruppe* C : 28 juin pour le Sk 4a à Sokal ; entre le 1er et le 6 juillet pour le Sk 4b et l'Ek 5 à Lemberg, et le 30 juin pour l'Ek 6.

82 Pour le passage des fusillades d'hommes à celles de femmes et d'enfants – le premier stade défini par Gerlach –, voir Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*

83 Explication fournie par l'un des protagonistes, Erich von dem Bach-Zelewsky, lors de sa déposition au premier procès des *Einsatzgruppe*n à Ulm (StA Munich, I 22 Ks 1/61, dossiers annexes). Cité par C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cit, p. 57 et 67.

84 R. Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 179-183 ; critique là-dessus, C. Gerlach, *ibid*., p. 57.

85 Cf. Volker Rieß, *Die Anfänge der Vernichtung lebensunwerten Lebens in den Reichsgauen Dantzig Westpreußen und Wartheland 1939-40*, Francfort, Fischer, 1995, p. 273-81, pour la question des gazages et note précédente pour les *Einsatzgruppen*.

86 Interrogatoire G., ZStL, 202 AR-Z 81/59 « g » [Ek 8, Harnischmacher], vol. 1, f^{os} 2-7 ; Peter Witte, Martina Voigt, Dieter Pohl, Peter Klein, Christian Gerlach, Christoph Dieckmann et Andrej Angrick (éd.), *Dienstkalender, op. cit*, p. 195.

87 Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, *op. cit.*, t. 1, p. 286-287. L'auteur s' est appuyé sur une description du massacre par l'ancien HSSPF von dem Bach-Zelewsky parue dans la revue new-yorkaise *Aufbau* le 23 août 1946 (p. 1-2). Il ne nous a pas été possible d'accéder à ce document. Le journal de von dem Bach-Zelewsky, toujours cité en corrélation avec cet épisode, ne contient que la mention du passage du *Reichsführer* à Minsk, avec une date imprécise (BABL, R-20/45b).

88 R. Hilberg, *ibid.*, p. 287.

89 C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 67, note 38, et p. 69, note 60.

90 R. Ogorreck, *Einsatzgruppen*, p. 190-191, qui s'appuie sur les déclarations du chef de l'Ek 5 à Nuremberg et lors de multiples auditions de témoins au cours des années 1960 en Allemagne.

91 Heinrich Himmler, discours prononcé devant les *Reichsleiter* et les *Gauleiter* à Posen, 6/11/1943. Édité dans Agnes F. Peterson et Bradley F. Smith (éd.), *Heinrich Himmler. Discours secrets*, Paris, Gallimard, 1978, 255 p., p. 159-184 ; ici p. 167-168.

92 *Ibid*., p. 183-184.

93 Voir là-dessus Karl-Heinz Roth, « "*Generalplan Ost*"-"Gesamtplan Ost" », art. cité.

94 Voir *infra*, p. 314, n. 4.

95 Interrogatoire d'Erich R., 26/3/68, ZStL, 207 AR-Z 246/59 (affaire Sk1a), vol. 7, f^{os} 1303-1306 ; ici f^{o} 1304.

96 Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen und die Konstruktion des "Neuen Mensches" », *in* Gerd Krumeich et Gehrard Hirschfeld (éd.), *« Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch… »*, *op. cit.*, p. 43-84.

97 Voir W. Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », *in* Peter Klein, *Die Einsatzgruppen…*, *op. cit.*, p. 29-51 ; pour le Sk1a, p. 42.

98 Interrogatoire d'Erich R., 26/3/68, ZStL, 207 AR-Z 246/59 (affaire Sk1a), vol. 7, f^os^ 1303-1306 ; ici f^o^ 1305.

99 Martin Sandberger, *Die Sozialversicherung im nationalsozialistischen Staat. Grundsätzliches zur Streitfrage : Versicherung oder Versorgung ?*, Unrach im Wurttemberg, Bühler,1934, VII et 93 pages.

100 Sur l'EWZ et les déplacements de populations, voir Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*

101 Cf. *supra*, chapitre précédent. Sandberger fait notamment référence aux plans développés par le RSHA *Amt* IIIB et rapportés par le *Rassenreferent* du ministère des Territoires occupés : « Stellungnahme und Gedanken von Dr Ehrard Wetzel zum *Generalplan Ost* des RFSS », Nur. Dok. NG-2325, reproduit dans Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, o*p. cit.*, p. 50-81 ; voir aussi Karl-Heinz Roth, « *"Generalplan Ost"*-"Gesamtplan Ost" », art. cité ; ici p. 41 *sq.*

102 Le thème de la mort donnée n'est présent que dans 4 séries, et ne semble jamais concerner les massacres de civils (*ibid.*).

103 Lettre de Karl Kretschmer du 30/9/1941 (ZStL, 204 AR-Z 269/60, vol. de documents KA, f^o^ 13). Cité par Daniel Jonah Goldhagen (*Les Bourreaux volontaires de Hitler, op. cit.*, p. 399) qui manque complètement l'inscription de la lettre dans la culture de guerre totale. Pour une critique des travaux de Goldhagen, faute de place et de temps, je renvoie à Norman Finkelstein et Ruth Bettina Birn, *L'Allemagne en procès, op. cit.* Je me permets par ailleurs de renvoyer à Christian Ingrao, « Le nazisme, la violence, l'anthropologie. Autour de Daniel Goldhagen », *European Review of History – Revue européenne d'histoire*, n° 4/1 (1998), qui résume les critiques que le présent travail fait implicitement à l'ouvrage – à notre sens raté – du sociologue de Harvard.

104 C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité.

105 3 novembre 1941 : liquidation du ghetto de Moghilev par l'*Einsatzgruppe* B : 2 203 Juifs furent exécutés dans la journée (C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.).*

106 Lettre de Walter Mattner du 5/10/1941 IfZ, Fb/104/1, non folioté ; citée d'après Gerlach, *ibid.*, p. 588-589.

107 Cette angoisse, de type eschatologique, semble avoir été générée par le premier conflit mondial. On la retrouve dans de nombreux textes de l'extrême droite *völkisch* étudiante dans les années 1920 et le nazisme a, semble-t-il, joué le rôle de système de croyances contribuant à gérer cette angoisse. Cf. Christian Ingrao, « Culture de guerre », art. cité.

108 RSHA *Amt* IB, cours sur la guerre de Trente Ans de 1942 (BABL, R-58/844, f^os^ 123-124).

Chapitre 9

La violence en actes

L’expérience de la violence

On se souvient que dans les Sudètes, 2 500 personnes avaient été arrêtées en quinze jours, puis 4 639 dans le reste de la Tchécoslovaquie. Avec la Pologne, s’opère un changement d’échelle : les six *Einsatzgruppen* qui y interviennent sont beaucoup plus fournies que les commandos précédents. Il s’agit en outre de formations largement militarisées, dans lesquelles les policiers de la KRIPO et de la Gestapo ou les officiers du SD côtoient des hommes de la Waffen SS et des policiers en uniforme de l’ORPO. Le recrutement est effectué principalement à partir des bureaux locaux frontaliers, ce qui permet de faire appel à des hommes déjà familiers du contexte polonais[1]. Ces groupes sont aussi les premiers à évoluer dans un contexte de guerre. Résultat, près de 10 000 personnes furent exécutées en six semaines.

Lors de l’invasion de l’URSS, les quatre *Einsatzgruppen* réparties sur l’ensemble du front comptaient entre 2 800 et 3 000 hommes[2], contre 2 000 à 2 700 en Pologne. En Pologne, les groupes avaient tué approximativement 1 700 individus de moyenne hebdomadaire, à raison de 280 individus par groupe. Sachant que chaque groupe était composé de 300 SS[3], il est possible d’estimer que chaque membre d’un groupe tuait un peu moins d’une personne par semaine et ce, pendant six semaines[4]. En URSS, les groupes exécutèrent plus de 550 000 personnes, 50 000 du 22 juin à la fin août, et 500 000 entre septembre et décembre 1941[5]. Ils tuèrent ainsi 55 fois plus qu’en Pologne, ordre de grandeur qui, défalqué jusqu’au niveau individuel, impliquerait que chacun des 3 000 hommes opérant en Russie ait tué une personne *par jour* pendant six mois.

Il ne s’agit là que d’ordres de grandeur, mais ils permettent d’appréhender le nouveau saut qualitatif et quantitatif opéré entre les

campagnes de Pologne et de Russie. La moyenne ne doit masquer ni le pas franchi en septembre ni l'inégale répartition de la violence entre les individus : en Russie, les *Einsatzgruppen* combinèrent la violence de guerre et le « sale travail[6] » que fut le génocide.

Partir en *Osteinsatz* signifia aussi s'intégrer à des unités dont l'organisation évolua : unités mobiles, elles se sédentarisèrent à la fin de l'année 1941. Les *Einsatzgruppen* étaient des formations entièrement motorisées au point qu'une grande partie de leur personnel faisait office d'assistance technique. En quelques jours, ces unités se mouvaient sur de grandes distances. Le *Sonderkommando* 4a, par exemple, franchit en cinq jours les 417 km qui séparent Cracovie de Sokal (Ukraine), soit quelque 80 km par jour, missions comprises[7].

Les *Einsatzgruppen* étaient organisées autour d'un état-major à l'action coordinatrice. À l'image du RSHA, chaque unité comprenait un bureau chargé de l'administration et de la gestion du personnel (*Ämter* I et II), un bureau chargé du renseignement (*Amt* III) et un bureau regroupant les deux polices (*Amt* IV Gestapo et *Amt* V KRIPO). Il était en outre doté de détachements de l'ORPO et de la Waffen SS pour sa protection et pour les opérations qu'il ne déléguait pas aux commandos. Il existe assez peu de documents permettant de restituer une image convenable de ce qu'étaient ces états-majors, dont le rôle fut pourtant déterminant dans la coordination du génocide et de la lutte contre les partisans. Les groupes, néanmoins, ont tenu un état très soigneux de leurs personnels, état qui a été totalement détruit, à l'exception du livre de comptabilité tenu par l'*Einsatzgruppe* B durant toute la période de son activité. Ce livre, précieux tant par la trace des mouvements de fonds dont il témoigne que par les listes nominatives des personnels ayant reçu des prestations, permet de se faire une idée de leurs effectifs[8]. L'état-major de l'*Einsatzgruppe* B est ainsi composé de 150 personnes, dont une vingtaine d'officiers. Les hommes de troupe sont issus de bureaux locaux de la Gestapo et du SD, des instances centrales du RSHA, de la Waffen SS, de l'EWZ, de l'ORPO. L'état-major est numériquement moins important que les commandos, mais il a une importance relative surprenante : il se réserve plus de 16 % des effectifs totaux du groupe. C'est donc près d'un homme sur six qui est affecté à des

tâches d'administration, ou de protection et de transport de cet appareil administratif [9].

Les groupes sont ensuite composés de *Sonderkommandos* et d'*Einsatzkommandos*, unités autonomes tant en ce qui concerne les moyens de transport que la mise au point quotidienne des actions. Les *Sonderkommandos* sont des unités de taille plus réduite, plus mobiles, destinées à intervenir avec les troupes du front. Leur mission est d'entrer dans les localités conquises en même temps que les troupes de la Wehrmacht. Les *Sonderkommandos* sont alors chargés d'investir les bâtiments publics, les archives et les centres de pouvoir. Ils assument d'autre part la sécurisation immédiate des centres urbains. Conçus pour agir dans les heures qui suivent la prise de ces centres, ces commandos sont l'un des corps d'affectation privilégiés des hommes du SD, alors que les fonctionnaires de la KRIPO et de la Gestapo se retrouvent en plus grand nombre dans les *Einsatzkommandos*. Ceux-ci, qui se déplacent avec les troupes de sécurisation de la Wehrmacht à l'arrière du front, sont plus fournis en effectifs et en armement[10]. Ils se chargent plus particulièrement des vérifications, des arrestations. Ces différences de mission, qui peuvent sembler anodines, sont pourtant déterminantes sur le terrain. L'*Einsatzgruppe* B, en effet, a divisé son territoire en deux grandes sections aux frontières floues, et choisit d'avancer en deux vagues successives. L'une, composée des deux *Sonderkommandos* (Sk) 7a et 7b, progresse au même rythme que les troupes du front, entrant souvent dans les villes avec les unités de reconnaissance des divisions blindées, et mettant en place les premières mesures antijuives que sont la constitution de *Judenräte* (conseils juifs), l'enregistrement, l'enfermement en ghetto – qui n'est pas systématique[11] – et le port de l'étoile jaune, le tout étant imposé par l'entremise d'exécutions nombreuses qui ne concernent souvent que les hommes en âge de porter les armes[12]. Les *Einsatzkommandos*, qui arrivent avec l'arrière-garde, ont la charge de la vérification des personnes internées, des sélections dans les ghettos, et se transforment très rapidement en centrales principales d'exécution de l'*Einsatzgruppe* – ils prirent – notamment en charge la majeure partie des liquidations des ghettos de Biélorussie en septembre. Ce fonctionnement n'est pas propre au groupe : dans le cas de l'*Einsatzgruppe* A, les Sk 1b et 1a, dirigés par Erich

Ehrlinger et Martin Sandberger, prennent plus particulièrement en charge la lutte contre les partisans[13], tandis que l'*Einsatzkommando* 3, dirigé par le *Standartenführer* Jäger, est l'acteur principal du génocide des Juifs dans les pays baltes[14].

Les groupes ont une grande latitude d'organisation de leur activité et de leur structure. L'*Einsatzgruppe* C, notamment, fait peu de différence entre ses *Einsatzkommandos* (Ek) et ses *Sonderkommandos* (Sk), tous en charge d'un quart du territoire dévolu au groupe[15]. Au sein de l'*Einsatzgruppe* D, il n'y a qu'un seul *Einsatzkommando* (Ek 12) et quatre *Sonderkommandos* (Sk 10 a et b, Sk 11 a et b), ce qui est sans doute dû à la spécificité du commandement d'Ohlendorf et au nombre un peu plus important d'hommes du SD en son sein que dans les autres *Einsatzgruppen*[16]. La différence de missions existant entre Sk et Ek ne peut, elle non plus, être systématisée, car si les Ek 3, 8 et 9 sont bien les centrales d'extermination des *Einsatzgruppen* A et B, ce rôle échoit au Sk 4a au sein de l'*Ein satzgruppe* C, et ce malgré la présence des Ek 5 et 6[17]. Enfin, au sein de l'*Einsatzgruppe* D, ce rôle moteur dans la liquidation des ghettos semble revenir au Sk 10a et, dans une moindre mesure, au Sk 10b. Ces pratiques de partage des tâches et des territoires ont pourtant un effet déterminant pour les hommes qui composent ces groupes. Il est en effet très différent d'être affecté dans le Sk 1a, opérant en Estonie, pays dans lequel les communautés juives sont très peu nombreuses[18], ou dans l'Ek 8, qui prend en charge plus de 65 % des exécutions opérées par l'*Einsatzgruppe* B à l'hiver 1941-1942[19]. Dans le premier cas, on lutte surtout contre les partisans[20], alors que dans le second, c'est la pratique génocide qui occupe de très loin la majeure partie des activités du commando. C'est dire l'impact de l'affectation sur l'expérience des hommes qui partent en *Osteinsatz*.

Ces différences de structures tendent pourtant à s'amenuiser avec le temps. À l'automne 1941, en effet, les groupes se sédentarisent, au fur et à mesure que ralentit l'avance des troupes de la Wehrmacht et que s'installent des administrations civiles. D'abord fixés à une ville et une région, les commandos se transforment progressivement en bureaux locaux de la police et du SD (KdS[21]), tandis que les états-majors des groupes deviennent

les bureaux centraux de la SIPO et du SD (BdS[22]), étendant leur juridiction sur les deux *Reichskommissariate*[23].

Ce processus de fixation, apparemment simple, entraîne pourtant des brassages de personnels contribuant à l'homogénéisation des expériences à l'Est. Chaque unité de l'*Einsatzgruppe* A reçoit apparemment un territoire à contrôler. Le Sk 1a devient le KdS Estonie, le Ek 3 devient le KdS Lituanie, l'EK 2, le KdS Lettonie. La Biélorussie devrait échoir au Sk 1 b d'Erich Ehrlinger, qui est bel et bien nommé KdS Minsk en octobre 1941[24], mais ne conserve pas son ancien commando intact. Il intègre petit à petit des hommes issus de l'*Einsatzgruppe* B, habitués à la Biélorussie où ils opèrent depuis l'automne 1941.

Tant en Pologne qu'en URSS, les manières d'opérer diffèrent selon que ces formations sont encore mobiles ou stationnaires. Les groupes, dans leur phase mobile, commencent par arrêter toute la population masculine et contrôlent si les hommes sont portés sur leurs *Fahndungslisten* (listes de recherche). S'ils n'y sont pas, ils sont libérés ou, pour certains, gardés comme otages. S'ils y figurent, ils sont arrêtés, interrogés et – le plus souvent – fusillés. À Gdynia (Pologne), en septembre 1939, 5 000 fonctionnaires sont arrêtés par l'*Einsatzgruppe* 6 ; 2 000 sont relâchés sans suite, 30 sont sur les *Fahndungslisten* et les 2 970 restants sont internés. Le groupe est déjà informé qu'il est prévu de faire construire un camp destiné à l'internement des élites polonaises. Deux jours plus tard, les vérifications ayant été effectuées, 1 500 individus arrêtés restent définitivement internés : ils constituent une réserve d'otages à la disposition du groupe. 80 individus sont ou transférés devant un tribunal militaire ou fusillés[25]. Si la procédure est identique, le bilan, lui, l'est moins : il témoigne de niveaux de violence bien moindres en Pologne en 1939 qu'en URSS en 1941. L'exemple de Gargzdai en est une illustration. Cette petite ville de Lituanie, distante de 150 km de Riga, compte 3 000 habitants, dont une communauté juive forte de 1 000 âmes. Située sur une route côtière importante, la ville est âprement défendue par les gardes-frontière soviétiques. De durs combats, faisant 100 morts du côté allemand, se poursuivent jusqu'au 23 juin. Durant les combats, les troupes allemandes signalent des tirs de la part de la population civile. L'un des quartiers où les affrontements sont les plus violents se

trouve être le « quartier juif ». Dans l'après-midi du 23 juin, les Allemands, soldats de la Wehrmacht et SS de l'*Einsatzkommando* qui ont conquis la ville, rassemblent une grande partie de la population. Aidés d'auxiliaires autochtones, ils séparent les Juifs des Lituaniens (ceux-ci sont libérés), et obligent les 600 personnes restantes à dormir sur place. Le 24 juin, après concertation entre le chef de l'*Einsatzkommando*, le chef de la Gestapo de Tilsitt et celui de l'*Einsatzgruppe* A, les femmes et les enfants sont parqués ensemble, les femmes sont soumises au travail forcé et les 200 hommes sont fusillés[26].

L'internement des individus suspects est le premier pas vers l'enregistrement et l'enfermement des Juifs dans les ghettos, et vers leur utilisation comme otages lors de fusillades de représailles. Les unités de la Wehrmacht et de la *Feldgendarmerie* livrent par ailleurs nombre de prisonniers et d'individus considérés comme suspects – errants, réfugiés, Juifs fugitifs – aux unités SS qui les internent ou, de plus en plus fréquemment, les fusillent dès leur prise en charge[27]. Les unités implantées sous forme de KdS ou de bureaux locaux isolés n'ont pas à mettre en place ces grands enfermements préalables. Leur activité, beaucoup plus routinière, consiste en interrogatoires, en arrestations individuelles, et produit ainsi une violence plus étalée. Sous Ehrlinger comme sous Strauch, l'activité du KdS Minsk est quotidiennement rythmée par l'arrestation de suspects, qui tous sont incarcérés et soumis à interrogatoire. La prison est très largement surpeuplée, de l'aveu même des fonctionnaires du BdS qui, toutes les semaines, exécutent une quarantaine de personnes une fois leurs interrogatoires achevés. La violence est quotidienne, mais elle n'est plus marquée par les opérations de bouclage et d'internement, par les fusillades de francs-tireurs.[28]. En se sédentarisant, en passant d'un contexte de combat à une atmosphère d'occupation, les unités SS mettent ainsi en place une procédure qui transforme la violence tous azimuts en routine.

La liquidation des ghettos, qui intervient, dans la plupart des cas[29], après la sédentarisation des unités, vient interrompre cette routine. Ce sont ainsi 15 000 personnes qui sont exécutées à Rowno par la troupe du KdS (Ek 5)[30], 8 000 à Polozk (KdS Minsk, Ek 8), 6 500 à Bobruisk[31] (KdS Minsk), 18 000 à Winnitza (Ukraine) les 19 et 20 septembre 1941 (Ek6)[32]. Cette combinaison entre un rythme quotidien marqué par une très grande

régularité de la confrontation à la violence d'extermination, et une séquence ponctuelle de type paroxystique caractérise l'expérience d'*Osteinsatz* d'un grand nombre de SS mutés dans ces unités après les premiers mois du conflit. C'est le cas, visiblement, de Walter Mattner, policier viennois de l'Ek 8, auteur de ces lettres déjà citées légitimant le meurtre de nourrissons. La veille du massacre, il écrivait à sa femme :

> « [2 octobre] : Je me suis porté volontaire pour une action spéciale demain. […] Demain, je vais avoir pour la première fois l'occasion d'utiliser mon pistolet. J'ai pris 28 balles avec moi. Ça ne suffira probablement pas. Cela concerne 1 200 Juifs, qui, n'importe comment, sont trop dans la ville et doivent être abattus. J'aurai de belles choses à te raconter jusqu'à mon retour. Mais cela suffit pour aujourd'hui, sinon tu vas croire que je suis sanguinaire […] [33] . »

Le cas de Walter Mattner, pour être isolé, n'est pas unique. La plupart des fonctionnaires des *Einsatzgruppen* ont été mutés dans les groupes dès le début de l'opération Barbarossa, mais une minorité d'entre eux a été envoyée à l'Est dans l'automne ou l'hiver 1941. Ils sont donc insérés sans préparation dans un univers de violence routinière entrecoupée de brusques flambées.

L'importance prise par la lutte contre les partisans à partir de 1942 modifie également la routine de l'occupation. Cette période est marquée par la mise en place de grandes opérations de ratissage[34], qui, en un sens, succédèrent à la liquidation des ghettos. Les communautés juives sont en effet déjà réduites à l'étiage, et ne subsistent plus que sous la forme de petits ghettos de villes moyennes.

L'opération « Fièvre des marais », montre assez bien le retour d'une violence maximale dans l'univers quotidien des fonctionnaires du KdS Minsk. Du 22 août au 21 septembre 1942, 244 sous-officiers et hommes de troupe et 32 officiers de la SIPO et du SD participent à une grande opération de lutte contre les partisans. Cette opération est organisée par le HSSPF von dem Bach-Zelewsky avec 9 bataillons de police, 2 000 hommes issus de la KRIPO ou de KdS voisins, et une brigade d'infanterie SS[35]. Préparée et planifiée pendant trois jours, elle commence le 25 août 1942 par les premiers accrochages d'unités de partisans, qui voient tomber 32 des leurs et prendre l'un de leurs camps. Celles-ci, utilisant bien le terrain et

disséminées sur de vastes territoires, échappent pourtant en grande partie aux ratissages[36]. Du 26 août au 5 septembre, la traque d'une unité de partisans forte d'un millier d'hommes se poursuit sans grands résultats. Le jour suivant, les premiers villages sont incendiés par les formations allemandes. À partir du 8, les unités de partisans commencent à perdre des hommes et à sacrifier des armes lourdes, mais les partisans tués au combat se comptent par dizaines seulement, ce qui signifie que leurs unités sont loin d'être désorganisées. En outre, le gros des fusillades opérées par les membres du KdS ne concerne pas des unités militarisées de partisans, mais des suspects et, surtout, les communautés juives restantes. Quand l'opération est arrêtée le 22 septembre, 49 camps de partisans ont été détruits, signe que le terrain a été momentanément reconquis. Mais ces résultats sont décevants aux yeux des hommes du KdS : en effet, seuls 389 partisans ont été tués au combat, contre 1 274 suspects exécutés – principalement des habitants des villages incendiés – et 8 350 Juifs exterminés en tant que tels. 1 217 personnes, c'est-à-dire le reste des populations des villages incendiés, ont fait l'objet d'une évacuation[37]. Comparées au rythme d'exécution hebdomadaire d'une quarantaine d'individus observé à Minsk, les opérations du type de « Fièvre des marais » représentaient sans aucun doute un moment important d'intensification de la confrontation des hommes à la violence. Elles signifiaient aussi le retour d'un contexte de guerre dans l'univers d'occupation des hommes des KdS : il s'agissait bien dans leur esprit d'une expérience du combat, même si, dans nombre de cas, elle consistait presque uniquement à exécuter des otages civils.

Il est difficile, à l'évidence, de dresser un tableau synthétique des facteurs conditionnant l'expérience de l'*Osteinsatz* pour les SS mutés dans les *Einsatzgruppen*. Expérience déclinée en de multiples versions selon la période, le type d'unité, le type d'activité – maintien de l'ordre, liquidation de ghettos, lutte contre les partisans –, elle n'en est pas moins expérience de violence infligée, vécue comme une expérience de guerre. L'intensité de cette confronta tion, la manière de l'appréhender ont cependant dépendu des cadres dans lesquels elle est intervenue tout autant que du psychisme individuel, de la pression du groupe ou des conditions hiérarchiques existant dans chacune des unités.

Il est un dernier élément conditionnant l'expérience d'*Osteinsatz*, celui du rythme imprimé à la violence. Il n'est pas inutile d'en décrire ici les linéaments. L'*Osteinsatz* induit la mise à mort massive d'individus depuis la campagne de Pologne. De juin à octobre 1941 cependant, on assiste à une escalade extraordinairement rapide des rythmes des exécutions, en deux phases successives : l'assassinat de plus en plus systématique de femmes et d'enfants avec les adultes de sexe masculin, puis la liquidation de communautés entières. À partir d'octobre-décembre 1941 jusqu'au printemps 1942, les unités devenues sédentaires au moment de la liquidation des ghettos organisés pendant l'été ralentissent leur activité génocidaire. Ce rythme inégal selon les commandos et les régions perdure jusqu'à la fin de l'occupation. Il met en lumière deux phénomènes capitaux : la radicalisation des pratiques et l'accoutumance.

Pour ceux qui participèrent à l'opération Barbarossa dès son premier jour, la campagne s'ouvrit sur une confrontation à la violence représentée par la fusillade d'hommes dans un contexte de guerre. Un processus de brutalisation des pratiques générant l'accoutumance à la violence provoqua l'élargissement du spectre des victimes. Une seconde césure, correspondant à la brusque adjonction des enfants aux fusillades, marqua le passage à un massacre général, massacre qui devint exhaustif entre l'avant-dernière semaine d'août et le mois de septembre.

L'expérience collective de la violence de Barbarossa s'exprime par la découverte et la mise en représentation des « atrocités » russes commises à l'occasion de leur retraite. À titre d'exemple parmi d'autres[38], voici comment l'*Einsatzgruppe* C présente sa découverte de la Galicie dans les deux premières semaines du conflit.

> « *Einsatzgruppe* C :
>
> « Position : Zwiahel.
>
> « I) Situation générale à l'arrivée.
>
> […]
>
> « Les bolcheviks ont par ailleurs assassiné nombre d'Ukrainiens pendant leur retraite en liaison avec des Juifs locaux. Ils ont pris comme prétexte une tentative de soulèvement des Ukrainiens à Lemberg le 25/6/41, lesquels voulaient libérer leurs prisonniers.

« 20 000 Ukrainiens, dont 80 % appartenaient à l'intelligentsia, ont disparu de Lemberg selon des informations fiables.

« Les prisons de Lemberg étaient emplies des cadavres d'Ukrainiens assassinés. […]

« Au cours des massacres, les Russes et les Juifs se sont comportés de façon extrêmement cruelle. Des mutilations bestiales [*viehische*] étaient à l'ordre du jour. Les femmes ont eu les seins coupés, les hommes, les parties génitales. Les Juifs ont de plus cloué les enfants aux murs et les ont tués [39] . Les fusillades étaient opérées par balle dans la nuque. Souvent, des grenades ont été utilisées lors des meurtres.

« À Dobromil, des hommes et des femmes ont été abattus par des coups de maillet servant à assommer le bétail appliqués sur le corps.

« Dans de très nombreux cas, les prisonniers ont dû être martyrisés de la manière la plus dure par cassure des os, etc. […]

« Enfin, a été constaté le meurtre de 4 à 7 aviateurs allemands faits prisonniers. 3 d'entre eux ont été trouvés dans un hôpital russe, où ils ont été tués dans leur lit par des balles tirées dans le bas-ventre.

[…]

« III) Mesures de *l'Einsatzgruppe*

« La *Sicherheitspolizei* a concentré [*zusammengetrieben*] et exécuté environ 7 000 Juifs en représailles contre les atrocités inhumaines.

« 73 hommes ont été interrogés et eux aussi fusillés comme fonctionnaires ou responsables du NKVD.[40] »

Ces deux premières semaines sont donc présentées à la hiérarchie berlinoise comme celles de la découverte de la violence russe, violence qui générerait les représailles du groupe[41]. Les rapports ne présentent cependant qu'une dimension partielle de l'expérience des groupes dans ces premières semaines d'action. Bureaucratiques et hiérarchiques, ces documents pourraient ne pas restituer ce qu'ont ressenti les hommes. L'exemple d'un soldat du Sk 4a, Rudolf W., celui-là même qui intervint à Lemberg, Zwiahel et Sokal, permet cependant de donner quelques indices de l'adéquation entre les représentations distillées par ces rapports et les expériences de

terrain décrites par les protagonistes de la campagne. Rudolf W. est l'un des tireurs du Sk 4a, qui, après la sédentarisation de son unité, est affecté au KdS Kiev, sous les ordres d'Erich Ehrlinger. C'est dans le cadre de la procédure pénale contre ce dernier qu'il est entendu par la justice ouest-allemande, et est amené à témoigner sur les premiers jours de la campagne de Russie. Il raconte sa découverte de la prison de Dubno, investie par le Sk 4a. Après avoir restitué le témoignage d'une Ukrainienne survivante d'un massacre opéré par le NKVD, Rudolf W. ajoute :

> « J'y étais moi-même, et l'on pouvait y voir encore très clairement les traces dans différentes cellules, dans lesquelles les murs étaient couverts d'impacts de balles, de taches de sang et de fragments de cerveau. On avait fait de la prison un camp de prisonniers de guerre [42] . »

Le rapport du commando cite le témoignage de la même survivante ukrainienne que Rudolf W. Le rapport du groupe et le témoignage du criminel de guerre décrivent dans les mêmes termes les locaux dans lesquels ont eu lieu les exécutions. Ce qui ressort de la narration institutionnelle destinée à la hiérarchie berlinoise est donc ici en complète adéquation avec l'expérience du terrain éprouvée par le soldat témoin[43]. La fixité de son souvenir, pourtant restitué dix-huit ans après les faits, laisse supposer l'impact de cette visite de la prison sur cet homme pourtant « expérimenté », voire endurci : il a en effet déjà été confronté aux spectacles de la guerre et de la mort administrée par fusillade, car il a fait partie des *Einsatzgruppen* envoyées en Pologne et a notamment participé à des exécutions à Radom en 1939[44]. Or, les hommes de troupe envoyés en Russie y font le plus souvent leur première expérience de l'*Osteinsatz*. C'est dire si la découverte de charniers ou de corps mutilés, a pu constituer une expérience matricielle. Un exemple – la lettre d'un soldat de la 6e armée à ses parents – donne une idée du choc éprouvé :

> « Tarnopol, 6/7/1941. Chers parents !
>
> « Je reviens à l'instant de la veillée funèbre de camarades des chasseurs alpins et de la *Luftwaffe* faits prisonniers par les Russes. Je ne trouve pas de mots pour décrire une telle chose. Les camarades sont ligotés, oreilles, langues, nez et parties génitales ont été coupés : tel est l'état dans lequel nous les avons trouvés dans les caves du palais de

justice de Tarnopol, et nous avons par ailleurs trouvé 2 000 Ukrainiens et *Volksdeutsche* “traités [45] ” de la même manière. Telles sont la Russie et la juiverie, le paradis des travailleurs. […] La vengeance a été immédiatement mise en place. Hier, avec les SS [du Sk 4a (C.I.)], nous avons été cléments : nous avons fusillé immédiatement tous les Juifs que nous attrapions. C’est différent aujourd’hui, car nous avons encore trouvé 60 camarades mutilés. Les Juifs doivent maintenant sortir les cadavres de la cave, les faire reposer avec soin, et alors leurs exactions honteuses leur sont montrées. Là-dessus, après la visite des victimes, ils sont assommés à coups de bâton et de bêche. Jusqu’ici nous avons envoyé dans l’Au-delà à peu près 1 000 Juifs, mais c’est encore bien trop peu pour ce qu’ils ont fait […] [46] . »

Au-delà des données factuelles – largement exagérées – dont fait état ce soldat, c’est bien sa lecture des événements qui constitue le cœur du mécanisme de radicalisation. Le jeune soldat livre un récit du massacre enflé par la rumeur et l’intériorisation du système de croyances nazi. Cette URSS, que l’on avait dépeinte aux soldats comme immense et dangereuse, leur semblait effectivement être une terre de barbarie. Le spectacle de la violence fait office de vérification, et qui plus est, de nazification : si ce que trouvaient SS et soldats en arrivant sur la terre conquise correspondait bien aux descriptions apocalyptiques qu’on leur avait prodiguées avant l’invasion, la grille de lecture raciale, expliquant par avance pourquoi – selon les nazis – la Russie était un pays sauvage peuplé d’ethnies sous-humaines, trouvait à leurs yeux une validation sur le terrain. Le spectacle de la tuerie et son interprétation par une croyance nazie enracinée plus profondément que jamais généraient alors peurs, haine, angoisses susceptibles de sous-tendre un double mouvement de brutalisation des comportements.

D’une part, selon les dires du jeune homme, soldats et SS des commandos s’en prennent de plus en plus systématiquement aux Juifs adultes de sexe masculin. Cette évolution, on l’a vu, est observable dans les chiffres d’exécutions rapportés à Berlin par les commandos SS. Mais, plus déterminant, s’enclenchent les mécanismes psychiques qui génèrent un second processus de brutalisation, lequel ne peut émerger des rapports. Pour les soldats ou les SS de Tarnopol – comme pour Walter Mattner à Moghilev,

d’ailleurs –, la fusillade en salve, mode d’exécution généralement employé par les groupes, est ressentie comme une mesure « clémente » en regard de la « bestialité » déployée par les Russes. Elle est donc – ponctuellement – remplacée par l’abattage à coups de pelles et de pioches. Ce document témoigne, dès la mi-juillet, de l’accoutumance à des fusillades que quinze jours auparavant les individus percevaient encore comme éprouvantes[47]. Quant à l’usage des pelles et des pioches, ce nouveau mode d’exécution peut constituer une forme dégradée et anomique – mais sans doute consciente[48] – de la mise à mort des animaux de boucherie. D’autre part, cette pratique consistant à battre à mort est rare par sa dimension collective et massive : on ne l’observe que dans quelques localités d’Ukraine – à Tarnopol, donc, et de façon plus limitée à Lemberg et à Sokal[49] – et à Kaunas en Lituanie, dans le territoire échu au Sk 1b, puis, plus tard, à l’Ek 3[50]. Les localités citées coïncident avec celles dans lesquelles les exécutions opérées par le NKVD ont été interprétées comme une confirmation de la prétendue sauvagerie de l’ennemi. Non que les massacres du NKVD y soient obligatoirement les plus massifs[51], mais bien parce qu’il s’agit des localités dans lesquelles la pratique du NKVD a été analysée comme une preuve empirique de l’inhumanité de l’ennemi.

Dès lors, plus les représentations mobilisées par le spectacle de la mort et de la mutilation sont intenses, plus l’instrument servant à donner la mort rapproche le bourreau de sa victime. L’atteinte au corps induit ainsi une proximité grandissante, transformant une violence administrée à distance – celle des fusillades –, en une violence interpersonnelle inscrite sur le corps de la victime, administrée et reçue par des groupes d’individus, elle ne ressortit toutefois pas uniquement à la psyché des soldats ou des SS, mais bien à des angoisses et des haines ressenties sur un mode collectif.

Violence démonstrative, violence extirpatrice[52]

Au détour de cette étude de l’économie psychique des processus de brutalisation précipités au tout début du conflit, les gestes de violence mobilisés contre les victimes juives sont devenus miroirs des systèmes de représentation. En de tout autres temps, et dans des conditions

historiographiques radicalement différentes, Denis Crouzet a posé les fondements intellectuels de ce type d'approche :

> « Le postulat qui préside à l'analyse – car il en fallait bien un – a été que la gestuelle paroxystique qu'est la gestuelle de violence est l'extériorisation ou plutôt le précipité de la culture qui a mené ou imposé la violence, qu'elle est un système signifiant culturellement codé, à partir duquel il est possible de dégager les raisons de la violence et donc de la crise religieuse [53] . »

Faire de la violence un langage, tenter de mettre en lumière les ressorts conscients et inconscients à l'œuvre derrière les gestes employés par les groupes implique ainsi de s'attacher à décrire les gestes et les procédures déployés pour mettre à mort communautés juives, partisans et otages.

Les *Einsatzgruppen* et les formations stationnaires envoyées en Russie disposaient de textes réglementaires encadrant au moins partiellement les procédures de mise à mort. Le 8 juillet 1943, le BdS Ostland et chef de l'*Einsatzgruppe* A reçoit du RSHA un courrier lui transmettant le projet d'une circulaire du ministère des Territoires occupés concernant « l'exécution de la peine de mort dans les territoires occupés », projet sur trois feuillets au langage juridique précis[54]. La mise au point de la procédure d'exécution révèle une réflexion poussée sur la réception de la peine de mort parmi les populations autochtones, avec la volonté de préserver le mode d'exécution en usage dans les territoires concernés. En second lieu, le document dessine les contours d'une mise à mort fondée sur une légalité. Elle implique donc un jugement préalable, ce qui annule sa portée dans le cas d'exécutions sans jugement, qui constituent l'écrasante majorité.

Ne concernant donc qu'une infime partie des exécutions, cette circulaire peut pourtant être appréhendée comme le fondement d'une fiction normalisatrice, fiction qui, par la réglementation de la présence du médecin, de l'interprète (si le condamné n'est pas germanophone[55]), de la prise de connaissance par le condamné de la décision de son exécution[56], dessine un univers déréalisant les pratiques effectivement en cours. Ce tableau pourrait tout à fait faire figure de preuve de la duplicité des instances nazies, si deux

éléments fondamentaux n'émergeaient pas de ce texte trop transparent, trop artificiel.

Le premier concerne les modes d'exécution envisagés par la circulaire : la fusillade et la pendaison. Si le mode d'exécution tra ditionnel des territoires en question doit être préservé, les Allemands du Reich et les *Volksdeutsche* ne peuvent être exécutés que par fusillade. Second élément fondamental : l'exécutant doit être choisi soigneusement en fonction de la nationalité de la victime. Dans le cas d'Allemands, la question n'est pas envisagée plus avant : les Allemands ne pouvant être pendus, ils sont exécutés par des pelotons de policiers. Les « allogènes », eux, sont exécutés par des auxiliaires de police en cas de fusillade, et « par un autochtone compétent commandé comme bourreau » dans le cas d'une pendaison. La mort donnée à un Allemand ne peut ainsi l'être que par un Allemand. Si les apparences plaident pour qu'un autochtone ne puisse être exécuté que par des compatriotes, la raison semble ici différer. Ne s'agit-il pas plutôt, dans l'esprit du législateur nazi, d'éviter que l'exécution soit attribuée à l'occupant ? Ne cherche-t-il pas à donner l'impression, si ce n'est d'une affaire interne à la communauté des occupés, à tout le moins d'une participation notable de ceux-ci à la mise en place des sanctions ? Le document, en effet, n'exclut pas totalement l'exécution d'autochtones par des pelotons allemands, mais l'exécution d'Allemands par des autochtones est tout simplement inimaginable. Cette première prescription absolue est combinée avec une seconde impossibilité : celle, pour un Allemand en uniforme, d'effectuer une pendaison. Ce second interdit n'est pas formulé explicitement ; il n'est tout simplement pas envisagé. S'agit-il d'une interdiction sociale absolue, ou d'une simple impossibilité générée par la mécanique typologique ? Un second texte réglementaire permet d'apporter un élément de réponse, dans le même temps qu'il dessine une tout autre image de la mort donnée légalement. Ce texte[57], qui traite apparemment de toutes les exécutions, et pas seulement de celles intervenant après jugement régulier, est cette fois rédigé directement par les fonctionnaires berlinois du RSHA, car il concerne tout à la fois le Reich et les territoires occupés[58]. Il envisage tous les cas de figure d'une exécution par pendaison, supplice qui, dans les camps de concentration, peut être appliqué aussi à des détenus de nationalité allemande. L'interdit est alors formulé de façon explicite et

précise : la pendaison ne peut être opérée par un Allemand en uniforme : elle doit être prise en charge par un détenu. Un Allemand « libre », c'est-à-dire non détenu, ne peut donc être pendu ; un Allemand libre ne peut pendre. C'est donc le mode d'exécution en lui-même qui, pour le législateur, est porteur d'infamie. Les ressorts de cette souillure se laissent difficilement percevoir, et ce d'autant que l'on sait que la pendaison fut abondamment employée.

La fusillade est opérée par des formations militarisées, en peloton, sur commandement. Procédure extrêmement codifiée, elle est par ailleurs un mode de mise à mort collectif : le texte ne stipule-t-il pas que le nombre de tireurs est au minimum de six ? Il s'agit là, semble-t-il, d'une mise en scène de la puissance militaire et de sa dimension punitive. La prohibition de la pendaison est peut-être ainsi un interdit lié à la condition militaire et paramilitaire, laquelle impliquerait une mise à mort collective sur ordre. En outre, la fusillade et la pendaison s'opposent en ce que la pendaison, qui tue en provoquant une fracture des vertèbres cervicales, n'induit pas le franchissement de la barrière corporelle. Or le militaire n'exerce la violence qu'en franchissant cette barrière, quelle que soit l'arme avec laquelle il opère. On sait, depuis les travaux d'ethnologues proches de Françoise Héritier[59], le tabou pesant sur l'utilisation par les femmes d'instruments servant à verser le sang de l'ennemi[60]. Le guerrier, qui fait verser volontairement le sang de l'ennemi et le sien, s'oppose à la femme qui verse involontairement le sien pour donner la vie. Une structure anthropologique bipolaire est ici conditionnée par la mort avec effusion de sang. La mise à mort militaire n'exigerait-elle donc pas cette effusion de sang, à l'opposé d'une mort donnée et reçue dans l'infamie – largement innommée –, une mort ne pouvant concerner que des catégories socialement ou racialement inférieures ? Là serait le fondement de la hiérarchie nazie des peines, des bourreaux et des victimes, largement conditionnée par un interdit qui refléterait l'ordre social et racial que ces textes restituent de façon implicite.

Au sommet de cette hiérarchie des peines se situerait donc la mort par fusillade de citoyens allemands, *Reichs*- et *Volksdeutsche*, exécutés à travers une mise en scène militaire, par un peloton tirant sur ordre, après un jugement régulier, le condamné étant accompagné d'un médecin et

choisissant de se tenir de dos ou de face, d'avoir ou non les yeux bandés[61]. Un rang au-dessous, la fusillade des allogènes libres par leurs « congénères », cas dans lequel la mort peut être administrée par des paramilitaires allemands à des civils libres, mais de race inférieure, car l'effusion de sang est effective. Vient ensuite l'exécution par pendaison d'hommes libres, issus des populations occupées, par l'intermédiaire d'un bourreau – allogène libre, lui aussi. La puissance publique occupante prend alors en charge une exécution témoignant du respect allemand des « traditions » des peuples occupés, mais qui, dans les faits, fait fonction de miroir de leur infériorité[62]. Vient enfin le dernier cas : celui de l'exécution en camps de concentration, signe de la dimension sommaire de la condamnation qui, même si elle concerne un Allemand, peut alors être opérée par pendaison.

Si l'on envisage maintenant le cas de figure occupant la place la plus basse dans la hiérarchie symbolique mise en place par les législateurs – l'exécution par pendaison de détenus allogènes –, le rituel de mise à mort ne devrait plus voir les Allemands intervenir : un détenu, « récompensé » par des vivres ou des cigarettes, est chargé de déclencher le mécanisme de la trappe[63]. Il eût été dans l'ordre des possibles, pour le législateur, de prévoir la commandite d'un bourreau non allemand, mais il s'en abstint. La victime et l'exécuteur étaient donc, à ses yeux, deux inférieurs, en raison de leur condition de détenus – infériorité assez importante pour que le législateur accepte la mort par pendaison pour un Allemand, cas qu'il excluait hors de l'enceinte du camp – et en raison de leur allogénéité. N'est-ce pas cette « infamie » qui rend possible celle de l'exécution par pendaison, supplice où les protagonistes sont de même rang et voient s'afficher, l'un dans sa mort, l'autre dans la violence qu'il inflige à son semblable, la marque que leur impose la puissance punitrice ? Il n'en reste pas moins que l'exécution des détenus politiques comme de droit commun par fusillade, dans le Reich comme dans les territoires occupés, n'a plus de ressort (para)militaire, et reste pourtant opérée par des unités de police. Ce n'est donc pas la dimension militaire en elle-même qui conditionne l'interdit. Elle influe certes sur lui, comme en témoigne la codification très poussée à laquelle l'exécution devait être soumise même à l'intérieur du camp, mais elle ne le détermine pas. Il faut alors penser que c'est la

dimension anthropologique liée au fait de verser le sang du condamné qui détermine l'interdit, implicitement formulé par le législateur, de toute pendaison pour les (para)militaires.

Cette construction hiérarchique symbolique, pour complexe qu'elle puisse paraître, reste cependant anecdotique : d'une part, les textes la mettant en place n'embrassent qu'une infime partie des cas – exécutions régulières après jugements, procès sommaires et procès en camps – dans lesquels les unités de la SIPO et du SD ont donné la mort. D'autre part, les interdits que ces textes dessinent sont très largement transgressés : les SS ont pendu nombre de leurs compatriotes, voire nombre d'allogènes dans les territoires occupés. Ces textes, enfin, interviennent entre le début et l'été de 1943, dates de très loin postérieures à l'inauguration des pratiques de tuerie à l'Est. Au moment même où paraît le second texte, près de 80 % des victimes du génocide ont déjà été exécutées[64]. Ces textes sont donc des documents d'après-coup, visant à aménager la transgression induite par la pratique de terrain et à rétablir une norme fictive.

Dans tous les cas, en induisant une hiérarchie entre les modes d'exécution, les victimes et les circonstances de mise à mort, ils soulignent l'hétérogénéité des pratiques meurtrières. « Exécuter une condamnation à mort » et « soumettre au traitement spécial » – les deux expressions recouvrent une pratique de mise à mort – sont deux choses très différentes, et c'est ce que tentent de définir ces textes, tout en ignorant la majeure partie de ces « traitements spéciaux ». Toutefois, dans les rapports des groupes, les mots « traitement spécial », « liquidation », « exécution » ne semblent pas désigner, pour les acteurs, des pratiques clairement différenciées[65].

Deux principaux types d'exécution peuvent néanmoins être différenciés en fonction du degré de publicité voulu par la puissance exécutante. En effet, si les groupes de tuerie tentent la plupart du temps d'éviter toute assistance inopportune aux massacres[66], il est certaines exécutions qui ne présentent aucun caractère de confidentialité. Tout se passe comme si une partie de la violence exercée par les groupes était volontairement montrée[67]. Le Sk 4a, responsable du pogrom de Tarnopol et, plus tard, du massacre de Babi-Yar, fit à Tchernykov la capture de deux hommes, qui, par leur statut

et leur ethnie, revêtaient pour les nazis une valeur de vérification syllogique de la rhétorique de guerre : Kiepert et Kogan étaient en effet tous deux des Russes juifs, et des fonctionnaires de la machine judiciaire stalinienne[68]. Arrêtés et sans doute torturés, les deux hommes avouèrent de nombreux « crimes », et leur exécution fut décidée. Elle eut lieu à Jitomir, et fut savamment orchestrée par les hommes de l'Ordre noir. Ils eurent recours à la *Propaganda-Staffel* de la 6e armée, laquelle mobilisa ses rotatives pour imprimer des tracts annonçant et circonstanciant la pendaison publique des deux hommes, ainsi que des camions à haut-parleurs annonçant la nouvelle dans toute la ville. Un rapport du groupe qui mit en scène l'exécution permet d'avoir un aperçu de ce qui fut annoncé[69].

> « Kiepert, amené à avouer, décrivit ses atrocités avec un cynisme juif. Dès l'âge de 18 ans, il avait agi en 1905 comme agitateur sioniste dans des bandes illégales contre l'ordre alors en place […]. Rien que dans la région de Tchernykov, de 1905 à 1917, il commit 25 meurtres ; de 1917 à 1919, 500 autres ; et de 1919 à 1925, 800 tous dirigés contre des Ukrainiens et des *Volksdeutsche* , à l'occasion de quoi il exprima sa haine contre tout ce qui n'était pas juif par des méthodes de meurtre toujours renouvelées. Il préférait particulièrement tuer par armes à feu, armes blanches et en assommant, en empoisonnant ou en noyant. Lorsqu'il ne pouvait pas atteindre ses victimes désignées, il s'en prenait de la manière la plus brutale à leur famille. C'est ainsi qu'à Tchernykov, une petite fille – maintenant adulte – eut, alors qu'elle était littéralement au sein de sa mère, le pied droit brisé par un coup de crosse, et ce parce que [*Kiepert était pris de* (C.I.)] rage, son père, un officier tsariste, étant introuvable. En 1933, l'année de la Grande Famine en Ukraine, Kiepert se distingua de nouveau. […]
>
> « Au total, ce sont au minimum 1350 meurtres, commis en tant que terroriste dans la Russie tsariste, comme agent de la GPU ou comme membre d'une Troïka (cour de justice), qu'il faut mettre à son compte.
>
> « L'un de ses collaborateurs n'eut pas le même succès, mais tua malgré tout, en quatre mois, en tout 120 Ukrainiens et *Volksdeutsche* en 1934.
>
> « Kiepert lui-même et son aide-bourreau ont été pendus publiquement sur la place du marché à Jitomir le 7/8/1941 [70] . »

Le moment venu, les deux hommes furent juchés sur un camion placé sous une potence, et on leur passa la corde au cou devant une foule de spectateurs ukrainiens et de soldats de la Wehrmacht[71]. Les témoignages insistent d'ailleurs sur la tenue de fête des Ukrainiens, et notamment des femmes accompagnées de leurs enfants, ainsi que sur les appareils photo d'hommes de la Wehrmacht multipliant les plaisanteries[72], demandant au conducteur du camion sur lequel se trouvaient les deux hommes d'avancer moins vite, pour qu'ils puissent saisir les deux suppliciés à l'instant de la chute de leurs corps. Spectacle reçu par les Ukrainiens comme une sorte de rituel festif de « sortie du communisme », et présenté comme tel par les haut-parleurs des camions de la *Propaganda-Staffel*, la pendaison publique des deux hommes, qui fut le préalable légitimateur de l'exécution de 402 Juifs, incarnait ainsi une violence libératrice, voulue comme telle par les Allemands et – sans doute beaucoup plus fugitivement – reçue comme telle par les Ukrainiens[73]. Le rapport de l'*Einsatzgruppe* C, quoi qu'il en soit, témoigne que « la lecture de la condamnation fut interrompue par des cris d'approbation et des applaudissements » et que « la population locale a accueilli cette punition pour des décennies de cruauté juive avec une satisfaction particulière »[74].

Ce n'est là que l'une des dimensions du discours émanant de cette pendaison publique. Le macabre spectacle ne fut-il pas conçu aussi comme un discours à l'adresse des soldats allemands présents en nombre ? On leur donne à voir une incarnation de l'ennemi confirmant les représentations distillées durant la préparation de la campagne ; les deux hommes sont ainsi les victimes d'une violence pédagogique, démonstrative[75]. Cette violence montrée représente-t-elle une fraction importante de la pratique des *Einsatzgruppen* ? Sans pouvoir estimer son étendue, il convient de noter que des exécutions publiques furent effectuées par les groupes en Pologne au cours de la campagne de 1939[76]. Ainsi vingt otages furent-ils fusillés dans la rue à Bromberg après qu'un soldat allemand eut été blessé. Des photos de l'événement montrent que les condamnés ont été fusillés sur une place publique, devant des bâtiments monumentaux, en deux groupes de dix. On dispose par ailleurs d'une série de photographies prises à Kattowice au moment d'une autre exécution publique, sur lesquelles on voit l'une des victimes marcher au milieu d'une foule nombreuse, les bras levés, le visage

tuméfié – l'homme a visiblement été frappé avant d'être conduit sur le lieu de l'exécution. Il aurait été identifié comme étant l'un des médecins de la ville[77]. Si quelques indices semblent ainsi suggérer que cette pratique ne resta pas complètement isolée, on ne saurait tenir ces clichés pour des preuves de sa diffusion. Outre qu'il n'a pas été possible d'en consulter les tirages originaux, et qu'il subsiste donc des doutes quant à leur identification et leur contextualisation, ils ne constituent en aucune manière la preuve d'une publicité générale des fusillades. Le caractère public de l'exécution de Bromberg a été souligné par Czeslaw Madajczyk[78], qui, tout en citant d'autres exemples[79], ne relève cependant aucune volonté systématique de mise en représentation de ce type de violence. Intervenant à la fin des hostilités, dans le contexte de la mise en place d'une occupation conçue comme définitive, les exécutions publiques renvoient à une évidente volonté d'intimidation et de mise en représentation du pouvoir qui alors s'installait. Pourtant, les commissions spéciales mises en place au mois de septembre 1939 par Roland Freisler prononcèrent pour les mêmes motifs des condamnations à mort nombreuses, mais elles ne furent que très rarement exécutées en public[80]. C'est dire si cette pratique resta minoritaire.

L'un des membres du KdS Minsk se rappelle avoir participé à une exécution publique, au cours de laquelle furent mises à mort deux femmes convaincues d'avoir tué, dépecé et vendu en morceaux deux enfants sur le marché de la ville[81]. Les motifs de l'exécution furent, là encore, lus soigneusement au public avant la pendaison des deux femmes. S'il est impossible de tenter de systématiser à partir d'un témoignage unique la sémiologie de cette pendaison, il semble bien que les hommes du KdS aient conçu cette exécution comme un moyen de mettre en scène l'inhumanité des populations russes et la régulation de celle-ci par une puissance allemande sanctionnant leur anthropophagie. D'autres exemples permettent d'apporter une confirmation partielle de cette utilisation de la pendaison publique : les hommes du KdS Minsk mentionnent le cas de trois personnes convaincues d'avoir répandu le bacille du typhus dans l'hôpital[82]. Les soldats confirment la cruauté supposée de l'ennemi, mais aussi sa perception en des termes ravalant ce dernier au plus bas de l'échelle du vivant, l'assimilant au bacille. La pendaison était ainsi conçue comme une

peine explicitement exemplaire et infamante. Même si ce supplice eut d'autres usages, celui-ci met bien en lumière la dimension démonstratrice de la violence des groupes. Que le message soit d'ordre politique, avec la mise en scène de l'autorité allemande, ou plus dogmatique, quand il s'agissait d'illustrer la sauvagerie russe et de la punir, il concernait à la fois l'exécuteur, la victime et la société occupée[83].

La majeure partie des 500 000 exécutions opérées par les groupes ressortissait à d'autres logiques que ces supplices ponctuels. Toujours effectuées par armes à feu, ces exécutions ont en général lieu en périphérie des villes, et concernent des groupes de victimes plus massifs que les exécutions publiques. À partir d'août 1941, et plus encore en septembre-octobre, les quatre groupes prennent en charge la liquidation par fusillade des ghettos formés au cours de l'été. Le nombre des victimes, qui jusqu'alors se comptaient déjà quotidiennement par centaines, s'élève alors à plusieurs milliers, voire à des dizaines de milliers. Les exemples les plus saisissants sont les deux grandes exécutions menées d'une part par le *Sonderkommando* 4a à Kiev (Babi-Yar) – 33 371 personnes furent exécutées en deux jours (29 et 30 septembre) – et le massacre des Juifs d'Ukraine carpatique par l'état-major du HSSPF pour le sud de la Russie, l'*Einsatzkommando* 5 et le bataillon de police 320 à Kamenets-Podolsk, massacre au cours duquel 23 600 personnes furent exécutées en trois jours (28-31 août)[84]. En Biélorussie, le signal de la destruction totale par fusillade des communautés juives fut donné par le massacre des 2 273 Juifs du ghetto de Moghilev, tandis que dans l'espace pris en charge par l'*Einsatzgruppe* D la mise à mort des 11 000 Juifs de Nikolajew, le 14 septembre 1941, marqua le passage à l'extermination totale des communautés. Le gigantisme de ces « actions » frappa exécuteurs et témoins.

Il faut tenter de prendre la mesure des mutations induites par le changement d'échelle du massacre en comparant les modes opératoires développés tout au long de la campagne d'extermi nation des groupes. En étudiant l'exécution opérée par les policiers du 101e bataillon de police, Christopher Browning a fourni dans *Des Hommes ordinaires* une référence obligée quand il s'agit d'étudier le rapport à la violence des hommes impliqués dans les fusillades. Il s'est cependant servi d'un cas très

particulier : celui d'une première fusillade. Les hommes du 101e bataillon n'ont en effet aucune idée de leur mission lorsqu'ils arrivent à Josefow le matin de l'action. Ils n'ont reçu aucune instruction quant aux modalités pratiques d'organisation des fusillades. Les officiers n'ont pas préparé ce premier massacre : les tireurs doivent aller chercher eux-mêmes leurs victimes, les amènent isolément dans le bois, les abattent après un face à face qui dure tout le long du trajet ; l'unité laisse les corps à l'air libre après le massacre, les officiers sont absents du lieu d'exécution[85]. Cet ensemble de facteurs explique tout à la fois la très grande lenteur des « novices » et leurs réactions : tireurs soumis à un baptême génocidaire particulièrement peu organisé, ils sont confrontés de plein fouet avec ce que Walter Stahlecker, le premier chef de l'*Einsatzgruppe* A, appelait les « tensions spirituelles » (*seelische Anstrengungen*)[86].

On retrouve la trace de cette inexpérience dans le récit d'une fusillade opérée par le Sk 7a à Vitebsk à la mi-juillet 1941, décrite en ces termes par un ancien membre du commando :

> « Comme je l'ai dit dans le procès-verbal, il régnait à l'endroit de l'exécution un désordre effrayant. On tirait partout alentour dans le plus grand désordre. Ainsi, l'exécution ne se déroula pas en ordre militaire. Cela tient peut-être au fait que le Dr Blume s'était placé à l'arrière-plan [87] . Durant cette exécution, aucun partage des tâches ne fut effectué, de manière que certains membres du commando puissent organiser une allée [de gardes], tandis que d'autres auraient conduit les Juifs de la place [où étaient gardées les victimes] aux fosses d'exécutions, et que d'autres encore auraient opéré les fusillades elles-mêmes. Comme je l'ai déjà décrit, tout se passait plutôt de telle sorte que les Juifs devaient s'allonger face contre terre à une vingtaine de mètres de la fosse. Des tireurs isolés venaient alors les chercher, les menaient au bord de la fosse et les tuaient d'un coup de revolver dans la nuque. À cette occasion, le désordre s'est petit à petit intensifié par le fait que de plus en plus de victimes se sont défendues, ont crié et se lamentaient. Cela ne se passait pas comme dans ces exécutions plus tardives que m'a racontées le juge d'instruction, dans lesquelles, comme on me l'a dit, les victimes étaient amenées aux tireurs se tenant près des fosses, lesquels tiraient au minimum jusqu'à ce que le

magasin de leur pistolet soit vide. Il régnait là un tel tohu-bohu que certains pouvaient éviter de tirer. À mon avis, il est tout à fait possible que certains membres du commando aient tiré quinze à vingt fois et que d'autres n'aient pas tiré du tout. […]

« L'exécution à Vitebsk fut particulièrement pénible pour tous les participants par son déroulement. Les victimes ne furent pas les seules à en souffrir : les membres du commando se trouvaient dans un état de nervosité exacerbée. C'est ainsi qu'il advint de façon répétée des bousculades inattendues entre des membres du commando qui descendaient et ceux qui avançaient vers la fosse avec une victime. Les individus réagissaient avec une sensibilité exacerbée, et partout on entendait des cris. Le fait qu'aucune instruction précise n'ait été donnée quant à la façon dont devaient être opérées les exécutions était en partie responsable de ce grand désordre. Les membres du commando se trouvèrent ainsi brusquement soumis à un face à face [*gegenübergestellt*] avec les victimes, savaient que ces dernières devaient être tuées devant les fossés de défense, et qu'ils devaient le faire avec leur pistolet. On ne leur avait rien dit d'autre que de tirer dans la nuque. Il n'y a par contre pas eu d'instructions [précisant] comment cela pouvait être fait le plus rapidement et le plus sûrement possible […] [88] . »

Claus Hueser dépeint une exécution qui, selon lui, s'est « mal passée ». Il commence par souligner le fait que les hommes n'avaient pas été répartis en équipes aux tâches bien définies, absence déjà observée dans la tuerie opérée par le 101e bataillon de police à Josefow. Une fois passée la surprise de cette première fusillade, les officiers du 101e bataillon mirent en effet eux aussi en place un système, tout comme le Sk 7a et les autres commandos. Deuxième point commun : le tir individuel. Les tireurs doivent côtoyer leurs victimes durant le trajet entre le lieu où elles attendent leur exécution et la fosse, puis les abattre individuellement. La dimension interpersonnelle de la violence est donc intensément ressentie dans les deux cas. Elle l'est d'autant plus que les tireurs y sont durablement confrontés : il n'y a en effet aucun système de remplacement des hommes, pas de rythme imprimé par une hiérarchie d'ailleurs singulièrement absente[89]. À Vitebsk comme à Josefow, certains hommes peuvent de ce fait n'avoir jamais tiré,

tandis que d'autres ont pu exécuter des dizaines de victimes. À Josefow, l'absence de fosses d'exécution et d'enfouissement est un indice supplémentaire d'inexpérience. Les victimes juives sont ici exécutées à même le sol, et le bataillon néglige totalement l'enterrement des dépouilles. Pour novice que fût apparemment le *Sonderkommando*, il avait prévu des fosses dans lesquelles les corps des fusillés basculaient sous l'impact des projectiles. Les options mises en place par les organisateurs de terrain que sont les officiers des unités chargées des fusillades renseignent ainsi sur leur degré d'expérience de la tuerie.

Claus Hueser, interrogé en tant qu'accusé, ne livrait pas là sa première description d'une fusillade devant un magistrat enquêteur[90]. Interrogé en tant que témoin quelques mois auparavant, il avait narré une exécution plus tardive – dans son esprit plus « confortable », voire peut-être plus avouable –, intervenue elle aussi à Vitebsk. Le ton employé par le tueur y était sensiblement différent :

> « *Q* [*uestion*] : Quelles étaient les missions du *Sonderkommando* 7a ?
>
> « *R* [*éponse*] : […] Le Sk 7a a dans tous les cas lui aussi opéré des exécutions. Je suis d'avis que les premières exécutions le furent à Vitebsk. La Wehrmacht et nous avons posé des affiches disant que les Juifs et les communistes devaient se rendre avec des balais ou des pelles à un certain lieu et une certaine heure.
>
> « De telles personnes se sont signalées, et ont été affectées à des travaux de rangement et de déblayage. Les autres, je ne sais combien en tout, ont été fusillées à l'extérieur de la ville par le Sk 7a, et ce dans des fossés de défense déjà creusés. Le commando d'exécution était composé de 6-7 hommes. Bien qu'il existât un ordre stipulant que tous les membres du commando devaient participer au moins une fois à une exécution, on cherchait des volontaires pour en faire partie.
>
> « J'ai moi-même participé une fois seulement à une exécution, au cours de laquelle quelque 100 personnes furent fusillées. C'était à Vitebsk. Les personnes à fusiller durent s'allonger sur le sol. On avait installé tout autour des mitrailleuses, et les personnes, Juifs et communistes, étaient surveillées. Il y avait des hommes et des femmes. Il n'y avait pas d'enfants. Le commando de surveillance conduisit

ensuite à chaque fois 8 personnes à la fosse. Les personnes devaient ensuite se placer au bord de la fosse, avec le visage face à la fosse. Nous nous tenions derrière ces personnes, et, sur ordre, chacun d'entre nous tira sur l'une des victimes. Après le tir, les victimes tombaient dans la fosse et nous, les tireurs, devions immédiatement nous tourner et faire dix pas en arrière. C'est le Dr Blume qui l'avait ordonné. Il voulait ainsi nous préserver de la vision des victimes mortes [91] . »

Les deux fusillades, qui ne peuvent avoir pourtant plus de douze jours d'écart[92], sont organisées de façon très différente. La seconde met en place un partage des tâches entre deux équipes de tueurs, l'une étant chargée de la surveillance et de l'acheminement des victimes, la seconde de fusiller. L'exécution proprement dite est effectuée collectivement, par tir de peloton en salve, sur ordre. Les tâches sont automatisées de manière qu'elles se déroulent plus rapidement et que les tireurs soient le moins possible confrontés à la vision de la fosse. Au commandement d'un officier, ils doivent en effet reculer de dix pas après chaque salve, vérifier les armes et les recharger pendant qu'un autre groupe de victimes est acheminé au bord de la fosse. La procédure de mise à mort fait ici l'objet d'une élaboration soigneuse qui tire sans doute parti des expériences antérieures ; s'instaure ainsi un ensemble de pratiques semblant former comme une expérience du génocide qui serait tout à la fois de l'ordre du savoir-faire et de la structuration organisationnelle développés par les tueurs eux-mêmes[93].

Deux types de savoirs empiriques, c'est-à-dire nés de l'expérience génocidaire, peuvent être différenciés. Les plus visibles sont d'ordre logistique. La mise en place de procédures de mise à mort sous-tendues par une logique productiviste passe par la répartition des tâches[94]. Dans le cas de grandes opérations comme celles de Babi-Yar ou de Kamenets-Podolsk, les appareils logistiques mobilisent des régiments entiers pour rassembler les victimes, les encadrer durant la marche ou la montée dans les camions qui les conduiront aux lieux d'exécution, former un cordon de garde et les acheminer vers les fosses. Ces hommes sont aussi chargés de rassembler les effets personnels, bagages et objets de valeur, que les victimes devaient abandonner avant d'être conduites aux lieux d'exécution. À Kiev, notamment, la garde des quelque 33 000 Juifs destinés à être exécutés dans

le ravin de Babi-Yar fut prise en charge par trois bataillons de police[95], alors que la Wehrmacht fournissait une centaine de camions pour l'acheminement des victimes et le transport des dizaines de milliers de bagages et d'objets de valeur confisqués avant la mise à mort[96]. Elle avait d'autre part fourni le matériel (haut-parleurs, affiches, etc.) nécessaire à l'annonce de l'« expulsion » des Juifs, et mis à la disposition du Sk 4a un régiment de pionniers qui, pour les ensevelir, fit s'effondrer par explosion les bords du ravin dans lequel ils avaient été fusillés[97]. Sans que les systèmes logistiques atteignent fréquemment la même ampleur, cette division du travail se généralisa dans la pratique des *Einsatzgruppen* dès les dernières semaines de juillet 1941[98].

À travers l'exemple de Babi-Yar apparaît une deuxième dimension de ce savoir logistique : il s'agit de tout ce qui concerne la préparation de l'exécution, à savoir le creusement des fosses et l'enfouissement des corps des victimes. À Babi-Yar, la présence d'un ravin naturel a déterminé le choix du site d'exécution, qui épargnait les tâches de creusement des fosses, qui auraient dû être de très grande dimension, et d'ensevelissement. Cette dernière opération déterminait aussi le choix d'exécuter les victimes devant ou dans les fosses. Le terrassement n'était d'ailleurs jamais confié aux SS, mais le plus souvent à des civils russes ou, parfois, aux victimes elles-mêmes avant leur exécution. L'enseve lissement était lui aussi toujours effectué par des requis russes. Outre la pénibilité physique de la tâche et l'impératif de rapidité, un troisième facteur, sans doute déterminant, expliquait que ce travail fût confié à des civils de « race inférieure » : les tireurs et les gardes éprouvaient une très grande répulsion à la perspective de manipuler les cadavres. C'est ce que tendent à prouver les témoignages des hommes du KdS Minsk ayant participé à l'emploi de camions dans des gazages homicides. Ces hommes, visiblement accoutumés au fait de tuer hommes, femmes et enfants, déclarent que la vision ou la manipulation des cadavres, le fait notamment de devoir les sortir du camion pour les jeter dans des fosses creusées à l'avance, étaient « à la limite du supportable »[99]. Apparaît ainsi une autre expérience empirique, celle de la limite de ce que les hommes des *Einsatzgruppen*, pour accoutumés qu'ils fussent aux meurtres de masse, renâclaient à franchir. Ce qui se jouait là, qui était de l'ordre de la répulsion et, peut-être, du sentiment de souillure, semble

constituer une constante dans les comportements des groupes. Un double intérêt poussait ainsi leurs officiers à accélérer le rythme des exécutions et à gagner en efficacité meurtrière, tout en économisant leurs hommes. N'est-ce pas d'ailleurs le cas pour une grande partie de ces mesures logistiques ? Si toutes peuvent avoir une signification fonctionnelle en répondant à des critères de rapidité et d'efficacité, le fait de séparer les tâches d'acheminement et d'exécution renvoie à une volonté de limiter le face à face avec les victimes, comme le montrent, en négatif, les descriptions d'exécution de Josefow et de Vitebsk, particulièrement traumatisantes pour les exécutants. Dans la mise en place de la dimension logistique de la violence extirpatrice, les impératifs de rapidité et d'exhaustivité voisinent avec un souci d'économie psychique.

La troisième dimension des savoirs empiriques développés par les tueurs, soit par le biais de la hiérarchie, soit, plus directement encore, au sein de la troupe elle-même, concerne les gestes de la mise à mort. Les instructions hiérarchiques précisant la manière de mettre à mort n'ont jamais été transmises par écrit, d'où la très grande imprécision de nos connaissances à ce sujet. Michael Wildt pouvait ainsi légitimement s'interroger sur les exercices de tir effectués par les hommes incorporés dans les groupes à Pretszch et Düben : ont-ils alors appris à mettre à mort en peloton, au pistolet, ont-ils appris à tuer par balle dans la nuque au moment où ils s'apprêtaient à entrer en URSS dans le sillage des armées de Barbarossa[100] ? À bien lire les témoignages des hommes incorporés dans les groupes, il semble que l'on puisse raisonnablement répondre par la négative à cette question. Le témoignage de Claus Hueser concernant la première exécution de Vitebsk constitue à cet égard un indice éclairant. Hueser note, dans son inventaire des carences organisationnelles ayant contribué au mauvais déroulement de l'exécution, que « les membres […] savaient que les victimes devaient être tuées devant les fossés de défense, et qu'ils devaient le faire avec leur pistolet. On ne leur avait rien dit d'autre que de tirer dans la nuque. Il n'y a, par contre, pas eu d'instruction [précisant] comment cela pouvait être fait le plus rapidement et le plus sûrement possible[101] ». Un témoignage aussi précis trahit les ordres transmis aux troupes par la hiérarchie, mais aussi le fait qu'avant cette transmission aucune instruction précise ne leur avait été fournie. Les rares

dépositions abordant cette question semblent corroborer cet état de fait. On pourrait ainsi supposer un vide hiérarchique dans le domaine des techniques gestuelles de mise à mort : évident à Josefow comme à Vitebsk, il semble constituer un indice de noviciat de la part des officiers encadrant la troupe, et, si l'on en croit toujours la description de Hueser, l'ignorance de celle-ci quant à la manière de tuer fut une carence rapidement comblée. Quinze jours plus tard, les tireurs du Sk 7a tuent plus rapidement, plus sûrement, en peloton, sur ordre. Cette mutation des gestes meurtriers est sans doute à mettre au compte de la hiérarchie. Les instructions quant à la manière la plus rapide et la plus simple de mettre à mort ont en effet été divulguées par les officiers encadrant les groupes. Certains témoignages stipulent aussi que les médecins de ces groupes ont pu jouer un rôle. Voici, par exemple, comment est décrite la première diffusion d'instructions auprès des tireurs du 101e bataillon :

> « Du Dr Schoenfelder je me souviens très bien. […] Comme je l'ai dit, nous formions un demi-cercle autour du Dr Schoenfelder et des autres officiers. [Il] a dessiné par terre, pour qu'on puisse tous voir, les contours d'un buste humain, et il a montré sur le cou l'endroit où il faut tirer [102] . »

Un second témoignage précise :

> « On nous a montré comment la fusillade devait avoir lieu. La question était de savoir s'il fallait ou non avoir la baïonnette montée au canon […]. La baïonnette éviterait les erreurs de tir, et les hommes n'auraient pas à approcher de trop près les victimes [103] . »

En ce qui concerne les groupes de la SIPO et du SD, les témoignages concernant la diffusion hiérarchique et médicale des instructions sur la manière de tirer sont rares. Ce que l'on sait, c'est que les médecins des *Einsatzgruppen* participèrent aux recherches sur les gazages, considérés comme une alternative aux fusillades opérées par les groupes. Le cas du médecin de l'*Einsatzgruppe* B, Hans Battista, qui participa aux expériences de gazage et de dynamitage de malades mentaux organisées à Minsk par le *Kriminaltechnische Institut* de la KRIPO sous l'impulsion d'Arthur Nebe (le chef de l'*Einsatzgruppe* B) est un exemple probant de la participation

des médecins des groupes à la mise au point des pratiques de mise à mort[104].

Si le déroulement de l'opération est la plupart du temps contrôlé par la hiérarchie, les gestes du meurtre s'inscrivent aussi dans une logique de ouï-dire et de voir-faire, qu'on rencontre parfois au détour de quelques témoignages. Dans les premiers jours de l'*Osteinsatz*, les troupes comme les cadres des groupes sont souvent confrontés pour la première fois à des exécutions en masse, dans un contexte marqué par une précipitation des événements et un impératif de vitesse qui semblent prendre partiellement de court les hiérarchies. Le cas du Sk 1b, dirigé par Erich Ehrlin ger, est ici intéressant. La première expérience d'*Osteinsatz* éprouvée par les hommes du commando est sans doute constituée par l'entrée le 30 juin dans la ville de Kaunas, dans laquelle le commando reste plusieurs jours. Kaunas est alors le théâtre de pogroms d'une violence intense, qui voit les nationalistes se jeter sur les quartiers juifs, battre à mort plusieurs centaines d'hommes et mettre en place des milices. Le rôle du commando consiste à reprendre le contrôle de la ville, ce qu'il accomplit en désarmant les milices, à l'exception d'un détachement affecté sous contrôle allemand au fort VII, une ancienne forteresse du *limes* tsariste, transformée en camp d'internement des « éléments suspects » et en centre d'exécution des Juifs[105].

Ehrlinger n'est pas un novice dans la pratique sécuritaire des groupes d'intervention. Cet intellectuel SS, ancien adjoint de Franz Six, a en effet participé aux unités mobiles opérant en Autriche, dans les Sudètes, en Tchécoslovaquie et en Pologne, où il fait office de chef du SD pour le district de Varsovie. Il fait partie des cadres les plus expérimentés. Pourtant, il n'est pas sans montrer une certaine nervosité à la perspective d'organiser les premières fusillades du groupe. Un témoignage, racontant le déroulement de la première exécution menée par des hommes du commando, le décrit comme « poussant extrêmement » (*äußerst betriebig sein*) les hommes du commando. Donnant des signes indubitables de précipitation, il les incite à accomplir les exécutions au plus vite[106]. Les SS ne semblaient guère au fait de ce type de mission. Dix-huit années après les événements, l'un des tireurs du *Sonderkommando* tentait de justifier sa non-participation à ces premières exécutions au moyen d'un argument pour le

moins inhabituel dans la gamme – à vrai dire assez uniforme[107] – des alibis avancés par les tireurs. Il stipulait en effet qu'il n'avait pas eu besoin d'y participer parce qu'il se trouvait assez d'anciens des groupes de Pologne dans le *Sonderkommando* pour accomplir cette tâche[108]. Au moment où le commando mettait en place ses premières fusillades, l'expérience des pratiques de mise à mort acquise en Pologne se transmettait ainsi par l'intermédiaire de ces hommes qui prirent en charge les exécutions opérées dans la ville. Ces hommes ont ainsi en partie pallié l'inexpérience des autres membres des groupes, qu'ils initièrent par ailleurs aux techniques de mise à mort. Car il semble bien que, sur les lieux mêmes des exécutions, entre deux coups de feu, les tireurs aient pu discuter des moyens les plus rapides et les plus efficaces de tuer leurs victimes. L'un des tireurs du Sk 7a témoigne en effet de discussions entre tireurs sur l'endroit précis de la nuque où devait être tiré le projectile, de façon à provoquer une mort instantanée[109]. Le savoir-faire, en l'occurrence, n'était pas uniquement d'ordre anatomique : il s'agissait aussi – et Christopher Browning comme après lui Daniel Goldhagen l'ont bien montré[110] – d'éviter de provoquer des délabrements trop importants et la dispersion de matières cérébrales et osseuses maculant les uniformes des tireurs[111]. Le tir en peloton, effectué la plupart du temps à une distance de trois à dix mètres, évitait cet inconvénient. Dans ce cas de figure, les conversations, à croire les quelques témoignages à notre disposition, consistaient par ailleurs à désigner et répartir des victimes ou des cibles entre les tireurs : le Sk 7a, qui inaugura sous l'impulsion de Walter Blume une procédure à deux tireurs par victime, impliquait que l'un des tireurs visât la tête de la victime tandis que l'autre prenait pour cible sa poitrine. Cela supposait une entente préalable au sein des binômes[112]. Le même type d'entente intervenait dans le cas de l'exécution de femmes accompagnées d'enfants trop jeunes pour marcher.

Reste que ce type de dialogues ne consistait plus en l'échange d'informations constituant un savoir-faire du génocide. Le fait, pourtant, que les cadres, chefs de commando, chefs de troupe ou sous-officiers de peloton, voire les tueurs eux-mêmes, aient opéré les choix observés (dédoublement ou non des tireurs, tir simultané sur les femmes accompagnées d'enfants ou tir successif sur l'une puis l'autre des victimes) renvoie bien à la constitution et à la diffusion progressives de procédures de

mise à mort. Celles-ci, loin d'être spontanées, font figure de constructions très spécifiques, qui constituent l'essence de la violence extirpatrice. Elles semblent en tout cas satisfaire à deux des impératifs de l'imaginaire aseptique à l'œuvre derrière le discours hiérarchique : l'impératif de productivité – il faut tuer beaucoup et vite – et l'impératif d'exhaustivité – il ne faut laisser aucun survivant. Ces pratiques s'agencent comme des compromis entre ces impératifs parfois contradictoires. Si, aux yeux des cadres des groupes, l'impératif de productivité avait primé tout autre critère dans la mise en place des pratiques d'extermination, ils auraient massivement opté pour une fusillade opérée par armes automatiques de gros calibre, à cadence de tir bien plus élevée qu'un peloton d'exécution et, *a fortiori*, que des tireurs non synchronisés tuant par balle dans la nuque. La méthode eût sans doute été beaucoup plus efficace mais, à en croire certains témoignages, elle présentait aux yeux de ces cadres l'inconvénient rhédibitoire de ne pas garantir l'exhaustivité de la mise à mort. À Rowno, l'Ek 5 tenta en effet de mener une exécution à la mitrailleuse, puis opta pour le retour au « tir visé » (*gezielte Schuß*) en raison du trop grand nombre de survivants et de blessés que les tireurs devaient ensuite achever dans la fosse d'exécution[113]. On peut voir là un signe de leur endurcissement, effectif au point que le phénomène ne soit plus vécu comme traumatogène, comme c'était le cas pour les tireurs du 101e bataillon.

Ainsi, la dimension organisationnelle du génocide s'est rapidement imposée dans tous les commandos, après une phase – d'une dizaine de jours tout au plus – marquée par l'inexpérience et l'improvisation, par l'inefficacité et le désarroi de l'encadrement. Une série de choix gestuels se dessinèrent, qui devinrent rapidement les cadres invariants du massacre. Les fusillades furent pratiquement toujours effectuées sur des victimes tournant le dos aux tireurs, debout ou agenouillées au bord des fosses, ou allongées dans celles-ci en rangs superposés[114]. La mise au point de ces procédures par la voie hiérarchique et l'expérience de terrain des tireurs forma un savoir-faire meurtrier dont les grands invariants constituèrent l'essence de la violence extirpatrice nazie.

Une violence transgressive

L'enquête ne s'est intéressée jusqu'ici qu'aux cadres gestuels collectifs, c'est-à-dire à la construction culturelle d'une violence conditionnée par les représentations. Ces cadres se sont pourtant déclinés dans la réalité en une grande diversité de modes opératoires. Les grands invariants laissaient en effet aux acteurs une marge d'aménagement des pratiques à l'intérieur même de chaque unité – peloton, détachement, commando, KdS, BdS, *Einsatzgruppe*. L'expérience de confrontation à la mort infligée est souvent vécue comme un traumatisme, et les mesures prises par les officiers dirigeant les commandos relèvent la plupart du temps d'une tentative de gestion et de maîtrise de cette confrontation.

À quelques exceptions près, les intellectuels SS sont incorporés aux groupes mobiles dès le début des hostilités. Otto Ohlendorf, Erich Ehrlinger, Franz Six, Hans-Joachim Beyer, Fritz Valjavec, Martin Sandberger et de nombreux autres officiers diplômés du RSHA sont partis dès juin 1941 en *Osteinsatz*. Rappelons que 40 % des hommes du groupe (32 sur 80) partent à l'Est, dont 25 en Russie[115]. Ils assument dès ce moment les fonctions de chef de commando, voire de chef de groupe.

Étant donné leur rang, la mission des officiers SS est en premier lieu d'essence administrative et organisationnelle. Le procès de deux chefs de commando, Erich Ehrlinger et Albert Rapp, permet de préciser l'activité des cadres des unités de la SIPO et du SD opérant en Russie. La carrière d'Erich Ehrlinger est bien connue : incorporé d'urgence dans les deux derniers jours précédant l'invasion de l'URSS en raison de son expérience en termes d'action policière hors des frontières du Reich, il assume le commandement du Sk 1b, devient ensuite KdS Ukraine, puis BdS Biélorussie et chef de l'*Einsatzgruppe* B. Il reste ainsi en poste en Russie sans aucune interruption de juin 1941 à avril 1944[116], et y effectue l'une des plus longues carrières des intellectuels SS. Albert Rapp, lui, est muté au sein du Sk 7a en janvier 1942, au moment où celui-ci se sédentarise à Klincy, aux confins de l'Ukraine et de la Biélorussie. Arrivé au sein du commando pour mettre fin à un intérim, il y reste jusqu'en janvier 1943, assumant pendant près d'un an un commandement marqué jusqu'alors par

une certaine vacance, due à une rotation très rapide des commandants – Blume et Steimle –, lesquels ne sont pas restés plus de quatre mois en poste[117]. Les témoignages de leurs collabora teurs, leurs propres déclarations permettent d'avoir une idée précise de ce que fut leur pratique à l'Est. On sait les difficultés qui président à l'utilisation de ces sources judiciaires. En l'occurrence, pourtant, les documents d'archives à la disposition des magistrats-enquêteurs étaient suffisamment compromettants pour que les deux prévenus, poussés d'emblée dans leurs retranchements, ne puissent diluer leurs responsabilités, et ne cherchent pas à masquer l'activité meurtrière des commandos qu'ils dirigeaient. D'autre part, ils s'étaient tous deux rendus suffisamment impopulaires parmi les membres de leurs unités pour que ceux-ci ne cherchent apparemment en aucune manière à les protéger. Au total, il ne semble pas que l'image restituée par les témoignages soit par trop édulcorée[118].

Le travail effectué quotidiennement par les cadres des commandos consiste essentiellement à organiser et à planifier les activités. Durant la phase mobile des unités, leurs dirigeants prennent souvent en charge la « sécurité » des villes et la mise en place de ce que les rapports appellent les premiers pas vers la « solution du problème juif [119] ». Dans des villes comme Vitebsk, parallèlement aux exécutions déjà mentionnées, le chef du Sk 7a, Walter Blume, crée le *Judenrat*, met en place le port obligatoire de l'étoile jaune, et décide l'enfermement en ghettos des communautés juives. À Klincy[120], son successeur, Albert Rapp, est aussi responsable de ce type de mesures, mais il organise par ailleurs des exécutions fort nombreuses. L'officier SS, d'après les témoins, ne laissait aucune initiative à ses subordonnés, choisissait lui-même les lieux et les modalités des exécutions qu'il avait ordonnées[121]. Arrivé alors que le commando était en position de repos à Klincy, Rapp donne une nouvelle impulsion à l'activité meurtrière. Cela, comme sa répugnance à laisser une quelconque marge de manœuvre à ses subordonnés, explique, selon les témoins, sa très grande impopularité. Rapp comme Ehrlinger donnent en tout cas l'impulsion aux exécutions, coordonnant l'activité de leurs unités en décidant où, quand et selon quelles modalités les actions doivent avoir lieu. L'un des sous-officiers de la Waffen-SS affecté au Sk 7a déclare ainsi que les ordres venaient toujours de

Rapp, puis suivaient les canaux hiérarchiques traditionnels, du chef du commando au chef de la section Waffen-SS. S'il tient l'ignorance de Rapp pour une impossibilité, il affirme en revanche que ce dernier pouvait donner directement des ordres aux chefs de section, sans passer par ses officiers traitants[122]. La méthode déployée par Rapp est confirmée par le témoignage de l'un de ses officiers, qui déclare lors d'un interrogatoire :

> « tout comme les autres officiers, je n'avais absolument aucune compétence ou marge de commandement. […] Les préparations d'action étaient de son seul ressort. Lui-même était absent du fait de ses préparatifs, et nous, les officiers, étions contents qu'il soit éloigné de Klincy. Pendant ses absences, Rapp a visiblement préparé les exécutions avec le service d'ordre russe. […] Dans les exécutions dont Rapp me confia la direction, les choses étaient faites de telle sorte que je n'aie aucune marge de commandement ou de manœuvre. Je recevais de Rapp l'ordre de me trouver avec 20 hommes à un endroit donné dans les environs de Klincy, et Rapp me déclarait : "Thormann, vous sortez avec les hommes, le chauffeur est déjà au courant, tout est arrangé." Sur cet ordre, je partis avec les hommes à l'exécution lors de laquelle Glockmann fut tué [123] . »

Rapp, dès son arrivée, a transmis par écrit un ordre stipulant qu'aucune action ne pourra être menée par les détachements du Sk sans son assentiment. Cet ordre, en vigueur dès avant son arrivée, se trouve ainsi confirmé, et la pratique du nouveau commandant, qui ne délègue pas les fonctions d'organisation des « actions », tend à en renforcer le poids[124]. Cette fonction de mise en place des exécutions est spécifique aux chefs de groupe, et perdure par-delà la phase mobile. Erich Ehrlinger, en poste au BdS Ukraine, supervise lui aussi toutes les procédures mises en place par son *Amt* IV. Il reçoit ainsi tous les procès-verbaux d'interrogatoire assortis de proposition de sentences – la plupart du temps, il s'agit de sentences de mort – et les contresigne avant que ne soient établies des listes d'exécution envoyées au centre de détention, d'où les condamnés sont extraits pour être fusillés, au rythme d'une quarantaine par semaine[125]. Encadrer, organiser et ordonner : telles sont les trois premières tâches des chefs de commando. Leur travail, pourtant, ne se limite pas à ces fonctions. Les chefs de commando assistent souvent aux exécutions, les commandent et y

participent parfois. Leur fonction est alors de l'ordre de la représentation et de la légitimation. Le témoignage du chef de la Gestapo de Kiev, l'un des adjoints d'Ehrlinger, décrit ainsi l'une des exécutions, qui, d'après lui, ne concerne que des partisans :

> « Je sais qu'Ehrlinger a tiré lui-même lors de cette exécution. [Il] arriva au cours de l'exécution, accompagné de Munk [*son aide de camp* (C.I.)]. Trouvant que l'exécution n'allait pas assez rapidement, il fulminait. Soudain, il se dressa au bord de la fosse avec le pistolet qu'il portait et abattit les détenus arrivant à la fosse. Je ne peux cependant pas dire combien de délinquants il a abattu [126] . »

Plus tard, Ehrlinger assiste à d'autres exécutions et achève des prisonniers, ou exécute de ses mains un « espion », c'est-à-dire un homme juif travaillant sous un faux nom pour le BdS[127]. Son attitude, d'ailleurs, n'est pas isolée : un certain nombre de chefs de commando font usage de leur arme et tuent de leur main[128].

Le cas du premier chef du Sk 7a est ici intéressant. Voici ce que raconte l'un de ses subordonnés au sujet d'une exécution opérée à Gorodock[129] :

> « Le commando d'exécution comprenait à peu près 25 hommes. Le Dr Blume était lui-même présent et il a aussi tiré. Il avait amené avec lui des hommes qui appartenaient au commando principal, lequel stationnait au lac. […]
>
> « J'ai moi-même dû tirer, jusqu'à ce que mon arme soit vide. N'ont été fusillés que des hommes, environ 150-200. […] avant l'exécution à Gorodock, le Dr Blume nous a dit comment poser le canon de notre pistolet dans la nuque des victimes, à la naissance des cheveux. Après le tir, la balle devait ressortir par le front [130] . »

Ce témoignage, outre qu'il montre le chef d'un commando lui-même en train de tirer, souligne le rôle qu'ont pu jouer les intellectuels SS dans la mise au point des savoir-faire meurtriers. C'est Blume, en l'occurrence, qui indique à ses hommes avec une grande précision anatomique comment doivent être opérées les fusillades. Remarquons que la présence des chefs de commando sur les lieux, et le fait qu'ils aient dirigé des pelotons d'exécution, constituent un facteur plaidant pour la fréquence du geste meurtrier à cet échelon de la hiérarchie : ce sont en effet les chefs de

peloton qui sont la plupart du temps chargés d'achever les victimes qui n'ont pas été mortellement atteintes par la salve[131]. C'est dans ce cadre précis qu'Ehrlinger tire, même si son geste semble relever de la colère ou de l'impatience. Le second cas, celui où Ehrlinger abat le clandestin juif travaillant pour le KdS, ressortit plutôt à la fonction assumée par la victime aux yeux des nazis. Dans tous les cas, il semble bien que les chefs de commando, moins confrontés que leurs subordonnés aux gestes meurtriers, tirent parfois dans des circonstances où la violence acquiert à leurs yeux une « vertu » exemplaire.

Le cas du *Sturmbannführer* Bruno Müller illustre cette fonction de représentation. Dans la nuit du 6 août 1941, il fait part aux hommes de son équipe des nouvelles consignes consistant à tuer tous les Juifs de la ville de Tighina (en Ukraine du Sud), femmes et enfants compris[132]. Müller exécute alors lui-même avec son arme de service une femme et son bébé devant la troupe assemblée, donnant à ses hommes l'exemple de ce que sera la besogne à venir[133]. Le cas, à notre connaissance, est unique : Müller légitime un franchissement-clé, à savoir le passage à l'extermination des enfants. Après avoir, selon toute probabilité, tenu un discours légitimateur au front de la troupe[134], il joint le geste à la parole meurtrière, mettant ainsi en scène l'exemplarité de son attitude. Nombre de cadres des commandos étaient convaincus de ne pouvoir demander à leurs hommes de faire des choses qu'ils ne pouvaient eux-mêmes accomplir[135]. Dans un autre contexte, Albert Rapp tient à donner l'exemple de la « bravoure » à sa troupe, en se portant à sa tête lors de l'assaut d'un camp de partisans, à l'occasion duquel il est blessé. Impopulaire, il ne réussit cependant pas à galvaniser les hommes du Sk 7a, profondément convaincus de son incompétence en matière de lutte contre les partisans et, plus généralement, en matière militaire[136].

L'exemple de Walter Blume illustre cependant combien l'attitude des officiers SS pourrait être contradictoire. Walter Blume, indéniablement, a côtoyé la violence du génocide au plus près. Il l'a inspirée, exercée. Pourtant, les témoignages des hommes de son commando le décrivent comme profondément incommodé par la « mission » que lui ont confiée ses supérieurs berlinois[137]. Un témoignage, notamment, le décrit en train de vomir lors d'une des premières exécutions du Sk 7a au début du mois de

juillet[138]. Blume ne fit jamais mystère de sa répulsion vis-à-vis des exécutions opérées par les groupes. Il chercha très rapidement à se faire muter, et lors de la première exécution de Vitebsk, il se « plaça en retrait » sans motif autre que celui de ne pouvoir surmonter le choc initial du spectacle[139]. Certains membres de son commando le décrivent comme « un homme faible[140] », mais si l'on reprend l'ensemble des témoignages, c'est une tout autre dimension qui apparaît : un officier SS de *Sonderkommando* qui tire lui-même sur des victimes, tout en montrant pourtant des signes de répulsion à l'égard des exécutions, et qui punit très sévèrement les écarts de boisson de ses subordonnés, allant jusqu'à faire défiler devant la troupe assemblée un officier pris en état d'ébriété avant de le faire muter pour raisons disciplinaires[141]. Un officier, donc, qui met en place les mesures qui peu à peu bâtissent le génocide, qui y souscrit et passe outre sa répulsion pour mettre en place les massacres.

Cette situation n'est pas si rare[142] : Christopher Browning décrit le cas d'un officier qui, tout en menant ses hommes dans des actions de fusillades auxquelles il souscrit profondément, n'en doit pas moins faire face à des troubles digestifs somatiques, signes de sa difficulté à « surmonter » la violence meurtrière qu'il inflige[143]. Walter Blume, d'ailleurs, ne conçoit pas qu'un homme de son groupe puisse accomplir de telles tâches dans un autre état d'esprit. Avant l'entrée du commando en territoire soviétique, il avait été clair sur ce point :

> « À Düben, les futurs chefs du Sk 7a étaient aussi présents. Il y avait le Dr Blume, Radel, Foltis, Stanke, Meyer, Hueser et Becker. Hueser nous a conduits dehors pour une marche sur le terrain d'exercice. Il a brusquement crié "À couvert" et a ordonné finalement une pause. […] Le Dr Blume était avec nous dehors, et il nous a alors dit que nous allions entrer en Russie et que des heures difficiles nous y attendaient, et nous parla du fait que nous devions conserver [intact notre] esprit de camaraderie. Il a ajouté ensuite en substance : "Que Dieu protège celui que j'attraperai là-bas en train de prendre du plaisir à la tâche." On a alors pensé que le Dr Blume faisait allusion aux événements généraux de la guerre qui nous attendait en Russie. Aucun d'entre nous ne savait qu'une de nos missions consisterait à fusiller les Juifs en Russie [144] . »

Blume mentionne l'un des plus puissants interdits au sein des *Einsatzgruppen* : celui de la « cruauté », c'est-à-dire de la violence infligée sans autre but qu'elle-même, et induisant un plaisir éventuel des tueurs. C'est sans doute l'une des seules barrières collectives établies par le discours de la hiérarchie durant toutes les opérations d'extermination des *Einsatzgruppen*. Un dernier exemple permet de prendre la mesure d'une telle interdiction.

Eduard Strauch, juriste du SD, succède à Erich Ehrlinger à la tête du KdS Minsk. Il prend en charge l'extermination de la majeure partie des communautés juives de Biélorussie et joue un rôle prépondérant dans la mise en place de la politique nazie de lutte contre les unités de partisans russes, à l'occasion de laquelle plus de 600 villages russes seront incendiés et leur population massacrée[145]. Strauch pousse par ailleurs des institutions locales – consentantes – à se débarrasser de communautés juives déjà décimées. Il organise ainsi à Maly-Trostinez, dans les environs de Minsk, un camp qui devient une véritable centrale d'extermination des Juifs biélorusses. Au total, Edouard Strauch est sans doute l'un des hommes les plus compromis dans les politiques génocidaires. Il s'attire néanmoins par sa brutalité les plaintes d'une administration civile pourtant boutefeu du massacre. Entrent alors en scène un secrétaire d'État venu de Berlin et le HSSPF responsable de la Biélorussie, le *SS-Gruppenführer* von dem Bach-Zelewsky. Pour se défendre, Strauch retourne le procès en sadisme que lui fait l'administration :

> « Je pouvais de plus constater que mes hommes et moi nous trouvions accusés de barbarie et de sadisme, alors que je ne faisais qu'accomplir mon devoir. Même le fait que des médecins spécialisés aient retiré dans les règles les prothèses en or des Juifs désignés pour le traitement spécial a été objet de discussion. Kube [*le chef de l'administration civile à Minsk* , (C.I.)] affirmait que nos procédés étaient indignes de l'Allemagne de Kant et de Goethe. […] N'était-il pas vrai que dans ces exécutions mes hommes satisfaisaient littéralement leurs besoins sexuels ? J'ai énergiquement protesté contre cette accusation, et ai souligné qu'il était regrettable qu'en plus d'avoir à accomplir ce travail écœurant, nous soyons en outre couverts de boue [146] . »

Strauch ne faisait pas mystère de sa répulsion à l'égard des massacres, tout en étant le principal responsable de la tornade meurtrière qui s'abattit sur Minsk et sa région de l'hiver 1941-42 à la fin de l'été 1943. Daté de la fin de cette période, d'ailleurs, un rapport du *SS-Oberführer* Dr Achamer-Pifrader, chef de l'*Einsatzgruppe* A et BdS *Ostland*, livre un portrait saisissant de Strauch.

> « Sa personnalité est conditionnée par un refus du compromis et une dureté qui s'expriment notamment dans la défense et la mise en pratique des questions idéologiques. Ses réflexions et ses conclusions en la matière sont simples […]. Il a constamment agi dans les situations les plus difficile en *Führer* habile et doté d'un extrême sang-froid. Sa vie affective n'est pas spécialement développée. Il n'aime guère se lier à d'autres personnes, et ne peut de ce fait que rarement séduire ou évaluer correctement [ses subordonnés]. C'est d'ailleurs ce qui explique sans doute son manque de confiance en eux, qui le rend sensible aux mouchardages. Son comportement est la plupart du temps instinctif et rarement enclin à la compréhension.
>
> « Sa manière de réagir est impulsive et explosive, ce qui amène chez lui un déséquilibre de caractère, une incorrection dans la conduite des hommes, et une inconséquence entre ses comportements et ses principes fondamentaux.
>
> « L'usage constant et grandissant de l'alcool a un impact extrême sur cette dimension de sa personnalité.
>
> « L'attitude personnelle du chef du bureau de Minsk n'est pas restée sans influence sur ses subordonnés, en particulier à cause de ses excès d'alcool. Le *SS - Sturmbannführer* Strauch est responsable de l'atmosphère malsaine qui règne dans le KdS […] Minsk.
>
> « Il faut cependant considérer que les conditions ne sont pas les mêmes en Ruthénie blanche que dans les trois pays baltes. La Ruthénie n'est pas pacifiée. Minsk ne propose rien. Les membres de l'institution sont presque sans exception constamment employés dans la lutte contre les partisans. Le danger constant, la vie irrégulière et la détresse sexuelle sont les causes de ces excès alcooliques [147] . »

Ainsi Strauch serait-il devenu un désaxé parce qu'il a été trop et trop longtemps confronté à la violence paroxystique que le commando fait

régner sous son impulsion en Biélorussie. Achamer ne demande-t-il pas la mutation de Strauch en conclusion de son rapport ? Un homme « malade » de sa propre violence, semble ainsi signifier ici le général SS, est un homme à éloigner au plus vite, tant dans l'intérêt des services que dans le sien propre. On notera que ces observations coïncident avec l'avis des experts américains du Tribunal de Nuremberg, qui jugèrent Strauch apte à comparaître, mais non à subir sa peine, en raison de « crises épileptiformes » récurrentes[148]… Avec toute la prudence que requiert ce genre d'analyse, force est de nous intéresser à quelques traits de comportement collectif. Car Strauch et Blume ne furent pas des cas exceptionnels.

Il semble en effet que la violence infligée généra chez certains des membres des groupes, indépendamment de leur consentement au génocide, une souffrance psychique. Ainsi ces tireurs qui, à mesure qu'ils s'accoutumaient à exécuter leurs crimes, éprouvaient pourtant à chaque fois le sentiment de « franchir une ligne rouge ». S'il apparaît très difficile de se prononcer sur l'ampleur de ce phénomène, les interrogatoires menés après-guerre laissent parfois apparaître des propos qui ne ressortissent pas à une stratégie de disculpation : des témoins se lancent dans des descriptions inutiles, des accusés se mettent eux-mêmes en cause, racontent des événements qui n'ont aucune fonction de défense. Semble se jouer ici quelque chose ayant trait davantage à la confession qu'à la procédure. Pourtant, ce qui se dit dans les auditions de témoins ou d'accusés est très rarement exprimé sous la forme d'un retour sur soi de type moral. La structure des énoncés est très régulière : on enchaîne la description d'un massacre avec celle des sentiments, individuels ou collectifs, générés par ces événements. Et parfois la carapace se craquèle. Les bourreaux s'avouent traumatisés par ce qu'ils ont *fait*, par ce qu'ils ont *vu*, par ce qu'ils ont *entendu* et par ce qu'ils ont *senti*.

Curieusement, la violence meurtrière est fort peu exprimée en tant que tel. Les tireurs pensent généralement que leur inculpation reste une éventualité, et demeurent donc en majorité prudents sur le récit de leurs propres actes. Il est cependant possible de suivre le choc éprouvé par ceux qui prirent en charge les exécutions. Certains membres des commandos,

plus confrontés à elles que d'autres, sont décrits par leurs anciens compagnons d'unité tout à la fois comme particulièrement brutaux et très affectés nerveusement. C'est notamment le cas de l'un des sous-officiers de l'Ek 8, ce commando de l'*Einsatzgruppe* B qui prit en charge la plus grande partie des exécutions de Juifs biélorusses opérées à l'automne 1941[149]. Karl Strohhammer, armé d'un PM, tire, tant en compagnie des hommes du peloton que seul, pour porter le coup de grâce aux victimes qui n'ont pas été atteintes mortellement. Il saute pour cela dans la fosse et les achève à bout portant. Tueur endurci, il se plaint « d'y être tout le temps », et donne des signes de troubles psychiques[150].

Adolf Harnischmacher, l'officier chargé de planifier les exécutions de l'Ek 8 et supérieur hiérarchique de Karl Strohhammer, est lui aussi connu pour sa dureté. Il est l'un de ceux qui, armés d'un fouet, exercent une violence interpersonnelle marquée au sceau de la cruauté, frappant les Juifs lors des rafles dans les ghettos en instance de liquidation. Harnischmacher est qualifié de « sadique » par les témoins, lesquels s'accordent sur son état de délabrement nerveux, qui se manifeste par un alcoolisme constant et la mélancolie avec laquelle il évoque les fusillades quotidiennes auxquelles il participe[151]. Malgré les mécanismes d'accoutumance[152], la violence reste au moins partiellement perçue et vécue comme traumatique ; elle « marque » le psychisme des tueurs.

Comme dans le cas du 101e bataillon, la première confrontation à la fusillade produit un effet déprimant sur les tireurs. C'est, par exemple, vrai pour les hommes de l'Ek 5, qui opèrent leurs premières fusillades à Lemberg au tout début de juin 1941. L'un des tireurs racontera qu'« après cette fusillade, tous les hommes étaient déprimés, et l'on n'en parla plus du tout[153]. » Le silence après la violence n'est pourtant pas général. Au sein du Sk 7a, les exécutions du mois de juillet ont eu assez d'impact pour que l'un des officiers qui secondent Blume raconte qu'il « avai[t] l'impression que ces liquidations de Juifs étaient un sujet de conversation fréquent parce que les hommes de [s]on détachement n'en avaient intérieurement pas fini avec elles[154] ». Au-delà de la première confrontation au massacre, certains gestes exercèrent plus nettement des effets psychiques destructurants parmi les tueurs. La mise à mort d'enfants et de nourrissons semble notamment s'être inscrite comme une transgression qui ne les laissa pas indemnes. Erich B.,

l'un des SS en charge de l'administration du KdS Kiev sous la direction d'Ehrlinger, a raconté l'une des fusillades auxquelles il prit part :

> « 30 personnes sortirent du camion. Parmi elles se trouvaient 15 personnes de sexe masculin, 6 ou 7 femmes et le reste était des enfants de 4 à 6 ans. […] L'exécution a dû avoir lieu en avril ou mai 43. Mon supé rieur d'alors, l' *Untersturmführer* Klemmer, était présent à l'exécution. […] Le commando d'exécution, fort de cinq hommes, fut choisi par Klemmer, qui dirigea l'exécution. Le commando […] se dirigea vers une fosse préalablement creusée. La milice ukrainienne amena alors 5 délinquants. Les victimes étaient habillées et durent s'allonger face contre terre au fond de la fosse. La fusillade suivit sans commandement particulier. J'étais de cette exécution de quelque 30 personnes, et ai personnellement tué 5 ou 6 victimes. Je suppose qu'il devait s'agir du chargement d'un camion. Les délinquants qui me furent attribués pour l'exécution étaient divers. Il y avait des hommes, des femmes et des enfants. Après cette exécution, lors de laquelle j'ai tué 2 enfants et peut-être aussi 2 femmes, nous fûmes remplacés par d'autres membres du commando. […]
>
> « Après l'exécution, Klemmer s'entretint avec moi. Il me demanda en substance si j'avais mal vécu cette fusillade, ce à quoi j'acquiesçai. Il me dit ensuite que lui aussi avait trouvé cette besogne [*Aufgabe*] très désagréable. Comme nous avions tous deux honte de notre participation à cette exécution, nous n'en parlâmes pas plus qu'il n'était absolument nécessaire. Cette expérience [*Erlebnis*] m'avait personnellement affecté si bien que je ne pus rien manger ni ne pus travailler durant deux jours. Le premier jour, je suis resté au lit. Tout à fait par hasard, Mlle Sieck passa dans ma chambre et vit dans quel état d'esprit je me trouvais. Je me rappelle encore que nous avons pleuré tous deux. Elle comprit avec beaucoup de tact qu'elle ne devait pas m'interroger sur le déroulement de l'opération. La raison de l'effondrement de mon moral lui était connue, mais, très consciemment, elle n'en a pas parlé [155] . »

Erich B. est un ancien membre de l'Ek 5 qui, en juillet 1941, a fait partie des hommes participant aux fusillades de Lemberg[156]. Il a de plus déclaré être resté avec le commando jusqu'à Berditschew, ce qui signifie qu'il a

participé aux opérations du commando jusqu'à la fin de juillet 1941, date à laquelle il fut versé à l'état-major de l'*Einsatzgruppe* C. On sait que l'Ek 5 opéra durant cette période des exécutions à Dubno, Berditschew et Chmielnik. Si les exécutions de Berditschew ont été opérées par un détachement spécialisé, les exécutions précédentes l'avaient été par des membres du commando sans affectations particulières[157]. Si Erich B. dit n'avoir participé qu'à celles de Lemberg comme tireur, il ne précise pas à combien d'exécutions il a participé comme membre des équipes de garde. Au total, il semble probable qu'il ait eu une relative familiarité avec la violence du groupe. Pourtant, chacune des exécutions auxquelles il avait pu participer ou assister ne visait que des hommes. Celle de Kiev est donc sans doute la première exécution de femmes et d'enfants à laquelle il participa. Restitué près de vingt années après l'événement, son témoignage constituerait ainsi un exemple représentatif des réactions au franchissement du seuil que constitue le meurtre des femmes et surtout des enfants.

Parmi toutes les procédures ici étudiées, le cas d'Erich B. est pourtant le seul fonctionnaire allemand à avouer le meurtre d'enfants. On ne peut certes prétendre à l'exhaustivité : seules seize procédures concernant les quatre *Einsatzgruppen* ont été entièrement dépouillées. Cela représente près de 900 témoignages, sur lesquels une centaine seulement parlent de meurtres d'enfants. Et sur cette centaine d'occurrences, une seule avoue la participation directe. C'est dire la force du tabou qui pesait sur ce geste : même si la menace d'une inculpation était, dans les faits, pratiquement inexistante[158], les hommes n'en firent jamais mention[159]. Plus exacte ment, si la mention d'exécutions d'enfants est, somme toute, assez fréquente, elle reste toujours anonyme : le locuteur déclare avoir été frappé par une scène concernant des enfants ou des nourrissons, mais il ne désigne jamais les meurtriers[160]. Il est moins facile qu'on pourrait le croire de comprendre les causes de cette chape de silence que les procureurs, malgré tous leurs efforts, ne rompirent jamais. Si les hommes confessent assez facilement les fusillades[161], l'aveu du massacre d'enfants semble bien relever d'une autre logique comportementale et, peut-être, d'une « pulsion de silence[162] ». N'est-ce pas elle, en dernière instance, qui permet de rendre compte et de la transgression et du traumatisme ?

D’autres pratiques de violence ont, semble-t-il, également provoqué des réactions d’ordre traumatique. L’une d’entre elles est liée aux camions à gaz livrés aux groupes à partir du printemps 1942[163]. Conçus à l’origine pour décharger les hommes de la tension générée par les exécutions[164], ils provoquèrent pourtant rapidement des difficultés imprévues. Le premier chef de la Gestapo du KdS Kiev, interrogé dans le cadre de l’enquête contre Erich Ehrlinger, a souligné que les camions à gaz présentaient un désavantage majeur du fait qu’ils devaient être vidés des corps. Les membres des commandos désignés pour cette besogne y trouvèrent « la limite du supportable », et l’officier SS abandonna l’usage du camion pour en revenir à une procédure d’exécution par fusillade, prenant ainsi acte du fait que ses hommes préféraient avoir à tirer[165]. Cette déclaration est confirmée dans d’autres commandos. Au sein de l’*Einsatzgruppe* D, et notamment au sein du Sk 10b, le camion à gaz fut utilisé notamment à Simferopol, en Crimée. L’un des cadres du commando, lors de son premier interrogatoire après arrestation, décrivit ses impressions en ces termes :

> « Le camion à gaz vint de Simferopol. À Kertsch, il n’y en avait pas de stationné. Je ne me rappelle plus s’il nous fut adressé par l’état-major, ou s’il fut réclamé par moi lors d’un passage à Simferopol après que j’eus pris connaissance de son existence et des ordres qui conditionnaient son usage. Quoi qu’il en soit, il vint un jour de Simferopol et s’arrêta devant l’ancien bâtiment du NKVD, pour charger des prisonniers qu’il emmena vers un fossé antichars dans les environs du quartier industriel. […] Les prisonniers étaient essentiellement des personnes identifiées comme partisans ou comme agents. Il y avait, je crois, aussi quelques femmes parmi eux. Aucun enfant n’a été gazé ; je suis tout à fait sûr qu’aucun enfant n’a été gazé pendant la seconde occupation de Kertsch. À la demande d’estimation du nombre de personnes qui ont été gazées dans le camion S, je ne peux que l’estimer approximativement à cinquante, le camion ayant été empli deux fois et vingt-cinq personnes étant à mon avis montées à chaque fois […].
>
> « Je suis sûr que les délinquants n’étaient pas obligés de se déshabiller avant d’entrer dans le camion. J’ai encore aujourd’hui dans les oreilles les cris [*qu’ils poussèrent* , (C.I.)] lorsqu’on ferma les

portes et que le camion partit. Cette action au camion à gaz a sans doute été l'une des expériences les plus éprouvantes que j'ai faites. Je n'étais pas présent au moment du déchargement du camion au fossé antichars. Je ne peux donc dire qui l'effectua et comment il fut opéré. Je sais cependant que les hommes qui participaient à de telles actions disaient qu'ils auraient pré féré fusiller ces gens que de servir pendant l'utilisation et le déchargement du camion [166] . »

On saisit sans doute là une expérience parmi les plus marquantes de l'*Osteinsatz*. La répulsion qu'éprouvent ces hommes gagnerait pourtant à être précisée. Schuchardt incrimine l'expérience auditive : c'est le son – les cris des victimes – qui lui rend l'expérience « éprouvante ». Il semble que les autres SS chargés de l'exécution n'aient pas ressenti la même chose. C'est davantage la vision des corps – enchevêtrés et souillés – au moment de l'ouverture du camion ou encore la manipulation des cadavres lors du déchargement qui les ont traumatisés. À lire les témoignages, les deux principaux biais de l'effraction psychique furent donc en l'occurrence le toucher et la vue. Quoiqu'il en soit, les camions à gaz, censés alléger la « pression psychologique » que subissaient les tireurs, s'avérèrent avoir l'effet inverse, ce qui entraîna, à Kiev tout du moins, leur abandon progressif[167]. La dimension transgressive n'est nullement d'ordre moral, mais ressortit bien à l'expérience somatique et sensorielle. On remarque d'ailleurs le traumatisme que cause le fait de sauter dans la fosse pour achever les victimes non décédées, qui confronte le tireur plus brutalement encore que la fusillade à la conséquence de son acte. Le problème que posait le fait d'achever personnellement des blessés semble en tout cas avoir été perçu assez intensément pour que les officiers recourent, dans quelques commandos, aux grenades lancées dans les fosses en fin d'exécution[168].

Ce qui se joue dans la confrontation aux corps étendus dans la fosse est ici d'ordre visuel. Les témoignages de certains officiers et hommes de troupe des commandos ne laissent à ce sujet aucun doute ; ainsi celui de Franz-Josef Thormann, l'un des officiers du Sk 7a à Klincy :

> « Il est vrai que lors d'une grande exécution où près de 400 Juifs, hommes, femmes et enfants, ont été fusillés, cela a été accompli de façon sauvage. L'affaire a été préparée par Rapp et lui seul. Moi, en

tout cas, je n'avais rien à voir avec la préparation. Il nous a annoncé qu'une grande affaire arrivait et que nous devions tous sortir. […] Il régnait sur le lieu d'exécution un grand désordre. Un nombre d'hommes se sentaient mal. Les victimes tombaient pour certaines d'entre elles encore vivantes dans la fosse. Dans tous les cas, j'ai encore devant les yeux une horrible image : il y avait encore des mouvements dans la masse des corps, et brusquement quelqu'un se leva de la masse enchevêtrée et leva le bras. L'exécution était opérée par balle dans la nuque au PPK [169] . Je me souviens que l'on tirait aussi dans les victimes au pistolet-mitrailleur. À mon avis, Rapp a tiré lors de cette exécution. D'autres officiers SS ont aussi tiré sur ordre de Rapp. Je n'ai moi-même pas tiré. Au début, je me tenais près de Rapp. Je me suis pourtant senti mal quand j'ai vu la masse sanglante remuer dans la fosse et je me suis tourné, avec l'estomac tout retourné. J'ai fini par boire beaucoup de schnapps. Il y avait beaucoup de schnapps à Klincy après les exécutions [170] . »

La manœuvre de disculpation, étonnante de naïveté, ne doit pas masquer la force de suggestion des impressions visuelles mentionnées par un homme impliqué par ailleurs dans un grand nombre d'exécutions. Il décrit le spectacle saisissant de la fosse, spectacle assez terrifiant pour que les hommes ne se soient pas risqués à descendre achever à bout portant les blessés.

Jacob G. est un policier professionnel du SK 10b, le commando de Paul Zapp. Plus âgé que la moyenne des tireurs, sa déposition décrit l'action du commando lors des meurtres en masse de Feodosia et de Simferopol. L'homme, d'ailleurs, semble être accoutumé, à tout le moins de manière passive, au meurtre : si sa participation volontaire n'est pas prouvée, il raconte néanmoins sans émotion apparente une exécution lors de laquelle des femmes et des enfants ont été assassinés. Pourtant, après le récit de ce massacre, le ton de son discours, restitué par un greffier, change quand il aborde le récit d'une seconde exécution, qui concerne cette fois uniquement des hommes :

« La fosse avait été déjà été utilisée, et je sentais l'odeur douceâtre de la décomposition que m'apportait le vent, et c'est ce qui m'a fait

considérer la fusillade des prisonniers comme tout particulièrement cruelle [171] . »

Ce qui frappe dans la narration du tireur, c'est tout à la fois cette description précise et le fait qu'elle ait été perçue par les prisonniers qu'il était chargé de surveiller[172]. C'est parce que l'odeur dit la mort et son corollaire au gardien comme à ses prisonniers, que Jacob G. s'est déclaré tout particulièrement affecté par cette exécution. Peut-on complètement exclure, ici, un mécanisme de « réminiscence sensorielle » ? Jacob G., on l'a dit, est plus âgé que la moyenne des tireurs des groupes. À ce titre il a, selon ses dires, participé à la Grande Guerre comme volontaire. L'odeur des cadavres, si aisément reconnaissable, se peut-il qu'il ne l'ait pas déjà rencontrée entre 1914 et 1918 ? Le rejeu de l'expérience antérieure n'est-il pas seul à même d'expliquer l'impact, sur cet homme habitué à la violence, d'une exécution à laquelle il ne participa que de manière passive ?

La violence génocidaire conserve, malgré l'accoutumance, malgré même la jouissance chez certains, une dimension transgressive, traumatique, matérialisée par des séquences lors desquelles elle fait effraction chez le bourreau, lui infligeant un effroi spécifique. Il n'y a dans un tel constat rien qui vienne remettre en cause le consentement au génocide massif au sein des groupes ; rien qui ne contredise non plus la mise en œuvre des pratiques de violence extrême ou de cruauté[173]. Reste qu'il est des gestes, des sensations, des perceptions qui confrontèrent les hommes à une souffrance psychique qui n'empêchait ni le plaisir du meurtre – plaisir qu'aucun d'entre eux n'avoue jamais, mais que l'on sent, par exemple, dans la lettre de Walter Mattner[174] – ni la banale accoutumance.

Cette souffrance psychique était cependant assez importante et massivement partagée pour que les cadres des groupes s'en préoccupassent, et ce de façon très précoce. On a vu les stratégies de légitimation mises en place par l'encadrement afin de faire accepter les franchissements de seuil les plus transgressifs. Les officiers, pourtant, ne se sont pas contentés de parler à leurs hommes ; certains ont aussi aménagé les pratiques de violence, en tentant, semble-t-il, de limiter l'effet déstructurant de la gestuelle génocidaire. Ces aménagements révèlent trois stratégies distinctes. La première, pratiquement commune à tous les commandos, est celle d'une répartition de la violence entre leurs membres. Il s'agit bien, pour les

cadres, de répartir la charge psychique du meurtre sur le plus d'individus possible, dans le but de l'alléger pour chacun.

Afin d'éviter une trop grande disparité de la confrontation à la violence, comme dans le cas de Josefow, où quelques tireurs ont pu éviter de tirer, l'une des solutions mises en place dans beaucoup de commandos est le relai des équipes. Soit les hommes tirent jusqu'à ce que leur arme soit vide, soit ils tirent une fois en salve et sont relayés par un peloton se tenant en arrière. Le second mode de répartition, plus réglementaire, implique que tous les membres participent à une exécution au moins. L'existence de cette directive est attestée pour plus de la moitié des commandos[175]. Si les membres des groupes l'attri buent parfois à Himmler[176], on sait qu'elle provient en fait des chefs des commandos. Ceux-ci, en plus de ce type de règlement, mettent parfois en place des pratiques d'initiation des nouveaux arrivants qui immergent ceux-ci immédiatement dans la violence. C'est le cas d'Erich Ehrlinger, qui envoie ses officiers nouvellement nommés dans les commandos d'exécution chargés chaque semaine de passer par les armes une quarantaine de détenus de la prison du KdS Kiev[177]. Heinrich Seetzen, dès qu'il apprend qu'un officier de son commando n'a pas participé à une exécution, le choisit pour mener la suivante[178]. C'est aussi ce souci de la répartition de la charge des fusillades qui incite certains cadres à modifier les procédures d'exécution en doublant les pelotons de tireurs. Il s'agit alors de partager le geste lui-même, un des tireurs visant la poitrine de la victime alors qu'un autre vise sa tête. C'est le cas par exemple au *Sonderkommando* 10b, dans lequel Aloïs Pesterer décide que deux tireurs par victime tireront en salves collectives[179]. Cette mesure, contraire à l'objectif de « productivité » qu'assument les groupes, permet de diluer entre les hommes la responsabilité de la mort infligée[180].

Il est aussi possible de discerner des stratégies d'accoutumance. L'Ek 3 peut servir à nouveau d'exemple. Entre juin et août 1941, le meurtre est progressivement étendu aux femmes, en commençant par l'exécution d'un petit nombre d'entre elles, soupçonnées d'activités communistes. Après quelques semaines lors desquelles elles sont fusillées par groupes d'une dizaine ou d'une vingtaine, les effectifs augmentent régulièrement jusqu'à dépasser la centaine, jusqu'au moment où les femmes sont définitivement incluses dans le massacre général. Ce processus, pourtant, n'est pas sans

poser de questions. Tous les historiens sont maintenant d'avis que les groupes n'avaient pas pour mission d'exterminer les populations juives pendant les mois de juillet et d'août 1941[181]. Quelle intention sous-tendaient ces exécutions ? Peut-être – on se borne ici à avancer une hypothèse – s'agissait-il d'habituer les hommes à fusiller des femmes, en prévision d'une politique d'exécution d'otages visant aussi la famille des hommes emprisonnés[182].

La répartition de la fusillade et la stratégie d'accoutumance furent sans doute les aménagements les plus pratiqués au sein des commandos. Ceux-ci furent souvent accompagnés de procédures très codifiées qui visaient à ritualiser et à automatiser les gestes de violence dans l'optique d'en gommer en partie la dimension transgressive.

On les repère au sein du Sk 7a au moment où Walter Blume le dirige, et dans pratiquement tous les commandos de l'*Einsatzgruppe*. On installe des pelotons d'exécution qui, ensuite, tirent en salve sur l'ordre d'un officier. Les commandements, très fixés, intiment l'ordre de mettre en joue et de tirer. Les hommes n'ont pas en l'occurrence à choisir l'instant où ils tirent[183]. Ils tirent en groupe, et la salve est une mise à mort collective. Le rite est donc instance de régulation de la charge psychique ressentie par les tueurs. Ainsi s'établit une analogie entre ces exécutions et celles opérées par des pelotons d'exécution mis en place après des procédures sommaires. Ce rite, ainsi, fait office d'instance de remilitarisation des pratiques de violence du génocide. Par son « cérémonial », il réinstalle les tueries dans la guerre, et conforte la fiction selon laquelle ces massacres ressortiraient à des actes de guerre. Il est ainsi le pendant du discours de légitimation, son prolongement dans les pratiques de violence. L'adjectif « *mili tärisch* » revient d'ailleurs souvent dans les propos des tireurs interrogés après la guerre, et sert de critère d'évaluation de l'organisation des fusillades. Le témoignage de Claus Hueser, déjà cité, constitue un exemple frappant de cette militarisation poussée à un degré de sophistication étonnant. À Vitebsk, en effet, les SS doivent se mettre en ligne. Au commandement, ils mettent en joue, et font feu. Pendant que les victimes basculent dans la fosse et que les hommes chargés de l'acheminement des victimes amènent le groupe suivant, le peloton d'exécution, toujours sur ordre d'un officier, fait demi-tour, dix pas en arrière, et recharge les armes. La fusillade devient

ici une manœuvre très codifiée, proche de l'exercice militaire, et il n'est pas inutile de retrouver le sens donné par les tireurs à ce rituel complexe, qui suppose tout à la fois une vraie réflexion de la part des cadres, et un contrôle permanent de leurs gestes par les tireurs.

Claus Hueser est parfaitement conscient, au moment où le juge l'interroge, que cette ritualisation vise à ménager le psychisme de la troupe. L'objectif de Blume, en l'occurrence, est bien d'épargner la vision de la fosse et du délabrement des corps à ses hommes. On se situe là, cependant, devant un cas limite : peu de commandos ont mis au point des techniques aussi élaborées[184]. Dans les cas de l'Ek 2, en Lettonie, et du Sk 1a, en Estonie, les pelotons une fois formés tirent sur ordre. Le cas du Sk 1a est cependant très particulier : ses victimes ne sont que minoritairement juives, et son action ressortit plutôt à l'activité de lutte contre les partisans et au maintien de l'ordre[185]. Il est enfin un groupe dans lequel les fusillades ont massivement été opérées en peloton : il s'agit de l'*Einsatzgruppe* D. Les cinq commandos qui le composent ont, semble-t-il, mis en place des exécutions collectives avec tirs en salve[186]. La raison est peut-être à chercher dans l'attitude de son premier chef, Otto Ohlendorf, cet économiste chef du RSHA *Amt* III qui le commande de juin 1941 à mai 1942. Celui-ci a déclaré à Nuremberg que sa mission avait notamment consisté à veiller à ce que les victimes soient exécutées « de façon militaire » et, « dans ces circonstances, humainement »[187]. L'évocation d'une « façon militaire » peut être le reflet d'un discours normatif d'Ohlendorf à l'adresse de ses chefs de commando, discours les incitant à maintenir une forte présence hiérarchique face à une confrontation durable à la violence d'hommes dont Ohlendorf prétendait préserver la santé mentale. L'intellectuel SS semble avoir bien saisi la dimension anomique de la violence génocidaire, et voulu contrecarrer ses effets par la ritualisation des exécutions. Voici en effet ce qu'il répondit lors de sa déposition devant le Tribunal international de Nuremberg, alors qu'il était interrogé par le colonel Amen, l'un des procureurs américains :

> « Col. Amen : Voulez-vous expliquer en détail au tribunal comment était opérée une exécution en masse ? […] Sous quel prétexte les Juifs étaient-ils rassemblés ?
>
> « Ohlendorf : Sous le prétexte qu'ils devaient être réinstallés.

« A. : Continuez…

« O : Après l’enregistrement, les Juifs étaient concentrés en un endroit, d’où ils étaient transportés plus tard vers le lieu d’exécution, lequel était, généralement, un fossé antichars ou une excavation naturelle. Les exécutions étaient opérées de façon militaire, par des pelotons, sur commandement.

« A : Comment étaient-ils transportés sur le lieu d’exécution ?

« O : Ils étaient transportés par camion, toujours en nombre assez réduit pour être fusillés immédiatement. On tentait, par là, de réduire autant que possible le laps de temps entre le moment où les victimes savaient ce qui allait leur arriver et celui de leur exécution.

« A : Était-ce votre idée ?

« O : Oui.

« A : Et après qu’ils avaient été fusillés, que faisait-on des corps ?

« O : Les corps étaient enterrés dans le fossé antichars ou l’excavation.

« A. Comment déterminait-on si les personnes étaient mortes, si toutefois on le faisait ?

« O : Le chef du peloton d’exécution ou le chef d’unité avait l’ordre de s’en charger et, au besoin, de les achever lui-même.

« A : Qui devait faire cela ?

« O : Le chef d’unité ou quelqu’un désigné par lui.

« A : Dans quelle position les victimes étaient-elles fusillées ?

« O : Debout ou à genoux. […]

« A : Tout cela était valable pour votre commando ou pour tous les groupes ?

« O : C’étaient les ordres dans mon groupe. Je ne sais pas comment on faisait dans les autres groupes.

« A : Comment faisaient-ils ?

« O : Certains chefs de commando n’opéraient pas les liquidations de manière militaire, mais tuaient les victimes en leur tirant un projectile dans la nuque.

« A : Vous aviez des objections contre cette procédure ?

« O : J’étais contre cette procédure, oui.

« A : Pour quelles raisons ?

« O : Parce que c’était, pour la victime comme pour la personne qui opérait l’exécution, une charge psychologique immense à porter. […]

« A : Toutes les victimes étaient-elles exécutées de la même manière ?

« O : Jusqu’au printemps 1942, oui. Après cela, un ordre vint de Himmler [qui stipulait] que les femmes et les enfants devaient à l’avenir être exécutés dans les camions à gaz.

« A : Avant, comment les femmes et les enfants étaient-ils exécutés ?

« O : De la même manière que les hommes, par fusillade […] [188] . »

Ohlendorf définit ainsi les pratiques mises en place dans l’*Einsatzgruppe* D comme une véritable procédure de gestion de la transgressivité de la violence meurtrière. La militarisation des procédures de fusillade impliquait physiquement la mise à distance physique de la victime face au bourreau ; elle impliquait par ailleurs la collectivisation du geste de violence ainsi que sa déresponsabilisation. Elle permettait de nourrir la fiction selon laquelle le génocide était un acte militaire participant de la guerre totale que l’Allemagne nazie menait contre le monde de ses ennemis.

Au détour de ce long témoignage, cependant, sont apparues d’autres stratégies de gestion de la violence génocide, et notam ment celle constituée par la mise au point des camions à gaz. Il est tout à fait possible de voir dans celle-ci une simple « innovation technique », relevant d’un fonctionnalisme qui analyse les mécanismes du génocide sous l’angle productiviste. Le témoignage d’Ohlendorf présente plutôt son utilisation comme une mesure d’« économie » des hommes, les gestes les plus transgressifs étant délégués, soit à des acteurs extérieurs aux groupes, soit – c’est le cas des camions à gaz – à des moyens de tuer plus impersonnels.

Les groupes ont très rapidement cherché à s’appuyer sur des unités auxiliaires autochtones pour mener à bien les fusillades. On ne peut attribuer à cette politique, observée dans les quatre commandos, une simple fonction d’économie du psychisme des tueurs. Le cas du Sk 4a est ici éclairant en cela qu’on y utilisait des milices locales, pratique totalement

opposée à celle des autres commandos : à Babi-Yar, selon l'un des témoignages les plus directs transmis par la justice allemande[189], on chargea des milices locales des opérations de convoyage, de surveillance, de déshabillage et d'acheminement des victimes dans le ravin. Par la suite, la coopération entre Allemands du Sk et milices ukrainiennes s'institua sur un mode contraire – cette fois-ci conforme aux pratiques des autres commandos –, et les Allemands se débarrassèrent de la tâche de fusillade des femmes et des enfants en la déléguant aux *Schutzmannschaften*, ces milices ukrainiennes et biélorusses intégrées à l'ORPO[190]. L'exemple de Babi-Yar révèle ainsi l'inexpérience du Sk en matière de répartition des tâches et de logistique. Dès les opérations suivantes, les Allemands ont saisi les avantages qu'ils pouvaient tirer de cette collaboration, et ont modifié l'organisation des tueries. On observe ce mécanisme, qui consiste à laisser aux milices autochtones le soin de tuer femmes et enfants, au sein de l'Ek 3[191], des Sk 1b[192] et 7a[193], des Ek 2[194], 5[195] et 6[196], et des commandos de l'*Einsatzgruppe* D[197]. Là encore, la pratique n'est pas générale, mais dépend de l'initiative de chaque chef d'unité.

Cette marge de manœuvre conditionne d'ailleurs en partie la façon dont les hommes appréhendent leurs cadres. Les officiers SS nommés à la tête des unités effectuent des choix dans les procédures et mettent ainsi en place une relation avec leurs subordonnés. Blume, Ohlendorf et certains autres chefs de commando choisissent de mettre en place des procédures moins éprouvantes pour eux. D'autres chefs d'unité semblent ne tenir aucun compte de cet aspect, et ne rien faire pour gérer la dimension psychique de l'*Osteinsatz*. C'est le cas d'Erich Ehrlinger et d'Albert Rapp. Les deux hommes, issus du SD, ont mis en place des procédures d'exécution par tir à bout portant dans la nuque, tirs très souvent individuels, l'officier présent se bornant à inspecter les lieux et à achever les blessés. Si l'on en croit les témoins – qui se déchargent ainsi largement de leurs responsabilités pénales –, Rapp comme Ehrlinger ne laissaient aucune marge de manœuvre aux officiers constituant l'encadrement de la troupe. Ceux-ci étaient désignés selon un processus arbitraire aux yeux des hommes, et la seule mesure de gestion de la violence restait l'obligation faite à tous de participer au moins une fois aux fusillades. D'autre part, Ehrlinger était très satisfait de la présence d'un camion à gaz dans sa juridiction, et semblait tout ignorer de

l'expérience spécifique de ce type d'actions. Tous deux enfin sont décrits par les témoins comme des supérieurs très stricts, développant une relation marquée par la sévérité et le mépris[198]. Dans leurs commandos, la violence n'était pas gérée avec le même soin que dans l'*Einsatzgruppe* D, et les relations des hommes avec leurs chefs s'en ressentaient visiblement.

Les descriptions d'exécutions dans ces deux commandos – dans lesquels les mentions d'alcoolisme et de jeux d'argent sont fréquentes[199] – reproduisent invariablement le même schéma : l'exécution est opérée par balle dans la nuque, à bout portant, par des tireurs agissant sans ordres, dans une violence proche de l'anomie. Est-ce alors un hasard, si, au cours de leur procès, les deux hommes se voient reprocher leur trop grande rigueur et le fait d'avoir obligé leurs hommes à faire plus que n'en demandaient les autorités compétentes, c'est-à-dire, en l'occurrence, les BdS ou les HSSPF ? Si les témoins attribuent l'attitude des deux hommes à un mélange d'opportunisme et de fanatisme[200], cette désolidarisation de la part de la troupe n'est-elle pas due essentiellement à ce manque de prise en considération de la charge psychique de l'*Osteinsatz* ?

La comparaison interne au Sk 7a peut apporter un élément supplémentaire. Les témoignages déjà cités de Claus Hueser montrent la répulsion de Walter Blume face à la violence mise en œuvre et la procédure extrêmement codifiée des exécutions qu'il a établie. Il est ainsi qualifié d'humain, de sensible et de bienveillant. Son successeur, Albert Rapp, ne s'intéresse en aucun cas aux modalités d'exécution. Pis : alors qu'il s'appuie très largement sur les auxiliaires russes pour la dimension logistique des massacres, les tireurs qu'il choisit ne sont jamais des Russes[201], mais toujours des Allemands de son commando. Il se voit reprocher par ailleurs de ne leur laisser aucun repos. Même si ce reproche peut faire référence à leur envoi constant en mission contre les partisans, le propos ne formulerait-il pas, en filigrane, un grief d'indifférence à ce que pouvaient ressentir les hommes du commando face à leur besogne ? S'il semble impossible de trancher définitivement en la matière, le témoignage de Walter Blume sur la période immédiatement postérieure à son *Osteinsatz* permet d'apporter un élément de réponse. Lors d'un interrogatoire concernant son successeur, il a évoqué en ces termes son retour à Berlin :

> « Quand j’ai quitté le commando, j’ai dit à mes hommes que j’allais les ramener, et je leur ai dit qu’ils pourraient toujours se tourner vers moi. C’est pour cela que lorsque je revins au RSHA, je reçus une série de visites des membres du commando, qui me demandèrent d’être mutés du commando. Ils se plaignaient de la forme qu’avaient prise les fusillades, l’inclusion des femmes et des enfants. La situation globale m’était présentée de façon telle qu’il était compréhensible qu’ils veuillent partir du commando. L’un d’entre eux se plaignit très vivement du chef d’unité, c’est-à-dire de Rapp. [Il disait que] ce qu’ils étaient amenés à faire conduisait à une charge psychique qui présumait de leurs forces [202] . »

Cette déclaration, pour éclairante qu’elle soit, relève sûrement d’une stratégie de défense[203]. Pourtant, les mêmes hommes décrivent indubitablement deux chefs dont le consentement au génocide ne fait aucun doute, mais l’un d’eux accomplit son « devoir » en expri mant les difficultés psychiques qu’il génère, et essaye de les aplanir en codifiant les gestes, tandis que l’autre laisse la révulsion dans le non-dit, et fait, aux yeux de ses hommes, preuve de fanatisme et d’opportunisme. Le fanatisme et l’opportunisme, ces rideaux indéfinissables et déréalisants, devenaient ainsi, et pour longtemps, des outils sans cesse mobilisés pour l’analyse de la violence génocidaire, des outils qui ont dessiné une altérité radicale, altérité rassurante aux yeux des meurtriers comme, peut-être, à nos yeux.

La violence comme rite d’initiation

La violence extirpatrice mise en œuvre par les groupes mobiles d’extermination semble bien être une construction culturelle émanant de cet imaginaire aseptique dont on a pu suivre les linéaments dans les discours des intellectuels SS.

Au terme de l’étude des pratiques de mise à mort, deux faits saillants méritent d’être soulignés. En premier lieu, la définition de la violence extirpatrice est normative. Elle résulte de la volonté de soumettre les pratiques de violence aux impératifs développés par la hiérarchie. Or, les directives édictées pour réglementer les procédures de fusillade n’étaient pas toujours suivies d’effet sur le terrain. Tous les groupes avaient par

exemple pour directive, lorsqu'ils ne pratiquaient pas le tir dans la nuque à bout portant, d'achever les victimes qui n'étaient pas tuées sur le coup. Or, on sait qu'un nombre important de celles-ci ne moururent pas des suites des coups de feu qu'elles avaient reçus. Les commissions d'enquête soviétiques sur les crimes nazis ont procédé dès l'été 1943 à des exhumations de charniers. Ayant à cette occasion effectué des autopsies de victimes, elles établirent que certaines d'entre elles respiraient encore au moment de leur ensevelissement, que d'autres avaient été enterrées vives[204], information qui, d'ailleurs, n'a rien d'étonnant, au vu de la répugnance avec laquelle les officiers achevaient les blessés. Plus surprenant, sans doute : certaines victimes ont survécu à la fusillade[205], preuve que l'impératif d'exhaustivité n'a pas toujours été respecté par les tueurs. Par ailleurs, en maintes occasions, les normes ritualisant les exécutions, qui semblent si fortes au sein de l'*Einsatzgruppe* D, ne résistèrent pas à la brutalisation des comportements : certaines autopsies révèlent que la pratique de la balle dans la nuque si sévèrement réprouvée par le chef de commando fut néanmoins massivement utilisée[206], et que les mauvais traitements précédant l'exécution étaient bien plus fréquents qu'Ohlendorf ne voulut bien l'avouer[207]. C'est dire si certains officiers en charge de l'encadrement des tueries tentèrent bien en vain d'imposer des normes aux meurtres de masse. Là, pourtant, n'est pas la principale zone d'ombre laissée par la documentation. Dans les témoignages, les tireurs expriment massivement déploration et sentiment de transgression. Celles-ci, corroborées par d'autres sources, ne semblent pas devoir être mises en cause. Pourtant, les mêmes archives contemporaines des faits disent la cruauté et le plaisir de tuer éprouvés et exprimés par nombre d'acteurs. Les gestes de cruauté sont par contre singulièrement plus rares dans les témoignages livrés *a posteriori*. Le cas, mentionné par un homme de l'*Einsatzgruppe* D, de tireurs précipitant une vieille femme dans un puits, et restant là à écouter en riant les gémissements de la victime jusqu'à leur extinction[208], est rarissime. Tout aussi peu fré quentes sont les mentions de brutalités extraordinaires mises en œuvre par les hommes de l'Ek 8 (nourrissons lancés contre les murs, par exemple[209]), ou par les hommes de l'Ek 5 (des familles entières qui s'étaient cachées dans les combles d'immeubles furent précipitées du haut des toits[210]). Ces quelques cas, si rarement mentionnés

par les tireurs, mais plus fréquemment par les témoins russes et juifs survivants, n'apparaissent que de manière ténue dans les enquêtes. Tout indique, pourtant, que cruauté, désir de meurtre et plaisir de tuer furent partout présents. Dès 1941, cependant, les cadres nazis érigèrent en tabous ces pratiques, et aucune archive ne permet d'en mesurer l'étendue de façon détaillée. Reste que l'expérience médiane de la confrontation à la violence semble se dessiner ici assez précisément, dans la description des gestes, la perception et le vécu de leur mise en œuvre, les dynamiques sociales la sous-tendant. Consentement, angoisse, déploration, révulsion, haine et jouissance se sont ainsi mêlés dans les dires et les gestes de l'*Osteinsatz*.

Telle fut l'expérience des hommes qui firent « le voyage à l'Est ». On l'a dit, les intellectuels SS qui participèrent y perdirent ce qui faisait leur spécificité par rapport aux autres cadres du RSHA et du SD. Délaissant le travail dogmatique, ils se mêlèrent aux policiers et aux Waffen SS qui constituaient les groupes. C'est bien cet état de fait qui justifiait notre recours à des sources qui, pour représentatives qu'elles fussent de leur *Osteinsatz*, semblaient ne pas les concerner spécifiquement, même si leurs noms apparaissaient constamment, tels ceux de Martin Sandberger, Erich Ehrlinger, Walter Blume et Otto Ohlendorf. Il est temps, maintenant que les grandes caractéristiques de cette expérience ont été précisées, de revenir à eux.

Les intellectuels SS ont en effet assumé un rôle capital dans la pratique discursive de légitimation du génocide, justifiant jusqu'au sein même des commandos chaque nouveau pas dans la gestuelle génocidaire, et accompagnant les hommes chargés de la mettre en œuvre par une construction dogmatique. Comme officiers d'encadrement, ils ont joué d'autre part un rôle déterminant dans l'organisation et la codification des pratiques de violence, concevant et développant les techniques d'extermination, de gestion de la transgressivité de la violence, de légitimation gestuelle du génocide. Enfin, par leur présence au sein même des commandos et par leur implication dans les gestes de la tuerie, ils furent au centre d'une confrontation complète à la violence génocidaire.

Il n'est besoin que de rappeler le cas de Fritz Valjavec, initialement professeur d'histoire à l'université de Vienne, spécialiste d'histoire

moderne, et notamment de l'époque des Lumières en Autriche et du joséphisme. Ce *SS-Hauptsturmfuhrer*, promoteur des *Volkstumswissenschaften,* fut intégré à l'*Einsatzgruppe* D en tant qu'interprète et, peut-être, en tant qu'expert-organisateur des relations avec les activistes *volksdeutsch*[211]. Il connut sa première exécution à Czernowitz, ville dans laquelle il commanda un peloton d'exécution et acheva une demi-dizaine de victimes avec son arme de service[212]. Rappelons enfin le cas de Bruno Müller, ce jeune juriste du SD, déjà passé par les commandos de Pologne, et qui, la nuit du 6 août 1941, tua avec son revolver une femme et son nourrisson devant son commando assemblé, en guise d'introduction à l'annonce de l'inclusion au massacre des femmes et des enfants[213].

Il est évident, pourtant, que cette confrontation à la violence qui se déchaînait à l'Est fut très inégale selon les individus. Il en fut de même pour les parcours des intellectuels SS face à l'expérience de l'*Osteinsatz*. Le premier parcours-type est celui des hommes qui furent confrontés le plus longtemps à l'expérience de violence paroxystique. On retrouve parmi eux Erich Ehrlinger, Martin Sandberger, Albert Rapp, mais aussi Hermann Behrends, bien qu'il n'ait pas effectué son *Osteinsatz* au sein des commandos de la SIPO et du SD. C'est aussi le cas de Paul Zapp, l'intellectuel du RSHA *Amt* I. Ces hommes ont en commun d'avoir passé plusieurs années en *Osteinsatz*. Ils ont souvent servi dans plusieurs unités – Sk 1 b, KdS et BdS Kiev, BdS Minsk pour Ehrlinger, Sk 11b et Kds Crimée pour Paul Zapp[214], régiment *Das Reich* en Ukraine, 13^{e} division SS de Panzer Handschar en Yougoslavie, puis HSSPF Serbie pour Behrends[215] –, et parfois cette *Osteinsatz* ne représenta qu'une partie de leur service sur les fronts extérieurs au Reich[216]. C'est le cas pour Sandberger qui passa de KdS Estonie à BdS en Italie après un bref retour par l'*Amt* VI du RSHA[217]. Ces hommes, dans les faits, semblent se spécialiser dans des fonctions exécutives. Ils n'effectuent plus que rarement le travail d'expertise et de renseignement qui était leur domaine au RSHA. Restés longtemps confrontés à l'expérience de la violence, ils semblent n'en avoir pas été affectés. Jamais ils n'ont tenté de solliciter un congé, jamais ils n'ont argué de difficultés familiales ou sanitaires pour prolonger les périodes de vacances passées en Allemagne. Chez eux, le consentement à la violence semble avoir suffi à assurer leur maintien à l'Est sans problème apparent.

Le cas d'Albert Rapp, cependant, montre que les difficultés d'assumer la violence génocidaire, restées ici dans le non-dit et exprimées dans un alcoolisme qui finit par être sanctionné[218], n'ont rien à voir avec une rupture du consentement. Rapp est généralement évoqué dans les témoignages comme un homme ambitieux, animé d'une conviction nazie solide, un homme qui accomplissait sa mission le plus complètement possible[219].

On trouve dans ce groupe les carrières les plus rapides. L'exemple d'Otto Ohlendorf est des plus éclairants : le chef du SD *Inland*, muté d'urgence à la tête de l'*Einsatzgruppe* D qui venait d'être formé pour répondre à l'extension prévisible du front à la fin de mai 1941, resta à la tête de son groupe une année entière[220]. La raison de son envoi à l'Est a fait l'objet d'un débat parmi les historiens. Raul Hilberg explique ainsi sa mutation :

> « Ohlendorf était trop indépendant au goût de Heydrich, qui préférait des subordonnés entièrement dévoués à leur seule tâche et n'admettait pas qu'on travaille chez lui à titre honorifique [*ehrenamtlich]* . Les "mesures exécutives" prévues en Union soviétique allaient requérir une attention absolue et sans partage : Heydrich jugea bon d'y affecter Ohlendorf et c'est ainsi que cet intellectuel se retrouva commandant de l' *Einsatzgruppe* D [221] . »

La mutation dans les unités spéciales d'extermination est pour Raul Hilberg, qui suit d'ailleurs ici les déclarations d'Ohlendorf lors de son procès[222], une mesure vexatoire d'éloignement. L'affirmation est tout à fait vraisemblable pour les officiers subalternes, comme l'illustre le cas de Marcel Wutsch. Jeune *Untersturmführer* SS du RSHA *Amt* VI, il fait l'objet d'un certain nombre de rapports défavorables dès son recrutement en 1939 ; il est ensuite muté à titre disciplinaire dans les *Einsatzgruppen* en 1942, à Bialystok, où il participe aux exécutions de masse[223]. Le cas du *Gruppenführer* SS Bruno Streckenbach, successeur de Werner Best à la tête de l'*Amt* I du RSHA, envoyé en Pologne pour diriger l'extermination des élites polonaises en 1940, rend la généralisation de l'interprétation de Hilberg problématique[224]. Peut-on donner un sens vexatoire à cette nomination, alors qu'elle s'accompagne d'une promotion ? À propos d'Ohlendorf, Norbert Frei propose une tout autre explication. Il affirme, en

se référant aux travaux de Ludolf Herbst[225] et de Heinz Boberach[226], qu'Ohlendorf :

> « avait irrévocablement affirmé… [les conditions idéologiques de base (*expression employée par Norbert Frei*)]… au cours de la première année de la campagne de Russie à la tête de l' *Einsatzgruppe* D. En s'impliquant dans les crimes commis à l'Est, Ohlendorf s'était révélé un national-socialiste authentique, "digne" d'occuper une position élevée dans un système d'après-guerre dominé par la SS [227] … »

Militant de la première heure, Otto Ohlendorf n'avait guère à apporter la preuve de son orthodoxie idéologique, son statut d'*alte Kämpfer* (ancien combattant) lui étant reconnu sans conteste[228]. Ce qu'il prouve à l'Est n'est donc pas la qualité de son militantisme, mais bien sa capacité psychologique à s'impliquer physiquement dans les tueries. Pour les SS, ce qui se passe à l'Est n'est à l'évidence pas un crime de masse, mais plutôt une « besogne repoussante »[229] qu'il faut pourtant à tout prix mener à bien. Ohlendorf, en dirigeant les massacres à la tête de l'*Einsatzgruppe* D prouvait qu'il était capable de « passer outre » toute répulsion à l'égard de cette besogne-là.

À la lumière de l'exemple d'Otto Ohlendorf, il semble que la participation au génocide au sein des *Einsatzgruppen* acquiére une fonction initiatique. Les SS considèrent Ohlendorf comme un homme capable d'accéder aux plus hautes charges de l'Allemagne d'après-guerre parce qu'il a pu assumer – grâce à la formulation idéologique nazie – et surtout mener à bien l'extermination des Juifs d'Ukraine du Sud et de Crimée. Rite initiatique[230], le génocide permet à ceux qui le « subissent » avec succès de prouver non seulement leur degré d'intériorisation de la croyance nazie, mais aussi leur capacité à occuper, après la guerre, les plus hautes fonctions dans un III^{e} Reich victorieux, enfin purifié du sang de ses ennemis.

Les acteurs d'un deuxième groupe, de loin les plus nombreux, ont eux aussi « réussi » aux yeux des nazis le passage par l'*Osteinsatz*. Mais la différence fondamentale avec les hommes du groupe précédent réside en ceci qu'ils ne restent pas durablement en poste à l'Est. Franz Six, par exemple, passe trois mois en *Osteinsatz*[231] ; Eugen Steimle ne fait que deux

séjours à l'Est, de quelques mois chacun[232]. Walter Blume, lui, n'est resté que deux mois complets à la tête du Sk 7a[233]. Il en est de même pour Fritz Valjavec, qui semble n'être présent à l'*Einsatzgruppe* D que jusqu'à l'hiver 1941, et pour Heinz Rennau qui succède à Albert Rapp en 1943 et qui séjourne moins de six mois en poste. Le cas d'Eugen Steimle, historien de la NSStB, proche de Gustav-Adolf Scheel, qui participa à un travail de légitimation scientifique de la politique de révision des traités ayant mis fin à la Grande Guerre, et qui a été l'un des dirigeants du SD à Stuttgart[234], illustre le comportement de ce deuxième groupe d'hommes. Il dit s'être porté volontaire pour aller se battre sur le front et avoir reçu un ordre de route pour la Biélorussie. Il y fut envoyé à Arthur Nebe, le chef de l'*Einsatzgruppe* B, qui lui confia la succession de Walter Blume. Après trois mois d'*Osteinsatz*, il prit un congé qu'il passa à Stuttgart dans sa famille, et, avec l'aide d'un médecin, se fit établir des certificats attestant une maladie – une rage de dents, semble-t-il – qui l'aurait empêché de reprendre son poste. Il fut ensuite de nouveau envoyé en Ukraine, où il dirigea le Sk 4a entre août 1942 et décembre 1943[235]. De retour à Berlin, Steimle n'a jamais fait mystère de sa répulsion pour l'*Osteinsatz*. Il avait certes tenté de s'en extraire, mais il ne semble pas qu'il ait eu des difficultés majeures pour s'y adapter. Si certains membres de son commando le dépeignent comme un homme arrogant et « délicat », aucun d'entre eux ne fait mention chez lui d'une quelconque difficulté à assumer la violence génocidaire. Comme les hommes du premier groupe, Steimle a finalement « réussi » son *Osteinsatz* et bénéficié d'une promotion notable à son retour : il fut promu *SS-Standartenführer*, et nommé chef de service au RSHA *Amt* VI[236]. Une « initiation » à l'Est effective, donc, mais traversée rapidement, et dans un désagrément intense et affiché.

Les hommes d'un troisième groupe sont ceux pour lesquels les signes d'un échec d'adaptation aux conditions de l'*Osteinsatz* et à sa violence sont décelables. Certains officiers des groupes SS n'ont pas réussi à « passer outre » la répulsion qui semble si générale. Les cas de Hans-Joachim Beyer et d'Alfred Filbert peuvent illustrer une telle situation, mais aussi les difficultés rencontrées pour trancher définitivement sur un tel sujet.

Hans-Joachim Beyer, historien titulaire d'une chaire à l'université de Posen et collaborateur de Sandberger et de Steimle à Stuttgart, fut intégré

aux commandos arrivés le 30 juin à Lemberg-Sk 4a, état-major du groupe et Ek 5. D'après Karl-Heinz Roth, il aurait servi alors de conseiller-expert dans les relations inter-ethniques – particulièrement confuses en Galicie – et aurait ainsi inspiré la politique menée par Rasch, le chef de groupe, qui consista à canaliser les émeutes et à jeter les manifestants ukrainiens sur les quartiers juifs de la ville. L'*Osteinsatz* de Beyer fut cependant interrompue quelques semaines plus tard par une maladie digestive, une hépatite, semble-t-il, qui lui permit de rentrer très rapidement en Allemagne[237]. Le dossier médical de Beyer n'ayant pu être consulté, il n'a pas été possible de statuer sur la réalité de cette maladie. Cette hépatite, pourtant, semble relativement suspecte : elle n'est en rien comparable aux pathologies digestives observées chez les soldats sur le front de l'Est. On sait par ailleurs, par d'autre cas, que les troubles fonctionnels relevant de la somatisation constituaient un phénomène parfaitement identifié par les médecins SS, lesquels avaient tendance à prescrire alors des congés aux hommes qui en souffraient[238]. Le délai de rétablissement de Beyer – plus de deux mois – plaide en tout cas pour la réalité des symptômes. Il ne permet pas de statuer sur la nature de leur cause, infectieuse ou psychosomatique.

Plus clair est le cas d'Alfred Filbert. Présent à Pretszch dès avril 1941 et particulièrement proche de Heydrich à cette époque, ce juriste rhénan, jeune officier du SD, s'est porté volontaire pour le voyage à l'Est[239]. Il est nommé à la tête de l'Ek 9, et assume, entre autres responsabilités, celle de l'extermination des communautés juives de Vilnius[240]. Il ne reste pourtant que quatre mois à la tête de son commando. Il est renvoyé à Berlin en raison de troubles nerveux et d'une grave dépression. Il reste absent des organigrammes du RSHA pendant près de deux ans, n'y réapparaissant qu'à la fin de 1943, réinséré par son ancien chef de commando, Arthur Nebe, qui l'intègre dans un bureau central de la police criminelle chargé de lutter contre la corruption[241]. Il n'obtient pourtant là qu'un poste subalterne, comme si l'« aveu de faiblesse » de 1941 lui interdisait dorénavant toute carrière prestigieuse. Le cas de Filbert montre bien que le consentement à la tuerie ne suffisait pas à se garantir contre un effondrement nerveux. Les cadres des groupes, au reste, en étaient parfaitement conscients. Martin Sandberger, le chef du *Sonderkommando* 1a, a ainsi dû s'interroger sur le suicide du chef du SD de son unité[242]. Il a mené une enquête rapide mais

attentive sur ses causes, en envisageant très sérieusement l'éventualité d'un effondrement psychique généré par la confrontation à la violence[243].

Ces quelques cas, certes fort rares, montrent bien que, en dépit du degré d'intériorisation de la croyance nazie chez ces hommes, leur résistance à la violence paroxystique ne pouvait être tenue pour acquise. Peut-être est-ce la forme même de cette intériorisation qui éclaire le mieux les attitudes des intellectuels SS. Si tous ou presque ont pu traverser l'épreuve de l'*Osteinsatz*, c'est peut-être parce que ces intellectuels-officiers dont le travail avait consisté jusque-là à développer des rhétoriques légitimatrices, étaient les plus à même d'exprimer et de transmettre les représentations qui, à leurs yeux, donnaient sens au geste exterminateur. Ils furent ainsi en mesure de diffuser discours légitimateurs et pratiques d'atténuation du choc de la violence extrême, discours et pratiques qui, réappropriés par les hommes de troupe et couplés au processus d'accoutumance à la violence, générèrent et maintinrent finalement intact le consentement de tous au génocide.

1 *Ibid.*, p. 28.

2 *Einsatzgruppe* A : 990 hommes ; Eg B : 655 ; Eg C : 700 à 800 hommes ; Eg D : ± 500 hommes ; chiffres donnés par Peter Klein, *Die Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 29, 52, 71 et 90.

3 Les effectifs totaux des groupes étaient de 2 000 personnes (voir *Bundesarchiv* Dahlwitz-Hoppegarten [dorénavant BADH], ZR-521, A.9 [préparation de la centrale provisoire Pologne et des *Einsatzgruppen*]) ; le chiffre donné par H. Krausnick et H. H. Wilhelm (*Die Truppen…, op. cit.*, p. 28) est plus élevé. Ils s'appuient sur les estimations effectuées après la guerre par la *Zentralstelle der Landesjustizverwaltungen*, mais tient compte des recrutements de *Volksdeutsche* sur place. Le chiffre cité ne constitue qu'une moyenne virtuelle.

4 Chiffre approximatif établi à partir des rapports de synthèse et d'activité envoyés quotidiennement à Berlin (BABL, R-58/1082). La moyenne est de 0, 93 personne abattue par semaine et par SS. Pour donner un compte plus proche des réalités humaines, chaque SS aurait tué en moyenne 5 individus en six semaines.

5 Chiffres avancés par Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs, op. cit.*, p. 132. Voir aussi Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, p. 333.

6 L'expression est du maréchal von Bock, chef du groupe d'armées Centre – auquel était attaché l'*Einsatzgruppe* B –, qui déclara à Himmler : « Oui, monsieur Himmler, nous vous sommes reconnaissants de ne pas avoir à faire ce travail sale/impur [*unsaubere*] » (déclaration de von dem

Bach-Zelewsky du 22/8/1947, ZStL, 202 AR-Z 52/59, volume de pièces à conviction III/4, f^{o} 92). Cité par Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 593 ; voir aussi p. 58.

7 Cf. H. Krausnick et H. H. Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges…*, *op. cit.*, p. 162 ; R. Ogorreck, *Einsatzgruppen…*, *op. cit.*, p. 130.

8 BADH, ZR-125 (liste de personnels et tableaux de versements de dotations. *Einsatzgruppe* B). Document trouvé dans les archives de la Stasi par l'auteur, photocopié et déposé dans les archives de l'IHTP et de l'Holocaust Memorial Museum de Washington. La liste n'est pas complète, et doit être croisée avec les organigrammes du groupe en ce qui concerne les officiers. Ce qui fait la valeur du document est justement qu'il permet d'accéder aux informations sur le personnel subalterne du groupe, même s'il ne saurait être question ici d'exploiter systématiquement ce document. Pour un organigramme de l'*Einsatzgruppe* B, voir C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 63, basé sur les enquêtes effectuées après la guerre par la ZStL.

9 Pour les chiffres concernant le RSHA, voir Reinhard Rürup (éd.), *Topographie des Terrors, op. cit.*

10 Cf. annexes graphiques du rapport de Stahlecker (BABL, R-70 [SU]/15 [Directives générales des *Einsatzgruppen* et « Traitement des Juifs »]) ; C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 594-595 ; du même auteur, « Die Einsatzgruppe B », *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 59.

11 L'érection du ghetto de Moghilev date de la semaine précédant le massacre qui aboutit à l'extermination de la totalité de sa population (voir C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 589).

12 Exemple type de cette évolution, le cas de Vitebsk (Biélorussie) : la ville est occupée d'abord par le Sk 7a qui mène l'enfermement et l'enregistrement du 14 au 31 juillet 1941, exécutant quelque 400 Juifs adultes et adolescents. Au début du mois d'août, le Sk 7a est remplacé par l'Ek 9, qui opère la liquidation du ghetto en septembre. Cf. R. Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 109-111 et 114 ; C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 569 et 596-597. Exécutions perpétrées par le Sk 7a à Vitebsk : interrogatoire de Claus Hueser du 4/7/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 4, f^{os} 749-754) ; interrogatoire de Hueser *ibid*., vol. 7, f^{os} 1831-1844.

13 Affirmation à nuancer en ce qui concerne le Sk 1b, qui opérait en Biélorussie, pays dans lequel les communautés juives étaient très nombreuses, et où le travail du Sk 1b ressembla beaucoup à celui des Ek.

14 Cf. Wolfgang Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », art. cité, p. 35-38.

15 Dieter Pohl, « Die Einsatzgruppe C », art. cité, p. 71-72. Particularité déjà notée par C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 59 et 69.

16 Voir A. Angrick, « Die Einsatzgruppe D », art. cité, p. 88-110 ; ici p. 88-90.

17 D. Pohl (« Einsatzgruppe C », art. cité, p. 75), attribue cela à la radicalité des responsables du commando, Blobel en premier lieu.

18 Le Sk 1a de Sandberger n'est « crédité », au 1er février 1942, « que » de 963 exécutions de Juifs dans le rapport de Stahlecker (annexe 7 : carte des exécutions opérées par l'Eg A ; BABL, R-70 [SU]/15 , fos 572 et 573).

19 Le groupe déclare avoir exécuté 91 012 personnes, et l'Ek 8 est responsable de la mort de 60 811 personnes (rapport d'activité Eg B, 16-28/2/42, BStU, ZUV 9, vol. 31, fo 166). Cité d'après C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 60 et 69, note 63.

20 Cf. les chiffres d'exécutions cités par W. Scheffler, « Einsatzgruppe A », art. cité, p. 42 : les Juifs exécutés étaient au nombre de 921 (468 hommes, 453 femmes), pour 4 691 communistes.

21 KdS : *Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD ;* désigne le chef de la police et du SD et les organes qu'il dirige, attachés à une ville et sa région. Ex : KdS Minsk pour la Biélorussie, KdS Estonie pour Reval, dans toute l'Europe occupée.

22 *Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD :* Il y a trois BdS en Russie occupée : BdS Ostland (chef Eg A) à Riga ; BdS Minsk (chef Eg B automne 1943) ; BdS Ukraine (chef Eg C à partir d'avril 1942). Voir P. Klein (éd.), *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 44, 63 et 83.

23 À savoir l'*Ostland*, qui regroupait les 3 anciens États baltes et la Biélorussie, et l'Ukraine.

24 BABL, film n° 2425, clichés 7613 à 7983. Proposition de nomination au grade de *SS-Oberführer*, signée Kaltenbrunner, juin 1944 (BAAZ, SSO Ehrlinger, non folioté, et BABL, R-58/Anh. 14).

25 BABL, R-58/1082 (rapports d'activités des *Einsatzgruppen* en Pologne), fo 159.

26 EM n° 2, 23/6/1941 (BABL, R-58/214) ; voir aussi Christoph Dieckmann, « Der Krieg und die Ermordung der litauischen Juden », art. cité, qui livre un récit de ce massacre. À la mi-septembre, le groupe de femmes et d'enfants fut à son tour fusillé par l'Ek 2.

27 Exemples de la collaboration de la *Felgendarmerie* et du Sk 11 b dans le rapport de synthèse d'activités des bureaux locaux de la Wehrmacht en Crimée pour mars 1942 effectué le 26 mars 1942 (NOKW 853, ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres, Annexes de documents], vol. 2, fos 361-364].

28 Interrogatoire de Wagner, *Abteilungsleiter* IV du KdS Minsk, 17-18/12/59 et 15/1/60 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 10, fos 47-75 et 203-209) sur les exécutions, les prises de décision et la gestion des commandos d'exécution ; voir aussi les témoignages d'anciens membres du KdS dans ZStL, 2 AR-Z 21/58 (Ehrlinger, [BdS Kiev, Sk 1b.]), vol. 9.

29 Le contre-exemple type est bien entendu le massacre de Kiev (Babi Yar), effectué par le Sk 4a alors qu'il était encore mobile. Voir D. Pohl, « Die Einsatzgruppe C », art. cité, p. 75-76 et 81-82.

C’est par contre le cas pour le massacre de Rowno, effectué par l’Ek 5 au moment où il fut transformé en KdS Rowno. Témoignages dans ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [audition de témoins]), vol. 2, f^{os} 406-427 ; rapport terminal d’enquête préliminaire, *ibid*., vol. 10.

30 *Idem*.

31 Pour l’Ek 8 et la Biélorussie, voir Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 585-609.

32 Courrier du HSSPF *Rußland-Süd* à l’état-major RFSS, 19/9/1941 (BABL, NS-33/293, f^{o} 53).

33 IfZ, Fb/104/1, non folioté ; cité d’après Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 588.

34 La politique de lutte contre les partisans n’a pas encore fait l’objet d’études systématiques. Il s’agit pourtant d’une pierre de touche des pratiques répressives nazies, mêlant génocide, guerre et violences contre les populations civiles russes. On lira, pour un aperçu extrêmement complet des données factuelles, Christian Gerlach, *ibid*., p. 859-1055. Voir aussi Rudolf Aschenauer, *Krieg ohne Grenzen. Der Partisanenkampf gegen Deutschland 1939-1945*, Leoni, Druffel Verlag, 1982, 399 p. ; Matthew Cooper, *The Phantom War. The German Struggle against Soviet Partisan, 1941-1944*, Londres, Mac Donald and Jane’s Publications, 1979, 226 p. ; Heinz Kühnrich, *Der Partisanenkrieg in Europa 1939-1945*, Berlin, Dietz 1968 (représentatif de l’historiographie est-allemande). Une étude de cette politique, étape indispensable pour une anthropologie culturelle des pratiques nazies de violence, est en préparation.

35 C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 899.

36 Journal de bord de l’état-major opérationnel Minsk (BABL, R-70 [SU]/16).

37 *Ibid*, et C. Gerlach, *op. cit.*, p. 899 et 930-932.

38 Notamment EM n°^{s} 6, 10, 14, 15, 17, 24 et 28 (BABL, R-58/214).

39 Rien ne permet de statuer sur la véracité des descriptions effectuées par les *Einsatzgruppen*. Les éléments de l’enquête permettent de penser que le rapport des Eg exagère très grandement les chiffres avancés – l’un des protagonistes déclare avoir aidé à l’ensevelissement d’une centaine de corps (interrogatoire de Rudolf W. du 18/6/59, ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 3, f^{os} 1817-1861 ; ici f^{o} 1829) ; voir aussi Bogdan Musial, *« Konterrevolutionären Elementen sind zu erschiessen ». Die Brutalisierung des deutsch-sowjetischen Kriegs im Sommer 1941*, Berlin Propyläen, 2000. Si l’on sait que le NKVD a effectivement opéré des exécutions, les violences décrites ici semblent plutôt ressortir à une dynamique de massacre à participation massive des populations, plus courante à l’occasion de pogroms, récurrents dans la région depuis la Grande Guerre et le pogrom de 1919. En l’absence d’informations complémentaires, il n’est pas illégitime de penser que les groupes ont voulu voir dans des gestes de violence paroxysmiques opérés à l’encontre des Juifs par les Ukrainiens entre le 25 et le 30 juillet des exactions commises par le NKVD. Quoi

qu'il en soit, l'élément déterminant est la grille de lecture adoptée par les SS, et non les violences commises par les Soviétiques ou les Ukrainiens.

40 EM 24, 16/7/1941 (BABL, R-58/214, f^OS 188-191).

41 Cf. *supra*, chap. 8.

42 Interrogatoire de Rudolf W. du 18/6/59 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol.3, f^OS 1807-1861 ; ici f^O 1833).

43 Rapport sur le « bain de sang de Dubno » des 25 et 26 juin 1941. Annexe EM n°28, 20/07/1941 (BABL, R 58/214 f^OS 256-263).

44 Interrogatoire de Rudolf W. du 18/6/59 (*ibid*., f^O 1833).

45 Le verbe employé par le soldat et traduit par « traités » est *zurichten*, terme culinaire qui signifie « accomoder » (NdT).

46 Lettre envoyée de Tarnopol (BA-MA, RW 4/v.422), citée par Bernd Boll et Hans Safrian, « Auf dem Weg nach Stalingrad. Die 6. Armee 1941-42 », *in* Klaus Naumann et Hannes Heer, *Vernichtungskrieg, op. cit.*, p. 260-29. La lettre se termine par une demande aux parents de faire connaître le contenu de la lettre et de l'envoyer au responsable local du parti nazi (Vienne) ; une mention marginale ajoutée à la lettre par un fonctionnaire des services d'enquête du commandement viennois de la Wehrmacht prouve que cela fut fait et que la lettre fut massivement (pour l'époque) photocopiée.

47 Le 31 juillet 1941, le premier rapport de situation et d'activité des *Einsatzgruppen* décrivait ainsi la dimension « mentale » de l'état de santé des membres des groupes : « Il ne faut pas mésestimer les efforts psychiques [*seelische*] extrêmes qui leur [*aux membres des groupes* (C.I.)] furent imposés par le nombre élevé des liquidations. Les esprits et les attitudes furent maintenus éveillés par des entretiens personnels permanents portant sur la nécessité politique [de ces liquidations] » (rapport de situation et d'activité n° 1, 31/7/1941, édité par P. Klein (éd.), *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 112-133 ; ici p. 114).

48 Un rapport des groupes fait le lien entre le fait de battre à mort et de se situer dans les gestes et les objets de l'abattoir, même s'il met en place ce fragment d'association dans la mise en représentation de la violence exercée par le NKVD sur les Ukrainiens : le rapport accuse les Russes d'avoir battu à mort avec un merlin, maillet servant à « assommer » le bétail (EM 24, 16/7/1941. BABL, R-58/214, f^OS 188-191). Pour le matériel ici mentionné, voir les développements de Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair, op. cit.*

49 Voir là-dessus le rapport de l'Eg C (EM 24, 16/7/1941. BABL, R-58/214, f^OS 191-192).

50 Voir là-dessus l'article de Wolfgang Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », art. cité, p. 47, note 27 ; pour la succession des commandos, p. 49, note 36 ; également le témoignage d'un

photographe de l'armée allemande, qui fit à Kaunas des photos d'un jeune homme qui abattait des gens à la barre de fer, puis jouait de l'harmonica assis sur la montagne de corps (interrogatoire de Wilhelm Gunsilius du 11/11/1958. ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 2, f^{os} 785-793).

51 C'est le cas pour Lemberg et Tarnopol, mais pas pour Sokal ; on aurait par ailleurs logiquement dû retrouver cette pratique consistant à rouer les Juifs de coups à Dubno et à Jitomir, si elle avait été automatiquement provoquée par les meurtres commis par le NKVD lors de sa retraite.

52 Je reprends ici les catégories d'analyse forgées par Denis Crouzet dans son étude des gestes de violence des guerres de Religion. Alphonse Dupront et Denis Crouzet sont les deux grands modèles d'une étude des systèmes de représentation générant des séquences de violence paroxystiques. S'il ne saurait être question de comparer les dimensions quantitatives ou qualitatives des gestuelles de violence inaugurées dans la France des guerres de Religion et dans l'URSS de la guerre de 1941-45, l'adoption de schèmes d'analyse ou de catégories issues de l'anthropologie religieuse reste un choix heuristique dont la légitimité n'a pas semblé poser de problèmes. On lira sur tout cela Alphonse Dupront, *Du sacré. Croisades et pèlerinages, op. cit.* ; Alphonse Dupront et Paul Alphandéry, *La Chrétienté et l'idée de croisade, op. cit.* ; surtout la thèse d'État d'A. Dupront déjà citée, *Le Mythe de croisade*, qui a inspiré une grande partie des problématiques traitées par Denis Crouzet dans *Les Guerriers de Dieu, op. cit.*

53 Denis Crouzet, *Les Guerriers de Dieu*, t. 1, p. 49.

54 Projet de circulaire RMfdbO, non daté, avec lettre accompagnatrice du 7/7/1943 (BABL, R-58/3568, f^{os} 10-13).

55 *Ibid*., § 4, f^{o} 11.

56 *Ibid*., § 6, f^{o} 12.

57 Document du RSHA IV D 2 du 6/1/1943, signé Himmler (BABL, R-58/3568, f^{os} 15-20).

58 Il concerne ainsi les bureaux de police des territoires occupés, au même titre que les bureaux locaux de la SIPO/SD dans le Reich.

59 Françoise Héritier, « Le sang des guerriers et le sang des femmes. Notes anthropologiques sur le rapport des sexes », *L'Africaine. Sexes et signes. Cahiers du GRIF*, n° 29, 1984, p. 21.

60 Alain Testard, *Essai sur les fondements de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986, 102 p. ; voir aussi Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair, op. cit.*, p. 119-120.

61 Document du RSHA IV D 2 du 6/1/1943, signé Himmler (BABL, R-58/3568, f^{os} 15-20 ; ici f^{o} 16).

62 Projet de circulaire RMfdbO, non daté, avec lettre accompagnatrice du 7/7/1943 (BABL, R-58/3568, f^{os} 10-13 ; ici f^{o}12) ; même si cette infériorité n'est pas explicitement dite dans le texte, le fait qu'il soit absolument interdit de faire exécuter des Allemands par des autochtones montre aisément que les relations n'étaient pas conçues comme transitives.

63 Document du RSHA IV D 2 du 6/1/1943, signé Himmler (BABL, R-58/3568, f^{os} 15-20 ; ici f^{o} 16).

64 Le texte est de juillet 1943. Voir Christopher Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.*, p. 3.

65 Dans la circulaire RSHA IV D-2, les termes d'exécutions de *Sonderbehandlung* ne semblent pas désigner deux réalités différentes, et si l'on n'emploie jamais « exécution d'une sentence de mort » pour « traitement spécial », c'est parce que la *Sonderbehandlung* ne fait jamais suite à un procès criminel régulier. Par contre, elle peut résulter d'une procédure sommaire (cf. R-58/3568, f^{os} 15-20 ; f^{o} 15). Ces différences d'appellation ne semblent pas conditionner la déritualisation des exécutions : le mode d'opération par peloton d'exécution employé dans le cas d'une *Sonderbehandlung* est défini aussi soigneusement par le législateur dans ce cas que dans le cas d'une exécution militaire.

66 C'est notamment le sens qu'il faut donner aux interdictions maintes fois réitérées de photographier les exécutions, sauf « pour des raisons liées au service ».

67 Chez Denis Crouzet, le propre de la démonstrativité de la violence protestante n'est pas sa publicité plus poussée, mais bien le fait que les gestes mis en œuvre sont là pour témoigner de l'identité protestante des auteurs et du contenu religieux de cette identité (voir *Les Guerriers de Dieu, op. cit.*). Pour un résumé de ces thèses, on pourra lire par ailleurs Pierre Chaunu, *Église, culture et société, op. cit.*, p. 449-456.

68 Rapport de situation et d'activité n° 3, période du 15 au 31/8/1941 (*Politische Archive des Auswärtigen Amtes* (PAAA), InlIIG, Regal 32, Fach 200, n° 431), reproduit par P. Klein, *Die Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 155-180 ; ici p. 161.

69 L'exécution est commentée dans EM 47 (BABL, R-58/215), dans le rapport de situation et d'activité n° 2, *passim*, édité par Peter Klein, *ibid.*, p. 139 et note 11, p. 152, et dans le rapport n° 3, *ibid.*, p. 160-161.

70 EM 58 (BABL, R-58/215, f^{os} 102-103).

71 Le rapport parle d'une foule de plusieurs milliers de personnes (*ibid*., f^{o} 104).

72 On dispose, pour confirmer ces témoignages, d'un certain nombre de photographies de l'exécution, éditées accompagnées d'un récit détaillé de l'événement par Ernst Klee, Völker Rieß et Willy Dreßen (éd.), *« Schöne Zeiten ». Judenmord aus der Sicht der Täter und Gaffer*, Francfort, Fischer, 1988, 276 p., p. 105 *sq*.

73 Description de l'exécution dans *« Schöne Zeiten »*, cité ci-dessus, et dans Bernd Boll et Hans Safrian, « Auf dem Weg nach Stalingrad. Die 6. Armee 1941-42 », *in* Klaus Naumann et Hannes Heer, *Vernichtungskrieg, op. cit.*, p. 260-296 ; ici p. 267.

74 EM 58 (BABL, R-58/215, f^{o} 104).

75 Un mémorandum du RSHA, daté de 1943, indique que les « *Einsatzgruppen* ont pu vérifier la domination des Juifs sur l'URSS » (BABL, R-58/68 [généralités sur l'organisation de l'URSS. Travaux sur la « mentalité » des Russes et sur le NKVD]). Fait important, le même texte fut utilisé dans le guide édité par le RSHA pour les officiers de la SIPO envoyés en Russie (BABL, R-58/3506 [informations sur l'URSS pour les chefs locaux de la SIPO/SD]).

76 Témoignage d'O. du 17/7/1962 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « g » [Ek8, Harnischmacher], vol. 2, f^{os} 688-694).

77 Publiées dans une revue française de vulgarisation dont la qualité laisse par ailleurs très sérieusement à désirer, une partie des clichés ont été légendés de façon erronée, et si certains des originaux sont crédités au CDJC, il n'a pas été possible de les localiser. Photos illustratives dans Alain Pierre, « Commandos SS en Pologne », *Historia* hors série, n°20, consacré à la SS, 1971, p. 172-189 ; ici p. 179-180.

78 Czeslaw Madajczyk, *Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945*, Munich, Saur Verlag, 1994, p. 12-13.

79 *Ibid.*, p. 18.

80 *Ibid.*, p. 12.

81 Interrogatoire de Karl-Heinz B. du 9/10/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^{os} 3009-3016).

82 Interrogatoire de Heinrich Bergmann du 1/6/1960 (ZStL, 207 AR-Z 246/59 [Affaire Sk1a], vol. 2, f^{os} 457-463).

83 Schéma assez classique, déjà souligné dans la pratique – prétendument secrète – de la torture pratiquée par l'armée française lors de la guerre d'Algérie. Cf. Raphaëlle Branche, *La Torture dans la guerre d'Algérie. Les soldats, leurs chefs et les violences illégales*, Paris, Gallimard, 2001.

84 Cf. la notice du magistrat instructeur (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; auditions judiciaires], vol. 30) ; voir aussi Dieter Pohl, « Die Einsatzgzruppe C », *in* Peter Klein, *Die Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 71-87 ; ici p. 75.

85 C. Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.* (p. 82 pour le commandant du bataillon) ; les officiers n'étaient pas tous absents, les commandants de compagnie restaient souvent avec leurs hommes.

86 Rapport de situation et d'activité n° 1 du 31/7/1941 (PAAA, InlIIG, Regal 32, Fach 200, n°431), reproduit chez P. Klein, *Die Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 112-133 ; ici p. 114, dans la rubrique « état sanitaire de l'unité ». Stahlecker n'était pas le seul à se soucier de l'état psychique de sa troupe : Ohlendorf (Eg D), von dem Bach-Zelewsky (HSSPF) et même Himmler prirent des mesures pour tenter de gérer le « problème ».

87 Blume n'était pas présent (il semble qu'il était en congé) ; rien, cependant, ne permet de le confirmer.

88 Interrogatoire de Claus Hueser du 6/9/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 7, f^{os} 1831-1844).

89 C. Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.*, p. 82.

90 Cet interrogatoire fait suite à ceux des 28-29 août et 5 septembre 1962. Hueser avait d'abord été interrogé en tant que témoin, puis en tant qu'inculpé. Il fut d'ailleurs condamné pour les exécutions avouées à deux ans de prison, couverts par la détention préventive. Verdict dans ZStL, 202 AR-Z 96/60 (Affaire Sk 7a, Rapp et autres [jugements]), vol. 16.

91 ZStL, 202 AR-Z 96/60 (Affaire Sk 7a, Rapp et autres), vol. 4, f^{os} 749-754 ; ici f^{o} 752.

92 Le commando, en effet, arriva le 14 juillet à Vitebsk, et fut remplacé dans la ville par l'Ek 9 à la fin du mois. On sait par ailleurs que le groupe ne commença à opérer des fusillades dans la ville qu'à partir du 18 juillet. Les exécutions à Vitebsk s'étalèrent sur deux semaines, du 14 au 31/7/1941, date où le Sk 7a quitta la ville, relayé par Ek 9. Blume, le premier commandant, quitta le commando un mois plus tard (voir Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 114). Il peut apparaître douteux que le groupe n'ait pas opéré d'exécutions avant celles de Vitebsk, même si le Sk 7a n'avait, semble-t-il, pas de mission d'exécution très définie, comme le suppose C. Gerlach sur la base – critiquée – des déclarations d'après-guerre de Blume (voir C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 536). Il est cependant tout à fait possible que celles-ci aient été les premières effectuées par Hueser. Hormis cette assertion sur la datation des premières fusillades du commando, rien, dans son témoignage, ne permet de mettre son propos en doute, et ce d'autant qu'il se met lui-même en cause, à un moment critique pour la suite de l'enquête. Rappelons que la seconde exécution avouée le fut alors que Hueser était accusé dans le procès d'Albert Rapp, et qu'il fut d'ailleurs condamné pour les faits ici rapportés. La seconde description – celle de la première tuerie – aurait-elle pu constituer une stratégie de défense au cas où Hueser aurait été accusé de cruauté envers les victimes des fusillades ? Il semble que ce ne soit pas le cas. L'examen de la totalité de la procédure a mis en lumière quelques accusations de ce type, mais jamais elles ne furent dirigées contre Hueser, ni contre l'une des personnes l'ayant connu. Il semble plus probable que le mode opératoire de la tuerie en peloton était à son sens plus avouable au sens où elle respectait une sorte de norme militaire de la mise à mort.

93 Savoir-faire qu'ils se transmettaient oralement, parfois au moment même des exécutions : on trouve un exemple de telles discussions sur la meilleure manière de viser pour provoquer une mort instantanée à Klincy, Biélorussie, dans l'interrogatoire de Ludwig S. du 5/12/62 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^{os} 3029-3038).

94 Description assez typique du système mis en place pour le massacre de Rowno dans l'interrogatoire d'Oelenhafen, ex-BdO Ukraine, du 7/5/1946 (f^{os} 38-40 ; ici f^{o} 39). 15 000 Juifs furent assassinés à Rowno les 6 et 7 novembre 1941. Voir D. Pohl, « Die Einsatzgruppe C », art. cité, p. 77.

95 *Ibid.*, p. 75.

96 Bernd Boll et Hans Safrian, « Auf dem Weg nach Stalingrad », art. cité. Raul Hilberg rapporte que ce fut aussi le cas lors de la grande opération exécutée par le Sk 11b à Simferopol en décembre 1941 (R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 263).

97 Voir, là-dessus, Klaus Jochen Arnold, « Die Eroberung der Stadt Kiev durch die Wehrmacht im September 1941 : Zur Radikalisierung der Besatzungspolitik », *Militärgeschichtliche Mitteilungen*, 58/1, 1999, p. 23-63).

98 Le fait est souligné par Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, o*p. cit.*, p. 275.

99 Voir notamment la déposition de Hans Schumacher (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 7, f^{os} 1-87 ; ici f^{o} 51).

100 Michael Wildt, « Des vérités *différantes*. Historiens et procureurs face aux crimes nazis », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 34, 1999, p. 104-113.

101 Interrogatoire de Claus Hueser du 6/9/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 7, f^{os} 1831-1844 ; ici f^{o} 1839).

102 Témoignage d'E.H. cité par Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler, op. cit.*, p. 223.

103 Témoignage de K. D., *ibid.*

104 Voir là-dessus C. Gerlach, *Kalkulierte Morde*, *op. cit.*, p. 648 et 1069.

105 Sur tout cela, voir le rapport de situation et d'activités du Sk 1b du 1/7/1941, signé Ehrlinger (BABL, R-70 [SU]/15, f^{os} 1-5 ; ici f^{o} 3), ainsi que W. Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », art. cité, p. 49, note 36.

106 Interrogatoire de Hellmann du 1/2/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 2, f^{os} 535-579 ; ici f^{o} 551).

107 Pour tenter de se dédouaner, les hommes jouaient toujours sur deux points : leur affectation, en tentant de se faire passer pour des chauffeurs ou des administratifs, argument que les procureurs mettaient à mal en rétorquant que dans tous les commandos ces deux catégories de personnels

prenaient part aux exécutions. Le second argument était celui des mutations, des maladies et des congés, effectivement très fréquents, mais étrangement plus encore aux alentours des dates des grands massacres commis par les groupes. L'argument – très ponctuel – utilisé ici par un ancien Waffen SS nommé Hermann Z., semble assez convaincant, d'autant qu'il avoua par la suite qu'il avait participé à d'autres fusillades, ce qui incite à y voir non pas une stratégie de disculpation ou de dédouanement, mais une explication au fait qu'il n'ait pas participé à cette exécution-là.

108 Interrogatoire de Hermann Z. du 8/12/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 8, f^{os} 441-491 ; ici f^{o} 450).

109 Interrogatoire de Ludwig Sparrwasser du 5/12/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^{os} 3029-3038 ; ici f^{o} 3033).

110 Christopher Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.*, p. 91 ; Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler, op. cit.*, p. 224-225.

111 La notation revient de façon récurrente dans les témoignages des bourreaux, mais pas toujours avec le même vécu de répulsion que dans le cas du 101^{e} bataillon ; ces témoignages sont aussi un indice du refus de l'emploi de la salve de peloton d'exécution comme procédure de mise à mort. Voir l'interrogatoire d'Ernst Willnow des 9/10 et 7/11/1961 (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; enquêtes], vol. 4, respectivement f^{os} 819-838 et f^{os} 872-891 ; ici f^{o} 884).

112 Interrogatoire de Ludwig Sparrwasser du 5/12/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Rapp], vol. 8, f^{os} 3029-3038 ; ici f^{o} 3031).

113 ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [auditions de témoins]), vol. 2, f^{os} 406-427.

114 Cette dernière technique, très couramment utilisée, était surnommée par les tireurs la « procédure de la sardine à l'huile ». Raul Hilberg la décrit dans *La Destruction des Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 275.

115 Le calcul a été effectué à partir des dossiers personnels des officiers SS. Les autres opéraient en Pologne ou en Yougoslavie, dans des conditions moins intenses, mais similaires.

116 Voir là-dessus l'interrogatoire d'Ehrlinger des 9 et 10/12/1958 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 1, f^{os} 9-10 et 40-42) ; fiche synoptique de carrière *in* BAAZ, SSO Erich Ehrlinger ; BABL, R-58/Anh.14 : dossier et correspondance personnelle du *Standartenführer* SS Dr Erich Ehrlinger ; ordre de nomination comme chef de l'*Einsatzgruppe* B *in* BAAZ, SSO Ehrlinger.

117 Cf. C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 63 ; interrogatoire de Steimle du 26/2/1960 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 1, f^{os} 87-97) ; interrogatoire

de Rapp du 21/8/1961 (*idem*, vol. 3, f^OS 620-630) ; interrogatoire de Blume du 19/12/1962 (*idem*, vol. 9, f^OS 3104-3124).

118 L'hostilité générée par ces hommes fut parfois telle que l'expression de la détestation fut l'occasion d'effondrements nerveux de la part d'anciens membres de leurs commandos. Ce fut le cas pour Curt K. (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 9, f^OS 333-341) ; quant à Rapp, son attitude était tellement mal perçue par les hommes de troupe et les officiers du Sk 7a que ceux-ci essayèrent de le faire muter à titre disciplinaire en le compromettant dans une affaire de mœurs. Il fut muté pour alcoolisme. Faits mentionnés dans le jugement in *idem* [jugements]), vol. 16.

119 Expression employée dans tous les commandos ; voir, par exemple, le rapport d'activité du Sk 11a du 22/8 au 10/9 1941 (NOKW-636, ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; Annexes de documents], vol. 2, f^O 230). Voir aussi le rapport de l'*Einsatzgruppe* B sur la question juive en Ruthénie blanche, EM n° 33 du 25/7/1941 (BABL, R-58/215, f^O 45 *sq*.).

120 Petite localité de Biélorussie, située à 440 km au sud-est de Minsk, et à 550 km au nord-est de Kiev.

121 Interrogatoire de Franz-Joseph Thormann du 12/11/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^OS 1986-1997 ; ici f^O 1990).

122 Interrogatoire de Johann B. du 19/2/1962 (*idem*, vol. 5, f^OS 1265-1280).

123 Interrogatoire de Franz-Joseph Thormann du 12/11/1962 cité à la note 3 de la page précédente. Les prétentions de Thormann peuvent être lues comme une thèse déculpabilisante, mais la masse des témoignages concordants tend à amoindrir la possibilité d'entente préalable entre les différents témoins. Tous soulignent la très grande dureté de Rapp, tous insistent sur une incapacité à déléguer la moindre responsabilité.

124 Interrogatoire d'Eduard Spengler du 13/11/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 3, f^OS 808-829 ; ici f^OS 815-816). L'assertion de Spengler est à prendre avec un maximum de précaution : il était gravement compromis dans les affaires mentionnées par lui, ce que les enquêteurs ne savaient pas à ce moment précis de son interrogatoire. Il peut s'agir d'une stratégie de couverture, mais son affirmation est corroborée par d'autres témoignages. De plus, sa défense, en l'occurrence, ne concerne pas les ordres, mais les activités : Spengler prétendait n'avoir pris part qu'à la *Partisanenbekämpfung* (*idem*, f^OS 817-820).

125 Interrogatoire d'Eduard B. du 2/7/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 4, f^OS 2337-2419 ; ici f^OS 2343-2347).

126 Interrogatoire de Reinhold Brünnert du 24/7/1959 et du 3/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 5, f^OS 3121-3151 et 3239-3261 ; ici f^O 3243).

127 Interrogatoire de Hella H. du 2/11/1959 (*idem*, vol. 7, f^OS 467-481 ; ici f^OS 473-475). Le témoin, il faut le souligner, est indirect.

128 On en a la preuve pour plusieurs chefs de commando : dans le cas du Sk 7a et de Rapp ou de Blume, voir l'interrogatoire de Franz-Joseph Thormann du 12/11/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^OS 1986-1997 ; ici f^O 1990) ; Kurt Christmann (Sk 11b), qui tire sur des victimes pour donner l'exemple : cf. la lettre du *Staatsanwalt* de la ZStL aux autorités soviétiques, objet : demande d'audition de témoins soviétiques (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen et autres ; dossiers de correspondance du StA], vol. 2, f^OS 102-112 ; ici f^O 109) ; Bruno Müller (Sk 10 b) : abat une femme et un nouveau-né à Tighina en annonçant que l'unité devra dorénavant abattre aussi tous les enfants, exemple cité par Andrej Angrick, dans « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 88-110 ; ici p. 94-95.

129 Il a été impossible de localiser et dater plus avant cette fusillade : Gorodock est une localité située entre Minsk et Vilnius, villes où le commando séjourna entre les 7 et 14 juillet, date à laquelle le Sk 7a entra à Vitebsk. Voir là-dessus Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.*, p. 156 ; Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen*, *op. cit* ; C. Gerlach date cependant d'août 1941 une exécution qui eut lieu à Gorodock (*Kalkulierte Morde*, *op. cit.*, p. 536). Il semblerait qu'il s'agisse de l'exécution dont parle l'accusé, car il mentionne lui aussi la participation d'hommes de la Wehrmacht. Il est pourtant impossible de se prononcer avec certitude sur cette datation.

130 Interrogatoire de Karl Sonntag du 15/7/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 7, f^OS 1724-1731 ; ici f^O 1725).

131 Voir pour le KdS Kiev, les Sk 1b et Ek 5, l'interrogatoire de Reinhold Brünnert du 24/7/1959 et du 3/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 5, f^OS 3121-3151 et 3239-3261 ; ici f^OS 3242-3243) ; voir aussi, pour l'*Einsatzgruppe* D, la déposition d'Ohlendorf du 3 janvier 1946 (*TMWC*, t. 3, f^OS 245-275).

132 H. Kraunsick et H. H. Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.*, p. 174.

133 Cité par Andrej Angrick, dans « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 88-110 ; ici p. 94-95.

134 Il fit réunir les troupes après une discussion avec les officiers, et c'est, semble-t-il, au terme du rassemblement qu'il exécuta cette femme et son enfant.

135 Ce fut l'un des arguments développés par Reinhold Brünnert, l'adjoint d'Ehrlinger, le 24/7/1959 et le 3/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 5, f^OS 3121-3151 et 3239-3261 ; ici f^OS 3242-3243).

136 Cf., notamment, l'interrogatoire de Wilhelm S. du 19/1/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 4, f^{os} 1107-1114 ; ici f^{os} 1111-1112) ; un autre tireur, doté par nous des mêmes initiales, le traite même de « foutriquet » ou de « branleur » (*Niete*) au plan militaire : interrogatoire de Wilhelm S du 4/1/1962 (*idem*, f^{os} 1080-1097).

137 Plusieurs témoignages montrent Blume qui, en partant, aurait fait la promesse de ramener les membres de son commando avec lui, tentant de faire muter certains d'entre eux une fois son retour effectif au sein du service central berlinois. Interrogatoire de Blume (*idem*, vol. 9, f^{o} 3109). Voir aussi Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.*, p. 184.

138 Interrogatoire d'Emil W. du 12/10/1961 (*idem*, vol. 3, f^{os} 694-701).

139 C'est en tout cas ce que laisse supposer le témoignage de Claus Hueser en date du 6/9/1962 (*idem*, vol. 7, f^{os} 1831-1844 ; ici, f^{o} 1832 *sq*.) : l'exécution décrite est l'une des premières du commando, et Blume a dit à Hueser qu'il devait cette fois-ci y participer, en ne lui cachant pas sa répulsion pour le procédé. Voir là-dessus la lettre de Hueser au magistrat enquêteur du 5/9/1962 (*idem*, f^{os} 1838-1841).

140 Interrogatoire de Heinrich K. du 10/10/1961 (*idem*, vol. 3, f^{os} 655-662 ; ici f^{o} 657).

141 *Ibid.*

142 Voir là-dessus les notations de Raul Hilberg, qui, sans analyser, cite de façon éparse le cas d'acteurs du génocide exprimant leur répulsion (*La Destruction des Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 284-289).

143 Christopher Browning, *Des hommes ordinaires, op. cit.*, p. 155-162.

144 Interrogatoire de Ludwig Sparrwasser du 5/12/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^{os} 3029-3037 ; ici f^{o} 3031). Blume annonça les missions du commando lors d'une marche d'entraînement immédiatement après l'entrée en territoire soviétique : interrogatoire de Heinrich S. du 15/2/1962 (*idem*, vol. 5, f^{os} 1179-1189 ; ici f^{o} 1180).

145 Sur la *Partisanenbekämpfung* et son bilan en Biélorussie, voir C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 955-958.

146 Rapport du KdS Minsk à HSSPF *Rußland-Mitte* (Nur. Dok NO-4317). Cité d'après R. Hilberg, *ibid.*, p. 334. Hilberg, pourtant, attribue ici à tort une attitude presque philosémite à Kube, le chef de l'administration locale, alors qu'il fut en fait l'un des moteurs de l'accélération du génocide en Biélorussie ; voir C. Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 692 *sq*.

147 *Beurteilung* 1/4/43 (BAAZ, SSO Strauch), publiée en extraits dans Konrad Kwiet, Jürgen Matthäus et Wolfgang Benz (éd.), *Einsatz im « Reichskommissariat Ostland ». Dokumente zum Völkermord im Baltikum und in Weißrußland 1941-1944*, Berlin, Metropol, 1998, 301 p. ; ici p. 235-236.

148 Strauch avait été condamné à mort à Nuremberg, et envoyé en Hollande pour être jugé. Il y mourut en prison sans être repassé en jugement. Pour la description des troubles de Strauch, voir François Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme*, *op. cit.*, p. 147.

149 C. Gerlach, « Die Einsatzgruppe B », art. cité, p. 60.

150 Interrogatoire de Hans B. du 8/12/1961 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « g » [Ek8, Harnischmacher], vol. 2, f^{os} 323-331 ; ici f^{o} 328).

151 Interrogatoires de W., S. et K. du 7/2/62 (*idem*, f^{os} 400-405).

152 C. Browning, *Des hommes ordinaires*, *op. cit.*, p. 96-97.

153 Interrogatoire d'Erich B. du 20/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 6, f^{os} 3907-3925 ; ici f^{o} 3925).

154 Interrogatoire de Spengler du 16/11/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 3, f^{os} 731-747 ; ici f^{o} 738).

155 Interrogatoire d'Erich B. du 7/11/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 9, f^{os} 37-53 ; ici f^{o} 40-42).

156 Interrogatoire d'Erich B. du 20/8/1959 (*idem*, vol. 6, f^{os} 3907-3925 ; ici f^{o} 3925).

157 Voir là-dessus Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 146-147 ; Dieter Pohl (« Die Einsatzgruppe C », art. cité, p. 72) souligne la brutalité avec laquelle les commandos de l'Eg C ont opéré dans ces trois premières semaines et le fait qu'ils firent tous l'objet d'une sorte de campagne de légitimation des meurtres par les chefs de commando et Rasch lui-même ; voir enfin H. Krausnick et H. H. Wilhelm, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 164-165.

158 Ils avaient toujours la possibilité, s'ils n'étaient pas gradés, de plaider le *Befehlsnotstand*, c'est-à-dire l'impossibilité de se soustraire à l'ordre donné par un supérieur, ce qui est largement le cas pour tous les autres gestes meurtriers. Le silence sur les meurtres d'enfants, ainsi, ne ressortit pas à des stratégies d'évitement. Sur les arguments juridiques du *Befehlsnotstand*, voir Christoph Bitterberg, *Die Richter und ihre Historiker. Zum Umgang mit NS-Prozeßmaterialen als historische Quellen*, Hambourg, doc. dactyl., 1997, et Herbert Jäger, *Verbrecher unter totalitärer Herrschaft. Studien zur nationalsozialistischen Kriminalität*, Francfort, Suhrkamp, 1982, 407 p.

159 Le cas n'est pas général : l'un des tireurs du 101^{e} bataillon a déclaré s'être efforcé de ne tirer que sur des enfants, car il pensait que la mort de leur mère leur ôtait toute chance de survie, et qu'il abrégeait ainsi leurs souffrances (voir Christopher Browning, *Des hommes ordinaires*, *op. cit.*, p. 101). On n'a rencontré aucune déclaration de ce type dans les procédures étudiées.

160 Un cas est assez frappant. Lors d'une procédure contre d'anciens membres de l'Ek 8, un témoin, Kurt L., mit en cause Karl Strohhammer, l'un des sous-officiers de la compagnie de Waffen SS qui accompagnait le commando, l'accusant de séparer par la violence les mères et les enfants

avant leur exécution, et d'avoir tué de façon privilégiée des enfants. L'homme mis en cause se défendit, et le témoin infirma quelque temps après son témoignage qui, de toute manière, avait été formulé de telle façon que la responsabilité – avérée – du sous-officier ne fût pas catégoriquement mise en cause. Déposition de Strohhammer et témoignage de Kurt L. du 9/8/1965 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « f » [Ek8, Strohhammer], vol. 1, f^{os} 1-5).

161 L'un des tireurs de l'Ek 5 avoua par exemple avoir abattu 50 personnes lors de son *Osteinsatz* : interrogatoire de Renner du 6/2/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b.], vol. 2, f^{os} 639-676). Il ne précisa cependant pas s'il y avait des femmes ou des enfants parmi eux.

162 Les termes « pulsion de silence » ont été introduits par le très grand historien de la guerre Paul Fussel dans *À la guerre. Psychologie et comportements pendant la Seconde Guerre mondiale* (Paris, Le Seuil, 1992, 450 p.). Je renvoie sur ce point au chapitre consacré à la violence dans le livre déjà cité par nous d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre*, qui ont étudié cette pulsion à l'œuvre dans les récits de violence des combattants de 1914.

163 Sur les camions à gaz, on verra R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe, op. cit.*, p. 284-285.

164 Témoignage en ce sens d'Ohlendorf : déposition d'Ohlendorf du 3 janvier 1946 (*TMWC*, t. 3, f^{os} 245-275), qui en fait une décision de Himmler.

165 Interrogatoire de Schumacher du 15/9/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 7, f^{os} 1-87).

166 Interrogatoire de Siegfried Schuchardt du 14/5/1962 (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; enquêtes], vol. 5, f^{os} 1087-1130 ; ici f^{os} 1124-25).

167 Interrogatoire de Schumacher du 15/9/1959 cité à la note de la page précédente. Les camions, au reste, étaient mécaniquement peu fiables et tombaient très souvent en panne, ce qui constitue la raison très souvent officiellement invoquée pour une utilisation beaucoup moins massive que prévu. Voir, pour l'*Einsatzgruppe* C, Dieter Pohl, « Die Einsatzgruppe C », art. cité.

168 La pratique est rarement mentionnée dans les témoignages et dépositions des anciens membres des groupes, mais elle est cependant attestée ; voir notamment le témoignage d'Ernst D. (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; enquêtes], vol. 2, f^{os} 357-360) sur les exécutions en Crimée : les victimes sautent avant le tir dans la fosse, les tireurs y jettent des grenades.

169 Pistolet.

170 Interrogatoire de Franz Joseph Thormann du 24/9/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 7, f^{o} 8).

171 Interrogatoire de Jacob G. (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; enquêtes], vol. 8).

172 Ce n'est pas la seule occurrence de ce phénomène : on se souvient de cet officier de la Schupo qui assistait au repas organisé par Jeckeln lors de la fusillade de Kamenets-Podolsk et qui disait n'avoir pas pu manger à cause de l'« odeur douceâtre » dégagée par les tireurs du SD qui avaient exécuté des Juifs. Déclaration de l'accusé Eduard Best du 17/5/1960 (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; audition de témoins], vol. 14, f^{os} 2082-2085).

173 Les pratiques de cruauté sont présentes dans les témoignages, mais de façon telle que cette source ne peut contribuer ni à l'évaluation de la diffusion de ces comportements, ni à l'étude de ce qu'en disent les acteurs directs : ces violences spécifiques sont toujours dites par des spectateurs ou par des hommes qui peut-être s'en disent seulement spectateurs. Des cas d'enfants à qui l'on fracassa le crâne, de vieilles femmes jetées dans un puits, de tireurs cherchant à infliger de douloureuses blessures sans provoquer immédiatement la mort, ou de familles entières précipitées du haut des toits des maisons lors de liquidations de ghettos ont été relevés. On en donne les références en conclusion de ce chapitre.

174 Cf. p. 284.

175 Sk 1b : interrogatoire de Rudolf Müller du 6/2/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 2, f^{os} 1245-1269 ; ici f^{o} 1255) ; Sk 7a : interrogatoire d'Eischenescher du 21/12/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 4, f^{os} 970-984). Interrogatoire d'Otto Bradfisch du 1/10/1961 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « e » [Ek8, Hans Graalfs], vol. 1, f^{os} 11-16) ; *Einsatzgruppe* D, Sk 10a et 10b : interrogatoire d'Erich Bock (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen et autres ; Déclarations des accusés], vol. 1, f^{os} 20-33).

176 Interrogatoire de Rudolf Müller du 6/2/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58, vol. 2, f^{os} 1245-1269 ; ici f^{o} 1255).

177 Interrogatoire de Rudolf Brünner du 24/7/1959 (*idem*, vol. 5, f^{os} 3121-3261).

178 Erich Bock (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen et autres. Déclarations des accusés], vol. 1, f^{os} 20-33).

179 Ven. Helmut Führer du 12/9/1961 (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres ; enquêtes], vol. 3, f^{os} 676-697).

180 On retrouve ce type de schéma dans les entretiens réalisés par Noëlie Vialles avec les personnels des abattoirs de l'Adour, lesquels, chargés les uns d'assommer, les autres de saigner, ne savaient plus très bien qui provoquait la mort. Ce type de partage des responsabilités, traditionnel

dans le secteur appréhendé par Noëlie Vialles, n'est ni une nouveauté ni une spécificité de la pratique génocidaire (*Le Sang et la Chair, op. cit.*).

181 Cf. Ralf Ogorreck, *Einsatzgruppen, op. cit.* ; et les articles de Scheffler, C. Gerlach, D. Pohl et A. Angrick *in* Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion, op. cit.*

182 Certains tireurs ont expliqué qu'ils considéraient à l'époque les exécutions comme légitimes, car ils croyaient que les hommes étaient des délinquants et que les femmes et les enfants étaient exécutés comme otages avec leur famille. Interrogatoire de Klaus Z. (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 11).

183 C'est par exemple assez frappant dans les témoignages d'Erich B., lors des témoignages sur les fusillades accomplies par l'Ek 5 à Lemberg : interrogatoire d'Erich B. du 20/8/1959 (*idem*, vol. 6, f^{os} 3907-3925 ; ici f^{o} 3925).

184 On retrouve cette codification de façon isolée à l'Ek 8 et au Sk 10a ; pour le premier : interrogatoire de Ströh des 17/10 et 23/11/1963 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « b » [Ek8, Schönemann], vol. 1, f^{os} 1-32) ; pour le Sk 10a : interrogatoire de Kurt K. du 28/3/1962) ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres enquêtes], vol. 4, f^{os} 929-943).

185 Interrogatoire de Wilhem Groh du 28/3/1961 (ZStL, 207 AR-Z 246/59 [Affaire Sk 1a], vol. 3, f^{os} 709-714).

186 Interrogatoire de Helmut F. du 12/9/1961 (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres enquêtes], vol. 3, f^{os} 676-697).

187 Déposition d'Ohlendorf, 3 janvier 1946 (*TMWC*, t. 3, f^{os} 245-275).

188 *Ibid.*, p. 245-265.

189 Interrogatoire de Fritz H. du 27/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 6, f^{os} 4013-4035).

190 Raul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, *op. cit.*, p. 271, et EM 80, 12/9/1941 (BABL, R-58/215).

191 ZStL, 207 AR-Z 14/58 (Jäger, EK3 [correspondance]), vol. 7 : déposition traduite d'un accusé lituanien issu des commandos Aray, qui formaient le noyau de ces bataillons d'auxiliaires lituaniens (rapport Jäger, BABL, R-70 [SU]/15, p. 24-38 du rapport). Voir aussi Scheffler, « Die Einsatzgruppe A », art. cité, p. 41-42.

192 Rapport de situation et d'activités du Sk 1b du 1/7/1941, signé Ehrlinger (BABL, R-70 [SU]/15, f^{os} 1-5 ; ici f^{o} 3). Voir aussi Scheffler, *ibid.*, p. 49, note n°36.

193 Voir les témoignages d'hommes des *Schutzmannschaften* dans ZStL, 202 AR-Z 96/60 (Affaire Sk 7a, Rapp et autres. [témoignages soviétiques]), vol. 17 et 18. En tout, plus d'une

vingtaine de membres de ces unités furent appréhendés par les Russes, et ont dû déposer en tant qu'accusés.

194 EM 24 du 16/7/1941 (BABL, R-58/214).

195 Interrogatoire de Paul D. du 14/3/1961 (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; auditions judiciaires], vol. 31, f^{os} 5080-5087) ; Interrogatoire de Willy R. (*idem.*, vol. 22, f^{os} 3670-3678) ; tous ces témoignages insistent sur l'extraordinaire brutalité déployée par ces milices.

196 Déclaration d'Ernst Biberstein, ancien chef de l'Ek 6, du 20/6/1947 (Nur. Dok. NO-4997) ; cité par R. Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, *op. cit.*, t. 1, p. 271.

197 *Ibid*. et interrogatoire de Spittermann du 17/10/1961 (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen. Déclarations des accusés], vol. 2, f^{os} 269-282) ; et témoignage d'un *Volksdeutsche* russe : interrogatoire de Nikolai Wassiliewitch Winokurow du 17/10/1964 (ZStL, 213 AR-1898/66 [*Sonderband* UdSSR, *Einsazgruppe* D], vol. 2, f^{os} 14-53).

198 Pour Ehrlinger, voir le témoignage de son chef d'état-major : interrogatoire de Rudolf Müller du 6/2/1959 cité à la note 1 de la p. 375, vol. 1a, f^{os} 459-484. Pour Rapp, voir l'interrogatoire de Thormann du 12/11/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8). Ne sont cités que des exemples d'hommes très proches d'eux dans leur travail, et qui semblent représentatifs de l'opinion des hommes de troupe.

199 Voir l'interrogatoire de Stedry du 10/7/1963 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 10, f^{os} 3693-3665 ; ici f^{o} 3694). Stredy parle des sommes d'argent reçues par les hommes, ainsi que du fruit de leur rapine contre les Juifs en instance d'exécution. L'alcool aussi est très présent, alors que Blume en avait strictement réprimé la consommation ; voir l'interrogatoire de Thormann du 24/9/1962 cité à la note 2 de la p. 347.

200 Pour Ehrlinger, voir l'interrogatoire de Karl Boll du 2/7/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 4, f^{os} 2337-2419 ; ici f^{o} 2343). Pour Rapp, parmi de très nombreux témoignages, voir l'interrogatoire de S. des 13-15/2/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 5, f^{os} 1166-1171 ; ici 1171).

201 C'est là une différence considérable avec l'Ek 3, dans lequel les exécutions de femmes et d'enfants furent toujours opérées par des auxiliaires baltes. Cf. de nombreux interrogatoires d'inculpés lituaniens dans des procès soviétiques (ZStL, 207 AR-Z 14/58 [Jäger, EK3 ; correspondance], vol. 7).

202 Interrogatoire de Blume (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 9, f^{o} 3109). Voir aussi R. Ogorreck, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 184.

203 Blume fait passer là le message selon lequel il n'a pas fait exécuter de femmes et d'enfants, ce qui n'a jamais été prouvé. Il essaie de plus de montrer qu'il a à moitié saboté les ordres de Heydrich et Streckenbach, qui, selon lui, auraient été des ordres d'extermination totale dès avant le début de l'opération Barbarossa. Voir R. Ogorreck, *ibid.*

204 Rapport final de la commission d'enquête russe en Ukraine du 11 mars 1944, exhumations de charniers (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; témoignages traduits du russe], vol. 53, f^{os} 9721-9747) ; commission d'exhumation du 4/10/43, ZStL, 213 AR-1898/66 (*Sonderband UdSSR* [*Einsazgruppe D*]), vol. 2, f^{os} 117-129 ; aussi ZStL, 213 AR-1898/66 (*Sonderband I UdSSR* [*Einsazgruppe gruppe D*]), vol. 1.

205 On citera le témoignage, particulièrement frappant, de cette « Juive Pintschuck » qui, interrogée par les Soviétiques, raconta comment il lui avait été tiré une balle dans la nuque, mais que la balle lui avait emporté l'oreille sans toucher sa colonne vertébrale, pendant que ses deux enfants mouraient devant elle (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen et autres, dossiers de correspondance du StA], vol. 2, f^{os} 217-236).

206 *Ibid.*

207 Pour preuve, le cadavre d'une jeune femme dont la cage thoracique avait été enfoncée, sans doute à coups de crosse, avant l'exécution par balle dans la nuque. L'angle de la balle, qui suit à travers le crâne une trajectoire de bas en haut, de la nuque au front, plaide pour une exécution à bout portant (commission d'exhumation ZStL, 213 AR-1898/66…, vol. 1).

208 Interrogatoire de Herbert Hofmann du 5/4/1961 (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [KdS Rowno, auditions judiciaires], vol. 32, f^{os} 5138-6147), qui mentionne aussi les tortures par le feu.

209 Interrogatoire de Helmut Seitz du 8/2/1962 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « g » [Ek8, Harnischmacher], vol. 2, f^{os} 408-411).

210 Interrogatoire de Paul D. du 14/3/1961 (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [KdS Rowno, auditions judiciaires], vol. 31, f^{os} 5080-5087).

211 C'est en tout cas la thèse soutenue sans trop de preuves par Karl-Heinz Roth dans « Heydrichs Professor », art. cité ; témoignages concordant : interrogatoires d'Emil Greil du 25/10/1961 (ZStL, 213 AR-1899/66 [Affaire Pesterer et autres enquêtes], vol. 4, f^{o} 861) ; de Karl Finger du 16/5/1962 (*idem*, vol. 5, f^{o} 1175).

212 Voir l'interrogatoire de Karl Finger du 16/5/1962 (*ibid.*).

213 Cité par Andrej Angrick, « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Einsatzgruppen…*, *op. cit.*, p. 88-110 ; ici p. 94-95.

214 Fiche synoptique dans BAAZ, SSO Zapp.

215 Pour la Handschar : BABL, film n° 3355, cliché 369 (cotes filmées issues du fonds NS-19 de l'état-major personnel de Himmler) ; signalement de changement d'adresse du 16/6/1943 dans BAAZ, SSO Behrends, non folioté. Télégramme RFSS à SSPA, SSO Behrends, f^{o} 59787 : nomination au poste de HSSPF Serbie.

216 Ce fut notamment le cas de Walter Blume et de Martin Sandberger, qui finirent leur carrière respectivement comme BdS Grèce et BdS Italie.

217 Parcours de Sandberger : RSHA *Amt* VI : BABL, film n° 2431, f^{os} 922, 926, 1001, 1193 et 1213 ; BdS Italien : BABL, film n° 2935, 9/342 045, 9/342 047 *sq.* ; 9/341 985 ; directeur de l'école des services de renseignement en 1944-45 : BABL, film n° 2705, clichés 1138, 1148, 1187, 1194, 1199, 1220, 1223, 1323 et 1341.

218 Lettre de Himmler à Kaltenbrunner, objet : aggravation des mesures disciplinaires prises contre Rapp pour alcoolisme (BABL, NS-19/2199 [nouvelles nominations et promotions au sein du RSHA par le RFSS]).

219 Interrogatoire de Heinrich K. du 10/10/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 3, f^{o} 657) ; interrogatoire de Thormann du 24/9/62 (*idem*, vol. 7).

220 A. Angrick, « Die Einsatzgruppe D », art. cité, et Ludolf Herbst, *Der Totale Krieg, op. cit.*, p. 341-452.

221 Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, o*p. cit.*, t. 1, p. 250.

222 Déclaration d'Ohlendorf, *TWC*, cas IX, p. 513.

223 BABL R-58/850 : documents concernant des affaires du personnel. Cette cote ainsi que tout le dossier personnel de Marcel Wutsch sont consultables à la *Topographie des Terrors Stiftung* à Berlin.

224 Elle est d'ailleurs discutée par Andrej Angrick dans « Die Einsatzgruppe D », *in* Peter Klein (éd.), *Einsatzgruppen…, op. cit.*, p. 74-75.

225 Ludolf Herbst, *Der Totale Krieg, op. cit.*, p. 341-452.

226 Heinz Boberach (éd.), *Meldungen aus dem Reich, 1938-1945. Die geheime Lageberichte des Sicherheitsdientes des SS*, Herrsching, 17 vol. et Index, 1984 ; vol. 1.

227 Norbert Frei, *L'État hitlérien, op. cit.*, p. 225-226.

228 BAAZ, SSO/32205 : *SS Personal-Akte* d'Otto Ohlendorf, *Lebenslauf* du 18 mai 1936.

229 Himmler, on l'a vu, appelait le génocide « la plus horrible tâche », ainsi que le rapporte Norbert Frei dans *L'État hitlérien et la société allemande, op. cit.*, p. 218. Il existe de nombreux discours de Himmler dans lesquels il fait part de sa répulsion pour l'extermination, répulsion qu'il disait partagée par les officiers SS ; voir notamment le discours de Posen dans Bradley F. Smith et Agnes F. Peterson (éd.), *Heinrich Himmler. Geheime Reden 1933-1945 und andere Ansprachen*,

1974. Trad. fr. par Marie-Martine Husson, *Heinrich Himmler. Discours secrets*, Paris, Gallimard, 1978.

230 On a vu d'ailleurs certains cadres des groupes reproduire sur le terrain tout à fait consciemment l'habitus de la hiérarchie ; Ehrlinger, notamment, aimait convoquer aux pelotons d'exécution les officiers SS nouvellement arrivés dans les commandos : cf. l'interrogatoire de Reinhold B. du 27/1/1960 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 10, f^{os} 227-233).

231 Cf. là-dessus Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher, op. cit.*

232 Voir C. Gerlach et D. Pohl, respectivement articles « Die Einsatzgruppe B » et « Die Einsatzgruppe C », *in* Peter Klein, (éd.), *Einsatzgruppen…, op. cit.*, p. 63 et 83.

233 Interrogatoire de Blume du 19/12/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 9, f^{os} 3104-3124).

234 Voir Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité, p. 269-270.

235 Interrogatoire de Steimle du 26/2/1960 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 1, f^{os} 87-97).

236 *Ibid.*

237 Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité.

238 Interrogatoire de Stedry du 4/1/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 4, f^{os} 1080-1097).

239 Voir à ce sujet les multiples déclarations de Filbert sur Pretszch, étudiées par Ralf Ogorreck dans *Einsatzgruppen (op. cit*, p. 74-75).

240 Jugement Filbert publié dans *Justiz und NS-Verbrecher*, vol. XIX, p. 771-873 ; Cf. aussi, pour Vitebsk, Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde, op. cit.*, p. 596-597.

241 Voir l'interview – mal anonymisée – effectuée par le psychiatre adormien Henry V. Dicks, *Les Meurtres collectifs. Une analyse psychosociologique de criminels SS*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, 348 p., p. 253-282. Je remercie Raphaëlle Branche d'avoir attiré mon attention sur cet ouvrage.

242 Sur le suicide de Burmeister, le chef du SD au sein du KdS *Estland*, voir l'interrogatoire de Waldemar Stange du 8/6/1960 (ZStL, 207 AR-Z 246/59 [Affaire Sk 1a], vol. 2, f^{os} 495-503).

243 Témoignage de Hans E. K. du 8/5/1968 (*idem*, vol. 7, f^{os} 1350-1355).

Chapitre 10

Les intellectuels SS face à la défaite

De 1941 à 1945, la guerre suivit un cours dont les grandes lignes sont bien connues. Après une première phase de dix-huit mois marquée par des succès apparemment foudroyants, la capitulation de la 6e armée encerclée dans Stalingrad coïncida avec le début d'une phase relativement équilibrée, marquée par le recul en bon ordre des troupes allemandes, recul modéré mais régulier, qui vit les fronts se stabiliser. Cette seconde phase, qui dura du début de 1943 à l'été 1944, fut suivie par la libération très rapide de l'URSS, provoquée par l'effondrement du groupe d'armées Centre en mai 1944. Vint ensuite le tour de la Pologne dont la libération, en janvier 1945, précéda de peu l'invasion de l'Allemagne, qui commença en mars 1945[1]. Sur le plan purement événementiel, les grandes phases de cette chronologie n'ont pas à être discutées. La première phase, celle des succès de l'Allemagne, a pourtant été analysée de façon singulièrement différente par certains historiens. Christian Gerlach, notamment, avance que la contre-offensive soviétique de décembre 1941, en mettant un terme aux espoirs d'une guerre courte à l'Est, aurait généré une crise profonde au sein du commandement allemand[2], crise logistique et psychologique au cours de laquelle le génocide fut décidé. Christopher Browning, de son côté, met en place une chronologie fondée sur l'existence d'un sentiment d'euphorie qui aurait gagné les élites gouvernementales durant l'été et l'automne 1941[3]. Les différences d'opinion – elles sont réelles, même si les deux auteurs ne décrivent pas la même période – soulignent le fait qu'au-delà d'une chronologie dont la transparence n'est qu'un effet d'après-coup, les analyses des représentations de l'issue du conflit exercent un impact considérable sur la pratique nazie. Il en est bien entendu de même pour celle des intellectuels SS. De 1943 à 1945, l'anticipation de la défaite militaire nazie qui nous paraît – peut-être un peu abusivement – avoir été inéluctable, a fait l'objet d'un intense travail d'élaboration mentale de leur part. Face aux revers de plus en plus nombreux et graves de l'Axe, ils ont

mis en place une grille d'analyse spécifique, qui n'envisagea que très tard la possibilité d'une défaite du III^{e} Reich.

La défaite déréalisée

Le travail de transaction entre la croyance initiale en un Reich millénaire et les faits annonçant l'effondrement, plus que probable après l'été 1944, de l'empire nazi, détermine l'intensité des réactions que générèrent l'effondrement militaire, effectif à l'automne 1944, et la perspective de l'invasion du territoire du Reich. Pourtant, trois mois seulement après l'invasion surprise du territoire soviétique, les représentations d'une victoire rapide de l'Allemagne nazie avaient achoppé sur la résistance opiniâtre des troupes de l'Armée rouge. Les représentations nazies, essentiellement fondées sur un déterminisme racial couplé avec les représentations du conflit précédent (notamment celle de l'effondrement russe de 1917), distillaient une image de l'inférieur slave qui, bien que sauvage et barbare, serait facile à vaincre. Au milieu d'un discours profondément anxiogène, les feuilles volantes de la Wehrmacht n'affirmaient-elles pas que « les armes habituées à la victoire » des soldats allemands « anéantiraient » l'ennemi soviétique, tout en prévenant ce même soldat que cet ennemi tenterait par tous les moyens – y compris les plus répugnants – de le tuer ? Le même texte qui distillait des représentations si angoissantes des Russes attribuait en partie leurs comportements au fait que l'Armée rouge « savait qu'elle allait au-devant d'un anéantissement certain[4] ». Angoisse et mépris voisinaient ainsi dans un même discours. Dès l'hiver 1941, cependant, les Allemands constataient sur le terrain que l'effondrement attendu n'avait pas eu lieu. À une date difficile à préciser, les intellectuels du RSHA se préoccupèrent donc des facteurs expliquant son absence[5]. La raison était, semble-t-il, à chercher dans le « fanatisme » du soldat de l'Armée rouge, qui résistait jusqu'au bout à l'avance allemande. Un rapport, qui constitue une illustration particulièrement probante de la mobilisation du déterminisme racial nazi, fournit l'un des premiers indices de cette transaction effectuée par les intellectuels SS entre l'espérance impériale initiale et la réalité de la situation stratégique :

« Pendant la durée des hostilités avec l'URSS, on a fait de façon constante l'expérience du fait que le soldat russe a combattu jusqu'au dernier moment, même s'il avait dû constater que toute résistance était vaine et inutile. Il a ainsi été constaté que les commissaires politiques ont réussi à suggérer une peur véritablement panique de l'adversaire allemand aux soldats. Dans tous les cas, la peur du commissaire russe n'était pourtant pas moins grande.

« C'est avec cette double peur dans la nuque que le soldat soviétique va au combat. L'abrutissement, l'insensibilité des Soviets expliquent aussi leurs pertes effroyables. Pourtant, expliquer [cette résistance] par la peur constitue un argument très superficiel. Il suppose que le soldat soviétique croit aveuglément les propos ridiculement transparents de ses supérieurs, et qu'en même temps il courbe l'échine devant leur regard et leur pistolet. Il [le soldat soviétique] est incapable d'une quelconque opinion personnelle, car il est ignorant et non éduqué, abreuvé de mensonges dès sa jeunesse, rendu incapable de la moindre prétention par la détresse et une misère inimaginables. Comme il ne reste pratiquement plus d'intelligentsia […], ils [les soldats soviétiques] forment une masse amorphe [6] . »

L'image de l'armée russe apparaît ici quelque peu paradoxale : elle constitue tout à la fois une masse amorphe incapable de penser et une troupe fanatisée, prête à se sacrifier même si le sacrifice est vain. La résistance russe, ainsi, serait due à la très grande malléabilité des masses. Cependant, le rapport stipule aussi qu'il serait simpliste de tout expliquer par les caractères nationaux : si les communistes russes ont pu insuffler une telle volonté de résistance aux troupes qui défendent le territoire soviétique, c'est aussi parce qu'ils disposent d'une administration très organisée, seule à même d'établir et de maintenir le contrôle sur les habitants[7].

L'image de la résistance ennemie, on le voit, n'est pas exempte d'un sentiment de supériorité. Il n'en reste pas moins que l'idée d'un succès facile et d'un anéantissement certain de l'Armée rouge venait de recevoir une première infirmation. Tout en caractérisant la victoire nazie comme inéluctable, le rapport la projetait dans un avenir beaucoup moins immédiat que ne l'avaient fait les premiers mémorandums du RSHA[8].

Les rapports sur l'opinion des populations d'URSS non occupée, cependant, continuaient dans le même temps de distiller l'image d'une population profondément atteinte dans son moral, qui oscillait entre espoir et abattement, et vivait dans l'anxiété, le mécontentement et la faim. Dans ces conditions, elle ne pouvait manquer de s'effondrer et, comme en 1917, finir par imposer la capitulation de la Russie[9]. Pourtant, au-delà de l'image contradictoire de l'opinion publique russe livrée par ces rapports, quelques signes d'une inquiétude grandissante se faisaient jour sous la plume des hommes qui les écrivaient. Un rapport du 12 mars 1943 fait ainsi état de l'autorisation, donnée par Chang Kaï-chek à Staline, de recruter parmi la population chinoise des troupes fraîches destinées à faire barrage aux forces allemandes[10]. Les premiers volontaires seraient déjà apparus sur le front, et les premiers transports de travailleurs chinois seraient en route pour les bassins industriels russes. Parallèlement, les hommes du SD décrivent le moral fluctuant des élites des territoires occupés et leur trouble face aux succès remportés par l'Armée rouge, signe qu'ils étaient tout à fait conscients de l'impact que pouvaient avoir les développements de la guerre sur les opinions.

La thématique, omniprésente dans le discours des intellectuels SS sur les Russes, de leur prétendue barbarie est l'occasion de souligner la dimension asiatique de leur « personnalité »[11] : les tireurs sont toujours « mongols »[12], les liens avec l'Asie sans cesse soulignés. Un rapport rédigé sans doute conjointement par les RSHA *Ämter* IV et VI sur l'Armée rouge constitue l'exemple le plus achevé de cette grille de lecture : le déterminisme racial y est mis en œuvre de façon systématique, ses auteurs discernant le jeu des races sous l'octroi des promotions dans l'armée. Selon eux, celles-ci se font à l'avantage des Asiatiques, des Caucasiens et des Juifs, et au détri ment des « nationaux russes »[13]. Asiatiques, les forces de l'Armée rouge sont donc fourmillantes, acceptent des pertes effroyables, sûres qu'elles sont de leur suprématie démographique, et insensibilisées par l'« éducation bolchevique ». Barbares, elles n'hésitent devant aucune cruauté. Les descriptions d'atrocités sont tributaires d'une chronologie particulière. Elles sont, on l'a vu, très fréquentes au moment de l'attaque de 1941 et jusqu'à l'automne de la même année. Dans les mois suivants, elles semblent beaucoup plus rares. À partir du début de l'année 1943, elles redeviennent

nombreuses dans les documents issus des organes de sécurité. En d'autres termes, les dépêches de ce type se raréfient pendant la période de succès sur le front de l'Est, et réapparaissent après Stalingrad, au moment où les armées russes avancent et se font menaçantes pour les positions allemandes[14]. Ce phénomène ne réfracterait-il pas, au-delà de l'influence des rumeurs – qui, concernant du moins les « attaques bactériologiques », sont infondées –, une montée de l'angoisse face à des forces qui ne semblent pas s'épuiser et, plus encore, gagnent en efficacité au fur et à mesure que les troupes allemandes donnent, elles, des signes d'usure ? Destinés à des cercles restreints de lecteurs, ces documents diffèrent beaucoup de la communication de masse mise en place par le ministère de la Propagande. Ce fait, d'ailleurs, est très vite reproché au RSHA, et Goebbels, à l'été 1943, fait suspendre la diffusion des rapports réguliers que le SD *Inland* distribuait au sein des instances partisanes et gouvernementales du Reich[15].

À l'automne 1944, alors que les troupes soviétiques sont en Pologne, le RSHA publie encore des rapports sur l'état de l'opinion dans ce pays. Il tente de définir une nouvelle ligne politique à suivre envers les communautés polonaises ; une ligne, qui, selon les mots du RFSS, doit être « sévère mais correcte ». Il décrit les mouvements d'opinion attentistes des Polonais, et l'angoisse qui monte dans les milieux *volksdeutche*[16]. Nulle part, pourtant, le terme « défaite » n'est employé. Alors que la SS faisait la chasse au défaitisme, et que les Allemands pensaient que la victoire était aussi une question de mobilisation morale, les intellectuels SS, jusqu'aux derniers mois de la guerre, semblèrent ainsi refuser de nommer les événements qui pointaient. Ce processus de déréalisation, pourtant, n'était qu'apparent : la manière de qualifier les Russes, en constante tension avec les réalités du terrain, avait successivement dessiné la figure de barbares amorphes, puis celle de barbares résistant opiniâtrement, enfin celle de multitudes attaquant. Les SS se refusaient simplement à envisager leur « déferlement » sur le territoire du Reich.

Le retournement du sort des armes est resté inexprimé par les hommes du Service de sécurité de la SS, malgré des signes tangibles. Au début de l'année 1944, le RSHA se trouva dans l'obligation de transférer une partie

de ses services hors de Berlin, pour tenter de les préserver des bombardements alliés. L'*Amt* VII, service de recherche et de documentation très largement marginalisé, ravalé au rang de gestionnaire des archives, dut organiser son déménagement en Brandebourg, les archives étant envoyées en Saxe[17]. Rudolf Levin, l'un des historiens du SD, fait partie du contingent d'intellectuels SS parti à Schlesiersee. Il échange durant tout son séjour à Schlesiersee une correspondance avec Günther Franz, professeur titulaire de la chaire d'histoire de la *Reichsuniversität* de Strasbourg. Cette correspondance laisse parfois entrevoir les signes de la pression grandissante des Alliés : Levin écrit à Franz en avril 1944 qu'il a été obligé de faire un voyage à Munich pour assister à l'enterrement d'un officier du service, tué lors d'une attaque aérienne[18]. Ils évoquent fréquemment des ennuis de famille[19] ou des maisons bombardées. Pourtant, même après décembre 1943 et la reconquête par les Soviétiques de la plupart des territoires occupés par les Allemands en Ukraine et en Crimée, la majeure partie de leur correspondance reste centrée sur un suivi scientifique par Franz de la thèse d'habilitation de Levin[20]. Au moment où les signes de l'approche des Russes et des Américains se multiplient, les deux hommes continuent imperturbablement de s'entretenir de leurs projets scientifiques[21]. Non qu'ils ne puissent se rendre compte de l'inanité de l'intérêt de leurs travaux, mais bien par choix.

À partir de l'été 1944, cependant, les événements se précipitent, avec l'effondrement du groupe d'armées Centre, qui provoque la capture de plus de 200 000 hommes par l'Armée rouge, laquelle s'assure la reconquête de la majeure partie de la Biélorussie. En un peu moins de six mois, les bureaux locaux de la SIPO/SD de tous les territoires occupés d'URSS deviennent de nouveau mobiles et battent en retraite. Les revers allemands s'inscrivent par ce biais dans les organigrammes du RSHA. Le nouveau chef de l'*Amt* I, Erich Ehrlinger, met alors au point une procédure permettant d'organiser la retraite en bon ordre des unités de police. Cette procédure, qui n'a laissé aucune trace dans les archives, ne nous est connue que par un témoignage d'Otto Ohlendorf qui en décrivit très rapidement les caractéristiques : les unités devaient faire retraite en « sécurisant » les voies de communication que devaient utiliser les troupes[22]. BdS et KdS refaisaient leur trajet de 1941 en sens inverse.

Un dernier exemple montre l'existence indéniable de signes avant-coureurs de la défaite allemande : celui de Hermann Behrends. L'ancien chef du SD *Inland*, actif durant toute la guerre dans la politique de germanisation des territoires occupés, impliqué par la suite dans les unités combattantes sur le front de l'Est puis en Yougoslavie, est nommé adjoint du chef suprême de la police et des SS pour la Serbie et le Monténégro en mars 1944. Il le remplace en août 1944[23]. À ce titre, il fait partie des plus puissants dignitaires de l'Ordre noir. Il a été nommé tant en raison de son expérience du contexte balkanique que pour sa connaissance de la lutte contre les partisans, menée par lui au sein d'une division de SS albanais et bosniaques qui ravagea les régions de Bihac et Tuzla. Au moment où il est officiellement nommé HSSPF en Serbie, le front Est prend l'eau de toutes parts. La situation en Serbie est extrêmement tendue : les troupes soviétiques se rapprochent et les partisans communistes ont libéré des régions entières, formant des zones autonomes sur lesquelles les Allemands n'ont plus aucun contrôle. L'équilibre des forces est d'ailleurs suffisamment compromis pour que les maquis lancent de grandes offensives durant l'hiver et libèrent Belgrade avant l'arrivée de l'Armée rouge. Le tableau de promotion de Behrends est dans les faits une sorte de radiographie du recul allemand : nommé HSSPF Serbie à l'orée de la prise de Belgrade par les partisans, Behrends, tout en restant HSSPF Serbie, reçoit une procuration spéciale et se retrouve successivement en France à la fin de l'été 1944, en Hongrie à la fin novembre, et dans les États baltes en décembre de la même année[24]. Le contenu de ses missions successives n'est jamais précisé. Il semble pourtant qu'il doive coordonner l'évacuation des *Volksdeutsche*. Chargé au départ d'organiser l'expansion, il se retrouve ainsi confronté au problème de la préservation du « patrimoine racial » allemand face à l'invasion. À l'extrême fin du III^{e} Reich, la submersion germanique, source d'angoisse ancienne pour les praticiens SS de la germanisation, devient ainsi une éventualité, voire une réalité. La défaite se reflète ainsi quotidiennement dans l'activité de Behrends qui, dans sa campagne d'évacuation salvatrice, déploie une énergie si frénétique que le service du personnel du RSHA ne sait lui-même plus très bien où le joindre, ni même quel est le contenu précis de ses fonctions. Toujours est-il qu'il est devenu

l'homme de confiance de Himmler en matière d'évacuation des Allemands ethniques.

Behrends semble pourtant n'avoir jamais donné signe de découragement. Dans une lettre de vœux adressée au *Gruppenführer* von Herff, le chef du personnel de la SS, Hermann Behrends émet encore l'idée que 1945 sera « l'année décisive », grâce aux « armes miracle » qui entreront bientôt en service[25]. À l'hiver 1944-1945, alors qu'il organise lui-même la retraite panique, et qu'il ne peut qu'être conscient de l'abandon derrière lui de franges importantes des communautés *volksdeutsch*, Behrends, si l'on en croit cette lettre, reste encore – tout comme une grande partie de la population allemande[26] – confiant dans l'issue de la lutte. Il est bien entendu toujours possible de voir là une formulation artificielle, destinée par exemple à ne pas encourir le reproche de défaitisme[27], si courant à l'époque. Ce cas de résistance psychique face à l'évidence n'est cependant pas isolé : chez les intellectuels SS, il s'est incarné dans les comportements collectifs. Tout porte à croire, en effet, que jusqu'aux derniers mois du conflit ils ont mis en place des mécanismes de déréalisation de la défaite, dans l'activité des bureaux du RSHA, et notamment du RSHA *Amt* VII.

Il semble que les bureaux du RSHA *Amt* VII, installés à Schlesiersee comme nous l'avons dit, aient fait jusqu'à la fin du III^{e} Reich comme si de rien n'était ou presque. Les hommes de Paul Dittel continuent de produire des mémorandums sur l'attitude du Vatican, sur les loges franc-maçonnes, ou sur la question de « l'humanisme et du fascisme »[28]. De septembre à novembre 1944, les intellectuels de l'*Amt* VII notamment échangent un volume de courrier considérable au sujet de la gestion des archives du service. Ce courrier, cependant, n'a rien à voir avec la mise en sûreté des archives face à l'avancée soviétique, laquelle commence à être sensible en Pologne, mais porte sur des problèmes de classement des fonds. Cette tâche a été confiée à un neveu de Himmler[29].

Ces hommes, pourtant, avaient la possibilité d'être en prise avec la réalité. Ils éditaient des brochures sur la « Question juive »[30] et, même marginalisés politiquement, comptaient parmi les mieux informés du Reich. Heinz Ballensiefen, notamment, avait séjourné à Budapest lors de la vague de déportation des Juifs hongrois organisée par le RSHA en mai-juin 1944,

dénonçant même la tentative, effectuée par des diplomates espagnols, de sauver quelques enfants juifs au consulat[31]. Un mois auparavant, il avait donné une conférence devant les *Rassenreferenten* du RSHA[32].

Les travaux menés par l'ancien chef du service, passé à l'*Auswärtiges Amt*, mais resté en contact très étroit avec ses anciens subordonnés, illustrent la distorsion grandissante entre les comportements de ces hommes et la réalité de la guerre. Franz Six publie régulièrement jusqu'en 1945. Consacrées en grande partie à des questions de politologie, elles s'emploient à légitimer les prétentions nazies à l'*Imperium* : elles traitent de ce que Six appelle le « processus d'unification européen », étudient « la Russie comme partie de l'Europe », proclament la « conscience unitaire » d'un continent émergeant comme une puissance mondiale[33]. Malgré un ton obstinément confiant en la victoire du Reich entre 1941 et 1945, son dernier article laisse paraître fugitivement la conscience du renversement de situation : plus d'accents martiaux, plus question d'empire mais de « communauté de destin de l'Europe », comme si l'auteur, dans son intuition de la défaite, voulait s'assurer d'une inéluctable unification européenne en affranchissant celle-ci des aléas de « l'histoire humaine »[34]. Autre signe de son aveuglement lorsque la collection de squelettes de détenus juifs est découverte dans la cave de l'université de Strasbourg en octobre 1944[35]. Six a alors l'idée de mettre en place une commission formée de membres des pays neutres pour enquêter, tant en territoire allemand que dans les régions libérées par les Américains, sur la véracité de ce que les Allemands voudraient bien faire passer pour de la *Greuelpropaganda* (propagande de l'horreur). Six recourt à une pratique dont les origines remontent à la Grande Guerre[36] et qui s'avère totalement inadaptée devant un effondrement allemand imminent[37].

Pourtant, depuis 1943, les effectifs du RSHA sont en constante diminution du fait de l'appel d'un nombre de plus en plus important de SS dans les unités combattantes chargées de stopper l'avance russe. Plus de 10 000 hommes en tout sont ainsi soustraits aux services de la Gestapo et du SD, et ce tant par la Waffen SS que par les commissions de recrutement de la Wehrmacht[38]. Les premiers services visés sont ceux qui ne peuvent alléguer d'une importance stratégique immédiate, et l'*Amt* VII figure dans la liste. Les plus hauts dignitaires du RSHA ne sont d'ailleurs pas à l'abri de

cette mesure : Heinz Jost, l'ancien chef du SD-*Ausland*, devenu plénipotentiaire du RmfdbO auprès du groupe d'armée sud, poste sans objet depuis la libération en juillet 1944 de tous les territoires d'Ukraine et de Crimée, a ainsi été envoyé au front[39]. Mais, face à l'ombre grandissante de la défaite, les intellectuels du SD adoptent une attitude de déréalisation dont ils ne se départiront que très tard, dans les derniers mois, voire lors des derniers jours du conflit. Cette attitude, au reste, ne fut-elle pas commune à un grand nombre de services de la SS, notamment le Service du personnel, qui continua jusqu'aux derniers jours du conflit à décerner décorations et promotions ? Albert Rapp est ainsi promu au rang de *Standartenführer* SS le 29 avril 1945[40], au moment où le service lui-même est pratiquement disloqué et contraint à une mobilité quotidienne en raison de la présence de troupes alliées en Allemagne du Nord, région où se concentrent les dernières unités combattantes ainsi que les derniers organes administratifs du Reich moribond[41]. La défaite, contournée par tous les moyens depuis Stalingrad, doit à ce moment précis être affrontée, et le choc en est d'autant plus brutal que, dans l'esprit des intellectuels SS, disparition de l'*Imperium* nazi et disparition de la *Volksgemeinschaft* sont inséparables.

Finis germaniae (II)
l'angoisse revisitée

Les indices de la montée de l'angoisse apparaissent très progressivement dans les sources laissées par le RSHA. Les documents institutionnels, notamment, ne font état que très tardivement des inquiétudes qu'ont pu nourrir les intellectuels SS, bien après les premiers indices d'une adaptation de l'activité des services. À partir de janvier 1943, les services chargés de la germanisation des territoires occupés ralentirent leur activité[42]. Himmler, d'ailleurs, témoignait de moins d'intérêt pour les plans de déplacement des populations slaves, mettant parfois plusieurs semaines à répondre aux courriers envoyés par Konrad Meyer pour demander des précisions sur la mouture finale du *Generalplan Ost*[43]. Si d'autres formes de planification économique prenaient le relais, elles revêtaient moins la forme de la réalisation du projet utopique que celle d'une planification de la mobilisation totale de l'appareil économique. Après la capitulation de la 6e

armée, en effet, les Allemands semblaient ainsi, sinon abandonner la réalisation de la parousie raciale, du moins souscrire à l'idée que celle-ci était subordonnée à la victoire et à la fin des hostilités, et qu'elle serait concomitante à une reconstruction générale[44].

À la fin de l'année 1943, trois éléments au moins cristallisèrent l'angoisse des intellectuels SS. Il s'agissait tout d'abord de la publicité, généralisée dès l'automne 1943, du meurtre de masse commis à l'Est. Elle s'accompagnait d'une inquiétude grandissante sur le sort des prisonniers allemands tombés aux mains des Russes, situation qui, depuis Stalingrad, faisait l'objet de nombreux rapports. Enfin, à partir de l'été 1944, la prise de conscience des projets alliés de traitement de l'Allemagne après la guerre instilla la peur d'une disparition de l'Allemagne en tant qu'entité étatique, liée à une élimination en tant qu'entité racio-biologique. L'existence de l'Allemagne – ce que Hoeppner, le général commandant la 4e armée de Panzer, appelait en juin 1941 le *Daseinskampf* du IIIe Reich – était en jeu. La difficulté – voire l'impossibilité – de penser l'imminence de la disparition collective de la communauté peut expliquer les stratégies de déréalisation – plus ou moins inconscientes, plus ou moins volontaires – que les SS développèrent si tardivement dans le cours de la guerre.

À partir de la chute de Stalingrad, les *Ämter* IV et VI du RSHA se préoccupèrent intensément du sort que pouvaient réserver les Russes aux prisonniers de guerre allemands. La question, jusqu'alors, était restée anecdotique car elle ne concernait que des groupes très restreints de soldats, victimes, aux yeux des SS, de tortures effroyables, et qui ne restaient pas longtemps en vie entre les mains de l'ennemi. La figuration d'une violence profondément mutilatrice, déshumanisant les corps des soldats allemands, était depuis 1941 une constante dans la description des cadavres de soldats prisonniers retrouvés. Mais après 1943 apparaît la question du traitement des prisonniers de guerre comme phénomène de masse.

En octobre 1943, après plusieurs mois d'enquête et de collecte de témoignages, les services du RSHA *Amt* IV A 3, dirigés par Kurt Lindow, rédigèrent le premier rapport de synthèse sur le traitement par les Soviétiques des prisonniers de guerre. Il insistait sur la rigueur des interrogatoires, la violence des gardes, la fréquence des exécutions sommaires, sur la pénibilité du travail forcé, ainsi que sur la tentative

soviétique de gagner par la propagande les hommes de troupe comme les officiers[45]. Les exécutions se révélaient être à la fois l'expression de la « haine bestiale » que les Soviétiques étaient censés ressentir contre les Allemands et l'élimination des sujets les plus récalcitrants aux tentatives d'assujettissement idéologique. Dans un autre rapport, cette double représentation de la violence soviétique apparaît en pleine lumière. Un officier allemand évadé raconte qu'immédiatement après sa capture il a assisté à l'exécution d'une centaine de prisonniers de guerre allemands, dont la signification était liée à la première motivation (la « haine bestiale »). Il a ensuite assisté à l'interrogatoire par un commissaire politique de trois membres de la Waffen SS. L'officier politique a fini par demander aux trois hommes pourquoi ils se battaient. À la réponse « pour Hitler » donnée par l'un des Waffen SS, le commis saire a sorti son arme et abattu les trois hommes d'une balle dans l'abdomen[46]. Ce geste, à nouveau, trahit pour le rédacteur du rapport le choix délibéré d'éliminer trois SS au « courage héroïque » et dans le même temps un sursaut de rage et de haine du représentant du pouvoir stalinien. Enfin, le fait de donner la mort en tirant dans l'abdomen signifiait tout à la fois porter un coup mortel et reculer le moment du décès des trois SS en leur infligeant des souffrances maximales : il s'agissait bien là, aux yeux des hommes de la Gestapo, d'un acte de cruauté caractérisé.

La SS tentait de rassembler des preuves du sadisme et de l'inhumanité des Soviétiques à grand renfort de photos de cadavres qui, collectées constamment par les unités, remontaient jusqu'au *Reichsführer*, comme si la hiérarchie avait besoin d'illustrer sa croyance panique en l'inhumanité soviétique[47]. Dans tous les cas, les hommes de troupe et officiers qui résistaient à la propagande soviétique étaient, aux yeux des hommes de la Gestapo et du SD, promis à un sort peu enviable, forcés à travailler jusqu'à l'épuisement ou tués rapidement par les hommes de l'Armée rouge.

Le second biais de la représentation de la défaite a sans doute été la mise au jour des crimes commis à l'Est. On sait qu'à l'automne 1941 les chiffres des victimes des grands massacres commis à Kiev ou à Kamenets-Podolsk se diffusèrent dans toute l'Europe. Puis, dès l'automne 1943, un certain nombre de témoignages et de rumeurs circulèrent en Europe au sujet des camps d'extermination. Les intellectuels du RSHA suivaient, par

l'intermédiaire de la surveillance de la presse, la propagation de la nouvelle au sein du camp allié[48]. Dès le mois de septembre 1943, les membres du RSHA savaient ainsi que la tentative génocidaire leur était connue, ne serait-ce que par la découverte des charniers par les Soviétiques, en Ukraine du Sud et en Crimée[49]. La volonté alliée de traduire devant un tribunal les responsables des « atrocités » de guerre semble dès lors leur avoir été connnue. Dès le début de 1944, Hans Frank, le gouverneur général de Pologne, savait par exemple qu'il figurait sur une liste de criminels de guerre destinés à être jugés après une victoire alliée. Il paraît pourtant bien difficile d'estimer quelle pouvait être la conscience qu'avaient les intellectuels SS de leur degré d'implication. Quelle qu'elle fût, on le verra plus tard, tous ou presque choisirent, dans la mesure du possible, de taire leur appartenance aux organes de répression du III^{e} Reich, et certains décidèrent de plonger dans la clandestinité.

En septembre 1944, Himmler reçut du RSHA *Amt* VI un rapport détaillé sur les propositions soviétiques de traitement de l'Allemagne après la guerre. Ce document, rédigé par le *Sturmbannführer* Dr Paeffgen et adressé directement par Schellenberg à Himmler, étudiait les modalités de partition territoriale de l'Allemagne[50]. Il établissait que les accords passés entre les Alliés à Téhéran étaient rendus caduques par l'intervention unilatérale de Staline, qui revendiquait de larges parts de territoire allemand jusqu'à l'Elbe, séparant ainsi Berlin du reste de l'Allemagne occidentale. Staline se prononçait pour une occupation conjointe de la capitale du Reich, et avait aussi déclaré qu'il présenterait sa « meilleure carte de visite à l'Allemagne ». Si le rapport précisait par là que Staline avait assuré qu'il ne permettrait pas que la population allemande soit pillée ou maltraitée, son rédacteur employait pour le dire une formule laissant clairement comprendre que la parole de Staline était à mettre en doute. Staline précisait que « seuls les responsables et coresponsables du régime nazi seraient éliminés froidement [*auf kaltem Weg ausgesmerzt*] »[51]. Les documents fournis en annexe soulignaient d'autre part la volonté russe d'éliminer le « capitalisme allemand », et rendaient visible par le moyen de cartes la partition du Reich en zones d'occupation[52]. Si le plan correspond en grande partie au sort que connut effectivement l'Allemagne après la défaite, il faut cependant, pour en comprendre la réception par les nazis, se replacer dans

leur contexte mémoriel : la référence à la partition de l'Allemagne était l'un des thèmes favoris des activistes allemands dans l'entre-deux-guerres, et revenait par ailleurs dans le discours de légitimation de la guerre à l'Est.

Engel et Paeffgen, tout en utilisant les mêmes terminologies et les mêmes références mémorielles, parlaient dans des circonstances radicalement différentes. En 1942, la Wehrmacht, même contrainte à la retraite devant Moscou, occupait près de la moitié de la Russie d'Europe. Certains permissionnaires de l'*Einsatzgruppe* B recevaient des ordres de retour portant Moscou pour destination, et la victoire, aux yeux des nazis, semblait alors à portée de main. Trente mois plus tard, les Russes se trouvaient en Pologne, et assiégeaient les États baltes et la Prusse-Orientale. Si, dans l'entre-deux-guerres, le thème de la partition de l'Allemagne avait pu faire figure d'objectif ultime du « monde d'ennemis », jamais celui-ci n'avait paru aussi proche en 1945 ; jamais l'existence de l'Allemagne, en tant qu'État territorial, et peut-être en tant que nation, n'avait semblé aussi menacée. Le rapport, pourtant, s'attachait à prouver les dissensions grandissantes entre les Alliés, provoquées par l'appétit impérialiste de Staline. Pour Paeffgen, face à ce plan d'asservissement mondial, les Alliés ne pouvaient que réagir en déclarant la guerre aux bolcheviks et en s'alliant avec l'Allemagne. Au cours des derniers mois, pourtant, cette terreur de disparition collective connut un surgissement que certains textes, rares au demeurant, laissent percevoir[53].

Les rapports d'opinion, on le sait, avaient vite fait figure de documents tendancieux aux yeux de la hiérarchie, et ce au point que le ministère de la Propagande et la Chancellerie avaient fini par demander qu'ils ne soient plus diffusés. Le SD, pourtant, continua de sonder les populations. S'il s'avère difficile de discerner ce qui ressortit à l'observation des populations de ce qui recouvre des idées et émotions des auteurs-intellectuels, il apparaît qu'en avril 1945 ces deux points de vue convergent :

> « L'évolution de la situation militaire, à compter de la percée soviétique de la tête de pont de Boranov jusqu'à l'Oder, a pesé lourdement sur notre peuple. Chacun se trouve depuis lors placé devant la pure et simple question de la survie. […] Dans ces conditions, il n'y a plus de différences entre l'armée et le civil, le Parti

et l’extérieur du Parti, ceux qui mènent et ceux qui sont menés, les gens simples et ceux qui sont instruits, les ouvriers et les bourgeois, entre la ville et la campagne […]. On constate essentiellement les faits suivants :

« Depuis l’invasion des Soviets, tous les membres de la communauté nationale savent que nous approchons de la plus grande catastrophe nationale que nous ayons jamais connue, et qu’elle aura pour toutes les familles et pour tous les individus les conséquences les plus lourdes. Le peuple en son entier, sans distinction aucune, vit dans une angoisse de jour en jour plus oppressante. Avec l’évacuation des réfugiés de l’Est, l’horreur de la guerre est parvenue dans toutes les villes et dans les villages les plus reculés d’un Reich dont les confins sont désormais rétrécis. Les attaques aériennes ont bouleversé le cours relativement normal de la vie à un point tel que chacun en est affecté. La population souffre profondément de la terreur des bombes. Les liens entre les gens sont pratiquement rompus. Sur le front, des dizaines de milliers d’hommes sont jusqu’à ce jour sans nouvelle aucune, ils ne savent pas si leur femme, leurs enfants sont encore en vie, ni où ils se trouvent. Ils ne savent pas s’ils n’ont pas été depuis longtemps tués par les bombardements ou massacrés par les Soviets. […] De toutes parts, on ressent le besoin que les clans et les familles se réunissent ; si le malheur le plus extrême s’abat sur l’Allemagne, les gens qui restent liés veulent au moins le subir ensemble.

« Certes, on tente nerveusement ici et là de se rassurer en se disant que finalement ce ne sera peut-être pas si terrible. Une nation de 80 millions de personnes ne peut quand même pas être exterminée jusqu’au dernier homme, à la dernière femme, au dernier enfant. On se dit qu’en fait les Soviets ne devraient pas s’en prendre aux ouvriers ni aux paysans, car ils en ont besoin dans toutes les villes. On guette attentivement tout ce que l’on peut apprendre des territoires occupés par les Anglais et les Américains. Mais derrière les discours de consolation règne la plus profonde angoisse, avec le désir que les choses n’aillent pas si loin.

« Pour la première fois depuis le début de la guerre, la question de l’approvisionnement se fait réellement sentir. Pour comble de malheur,

on voit donc se profiler le fantôme de la faim. […]

« Si le défaitisme se définit aussi superficiellement qu'on l'a fait jusqu'à ce jour, c'est, depuis l'offensive des Soviets, un phénomène général dans la nation. […]

« De ce désespoir général on tire individuellement les conclusions les plus diverses. Une grande partie de la population s'est habituée à vivre au jour le jour. On profite de tous les petits plaisirs qui peuvent encore s'offrir. N'importe quelle occasion, si insignifiante soit-elle, est bonne pour ouvrir la dernière bouteille, celle que l'on avait mise de côté pour célébrer la victoire, la sortie du tunnel, le retour de l'époux ou du fils. Beaucoup s'habituent à l'idée d'en finir. La demande de poison, de pistolets et d'autres moyens de mettre un terme à ses jours est partout importante. Le suicide par pur désespoir découlant de la catastrophe annoncée est à l'ordre du jour [54] . »

Même si la phrase suivante explique que les gens tentent de « tirer des plans pour s'en sortir », l'angoisse de disparition collective trouve ici une expression exemplaire, et ce d'autant que les intellectuels de la SS doivent y souscrire absolument. L'auteur du rapport, en écrivant qu'il n'existe plus de différences de classe ou de lieu, et que tous les Allemands, intimement persuadés que l'Allemagne, morcelée, va disparaître en tant qu'État, sont unis dans la même angoisse, ne dit-il pas aussi la sienne propre ? C'est la disparition de la nation, « l'extermination jusqu'au dernier homme, à la dernière femme, au dernier enfant » qui révèle l'angoisse eschatologique de la disparition totale. Cette angoisse est exacerbée par la terreur qu'inspire le viol des femmes. De fait, depuis l'invasion de la Pologne et la confrontation massive des populations *volksdeustch* et allemande à l'avancée soviétique, les rumeurs concernant le viol systématique des femmes par les Soviétiques vont bon train. Les dépêches des KdS de Pologne s'en sont fait l'écho[55], et les récits des réfugiés en provenance des territoires en instance d'invasion par les Russes contribuent à propager des vagues de panique. La pratique soviétique, de fait, ne peut guère être niée : si les chiffres diffèrent entre les auteurs, tous les indices tendent à indiquer que près d'une femme sur trois aurait subi un viol de la part de soldats russes dans les derniers mois de la guerre en zone d'occupation soviétique. En déterministes raciaux convaincus, les intellectuels SS estiment que le viol, surtout s'il provoquait

une grossesse, était un coup mortel porté à la substance raciale elle-même[56]. L'« essence allemande », attaquée par la disparition de *Sippen* entières massacrées par les Russes et par la souillure et le métissage qu'impliquaient les viols, se voyait ainsi condamnée.

Le rédacteur du rapport discerne enfin une véritable pulsion suicidaire au sein de la population en ce printemps 1945. Le fait d'envisager le suicide comme sortie de guerre a pu faire partie des mécanismes psychiques à l'œuvre dans ce paroxysme d'angoisse que furent pour les Allemands les derniers mois de la guerre[57]. Aller plus avant dans l'enquête, c'est cependant se heurter à de grandes difficultés. Comment, en effet, arriver à discerner les suicides des morts violentes ? Comment distinguer dans les pertes militaires la simple mort au combat du fait de se faire tuer sur place pour ne pas céder un pouce de terrain ? Cette dernière pratique, si elle ne tient pas à proprement parler du suicide, pourrait être incluse dans la série des gestes impliquant une mort consentie. Étant donné l'état de désespoir dans lequel se trouvaient les soldats allemands, il ne saurait s'agir d'un sacrifice salvateur, auquel l'acteur donnerait sens parce qu'il aiderait à sauver la patrie en danger. Il est pourtant établi que plus du tiers des pertes au combat de l'Allemagne en guerre se sont produites dans les derniers mois du conflit[58], ce qui semble plaider pour la dimension massive de ces phénomènes de résistance « suicidaire ». S'il s'était agi du massacre généralisé d'une armée allemande prise de panique et en proie à la débandade, les pertes soviétiques auraient connu une baisse considérable. Il n'en est rien : le taux de perte journalier avoisine encore 8 000 soldats par jour dans les derniers mois de la guerre, un chiffre plus important encore que lors des premiers jours du conflit[59]. Les troupes allemandes continuent d'infliger des pertes considérables aux Russes, tout en se laissant hacher sur place. C'est là le seul indice de comportements sous-tendus par l'angoisse profonde qui traverse la société allemande.

De même, l'invasion russe ouvrait la perspective de pratiques suicidaires au sein de la société civile. Il est malheureusement impossible d'en estimer l'ampleur. Ce qui semble sûr, cependant, c'est que les Allemands ont effectivement assimilé l'arrivée des Soviétiques à une menace vitale qui remettait en question l'existence physique de la nation allemande. Au

printemps 1945 – c'était sans doute là l'une des dernières conséquences du nazisme –, l'angoisse eschatologique, celle-là même qui était née de la défaite de 1918, celle-là même que le système de croyances nazi avait pris en charge, réémergeait, comme décuplée par l'intériorisation du déterminisme racial.

Le dénouement

Comment, face à la défaite – à son immédiateté surtout –, les intellectuels SS ont-ils agi et réagi ? La question se déclina, à partir de mars 1945, en quatre-vingts destins individuels : confrontés à l'effondrement du Reich, institutions et groupes de solidarité éclatèrent. Chaque réaction, chaque réponse fut ainsi d'ordre individuel. Pourtant, ces réactions font aussi figure de fait social, car elles entrent toutes dans une typologie de comportements qui induit une analyse de ces réponses en termes collectifs.

Deux attitudes semblent pouvoir être différenciées. La première, de loin minoritaire, a été la poursuite de la lutte jusqu'au bout. En avril-mai 1945, cette attitude passe par la participation au mouvement des *Wehrwolf*, les « loups-garous », organisation clandestine terroriste de résistance qui tenta de monter des réseaux pour faire subsister les structures du NSDAP et de la SS pendant l'occupation occidentale[60]. Cette logique jusqu'au-boutiste motive les dernières actions de destruction mises en place par les SS et la Gestapo, notamment celle des archives du RSHA au camp de Theresienstadt[61]. Certains cadres SS, enfin, s'impliquèrent dans les dernières exécutions de condamnés trop compromettants[62].

À l'hiver 1944, les écoles du RSHA *Amt* VI avaient été transformées en écoles de sabotage, et le *Sturmbannführer* Otto Skorzeny avait été placé à la tête d'un nouveau service intégré au RSHA *Amt* VI, dans l'optique de créer une force de guérilla opérant derrière les lignes russes et américaines. Ces écoles, dont on a retrouvé certains programmes, initiaient au maniement d'explosifs, à l'interrogatoire et au combat de guérilla[63]. La mise au point de ce programme avait été menée par Martin Sandberger, qui avait participé aux négociations avec les militaires de l'Abwehr, organe de renseignement de l'armée, en instance de fusion avec le RSHA après l'arrestation de

Canaris. Les cours étaient par ailleurs combinés avec des séances d'instruction idéologique mises au point par certains intellectuels SS, parmi lesquels le Pr Richard Frankenberg et le Dr Wilfried Krallert[64]. Le premier, professeur d'histoire dans une école supérieure technique, avait passé toute la guerre dans les services de germanisation de Hans Ehlich, tandis que le second faisait partie des réseaux de l'histoire légitimatrice nazie, où il avait côtoyé Sandberger, Steimle, et le groupe des historiens de Stuttgart. Si la partie « action » de cet enseignement était dévolue à Skorzeny, l'idéologie n'avait pas perdu droit de cité, car Schellenberg, Steimle et Sandberger considéraient encore, au milieu de l'effondrement de leur rêve millénariste, que le SS était avant tout un soldat politique[65].

Le RSHA avait ainsi prévu l'éventualité de la poursuite de la lutte au moyen de mouvements de partisans nazis. Le *Wehrwolf* ne fut pourtant pas créé sous l'égide du RSHA, mais sous celle d'un HSSPF, Hans Adolf Prutzmann, qui, après avoir fait ses preuves en dirigeant les massacres en Ukraine du Sud, avait servi au même poste en Prusse-Orientale, région qui servit de laboratoire à l'opération *Wehrwolf*[66]. Prutzmann constitua un état-major fort de deux cents hommes, et tenta de structurer le mouvement autour de caches d'armes préparées à l'avance. Symptôme de la parenté entre le système inauguré par le RSHA *Amt* VI et le mouvement *Wehrwolf*, on retrouvait dans l'organigramme de son service central deux anciens des écoles du RSHA, Karl Tschierschky et Otto Skorzeny. Les actions des *Wehrwölfe* consistèrent à chasser les cadres et responsables locaux enclins à collaborer avec les occupants. Si, à l'Est, les *Wehrwölfe* ne purent mettre en place une activité très importante, du fait de l'excellente connaissance de la lutte contre les partisans des troupes du NKVD, ils parvinrent à maintenir entre 1945 et 1946 une ambiance d'insécurité qui, malgré le peu d'impact de l'action des commandos, s'avéra gênante pour les occupants[67]. Plus important, peut-être : dès les mois de novembre-décembre 1944, le service de Prutzmann tenta, de concert avec le *Kriminaltechnische Institut*, de mettre au point des plans massifs d'empoisonnement des troupes d'occupation. Une centaine de soldats russes et américains furent ainsi empoisonnés par des boissons sciemment frelatées[68]. Les commandos armés du *Wehrwolf* ne survécurent cependant pas plus de quelques mois à la guerre : en décembre 1945, la plus grande partie d'entre eux avait été

neutralisée ou s'était volatilisée. Mal préparés à leur tâche, eux-mêmes démoralisés, ils continuèrent cependant, jusqu'en 1947 au moins, une activité de propagande, distribuant des tracts incitant à ne pas collaborer avec les Alliés, menaçant les jeunes femmes fréquentant des membres des forces d'occupation. Cette activité s'éteignit pourtant rapidement, faute d'écho dans la population.

Le *Wehrwolf* constitua, de l'avis de la plus grande partie des observateurs, une solution de désespoir[69]. Tous les intellectuels SS ne choisirent pas cette solution : beaucoup, en effet, prirent acte du revers militaire et tentèrent de trouver une solution de compromis qui s'avérerait illusoire. Parmi ces hommes, Ohlendorf, Schellenberg, Ehlich et Rößner, tous anciens du SD.

Schellenberg, sans doute très tôt, tenta d'amener Himmler à négocier une paix séparée avec les Occidentaux. Il le convainquit d'entreprendre des pourparlers par l'intermédiaire du comte Bernadotte, dans l'espoir de parvenir à un cessez-le-feu à l'Ouest, qui devait, dans son esprit, permettre de concentrer l'effort de guerre allemand contre les Russes. L'espoir de Himmler comme de Schellenberg était de voir les Occidentaux se retourner contre les Russes, et d'obtenir une alliance avec eux contre le « péril communiste »[70]. On trouvait déjà en filigrane cet espoir dans le rapport de Theodor Paeffgen, qui voulait se convaincre que les différences d'opinion entre les membres du camp adverse allaient en s'aggravant, ce qui ne manquerait pas de provoquer une guerre entre eux[71].

Cet espoir fut aussi celui de Hans-Joachim Beyer, ce professeur d'histoire passé par l'*Osteinsatz* au sein de l'*Einsatzgruppe* C, et qui devint ensuite, à Prague, éminence grise de la politique de germanisation intellectuelle et culturelle du gouverneur et *SS-Gruppenführer* Karl-Hermann Frank[72]. À la tête de la *Reinhard-Heydrich-Stiftung*, centre de recherche créé par lui et baptisé ainsi en l'honneur du chef du RSHA assassiné par des parachutistes venus de Londres, Beyer avait produit de nombreux articles de « sociologie raciale » et théorisé la germanisation de la Bohême. En 1945, Beyer avait fait publier sa thèse d'habilitation sur les processus de dissémination en Europe centrale[73], et produisait des articles appelant à la guerre civile européenne, à la défense de la « culture occidentale européenne ». Dans les derniers jours de la guerre, Beyer tentait encore de réunir une délégation

d’entrepreneurs et d’hommes politiques qui, de Prague, devait se mettre en marche vers la Bavière pour proposer une paix séparée aux Américains[74]. La fiction de la « croisade occidentale » contre le bolchevisme était en fait le dernier stade d’adaptation du déterminisme racial nazi à la réalité des faits. Si la nordicité n’avait pu gagner seule la guerre à l’Est, il fallait alors, aux yeux des intellectuels SS, s’allier avec des Européens d’autres « souches raciales » pour battre les Soviétiques. Jusqu’à ce moment, ils ne se départirent pas du fondamentalisme racial qui leur servait de grille de lecture du conflit. Ils ne pouvaient appréhender l’alliance entre Soviétiques et Occidentaux comme une alliance durable, car elle était pour eux un marché de dupes et un non-sens racial. C’était là, sans doute, la dernière fiction créée par le système de croyances nazi.

Ohlendorf, désirant préserver les populations, sembla opter pour une cessation des hostilités. Il parvint à Flensburg, lieu de résidence du gouvernement Dönitz, et devint, au sein de cet éphémère gouvernement, l’adjoint de Speer au ministère de l’Économie. Fait intéressant, on y retrouvait un grand nombre d’intellectuels – Hans Ehlich, l’ancien créateur du *Generalplan Ost* du RSHA, Heinz Höppner, chef de l’UWZ, Willy Seibert, ancien adjoint d’Ohlendorf au sein de l’*Einsatzgruppe* D et chef du RSHA *Amt* III D, ses anciens subordonnés Heinrich Malz, Hans Leetsch et Hans Rößner, l’ancien assistant de faculté de Leipzig devenu chef du service de surveillance de la production artistique écrite (RSHA *Amt* III C2). Au sein du ministère de l’Intérieur, on retrouvait Wilhelm Stuckart, l’ami de Werner Best, coéditeur des mélanges en l’honneur de Himmler, et de la revue *Reich, Volksordnung, Lebensraum*, mais aussi Erhard Mäding, l’un des collaborateurs de Konrad Meyer au sein du RKFdV[75]. À l’extrême fin du Reich, en fait, un nombre non négligeable d’intellectuels SS se trouvaient ainsi acteurs du dernier gouvernement, accédant fugitivement à des postes politiques qui, en l’occurrence, ne consistaient qu’à gérer la liquidation du III^{e} Reich.

Cependant, tous les intellectuels SS présents à Flensburg n’étaient pas entrés dans le gouvernement Dönitz. La nomination, en fait, n’avait rien de mécanique. Elle répondait, aux yeux de Dönitz et de ses conseillers, à des critères de compétence technique assurée par l’expérience dans les cadres étatiques, et à un « niveau de compromission » supposé raisonnable. Aux

yeux des conseillers de l'Amiral, des hommes comme Kaltenbrunner ou Himmler, qui incarnaient l'ordre SS et la violence des derniers mois du régime, n'avaient pas leur place au sein du gouvernement. Ce « niveau de compromis sion », pourtant, n'était qu'apparemment « raisonnable » : ainsi, Herbert Backe, qui avait planifié la mort, sur le front de l'Est, de millions d'individus, ne leur paraissait pas « compromis » ; Otto Ohlendorf, qui avait passé un an à la tête d'une *Einsatzgruppe*, faisait figure d'expert économique « honorable » ; Hans Ehlich, qui avait formulé le projet de l'élimination de plus de 22 millions de Slaves et de Juifs, restait lui aussi en poste. C'est dire la subjectivité qui présida à ces nominations. D'autres hommes présents à Flensburg, comme Erich Ehrlinger ou Albert Rapp, n'obtinrent pas de poste et, comme beaucoup d'autres officiers SS, plongèrent dans la clandestinité[76].

Les intellectuels SS intégraient ainsi la nouvelle donne dans leurs comportements : celle du regard des vainqueurs qui, dès 1942, avaient fait part de leur projet de rendre justice aux victimes du nazisme. Les exécuteurs nazis comme leurs vainqueurs intégraient désormais la donnée nouvelle de la culpabilité et du jugement. Et, de fait, rares sont les intellectuels SS à n'être pas passés devant des commissions de dénazification ou devant des tribunaux qui jugèrent de leur attitude pendant le régime nazi. Mais cette étape fut précédée par celle de la captivité.

Les intellectuels SS passèrent presque invariablement par des camps d'internement. Certains d'entre eux, ayant fait le choix de ne pas révéler leur identité, en sortirent rapidement et, sous un nom d'emprunt, reprirent une activité civile. Ce fut le cas d'Erich Ehrlinger et d'Albert Rapp, mais aussi d'Alfred Filbert et de Paul Zapp. Il est possible, au travers de quelques exemples, de saisir ce que furent ces périodes de clandestinité, qui, la plupart du temps, s'achevèrent par une arrestation[77].

Jusqu'en avril 1945, Franz Six resta à son poste au sein du ministère des Affaires étrangères, avant de quitter Berlin, accompagné de son ancien assistant à l'université de Königsberg, Horst Mahnke. Mahnke était l'un des fidèles soutiens de Six : il l'avait suivi au RSHA *Amt* VII, au sein de l'*Einsatzgruppe* B, puis était devenu son adjoint au sein de l'*Auswärtiges Amt*, tout en combinant ces fonctions avec celles de chargé de cours au

DAWI, la faculté des sciences de l'étranger qu'avait créée Six en 1940. Les deux hommes se dirigèrent vers Garmish-Partenkirschen, et poussèrent leur périple jusqu'à Salzbourg, le fief de Gustav-Adolf Scheel. Leurs routes se séparèrent ensuite en Bade. Six reprit contact avec sa sœur, en zone américaine, et trouva un emploi sous un faux nom chez un paysan à Cassel. Il parvint à s'y cacher jusqu'en janvier 1946, date à laquelle un ancien SS travaillant pour le compte des services américains de recherche des criminels de guerre soutira à sa sœur l'adresse où il se cachait. La veille, le « géopoliticien » Karl-Heinz Pfeffer, qui avait collaboré avec Six sur certains de ses projets et lui avait procuré emploi et refuge, avait été arrêté. Dix jours plus tard, c'était au tour de Horst Mahnke[78]. Commença alors pour Six une captivité qui devait le mener sur le banc des accusés, devant le Tribunal militaire américain de Nuremberg, au cours de ce neuvième procès qui jugea les crimes commis à l'Est par les *Einsatzgruppen*.

Erich Ehrlinger était lui aussi resté à son poste de chef du personnel du RSHA jusqu'aux premiers jours de mai. Les trois derniers mois de son activité avaient consisté à remplir des missions de plus en plus irréelles, puis à tenter de préserver la cohérence de son service en le rapatriant de Berlin à Flensburg. Le jour de la capitulation, il prit contact avec le chef d'un bataillon qui se trouvait dans le même village que lui et se procura par son intermédiaire des papiers militaires lui donnant une fausse identité et un grade de sous-officier de la Wehrmacht. Il resta jusqu'à la Pentecôte au sein de l'unité, puis se livra à une centrale britannique de rassemblement de prisonniers de guerre. Après quelques semaines de captivité, il fut libéré, travailla quelque temps dans une ferme du Schleswig, puis parvint à redescendre dans sa région natale, le Wurtemberg, et à trouver du travail à l'aérodrome américain de Karlsruhe, poste qu'il conserva jusqu'en 1951. Il travailla ensuite comme caissier et croupier au casino de Constance[79].

Dès février 1945, Erich Ehrlinger avait éloigné sa femme et ses six enfants de Berlin, les accompagnant chez son père. Il en avait profité pour détruire des documents compromettants, et notamment un album de photos d'exécutions. Ehrlinger disparut par la suite sans donner de nouvelles à sa famille, si ce n'est une lettre, expédiée en mars 1945, qui ne parvint aux siens qu'un an plus tard. Le 8 avril, Ehrlinger rendit cependant visite à sa famille alors qu'il convoyait des « savants atomistes » de Heidelberg à

Flensburg. Il laissa à sa femme des *Panzerfäuste* (bazookas) qu'elle devait utiliser dès qu'elle verrait des chars américains, pour ensuite se cacher avec leurs six enfants[80]. Durant toute l'année 1945, Anna Ehrlinger n'eut de nouvelles de son mari que par les visites clandestines du chauffeur de ce dernier, qui venait récupérer pour lui des effets personnels et du linge. Elle ne parvint à retrouver son mari que deux ans plus tard : il vivait sous son identité d'emprunt, marié avec son ancienne secrétaire du BdS Minsk, avec laquelle il venait d'avoir un enfant. Elles et lui décidèrent qu'il ne pouvait revenir vivre avec sa famille, mais qu'il devait cependant l'assister, en lui versant chaque mois un pécule dont il s'acquitta jusqu'en mars 1952. À cette date, Ehrlinger avait repris sa véritable identité depuis un an, et gagnait confortablement sa vie. Il décida pourtant de minorer la pension qu'il versait à sa femme et ses enfants. Anna Ehrlinger alla alors voir un avocat. Convaincue que son mari était décidé à émigrer, elle le dénonça à la police et entama une procédure de divorce[81]. Les autorités, alertées, mirent pourtant près de six ans à le faire arrêter.

Tous les intellectuels SS ne réussirent pas à cacher leur identité aussi longtemps. Martin Sandberger, Eugen Steimle, Walter Blume, par exemple, passèrent eux aussi par les camps d'internement américains ou anglais. Ils y furent identifiés par les organismes d'enquête sur les crimes nazis. Ils furent maintenus en détention et traduits devant la cour américaine de Nuremberg en 1947-1948. Erich Isselhorst, lui, fut livré aux Français pour des crimes commis en juin 1944, Herbert Strickner fut envoyé en Pologne, tandis que Hermann Behrends, extradé par les Américains, arriva à Belgrade en 1947 pour être jugé par les Yougoslaves. Otto Ohlendorf, enfin, fut arrêté à Flensburg après la capitulation et interrogé pendant plusieurs dizaines de jours. Interné à Nuremberg au mois de mars 1946, il devint par la suite l'un des plus importants témoins de l'accusation dans de nombreux procès. C'est lui, entre autres, qui apporta, lors d'une séance du grand procès de Nuremberg, un témoignage capital sur ce qu'avait été l'*Osteinsatz* : un crime de guerre. Et même si la notion de crime contre l'humanité ne fut jamais reprise – pour éviter l'accusation de rétroactivité – dans les procédures intentées en Allemagne contre les anciens intellectuels SS, une grande partie d'entre eux furent jugés soit par les forces occupantes, soit sur

les instances des enquêteurs de la *Zentralstelle der Landesjustizverwaltungen* de Ludwigsburg.

Les quelques intellectuels SS qui choisirent la résistance jusqu'à la mort la trouvèrent au combat[82] ou, de façon plus prosaïque, dans des bombardements[83] ou des embuscades crapuleuses[84]. Le suicide, si massif parmi les dignitaires nazis plus âgés, *Gauleiter*, chefs de service SS et HSSPF, qui avaient déjà combattu durant la Grande Guerre, est pratiquement absent dans le groupe[85]. La majeure partie des individus étudiés ici ont tenté de préserver ne fût-ce qu'un semblant d'avenir, individuel ou collectif. La plupart échappèrent à un procès immédiatement consécutif à la défaite et à l'occupation. Mais, à partir du milieu des années 1950, une nouvelle génération de jeunes procureurs allemands décida de systématiser la poursuite des crimes commis durant la Seconde Guerre mondiale par les nazis. C'est sous le coup de ces deux vagues de procès que les intellectuels SS se retrouvèrent face à leurs juges[86].

1 Pour le cadre événementiel général, voir Richard Overy, *Russia's War*, Londres, Penguin, 1999, 394 p.

2 Christian Gerlach, « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische Grundsatzentscheidung, alle Juden Europas zu ermorden » (*Krieg, Ernährung, Völkermord, op. cit.*).

3 Christopher Browning, « Beyond "Intentionnalism" and "Fonctionnalism". The Decision of the "Final Solution" reconsidered » (*The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 192 p., p. 86-123 ; ici p. 118-119). La thèse de Browning est plus subtile que celle de l'euphorie – il écrit, par exemple, que le moral du Führer était fluctuant ; mais il ne discerne pas la crise à laquelle Gerlach fait référence, ce dernier étudiant les mois de novembre et décembre 1941, et Browning plutôt la période de juillet à septembre. Il n'en reste pas moins que les deux thèses amènent les historiens à affiner la chronologie, au prix d'une complexification des processus.

4 BA-MA, RH 23/218 ; cité par Gerd Überschär et Wolfram Wette, *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion, op. cit.*, p. 264.

5 Le rapport y afférent, cité à la note 1 de la p. 374, n'est pas daté : on peut seulement supposer qu'il est postérieur à décembre 1941 et à la contre-offensive russe, ce qui expliquerait que les nazis se soient intéressés à la résistance russe. Il semble par ailleurs antérieur à la découverte des charniers de

Katyn, auxquels le document n'aurait pas manqué de faire allusion. Il ne s'agit là pourtant que de suppositions, qui empêchent de dater le document de façon sûre.

6 BABL, R-58/68 (Généralités sur l'organisation de l'URSS. Travaux sur la « mentalité » des Russes et sur le NKVD), f^os 12-13.

7 *Ibid*. f^o 15.

8 Cf., par exemple, les rapports sur la question russe et sur l'Ukraine, qui montrent qu'on se préparait déjà à des tracés de frontières : BABL, R-58/13 (mémorandum sur la question russe) ; BABL, R-58/37 (« L'Ukraine », projet de mémorandum du Wannsee Institut).

9 Rapport de situation dans les territoires occupés (*Meldungen aus den besetzten Gebieten*, dorénavant MbG) n^os 51, 52 et 53 des 12, 16 et 20/3/1943 ; n° 55 du 21 mai 1943 (BABL, R-58/224).

10 MbG 52 du 12/3/1943 (*idem*, f^os 43-44).

11 En témoigne, par exemple, le travail de collection de témoignages sur la famine en Ukraine, travail effectué par les *Forschungsgemeinschaften* (BABL, R-153/1680) et les différents rapports sur l'Ukraine produits par le RSHA ou le Wannsee Institut (BABL, R-58/37 [« L'Ukraine », projet de mémorandum du Wannsee Institut] ; AGKBZH, 362/766 [Travaux sur l'histoire de l'Ukraine et de la Pologne] ; AGKBZH, 362/289 [Travaux sur l'évolution de l'agriculture en Ukraine] ; BABL, R-58/135 [L'Ukraine carpatique]).

12 EM n° 3 du 25/6/1941 (BABL, R-58/214.).

13 BABL, R-58/68 (généralités sur l'organisation de l'URSS. Travaux sur la « mentalité » des Russes et sur le NKVD), f^o 17.

14 Représentatif de ce phénomène : BABL, NS-19/2504 (rapports sur des mauvais traitements et assassinats de prisonniers de guerre allemands en URSS), qui contient un rapport et un texte de présentation de photos de corps de prisonniers allemands mutilés. Les photos ne sont pas dans le fonds.

15 Témoignage d'Ohlendorf (*TWC*, cas IX).

16 Cf. le mémorandum RSHA IIIB 2 signé Ehlich et Strickner, ainsi que les rapports de situation et d'activité des KdS de Pologne, *in* BABL, R-58/1002.

17 Voir à ce sujet la mise au point de Götz Aly et Suzanne Heim, *Das Zentral Staatsarchiv Moskau (« Sonderarchiv »). Rekonstruktion und Bestandsverzeichnis verschollen geglaubten Schritfguts aus der NS-Zeit*, Düsseldorf, 1992, 75 p. ; en attendant la thèse de Jörg Rudolf sur les pratiques archivistiques du RSHA *Amt* VII.

18 Lettre de Levin à Franz du 5/4/1944 (AGKBZH, 362/219, f^o 146).

19 Mais aussi des naissances – Levin a eu une fille en mars 1944.

20 Correspondance *in* AGKBZH, 362/219, f^os^ 135-146.

21 Ce qui est d'autant plus surprenant que Franz était professeur à l'université allemande de Strasbourg, un établissement frontalier exposé aux assauts américains.

22 Interrogatoire d'Ohlendorf (*IfZ* 852/53, vol. IV).

23 Télex du RFSS au SSPA (BAAZ, SSO Behrends, f^o^ 59787).

24 Cf. là-dessus les nombreux télégrammes signalant les différents changements d'adresse de Behrends (BAAZ, SSO Behrends).

25 Lettre de Behrends à von Herff, SSPA (BAAZ, SSO Behrends, non folioté). Pour la Baltique, voir BABL, R-49.01/ 9019-14.

26 Voir Marlis Steinert, *Hitlers Krieg und die Deutschen. Stimmung und Haltung der deutschen Bevölkerung im Zweiten Weltkrieg*, Düsseldorf-Cologne, 1970, et, à l'opposé quant à l'interprétation générale de la conduite de l'opinion, mais convergent sur ce point, Ulrich Heinemann, « Krieg und Frieden an der "Innere Front". Normalität und Zustimmung, Terror und Opposition im Dritten Reich », *in* Christoph Kleßmann (éd.), *Nicht nur Hitlers Krieg. Der Zweite Weltkrieg und die Deutschen*, Düsseldorf, Droste, 1989, 24 p.

27 Reproche qu'encourut notamment le *Regierungsrat* Neifeind, l'un des juristes du SD, condamné à mort pour lâcheté devant l'ennemi et défaitisme pour son attitude durant la campagne de France de 1944 au sein du BdS Paris. Voir là-dessus Jens Banach, *Heydrichs Elite*, *op. cit.*, p. 244.

28 Voir le colloque sur « Le bolchevisme comme danger mondial », de décembre 1944 (AGKBZH, 362/633), ou les plans échafaudés par Levin d'une revue d'histoire des idées (*idem*, 362/219).

29 Courrier de Rudolf Levin à Paul Dittel d'octobre 1944 (BADH, ZR-115 [Documents du RSHA *Amt* VII et SDHA *Amt* II122]).

30 Correspondance et série complète des rapports *in* BADH, ZR / 811, A.3.

31 BABL, film n° 58005, f^os^ 1094-1095 ; film n° 58016, f^o^ 866. Voir aussi Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Zur Karriere des SS-Führers Franz Alfred Six*, Munich, C.H. Beck, 1998, 414 p., p. 226 ; pour d'autres actions à l'étranger, voir BABL, film n^o^ 8477, Aufn. Nr E420, 812ff, 861.

32 *TWC*, cas XI, p. 361 ; Nur. Dok. PS-3319, p. 57.

33 Voir quatre articles de Franz Alfred Six : « Das Einheitsbewußtsein Europas », *Zeitschrift für Politik* 32, s.l., 1942, 19 p. ; « Rußland als Teil Europas », *id.*, 4 p. ; « Die Binnenkriege des europäischen Kontinents und der Einigungskrieg der Gegenwart », *id.* 33, s.l., 1943, 26 p. ; « Der Wandel des europäischen Staatensystem zum Weltstaatensystem », *id.* 34, s.l., 1944, 20 p.

34 Franz Alfred Six, « Europäische Schicksalsgemeinschaft », *Zeitschrift für Politik* 35, 1945.

35 Cf. là-dessus Michael Kater, *Das « Ahnenerbe » der SS 1935-1945, op. cit.*, p. 211-255.

36 Sur les commissions d'enquête sur les atrocités, voir John Horne et Alan Kramer, *Atrocities » in 1914. Meanings and Memory of War*, New Haven et Londres, YUP, 2001, 608 p. (trad. fr., *1914, Les Atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005, 604 p.), notamment la troisième partie, *War of Words*.

37 Sur tout cela, voir Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race, op. cit.*, p. 260-261.

38 Plus de 7 000 à partir de 1943, mobilisés par la commission Unruh dans les unités de la Wehrmacht. Le mouvement s'accéléra en 1944 et plus encore en 1945 (BABL, NS-19/2201 [Mise à disposition de personnels de la SIPO, pour la Waffen SS, les *Einsatzgruppe*n ou l'armée]).

39 Lettre du SSFHA au chef d'état-major de Himmler, Brandt, du 4/6/1944 (BABL, NS-19/1207 : affaire Dirlewanger) (unité spéciale de la SS critiquée en son sein même pour sa cruauté). Jost, lors du procès des *Einsatzgruppen*, tenta de faire croire qu'il avait été envoyé sur le front comme simple soldat parce qu'il se serait opposé à l'activité génocidaire du BdS qu'il dirigeait. La source citée ici prouve qu'il n'en fut rien.

40 Jugement contre Rapp (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [affaire Sk 7a, Rapp et autres jugements], vol. 16).

41 Sur les derniers jours du Reich on verra, malgré les lacunes que l'ouvrage comporte, Marlis Steinert, *Die 23 Tage der Regierung Dönitz*, Düsseldorf et Vienne, 1967.

42 Cf. là-dessus les précisions de Karl-Heinz Roth, « "*Generalplan Ost*"-"Gesamtplan Ost" », art. cité.

43 Voir les courriers successifs de Meyer à Himmler dans Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan, op. cit.*

44 Voir les planifications du WvHA *Amt* IV dirigé par Hans Kammler, qui évaluait les investissements nécessaires à la reconstruction de l'Est après la guerre. Karl-Heinz Roth, *ibid.*, p. 75-80 ; voir aussi Ludolf Herbst, *Der Totale Krieg, op. cit.*

45 BABL, R-58/3521 (rapport sur le traitement des prisonniers allemands par les Soviétiques), f^{os} 4-6 ; f^{os} 9-10 pour les fusillades. Une section entière du rapport est consacrée à la propagande adressée aux prisonniers et à celle adressée par les prisonniers ralliés à l'opinion allemande (f^{os} 53-65).

46 BABL, NS-19/2504 (rapports sur des mauvais traitements et assassinats de prisonniers de guerre allemands en URSS), f^{os} 1-2.

47 Lettre accompagnant le rapport du KdS Karkow, transmettant les photos de cadavres allemands au RFSS, du 21/3/1943 (BABL, NS-19/2442). Les photos ne sont pas dans le fonds.

48 AGKBZH, 362/322 (coupures de presse internationale : surveillance RSHA *Ämter* VI et VII), f^os^ 3-4.

49 Cf. les commissions d'exhumation soviétiques. (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; témoignages traduits du russe], vol. 53 ; ZStL, 213 AR-1898/66 [*Sonderband I UdSSR* ; *Einsatzgruppe D*], vol. 1 ; *id.*, vol. 2). Les premières exhumations eurent lieu en mai 1943. Elles prouvaient directement l'utilisation des camions à gaz. Un commando spécial du SD, commandé par le *Standartenführer* SS Blobel, avait commencé dès juin 1942 à exhumer les charniers et brûler les cadavres, dans l'intention évidente d'effacer les traces, sans toutefois que la décision fût prise sous la pression d'une éventuelle avancée soviétique. Le commando, visiblement, n'avait pas eu le temps d'effectuer sa tâche en Crimée ni dans les États baltes. Il existe très peu de sources sur le Sk 1005 ; néanmoins, Dieter Pohl a réussi à tracer son activité pour la Galicie (*Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, op. cit.*) ; voir aussi Yitschak Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka. The Operation Reinhard Death Camps*, Bloomington (Indiana), 1987, 437 p. ; ici p. 170.

50 Rapport RSHA VI D du 18/9/1944 sur les propositions soviétiques pour le traitement de l'Allemagne après la guerre (BABL, R-58/1121, f^os^ 29-33).

51 *Ibid.*, f^o^ 31.

52 Cette partition est reconstituée dans une carte qui accompagne un article d'Alexander Dallin, « Russia's Plans for Germany », *The American Mercury*, *op. cit.*, fos 139-142. Carte, f^o^ 140.

53 Ils sont d'autant plus rares que les organes de répression du III^e^ Reich, totalement désordonnés, cessèrent de fonctionner à partir de mars-avril et que les sources concernant cette période sont rarissimes.

54 *Meldung aus dem Reich*, mars 1945, Heinz Boberach (éd.), *Meldungen aus dem Reich, 1938-1945. Die Geheime Lageberichte des Sicherheitsdientes der SS*, Herrsching, 17 vol. et Index, 1984 ; ici vol. 17, p. 6734-6770 ; cité d'après Norbert Frei, *L'État hitlérien et la société allemande*, p. 295-299.

55 Rapports de situation et d'activité des KdS de Pologne *in* BABL, R-58/1002.

56 Cf. là-dessus les chapitres de Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race* (*op. cit.*, p. 65-116 et 119-150), qui ne traitent pas de la fin de la guerre, mais analysent très finement les croyances raciales nazies.

57 On consultera Heinz Boberach, « Die Stimmung in Deutschland im letzten Kriegsjahr 1944-1945 », in *Studien und Forschungen des Instituts für Niederösterreichische Landesgeschichte* (20), t. 1, 1995, 23 p. ; bien que Boberach fasse complètement abstraction des affects et effectue une lecture déréalisatrice de l'opinion, sans voir l'angoisse de disparition collective.

58 Rüdiger Overman, *Deutsche militärische Verluste im Zweiten Weltkrieg*, Munich, Oldenburg, 2000, 363 p., tableaux p. 266 et 278. Je remercie Pieter Lagrou de m'avoir indiqué cet ouvrage.

59 Cf. là-dessus G. F. Krivoieva, *Grif Cekretnosti sniat, poteri voorujnikh cil SSSR v vounokh boevikh deistviakh i voennikh konfliktakh*, Moscou, Voennoe Izdatelstvo, 1993, 416 p., ici p. 143-144. Je remercie Nicolas Werth, Pieter Lagrou et Gabrielle Muc pour leur aide dans la recherche et le déchiffrage de cet ouvrage ; voir aussi Stéphane Audoin-Rouzeau, « La violence du champ de bataille », *in* Stéphane Audoin-Rouzeau et Henry Rousso (éd.), *La Violence de guerre. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Paris, Complexe, 2002 ; Christian Ingrao, « Le suicide comme sortie de guerre… », art. cité.

60 Perry Bidiscombe, *Wehrwolf ! The History of the National-Socialist Guerrilla Movement 1944-1946*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, 455 p.

61 Voir sur ce point l'article de Josef Henke, « Das Schicksal deutscher zeitgeschichtlicher Quellen in Kriegs- und Nachkriegszeit », Munich, *VfZ*, 30, 1982, 63 p. ; et l'introduction de Heinz Boberach, *Inventar Archivalischer Quellen des NS-Staates. Die Überlieferungen von Behörden und Einrichtungen des Reichs, der Ländern und der NSDAP*, Munich, Drost Verlag, 1986-1994, 2 vol.

62 Ce fut le cas, par exemple, de Walter Huppenkothen, recruté par Best à la Gestapo, nommé à la tête d'un *Einstakommando* en Pologne, et qui présida la commission d'enquête sur le complot des officiers de l'Abwehr. Il assista à l'exécution des conjurés, dont Wilhelm Canaris et Dietrich Bonhoeffer, dans la cour du camp de concentration de Flössenburg, quelques heures avant que les Soviétiques ne parviennent au camp (Heinz Höhne, *Canaris, op. cit.*) La procédure intentée par le procureur de Ludwigsburg contre Huppenkothen après la guerre n'a pu être consultée.

63 Activité de formation *in* BABL, R-58/117 (de 1937 à 1945).

64 Feuilles de présence et listes d'enseignants *in* BABL, R-58/117 et R-58/115.

65 Voir là-dessus, pour l'emploi d'une expression empruntée à lui, Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten, op. cit.*, et le mémorandum sur la formation des officiers de renseignement d'octobre 1944, non signé (vraisemblablement de Schellenberg ou de Steimle) *in* BABL, R-58/117.

66 Sur Prutzmann, voir Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS- und Polizeiführer, op. cit.*

67 *Ibid.*, p. 252-274.

68 *Ibid.*, p. 36-37.

69 Ohlendorf déclara, par exemple, avoir expressément interdit aux hommes de son service de participer à cette opération. Cf. Interrogatoire (note égarée), IfZ, 832/53, vol. 5, f^{os} 24-28.

70 Cf. Walter Schellenberg, *Aufzeichnungen. Die Memoiren des letzten Geheimdienstchefs unter Hitler*, Wiesbaden, Limes, 1979, 348 p.

71 Rapport du RSHA *Amt* VI D du 18/9/1944 sur les propositions soviétiques pour le traitement de l'Allemagne après la guerre *in* BABL, R-58/1121.

72 Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », art. cité.

73 Hans-Joachim Beyer, *Umvolkungsvorgänge in Ost-Mitteleuropa*, Leipzig, Teubner, 1944.

74 Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor », p. 312 et 341.

75 Cf. la liste des membres du gouvernement provisoire du Reich *in* BABL, R-62/3 : *Varia* du gouvernement Dönitz, f^{OS} 72-76.

76 Interrogatoire d'Ehrlinger des 9 et 10/12/1958 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 1, f^{OS} 11-25 et 41-43). Pour Rapp, interrogatoire de Maria Lisa Hesse du 22/6/1961 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 3).

77 Ce fut effectivement le cas pour les quatre hommes cités ici, qui furent arrêtés en 1958, 1966, 1962 et 1967.

78 Voir, sur le périple de Six, Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher, op. cit.*, p. 269-278.

79 Interrogatoire d'Ehrlinger du 9/12/1958 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 1, f^{OS} 11-29 ; ici f^{OS} 15-17).

80 On notera la pulsion de destruction qui s'exprime ici dans le fait de confier à une femme chargée de six enfants des armes antichars tout en sachant qu'elle ne sait pas s'en servir, et ce d'autant que le *Panzerfaust* provoquait un grand nombre d'accidents mortels en émettant, à l'éjection de la charge, un cône de flammes qui décapitait quiconque se trouvait derrière le tireur. Le fait d'emmener les enfants rendait par ailleurs la fuite illusoire. Ehrlinger ne pouvait pas ne pas savoir qu'il condamnait femme et enfants à mort en engageant sa femme à se servir de ces armes. Elle en fut elle-même assez consciente pour qualifier ce geste d'insensé (*wahnsinnig*).

81 Sur tout cela, voir l'interrogatoire d'Anna Ehrlinger du 23/1/1959 et du 18/2/1952 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 1 a, f^{OS} 293-303 et 305-317).

82 Ce fut, semble-t-il, le cas de Rudolf Levin, l'historien de l'*Amt* VII, porté disparu après l'assaut donné par les Russes sur une école d'artillerie des environs de Prague dans laquelle était retranchée son unité Waffen SS. En l'absence de tout document, je remercie Rudolf Jörg, archiviste et auteur d'une thèse sur les pratiques archivistiques du RSHA de m'avoir confié ces informations.

83 Ce fut le sort de Karl Murawsky, jeune docteur en histoire du RSHA *Amt* VII, tué à la fin de 1944.

84 C'est sans doute ce qui arriva à l'ancien chef du KdS Rowno, Karl Hermann Putz, retrouvé mort le revolver à la main et identifié par sa femme dans le Wurtemberg. Voir Note du magistrat instructeur *in* ZStL, 204 AR-Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [localisation des suspects]), vol. 1.

85 Si l’on excepte le cas de Rudolf Lange, juriste, ancien membre de l’Ek 2, responsable de la mise au point et de l’utilisation des camions à gaz dans le Warthegau. Il fut blessé grièvement à Posen au début de 1945 et, constatant que sa blessure le rendait intransportable, il se suicida (ZStL, 204 AR-Z 48/58 [enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno ; audition de témoins], vol. 11, f^{os} 1592-1610). Voir là-dessus Christian Ingrao, « Le suicide comme sortie de guerre », art. cité.

86 Voir là-dessus Florent Brayard (dir.), *Le Génocide des Juifs entre procès et histoire*, Bruxelles, Complexe, 2000, 308 p.

Chapitre 11

Les intellectuels SS en jugement

Les procès que connurent les intellectuels SS au sortir de la guerre ne peuvent être considérés de manière monolithique. Leurs enjeux dépendirent des circonstances dans lesquels ils avaient lieu, de la distance aux faits, de la nationalité des juges, et bien sûr, des chefs d'accusation. Ces procès forment un champ de recherche en eux-mêmes, car nombre d'historiens considèrent à juste titre qu'ils furent l'une des modalités déployées par les sociétés occidentales pour « gérer[1] » le passé traumatique que constituaient la période nazie, la guerre, les occupations, les crimes de masse[2]. Ils permettent toutefois d'appréhender certains comportements des intellectuels SS après la guerre. Ils constituent en effet un espace de prise de parole qui s'avéra déterminant, notamment pour la découverte – publique comme historienne – des événements qui s'étaient passés à l'Est[3]. En émerge ce qui apparaît comme le seul caractère commun à tous les accusés : la nécessité de gestion de la mémoire de guerre, mémoire personnelle faite de violence, de militantisme, d'utopie et d'angoisse. Sans embrasser la question des procès de dénazification et de sanction des crimes commis à l'Est, on peut cependant établir une typologie des comportements des intellectuels SS face à leurs juges, c'est-à-dire aussi face aux faits et à leur culpabilité.

Les stratégies de négation

Franz Six, on l'a vu, avait participé à l'*Osteinsatz* à la tête du *Vorkommando* Moscou, c'est-à-dire un commando spécial de l'*Einsatzgruppe* B chargé d'investir les bâtiments officiels et le Kremlin dans le cas d'une hypothétique prise rapide de Moscou. Il ne resta que deux mois à la tête de l'unité, et le Tribunal eut bien du mal à trouver des documents prouvant l'activité meurtrière du petit groupe de policiers qui la composait. Il se démarqua de la ligne de défense généralement suivie par

les accusés, et certifia n’avoir pris connaissance des ordres criminels qu’après son entrée en Russie. Il agaça les juges américains en tenant de longs discours et en tentant de faire passer son travail au sein du commando pour un travail d’enquête scientifique. Il présenta, par exemple, les programmes d’enseignement et de recherche du *Deutsches Asulandswissenchafltiches Institut* comme une tentative de « rapprochement Est-Ouest ». Il s’ensuivit des dialogues iréels entre Six et le président du Tribunal, un ancien commandant de la Navy, auteur dramaturge à ses heures perdues, qui marqua par son goût de la théâtralité les débats comme les justifications des condamnations. En témoigne l’échange suivant où, après avoir soutenu que le commando avait eu comme principale activité à Smolensk de protéger les églises contre le pillage, Six s’entendit poser la question suivante :

> « Q[uestion] : Vous connaissiez les buts des *Einsatzgruppen* dans ces territoires. Vous connaissiez l’ordre du Führer, oui ou non ?
>
> « R[éponse] : Comme je l’ai dit dans mon interrogatoire direct, j’ai pris connaissance de cet ordre du Führer par la nomination de cadres d’autres commandos.
>
> « Q : Oui… Il faudrait alors comprendre qu’une fois que vous êtes arrivé sur place, vous avez immédiatement changé la nature des choses et, au lieu de conduire les Juifs dans des camps pour les exécuter, au lieu d’opprimer les populations, vous avez porté vos efforts sur la réouverture des églises et sur l’octroi de la plus grande liberté religieuse et culturelle à la population civile ?
>
> « R : Non, monsieur le président, je ne vois dans ce constat pas de lien de causalité. Je ne vois aucune cohérence de causalité au fait que d’une part, des exécutions dussent être menées, et que de l’autre les églises fussent rouvertes aux populations.
>
> « Q : Vous avez fait cela volontairement. Vous nous avez donné une très intéressante causerie sur votre activité, et nous avez raconté que vous avez porté haut le drapeau de la liberté religieuse et la flamme du développement de la vie culturelle.
>
> « R : Oui.
>
> « Q : Vous nous avez tenu tout un discours là-dessus…
>
> « R : Oui, bien sûr.

« Q : Je vous demande maintenant si, au moment où vous étiez au front, vous avez fait un effort pour la liberté religieuse, pour le changement culturel, pour la liberté politique.

« R : Monsieur le président, je dois maintenant préciser mes positions sur la guerre en Russie et sur la question du traitement du peuple russe par les troupes allemandes […]. Mes conceptions politiques étaient les suivantes : en tant qu'Allemands, notre mission consistait à apporter les libertés politique, religieuse et économique par le biais de l'administration. Au moment où je franchis la frontière russe, j'avais la conviction profondément ancrée que tel était le programme du Reich allemand dans les territoires conquis à l'Est. L'une des plus grandes déceptions de ma vie a été de constater – et ce jusqu'à ces derniers jours par les documents qui m'étaient restés jusqu'alors cachés, tout comme par les conversations entre Hitler, Göring et Rosenberg – que dès le premier jour de mon service la terreur tint lieu d'administration politique [4] . »

On mesure le dialogue de sourds qui s'instaura entre l'ancien professeur de l'université de Berlin, chef de commando de l'*Einsatzgruppe* B, et le juge américain. Les stratégies de défense de Six sont pourtant intéressantes. Il est en effet amené dans la suite du dialogue à donner son avis sur la question des exécutions opérées par les groupes pendant sa présence. Si Six condamne l'exécution de femmes et d'enfants, il tient pour « légitimes » les exécutions d'hommes « juifs en âge de porter les armes » en raison de leur capacité « à être des porteurs potentiels du combat ». Si la réponse de Six pourrait être appréhendée comme incohérente, elle ne faisait cependant que refléter sa propre expérience de l'*Osteinsatz :* il avait quitté la Russie dès le 20 août 1941, date à laquelle les exécutions de femmes et d'enfants restaient rares dans le territoire dévolu à l'*Einsatzgruppe* B. Pourtant, Six n'ignorait rien de ce qui avait eu cours à l'Est. Il avait figuré parmi les destinataires des rapports quotidiens des *Einsatzgruppen* de Pologne et, en tant que chef de l'*Amt* VII, des *Ereignismeldungen* (rapports d'activités) URSS : il avait pu y lire l'exécution des 33 371 Juifs de Kiev, ainsi que celle des femmes et des enfants, expressément mentionnée en certaines occurrences à partir de septembre 1941. Plus compromettant encore, le fait que Six ait, dès juillet, été parfaitement au courant des plans nazis

concernant la future administration des territoires conquis. Alors que l'homme plaidait devant les juges américains pour une administration qui aurait apporté « les libertés religieuse, économique et politique[5] », il avait tenu un tout autre langage devant l'un des officiers de l'Abwehr en charge du groupe d'armée Centre en juillet 1941 :

> « La frontière doit être repoussée jusqu'à une ligne Bakou-Stalingrad-Moscou-Leningrad. Un glacis protecteur devrait être érigé à l'Est, une "bande de terre brûlée" [*Brandstreifen*] dans laquelle toute vie devrait être éteinte. On veut ainsi décimer les quelque 30 millions de personnes vivant dans cette zone par la faim, en éloignant tout ravitaillement de cet énorme territoire. Toutes les personnes participant à cette opération se verraient menacées de la peine de mort si elles donnaient un quelconque morceau de pain à un Russe. Les plus grandes villes, de Leningrad à Moscou, devaient par ailleurs être rasées jusqu'aux fondations. »

Six savait et consentait, contrairement à ce qu'il déclara au Tribunal. Sa ligne de défense, pourtant, ne changea pas, servie qu'elle était par le flou qui régnait autour de la mission du commando Moscou. Six prétendait qu'il ne s'agissait que d'un travail scientifique, et de fait, l'une des seules preuves des exécutions était un rapport mentionnant que l'état-major de l'*Einsatzgruppe* et le *Vorkommando* avaient opéré 114 exécutions du 22 juin au 20 août 1941, c'est-à-dire précisément au moment où Six en avait été le chef. Deux unités, pourtant, se partageaient la responsabilité des exécutions. Cette pièce, aux yeux de l'accusation, ne suffisait pas à incriminer Franz Six : son système de défense restait viable face à elle. Malgré le consentement au crime, malgré la très nette impression de duplicité laissée par le personnage aux juges, ces derniers durent constater qu'ils ne pouvaient « prouver scientifiquement » la participation de Six au programme meurtrier de l'*Einsatzgruppe*. Le chef d'accusation fut ainsi abandonné, et Six ne fut condamné que parce qu'il était « partie prenante d'une organisation qui avait commis des actes de violence et des délits, ainsi que des comportements inhumains contre la population civile »[6] : une complicité de crimes de guerre, en quelque sorte. Il fut condamné à vingt années de réclusion.

Six, pourtant, constituait à lui seul un cas particulier. Il était tout à la fois l'un des plus hauts dignitaires du RSHA et avait effectué dans le même temps une *Osteinsatz* très spécifique. Peu d'officiers de son rang purent se permettre de tenir une ligne de défense aussi audacieuse. De nombreux officiers subalternes du SD ou des organes d'administration du RSHA arguaient en revanche de leur affectation d'origine pour laisser croire qu'ils n'avaient pas participé aux meurtres de masse. Ce fut le cas de Karl Tschierschky, adjoint de Sandberger à l'EWZ et chef du SD au BdS *Ostland* (*Einsatzgruppe* A). Malgré ses dires, ses affectations successives laissent à penser qu'il disposait d'une grande expérience de la lutte contre les partisans : n'avait-t-il pas été l'un des acteurs principaux des *Wehrwölfe*[7] ? Or dans la Baltique la lutte contre les partisans fut indissociable de l'extermination des dernières communautés juives[8]. Rien, cependant, ne put lui être reproché, et il ne fut jamais condamné pour crimes, mais seulement pour appartenance à une organisation criminelle[9].

Dans le cas des autres commandos, les preuves étaient bien plus compromettantes. Walter Blume, chef du *Sonderkommando* 7a de l'*Einsatzgruppe* B, ne pouvait se targuer d'avoir effectué un travail scientifique. Son commando avait tenu pourtant une place relativement secondaire dans le processus génocidaire en cours durant l'été 1941, surtout si l'on compare les chiffres d'exécutions des commandos du groupe. Le Sk 7a avait exécuté un peu moins de 1 000 personnes entre le déclenchement de l'attaque et le 20 août 1941, alors que l'Ek 8 avait déjà fait près de 7 000 victimes, et que l'Ek 9 en avait fusillé 8 100[10].

Arrêté et jugé lors du neuvième procès intenté aux criminels de guerre nazis par le Tribunal américain de Nuremberg, Walter Blume mit au point un système de défense très représentatif de celui des autres inculpés. Il affirma qu'avait été diffusé, dès le rassemblement des unités en mai 1941, un ordre d'extermination des Juifs d'URSS[11]. Il reconnut avoir commandé les exécutions menées par son commando, tout en niant avoir consenti à l'impulsion exterminatrice. Condamné à mort puis gracié[12], il témoigna à de nombreuses reprises dans les procès de criminels de guerre ayant eu un rôle dans l'organisation des *Einsatzgruppen*. Il intervint notamment dans l'instruction contre Bruno Streckenbach et plus encore dans celle contre

Albert Rapp. Blume, au cours de ces multiples interrogatoires, fit preuve d'une remarquable constance dans ses déclarations. S'appuyant manifestement sur un mensonge, il parvint à mettre en place une stratégie de négation d'une partie des crimes commis sous son commandement. Déclarant donc avoir reçu dès l'origine l'ordre de tuer tous les Juifs de Russie, il se présenta comme un chef de commando renâclant à appliquer les ordres. Les exécutions de Vitebsk devinrent, dans son récit, le résultat d'un télex de Nebe qui, réagissant à la nouvelle de la mise en place du port de l'étoile jaune et du parquage des Juifs en ghettos, lui transmit l'ordre de « signaler de nouvelles mesures contre les Juifs »[13]. S'appuyant sur le prétendu « ordre d'extermination » de Pretszch, il fit aussi très habilement croire qu'il avait refusé de faire exécuter des femmes et des enfants. Ce prétendu ordre d'extermination, qui aurait pu impliquer la préméditation de l'acte par les coaccusés, lui permettait en fait de se bâtir une image de chef de commando moins soumis que d'autres aux ordres du *Führer*. Il maintint sa version des faits tout au long des interrogatoires subis au cours des années 1950 et 1960. Au lieu, comme beaucoup de ses anciens collègues, de revenir sur ses déclarations sur la diffusion de l'ordre d'extermination totale des Juifs dès la veille du conflit, Blume couvrit Streckenbach en ne lui imputant plus le rôle principal dans la diffusion, mais en en rejetant commodément la responsabilité sur Heydrich. L'absence de massacre de femmes et d'enfants sous son commandement devenait, grâce à cet ordre, un signe « tangible » de réticence face à la politique d'extermination, idée renforcée par les témoignages nombreux soulignant sa répulsion face aux fusillades et sa mansuétude vis-à-vis de ses hommes. Il s'agit là d'une fiction qu'il construisit à partir des déclarations des autres prévenus, mais qui ne pouvait avoir pour seul but que celui de se disculper judiciairement. Lorsque Blume produisit ses déclarations dans les années 1960, il était en effet à l'abri de toute inculpation, tout au moins en tant que chef de commando en Russie[14] : condamné à Nuremberg, il ne pouvait plus être poursuivi pour les faits qui lui avaient alors été reprochés.

Sa stratégie de négation, on le voit, ne manqua ni d'habileté, ni d'opportunisme : il rejeta les éléments les plus compromettants sur les morts, évita l'erreur de nier l'évidence – celle, en tout cas, de sa participation à la politique exterminatrice –, et joua des zones d'ombre de

son dossier. Il n'existe en effet aucun document établissant que le Sk 7a ait exécuté des femmes et des enfants sous son commandement. Il dément it donc cette action, même si le Tribunal qui condamna Albert Rapp n'exclut pas la présence de femmes et d'enfants lors de la tuerie de Gorodock, à laquelle Blume avait par ticipé[15]. C'est dans l'espace – infime – existant entre l'intime conviction des magistrats et la preuve flagrante du meurtre que Blume fit porter son effort de dénégation, pour des motivations autres que celle d'échapper à la condamnation par les tribunaux.

L'exemple de l'attitude de Hans Ehlich devant les tribunaux américains peut, malgré une différence de contexte déterminante, apporter un autre éclairage quant aux stratégies développées par les intellectuels SS devant leurs juges. Les procès américains représentaient en effet un danger vital pour les inculpés : les peines étaient lourdes, et les exécutions de criminels de guerre nazis fréquentes[16]. Hans Ehlich était l'un de ceux qui avaient le plus à craindre de ces tribunaux : il avait été le chef du département III B, cet organisme chargé de la planification des déplacements de populations. Il passa pourtant au travers des mailles du filet, ne comparaissant que comme témoin au procès du RuSHA et de la VOMI[17]. Son témoignage constitue un excellent exemple de stratégie de négation, appuyée sur la méconnaissance d'une accusation américaine qui avait préparé les poursuites dans l'urgence et ne maîtrisait qu'imparfaitement les rouages administratifs allemands.

Appelé à la barre comme témoin, Hans Ehlich présenta ses fonctions à la tête du RSHA *Amt* IIIB.

> « Q[uestion] : Pourquoi vous intéressiez-vous à l'activité de planification de l'accusé Meyer ?
>
> « R[éponse] : Parce que l'activité de planification prise en charge par l'état-major [du RKFdV] était en connexion avec le développement général des territoires occupés de l'Est, et que ces domaines étaient étroitement corrélés avec les questions ethniques dont le SD s'occupait.
>
> « Q : Témoin, connaissez-vous le document dénommé *Generalplan Ost* ?
>
> « R : Oui, je me rappelle ce *Generalplan Ost* dans ses grandes lignes.

« Q : Le *Generalplan Ost* était-il un plan, ou consistait-il en deux plans ?

« R : Si je me souviens bien, le *Generalplan Ost* consistait en un plan à court terme et un plan à long terme.

« Q : Pouvez-vous expliquer ce plan à court terme et ce plan à long terme ?

« R : Oui. Le plan immédiat, si je peux m'en souvenir, embrassait les questions qui étaient les plus proches en temps, les questions d'expulsion et de réinstallation dans les territoires occupés incorporés au Reich. C'était un plan pour le futur le plus proche, à très court terme, alors que le plan à long terme s'occupait de questions fondamentales concernant la population de tous les territoires de l'Est, et la colonisation là-bas.

« Q : Dans quelle mesure le *Generalplan Ost* fut-il appliqué ?

« R : D'après moi, le *Generalplan Ost* ne fut appliqué qu'en ce qui concernait le plan à court terme.

« Q : Pouvez-vous nous dire dans quels territoires le plan fut appliqué ?

« R : Ce plan ne fut appliqué que dans les territoires incorporés de l'Est.

« Q : Fut-il appliqué dans le prétendu Gouvernement général ?

« R : Je crois que les mesures de colonisation prises dans le Gouvernement général ne furent pas mises en place dans le *Generalplan Ost* , mais comme des mesures spéciales […] [18] . »

Ce premier témoignage, sollicité par la Cour, est immédiatement suivi par l'interrogatoire mené par l'avocat de Meyer-Heitling. L'avocat et l'ancien chef de la planification du RSHA se livrent alors à une prestation de duettistes, s'entendant à merveille pour préciser les déclarations faites par Ehlich, dont le but essentiel est de perdre les juges dans les méandres de la planification SS :

« Q (Dr Behling, avocat de Meyer-Heitling) : J'aimerais demander au Tribunal de poursuivre l'interrogatoire pour l'accusé Meyer-Heitling […]. Témoin, saviez-vous que l'accusé travaillait à l'université de Berlin comme professeur ?

« R. Oui.

« Q. Pouvez-vous confirmer que ces charges à l'état-major [du RKFdV] étaient pour lui un travail secondaire ?

« R. Non, je ne peux pas le faire car je ne sais rien à ce sujet.

[…]

« Q. Témoin, vous avez ensuite parlé du *Generalplan Ost* , et vous avez dit que vous vous en remémoriez les grandes lignes. Pouvez-vous nous dire à quelle date le plan fut organisé ou établi ?

« R. Le *Generalplan Ost* a été produit en 1940.

« Q. En 1940 ?

« R. Oui, 1940.

« Q. Savez-vous quelle est l'agence qui a mis au point le *Generalplan Ost* ?

« R. Le *Generalplan Ost* , en ce qui concerne les déportations et les évacuations d'étrangers, c'est-à-dire les Polonais dans ce cas particulier, a été établi par le RSHA *Amt* IV, qui traitait avec d'autres acteurs quand les affaires générales et la structure étaient touchées par les expulsions. Je ne suis pas sûr de me rappeler, mais je crois pouvoir dire que certaines parties du *Generalplan Ost* furent discutées avec le Dr Fähndrich.

« Q. Pouvez-vous nous dire, témoin, si, hormis le *Generalplan Ost* de 1940, il existait d'autres *Generalpläne Ost* ?

« R. Je ne pourrais vous dire s'il existait d'autres plans nommés *Generalplan* , mais il est certain qu'il existait une série de plans pour la colonisation et autres dans les territoires orientaux.

« Q. Oh, certainement, je vois… Et ces autres plans furent-ils préparés et élaborés par d'autres agences diverses, ou : qui les dessina ?

« R. Bon, d'autres plans furent élaborés, je crois que pour la plus grande part ils s'occupaient de certaines questions de planification théorique de nouvelles aires de colonisation dans différents États. Je crois que la plus grande partie de ces plans-là fut développée par l'état-major [du RKFdV].

« Q. Témoin, je voudrais vous rappeler que le plan général appelé *Generalplan Ost* devant cette Cour a été rédigé en 1942 et a été établi par le département d'agronomie et de politique agricole de l'université de Berlin. Ma question est-elle justifiée, si je vous demande si le *Generalplan Ost* dont vous parlez, datant de 1940, établi par le RSHA *Amt* IV, est identique à ces plans généraux ?

« R. Non, c'est absolument impossible, car nous parlons de deux choses complètement différentes, maître.

« Q : Oh, je vois… Connaissez-vous le plan daté de 1942, témoin ?

« R : Non [19] . »

Ces deux longs extraits permettent de reconstruire dans toute sa complexité le mode de défense nazi, d'ordre factuel. Ehlich, qui fut l'un des plus éminents dirigeants du SD et est donc un admirable connaisseur du dédale des institutions nazies, prend un soin particulier à rendre aussi complexes que possible les descriptions[20]. Dans son interrogatoire direct, il commence par saper la connaissance que peuvent avoir les procureurs américains de ce qu'était le *Generalplan Ost*, en le décrivant comme étant formé d'une planification à long terme et d'une planification à court terme. Par ce biais, il efface les pistes pouvant mener à son propre service, en confondant habilement le *Generalplan Ost*, issu des services de Meyer-Heitling, et le *Generalsiedlungsplan*, issu des siens propres. Ce second document était effectivement précédé d'une planification double, formée de plans à court terme (*Nahpläne*[21]) et d'un plan à long terme (*Fernplan*)[22]. En confondant les deux planifications, celle du RKFdV et celle du RSHA, il protège son propre service – le RSHA *Amt* III B – tout en ne chargeant pas Meyer-Heitling. Il rejette en effet la responsabilité sur le RSHA *Amt* IV : la Gestapo. Il prend là encore bien soin de rester à la lisière de la fausse déclaration, l'*Amt* IV ayant participé aux travaux d'élaboration du *Generalsiedlungsplan*, ce que nombre de documents pouvaient corroborer[23].

Comme si ce premier dédale ne suffisait pas, il prend soin d'instiller le doute quant à la véracité du document de 1942 : il date le *Generalplan Ost* de 1940, et exclut de l'assimiler à celui de 1942. Il date alors la période d'activité maximale en matière de déportations de l'année 1940, ce qui rend ce mouvement plus inoffensif, car il exclut alors l'envoi en camps

d’extermination, ceux-ci n’ayant été construits qu’à partir de l’automne 1941. Il ne lui reste plus après cela qu’à qualifier la planification de 1942 – attribuée à Meyer-Heitling – de « planification théorique » concernant de nouvelles zones de colonisation, et de détacher celle-ci de toute mise en pratique sur le terrain. Il a alors atteint deux objectifs : ne pas figurer parmi les responsables de la planification et déconnecter la question de la planification de celle de l’extermination.

Jamais en effet Ehlich n’apparaît comme ayant joué un rôle prépondérant dans la planification de la germanisation des territoires occupés ; jamais cette dernière n’est appréhendée en corrélation avec l’extermination ; jamais, enfin, la fonction de Konrad Meyer-Heitling comme coordinateur central de toutes les instances de planification du Reich n’est mise au jour. Les Américains ne peuvent qu’être rendus perplexes par un tel témoignage, entamé sous le signe de la bonne volonté puisque Ehlich dit bien se souvenir de ce qu’était le *Generalplan Ost*. Quand ce dernier sort du prétoire, l’accusation n’a pas réussi à identifier sa pièce maîtresse et peut même se prendre à douter de sa réalité. Les entrelacs de fausses pistes et de données factuelles exactes habilement élaborés par Ehlich ont atteint en effet leur objectif : Meyer n’est condamné qu’à une peine de prison couverte par la détention préventive, tandis qu’Ehlich lui-même n’est pas inquiété par les Américains et ne passera devant un tribunal que pour être sommairement dénazifié[24].

Ehlich a fait ici preuve d’une habileté peu commune. Chacune de ses réponses est un modèle d’ambiguïté, chaque donnée factuelle peut être rétractée sous couvert d’un contresens, d’un oubli, d’une erreur ou d’une inexactitude dans les termes. Chaque déclaration mensongère (sur la date du plan, sur sa dénomination) est appuyée sur des données factuelles vérifiables dans les archives saisies par les Américains. Ce cas illustre bien l’une des stratégies de négation mises en place par les anciens SS.

Elles furent multiformes. Peu d’intellectuels SS eurent la latitude de nier en bloc les faits qui leur étaient reprochés, surtout quand, comme au procès des *Einsatzgruppen*, l’accusation disposait d’un ensemble de documents qui restituaient l’évolution de la pratique meurtrière des groupes. Anciens juristes pour la plupart, rompus à la rhétorique, aidés par des avocats très expérimentés, les intellectuels SS mirent ainsi au point une première

stratégie de gestion de la menace judiciaire, stratégie dont le succès fut assez général.

Les stratégies d'évitement

Les stratégies d'évitement mises en place par les intellectuels SS sont sans doute celles qui trahissent le plus clairement l'étendue de leur conscience des crimes commis par le III^{e} Reich. Ils déploient en effet une très grande énergie pour cacher, couvrir, masquer les activités de leurs bureaux, pour diminuer leur responsabilité, pour disculper leurs collègues. Ce faisant, ils trahissent leur connaissance approfondie du système nazi, leur fréquentation intime des politiques génocidaires, ainsi que leur savoir-faire rhétorique. Quelques exemples permettent d'illustrer cette tactique, sans doute la plus abondamment employée par les intellectuels SS lors de leurs procès.

On a déjà vu les efforts produits par Hans Ehlich pour éloigner de sa personne tout danger de poursuites. Une telle ingéniosité eût cependant été mise à mal si les témoignages d'autres dignitaires de l'Ordre noir étaient venus pointer son niveau de responsabilité. Le témoignage le plus critique aurait à cet égard pu être celui de son supérieur hiérarchique Otto Ohlendorf. Ce dernier était en effet le responsable le mieux informé des activités du RSHA *Amt* III B, et sans doute l'un de ceux qui avaient la plus grande connaissance du rôle d'Ehlich dans la planification et l'application des politiques de germanisation. Celui-ci, on l'a dit, passa pourtant au travers des mailles du filet tissé par les enquêteurs américains. Ceux-ci avaient malgré tout eu l'intuition de l'importance du groupe dirigé par l'ancien médecin hygiéniste saxon. Ils tentèrent de démêler les liens institutionnels prévalant en matière de germanisation de territoires occupés, et s'intéressèrent à cette occasion au rôle joué par le RSHA *Amt* III B. À plusieurs reprises, en octobre 1947, Ohlendorf fut interrogé sur les activités du RKFdV et de l'Amt III B du RSHA. L'affaire fut aussi abordée lors des interrogatoires sur les exécutions opérées par les *Einsatzgruppen*[25]. Dans les deux cas, Ohlendorf répondit avec assurance, affectant de les guider dans les méandres de la polycratie nazie. Il fit alors preuve d'une connaissance très surprenante des hommes et des institutions du Reich, se

rappelant les noms d'officiers subalternes qu'il disait n'avoir rencontrés que très rarement. Il expliqua ensuite avec beaucoup d'assurance le fonctionnement d'institutions qui, comme le RKfDV, devaient lui être relativement étrangères. Il fit en revanche état de lacunes surprenantes à propos des organismes exécutifs qu'étaient l'EWZ et l'UWZ, qui, pourtant, étaient des antennes placées directement sous la tutelle des *Ämter* III B et IV B 4 du RSHA, autrement dit sous la tutelle d'Ehlich et d'Eichmann. Ces deux instituts, on s'en souvient, avaient pris en charge réinstallations et expulsions. Autant de stratégies d'évitement, par lesquelles Ohlendorf cherchait à couvrir la compromission de certains de ses subordonnés. C'était une attitude courante de sa part. Il tenait, selon ses propres propos, à assumer ses actes et ses responsabilités, et donc à assumer les actes commis par les subordonnés placés sous ses ordres directs[26].

Dans un autre interrogatoire, pourtant, Ohlendorf ne se borne pas à protéger Ehlich et ses hommes. Au moment où les enquêteurs américains lui demandent de les renseigner sur les activités du service de Meyer-Heitling, et donc sur l'auteur même du *Generalplan Ost*, Ohlendorf dresse une protection d'une très grande finesse : quand on lui demande s'il connaît le *Generalplan Ost*, il répond par l'affirmative, puis se lance dans un exposé très vague des critiques qu'il adressait aux plans prévisionnels de dépense et d'investisse ment, marque ensuite une très longue hésitation au moment où il fait mine de dater le plan, amenant ainsi l'interrogateur à donner lui-même une date : celle de 1940. Ohlendorf se saisit alors de cette réponse, qui lui permet en fait d'escamoter les dimensions meurtrières des plans de 1942 et 1943. S'il attribue la conception du plan aux bureaux de Meyer-Heitling, il souligne avec force que le plan est resté lettre morte dans les territoires occupés. Il ment manifestement à ce moment précis de l'interrogatoire : on a retrouvé une lettre d'Ohlendorf félicitant ses hommes de la part de Himmler et de Heydrich pour la mise en pratique des plans à court terme[27]. Il s'agit bien ici d'écarter toute menace pesant sur ses hommes, mais aussi de protéger Meyer-Heitling.

Les intérêts poursuivis par Ohlendorf ne sont pas uniquement dictés par les nécessités immédiates de la défense : Meyer-Heitling peut certes incriminer les hommes de son service, mais il ne peut sans doute apporter de preuves qui suffiraient pour entraîner l'inculpation d'Ehlich. Cette

stratégie d'Ohlendorf est d'un tout autre ordre que la simple protection de ses subordonnés ou d'anciens membres de la SS moins proches de lui. Dans son esprit, centré sur les stratégies de défense en cours à Nuremberg, l'objectif reste fondamentalement de l'ordre de la justification politique : au-delà même de la culpabilité personnelle des SS, le fait d'avoir planifié massacres, famines et extermination par le travail ressortit au « complot nazi », et pourrait devenir un argument majeur dans la démonstration par les Alliés de l'intentionnalité meurtrière allemande. En couvrant Ehlich, en taisant la dimension exterminatrice du *Generalplan Ost* de 1942, Ohlendorf œuvre contre la démonstration de la culpabilité allemande. Enfant de la Grande Guerre, avait-il en mémoire les débats autour de la question de la culpabilité de guerre qui firent rage en Allemagne sous la République de Weimar ? Rien ne permet d'aller plus avant dans l'évaluation de cette mémoire-là, mais Gerd Krumeich a montré dans un article sur les représentations allemandes au moment du traité de Versailles que ce type de stratégies présidait déjà aux discours sur le rôle du Reich dans la Grande Guerre et son déclenchement : la culpabilité du Reich concernant les exactions commises dans les territoires occu pés était indéniable, et il était d'autant plus important de prouver que l'Allemagne n'était pour rien dans le déclenchement du conflit[28]. Si cette harmonie entre les deux rhétoriques ne constitue pas la preuve d'un rejeu mémoriel entre les deux défaites, il n'est pas impossible que le général SS ait tenté de lire l'événement avec les références dont il disposait[29]. Au-delà de ce système référentiel, le silence de l'ancien chef du SD *Inland* sur les politiques de famine montre toute l'ambiguïté qui pouvait faire voisiner dans la même stratégie des aveux déterminants avec des silences insistants sur d'autres questions, jugées plus sensibles encore par les nazis. Apparaît alors une hiérarchie de l'avouable et de l'indicible. Ce qui frappe, d'autre part, c'est la concordance entre les fictions forgées par Ehlich et Ohlendorf. Il paraît probable qu'Ehlich a été confronté aux déclarations d'Ohlendorf et qu'il a pu s'y conformer lors de son audition au procès. La pratique de la coordination des déclarations entre anciens nazis connaissait là une première application, et le cas de Werner Best permet de montrer que cette forme d'évitement des responsabilités a perduré jusqu'à la phase des procès mis en place dans les années 1950-1960 en République fédérale d'Allemagne.

Werner Best n’a pas participé à la phase la plus meurtrière de l’existence du RSHA. Il est en effet parti en 1940, à la suite de différends avec Heydrich. Nommé successivement en France et au Danemark, il a cependant conservé des contacts étroits avec les membres de son organisation d’origine, la Gestapo[30]. Condamné à mort au Danemark après la guerre, il est rapidement gracié et libéré. Il poursuit en RFA une carrière d’homme d’affaires. Au moment où commence la vague de procès contre les anciens dirigeants de la Gestapo, il met en place une coordination de la défense des fonctionnaires de la Gestapo inculpés dans le cadre d’affaires touchant au génocide[31].

En 1963, la vague d’enquêtes menées par les bureaux régionaux des procureurs bat son plein. Le bureau de Berlin lance alors une grande enquête sur l’activité du RSHA. Menée par un groupe de onze magistrats, cette procédure de très grande ampleur mobilise d’emblée un nombre très important de témoins et d’accusés. Deux mille personnes sont entendues par la commission et l’enquête couvre tous les aspects de l’activité des services centraux berlinois. Werner Best, qui a déjà une longue expérience en tant que conseiller des accusés et de leurs avocats, présente des argumentaires de défense, joue sur le degré de connaissance du processus génocidaire par les hommes de la Gestapo et du SD. Après avoir longtemps tenté de faire jouer l’argument de l’« état d’urgence » nécessitant une obéissance inconditionnelle aux ordres (*Befehlsnotstand*), et avoir adapté cette thèse au gré des recherches des procureurs, Best contribue à mettre en place une stratégie de défense unifiée des anciens officiers de la Gestapo et du SD. Il élabore ainsi une série d’arguties juridiques qui tiennent lieu de stratégie d’évitement de la culpabilité. Cet évitement ne peut cependant occulter les faits, que traquent avec beaucoup d’opiniâtreté les procureurs de Berlin et de Ludwigsburg. Ce que Best cherche à éviter est la qualification des faits sous le chef d’accusation de « meurtres » : il s’agit d’obtenir que l’inculpation se fasse au titre de « complicité de meurtres », ce qui permettrait aux anciens SS de n’encourir que de très faibles peines.

Best prétend ainsi que les cadres de la police politique se sont contentés de fournir une « aide institutionnelle » aux responsables – les dignitaires du RSHA morts ou portés disparus, Himmler, Heydrich, Kaltenbrunner, Müller

et Eichmann – qui, seuls, savaient que les populations envoyées à l'Est étaient promises à l'extermination. Ainsi désignés comme des complices ignorants, les cadres de la Gestapo peuvent espérer voir les peines encourues considérablement allégées.

Dans le cadre de la même affaire, les procureurs ne manquèrent pas de s'interroger sur son propre rôle, et menèrent une perquisition à son domicile. Ils y trouvèrent ce que Best appelait son « secrétariat annexe », qui contenait toute la correspondance de l'ancien numéro deux du RSHA avec ses anciens subordonnés. Le rôle d'intermédiaire et de coordination de Best apparut alors au grand jour. Best, depuis plusieurs années, conseillait les défenseurs, s'appuyait sur sa pratique intensive du droit pour contrer les argumentations des procureurs, écrivait à ses anciens subordonnés pour coordonner leurs déclarations. C'est ainsi qu'il avait écrit à l'un des anciens officiers de la Gestapo de Berlin, à propos de la mise en accusation d'Otto Bovensiepen, l'un de ses anciens subordonnés :

> « Il me semble important dans cette affaire que le plus grand nombre possible de chefs de bureau de la Gestapo puissent attester du fait qu'à cette période ils ne savaient rien de la "Solution finale". Pourriez-vous, le cas échéant, en attester vous aussi [32] ? »

Il écrivit par ailleurs à Gustav Noßke, l'ancien chef d'un *Einsatzkommando* de l'*Einsatzgruppe* D :

> « Il est dans l'intérêt général que le plus grand nombre possible de témoins qui, dans le même temps, occupaient les mêmes positions et prirent les mêmes mesures, puissent déclarer n'avoir rien su de la "Solution finale" et avoir cru à la concentration des Juifs dans une réserve orientale en vue de leur future réinstallation [33] . »

Les réponses obtenues par Best étaient conformes à son attente. D'anciens officiers de la SS comme Kurt Christmann certifièrent par écrit n'avoir eu connaissance de la réalité de la Solution finale qu'après la guerre[34]. Il est à remarquer que Christmann lui-même finit par être inquiété, et fut jugé en 1984[35]. Christmann, Best et la plus grande partie des hommes concernés mentaient ; les procureurs allemands réussirent à prouver que l'un au moins des intellectuels SS avait agi en parfaite connaissance du sort qui attendait les Juifs à l'Est : Knochen, l'ancien BdS France, fut poursuivi pour parjure[36]. Best avait ainsi réactivé les réseaux de solidarité de la

Gestapo pour coordonner les défenses[37]. Cependant, bien qu'identifié et mis en cause comme dignitaire de très haut rang ayant conservé son ascendant sur ses anciens subordonnés, Best échappa à la condamnation, son état de santé s'aggravant dans les années 1970 jusqu'à le rendre, aux dires de certains experts, inapte à comparaître.

Cette coordination des défenses n'était certes pas une nouveauté. Dès le procès de Nuremberg, les accusés avaient mis au point des déclarations communes et tenté de définir un argumentaire propre à convaincre les juges américains. Les historiens ont souligné le rôle d'Otto Ohlendorf dans la construction de cette ligne de défense. Lors du procès des *Einsatzgruppen*, l'officier SS prit en effet la tête du groupe des accusés, les conseillant dans leurs dépositions, et mettant au point leur défense. L'avocat d'Ohlendorf, Rudolf Aschenauer, devait déclarer au procès de Bruno Streckenbach que « les accusés s'étaient entendus pour présenter une ligne générale de défense » à l'instigation de son ancien client[38]. Les grandes options choisies par Ohlendorf et ses coaccusés eurent un effet déterminant tant sur les procès des années 1950 et 1960 que dans l'historiographie de l'extermination des Juifs de Russie par les *Einsatzgruppen*[39]. L'argumentation mise au point par Ohlendorf répondait ici à une stratégie particulière : il s'agissait non pas d'argumenter sur la matérialité des faits, mais sur la responsabilité des cadres des unités. Les juges avaient en leur possession leurs rapports quotidiens, et avaient ainsi une idée relativement précise de l'étendue des massacres commis à l'Est par la plupart des accusés. Il ne s'agissait donc pas de nier leur réalité, mais bien de tenter de démontrer que les accusés avaient reçu des ordres précis avant leur entrée en Russie, et qu'ils n'avaient eu aucune possibilité de s'y soustraire. L'argumentaire de l'obéissance inconditionnelle aux ordres induite par une situation d'urgence devint un passage obligé de la défense des anciens nazis[40].

La cohérence de la thèse du *Befehlsnotstand* impliquait un ordre d'extermination totale dès avant l'invasion de 1941. Elle impliquait aussi l'impossibilité, pour les cadres des groupes, de se soustraire à ces ordres. Ils devaient par ailleurs avoir été formulés aux plus hauts échelons de la hiérarchie du III^{e} Reich, et avoir été diffusés par les principaux dirigeants

du RSHA. Au procès de Nuremberg, Ohlendorf et ses compagnons déclarèrent que l'ordre d'extermination donné par Hitler leur avait été transmis par Bruno Streckenbach, le chef de l'*Amt* I du RSHA, lors de la réunion des groupes à Pretszch, quelques jours avant l'invasion[41]. Ohlendorf mettait ainsi en place une fiction dont la postérité serait longue. La description de la diffusion des ordres suscite par exemple l'interrogation. L'ordre d'extermination, qu'Ohlendorf identifie constamment comme un « ordre du Führer », aurait été transmis aux chefs de groupe par Bruno Streckenbach. La désignation de ce dernier par Ohlendorf semble le résultat d'un calcul soigneux de la part de l'ancien chef du SD *Inland :* il pouvait craindre que certains ordres écrits de Heydrich – les ordres d'opération ou *Einsatzbefehle*[42] – fussent en la possession des enquêteurs américains, ce qui leur aurait permis de pointer les incohérences dans le discours tenu alors par le chef du RSHA. Le danger était le même avec Himmler, qui était absent à Pretszch. Il ne restait donc qu'un personnage de première importance, présent à Pretszch, et qui ne risquait pas de venir porter la contradiction à Ohlendorf : Bruno Streckenbach était alors porté disparu, et tout laissait croire qu'il avait été tué sur le front de l'Est lors des derniers mois de la guerre[43]. Lui attribuer le rôle majeur de la diffusion des ordres d'extermination en dépeignant ceux-ci comme des ordres oraux permettait de résoudre la contradiction entre la thèse d'une extermination ordonnée à l'avance et les ordres donnés par Heydrich par écrit au cours de la campagne. En second lieu, rejeter la faute sur un mort déchargeait les survivants de leur responsabilité ; enfin, avec des ordres exprimés au plus haut de la hiérarchie, la portée du discours exterminateur prenait le caractère d'urgence (*Not*) qui formait le cœur de l'argumentation. Le *Befehlsnotstand*, construction fictive, devint ainsi l'une des clés d'analyse de tous les comportements des acteurs du génocide à l'Est. La manière avec laquelle les historiens insistèrent sur le devoir d'obéissance des SS – devoir qui devait d'après eux dériver du *Perinde ac cadaver* des Jésuites[44] – est bien entendu liée au martèlement normatif mis en place par Himmler dans ses très nombreux discours[45]. Les juges, en revanche, mirent très rapidement les avocats des prévenus ayant eu des responsabilités au sein des unités mobiles d'extermination au défi de produire un seul exemple d'individu sanctionné pour avoir refusé de tuer. Jamais un seul cas ne put

être produit, ce qui disqualifia cette thèse dès la fin des années 1950, à tout le moins pour les officiers et les chefs de section[46]. En ce qui concerne les hommes de troupe, la thèse du *Befehlsnotstand* resta, dans un grand nombre d'interrogatoires, une formule incantatoire[47] dont les juges, jusque dans les années 1954-1955, tinrent compte.

Elle n'eut cependant jamais l'effet déculpabilisant escompté. Au procès de Nuremberg, les condamnations à mort furent très nombreuses, indice de l'inanité de la stratégie de défense. Si seules quatre de ces condamnations furent suivies d'exécution, ce ne fut pas à cause d'un revirement lié à la prise en compte du *Befehlsnotstand*, mais bien plutôt en raison de considérations d'ordre politique liées à la mise en place de nouvelles institutions dans l'Allemagne de 1949. Le commissaire américain Mac Coy était tout à fait persuadé de la culpabilité des hommes qu'il graciait ; il ne faisait que donner des gages à une opinion allemande qui n'avait encore aucune conscience de l'ampleur des crimes commis à l'Est par les cadres des unités[48]. Inefficace sur le plan juridique, le *Befehlsnotstand* ne servit pas de base aux allégements de peine dont bénéficièrent les criminels de guerre nazis. Parmi les condamnés à mort qui grimpèrent sur le gibet de Nuremberg en 1951 se trouvait d'ailleurs l'« inventeur » de cette stratégie de défense, Otto Ohlendorf, qui ne s'était pas simplement distingué entre les accusés du procès en mettant cette défense au point. Il avait en effet essayé, pendant toute la longue période de traitement juridique et pénal de la séquence génocidaire, de mettre en place une stratégie beaucoup plus complexe que la simple négation des responsabilités ou l'évitement des crimes.

Les stratégies de justification : le cas Ohlendorf

Ohlendorf fut l'un des plus importants dignitaires nazis interrogés par les enquêteurs, fournissant à ces derniers des renseignements précieux ; il avait en effet été tout à la fois l'un des représentants les plus proches de Himmler au sein de l'Ordre noir, et l'un des membres éminents de la bureaucratie ministérielle.

Il avait été interrogé à de très nombreuses reprises, les thèmes des interrogatoires allant du rôle des *Einsatzgruppe*n[49] au fonctionnement du *Freundeskreis* Heinrich Himmler, ou même au rôle supposé des *Amtschef* du RSHA dans la formation des *Wehrwölfe*[50]. Sur tous ces sujets, Ohlendorf détenait des informations de premier ordre aux yeux des interrogateurs américains. Il distillait avis sur les personnalités, remarques sur le partage des tâches entre les institutions, sur l'organisation interne des différents offices, ainsi que sur les lignes générales de la politique nazie. Ohlendorf devint ainsi rapidement indispensable aux enquêteurs américains, qui l'interrogeaient parfois quelques minutes seulement pour compléter les déclarations d'autres anciens nazis. Ohlendorf paraissait ne jamais faire de difficultés à donner des informations, et ces témoignages avaient très souvent un caractère informel. Le vocabulaire qu'il employait était davantage celui de l'expert que celui d'un prisonnier interrogé.

Il s'agissait sans doute pour Ohlendorf de paraître tout dire, et de filtrer ainsi les informations arrivant aux procureurs américains. Devenu l'une des « sources » permettant aux enquêteurs américains de vérifier les dépositions recueillies, Ohlendorf put à loisir mettre au point des stratégies de défense sur les faits reprochés.

Le soin avec lequel l'ancien chef du SD écarta toute implication de son service dans les activités économiques de la SS, sujet qui n'avait pas un impact très important dans le procès des *Einsatzgruppen*, a de quoi surprendre. Ohlendorf, accusé principal du procès, mit un point d'honneur à dire, dès sa première déposition, que le SD n'avait aucun pouvoir en matière économique, car il avait dû abandonner ses prétentions en ce domaine au WVHA, le service d'Oswald Pohl[51]. Faute de pouvoir saisir ce qu'Ohlendorf tentait ici de protéger, on se borna à décrire l'un des dossiers qui auraient été susceptibles d'intéresser les juges de Nuremberg : celui de l'administration des camps de concentration. Dès 1939-40, le WVHA avait pris en main la direction de ces camps et organisé la mise au point de la Solution finale dans la partie concernant l'exploitation économique du génocide, c'est-à-dire l'« extermination par le travail[52] ». Ohlendorf, en insistant sur cette passation de pouvoir, voulait sans doute éloigner ce corpus d'accusation de son service. Ce dernier ne pouvait pas ne pas avoir collaboré à la mise en place de ce système complexe. À tout le moins avait-

il coordonné les pratiques de planification des déplacements de populations avec celles des flux vers les camps de concentration et d'extermination[53].

Ohlendorf voulait ainsi donner de son service une image singulièrement aseptisée : tout, dans ses propos, semblait suggérer que le SD n'avait été chargé que de théorie économique et de construction idéologique. Le SD devait ainsi n'être que les yeux et la tête du gouvernement nazi. Soutenir une telle thèse, c'était escamoter littéralement toute la fonction de persécution des opposants et d'assistance à la Gestapo assumée par le service de renseignement. Cela parce qu'Ohlendorf ne désirait dévoiler qu'une partie de son activité personnelle aux juges. Et de fait, il dressa de lui-même un portrait très particulier à l'occasion de ses dépositions. Le jeune général SS ne cacha pas son militantisme exceptionnellement précoce au sein du parti nazi, mais en fit un facteur de marginalisation. Il indiqua qu'il avait tenté de défendre des positions idéologiques hétérodoxes au sein de la hiérarchie, et précisa avoir été sanctionné pour cette raison. Ohlendorf soutint que Himmler et Heydrich avaient comploté son envoi à l'Est dans le but de l'« anéantir mentalement »[54]. Il se parait ainsi de l'image d'un doctrinaire idéaliste luttant à l'intérieur des instances les plus orthodoxes pour la préservation de l'idéologie originelle du national-socialisme : un idéaliste que Himmler et Heydrich auraient voulu ramener à l'âpre réalité en l'obligeant à prendre part aux politiques d'extermination mises en œuvre à l'Est.

Au-delà de la défense factuelle que représentaient le *Befehlsnotstand* et la négation de son consentement à l'*Osteinsatz*, le général SS adopta cependant une attitude très ferme de revendication de ses responsabilités, reconnaissant avoir ordonné des exécutions et plaçant sous sa propre responsabilité les pratiques meurtrières de l'*Einsatzgruppe* D.

Ohlendorf arriva dans une position difficile au procès des *Einsatzgruppen*. Témoin privilégié et compromettant de l'accusation au Grand Procès puis lors des procès contre l'IG Farben et la Wehrmacht, il pouvait penser avoir tacitement acquis le statut de « témoin de la Couronne », qui lui aurait garanti une certaine indulgence de la part des juges américains[55]. Cependant, son rang, l'importance de ses responsabilités et de sa compromission jouaient également en sa défaveur.

Son rôle dans la coordination des défenses de ses coaccusés le désignait par ailleurs comme le plus éminent accusé de ce procès.

Lorsqu'il prit la parole le 13 février 1948 pour prononcer sa dernière déclaration avant la sentence, Ohlendorf était donc sans doute conscient, depuis le début du procès même, de courir un danger vital. Il fut le premier accusé à se lever et resta le seul à produire une longue déclaration, détaillant avec minutie les différents éléments de sa défense[56]. Pendant près d'une heure, Ohlendorf commença par déplacer le débat hors du champ d'investigation du Tribunal, en se penchant sur les interprétations du nazisme. Le ton de son allocution, d'ailleurs, montrait bien qu'il se situait au-delà de la défense factuelle qu'il aurait dû formuler[57] : il parla en son nom propre, mais aussi en celui de ses coaccusés et, à certains moments, il se fit le porte-parole de toute sa génération.

Ohlendorf structura cette intervention en plusieurs parties. Dans la première, il exprime la ferveur nazie qui l'habite et reformule la promesse millénariste qui métamorphosait l'angoisse eschatologique née de la Grande Guerre en espérance impériale. Il poursuit son plaidoyer en rappelant ce qui pour lui constitue l'héritage moral de l'humanité, citant les philosophes grecs et romains, la sagesse bouddhiste, les mystères romains et perses, les « grandes impulsions protestantes et catholiques », et tente de démontrer que l'époque qui s'achève avec la défaite du nazisme ne doit pas être jugée selon des préceptes moraux extérieurs à elle[58].

C'est par ce biais qu'il introduit ce qu'il considère comme la justification de ses actes :

> « L'histoire la plus récente n'est pas différente des autres périodes simplement parce qu'un combat a eu lieu pour des principes moraux et, conséquence de certaines conditions historiques, pour la survie des nations, même si les apparences semblent différentes après un examen superficiel. Je me considère comme l'un de ceux qui ont pris conscience du contraste entre ces deux forces dans l'histoire. J'ai senti en moi cette contradiction et ai tenté de trouver une solution. J'ai dit et répété que j'étais torturé par la peur du châtiment que ceux qui étaient responsables en Allemagne […] semblaient rechercher par leurs paroles et leurs actions. Leur franc mépris pour la vie humaine, leur idée rudimentaire de leur propre religion et des conceptions morales du

peuple ont fait grandir cette peur en moi. Mais aujourd'hui, ma peur du châtiment futur induite par les événements actuels est plus grande encore.

« Je suis maintenant au palais de justice de Nuremberg depuis deux ans et demi. Ce que j'ai vu ici de forces spirituelles a augmenté ma peur. Des êtres humains qui, dans des conditions normales, étaient des citoyens corrects de leur pays ont été privés de leur conception fondamentale de la loi, de la coutume, de la morale par le pouvoir des vainqueurs. Le fait qu'ils aient été privés de conception qui, à la place de la religion perdue, a donné à une majorité d'êtres humains un support moral et éthique et le fait que la vie qu'ils ont menée était justifiée par des conceptions aujourd'hui dites criminelles les ont amenés à abandonner leur dignité humaine, ce qu'ils n'auraient jamais dû faire. Pendant qu'ils attendaient un verdict qui, dans la réalité, était connu au préalable, sitôt que le pouvoir victorieux eut condamné leur conception de vie, l'histoire ne s'est pas arrêtée. Dans ses conséquences […], elle a contredit les tribunaux avant même leurs verdicts.

« Je suis animé par le désir que le tribunal veuille bien aller au-delà des formules outrageusement simplifiées et généralisées de la période d'après-guerre, et regarde les événements de cette période du point de vue des deux forces qui ont toujours décidé du flot des événements. Aucune nation n'est seule coupable, mais les idées et le poids des condi tions concrètes pendant le combat des nations pour leur survie et leur futur révèlent des dirigeants qui sont capables de relâcher cette tension renfermée. La situation concrète qu'affrontent les nations montre que la tension qui persiste et grandit chaque jour prend sa source loin dans le passé, bien au-delà du peuple allemand et de ses intentions.

« C'est pourquoi je demande que la cour, dans ses délibérations, prenne en considération le fait que les accusés ici présents ont été insérés dans un développement historique qu'ils n'ont pas causé et qui fut indépendant de leur volonté. Ils ont été la cible d'impulsions qui les ont amenés à agir indépendamment de leur propre projet de vie. Ils sont entrés dans leurs unités convaincus qu'ils étaient soutenus,

poussés par une force morale authentique et véritable. Ils ont pensé que leur travail était nécessaire même s'il allait à l'encontre de leurs propres tendances et intérêts, parce que l'existence de leur peuple était mortellement menacée. Ils étaient les mêmes bons citoyens que l'on trouve par millions dans tous les pays. Ils n'ont jamais conçu d'activités ni d'intentions criminelles. Ils ont eu le sentiment d'être projetés dans une guerre gigantesque, inévitable, horrible qui ne devait pas décider seulement de la survie de leur nation, de leur famille et d'eux-mêmes, mais ils ont vu en eux-mêmes le bouclier protecteur des autres nations contre un ennemi commun. Ils n'étaient pas en position de juger des nécessités et des méthodes de cette guerre. Toute attitude aurait été en contradiction avec l'État administratif en vigueur depuis des siècles, ainsi qu'avec les responsabilités des plus éminents dirigeants des nations. Ils ont dû accepter les ordres et les méthodes de cette guerre comme ont dû le faire tous les soldats de tous les pays. […] La passion de leur existence morale incluait la condition métaphysique que l'existence de leur peuple devait être protégée.

« Je n'ai jamais perdu la foi en Dieu présent dans l'histoire et même si nous ne pouvons comprendre Ses voies, aucune situation ne me privera de la certitude que la vie et la mort en ce monde obéissent à une raison et doivent être regardées de manière "affirmative". À aucun moment de ma vie je n'ai manqué de compenser les forces submergentes de l'histoire par des principes religieux, moraux ou éthiques, à chaque fois que la vie attendait quelque chose de moi. J'ai toujours regardé l'histoire comme la réalisation d'idéaux dont les êtres humains sont à la fois sujets et objets et qui pourtant semblent indiquer quelque chose au-delà d'eux. Je pense que le tribunal prendra en compte les événements qui ne menacent pas seulement l'existence du peuple allemand, mais constituent une menace pour le monde entier, dans le but de comprendre véritablement les réalités de l'histoire, dans ses implications idéologiques et matérielles. Le fait que le pouvoir victorieux déclare le peuple allemand coupable et qu'il ait déclaré que la base morale et éthique de son passé était illégale, immorale et contraire à l'éthique a dérouté et coupé de leurs racines le peuple allemand tout autant que les individus qui ont été entendus ici en tant

que représentants de ce peuple. Ainsi, cette souffrance légale, éthique et morale du peuple allemand est devenue plus intense que celle, matérielle, qui menace son existence physique. Puisse le verdict de la cour prendre en compte la réalité de l'évolution historique et donner aux Allemands, individuellement et collectivement, l'opportunité d'une véritable réalisation d'eux-mêmes, de peur qu'ils ne soient en proie au désespoir parce que leur existence sera amenée à se dérouler hors de la réalité historique et que leur destinée sera basée non sur la fermeté de la loi, mais sur le pouvoir et la force.

« S'il plaît au tribunal, je ne terminerai pas cette déclaration finale sans exprimer ma gratitude pour la manière très généreuse dont vous avez traité les problèmes que nous avons considérés comme importants dans ces débats [59] . »

Au plan personnel, Ohlendorf met en place une justification essentiellement spirituelle, réaffirmant sa foi, et certifiant par avance qu'aucune situation ne pourra lui faire perdre ses croyances. Ohlendorf désigne-t-il par là sa croyance en Dieu ou son adhésion au déterminisme racial nazi ? Les paragraphes précédant cette affirmation ne mentionnent que la croyance en Dieu, mais il regrette dans le même temps que le Tribunal et l'opinion mondiale aient condamné le nazisme, et que ses compagnons aient vu stigmatiser leur système de croyances. Le flou qu'entretient Ohlendorf dans ses déclarations sert ici à réaffirmer la solidité des deux croyances auxquelles il tient.

C'est au moment où il s'exprime au nom de tous les accusés qu'Ohlendorf met véritablement en place sa stratégie de justification des pratiques des groupes. Il explique que les cadres « sont entrés dans leurs unités convaincus qu'ils étaient soutenus, poussés par une force morale […]. Ils ont pensé que leur travail était nécessaire même s'il allait à l'encontre de leurs propres tendances et intérêts parce que l'existence de leur peuple était mortellement menacée » et il poursuit ainsi : « ils ont eu le sentiment d'être projetés dans une guerre gigantesque, inévitable, horrible, qui ne devait pas décider seulement de la survie de leur nation, de leur famille et d'eux-mêmes, mais ils ont vu en eux-mêmes le bouclier protecteur des autres nations contre un ennemi commun ». Ce qu'Ohlendorf exprime là, de façon pratiquement littérale, est un argumentaire de guerre

totale resté inchangé après trois années de captivité. Si Ohlendorf assuma jusqu'au bout la politique génocidaire menée par l'*Einsatzgruppe* D, s'il couvrit ses subordonnés et s'il reconnut avoir lui-même ordonné les exécutions, n'était-ce pas précisément parce que les rhétoriques à l'œuvre durant la guerre étaient restées légitimes à ses yeux ? Faire le choix de la légitimation, en l'occurrence, impliquait pour Ohlendorf tout à la fois le fait d'être resté nazi et celui d'être encore convaincu rétrospectivement de la nécessité et de l'inexorabilité du génocide des Juifs. Ce choix, cependant, impliquait un prix extrêmement lourd : en reconnaissant les meurtres et en les justifiant, Ohlendorf faisait front, gérait la culpabilité en conservant les argumentaires qui lui avaient permis d'être convaincu de la « justesse » de sa tâche, mais il acceptait aussi, il ne pouvait pas l'ignorer, sa condamnation à mort par le Tribunal américain[60].

Cependant, le général SS n'avait pas pour seule ambition de paraître, fût-ce au prix de sa vie, accroché au système de croyances nazi. En toute dernière instance, devant la cour américaine de Nuremberg, la cause qu'il plaidait n'était ni la sienne, ni celle des anciens cadres des groupes, mais bien celle de l'Allemagne tout entière. Il terminait en effet sa déclaration en adjurant les juges de ne pas prononcer de condamnation du pays.

Ohlendorf se penchait ainsi sur le devenir de l'Allemagne et de la question de la culpabilité collective. La référence est ici la stigmatisation de l'Allemagne comme peuple criminel et fauteur de guerre développée lors des tractations précédant la signature du traité de Versailles, stigmatisation qui s'incarna dans l'article 231 du traité et cristallisa les ressentiments allemands[61]. Ohlendorf, qui avait fait ses premières expériences militantes dans un après-guerre marqué par le révisionnisme antiversaillais, était hanté par la perspective d'une condamnation collective : à ces yeux, elle empêcherait la « réalisation » nationale allemande et amènerait les Allemands à fonder leur destinée « non sur la fermeté de la loi, mais sur le pouvoir et la force ».

Au moment même où il comparaissait pour répondre de ses actes, Ohlendorf ne s'était ainsi départi d'aucun des moyens intellectels qui avaient œuvré durant son itinéraire militant. Une stratégie métasuicidaire, en quelque sorte, mais qui permettait à cet homme de rester convaincu du bien-fondé de son action[62].

Cette attitude consistant à justifier ses actes à l'aide d'une croyance nazie conservée, outre qu'elle était rarissime[63], procurait à celui qui l'adoptait la possibilité de dire l'acte criminel et de se décharger ainsi du poids du geste génocidaire. S'il peut au premier abord apparaître douteux que ce soit le cas d'Ohlendorf lors de son procès, ceux d'autres hommes viennent illustrer cette interprétation.

Le 2 novembre 1962, un ancien membre de la *Waffen* SS, Peter E., déposa pour la seconde fois dans le cadre de la procédure engagée contre Albert Rapp. Après être revenu rapidement sur les informations biographiques le concernant, il déclara :

> « J'ai décrit correctement ce que je savais [en ce qui concerne l' *Einsatzgruppe* B avant son positionnement à Smolensk] dans ma déposition du 11 octobre 1962. Pour la période suivante, certaines choses se mélangent. Il y a des choses que je n'ai pas bien décrites. Ce n'est que par mon interrogatoire d'il y a trois semaines qu'un poids m'a été enlevé, un poids qui pesait sur moi depuis cette époque-là. Ce n'est qu'à l'occasion de cet interrogatoire que j'ai pu en parler avec ma femme, et elle m'a dit que certaines choses dans mon comportement d'après-guerre devenaient maintenant compréhensibles. J'ai toujours souffert de mon expérience auprès de l' *Einsatzgruppe* B. Mais je n'ai jamais pu en parler avec quiconque. Aucun de mes camarades de travail n'a de compréhension pour ce qui s'est passé alors. Ils m'auraient dit : "avec moi ils n'auraient pas fait ça." J'ai toujours attendu que quelque chose arrive à cause des choses qui se sont passées alors, et que cette grande saloperie soit payée par les responsables [64] . »

Si Peter E. ne justifie pas les crimes commis à l'Est, son témoignage met en lumière une des fonctions involontaires assumées par les tribunaux de Nuremberg. Au-delà de la fonction de sanction qu'assumait l'instance juridique, certains criminels de guerre virent en elle, bien que beaucoup plus fugitivement sans doute, un espace de parole leur permettant de se décharger du poids du silence, donnant ainsi une fonction quasi cathartique à l'aveu en cours de procédure. Ainsi, peut-être, peuvent s'expliquer ces

quelques confessions surprenantes, ces récits d'exécutions inutiles, voire dangereux pour le locuteur.

Une différence fondamentale séparait cependant l'ancien *Waffen* SS et le général du SD Ohlendorf. Ce dernier avait choisi de reconnaître les crimes afin de conserver la croyance nazie et la rhétorique de légitimation. Peter E., bien qu'il ait été militant SS avant la *Machtergreifung*, ne laissait, lui, percer nulle intériorisation de la croyance nazie. Il tentait de se soulager par la parole du lourd traumatisme de la violence extrême infligée. Dans les deux cas, ne s'agissait-il pas de gérer la culpabilité liée au génocide, ici par le *déni*[65], là par le dire ?

En 1948, Otto Ohlendorf pouvait encore opposer un système de croyances inchangé à la cour de justice américaine. La fin de son plaidoyer, prévoyant famine, révolution et déréliction nationale, trahissait pourtant bien son ignorance de la réalité de l'Allemagne d'après-guerre[66]. Ohlendorf ne faisait-il pas déjà partie d'un monde révolu ? Que pouvait-il saisir, notamment, de l'activité frénétique de reconstruction qui avait saisi l'Allemagne entre 1945 et 1948 ? Que pouvait-il comprendre, depuis sa geôle de Landsberg, à la renaissance politique de l'Allemagne, une Allemagne sans armée, rhénane et fédérale, prospère et industrieuse, tournée vers l'Ouest et démocrate-chrétienne ?

Les phrases qu'il prononçait alors semblaient sorties d'un texte de 1918 et n'avaient plus, ne pouvaient plus avoir la même résonance en 1948. Le système de croyances nazi, dont émanaient encore si clairement ses propos, ne pouvait résister à la renaissance politique et économique miraculeuse des deux Allemagnes. C'est elle, dans les faits, qui invalida irrémédiablement cet imaginaire panique pétri d'eschatologie né sur les décombres du II^{e} Reich en 1919, à la fois exacerbé et refoulé par le nazisme victorieux et finalement resurgi avec une force décuplée lors des derniers mois du second conflit mondial.

Né de la mort du III^{e} Reich, le renouveau de la démocratie n'impliquait-il pas l'occultation de la mémoire de l'angoisse, au prix d'une incompréhension d'un nazisme qui, dès 1945-1949, était déjà un objet d'histoire[67] ?

1 Nous empruntons le terme à l'allemand *Vergangenheitsbewältigung*, « gestion du passé ».

2 Cf. là-dessus Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Amnestie, Integration und die Abgrenzung vom Nationalsozialismus in den Anfangsjahren der Bundesrepublik*, Munich, Beck, 1994, 464 p. ; Peter von Kielmansegg, *Lange Schatten. Vom Umgang der Deutschen mit der nationalsozialistischen Vergangenheit*, Berlin, 1989.

3 *Ibid.* et Heinz Bude, *Bilanz der Nachfolge. Die Bundesrepublik und der Nationalsozialismus*, Francfort, Suhrkamp, 1992.

4 StA Nuremberg, *Kriegsverbrecher Prozesse*, cas IX, p. 1392. Cité par Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit*, p. 289-290.

5 StA Nuremberg, doc. cité, p. 1392.

6 Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher…*, *op. cit.*, p. 292.

7 Perry Bidiscombe, *Wehrwolf !*, *op. cit.*

8 Voir là-dessus Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde*, *op. cit.*

9 Interrogatoire de Tschierschky du 14/8/1959 (ZStL, 2 AR-Z 21/58 [Ehrlinger, BdS Kiev, Sk 1b], vol. 8, f^{os} 1-105).

10 Bilan des exécutions opérées par l'*Einsatzgruppe* B, ventilées par commando. État au 20/8/1941. EM 73, 4/9/1941 (BABL, R-58/214, f^{o} 310).

11 Déclaration de Blume du 2/8/1958 (StA Hambourg, 145 Js 31/67, vol. 3, f^{os} 307-308), cité par Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen und die Genesis der « Endlösung »*, Berlin, Metropol Verlag, 1996, p. 69.

12 Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik*, *op. cit.*, p. 215-219.

13 Interrogatoire de Blume du 19/12/1964 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 9, f^{os} 3104-3124). Voir aussi Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen…*, *op. cit.*, p. 115.

14 Il aurait été aisé de lui intenter un procès pour les crimes commis en Grèce alors qu'il y était BdS. Il ne semble pas qu'une tentative dans ce sens ait abouti.

15 Jugement dans l'affaire Rapp *in* ZStL, 202 AR-Z 96/60 (Affaire Sk 7a, Rapp et autres [jugements]), vol. 16.

16 Il y eut une cinquantaine d'exécutions de 1945 à 1951 dans la zone américaine à la suite des procès de Nuremberg. En ce qui concerne les *Einsatzgruppen*, seules cinq condamnations à mort ne furent pas commuées et furent effectivement exécutées à Landsberg. Voir, sur le débat en Allemagne de l'Ouest, Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik*, *op. cit.*, p. 215-219.

17 Cf. *supra*, chapitre 7 : « Penser l'Est » ; voir aussi Karl-Heinz Roth, « Ärzte als Vernichtungspläner », art. cité.

18 *TWC*, cas VIII, vol. 3, p. 573-635.

19 *Ibid*. et Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, *op. cit.*, p. 314-319.

20 Il contribua ainsi à induire en erreur toute une génération d'historiens ; ainsi Helmut Heiber (« Der *Generalplan Ost* », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 6, 1958, 25 p.), dont l'introduction reprend la vulgate émise à Nuremberg, et encore, quoique plus prudent, Wolfgang Benz, « Der *Generalplan Ost*. Germanisierungspolitik in den Besetzen Ostgebieten », *in* Wolfgang Benz (éd.), *Herrschaft und Gesellschaft im nationalsozialistischen Staat*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1990, 10 p. Il fallut attendre les années 1990 pour que la question gagne en précision : voir Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, o*p. cit.* ; Mechtild Rössler et Sabine Schleiermacher (éd.), *Der « Generalplan Ost », op. cit.*

21 Sur les *Nahpläne*, voir G. Aly, *« Endlösung », op. cit.*

22 Le *Fernplan Ost* n'a été identifié qu'au milieu des années 1990 par Götz Aly (« *Endlösung* », *op. cit.*) et a été publié par Karl-Heinz Roth dans « "*Generalplan Ost*" und der Mord an den Juden : der "Fernplan um der Umsiedlung in den Ostprovinzen" aus dem Reichssicherheitshaupamt vom November 1939 », *1999* (12), 1997, 20 p.

23 Partage des tâches dans Götz Aly, *« Endlösung », op. cit.*, et insistant plus sur la responsabilité de Ehlich : Karl-Heinz Roth, « "*Generalplan Ost*"-"Gesamtplan Ost" », art. cité.

24 Ehlich fut en tout et pour tout condamné par une cour est-allemande à 1 an et 9 mois de prison – peine couverte par la préventive – pour appartenance à une organisation criminelle. Jugement du 1/11/1948 *in* BADH, ZR/810, A.2, f^{O} 22.

25 Ohlendorf répondit à ces trois points dans plusieurs interrogatoires et notamment celui du 14/11/1947 (IfZ, 832/53, f^{OS} 264-285).

26 Interrogatoire d'Ohlendorf du 16/10/1947 (*IfZ*, 852/53, vol. IV, p. 267-293). Je remercie Carsten Schreiber pour la photocopie de ces documents.

27 Correspondance d'Ohlendorf avec l'*Amt* III B *in* BADH, ZR-890, A.2, f^{OS} 1-3.

28 Gerd Krumeich, « Versailles. Der Krieg in den Köpfen », *in* du même auteur, *Versailles 1919. Ziele-Wirkung-Wahrnehmung*, Klartext, Essen, 2001.

29 Voir Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage, op. cit.*

30 Voir Ulrich Herbert, *Best…, op. cit.*

31 *Ibid.*, p. 495-500.

32 Lettre de Werner Best à Oldach du 29/3/1967 (HStA Dusseldorf, Rep. 242/295), citée par Ulrich Herbert, *Best…*, p. 499.

33 Lettre de Best à Noßke, *ibid.*

34 Lettre de Kurt Christmann à Werner Best du 21/4/1967, *ibid.*

35 Jugement *in* ZStL, 213 AR-1898/66 (Affaire Seetzen et autres, [dossiers de correspondance du StA]), vol. 4, f^os^ 1-71.

36 Cf. U. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 500.

37 *Ibid.*, p. 501.

38 Note du procureur chargé de l'enquête sur l'affaire Streckenbach dans StA Hambourg, procédure Streckenbach, vol. 5, f^o^ 803 ; cité par R. Ogorreck, *Einsatzgruppen*, *op. cit.*, p. 54.

39 La première version du livre de Krausnick et Wilhelm fut en effet fondée sur le présupposé implicite que la déclaration d'Ohlendorf concernant la diffusion des ordres était véridique (*Die Truppen des Weltanschauungskrieges*, *op. cit.*, p. 182). C'est Alfred Streim, le premier, qui remit en doute, au sein d'un ouvrage fort documenté, la version d'Ohlendorf et de ses coaccusés : « Zur Eröffnung des allgemeinen Judenvernichtungsbefehls gegenüber der Einsatzgruppen », *in* Eberhard Jäckel et Jürgen Rower, *Der Mord an den Juden im zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1987, p. 107-119.

40 Voir la définition donnée par Adalbert Rückerl dans *NS-Verbrecher vor Gericht. Versuch einer Vergangenheitsbewältigung*, Heidelberg, 1982, p. 282. Pour la discussion sur la notion, voir Herbert Jäger, *Verbrecher unter totalitärer Herrschaft. Studien zur nationalsozialistischen Kriminalität*, Francfort, Suhrkamp, 1982.

41 R. Ogorreck, *Einsatzgruppen*, p. 48-53. Voir aussi A. Streim, « Zur Eröffnung… » art. cité.

42 Publiés en intégralité *in* Klein, *Einsatzgruppen, op. cit.*

43 Sur tout ce calcul, on lira les remarques très intéressantes, quoique d'une très grande prudence, de Michael Wildt, « Des vérités *différantes*. Juges et historiens face aux crimes nazis », *Genèses. Histoire, sciences sociales*, n° 3, 1999.

44 Pour une étude de la référence aux Jésuites chez les SS, voir la première partie du livre de Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten*, *op. cit.*

45 Yoah Meisler, « Himmler's Doctrine of the SS Leadership », in *Jahrbuch des Instituts für deutsche Geschichte*, Tel-Aviv ; Agnes F. Peterson et Bradley F. Smith (éd.), *Heinrich Himmler. Discours secrets*, Paris, Gallimard, 1978, 255 p.

46 Voir U. Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 494-495.

47 Voir notamment les très nombreux témoignages de tireurs *in* ZStL, 202 AR-Z 96/60 (Affaire Sk 7a, Rapp et autres), vol. 5, 7 et 8 ; 2 AR-Z 21/58 (Ehrlinger, [BdS Kiev, Sk 1b]), vol. 9 et 11 ; 207 AR-Z 246/59 (Affaire Sk1a), vol. 2. La liste n'est évidemment en aucune manière limitative.

48 Voir Norbert Frei, *Vergangenheitsbewältigung*, *op. cit.*, p. 215-219.

49 Interrogatoire d'Ohlendorf du 16/10/1947, IfZ, 832/53, f^os^ 264-293.

50 Voir notamment les interrogatoires des 15/11/1946, IFZ 832/53-69 ; pour le *Wehrwolf*, interrogatoire non daté, *ibid*., vol. 5, f^{os} 16-28.

51 Témoignage d'Ohlendorf du 8/11/1947 (*TWC*, cas IX).

52 Sur l'« extermination par le travail » (*Vernichtung durch Arbeit*), voir Miroslav Karny, « Vernichtung durch Arbeit. Die Sterblichkeit in den NS-Konzentrationslagern », *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik*, 5, Berlin, 1987, p. 133-158 ; Hermann Kaienburg, *« Vernichtung durch Arbeit ». Der Fall Neuengamm*, Francfort, Fischer, 1998 ; Ulrich Herbert, « Arbeit und Vernichtung. Ökonomisches Interesse und Primat der "Weltanschauung" im Nationalsozialismus », *in* Ulrich Herbert (éd.), *Europa und der Reichseinsatz. Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und KZ-Häftlinge in Deutschland 1933-1945*, Essen, Klartext, 1991, 42 p.

53 C'est sur ce type de sujets, sans doute, que le vide laissé par les destructions archivistiques est le plus difficile à combler. Il n'existe en effet aucune source établissant le lien entre les services de Hans Kammler au WVHA et le SD. On sait pourtant que ces liens étaient réels, ne serait-ce que parce que les deux services collaboraient dans la gestion des coûts prévisionnels du *Generalplan Ost*. Voir là-dessus Karl-Heinz Roth, « "*Generalplan Ost*"-"Gesamtplan Ost" », art. cité.

54 Témoignage d'Ohlendorf du 8/11/1947 (*TWC*, cas IX).

55 Le psychiatre François Bayle, qui a suivi Ohlendorf durant tout le procès, écrit que ce dernier accueillit sa condamnation à mort en demandant : « Vous n'allez tout de même pas m'exécuter ? » (*Psychologie et éthique du national-socialisme, op. cit.*, p. 86).

56 François Bayle met en doute le caractère improvisé de celle-ci, malgré ce qu'Ohlendorf tenta de lui faire croire (*ibid.*, p. 49-51).

57 Il s'agissait aussi d'un moyen de défense. Il n'avait bien entendu aucun intérêt à rappeler le chiffre des victimes des groupes, ni leurs modes opératoires. Le simple fait de ne pas mentionner les faits, ni même les victimes était ainsi conditionné par la prise de parole en forme de plaidoyer.

58 Déclaration d'Ohlendorf du 13/2/1948 (*TWC*, cas IX, f^{o} 386).

59 *Ibid.*, p. 388-390.

60 Il parla d'ailleurs d'un « verdict connu d'avance », attendu que le pouvoir victorieux avait condamné le nazisme (*ibid.* p. 388).

61 Voir là-dessus l'article de Gerd Krumeich, « Versailles. Der Krieg in den Köpfen », art. cité. Voir aussi Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage, op. cit.*

62 Cette stratégie ne put d'ailleurs être identifiée ou comprise ni par les juges ni par le psychiatre François Bayle, qui virent dans l'attitude d'Ohlendorf une incarnation du « fanatisme nazi » et tentèrent d'en pathologiser les caractéristiques. Musmano, le président du Tribunal, le compara au

personnage double Dr Jekyll Mr Hyde, dans les attendus de la sentence le condamnant à mort (F. Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme*, p. 78-90).

63 Ohlendorf est, à notre connaissance, le seul intellectuel SS à avoir adopté cette attitude. Un seul autre membre des groupes, acculé par les éléments compromettants accumulés par les juges allemands, dut se résoudre à exprimer les éléments de la culture de guerre et tenta de légitimer son attitude : interrogatoire de Schönemann du 5/4/1963 (ZStL, 202 AR-Z 81/59 « b » [Ek 8, Schönemann], vol. 2, f^{os} 366-384). Il n'en reste pas moins que cette attitude était moins risquée pour Schönemann, dont la vie n'était pas en jeu.

64 Interrogatoire de Peter E. du 2/11/1962 (ZStL, 202 AR-Z 96/60 [Affaire Sk 7a, Rapp et autres], vol. 8, f^{os} 1975-1982 ; ici f^{o} 1976).

65 J'emprunte le terme de dénégation (*Verneinung*) à Freud, qui écrivit là-dessus un petit texte en 1925 (Sigmund Freud, « Die Verneinung », in *Gesamtwerk*, t. XIV, 1925). La dénégation est l'arrivée au plan de la conscience d'un énoncé enveloppé par sa négation. Analysé comme une dénégation, le texte d'Ohlendorf devient un mode d'énonciation de la culpabilité sur le mode négatif. Je remercie Roland Beller de m'avoir indiqué ce texte de Freud et de m'avoir éclairé sur le mécanisme de la dénégation.

66 Déclaration finale déjà citée d'Ohlendorf, f^{o} 392.

67 Voir Jean Solchany, *Comprendre l'Allemagne de l'année 0. Les historiens face au nazisme dans l'Allemagne d'après-guerre*, Paris, PUF, 1999.

1 Hans Baumann, « *Im Osten* », *in* Reichsfrauenführung (éd.), *Gemeinschaftslieder. Lieder für Frauengruppen*, s.l., 1940.

2 Le lien entre le *Blut und Boden* et la colonisation à l'Est a été très longuement décrit. Son chantre au sein du III^{e} Reich, Walter Darré, a été le premier chef du *Rasse- und Siedlungshauptamt*, l'Office central de la race et de la colonisation. Cf. Mathias Eidenbenz, *« Blut und Boden ». Zur Funktion und Genesis der Metaphern des Agrarismus und Biologismus in der nationalsozialistischen Bauernpropaganda R. W. Darrés*, Berne, Peter Lang Verlag, 1993, 230 p. ; voir aussi le chapitre « Sang et Sol. Action Zamosc » d'Édouard Conte et Cornelia Essner, chapitre qui montre la cohérence entre l'idéologie *Blut und Boden* et le plus achevé des chantiers de colonisation du III^{e} Reich (*La Quête de la race*, *op. cit.*).

Conclusion

Mémoire de guerre, militantisme et génocide

Après les procès de Nuremberg et ceux de l'après-guerre s'ouvre une période de silence : silence de l'échafaud, pour une dizaine d'intellectuels SS ; silence de la prison, pour la plupart ; silence de la nostalgie[1] et, pour certains, d'un nouveau militantisme[2]. L'histoire du nazisme se clôt sur cet épilogue et l'on entre dans la gestion du passé et la restauration des identités nationales mises à mal par les épreuves de la Seconde Guerre mondiale[3]. Cette restauration est singulièrement conditionnée en Allemagne par un phénomène d'amnésie collective, non point tant des crimes nazis que de l'imaginaire qui y avait présidé. Après les années Adenauer, la mémoire de ce qu'avaient été les crimes du nazisme se cristallisa par à-coups et fut ponctuée par des procès à grande audience. Pro cès d'Ulm, procès d'Eichmann, procès d'Auschwitz marquèrent les étapes d'un travail d'élaboration qui, intervenant dans une Allemagne profondément démocratisée, impliquait cependant l'oubli de la culture qui avait présidé à l'entrée en nazisme des intellectuels SS. D'ailleurs, dans les derniers procès touchant aux crimes de l'Est, certains accusés, loin de tenir un langage restituant ce qu'avait été l'expérience nazie, se défendaient en citant les ouvrages d'Annah Ahrendt ou ceux des historiens allemands[4]. Les procès étaient l'occasion pour le corps social d'élaborer ses propres interprétations de la « tragédie allemande ». Accusés comme accusateurs, enquêteurs comme spectateurs, au fond, ne savaient plus rien du nazisme. En adhérant à la démocratie, ils avaient intégré l'imaginaire de sociétés occidentales dont la démobilisation culturelle était effective depuis trois décennies, de sociétés qui, pour dire l'ennemi nazi et le vaincre, avaient dû élaborer une culture de guerre radicalement différente de celle de 1914-1918.

Les intellectuels SS étaient issus de la classe moyenne, l'un des vecteurs principaux du système de représentations qui avait présidé à la grande conflagration de 1914-1918. Cette culture de guerre fut transmise du front vers l'arrière, des classes aisées aux classes populaires, des adultes aux

enfants, en un mouvement traversant les sociétés européennes en leur entier. Elle se caractérisait par des représentations spécifiques qui donnaient sens au conflit et permirent aux civils comme aux combattants de consentir à d'énormes sacrifices. Pour les contemporains, cette guerre était celle de la civilisation contre la barbarie ennemie. En cas de victoire, la guerre devait marquer l'avènement d'une nouvelle ère, grand œuvre divin pour les chrétiens, ère de fraternité et de justice sociale pour les hommes se réclamant de la gauche social-démocrate, croisade pour tous[5]. Ainsi teintées d'espérances millénaristes qui transcendaient l'appartenance religieuse, la guerre, sa violence paroxystique et ses privations se voyaient légitimées, d'autant qu'une défaite aurait fait peser sur la population une menace vitale. Qu'aurait d'ailleurs valu la vie sous la domination d'un ennemi dont la bassesse, la volonté de destruction, l'atteinte aux femmes et aux enfants ne faisaient aucun doute ? Cet argumentaire expliquait le conflit en termes essentiellement défensifs, en termes de protection des fonctions vitales de la nation. Ainsi appréhendés, les enjeux du conflit étaient trop importants pour que les sociétés songeassent à en préserver leurs enfants. C'est ce qui explique que la société allemande – tout comme les autres belligérants – ait confronté, dans le cadre de la famille et de l'école, ses enfants à un discours de pédagogie du conflit.

Après quatre années de ce discours, l'Allemagne perdit la guerre. La défaite ne fut pas un traumatisme isolé ; elle fut suivie d'un continuum de violences. Entre 1918 et 1923, l'Allemagne fut successivement en proie à des troubles révolutionnaires, communistes et séparatistes, à des conflits localisés provoqués par des heurts entre communautés polonaises et allemandes en Silésie et à des putsch ourdis par une extrême droite métamorphosée par le conflit. Amoindrie par les traités mettant fin au conflit, privée de larges parts de ses territoires à l'Est mais aussi à la frontière germano-danoise, elle vit la Rhénanie occupée, la Sarre et le Rhin internationalisés, sa souveraineté économique contestée et sa prospérité hypothéquée par la question des Réparations. Les Allemands, au premier rang desquels se trouvaient les lycéens et étudiants qu'étaient alors les futurs intellectuels SS, interprétèrent cette série d'événements à travers le discours de guerre intériorisé pendant quatre années de conflit. Tout événement extérieur était attribué au « monde d'ennemis », tout

soulèvement constituait un épisode du complot ourdi par les ennemis de l'Allemagne, complot visant à son anéantissement. Les étudiants des années 1918-1924, souvent trop jeunes pour avoir combattu, exprimèrent avec le plus de clarté cette angoisse eschatologique et formèrent le gros des troupes des corps francs et des multiples formations paramilitaires qui pensaient défendre l'Allemagne et continuer le combat vital dont la Grande Guerre avait été l'effrayant prodrome. Dès 1919, le basculement des corporations étudiantes dans l'extrême droite *völkisch*, et leurs succès lors d'élections à participation massive ne laissaient guère de doute quant au positionnement politique des jeunes élites de la répu blique de Weimar[6]. Les futurs intellectuels SS prirent une part importante dans ce basculement vers le radicalisme de droite. Leur militantisme poursuivait le combat contre Versailles et ses conséquences, pour la sauvegarde de la germanité assiégée par le « monde d'ennemis ». Le parcours militant ainsi amorcé par ces hommes fut une quête, au terme de laquelle se trouvait l'adhésion au nazisme, tout à la fois système de croyances et institution élitaire incarnée par la SS.

Le nazisme, caractérisé par la très grande souplesse de son dogme, se distinguait par la place qu'il accordait à la grille de lecture raciale, érigée en système d'interprétation déterministe. Expliquant la défaite de 1918, donnant un sens aux événements qui semblaient annoncer le *Finis Germaniae*, elle en livrait l'explication ultime en disant l'immanence de l'ennemi et l'éternité du combat. Sa force d'attraction résidait dans le projet de refondation de la germanité renordifiée, par la construction d'une communauté nouvelle, épurée, victorieuse de ses ennemis. Le nazisme disait l'espérance impériale et l'aspiration au renouvellement. Il se faisait ainsi « promesse de règne[7] ». Promesse de salut chevillée au tréfonds des êtres, l'espérance nazie du millenium mobilisait âmes et corps dans l'attente d'une « ébauche de règne[8] ». L'intériorisation du système de croyances nazi était ainsi affaire de ferveur plus encore que de calcul politique et militant. C'est en ce sens qu'une anthropologie sociale de l'émotion nazie semble seule capable d'atteindre ces réalités-là.

Pour les futurs intellectuels SS, les années universitaires furent le temps aussi bien de leur socialisation politique que de leur formation intellectuelle, souvent brillante.

Si les études juridiques ont pu donner l'impression d'une relative étanchéité entre les dimensions militantes et intellectuelles de leur parcours, l'exemple des autres disciplines – de l'économie à la linguistique en passant par l'histoire – dément cette appréciation. Le processus de politisation des savoirs fut parallèle à celui de leur construction. Il s'agissait d'un processus lent, qui ne fut totalement effectif qu'à l'entrée en guerre. Il conduisit cependant les intellectuels SS à se considérer tout à la fois comme des experts au service de la SS et comme des théoriciens inscrivant la réalité du dogme dans les avancées disciplinaires. L'histoire devint une « science de légitimation[9] », voire une « science combattante[10] », mobilisant à partir de 1939 le déterminisme racial dans la justification de la guerre et dans la production de l'image de l'ennemi.

Experts militants, scientifiques engagés, les intellectuels SS trouvèrent dans le SD une institution leur permettant d'allier rigueur scientifique et exigences du militantisme nazi élitaire incarné dans la SS. Le travail et l'appartenance au SD étaient constamment analysés par la hiérarchie à l'aune du militantisme, du dévouement à la cause nazie ; les hommes qui y entraient en formèrent dès l'abord l'encadrement, et imprimèrent leur marque aux services, participant de manière déterminante à l'organisation des pratiques des instances de répression du III^{e} Reich. Sous l'influence d'hommes comme Reinhard Höhn ou Franz Six, les missions du SD étaient définies par deux *leitmotive* : contrôler et lutter.

La fonction de contrôle touche tous les domaines – économique, culturel et racial – du *Lebensgebiet*, le travail d'expertise idéologique se doublant de la surveillance de l'opinion. C'est dans cette fonction de contrôle que s'exprime de façon privilégiée la formulation dogmatique des intellectuels SS. Sous l'impulsion d'hommes comme Otto Ohlendorf, Reinhard Höhn, Wilhelm Spengler, Hans Rößner et Hans Ehlich, ils accomplirent en effet un travail important de production idéologique. Alors qu'Ohlendorf, par exemple, tentait de formuler une théorie nazie de répartition des richesses, et que Reinhard Höhn théorisait le volet juridique et politologique de la *Volksgemeinschaft*, Wilhelm Spengler cherchait à préciser ce que pouvait être une politique culturelle nazie. Leurs rapports, même s'ils étaient en parfaite conformité avec le déterminisme racial, dessinent les contours d'un nazisme original par sa formulation érudite et par la diversité des sujets

qu'il abordait. Le SD, ainsi, parvenait à remplir cette « exigence de totalité » que les théoriciens nazis appelaient de leurs vœux.

La fonction de surveillance des « ennemis » (*Gegnerforschung*) était placée elle aussi sous le signe de la scientificité, sous l'impulsion de Franz Six. Cette surveillance idéologique, fondée sur le dépouillement systématique de toute la production écrite des groupes d'opposants, participait à la définition des ennemis, à la fois singuliers et alliés contre le Reich. Appréhendés à l'aune du déterminisme racial, ils étaient tous, francs-maçons et sociaux-démocrates inclus, des ennemis d'essence raciale. Au fil des rapports, les services de *Gegnerforschung* dessinaient ainsi un nouveau visage du « monde d'ennemis ».

Le travail de *Gegnerforschung* se conformait lui aussi aux exigences formelles du discours universitaire, mettant en notes de bas de page les sources qui devaient prouver la collusion entre Juifs, communistes, francs-maçons et sociaux-démocrates. C'est parce que les intellectuels SS avaient intériorisé le déterminisme racial qu'ils croyaient en la collusion entre Juifs et communistes et qu'ils la discernaient dans tous les actes des personnes qu'ils surveillaient. Mais c'est justement parce qu'ils pensaient la vérifier dans le travail de *Gegnerforschung* que cette croyance était intériorisée plus profondément encore. La *Gegnerforschung* se révélait ainsi d'essence syllogique, ce qui soulignait encore la dimension essentiellement militante de l'appartenance et du travail au SD.

Les intellectuels SS avaient ainsi intégré un corps élitaire, et se trouvaient désormais confrontés à une hiérarchie qui gérait leur carrière, les promouvait et les sanctionnait. Ils furent soumis par ce biais au même discours normatif que les autres membres de la SS. À celui-là s'ajoutait un discours essentiellement destiné aux intellectuels, qui peut sembler paradoxal : le nazisme y faisait figure d'idéologie profondément hostile à la pensée. Les images d'autodafés mis en place par la SA ont longtemps conforté les observateurs dans l'idée que le nazisme était un anti-intellectualisme qui aurait mis en porte à faux tous ceux qui, en Allemagne, pouvaient faire profession de penser. Certes, les nazis ont mis un soin tout particulier à chasser les élites culturelles qui leur étaient hostiles, mais ils ont aussi développé en direction de ceux qui, dans leurs rangs mêmes,

exerçaient des fonctions intellectuelles, une nouvelle image de leur profession. Tout en continuant de critiquer l'intellectualisme stérile de leurs adversaires politiques, les nazis – et notamment la hiérarchie SS – distillèrent, sous forme d'énoncés dispersés, un discours normatif qui dessinait les contours d'une figure idéale d'intellectuel engagé. Cette alliance entre le théoricien et l'homme d'action s'incarna fugitivement en Hitler, passant ainsi du statut de norme à celui de mythe quasi ineffable. Les intellectuels SS se virent donc évaluer tout à la fois sur leurs capacités physiques et militaires, en même temps que sur leur excellence intellectuelle ou leurs performances universitaires : cette évaluation imposa la norme de l'« intellectuel d'action », norme implicite au sens où elle ne fut jamais véritablement figurée en tant que telle, norme inconsciente dans sa formulation positive.

Les intellectuels SS s'y conformèrent plus ou moins complètement, en assumant notamment des fonctions diversifiées au sein de l'appareil répressif nazi. Passant des services centraux berlinois du SD, au travail de direction de bureaux locaux, ils s'impliquèrent tout à la fois dans les enquêtes sur les opposants au nazisme, dans la fonction d'expertise et de formulation dogmatique dans les services centraux, dans le renseignement en mission à l'étranger.

Les plus brillantes carrières, celles de Hermann Behrends, d'Otto Ohlendorf, de Walter Schellenberg, indiquaient que ces hommes avaient réussi à s'identifier à cette norme, en incarnant successivement les deux dimensions. Au sommet de la hiérarchie en 1943-1945, un groupe de près de 10 % des intellectuels SS accédèrent ainsi au rang d'officiers généraux, côtoyant parfois Himmler, occupant des postes de responsabilité, comme Ohlendorf, promu chef de département au ministère de l'Économie, ou Hermann Behrends, chef d'état-major de la VOMI. Un échelon plus bas, un groupe de près de 20 % d'intellectuels SS s'étaient suffisamment distingués pour accéder à des postes d'importance, sans toutefois parvenir au rang d'officiers généraux. Erich Ehrlinger, Martin Sandberger, Eugen Steimle, Hans Ehlich et Willy Seibert furent tous promus colonels, et nommés *Amtschef* – c'était le cas pour Ehrlinger – ou *Gruppenleiter* – comme Sandberger ou Steimle. Tous ces hommes avaient assumé avec succès des fonctions exécutives relevant de l'action et des postes réputés nécessiter de

grandes capacités intellectuelles ou des savoirs académiques spécifiques. Tous, en fait, représentaient une conformation quasi parfaite au modèle de l'« intellectuel d'action ».

Un deuxième groupe, présent dans des bureaux locaux du SD et recevant une formation dans la Waffen SS ou la Wehrmacht, pouvait faire la preuve tout à la fois d'une excellence intellectuelle et de capacités d'action. Ces hommes finirent fréquemment leur carrière avec le grade d'*Obersturmbannführer* et le rang de *Referent* ou de chef de bureau local.

Un dernier groupe est composé d'hommes n'ayant jamais servi dans les forces armées, ni accompli de missions à l'étranger, non conformes, donc, à la dimension activiste du modèle. Certains d'entre eux, par ailleurs, n'ont pas satisfait à l'une des exigences émises par la SS, notamment celle concernant le nombre d'enfants des couples SS. Ce sont près de 20 % des hommes qui se trouvèrent ainsi marginalisés, dont l'avancement fut bloqué ou qui furent sanctionnés pour un manquement quelconque à cette norme. Fait remarquable, le bureau de recherche « scientifique » et idéologique du SD, celui qui était le plus à même d'incarner l'idéal de scientificité du SD, fut marginalisé en son entier : commandé par un simple *Sturmbannführer*, vidé de ses effectifs, il n'avait, à la fin de la guerre, plus aucune importance stratégique, et se contentait de produire des rapports abscons que personne ne lisait plus. Heinz Ballensiefen, Paul Dittel et Rudolf Levin se trouvèrent dans ce cas.

De 1934 à 1939, les fonctions de contrôle, d'observation, de *Gegnerforschung* et d'action du SD n'évoluèrent guère dans leur forme et leur contenu, à la notable exception du bureau chargé de la « question juive », qui s'impliquait de plus en plus dans la mise au point de la politique antisémite du gouvernement. L'année 1939 marqua le début d'une nouvelle phase d'expansion des services, marquée par la refonte et la fusion de leurs services centraux, effective avec la création du RSHA. En 1939, les intellectuels du SD décrivaient la victoire annoncée contre l'ennemi de l'intérieur, muselé, et contre le chômage, éradiqué. Ils exposaient le redresse ment international de l'Allemagne par la remilitarisation de la Rhénanie et l'occupation de l'Autriche, des Sudètes et du reste de la Tchécoslovaquie. Le nazisme, à leurs yeux, tenait ses promesses. Nulle trace de l'eschatologie collective intériorisée durant la Grande Guerre ;

c'était l'illustration de la fonction désangoissante assumée par le système de croyances nazi.

La guerre marqua une inflexion déterminante des tâches des intellectuels SS. Plus particulièrement, la campagne de Pologne fit entrer en coalescence trois éléments déterminants de l'imaginaire des intellectuels SS : la culture de guerre pétrie de références mémorielles à la Grande Guerre, l'utopie cristallisée autour des espaces orientaux et la pratique sécuritaire des organes répressifs.

Pour les intellectuels SS, le 1er septembre 1939 marquait la fin de « l'apparent silence des armes[11] » de 1918-1919. Ils partirent alors en *Osteinsatz*, au sein de groupes chargés de maintenir la sécurité dans les territoires occupés par la Wehrmacht. La guerre contre le « monde d'ennemis » avait repris, dans cet Est sur lequel s'était greffée durant tout l'entre-deux-guerres l'angoisse de la disparition des communautés *volksdeutsch*, qu'ils avaient le sentiment de devoir secourir. La politique de planification des déplacements de populations échafaudée par le SD exprimait dès l'origine ces représentations ; elle évolua avec la politique nazie, jusqu'à prendre en compte les visées génocidaires et la mise à mort planifiée de quelque 21 266 000 individus, affamés, épuisés au travail, fusillés et, pour ceux des communautés juives, gazés dans les camps d'extermination.

Pour en arriver à la légitimation du meurtre de masse, il avait fallu que les intellectuels SS intègrent l'expérience de l'*Osteinsatz*, qui, entre la Pologne et l'URSS, connut une évolution déterminante. Au cours de l'opération Barbarossa, chaque instruction adressée à la troupe, chaque mise en garde contre les ruses de l'ennemi dessinait un peu plus la bestialité, l'inhumanité du Russe, contrôlé en sous-main par les Juifs. Ainsi nourrie de cette angoisse, l'armée allemande entra en Russie dans un état psychotique avancé. Les membres des *Einsatzgruppen* n'y firent pas exception, et les rapports datés du mois de juillet 1941 décrivent à l'envi les exactions – commises par le NKVD – comme des atrocités juives. Alors que lors de leur avancée en Pologne ils avaient retrouvé l'imaginaire d'invasion de la Grande Guerre, avec la figure du franc-tireur et celle des mains coupées, la marche panique qui les conduisit en Russie les confronta brutalement à une

violence qu'ils lisaient comme la confirmation du discours anxiogène distillé avant la campagne. À leurs yeux, la Russie était donc bien une terre de sous-humanité et de bestialité, une terre de la famine et de la domination juive. La guerre qu'ils y menaient était bien une « grande guerre raciale », faite à un adversaire très largement animalisé, appréhendé sur le mode de la bête sauvage. Ces représentations, distillant angoisse et haine dans les représentations des tueurs et de leurs officiers, permirent de cristalliser le consentement au génocide, massif parmi eux.

C'est aussi à cet éclairage qu'il faut lire la mutation fondamentale de la pratique des groupes, mutation qui s'opéra de la mi-juillet à la fin du mois de septembre 1941. Jusqu'à la mi-août, les *Einsatzgruppen* mirent en place des mesures de type sécuritaire consistant à imposer le port de l'étoile jaune, à enfermer dans des ghettos, à instaurer le travail obligatoire, le tout par l'intermédiaire de l'exécution de très nombreux membres des élites juives. Pourrait-on corréler ces pratiques avec la vision animalisée que les hommes des groupes avaient intériorisée pour tenter une anthropologie des pratiques de violence des *Einsatzgruppen* ? Ces pratiques, sous cet angle d'attaque, ont consisté à parquer, à marquer et à mettre au travail des populations juives perçues sur le mode de la bête sauvage. Ne leur appliquent-ils pas là – consciemment ou non – un succédané de processus de domestication ? Au fur et à mesure de l'imposition de ces mesures, la cruauté et la nocivité attribuées jusqu'alors aux Juifs par les rapports des *Einsatzgruppen* s'estompaient effectivement, au profit d'une image tout aussi déshumanisée, mais qui, au lieu de les associer à la sauvagerie, ravalait les Juifs au rang de bétail, dont la seule vocation aurait été le travail, et dont les SS auraient pu contrôler la reproduction.

Un tel modèle, pour délicat à formuler qu'il soit, éclaire singulièrement les processus mentaux à l'œuvre dans le seuil franchi par la pratique meurtrière, seuil qui consista, à partir de la mi-août 1941, à inclure dans la tuerie les femmes et les enfants. Au moment où les SS percevaient les Juifs comme des animaux sauvages, le mode de mise à mort qu'ils leur appliquaient induisait nécessairement un imaginaire de la chasse, lequel supposait le respect massif de l'interdiction de tuer de jeunes individus. Le passage d'un imaginaire cynégétique à une symbolique du pastoralisme, rendu possible par le succédané de domestication décrit plus haut,

métamorphosait cependant aussi le mode de mise à mort que les tueurs appliquaient aux victimes : à la chasse succéda l'abattage, mode de tuerie pouvant concerner massivement de très jeunes individus, voire des bébés[12]. La mutation de la pratique des groupes, toujours appréhendée sur le mode politique et fonctionnel par les historiens, ne fut-elle pas aussi régie par une rupture anthropologique majeure, sans doute inconsciente, rupture qui présida au surgissement chez les tueurs d'une mentalité aseptique, seule à même de leur permettre de penser la dimension exhaustive du génocide.

À la tête d'unités d'extermination, les intellectuels SS mirent en place un discours de légitimation de la pratique des groupes, en une prise de parole qui accompagna chaque escalade dans l'action meurtrière.

Deux axes argumentaires furent ainsi particulièrement développés. Le premier, le plus minoritaire, fut d'ordre utopique : il présentait le génocide en cours comme la condition *sine qua non* de la germanisation des territoires occupés. Il liait ainsi la promesse millénariste à l'extermination totale des communautés juives. Cet argumentaire se diffusa notamment par la présence, remarquable au sein des groupes, d'intellectuels issus des instances chargées de développer et de mettre en pratique le *Generalplan Ost*, comme Hans-Joachim Beyer, Karl Tschierschky, Martin Sandberger, Albert Rapp ou comme le médecin Hanns Meixner, tous issus du RSHA *Amt* III B, de l'EWZ ou de l'UWZ[13]. Le second axe argumentaire, beaucoup plus fréquent, tendait à faire du génocide une action défensive ; il remobilisait l'angoisse eschatologique qui étreignait les hommes, faisait appel à la figure déshumanisée de l'ennemi, et faisait du génocide l'une des conditions nécessaires de la survie de la nation allemande, de la race nordique. Cet argumentaire, profondément intériorisé par les tueurs, se retrouve ainsi fréquemment dans leurs écrits.

Ces deux dimensions se combinèrent pour former un discours de légitimation et constituèrent les axes du consentement des tueurs à la tuerie. Il faut ici souligner avec force que ces deux axes, l'un utopique, l'autre défensif, sont loin d'être nés en Russie. Ils y ont certes été pour la première fois appliqués à la légitimation du massacre exhaustif de populations civiles, mais il n'en reste pas moins qu'ils formaient déjà en 1914 le fondement des représentations présidant à l'explosion de violence ordalique. Doit-on penser que les cadres des groupes, enfants de la Grande

Guerre, réinvestissaient ici des représentations qu'ils avaient intériorisées durant le premier conflit mondial ? Suggérons, ici encore, que la culture de guerre de 1914-1918 a pu réémerger, mais sous une forme systématisée et radicalisée par le déterminisme racial et le millénarisme nazis.

Chefs d'unité, les officiers de ces groupes ont par ailleurs pris en charge l'organisation des tueries. Ils les ont ordonnées, y ont souvent participé. Dans les premières semaines de l'opération Barbarossa, ils ont à maintes reprises été pris au dépourvu par leur mission, par son caractère sanglant. La troupe a alors parfois été laissée à elle-même, organisant la tuerie de manière chaotique. Au bout de quelques jours, cependant, un certain nombre de dispositifs d'ordre logistique se mirent en place dans tous les commandos. Les victimes furent exécutées devant des fosses qui avaient été creusées à l'avance, par des civils russes ou les victimes elles-mêmes. Les tâches d'acheminement des victimes, de garde à proximité de l'aire d'exécution et de fusillade furent partagées entre plusieurs équipes de tueurs. Les meurtres étaient ainsi opérés plus rapidement, et le nombre de victimes tuées chaque jour augmenta considérablement. Les tueurs mirent parallèlement au point des savoir-faire de la tuerie leur permettant de mener plus rapidement leur besogne, de tuer plus efficacement. Progressivement, les dispo sitifs de tireurs opérant en peloton, exécutant les victimes au bord de la fosse ou allongées au fond des trous en rangs superposés se généralisèrent. Si la méthode de la balle dans la nuque se diffusa au sein des commandos, c'est parce qu'elle assurait les tueurs de l'exhaustivité du massacre et de la rapidité de la mort des victimes. La violence déchaînée à l'Est était donc une gestuelle culturellement construite, à partir de laquelle il est possible d'identifier et d'analyser l'imaginaire qui en permit la mise en œuvre.

Cet imaginaire extirpateur n'est pourtant pas le seul à s'incarner dans des processus de mise à mort. Les pendaisons, à la différence des massacres de communautés juives, étaient explicitement conçues comme des démonstrations de violence. Polysémique, l'imaginaire qui s'y logeait tenait tout à la fois du rite de libération du communisme et de la « domination juive », rite à l'attention des populations locales non juives, et du discours de confirmation syllogique de l'image de l'ennemi à l'attention des tueurs

eux-mêmes. Le geste de mise à mort servait ici de légitimation en lui-même.

Très vite, cependant, les cadres des groupes, qui avaient grandement inspiré ces pratiques de violence paroxystiques, furent confrontés au problème de la gestion de la transgressivité du geste génocide. S'ils réussirent parfois à mettre en place des stratégies d'accoutumance de leurs hommes au meurtre des femmes, celui des enfants resta une transgression. Les tueurs furent traumatisés par leur besogne et les déclencheurs comme les effets de ce phénomène d'effraction furent multiformes : il a fallu gérer des effondrements nerveux, un alcoolisme massif, des pratiques de cruauté. Les officiers tentèrent parfois d'aménager les gestes de la violence pour gérer cette dimension traumatogène. Une première stratégie consista à répartir le plus possible la « charge » entre les membres des groupes, en obligeant tout le monde à participer à une exécution. Cette pratique, généralisée, était parfois accompagnée par des rituels de mise en commun et de militarisation de cette mise à mort : formation de peloton, tir sur ordre, demi-tour et recul du peloton au commandement de l'officier trahissaient ainsi la volonté de préserver les soldats de la responsabilité du meurtre, mais aussi celle, plus complexe, d'assimiler le génocide à un acte militaire : la pratique se conformait ainsi au discours qui faisait du génocide l'un des fronts d'une guerre défensive qu'eût menée en Russie le III^{e} Reich. Cette seconde stratégie était parfois accompagnée d'un troisième type d'aménagements qui consista à remplacer les tueurs des groupes par des auxiliaires russes chargés des tâches que les tueurs allemands renâclaient à accomplir, comme la mise à mort des enfants. Une autre modalité consista à développer l'emploi des camions à gaz. Mais cet exemple illustre le fait que ce type de réponses n'était pas obligatoirement couronné de succès : dans plusieurs commandos, les hommes, révulsés par la manipulation des cadavres lors des déchargements des camions, refusèrent de les utiliser, ce qui, dans deux endroits au moins, entraîna leur abandon.

Malgré la dimension traumatique de l'expérience génocidaire, il n'y eut jamais rupture du consentement de ces hommes à la tuerie. Cela est dû pour une part à l'accompagnement discursif légitimateur mis en place notamment par les intellectuels SS, à cet aménagement des gestes que ces mêmes officiers SS mirent en place et, enfin, aux processus

d’accoutumance. Les tueurs les plus endurcis ne sont pas sortis indemnes de cette violence infligée. Ils l’ont exprimée dans les multiples interrogatoires auxquels ils furent soumis après-guerre dans les enquêtes sur les crimes en Russie.

Les intellectuels SS n’ont pas fait exception, et ont vécu leur *Osteinsatz* sur le mode de la répulsion et de la déploration. Cette dernière détenait une place capitale dans l’économie du discours de légitimation du génocide : elle était en effet le critère permettant aux bourreaux de conserver, à leurs yeux mêmes, l’humanité qu’ils refusaient à leurs adversaires russes et aux communautés juives. Conscients que le mode d’exécution en cours dans la campagne génocidaire était cette « balle dans la nuque » (*Genickschuß*) qui prouvait l’inhumanité du bolchevisme, les intellectuels SS pensaient que l’élément fondamental différenciant le Russe du SS en *Osteinsatz* était le plaisir qu’éprouvait le Russe en tuant[14]. Outre la frontière entre l’humain et l’animal, les SS exprimaient ainsi ce qui fut sans doute le plus important des interdits en cours dans les pra tiques d’*Osteinsatz* : la cruauté et le plaisir de la tuerie. Ni ce dispositif discursif ni le contrôle hiérarchique ne parvinrent cependant à exempter les groupes mobiles de tuerie de ce type de phénomènes, qui apparaissent parfois dans les sources.

Les intellectuels SS exprimèrent, volontairement ou non, le vécu du génocide et celui de la violence paroxystique. Si le discours de légitimation qu’ils avaient contribué à produire était suffisamment intériorisé pour que la croyance en l’absolue nécessité de la tuerie fût hors de doute, certains n’en laissèrent pas moins transparaître la répulsion avec laquelle ils accomplissaient leur besogne. Les troubles digestifs violents de Walter Blume à Vitebsk en étaient une manifestation involontaire, mais l’avertissement que le même homme adressait aux troupes du Sk 7a et qui disait très clairement la déploration d’une part et l’interdit de la cruauté d’autre part, en était une autre. L’extrême nervosité d’Erich Ehrlinger à Kaunas en était par ailleurs une autre manifestation, tout comme l’alcoolisme d’Albert Rapp à Klincy, ou les troubles d’ordre psychosomatiques de Hans-Joachim Beyer à Lemberg. Ces hommes, pourtant, refoulèrent la répulsion, la « dépassèrent », aux yeux de leurs supérieurs, pour entraîner leurs hommes dans l’accomplissement du génocide.

Tous ceux qui s'impliquèrent dans la pratique génocidaire ne le firent pas dans la même mesure. Si l'on sait, dans le cas d'Erich Ehrlinger, d'Albert Rapp, d'Alfred Filbert, de Bruno Müller, de Fritz Valjavec et de Walter Blume, qu'ils tuèrent de leur main, le fait n'est pas avéré pour Hans-Joachim Beyer, Otto Ohlendorf et Martin Sandberger. En août 1941, Bruno Müller alla jusqu'à instrumentaliser sa propre implication dans l'acte meurtrier en tuant, devant la troupe assemblée, une femme et son bébé pour faire la démonstration de ce que les *Einsatzgruppen* allaient désormais accomplir.

Une partie des intellectuels SS s'adaptèrent à cette violence extrême sans signe apparent de difficulté, tant et si bien qu'ils devinrent, à l'instar d'Ehrlinger ou de Sandberger, des spécialistes de l'*Osteinsatz*. Eugen Steimle, historien du RSHA *Amt* VI, illustre leurs parcours : il effectua deux séjours à l'Est, ne montra aucun mal à s'aligner sur les pratiques des *Einsatzgruppen*, mais ne cacha pas sa répulsion devant le génocide, de même qu'il prétexta le moindre pépin de santé pour prolonger ses permissions en Allemagne.

L'*Osteinsatz* fit en quelque sorte office de rite d'initiation des intellectuels SS. Pour ceux qui réussissaient à « dépasser » l'expérience traumatique qu'elle constituait, le retour à Berlin impliquait souvent l'obtention de promotions déterminantes : c'est parce qu'ils avaient prouvé leur capacité psychique à s'impliquer physiquement dans la violence à l'Est qu'ils étaient jugés dignes de postes à responsabilité. Ceux qui, par contre, ne revenaient pas indemnes et ceux qui ne partaient pas restaient à l'écart de la promotion. On peut corréler ce phénomène au discours normatif de l'intellectuel d'action, et voir dans l'*Osteinsatz* l'ultime épreuve permettant à l'intellectuel SS d'incarner sa croyance dans cette action elle-même. Ceux dont la conformation était la plus totale, qui devenaient des spécialistes de l'*Osteinsatz*, cessaient dès lors le travail de formulation idéologique. À l'Est, l'intellectuel d'action perdait ce qui faisait l'essence de son statut. La conformation à cette image était impossible dans les faits, ce qui la transformait en mythe.

Les intellectuels SS survécurent pour la plupart à l'apocalypse de 1945. Certes, ils vécurent cette seconde défaite en moins de trente ans avec la vigueur des affects nazis, avec cette angoisse qui était née des heures de

1918. La première défaite, si elle avait constitué un traumatisme originel, n'était pas de leur fait. Contrairement à la génération de leurs aînés, combattants de la Première Guerre mondiale et gouvernants de la Seconde, qui subissaient là une nouvelle défaite dont ils devaient assumer la responsabilité, ils ne se suicidèrent pas. Par deux fois, la guerre a ainsi joué un rôle matriciel. Matriciel d'un imaginaire de guerre qui se transposa en 1918 dans une Allemagne troublée ; matriciel d'une violence génocidaire marquée au sceau de la guerre défensive et de l'utopie ; les deux fusionnèrent dans ces destins terribles d'enfants de la guerre devenus bourreaux.

Ces destins d'enfants de 14-18, enfin, prennent une autre dimension si l'on s'attarde pour finir sur celui de Hermann Behrends, cet ancien chef du SD qui envoya les commandos de la VOMI sur le front russe. En 1943, ce théoricien et praticien consommé de la germanisation s'engagea dans la Waffen SS et, après un court séjour à Kiev, obtint rapidement un poste de commandement en Serbie au sein de la 13e division SS *Handschar*. Composée de Croates, de Bosniaques et de Kossovars musulmans, la division s'illustra avec une sauvagerie toute particulière contre les résistances locales[15]. Ayant ainsi acquis une incomparable expérience pratique du contexte balkanique, Hermann Behrends fut nommé HSSPF pour la Serbie et le Monténégro en 1944. Arrêté par les Américains durant l'été 1945, il fut extradé vers Belgrade où il fut jugé, condamné à mort et exécuté en 1948.[16] Dans des villes comme Mostar, Tuzla ou Bihacs, les unités de la *Handschar* avaient laissé une empreinte sanglante, engendrant d'autres enfants de la guerre dont les Européens de la fin du XXe siècle, « exécuteurs, victimes et témoins[17] » du drame yougoslave ont été, à leur insu sans doute, les héritiers.

1 C'est le cas de Walter Blume, qui, lors d'une interview, fit l'éloge de « l'éthique *völkisch* prussienne » et déplora le fait que la « Solution de la question juive » n'ait pas été repoussée à l'après-guerre. Cité par Michael Wildt dans « Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes. Eine Kollektivbiographie », Freiburg im Brisgau, communication au séminaire du Pr D. Herbert, 1996, 10 p. ; ici p. 9. Je remercie Michael Wildt de m'avoir fait parvenir ce texte.

2 Celui de Werner Best au FDP, notamment. Voir là-dessus Ulrich Herbert, *Best…*, *op. cit.*, p. 461-465.

3 Voir Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik, op. cit.*, et Pieter Lagrou, *The Legacy of Nazi Occupation. Patriotic Memory and National Recovery in Western Europe, 1945-1965*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 327 p.

4 C'était le cas notamment de l'un des officiers – et intellectuels SS – des commandos de Christmann : interrogatoire de Prast (ZStL, 213 AR-1898/66 [Affaire Seetzen et autres. Déclarations des accusés], vol. 1, f^{os} 200-217).

5 Voir là-dessus Peter Knoch, art. cité, *in* Gerhard Hirschfeld et Gerd Krumeich (éd.), *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch, op. cit.*

6 Voir U. Herbert, *Best…, op. cit.*, p. 68-69 ; Jürgen Schwartz, *Studenten in der Weimarer Republik. Die deutsche Studentenschaft in der Zeit von 1918-1923 und ihre Stellung zur Politik*, Berlin, Duncker und Humblot, 1971, p. 232-244.

7 L'expression est d'Alphonse Dupront, *Le Mythe de croisade, op. cit.*, t. 2, p. 1210-1211.

8 *Ibid.*

9 Peter Schöttler, *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft, 1918-1945*, Francfort, Suhrkamp, 1997.

10 Ingo Haar, « Kämpfende Wissenschaften. Entstehung und Niedergang der völkischen Geschichtswissenschaften im Wechsel der Systeme », *in* Winfried Schulze et Otto Gerhard Oexle, *Deutsche Historiker, op. cit.*, p. 215-241.

11 Citation extraite du cours de Siegfried Engel sur la guerre de Trente Ans (BABL, R-58/779).

12 Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair, op. cit.*

13 Ordres de mutation nombreux dans BADH, ZR-890, A.2, pour les hommes de l'*Einsatzgruppe* A.

14 Journal de Hanns Pilz, « Als das Grauen triomphiert », ZStL, 204 AR–Z 48/58 (enquête sur le bataillon de police 320 et le KdS Rowno [localisation des suspects]), vol. 1, f^{os} 50 *sq.* Pilz y rapporte des dialogues entre tueurs sur l'attribution aux Russes de l'invention de la balle dans la nuque.

15 Ole A. Hedegaard, « SS-Division "Handschar" – en militaer og etnik tragoedie », *Militaer Tidsskrift*, 124, t. 3, 1995, 13 p.

16 Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS- und Polizeiführer, op. cit.*

17 L'expression est de Raul Hilberg (*Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1988).

Sources et bibliographie

Depuis l'écriture de cette thèse, ont surgi bien des controverses, et la publication des *Bienveillantes* de Jonathan Littell en fut une – particulièrement intéressante, le roman étant une réplique thématique fictionnelle du présent travail – qui permit de très instructives observations ethnographiques ; bien des travaux scientifiques ont été publiés, qui abordent sous l'angle des acteurs la politique nazie d'extermination de la judaïté européenne. Il n'est possible ni de prendre en compte ni même de maîtriser le flot de publications qui, depuis maintenant douze années, a irrigué profondément ce champ. Plusieurs centaines de livres, des milliers d'articles, l'immense effort d'une communauté pour tenter de comprendre les logiques présidant aux comportements des milliers de soldats allemands qui firent la terrifiante expérience de la mort donnée sur le front de l'Est, dans les actions génocidaires[1]…

Oui, rarement communauté aura fourni un tel effort de compréhension et d'objectivation d'un problème historique. Et les principaux points alors mis en chantier sont désormais devenus des champs quasiment à part entière de la discipline. Faisons un tour d'horizon des défis qui se posaient à l'époque.

Une recherche et son contexte

Lorsque, à partir de l'implosion du bloc soviétique entre 1989 et 1991, les historiens du nazisme eurent accès à de nouvelles archives documentant des dimensions profondément inédites de la guerre et de l'occupation nazie, ils recentrèrent leur attention et, se détournant de la querelle intentionnalistes/fonctionnalistes finissante, développèrent de nouveaux types d'histoire. À partir du début des années 2000, il était possible, pour l'observateur averti, de dresser un tableau globalisant si ce n'est exhaustif des évolutions du champ historiographique[2]. Trois grandes tendances se détachaient, qui affectèrent durablement la structure de l'historiographie du nazisme. La première concernait la forme du renouvellement historiographique. La nouvelle génération de chercheurs était

majoritairement formée dans les universités allemandes, notamment par Wolfgang Scheffler à l'université technique de Berlin, et/ou avait travaillé auprès de Ruth Bettina Birn au ministère canadien de la Justice. Ces jeunes chercheurs étaient avant tout des écumeurs d'archives, et leur travail dénotait un empirisme déclaré appelant au dépassement de la querelle fonctionnalistes/intentionnalistes, et un néopositivisme qui se méfiait des constructions spéculatives. Ils plaidaient en tout premier lieu pour des reconstitutions soigneuses des faits, appuyées sur des archives nombreuses[3]. Cette génération, aux premiers rangs de laquelle se trouvaient Christian Gerlach[4], Dieter Pohl[5], Andrej Angrick[6], Peter Klein[7], Jan Erik Schulte[8] et Ralph Ogorreck[9], se servait intensément des archives nouvellement mises au jour dans les pays de l'Est, mais aussi des archives judiciaires de la *Zentralstelle der Landesjustizverwaltungen* de Ludwigsburg, ou de celles des organes de renseignement est-allemand. La très grande maîtrise des archives traditionnelles, combinée à l'apport de ces nouvelles sources, donna naissance à une vague de publications dont le niveau d'administration de la preuve et d'érudition atteignit des sommets. Elles furent l'objet de comptes rendus soigneux en France, notamment à l'occasion des controverses qui ont secoué l'historiographie allemande durant cette phase si intense de recherche[10].

L'un des principaux points d'achoppement de cette historiographie est l'étude du processus de prise de décision du génocide avec, en filigrane, la question du rapport entre le centre berlinois et la périphérie des organes locaux d'occupation. Le problème fut posé par Philippe Burrin dans son désormais classique *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*[11], qui datait la décision de l'automne 1941, auquel répondit le « *fateful months* » de Christopher Browning qui, lui, penchait pour une décision prise dans l'euphorie des mois d'été[12]. La contribution de la nouvelle vague de recherche s'exprima par la voix de Christian Gerlach, lequel, dans un article brillant, trancha pour une « Solution finale » décidée plus tard encore, une série de décisions locales formant un continuum qui aboutissait à une décision de principe globale prise par Hitler en décembre 1941, sous le coup de la déclaration de guerre contre les États-Unis[13]. Ce travail, prolongé par la belle thèse de Florent Brayard[14], a permis d'établir une

chronologie soigneuse de la prise de décision de la Solution finale. Celle-ci a été remise en question très récemment par Édouard Husson, auteur d'une thèse d'habilitation sur Reinhard Heydrich, qui penche pour une intervention décisive du Führer en novembre 1941[15]. La technicité de l'administration de la preuve dans ce débat, la complexité des arguments mobilisés notamment par Christopher Browning, Christian Gerlach et Florent Brayard, l'intervention d'Édouard Husson ont en pratique obscurci les enjeux de cette question au point de les rendre évanescents.

Le second champ de recherches est centré sur les acteurs du meurtre de masse. Le premier historien à avoir posé la question du comportement individuel et collectif durant les violences est sans aucun doute Christopher Browning, dans son désormais célèbre *Des hommes ordinaires*[16]. La controverse déclenchée par Daniel Goldhagen lui donne de l'écho. Dans *Les Bourreaux volontaires de Hitler*[17], il présentait, fondée sur les mêmes archives, une interprétation radicalement différente de celle de Browning. Alors que ce dernier, appuyé sur une psychologie sociale datant des années 1970, insistait non point tant sur le facteur idéologique que sur les phénomènes collectifs d'obéissance de groupe et de pression de celui-ci sur les individus, Goldhagen mettait en place un appareil conceptuel – douteux, certes – qui se fondait sur le concept d'« antisémitisme éliminationniste » et faisait du désir de meurtre le moteur principal de l'action des individus et des groupes.

Pour spécieuse que fût la querelle qui divisa Browning et Goldhagen, elle eut l'avantage et la conséquence de conduire un nombre grandissant d'historiens du nazisme à s'intéresser aux acteurs du génocide, et notamment à ceux du front de l'Est. Certes, les travaux de Hans Heinrich Wilhelm et Helmut Krausnick[18], ceux de Ralph Ogorreck, les publications de docu ments de Peter Klein, les mises au point de Christian Gerlach et Dieter Pohl, la thèse d'Andrej Angrick constituaient d'excellentes bases de travail ; mais la focalisation sur les jeux institutionnels interdisait en fait toute étude fine des comportements des groupes sociaux et des individus. Étudier la *Sicherheitspolizei* en Russie, c'est étudier une institution, avec sa chaîne de commandement, son insertion dans un paysage institutionnel local ; c'est aussi, souvent, manquer des outils conceptuels et du regard

pour atteindre les séquences et les comportements. C'est de ce constat, croit-on pouvoir penser, que les spécialistes de ce qu'on appelle désormais la recherche sur les acteurs (*Täterforschung*) sont partis pour essayer d'atteindre les comportements des hommes qui, sur le terrain, mirent en place l'immense tuerie qui intervint en URSS et en Pologne principalement. Leurs travaux, amorcés dans les années 1995-2000, pourraient désormais emplir une bibliothèque. Ils ont apporté beaucoup à la compréhension de ces comportements. Ils sont, cependant, les parties prenantes ou les héritiers de cette génération de chercheurs néo-positivistes qui écumèrent les archives de l'ancien empire soviétique et les archives judiciaires allemandes constituées par la ZStL. Excellents spécialistes de la documentation primaire, ils font souvent preuve d'un certain impensé conceptuel. Se prévalant, en opposition à Daniel Goldhagen, d'une explication multicausale des comportements, ils font trop souvent la part belle à une sorte de « boîte noire » conceptuelle, usant de termes obscurs tels que « fanatisme », « ambition », « carriérisme », « endoctrinement », « obéissance », « conformisme ».

C'est dans ce contexte particulier qu'intervint la rédaction du présent travail, qui était loin d'être isolé à l'époque : commencé en 1995 sous la forme d'un DEA, il fut effectué alors que d'autres historiens se spécialisaient sur les personnels de la police et des services secrets nazis. Jens Banach, historien travaillant à Hambourg et à Kiel, a ainsi écrit une thèse d'histoire sociale quantitative prenant le groupe des cadres de la Gestapo et du SD comme objet, tentant d'en faire la sociographie, c'est-à-dire de tracer un profil social statistiquement informé[19]. De son côté, Michael Wildt achevait une thèse d'habilitation sur les cadres du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA), cette institution berlinoise contrôlant, centralisant et administrant les organes de répression du III^e^ Reich, Gestapo (Police politique), KRIPO (Police criminelle), SD (Service de sécurité)[20]. Ce travail me conduisit à me démarquer de ces travaux, mais aussi de la plupart des travaux de *Täterforschung* déjà cités.

Un cadre conceptuel spécifique

La rédaction du présent ouvrage s'ébaucha sur le constat de deux impasses : la première consistait en un gouffre archivistique. Or le mythe de l'exhaustivité archivistique m'attirait peu. Il semblait plus tentant d'interroger mieux et plus avant des fonds d'archives diversifiés quoique peu nombreux[21], et de construire un questionnement faisant la part belle à l'analyse plus qu'au récit, en alternative au mode de construction de la démarche des historiens allemands. L'ouvrage de Michael Wildt, dont les thématiques devaient être au fond relativement similaires à celles du présent travail, constitua à cet égard un excellent exemple. Construit sur de très nombreuses archives, par un historien délicat et sensible aux interrogations de la sociologie et de l'histoire du quotidien, ce travail d'habilitation, consulté après la rédaction de la thèse, parut par trop attaché aux chronologies et aux logiques institutionnelles, quand bien même il s'appuyait sur des narrations d'itinéraires individuels très fouillés. Destins individuels, destins institutionnels y faisaient ainsi bon ménage dans la narration, au détriment peut-être de la profondeur analytique[22].

La seconde impasse était historiographique. L'histoire sociale quantitative avait donné ses hypothèses sur l'engagement et les comportements du groupe des cadres du RSHA. Une explication qui mobilisait les notions de ressentiment, de « peur du déclassement », qui voyait dans la crise de 1929 l'une des clés de l'engagement des intellectuels dans la SS. Cet engagement, ainsi, traduisait une volonté d'ascension et un exutoire à la frustration sociale. Après avoir construit le profil social statistique des hommes qu'il étudie, Jens Banach se lance dans une interprétation psychologisante des données qu'il a pu accumuler. Plutôt, il passe un peu artificiellement de ses données statistiques à une interprétation quelque peu abstraite de l'univers mental des hommes qui l'occupent. Pour appuyer ses dires, il cite Herbert Ziegler[23], l'un des historiens de ces générations sociales, qui analyse l'engagement de ces hommes en ces termes :

> « Tandis qu'un groupe d'hommes développa son animosité envers la vieille génération pendant son baptême du feu, une cohorte d'adolescents cultivait ses propres griefs, déterminés par l'aliénation, la rancœur, les ressentiments envers leurs pères. À cause de leur âge, ces individus devaient rester à la maison avec leur mère […]. Marqués

par la maladie, les privations nutritives […] ils devinrent étrangement distants de leur père et développèrent une relation anormalement proche de leur mère, devenant de fait des rivaux de leur père pour l'amour de leur mère. La défaite de leur père représenta rien moins qu'une catastrophe pour eux [24] . »

L'influence de l'école de Francfort et d'un freudisme dégradé est ici patente, mais le problème est qu'aucune source n'appuie ce passage de la réalité sociostatistique à l'étude de la vie psychique de ces hommes. Comment, par exemple, toucher la rancœur et la frustration ? Comment évaluer la « juste distance » au père et à la mère ? Banach et Ziegler « pathologisent » les hommes de toute une génération, les marquent au sceau d'une névrose œdipienne qui expliquerait à elle seule l'engagement.

Ces deux critiques, celle du clivage artificiellement surmonté entre réalité statistique et vie psychique, et celle d'un appareil analytique sommaire, m'ont conduit à tenter de trouver de nouveaux outils et donc à me tourner vers d'autres références historiographiques. Bref, à regarder autrement les itinéraires de ces hommes vers le nazisme et l'implication génocidaire.

Listes des fonds d'archives consultés

Bundesarchiv berlin-lichterfelde

NS–2/ : SS Rasse- und Siedlungshauptamt (RuSHA)
NS–7/ : SS- und Polizeigerichtsbarkeit
NS–19/ : Reichsführung SS (RFSS)
NS–32/ : SS–Junkerschulen
NS–33/ : Persönliche Stab RFSS
NS–34/ : SS–Führungshauptamt (SSFHA)
NS–48/ : autres organisations de la SS

R–18/ : RMdI : Reichsministerium des Innern
R–20/ : Chef der Bandenkampfverbände
R–30/ : Reichsprotektorat Böhmen und Mähren

R–31.01 (Alt R–7)/ : Wirtschaftsministerium

R–49/ : Reichskommissariat für die Festigung deutschen Volkstums (RKFdV)

R–49.01 (Alt R–21)/ : Wissenschafts- und Erziehungsministerium

R–49.02/ : Deutsche Auslandswissenschaftlisches Institut (DAWI) (Berlin)

R– 57/ : Deutsche Ausland-Institut (DAI) (Stuttgart)

R–58/ : Reichssicherheitshauptamt (RSHA)

R–59/ : Volksdeutsche Mittelstelle (VOMI)

R–69/ : Einwandererzentralstelle (EWZ) (Posen/Gotenhafen)

R–70 (P)/ : Polizeidienststellen in Polen

R–70 (Sl)/ : Polizeidienststellen in Slovakei

R–70 (SU)/ : Polizeidienststellen in Sowjetunion

R–75/ : Umwandererzentralstelle (UWZ) (Posen)

R–76 II/ : Universität Graz

R–76 III/ : Universität Innsbrück

R–76 IV/ : Universität Straßburg

R–153/ : Publikationsstelle Dahlem

R–8014/ : Saarverein

R–8021/ : Herder Institut Riga

R–8025/ : Baltische Landwehr

R–8033/ : Osteuropa Institut Breslau

R–8035/ : Ruhrkämpfer Bund

R–8037/ : Saarforschungsgemeinschaft (Bund der Saarvereine)

R–8038/ : Schlageter Gedächtnismuseum

R–8039/ : Deutsche Schutzbund

R–8043/ : Deutsche Stiftung

R–8056 : Volksbund für das Deutschtum im Ausland (VDA)

Issus du Zentralstaatsarchiv de Potsdam (Archives centrales de l’ex-RDA, ZstAP), ont été consultés par ailleurs une centaine de microfilms sous la signature :

Film N°

DAI Film N°

SS-versch. Prov. N° (divers provenances au sein de la SS)

RSHA-Film N°

Bundesarchiv außenstelle zehlendorf

(tranféré depuis 1997 à Lichterfelde)

SSO : dossiers personnels d'officiers SS

RuSHA Akten : dossier de mariages des membres de la SS

Ordner N° (Classeurs de documents de provenances diverses, fréquemment RSHA et RKFdV)

Bundesarchiv dahlwitz-hoppegarten
(anciennes archives de la stasi)

Classement par noms, les fonds n'ont pas de cohérence thématique ou institutionnelle.

ZA -I

ZA -II

ZA -III

ZA -IV

ZA -V

ZA -VI

ZB

ZB -I

ZB -II

ZC

ZD

ZM

ZR

ZR -I

ZR -II
ZWM
ZX
Dok–P

Archivum glownie kommisija badania zbrodni hitlerowskie archives de la commission d’enquête sur les crimes nazis en pologne (varsovie)

167 : EWZ RuSHA Litzmannstadt
349 : GFP 30 Nancy
350 : BdS Frankreich
362 : Reichssicherheitshauptamt

Zentralstelle der landesjustizverwaltungen (ludwigsburg)

Polen-Ordner (collection de documents sur les crimes nazis en Pologne)
RSHA-Ordner (documents sur le RSHA. Copie en provenance du *Bundesarchiv* et de Varsovie)
Tschekoslowakei-Ordner (collection de documents sur les crimes nazis en Tchécoslovaquie)
UdSSR-Ordner (collections de documents sur les crimes nazis en Russie)
2 AR–Z 21/58
114 AR–Z 269/60
202 AR–Z 81/59
202 AR–Z 81/59 « a »
202 AR–Z 81/59 « b »
202 AR–Z 81/59 « c »
202 AR–Z 81/59 « d »
202 AR–Z 81/59 « e »
202 AR–Z 81/59 « f »
202 AR–Z 81/59 « g »

202 AR–Z 96/60
204 AR–Z 48/58
207 AR–Z 14/58
207 AR–Z 246/59
213 AR–1898/66
213 AR–1899/66

Sources imprimées

Sont réunies ici les thèses, habilitations et ouvrages publiés par les intellectuels SS retrouvés dans les fonds de la *Staatsbibliothek* de Berlin. Y figurent aussi certains ouvrages importants d'individus ayant gravité autour d'eux.

Wilhelm Albert, *Auslese Ausbildung und Beruf. Ein Sozialpedagogischer Beitrag auf der Grundlage einer Reihenuntersuchung berufstätiger Erwachsener*, exemplaire imprimé, Erlangen, 1941, 58 pages.

Hermann Aubin et Otto Brunner (éd.), *Deutsche Ostforschung. Ergebnisse und Aufgabe seit dem ersten Weltkrieg*, Leipzig, Hirzel, 1942.

Emil Augsbourg, *Die staats- und parteipolitische Bedeutung der sowjetischen Presse in ihrer geschichtlichen Entwicklung*, thèse dactylographiée, s.l. (Berlin), 1941, 208 pages.

Heinz Ballensiefen, *Juden in Frankreich. Die französiche Judenfrage in Geschichte und Gegenwart*, Berlin, Nordland-Verlag, 1939, 149 pages.

–, *Die englisch-amerikanische Rivalität in Palästina*, Francfort, Welt-Dienst Verlag, 1944, 42 pages.

Hermann Behrends, *Die nützliche Geschäftsführung*, Marburg, Trute, 1932, 43 pages.

Emil Berndorff, *Die persönliche Rechtsstellung der Reichsbankbeamten*, dactylographié, Berlin, 1922, 90 et 17 pages.

Werner Best, *Zur Frage der « Gewollten Tarifunfähigkeit »*, Mayence, Eis, 1927, 60 pages.

–, *Die Verwaltung in Polen vor und nach dem Zusammenbruch der polnischen Republik*, Berlin, Verlag Decker, 1940, 258 pages.

Werner Beumelburg, *Sperrfeuer um Deutschland*, Oldenburg, Gerhard Stalling Verlag, 1929, 542 pages.

Hans Joachim Beyer, « Zur Lage der Auslandsdeutchen Volksforschung », *Volk im Werden* 5, 1937.

–, (publié en collaboration avec le *Deutsche Ausland-Institut*), *Schriftenreihe der Stadt der Auslandsdeutschen*, Stuttgart, Kohlkammer, 1938.

–, « Sudetendeutsche und Tschechen im Völkerrecht », *Volk im Werden* 6, 1938.

–, *Das Schicksal der Polen. Rasse, Volkscharacter, Stammesart*, Leipzig, Teubner, 1942, VIII–166 pages.

–, *Aufbau und Entwicklung des ostdeutschen Volksraums*, Dantzig, Danziger Verlagsgesellschaft, 1935, 124 pages.

– (éd.), (groupe de travail de la *Hochschule für Lehrerbildung* Dantzig, en liaison avec Annelie Kuhbier), *Städte an der Weichsel*, Dantzig, Danziger Verlagsgesellschaft, 1935, 35 pages.

Hans Joachim Beyer et Otto Lohr (éd.), *Große Deutsche im Ausland. Eine volksdeutsche Geschichte in Lebensbildern*, Stuttgart, Union, 1939, 390 pages.

Justus Beyer, « Die Staatslehre Ernst Kriecks », *Volk im Werden* 3, 1935.

–, *Die Ständeideologie der Systemzeit und ihre Überwindung*, Darmstadt, Wittig Verlag, 1941.

Wilhelm Classen, « Das Ausland und die nationalsozialistische Wissenschaft », *Volk im Werden*, 1933.

–, « Politische Auslandskunde », *Volk im Werden* 4, 1936.

Paul Dittel, *Die Besiedlung Südnigeriens von den Anfängen bis zur britischen Kolonisation*, Leipzig, A. Pries, 1936, 75 pages.

Erich Ehlers, *Freimaurer arbeiten für Roosevelt. Freimaurerische Dokumente über die Zusammenarbeit zwischen Roosevelt und die Freimaurerei*, Berlin, Nordland Verlag, 1943, 70 pages.

Hans Ehlich, *Febris intra Partum*, Freiberg, Maukisch, 1927, 25 pages.

Alfred Filbert, *Kann das Ablehnungsrecht des Konkursverwalters des Vorbehalterskaüfers mit der Anwartschaft des Kaüfers auf den Eigentumserwerb ausgeraümt werden ?*, Gießen, Meyer, 1935, VI et 20 pages.

Richard Frankenberg, *Die Nichterneuerung des deutsch-russischen Rücksichtversicherungsvertrags im Jahre 1890*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Geschichte und Politik, 1927, 176 pages.

–, *Das Grenz- und Auslandsdeutschtum im Geschichtsunterricht der höheren Schulen*, Berlin-Leipzig, Teubner, 1930, 68 pages.

Günther Franz, *Der Dreißigjährige Krieg und das deutsche Volk*, Iéna, Fischer, 1943.

Arthur Greiser, *Aufbau im Osten*, Iéna, Fischer, 1942.

Arthur Guett, *Bevölkerungs- und Rassenpolitik*, Vienne-Berlin, Spath und Linde, 1942.

–, *Die Rassenpflege im Dritten Reich*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt,1940.

Wilhelm Hammer, *Nießbrauchbarstellung für mehrere Personen als Gesamtbrechtigte im Sinne des §428 BGB*, Altenburg, Bonde Verlag, 1935, 38 pages.

Wilhelm Hansen et Erich Windt, *Was weißt du vom deutschen Osten ? Geschichte und Kultur des deutschen Ostraums*, Berlin-Ulm, Verlag Ebner und Peter, 1942, 196 pages.

Friedrich Heiß, *Deutsche Revolution. Die Wende eines Volkes. Fünf Jahrzhente deutschen Volkskampfes*, Berlin, Volk und Reich Verlag, 1933 (?), 124 pages.

–, *Deutschland zwischen Nacht und Tag*, Berlin, Volk und Reich Verlag, 1934, 287 pages.

–, *Der Sieg im Norden*, Berlin, Volk und Reich Verlag, 1942.

Reinhard Höhn, « Volksgemeinschaft und Wissenschaft », *Süddeutsche Monatheft* 32, 1934.

–, « Der Führerbegriff im Staatsrecht », *Deutsches Recht* 5, 1935.

–, *Rechtsgemeinschaft und Volksgemeinschaft*, Darmstadt, Wittig, 1935.

–, « Volk, Staat und Reich », *Volk im Werden* 4, 1936.

–, « Das Heer als Bildungsanstalt », *Volk im Werden* 6, 1938.

–, *Reich–Großraum–Großmacht*, Darmstadt, Wittig Verlag, 1942.

–, *Frankreichs Demokratie und ihr geistiger Zusammenbruch*, Darmstadt, Wittig Verlag, s.d.

Reinhard Höhn et Werner Wittich, « Staat, Volk und Führung als Rechtsprinzip », *Deutsche Recht* 4, 1934.

Ernst Hermann Jahr, *Das Regierungsgesetz*, Bochum-Langendreer, Pöppinghaus, 1935, IV-83 pages.

Josef Kalbrunner et Franz Wilhelm (éd.), *Quellen zur deutschen Siedlungsgeschichte in Südosteuropa* (Deutsche Akademie und Gesamtvereine für deutsche Geschichte und Altertumsvereine), Munich, Reinhardt, s.d.

Walter von Kielpinsky, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », *Volk im Werden* 5, 1937.

–, « Einbruch des Katholizismus in die Wissenschaft », *Volk im Werden* 5, 1937.

–, « Das Ende der Ost-ideologie », *Volk im Werden* 6, 1938.

Ernst Klebel, *Siedlungsgeschichte des deutschen Südostens*, Munich, Schick, 1940.

Helmut Knochen, *Der Dramatiker George Coleman*, Göttingen, Göttinger Tageblatte, 1935, 83 pages.

Ernst Krieck, *Das nationalsozialistische Deutschland und die Wissenschaft. Heidelberger Reden von Reichsminister Rust und Prof. Ernst Krieck*, Hambourg, Hanseatische Verlag-Anstalt, 1936, 35 pages.

B. Kumsteller *et alii*, *Geschichtsbuch für die deutsche Jugend 1. Klasse*, Leipzig, Verlag von Quelle und Mener, 1941, 133 pages.

Hans Leetsch, *Die Bedeutung der Aufträge der öffentlichen Hand für den Ablauf der Konjonktur*, Geinhausen, Kalbfleisch, 1936, 52 pages.

Horst Mahnke, *Die freimaurerische Presse in Deutschland. Struktur und Geschichte*, s.l., 1941, IX et 201 pages.

Georg Herbert Mehlhorn, *Die Bestimmung der Strafe für die Wilderei*, Teplitz-Schönau, Schmoll, 1929, 140 pages.

Hans Nockemann, *Einige Streitfragen aus dem Kohlenwirtschaftsgesetz und den dazu ergangenen Ausführungsbestimmungen und ihre Beurteilung*

in der Praxis der ordentlichen Gerichte und der Organe der Kohlenwirtschaft, Cologne, Welzel, 1930, 45 pages.

Rudolf Oebsger-Röder, *Vom Zeitungsschreiber zum Schriftleiter*, thèse dactylographiée, Leipzig, 1936.

Otto Ohlendorf, *Das deutsche Binnenhandel. Wesen und Aufgabe*, Berlin, Elsner, 1942, 62 pages.

Karl-Heinz Pfeffer, « Begriff und Methode der Auslandswissenschaften », *Jahrbuch der Weltpolitik* 2, 76 pages.

Fritz Rang, *Untersuchungen über die Isohaemagglutinationen im Blute des Schweines und Rindes mit eingeengten Seren*, Wilhelmshaven, Tapken, 1931, 27 pages.

Hans Rößner, *Georgekreis und Literaturwissenschaft. Zur Würdigung und Kritik der geistigen Bewegung Stefan George*s, Francfort, Diesterweg, 1938, 227 pages.

Martin Sandberger, *Die Sozialversicherung im nationalsozialistischen Staat. Grundsätzliches zur Streitfrage : Versicherung oder Versorgung ?* Unrach im Württemberg, Bühler, 1934, VII et 93 pages.

Hans Schick, *Das ältere Rosenkreuzertum. Beitrag zur Entstehungsgeschichte der Freimaurerei*, Berlin, Nordland Verlag, 1942, 338 pages (thèse d'habilitation).

Reichsführung Schulungsamt (éd.), *Der Kampf um die deutsche Ostgrenze*, Berlin, Nordland Verlag, 1941.

Dieter Schwartz (pseudo.), *Angriff auf die nationalsozialistische Weltanschauung im deutschsprachigen Schrifttum seit 1933*, Berlin-Munich, Eher-Verlag, 1936, 44 pages.

Franz Alfred Six, « Die erste Zeitschrift für Studenten », *Zeitungswissenschaft* 9, 1934.

–, « Nachwuchs und Auslese auf den deutschen Hochschulen », *Der deutsche Student*, mars 1935.

–, *Die politische Propaganda der NSDAP im Kampf um die Macht* (thèse de doctorat), Heidelberg, Winter, 1936, 76 pages.

–, *Die Presse der nationalen Minderheiten in Deutschland* (thèse d'habilitation), exemplaire dactylographié, Heidelberg, 1936.

Franz Alfred Six (éd.), *Studenten bauen auf ! Reichsleistungskampf. Ein Rechenschaftsbericht*, Marburg-Berlin, 1936.

–, « Germanisches Erbe im deutschen Geist », *Volk im Werden* 1937.

–, *Pressefreiheit und internationale Zusammenarbeit*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1937, 38 pages.

–, *Die Presse in Polen*, Berlin, Deutscher Verlag für Politik und Wirtschaft, 1938, 42 pages.

–, *Freimaurerei und Judenemanzipation*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1938, 38 pages.

–, *Der Westfälische Friede von 1648. Deutsche Textausgabe des Friedensvertrags von Münster und Osnabrück*, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1940, 117 pages.

–, *Freimaurerei und Christentum. Ein Beitrag zur politischen Geistesgeschichte*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1940, 107 pages.

–, *Reich und Westen*, Berlin, Junker und Dünnhaupt, 1940, 30 pages.

–, « Das deutsche Auslandswissenschaftliche Institut im Jahre 1941 », *Zeitschrift für Politik* 31, 1941.

–, « Das Einheitsbewußtsein Europas », *Zeitschrift für Politik* 32, 1942.

–, « Rußland als Teil Europas », *Zeitschrift für Politik* 32, 1942.

–, *Studien zur Geistesgeschichte der Freimaurerei*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1942, 176 pages.

–, *Das Reich und Europa. Eine politisch-historische Skizze*, Berlin, Nordland Verlag, 1943.

–, « Die Binnenkriege des europäischen Kontinents und der Einigungskrieg der Gegenwart », *Zeitschrift für Politik* 32, 1943.

–, « Der Wandel des europäischen Staatensystems zum Weltstaatensystem », *Zeitschrift für Politik* 33, 1944.

–, « Europäische Schicksalgemeinschaft », *Zeitschrift für Politik* 35, 1945.

Franz Alfred Six et Kurt Hancke (éd.), *Beiträge zur Entstehung des europäischen Liberalismus*, 1942.

Wilhelm Spengler, *Das Drama Schillers. Seine Genesis*, Leipzig, Weber, 1932, 152 pages.

–, « Die Frau im germanischen und christlichen Weltbild », *Volk im Werden* 5, 1937.

–, « Die schöpferische Freiheit in der Kunst », *Volk im Werden* 5, 1937.

Friedrich Tiedt, *Die Haftung des Beamten und seines Dienstherrn für Amtspflichtverletzungen nach geltendem Recht und Gedanken über ein neues Amthaftungsrecht*, Seestadt Rostock, Hinstorff, 1939, 99 pages.

Ernst Turowsky, *Die innenpolitische Entwicklung polnisch-Preußens und seine staatsrechtliche Stellung zu Polen vom 2. Thörner Frieden bis zum Reichstag von Lublin (1466-1569)*, Berlin, Trilitsch und Huther, 1937, 114 pages.

Ladislaus Weifert, *Die deutschen Siedlungen und Mundarten im Südwestbanat*, Belgrade, Südost, 1941.

À la bilbiothèque de Berlin-Lichterfelde se trouve par ailleurs la série des *Reichsdrücke* (RD) : RD 19/9 1 à 10 (Deutsche Polizei), qui contient des textes officiels à usage interne de la SIPO et de l'ORPO, leurs budgets, ainsi que des supports de cours.

On a par ailleurs consulté les revues suivantes :

Das schwarze Korps (organe officiel de la SS).

Sicherheitspolizei und SD (journal interne de la police et du SD, dans lequel certains membres du groupe, comme Walter Zirpins ou Heinz Ballensiefen, ont écrit).

Bibliographie

On a fait le choix de livrer une bibliographie ordonnée de façon thématique. Les instruments de travail bibliographiques, archivistiques et historiographiques sont ainsi suivis par des références situant les choix épistémologiques faits dans la thèse. Viennent ensuite les références d'une histoire culturelle du premier XX^{e} siècle. Puis l'histoire de l'Allemagne après la Grande Guerre, avec un accent sur les références au monde étudiant. Enfin, le III^{e} Reich, la littérature spécialisée sur les organes de

répression SS et le nazisme en guerre précèdent une bibliographie sur la dénazification et les procès d'après-guerre.

Il ne s'agit bien évidemment pas d'une bibliographie exhaustive, celle-ci étant pratiquement impossible à réunir.

Instruments de travail. archivistique. bibliographie, éditions de sources

Pierre Ayçoberry, *La Question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Le Seuil, 1979.

Heinz Boberach, *Inventar archivalischer Quellen des NS-Staates. Die Überlieferungen von Behörden und Einrichtungen des Reichs, der Länder und der NSDAP*, Munich, Drost, 1986-1994, 2 vol.

Ludwig Dennecke et Tilo Bradis, *Die Nachläße in den Bibliotheken der Bundesrepublik Deutschland*, Coblence, Boppard, 1981.

Josef Henke, « Das Schicksal deutscher zeitgeschichtlicher Quellen in Kriegs- und Nachkriegszeit », *VfZ* 30, 1982.

Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1992.

Joseph Kurschner, *Deutscher Literatur-Kalender*, Munich, Saur, 1900-1943.

Wolfgang Mommsen, *Die Nachläße in den deutschen Archiven, mit Ergänzungen anderer Beständen*, Coblence, Boppard, 1971-1983, 2 vol.

– (éd.), *Das Bundesarchiv und seine Bestände*, Coblence, Boppard, 1977.

Adalbert Rückerl, *NS–Verbrecher vor Gericht. Versuch einer Vergangenheitsbewältigung*, Heidelberg Müller, 1982, 20 vol.

Rolf Seelinger, « Doktorarbeiten im Dritten Reich. Dokumentation mit Stellungnahme », *Braune Universität* 5, 1966.

Histoire et anthropologie : principales références extérieures au champ chronologique

Bronislaw Bacszko, *Les Imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs*, Paris, Payot, 1983.

Alain Boureau et Daniel S. Milo (éd.), *Alter Histoire. Essai d'histoire expérimentale*, Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Bruno Cabannes, Fabrice Lascar et Philippe Grandcoing, « Traces et silences des sens. Propositions pour une histoire impossible » (entretien avec Alain Corbin), *Revue européenne d'histoire – European Review of History* 2/1, 1995.

Pierre Chaunu, *Église, culture et société. Essai sur Réforme et Contre-Réforme 1517-1620*, Paris, SEDES, 1981.

Denis Crouzet, *Les Guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion*, Paris, Champs Vallon, 1990.

Jean Delumeau, *Mille ans de bonheur. Une histoire du paradis*, Paris, Fayard, 1995.

François Dosse, *Histoire du structuralisme*. T. 1 : *Le Champ du signe 1945-1966*. T. 2 : *Le Chant du cygne, de 1967 à nos jours*, Paris, La Découverte – Le Livre de poche, 1992.

Alphonse Dupront, *Le Mythe de croisade*, Paris, Gallimard, 1997.

–, *Du sacré. Croisades et pèlerinages : images et langages sur la chrétienté et l'idée de croisade*, Paris, Gallimard, 1987.

Alphonse Dupront et Paul Alphandéry, *La Chrétienté et l'idée de croisade*, Paris, Albin Michel, 1987.

Mircea Eliade, *Histoire des croyances et des idées religieuses*. T. 1 : *De l'âge de la pierre aux mystères d'Éleusis*, Paris, Payot, 1978.

Victor Davis Hanson, *Le Modèle occidental de la guerre*, Paris, Les Belles Lettres, 1990.

Bertrand Hell, *Le Sang noir. Chasse et mythe du sauvage en Europe*, Paris, Flammarion, 1994.

Bertrand Hell, *Entre chien et loup. Faits et dits de chasse dans la Francede l'Est*, Paris, Éditions de la MSH, 1985.

Françoise Héritier, *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 1996.

–, *De la violence II*, Paris, Odile Jacob, 1999.

–, « Le sang des guerriers et le sang des femmes. Notes anthropologiques sur le rapport des sexes », *L'Africaine. Sexes et signes, Cahiers du GRIF*

29, Paris, 1984.

Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (éd.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1996.

Françoise Sironi, *Bourreaux et victimes. Psychologie de la torture*, Paris, Odile Jacob, 1999.

Jean-Pierre Sironneau, *Sécularisation et religion politique*, Paris-La Haye, Mouton, 1982.

Alan B. Spitzer, « The Historical Problems of Generations », *American Historical Review* 78, 1973.

Alain Testard, *Essai sur le fondement de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986.

Noëlie Vialles, *Le Sang et la Chair. Les abattoirs de l'Adour*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

Jean Guilaine et Jean Zammit, *Le Sentier de la guerre. Visages de la violence préhistorique*, Paris, Le Seuil, 2001.

Histoire culturelle du premier xx^e^ SIÈCLE

Waltraud Amberger, *Männer, Krieger, Abenteuer. Der Entwurf des « soldatischen Mannes » in Kriegsromanen über den Ersten und Zweiten Weltkrieg*, Francfort, Fischer, 1984.

Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre 1914-1918*, Paris, Noësis, 2001.

–, *L'Enfant de l'ennemi, 1914-1918*, Paris, Aubier, 1995.

–, *La Guerre des enfants, 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1994.

–, « Guerre et brutalité (1870-1918) : le cas français », *Revue européenne d'histoire – European Review of History*, n°0, 1993.

Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

–, « Violence et consentement. La "culture de guerre" du premier conflit mondial », *in* Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (éd.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1996.

Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *Les Sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris, université de Paris X-Armand Colin, 1990.

Phlippe Burrin, *La Dérive fasciste*, Paris, Le Seuil, 1986.

Marie-Luise Christadler, « Politik, Mythos und Mentalität. Französiche und deutsche Literatur vor dem Ersten Weltkrieg », *Politik und Zeitgeschichte*, 1978.

–, *Kriegserziehung im Jungenbuch. Literaturmobilmachung in Deutschland und Frankreich vor 1914*, Francfort, Haag und Herchen, 1978.

Modris Ekstein, *Rites of Springs. The Great War and the Birth of Modern Society*, New York, Anchor Book-Doubleday, 1990.

Gudrun Fiedler, *Jugend im Krieg. Bürgerliche Jugendbewegung, Erster Weltkrieg und sozialer Wandel*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1989.

Andreas Gestrich, « Jugend und Krieg : Kriegsverarbeitung bei Jugendlichen in und nach dem Ersten Weltkriege », *in* M. Kitzinger, W. Sturmer et J. Zahltan, *Die andere Wahrnehmung. Beiträge zur europäischen Geschichte*, Cologne-Weimar-Vienne, Böhlau, 1991.

Julien Hervier, *Deux individus contre l'histoire. Pierre Drieu La Rochelle, Ernst Jünger*, Paris, Klinksieck, 1978.

Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, Hans Peter Ullmann et Gehrard Hirschfeld (éd.), *Kriegserfahrungen. Studien zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte des Ersten Weltkrieges*, Essen, Klartext, 1997.

Gerd Krumeich et Gerhard Hirschfeld (éd.), *« Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch… » Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkrieges*, Francfort, Fischer, 1996.

R. Walle et Jay Winter (éd.), *Upheaval, Family, Work and Welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde : Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich, 1792-1918*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1992.

Wolfgang Kaschuba, « Volk und Nation. Ethnozentrismus in Geschichte und Gegenwart », *in* Heinrich-August Winkler et Hartmut Kaelble (éd.), *Nationalsozialismus – Nationalitäten – Supranationalität*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1993.

Gisela Lebzelter, « Die schwarze Schmach. Vorurteile, Propaganda, Mythos », *Geschichte und Gesellschaft* 11, 1985.

Vejas Gabriel Liulevicius, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Thomas Lindenberger et Alf Lüdtke (éd.), *Physische Gewalt. Studien zur Geschichte der Neuzeit*, Francfort, Suhrkamp, 1995.

Hans Maier, « Ideen von 1914 – Ideen von 1939 ? Zweierlei Kriegsanfänge », *VfZ* 38, 1990.

Heinz-Georg Marten, *Sozialbiologismus. Biologische Grundpositionen der politischen Ideengeschichte*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1983.

George Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford-New York, Clarendon Press, 1990.

–, *The Nationalization of the Masses. Political Symbolism and Mass Movement in Germany from the Napoleonic Wars through the Third Reich*, New York, Grosset & Dunlap, 1975.

Patrik von Mühlen, *Rassenideologien. Geschichte und Hintergründe*, Berlin-Bonn, Dietz, 1977.

Michel Ostenc, *Intellectuels italiens et fascisme*, Paris, Payot, 1983.

Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre*, Paris, Le Seuil, 1993.

Claire Salomon-Bayet (éd.), *Pasteur et la révolution pastorienne*, Paris, Payot, 1986.

Robert Wohl, *The Generation of 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1979.

Hans-Günther Zmarzlik, « Sozialdarwinismus in Deutschland als geschichtliches Problem », *in* Hans-Günther Zmarzlik, *Wieviel Zukunft hat unsere Vergangenheit ?*, Munich, Piper, 1970.

Guerre, défaite, *abwehrkampf* et temps des études

Wolfgang Altgeld, « Volk, Rasse, Raum. Völkisches Denken und radikaler Nationalismus im Vorfeld des Nationalsozialimus », *in* Rudolf Lill

et Heinrich Oberreuther (éd.), *Machtverfall und Machtergreifung. Aufstieg und Herrschaft des Nationalsozialismus*, Munich, Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, 1983.

Klaus Anderbrügge, *Völkisches Rechtsdenken*, Berlin, Duncker und Humblot, 1978.

Helmut Arndt, « Niedergang von Studium und Wissenschaft, 1933 bis 1945 », *in* Lothar Rathmann (éd.), *Alma Mater Lipsiensis. Geschichte der Karl-Marx-Universität Leipzig*, Leipzig, Leipzig Edition, 1984.

Denise Artaud, « Die Hintergründe der Ruhrbesetzung », *VfZ*, 27, 1979.

Peter Baumgart, *Vierhundert Jahre Universität Würzburg. Eine Festschrift*, Neustadt an der A., Degner und Co., 1982.

Heinrich Becker *et alii* (éd.), *Die Universität Göttingen unter dem Hakenkreuz. Das verdrängte Kapitel ihrer 250-jährigen Geschichte*, Munich, Saur Verlag, 1987.

Volker R. Berghahn, *Der Stahlhelm. Bund der Soldaten, 1918-1935*, Düsseldorf, Droste, 1966.

Richard Bessel, *Political Violence and the Rise of National-Socialism. The Storm Troopers in East Germany, 1925-1934*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1984.

Ernst Klinner et Hans-Peter Bleuel, *Deutsche Studenten auf dem Weg ins Dritte Reich. Ideologien, Programm, Aktionen, 1918-1935*, Gutersloh, Mohr, 1967.

Hans-Jürgen Böhles *et alii* (éd.), *Gießener Universität und Nationalsozialismus. Erfahrungen mit einer Ausstellung*, Gießen, Institut für Soziologie, soziologisches Forum, t. 2, 1982.

Reinhard Bollmus, *Handelshochschule und Nationalsozialismus. Das Ende der Handelshochschule Mannheim und die Vorgeschichte der Errichtung einer staats- und wirtschaftwissenschaftlichen Fakultät an der Universität Heidelberg 1933/34*, Meisenheim, Hain Verlag, 1973.

Karl Dietrich Bracher, *Die Auflösung der Weimarer Republik. Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie*, Düsseldorf, Droste, 1978.

Suzanne Brandt, *Vom Kriegsschauplatz zum Gedächtnisraum : Die Westfront 1914-1940*, Baden-Baden, Nomos, 2000.

Stefan Breuer, *Anatomie der konservativen Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993.

Arye Z. Carmon, *The University of Heidelberg and National-Socialism, 1930-1935*, Madison, University of Wisconsin Press, 1974.

Peter Chroust, *Gießener Universität und Faschismus. Studenten und Hochschullehrer 1918-1945*, Munster, Waxmann, 1994.

–, « Studentischer Alltag in Gießen vor und nach 1933 », *in* Hans Jürgen Böhles, *Frontabschnitt Hochschule. Die Gießener Universität im Nationalsozialismus*, Gießen, Anabas-Verlag, 1983.

–, « Gießener Studentenschaft vor und nach 1933 », *in* Norbert Werner (éd.), *375 Jahre Universität Gießen 1607-1982. Geschichte und Gegenwart. Ausstellung im oberhessischen Museum und Gail'sche Sammlungen 11. Mai-25. Mai 1982*, Gießen, Verlag der Feber'schen Universitätsbuchhandlung, 1982.

Jost Düllfer, « Französiche Deutschlandspolitik nach dem Ersten Weltkrieg », *Archiv für Sozialgeschichte* 21, 1981.

Louis Dupeux (dir.), *La Révolution conservatrice dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, PUF, 1992.

John Eckhard, *Die Freiburger Universität in der Zeit des Nationalsozialismus*, Freiburg-Würzburg, Ploetz, 1991.

Nelson Edmonson, « The Fichte Society. A Chapter in Germany's Conservative Revolution », *Journal of Modern History* 38, 1966.

Hans-Joachim Eick, *Geschichtsbewußtsein und Gegenwartsdeutung Jungendlicher in der Weimarer Republik im Spiegel der Zeitschrift « Junge Menschen » 1920-1927. Darstellung und Interpretation quellenbezogener Kulturaspekte*, Aix-la-Chapelle, Shaker, 1994.

Karl Georg Faber, « Die südlichen Rheinlande 1816-1965 », *in* G. Droehse et F. Petri, *Rheinische Geschichte*. Vol. 2 : *Époques moderne et contemporaine*, Düsseldorf, Schwann, 1976, 3 vol.

Anselm Faust, *Die nationalsozialistische Studentenbund. Studenten und Nationalsozialismus in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, Schwann, 1973, 2 vol.

Jean-Claude Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*, Genève, Droz, 1969.

Gehrard Fließ et Jürgen John, « Deutscher Hochschulring (DHR) 1920-1933 », *in* Dieter Fricke (éd.), *Lexikon zur Parteiengeschichte*, Leipzig, Pahl-Rugenstein, 1984, 4 vol.

Klaus Fritzsche, *Politische Romantik und Gegenrevolution. Fluchtwege in der Krise der bürgerlichen Gesellschaft : Das Beispiel des « Tat »-Kreises*, Francfort, Suhrkamp, 1976.

Rolf Geissler, *Dekadenz und Heroismus. Zeitroman und völkisch-nationalsozialistische Literaturkritik*, Stuttgart, DVA, 1964.

Michael Geyer, « Der zur Organisation erhobene Burgfriede », *in* Klaus-Jürgen Müller et Eckardt Oppitz (éd.), *Militär und Militarismus in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, Droste, 1978.

Norbert Giovannini, *Zwischen Republik und Faschismus. Heidelberger Studentinnen und Studenten 1918-1945*, Weinheim, Deutscher Studien Verlag, 1990.

Frank Golczewski, *Kölner Universitätslehrer und der Nationalsozialismus. Ein personengeschichtlicher Ansatz*, Cologne, Böhlau, 1988.

Irmtraud Götz von Olenhusen, « Vom Jugendstahlhelm zur SA. Die junge Nachkriegsgeneration in den paramilitärischen Verbänden der Weimarer Republik », *in* Wolfgang R. Krabbe (éd.), *Politische Jugend in der Weimarer Republik*, Bochum, Brockmayer, 1993.

–, « Die Krise der jungen Generation und der Aufstieg des Nationalsozialismus », *Jahrbuch des Archivs der deutschen Jungendbewegung* 12, 1980.

Reinhold Grimm, *1914–1939. German Reflections of the Second World War*, Wisconsin, University of Wisconsin Press, 1992.

Lothar Gruchmann, *Nationalsozialistische Großraumordnung. Die Konstruktion einer deutschen Monroe-Doktrin*, Stuttgart, DVA, 1962.

Ingo Haar, *Historiker im Nationalsozialismus : Die deutsche Geschichtswissenschaft und der « Volkstumskampf » im Osten*, Halle-Wittenberg, thèse dactylographiée, 1998 ; Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2001.

Notker Hammerstein, *Zur Geschichte der Johann Wolfgang Goethe-Universität zu Frankfurt am Main. Von der Stiftungsuniversität zur*

staatlichen Hochschule. T. 1 : *1914-1950*, Neuwied, Metzner, 1989.

Günther Hartung, « Arthur Dinter. A successfull fascist author in the pre-fascist Germany », *in* John Milfull (éd.), *The Attractions of Fascism. Social Psychology and Aesthetics of the « Triumph of the Right »*, New York, Berg, 1990.

Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage. Politische Öffentlichkeit und Kriegsschuldigfrage in der Weimarer Republik*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1983.

Dietrich Heither *et alii*, *Wegbereiter des Faschismus. Aus der Geschichte des Marburger Vereins deutscher Studenten*, Marburg, Geschichtswerkstatt Marburg, 1992.

Klaus-Peter Hoepke, « Die SS, der “Führer” und die Nöte der deutschen Wissenschaft. Ein Meinungsbild aus dem Senat der technischen Hochschule Karlsruhe vom April 1942 », *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins* (N.F. 96), 1987.

Walter Hof, *Der Weg zum heroischen Realismus. Pessimismus und Nihilismus in der deutschen Literatur von Hamerling bis Benn*, Tübingen, Niemeyer, 1974.

Lutz Hoffmann, « Das “Volk”. Zur ideologischen Struktur eines unvermeidbaren Begriffs », *Zeitschrift für Soziologie* 20, 1991.

Klaus Hornung, *Der Jungdeutsche Orden*, Düsseldorf, Droste, 1958.

Yuji Ishida, *Jungkonservative in der Weimarer Republik. Der Ring-Kreis 1928-1933*, Francfort, Lang, 1988.

Hans Jaeger, « Generation in der Geschichte. Überlegungen zu einem umstrittenen Konzept », *Geschichte und Gesellschaft* 3, 1977.

Walter Jaide, *Generation eines Jahrhunderts. Wechsel der Jungendgenerationen im Jahrhunderttrend. Zur Sozialgeschichte der Jugend in Deutschland, 1871-1985*, Opladen, Leske und Budrich, 1988.

Christian Jansen, *Professoren und Politik. Politisches Denken und Handeln der Heidelberger Hochschullehrer 1914-1935*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1992.

Konrad Jarauch, *Deutsche Studenten 1800-1970*, Francfort, Suhrkamp, 1984.

Werner Jochmann, *Gesellschaftskrise und Judenfeindschaft in Deutschland 1870-1945*, Hambourg, Christians Verlag, 1988.

–, « Die Ausbreitung des Antisemitismus in Deutschland 1914-1923 », *in* Werner E. Mosse et Arnold Paucker (éd.), *Deutsches Judentum in Krieg und Revolution 1916-1923*, Tübingen, Mohr Verlag, 1974.

Hermann Jost, *Der alte Traum vom neuen Reich. Völkische Utopien und Nationalsozialismus*, Francfort Athenäum Verlag, 1988.

Friedrich P. Kahlenberg, « Großhessenpläne und Separatismus. Das Problem der Zukunftorientierung des Rhein–Main Gebietes nach dem Ersten Weltkrieg (1918-1923) », *in Festschrift Ludwig Petry*, vol. 2, 1969.

Joseph H. Kaiser, « Europäisches Großraumdenken. Die Steigerung geschichtlicher Größen als Rechtsproblem », *in* Hans Barion (éd.), *Epirrhosis. Festgabe für Carl Schmitt*, Berlin, Duncker und Humblot, 1968.

Norbert Kampe, *Studenten und « Judenfrage » im deutchen Kaiserreich. Die Entstehung einer akademischen Trägerschicht des Antisemitismus*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1987.

Michael Kater, *Studentenschaft und Rechtsradikalismus in Deutschland, 1918-1933. Eine Sozialgeschichtliche Studie zur Bildungskrise in der Weimar Republik*, Hambourg, Hoffman und Campe, 1969.

Alexander Keßler, *Der Jungdeutsche Orden in den Jahren der Entscheidung*, Munich, 1975-76, 2 vol.

Klemens Klemperer, *Konservative Bewegungen zwischen Kaiserreich und Nationalsozialismus*, Munich, Oldenburg, 1962.

Carsten Klingemann, « Die deutsche Sozialwissenschaften zwischen den beiden Weltkriegen. Mythos und Realität von Kontinuitätbrüchen », *in* Gehrard Göhler et Bono Zeuner (éd.), *Kontinuitäten und Brüchen in der deutschen Politikwissenschaft*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1991.

Paul Kluke, *Die Stiftungsuniversität Frankfurt am Main, 1918-1932*, Francfort, Kramer, 1972.

Paul Kluke, « Nationalsozialistische Europa-Ideologie », *VfZ* 3, 1955.

Friedrich Knöpp, « Der Volkstadt Hessen, 1918-1933 », *in* Uwe Schultz (éd.), *Die Geschichte Hessens*, Stuttgart, Theiss, 1983.

Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik*, Munich, Oldenburg, 2000.

Wolfgang R. Krabbe (éd.), *Politische Jugend in der Weimarer Republik*, Bochum, Brockmeyer, 1993.

Eckart Krause *et alii* (éd.), *Hochschulalltag im « Dritten Reich ». Die Hamburger Universität 1933-1945*, Berlin-Hambourg, Reimer Verlag, 3 vol., 1991.

Wolfgang Kreutzberger, *Studenten und Politik 1918-1933. Der Fall Freiburg im Brisgau*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1972.

Sabine Krüger, « Das Kaiser-Wilhelm-Institut für deutsche Geschichte [Berlin] von 1917 bis 1945 », *Berichte und Mitteilungen der Max-Planck Gesellschaft* 6, 1980.

Wolfgang Kruse, *Eine Welt von Feinden. Der große Krieg 1914-1918*, Francfort, Fischer, 1997.

Lothar Kruz (éd.), *200 Jahre zwischen Schloß und Dom. Ein Lesebuch zur Vergangenheit und Gegenwart der Westfälichen Wilhelms-Universität Münster*, Münster, édition à compte d'auteur, 1980.

Walter Laqueur, *Die deutsche Jugendbewegung. Eine historische Studie*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1962.

Helmut Lehten, *Verhaltenslehren der Kälte. Lebensversuche zwischen den Kriegen*, Francfort, Suhrkamp, 1994.

Adolf Leisen, *Die Ausbreitung des völkischen Gedankens in den Studentenschaft der Weimarer Republik*, Heidelberg, thèse dactylographiée, 1964.

Kurt Lenk, *Deutscher Konservatismus*, New York, Campus, 1989.

Uwe Lohalm, *Völkischer Radikalismus. Die Geschichte des deutschvölkischen Schutz- und Trutzbundes 1919-1923*, Hambourg, Leibnitz Verlag, 1970.

Walter A. Mac Dougall, *France's Rhineland Diplomacy, 1914-1924*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

Hans-Joachim Mauch, *Nationalsozialistiche Wehrorganisationen in der Weimarer Republik. Zur Entwicklung und Ideologie des « Paramilitarismus »*, Francfort, Lang, 1982.

Gabrielle Michalsky, *Der Antisemitismus im deutschen akademischen Leben in der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg*, Francfort, Lang, 1980.

Jürgen Miethke, *Geschichte in Heidelberg. 100 Jahre historisches Seminar. 50 Jahre Institut für fränkisch-pfälzische Geschichte und Landeskunde*, Berlin, Springer Verlag, 1992.

Hans Mommsen, *Die verspielte Freiheit. Der Weg der Republik von Weimar in den Untergang 1918-1933*, Berlin, Propyläen Verlag, 1989.

–, « Generationskonflikt und Jugendrevolt in der Weimarer Republik », *in* Thomas Kœbner (éd.), *« Mit uns zieht die neue Zeit ». Der Mythos Jugend*, Francfort, Suhrkamp, 1985.

Rudolf Morsey, « Die Rheinlande, Preußen und das Reich 1914-1945 », *Rheiniche Vierteljahresblätter* 30, 1965.

George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

Thomas Nipperdey, « Die deutsche Studentenschaft in den ersten Jahren der Weimarer Republik », *in* Adolf Grimme (éd.), *Kulturverwaltung der zwanziger Jahren*, Stuttgart, Kolkhammer, 1961.

Ludwig Petry, « Zur Rolle der Universität Breslau in der Zeit des Nationalsozialismus. Aus Errinerungen, Aufzeichnungen und Korrespondenzen eines Habilitanden und Dozenten der philosophischen Fakultät », *in* Lothar Bussle *et alii* (éd.), *Nationalsozialismus und Widerstand in Schlesien*, Sigmaringen, Thorbecke, 1989.

Joachim Petzold, « Juni-Klub », *in* Dieter Fricke (éd.), *Lexikon zur Parteiengeschichte*, Cologne, Pahl-Rutgenstein, 1983-1986.

–, *Wegbereiter des deutschen Faschismus. Der Jungkonservatismus in der Weimarer Republik*, Cologne, Pahl-Rutgenstein, 1983.

Detlev Peukert, *Die Weimarer Republik. Krisenjahre der klassischen Moderne*, Francfort, Suhrkamp, 1987.

Werner Philipp, « Nationalsozialismus und Ostwissenschaften », *in* FU Berlin (éd.), *Nationalsozialismus und die deutsche Universität*, Berlin, Gruyter, 1966.

Helmut Pieper, *Die Minderheitenfrage und das deutsche Reich 1919-1933/34*, Hambourg, Metzner, 1974.

Henner Pingel, *Hundert Jahre TH Darmstadt. Wissenschaft und Technik für wenn ? Ein Beitrag zur Entwicklung von Hochschule und Studentenschaft*, Darmstadt, édition à compte d’auteur, 1977.

Karl Heinrich Pohl, « Der “Rheinlandkommissar” und die besetzten deutschen Gebiete. Regionale Einflüsse bei den innenpolitischen Auseinandersetzungen um die “Rückwirkung” von Locarno », *Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte* 5, 1979.

Rainer Pommerin, *Sterilisierung der « Rheinlandbastarde ». Das Schicksal einer deutschen farbigen Minderheit, 1918-1937*, Düsseldorf, Droste, 1979.

Rainer Pöppinghege, *Absage an die Republik. Das politische Verhalten der Studentenschaft der Westfälischen Universität Münster 1918-1945*, Münster, Agenda Verlag, 1994.

Otthein Rammstedt, *Die deutsche Soziologie 1933-1945. Die Normalität einer Anpassung. Mit einer Bibliographie soziologischer Titel 1933-1945*, Francfort, Suhrkamp, 1986.

–, « Theorie und Empirie der Volksfeinde. Zur Entwicklung einer “deutschen Soziologie” », *in* Peter Lundgreen (éd.), *Wissenschaft im Dritten Reich*, Francfort, Suhrkamp, 1985.

Klaus Reimer, *Rheinlandfrage und Rheinlandbewegung, 1918-1933. Ein Beitrag zur Geschichte der regionalistischen Bestrebung in Deutschland*, Francfort, Lang, 1979.

Friedrich W. Remes, *Die Sorbenfrage 1918-1919. Untersuchung einer gescheiterten Autonomie-Bewegung*, Bautzen, Domowina Verlag, 1993.

Frederic Ringer, *The Decline of German Mandarins. The German Academic Community, 1890-1930*, Harvard, Harvard University Press, 1969.

Udo Roessling, « Ernst Jünger und der Standarte-Kreis als Vertreter des sogenannten “Neuen Nationalismus” in der Weimarer Republik », *Jenaer Beiträge zur Parteiengeschichte* 48, 1986.

Reinhard Rürup (éd.), *Wissenschaft und Gesellschaft. Beiträge zur Geschichte der TH/TU Berlin, 1879-1979*, Berlin, Springer Verlag, 1979, t. 1.

Michael Salewski, *Die Gleichschaltung der Christian-Albrechts-Universität im April 1933*, Kiel, Informations- und Pressestelle der Universität Kiel, 1983.

Manfred Schmidt (textes présentés par), *« …Treu und fest hinter dem Führer. Die Anfänge des Nationalsozialismus an der Universität Tübingen 1926-1934 ». Begleitheft zu einer Ausstellung des Universitätsarchivs Tübingen*, Tübingen, Werkschriften des Universitätsarchivs, 1983.

Siegfried Schmidt *et alii* (éd.), *Alma Mater Jenensis. Geschichte der Universität Iena*, Weimar, Böhlau, 1983.

Ulrich Schneider, « Widerstand und Verfolgung an der Marburger Universität, 1933-1945 », in *Universität und demokratische Bewegung. Ein Lesebuch zur 450-Jahr-Feier der Philipps-Universität Marburg*, 1977.

Peter Schöttler (éd.), *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945*, Francfort, Suhrkamp, 1997.

Klaus Schreiner, « Politischer Messianismus, Führergedanke und Führererwartung in der Weimarer Republik », *in* Manfred Hettling (éd.), *Was ist Gesellschaftsgeschichte ? Positionen, Themen, Analysen. Hans-Ulrich Wehler zum 60. Geburtstag*, Munich, C. H. Beck, 1991.

Gehrard Schultz, « Der “nationale Club von 1919” zu Berlin. Zum Politischen Zerfall einer Gesellschaft », *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands* 11, 1962.

–, *Aufstieg des Nationalsozialismus. Krise und Revolution in Deutschland*, Berlin-Vienne, Propyläen, 1975.

Klaus Schwabe, *Die Ruhrkrise 1923*, Paderborn, Schöningh, 1984.

Jürgen Schwartz, *Studenten in der Weimarer Republik. Die deutsche Studentenschaft in der Zeit von 1918-1923 und ihre Stellung zur Politik*, Berlin, Duncker und Humblot, 1971.

Rita Seidel *et alii* (éd.), *Universität Hannover 1831-1981. Festschrift für 150-jähriges Bestehen der Universität Hannover*, Hanovre, 2 vol., 1981.

Helmut Seier, « Radikalisierung und Reform als Problem der Universität Marburg 1918-1933 », *Academia Marburgensis* 1, 1977.

Peter Spitznagel, *Studentenschaft und Nationalsozialismus in Würzburg*, Wurzbourg, thèse, 1974.

Geoffrey J. Giles et Peter Spitznagel (éd.), *Studentenschaft und Nationalsozialismus in Würzburg, 1927-1933. Der NSD-Studentenbund und der Geist der studentischen Korporationen*, colloque des 4 et 5 octobre 1975, Wurzbourg, Deutsche Gesellschaft für Hochschulkunde, 1974.

Barbara Stambolis, *Der Mythos der jungen Generation. Ein Beitrag zur politischen Kultur der Weimarer Republik*, Bochum, thèse dactylographiée, 1984.

Michael Steinberg, *Sabers and Brown Skirts. The German's Students Path to National-Socialism 1918-1945*, Chicago, Chicago University Press, 1977.

Max Steinmetz, *Geschichte der Universität Jena 1548/58–1958. Festgabe zur Universitätsjubiläum*, Iéna, Fischer, 1958.

Fritz Stern, *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, Armand Colin, 1990.

Elke Stolze, *Die Martin-Luther Universität Halle-Wittenberg während der Herrschaft des Faschismus*, Halle, thèse dactylographiée, 1982.

Manfred Stoy et Walter Leitsch, *Das Seminar für osteuropäische Geschichte der Universität Wien, 1907-1948*, Vienne, Böhlau, 1983.

Herbert Strauss et Norbert Kampe (éd.), *Antisemitismus. Von der Judenfeindschaft zum Holocaust*, Francfort, Campus, 1985.

Heike Ströle-Bühler, *Studentischer Antisemitismus in der Weimarer Republik. Eine Analyse der burschenschaftlichen Blätter 1918-1933*, Francfort, Suhrkamp, 1991.

Gerda Stuchlik, *Goethe im Braunhemd. Universität Frankfurt 1933–1945*, Francfort, Röderberg Verlag, 1984.

Martin Süss, *Rheinhessen unter französicher Besatzung. Vom Waffenstillstand im November 1918 bis zum Ende der Separatismusunruhen im Februar 1924*, Stuttgart, Steiner, 1988.

Klaus Theweleit, *Männerphantasien*, Francfort, Roter-Stern Verlag, 1977-1978.

Frank Thieme, *Rassentheorien zwischen Mythos und Tabu. Der Beitrag der Sozialwissenschaft zur Entstehung und Wirkung der Rassenideologie in Deutschland*, Francfort, Lang, 1988.

Annelise Thimme, *Flucht in den Mythos. Die deutschnationale Volkspartei und die Niederlage von 1918*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1969.

Jeffrey Verhey, *The Spirit of 1914. Militarism, Myth and Mobilization in Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Gerd Voigt, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung 1843-1945*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.

Shulamit Volkov, « Kontinuität und Diskontinuität im deutschen Antisemitismus, 1878-1945 », *VfZ* 33, 1985.

Ingrid et Jürgen Voss, « Die *Revue Rhénane* als Instrument der französichen Kulturpolitik am Rhein 1920-1930 », *Archiv für Kulturgeschichte* 64, 1982.

Franziska Wein, *Deutschlands Strom–Frankreichs Grenze. Geschichte und Propaganda am Rhein, 1919-1930*, Essen, Klartext, 1992.

Paul Weindling, *L'Hygiène de la race.* T. 1 : *Hygiène raciale et eugénisme médical en Allemagne, 1870–1933*, avec une préface de Benoît Massin, Paris, La Découverte, 1998.

Hans-Peter Weingand, *Die technische Hochschule Graz. Vorgeschichte, Geschichte und Nachgeschichte des Nationalsozialismus an einer Institution*, Graz, Hochschülerschaft der TU Graz, 1988.

Bernd Weisbrod, « Violence et culture politique en Allemagne entre les deux guerres », *XX^e Siècle – Revue d'histoire* 34, 1992.

Paul Wentzcke (éd.), *Darstellungen und Quellen der deutschen Einheitsbewegung im neunzehnten und zwanzigsten Jahrhundert*, Heidelberg, Winter, 1957-1992.

Eike Wolgast, « Geschichte der Universität Heidelberg im Dritten Reich », *in Die Geschichte der Universität Heidelberg. Vorträge im Wintersemester 1985-86*, 1986.

Ludwig Zimmermann, *Frankreichs Ruhrpolitik. Von Versailles bis zum Dawesplan*, Göttingen, Musterschmidt, 1971.

Carl Zuckmayer, « Franzosenzeit (1918-1930) », *Blätter der Carl Zuckmayer Gesellschaft* 4/1, 1978.

Le iii^e^ reich.

Uwe Dietrich Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, Düsseldorf, Droste, 1972.

Dennis L. Anderson, *The Academy for German Law*, Ann Arbor Michigan, (Phd), 1982.

Pierre Ayçoberry, *La Société allemande sous le Troisième Reich*, Paris, Le Seuil, 1998.

Jay W. Baird, *The Mythical World of National-Socialism Propaganda*, Minneapolis, Minneapolis University Press, 1974.

Reiner C. Baum, *The Holocaust and the German Elite. Genocide and National Suicide in Germany, 1871-1945*, Londres, Totowa, 1981.

Peter Weingart, Jürgen Kroll et Kurt Bayertz (éd.), *Rasse, Blut und Gene. Geschichte der Eugenik und Rassenhygiene in Deutschland*, Francfort, Suhrkamp, 1988.

François Bédarida, « “Kérygme” nazi et religion séculière », *Esprit* 218, 1996.

– (éd.), *La Politique nazie d’extermination*, Paris, IHTP-Albin Michel, 1989.

Sabine Behrenbeck, *Der Kult um die toten Helden. Nationalsozialistische Mythen, Riten und Symbole, 1923–1945*, Cologne, SH Verlag, 1996.

Joseph W. Bendersky, *Carl Schmitt, Theorist for the Reich*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

Wolfgang Benz, *Die Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, DVA, 1991.

Gisela Bock, *Zwangssterilisation im Dritten Reich*, Opladen, Westdeutsche Verlag, 1986.

Pierre Bouretz, « Penser au XX^e^ siècle. La place de l’énigme totalitaire », *Esprit* 218, 1996.

Karl Dietrich Bracher, *Die deutsche Diktatur. Entstehung, Struktur und Folgen des Nationalsozialismus*, Cologne, Kiepenhauer und Witsch, 1980.

–, *Zeitgeschichtliche Kontroverse. Um Faschismus, Totalitarismus und Demokratie*, Munich, Piper, 1976.

Detlef Brandes, *Die Tschechen unter deutschem Protektorat*, Munich, Oldenburg, 1975.

Rupert Breitling, *Die nationalsozialistische Rassenlehre. Entstehung, Ausbreitung, Nützen und Schaden einer politischen Ideologie*, Meisenheim, Hain Verlag, 1971.

Martin Broszat, *L’État hitlérien. L’origine et l’évolution des structures du III^e^ Reich*, Paris, Fayard, 1985.

–, « Die völkische Ideologie und der Nationalsozialimus », *Deutsche Rundschau* 84, 1958.

Michael Burleigh et Wolfgang Wipperman, *The Racial State : Germany 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Le Seuil, 1989.

Bruno Cabannes, « Du baroque au nazisme : une histoire religieuse de la politique » (entretien avec George Mosse), *Revue européenne d'histoire – European Review of History* 1/2, 1994.

Bruno Cabannes, Édouard Husson et Christian Ingrao, « Le nazisme : millénarisme ou domination charismatique ? » (entretien avec Ian Kershaw), *Revue européenne d'histoire – European Review of History 3*/2, 1996.

Édouard Conte et Cornelia Essner, *La Quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette, 1995.

–, « *Völkerkunde* et nazisme, ou l'Ethnologie sous l'empire des raciologues », *L'Homme*, 129, XXXIV-1, 1994.

Ralf Dahrendorf, *Gesellschaft und Demokratie*, Munich, Piper, 1965.

Dan Diner, « Rassistisches Völkerrecht. Elemente einer nationalsozialistische Weltordnung », *VfZ* 37, 1989.

Konrad Ehlich, *Sprache in Faschismus*, Francfort, Suhrkamp, 1989.

Michael Fahlbusch *et alii*, *Geographie und Nationalsozialismus. Drei Fallstudien zur Institution Geographie im Deutschen Reich und in der Schweiz*, Cassel, Gesamthochschule, 1989.

David Feest, « Abgrenzung oder Assimilation : Überlegung zum Wandel der deutschbaltischen Ideologien 1918-1939 anhand *Baltischen Monatschrifts* », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 45, 1996.

Hans Fischer, *Völkerkunde im Nationalsozialismus. Aspekte der Anpassung. Affinität und Behauptung einer wissenschaftlichen Disziplin*, Berlin-Hambourg, Reimer, 1990.

Norbert Frei, *L'État hitlérien et la Société allemande*, Paris, Le Seuil, 1994.

–, *Medizin und Gesundheitspolitik in der NS-Zeit*, Munich, Oldenburg, 1987.

Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*. T. 1 : *Les Années de persécutions (1933–1939)*, Paris, Le Seuil, 1997.

Hans Jochen Gamm, *Der braune Kult. Das Dritte Reich und seine Ersatzreligion*, Hambourg, Rütten und Löning Verlag, 1962.

Christian Ganssmüller, *Die Erbgesundheitspolitik des Dritten Reiches. Planung, Durchführung, Durchsetzung*, Cologne-Vienne, Böhlau, 1987.

Geoffrey Giles, « The Rise of the National Socialist Student's Association and the Failure of Political Education in the Third Reich », *in* Peter Stachura (éd.), *The Shaping of Nazi State*, Londres, Croom Helm, 1978.

Sander L. Giman, « Seuche in Deutschland 1939-1989 : Kulturelle Vorstellungen von Rasse, Raum und Krankheit », *1999. Zeitschrift zur Geschichte des 20. und 21 Jahrhunderts* 6/4, 1991.

Erich Goldhagen, « Weltanschauung und Erlösung. Zum Antisemitismus der nationalsozialistischen Führungsschichten », *VfZ* 24, 1976.

Lothar Gruchmann, « "Blutschutzgesetz" und Justiz », *Aus Politik und Zeitgeschichte* 48, 1985.

Ernst Hagemann, *Nachtrag zu Hitler. Drittes Reich – Weltanschauung und Endkampf im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1990.

Ernst Haiger, « Politikwissenschaft und Auslandswissenschaft im Dritten Reich. Deutsche Hochschule für Politik und auslandswissenschaftliche Fakultät der Berliner Universität », *in* Gerhard Böhler et Bodo Zeuner (éd.), *Kontinuität und Bruch in der deutschen Politikwissenschaft*, Baden-Baden, Nomos, 1991.

Frank Hartmann, *Denker denken Geschichte. Erkundungen zu Philosophie und Nationalsozialismus*, Vienne, Passagen Verlag, 1994.

Milan Hauner, « A German Racial Revolution ? », *Journal of Contemporary History* 19, 1984.

Thomas Hauschild, *Lebenslust und Fremdenfurcht. Ethnologie im Dritten Reich*, Francfort, Suhrkamp, 1995.

Helmut Heiber, *Universität unterm Hakenkreuz*, Munich, Saur, 1991-1992, 2 vol.

–, *Walter Frank und sein Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands*, Stuttgart, DVA, 1966.

Joachim Hellmer, *Der Gewohnheitsverbrecher und die Sicherungverwahrung 1934-1945*, Berlin, Duncker und Humblot, 1961.

Ulrich Herbert, *Arbeit, Volkstum, Weltanschauung. Über Fremde und Deutsche im 20. Jahrhundert*, Francfort, Fischer, 1995.

–, « Arbeit und Vernichtung. Ökonomisches Interesse und Primat der "Weltanschauung" im Nationalsozialismus », *in* Ulrich Herbert (éd.), *Europa und der Reichseinsatz. Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und KZ-Häftlinge in Deutschland 1933-1945*, Essen, Klartext, 1991.

–, « Rassismus und rationales Kalkül. Zum Stellenwert utilitaristischer verbrämter Legitimationsstrategien in der nationalsozialistischen Weltanschauung », *in* Wolfgang Schneider (éd.), *« Vernichtungspolitik ». Eine Debatte über den Zusammenhang von Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deutschland*, Hambourg, Junius, 1991.

Ludolf Herbst, *Das nationalsozialistische Deutschland 1933–1945. Die Entfesselung der Gewalt : Rassismus und Krieg*, Francfort, Suhrkamp, 1996.

Andreas Hillgruber, « Die "Endlösung" und das deutsche Ostimperium als Kernstück des rassenideologischen Programms des Nationalsozialismus », *VfZ* 20, 1972.

Martin Hirsch, Dietmund Majer et Jürgen Meinck, *Recht, Verwaltung und Justiz im Nationalsozialismus*, Cologne, Bund Verlag, 1984.

Gehrard Hirschfeld et Lothar Kettenacker, (éd.), *Der « Führerstaat ». Mythos und Realität : Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reichs*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1981.

Heinz Höhne, *Canaris. La véritable histoire du chef des renseignements militaires du III^e^ Reich*, Paris, Balland, 1979.

Institut für Zeitgeschichte (collectif), *NS-Recht in historischer Perspektive*, textes du colloque de IfZ, Munich, Oldenburg, 1981.

Eberhard Jäckel, *Hitlers Herrschaft. Vollzug einer Weltanschauung*, Stuttgart, DVA, 1985.

–, *Hitlers Weltanschauung. Entwurf einer Herrschaft*, Stuttgart, DVA, 1981.

Thomas Childers et J. Kaplan, *Reevaluating the Third Reich. Interpretations and Debates*, New York, Holmes & Meier, 1993.

Michael Kater, « Generationskonflikt als Entwicklungsfaktor in der NS-Bewegung vor 1933 », *Geschichte und Gesellschaft* 11, 1985.

–, « Bürgerliche Jugendbewegung und Hitlerjugend in Deutschland, 1926-1939 », *Archiv für Soziologie* 17, 1977.

–, « Die NS–Studentenbund von 1926-1928. Randgruppe zwischen Hitler und Strasser », *VfZ* 22, 1974.

Ian Kershaw, « Retour sur la totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative », *Esprit* 218, 1996.

–, *L'Opinion allemande sous le nazisme*, Paris, CNRS Éditions, 1995.

–, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, « NRF essais », 1995.

Uwe-Karsten Ketelsen, *Von heroischem Sein und völkischem Tod. Zur Dramatik des Dritten Reichs*, Bonn, Bouvier, 1970.

Victor Klemperer, *LTI. La langue du III^e^ Reich*, Paris, Albin Michel, 1996 (éd. all. : 1946).

Christoph Kleßmann, « Osteuropaforschung und Lebensraumpolitik im Dritten Reich », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n^o^ B7/84, 18.2.1984.

Carsten Klingemann, « Les sociologues nazis et Max Weber, 1933–1945 », *Genèses* 21, 1995.

Peter Kruger, « Hitlers Europapolitik », *in* Wolfgang Benz, Hans Bucheim et Hans Mommsen (éd.), *Der Nationalsozialismus. Studien zur Ideologie und Herrschaft*, Francfort, Fischer, 1993.

Christina Kruse, *Die Volkswirtchaftslehre im Nationalsozialismus*, Freibourg, Haufe, 1988.

Stein Ugelvik Larsen, *Who were the Fascists ? Social Roots of European Fascists*, Bergen, Bergen University Press, 1980.

Daniel Lerner, *The Nazy Elite*, Stanford, Stanford University Press, 1951.

Peter Loewenberg, « The Psychohistorical Origin of the Nazi Youth », *American Historical Review* 76, 1971.

Hermann Lübbe, « Rationalität und Irrationalität des Völkermords », *in* Hanno Lœwy (éd.), *Holocaust. Die Grenzen des Verstehens. Eine Debatte über die Besetzung der Geschichte*, Reinbeck, Rowohlt, 1992.

Esther Ludwig, « Adolf Helbok und die "Gleichschaltung" des Seminars für Landegeschichte und Siedlungskunde an der Leipziger Universität

(1935-1941) », *Wissenschaftliche Zeitschrift der Humboldt-Universität zu Berlin. Gesellschafts- und sprachwissenschaftliche Reihe*, 11, 1991.

Hans-Jürgen Lutzhöft, *Der nordische Gedanke in Deutschland 1920–1940*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1971.

Dietmut Majer, « Die Perversion des Völkerrechts unter dem Nationalsozialismus », *Jahrbuch des Instituts für deutsche Geschichte* 14, 1985.

Dietmut Majer, *Grundlagen des nationalsozialistischen Rechtssystems ; Führerprinzip, Sonderrecht, Einheitspartei*, Stuttgart, Kohlkammer, 1987.

–, *« Fremdvölkische » im Dritten Reich. Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Rechtssetzung und Rechtspraxis in Verwaltung und Justiz*, Boppard, Boldt, 1981.

Benoît Massin, « Anthropologie raciale et national-socialisme : heurs et malheurs du paradigme de la “race” », *in* Jeanne Olff-Nathan (éd.), *La Science sous le Troisième Reich*, Paris, Le Seuil, 1993.

Reinhard Mehring, « Vom Umgang mit Carl Schmitt. Zur neueren Literatur », *Geschichte und Gesellschaft* 19, 1983.

Peter Merkl, *Political Violence under the Svastika. 581 Earlier Nazis*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

Manfred Messerschmidt, « Revision, Neue Ordnung, Krieg. Akzente der Völkerrechtswisssenschaft in Deutschland 1933-1945 », *Militärgeschichtliche Mitteilungen* 1, 1971.

Hans Mommsen, *Der Nationalsozialismus und die deutsche Gesellschaft. Ausgewählte Aufsätze* (édités par Lutz Niethammer et Bernd Weisbrod), Reinbeck, Rowohlt, 1991.

–, « Nationalsozialismus als vorgetaüschte Modernisierung », *in* Walther Pehle (éd.), *Der historische Ort des Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1990.

–, « Die Funktion des Antisemitismus im Dritten Reich. Das Beispiel des November-Pogroms », *in* Günter Brakelman et Martin Rosowski (éd.), *Antisemitismus. Von religiöser Judenfeindschaft zur Rassenideologie*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1989.

–, « Nationalsozialismus », *in Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft*, vol. 4, Fribourg, 1971.

–, *Beamtentum im Dritten Reich*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1966.

Hans Mommsen et Suzan Willems (éd.), *Herrschaftsalltag im Dritten Reich. Studien und Texte*, Düsseldorf, Schwann im Patmos Verlag, 1988.

George Mosse, *Toward a General Theory of Fascism. International Fascism : New Thoughts and New Approaches*, Londres, Sage Publications, 1979.

–, *Nazi Culture*, New York, Grosset & Dunlap, 1966.

–, *The Crisis of German Ideology : Intellectual Origins of the Third Reich*, New York, Grosset & Dunlap, 1964.

Brigitte Nagel, *Die Welteislehre. Ihre Geschichte und ihre Rolle im Dritten Reich*, Stuttgart, Verlag für Geschichte der Naturwissenschaften und der Technik, 1991.

Gerlind Nasarski, *Osteuropa Vorstellungen in der konservativ-revolutionären Publizistik. Analyse der Zeitschrift* « Deutsches Volkstum » *1917–1941*, Francfort, Lang, 1974.

Helmut Neuberger, *Freimaurerei und Nationalsozialismus. Die Verfolgung der deutschen Freimaurerei durch völkische Bewegungen und Nationalsozialismus 1918-1945*, Hambourg, Bauhütten, 1980.

Ernst Nolte, « Slawen, Juden und Bolchewiki in der Ideologie des Nationalsozialismus », *in* Ernst Nolte, *Lehrstück oder Tragödie ? Beitrag zur Interpretation des 20. Jahrhunderts*, Cologne, Böhlau, 1991.

Kurt Patzöld, « Antikommunismus und Antibolchewismus als Instrumente der Kriegsvorbereitung und Kriegspolitik », *in* Norbert Frei et Hermann Kling (éd., avec la collaboration de Margrit Brandt), *Der nationalsozialistische Krieg*, Francfort-New York, Campus, 1990.

Bruce F. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*, Chappell-Hill, University of North Carolina Press, 1981.

Detlev Peukert, *Volksgenosse und Gemeinschaftsfremde*, Cologne, Bund Verlag, 1982.

Friedrich Pohlmann, *Ideologie und Terror im Nationalsozialismus*, Pfaffenweiler, Centaurus Verlagsgesellschaft, 1992.

Robert A. Pois, *La Religion de la nature et le national-socialisme*, Paris, Le Cerf, 1993.

Robert Proctor, *Racial Hygiene. Medicine under the Nazis*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.

Dieter Rebentisch, *Führerstaat und Verwaltung im Zweiten Weltkrieg. Verfassungsentwicklung und Verwaltungspolitik 1939-1945*, Stuttgart, Steiner-Verlag-Wiesbaden, 1989.

–, « Nationalsozialistische Revolution, Parteiherrschaft und totaler Krieg in Hessen 1933-1945 », *in* Uwe Schultz (éd.) *Geschichte Hessens*, Hessen, Theiss, 1983.

James Rhodes, *The Hitler's Movement : A Modern Millenarian Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 1980.

Mechtild Rössler, *Wissenschaft und Lebensraum. Geographische Ostforschung im Nationalsozialismus. Ein Beitrag zur Disziplingeschichte der Geographie*, Berlin-Hambourg, Reimer, 1990.

Karl Saller, *Die Rassenlehre des Nationalsozialismus in Wissenschaft und Propaganda*, Darmstadt, Progress-Gesellschaft, 1966.

Hans-Walter Schmuhl, « Rassismus unter den Bedingungen charismatischer Herrschaft. Zum Übergang von der Verfolgung zur Vernichtung gesellschaftlicher Minderheiten im Dritten Reich », *in* Karl Dietrich Bracher, Manfred Funke et Hans-Adolf Jacobsen (éd.), *Deutschland 1933-1945. Neue Studien zur nationalsozialistischen Herrschaft*, Düsseldorf, Bundeszentrale für politische Bildung, 1992.

–, *Rassenhygiene, Nationalsozialismus, Euthanasie. Von der Verhütung zur Vernichtung « lebensunwerten Lebens » 1890-1945*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1987.

Peter Schöttler, « Le nazisme et les savants », *Genèses* 21 (numéro spécial), 1995.

Wolfgang Sofsky, *L'Organisation de la terreur*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

Jörg Stange, *Zur Legitimation der Gewalt innerhalb der nationalsozialistischen Ideologie. Ein Beitrag zur Erklärung der Verfolgung und Vernichtung der Anderen im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1987.

Marlis Steinert, « Fascisme et national-socialisme. Cas singulier, cas spécifique, phénomène générique ? », *in L'Historien et les relations*

internationales. Recueil d'études en hommage à Jacques Fraymond, Genève, IUHEI, 1981.

–, *Die 23 Tage der Regierung Dönitz*, Düsseldorf-Vienne, Econ Verlag, 1967.

Joseph Peter Stern, *Hitler. Der Führer und das Volk* (trad. fr. : *Hitler, le Führer et le Peuple*), Munich, Hanster, 1978.

Walter Struve, *Elites against Democracy. Leadership Ideals in Bourgeois Political Thought in Germany 1890-1933*, Princeton, Princeton University Press, 1973.

Hans Ulrich Thamer, *Die Deutschen und ihre Nation.* T. 5 : *Verführung und Gewalt. Deutschland 1933-1945*, Berlin, Siedler, 1986.

Klaus Vondung, *Die Apokalypse in Deutschland*, Munich, DTV, 1988.

–, *Magie und Manipulation. Ideologischer Kult und politische Religion des Nationalsozialismus*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1971.

Bernd Wegner, *Zwei Wege nach Moskau. Vom Hitler-Stalin Pakt bis zum « Unternehmen Barbarossa »*, Munich, Piper, 1991.

Paul Weindling, *Health, Race and German Politics between National Unification and Nazism, 1870-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

–, « "Mustergau" Thüringen. Rassenhygiene zwischen Ideologie und Machtpolitik », *in* Norbert Frei (éd.), *Medizin und Gesundheitspolitik in der NS-Zeit*, Munich, Oldenburg, 1991.

Peter Weingart, « Eugenische Utopie. Entwürfe für die Rationalisierung der menschlichen Entwicklung », *in* Harald Welzer (éd.), *Nationalsozialismus und Moderne*, Tübingen, Diskord Verlag, 1993.

–, « Eugenik : eine angewandte Wissenschaft », *in* Peter Lundgreen (éd.), *Wissenschaft im Dritten Reich*, Francfort, Suhrkamp, 1989.

Peter Weingart *et alii* (éd.), *Rasse, Blut und Gene. Geschichte der Eugenik und Rassenhygiene in Deutschland*, Francfort, Suhrkamp, 1992.

Harald Welzer, *Nationalsozialismus und Moderne*, Tübingen, Diskord Verlag, 1993.

Georg Franz Willing, *« Bin Ich schuldig ? » Leben und Wirken des Reichstudentenführers und Gauleiters Dr. Gustav-Adolph Scheel 1907-*

1979. Eine Biographie, Leoni am Starnberger See, Druffel Verlag, 1987. (Apologétique…)

Wolfgang Wipperman, *Faschismustheorien : zum Stand der gegenwärtigen Diskussionen*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1980.

Michael Zimmermann, *Verfolgt, vertrieben, vernichtet. Die nationalsozialistiche Vernichtungspolitik gegen Sinti und Roma*, Essen, Klartext, 1989.

Ouvrages spécialisés sur la ss, le sd, le rsha et leurs élites

Josef Ackerman, *Heinrich Himmler als Ideologe*, Göttingen, Musterschmidt, 1970.

Shlomo Aronson et Richard Breitman, « Eine unbekannte Himmler-Rede von Januar 1943 », *VfZ* 38, 1990.

Shlomo Aronson, *Heydrich und die Frühgeschichte der Gestapo und des SD 1931–1945*, Berlin, Ernst Reuter Gesellschaft, 1967.

Jens Banach, *Heydrichs Elite. Das Führerkorps der Sicherheitspolizei und des SD 1936–1945*, Paderborn, Schöningh, 1998.

Wolfgang Behringer, « Von Krieg zu Krieg. Neue Perspektiven auf das Buch von Günther Franz », *in* Hans Medick et Benigna von Krusenstjern (éd.) *Zwischen Alltag und Katastrophe. Der Dreißigjährige Krieg aus der Nähe*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1999.

Ruth Bettina Birn, *Die höheren SS und Polizeiführer, Himmlers Stellvertreter in Reich und besetzten Gebieten*, Düsseldorf, Droste, 1986.

Peter Black, *Kaltenbrunner, Ideological Soldier of the Third Reich*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

Gunnar Boehnert, *A Sociography of the SS Officer Corps, 1925-1939*, Londres (Phd), 1977.

Gideon Botsch, « “Geheime Ostforschung” im SD. Zur Entstehungsgeschichte und Tätigkeit des “Wannsee-Instituts” 1935–1945 », *ZfG* 6, 2000.

Richard Breitmann, *The Architect of Genocide. Heinrich Himmler and the Final Solution*, Zurich, Pendo Verlag, 2000.

George C. Browder, *Hitler's Enforcers. The Gestapo and the SS Security Service in the Nazi Revolution*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1996.

–, *Foundations of the Nazi Police State. The Formation of SIPO and SD*, Lexington, Kentucky University Press, 1990.

–, « Die Anfänge des SD. Dokumente aus der Organisationsgeschichte », *VfZ* 27, 1979.

–, « The SD : Signifiance of Organisation and Image », *in* George Mosse (éd.), *Policies in History*, Madison, Madison University Press, 1975.

–, *SIPO and SD, 1931-1940 : Formation of an Instrument of Power*, Madison (Phd), University of Wisconsin, 1968.

Hans Buchheim, « Die SS in der Verfassung des Dritten Reichs », *VfZ* 3, 1955.

Hans Buchheim, Martin Broszat, Helmut Krausnick et Hans Adolf Jacobsen (éd.), *Anatomie des SS-Staates*, Munich, DTV, 1979.

William L. Combs, *The Voice of the SS. A History of the SS Journal* Das Schwarze Korps, New York, Lang, 1986.

Gunther Deschner, *Reinhard Heydrich. Statthalter der totalen Macht*, Esslingen, Bechtle, 1977.

Henry V. Dicks, *Les Meurtres collectifs. Une analyse psychosociologique de criminels SS*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

Mathias Eidenbenz, *« Blut und Boden ». Zur Funktion und Genesis der Metaphern des Agrarismus und Biologismus in der nationalsozialistischen Bauernpropaganda R. W. Darrés*, Berne, Peter Lang Verlag, 1993.

Heinrich Fraenkel et Roger Manvell, *Himmler-Kleinbürger und Massenmörder*, Berlin, Ullstein, 1965.

Robert Gellately, « Gestapo und Terror. Perspektiven auf die Sozialgeschichte des nationalsozialistischen Herrschaftsystems », *in* Alf Lüdke (éd.) : *« Sicherheit » und « Wohlfahrt ». Polizei, Gesellschaft und Herrschaft im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort, Suhrkamp, 1992.

–, *The Gestapo and the German Society, Enforcing Racial Policy*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

Enno Georg, *Die wirtschaftliche Unternehmungen der SS,* Munich, DVA, 1963.

Gerry Graber, *The Life and Times of Reinhard Heydrich*, New York, Mac Kay, 1980.

Christoph Graf, « The Genesis of the Gestapo », *Journal of Contemporary History* 22, 1987.

–, *Politische Polizei zwischen Demokratie une Diktatur*, Berlin–Est, Colloquium Verlag, 1983.

Ingo Haar, « Deutsche “Ostforschung” und Antisemitismus », *ZfG* 6, 2000.

Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Zur Karriere des SS-Führers Franz Alfred Six*, Munich, C.H. Beck, 1998.

Walter Hagen, *Die geheime Front. Organisationen, Personen und Aktionen des deutschen Geheimdienstes*, Stuttgart, Nibelungen Verlag, 1950.

Ulrike Hartung, *Raubzüge in der Sowjetunion. Das Sonderkommando Künsberg 1941-1943*, Brême, Temmen, 1997.

Ulrich Herbert, *Best, eine biographische Studie über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft*, Bonn, Dietz, 1996.

Heinz Höhne, *Der Orden unter den Totenkopf. Die Geschichte der SS*, Francfort, Fischer, 1984.

Glenn B. Infield, *Skorzeny : Hitler’s Commando*, New York, Saint Martin’s Press, 1981.

Michael Kater, *Das « Ahnenerbe » der SS 1935-1945. Ein Beitrag zur Kulturpolititik des Dritten Reichs*, Stuttgart, DVA, 1974.

Robert L. Koehl, *The Black Corps : The Structure and Power Struggles of the Nazy SS*, Madison, Madison University Press, 1983.

–, *RKFDV : German Resettlement and Population Policy, 1939-1945. A History of the Reich Commission for Strengthening of Germandom*, Cambridge, Cambridge University Press, 1957.

Elisabeth Kohlhaas, « Die Mitarbeiter der Gestapo – quantitative und qualitative Befunde », *Archiv für Polizeigeschichte* (6), t. 1-2, 1995.

Heiner Lichtenstein, *Himmlers grüne Helfer. Die Schutz- und Ordnungspolizei im « Dritten Reich »*, Cologne, Bund Verlag, 1990.

Peter Loewenberg, « The Unsuccessful Adolescence of Heinrich Himmler », *in* P. Loewenberg, *Decoding the Past. The Psychohistorical Approach*, Berkeley, University of California Press, 1985.

Yaacov Lozowick, « Rollbahn Mord : The Early Activities of the *Einsatzgruppe C* », *Holocaust and Genocide Studies* 2, 1987.

Valdis E. Luman, *Himmler's Auxiliaries. The* Volksdeutsche Mittelstelle *and the German Minorities of Europe 1933-1945*, Chappel Hill, University of North Carolina Press, 1993.

Michael Mallmann *et Gerhard Paul, Die Gestapo. Mythos und Realität*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995.

Jürgen Matthäus, « "Weltanschaulische Forschung und Auswertung". Aus den Akten des Amtes VII im Reichssicherheitshauptamt », *Jahrbuch für Antisemitismusforschung* 5, 1996.

Erwin Nippert, *Prinz Albrecht-Straße 8*, Berlin (RDA), Brandenburgisches Verlagshaus, 1988.

Karl O. Paetel, « Die SS. Ein Beitrag zur Soziologie des Nationalsozialismus », *VfZ* 2, 1954.

Falk Pingel, *Häftlinge unter SS-Herrschaft. Widerstand, Selbstbehauptung und Vernichtung im Konzentrationslager*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1978.

Günter Plum, « Staatspolizei und innere Verwaltung 1934-1936 », *VfZ* 13, 1965.

Arthur Prinz, « The Role of the Gestapo in Obstructing and Promoting Jewish Emigration », *Yad Vashem Studies* 2, 1958.

Alwin Ramme, *Der Sicherheitsdienst der SS. Zu seiner Funktion im faschistichen Apparat und im Besatzungsregime des sogennanten Generalgouvernements Polen*, Berlin, Deutscher Militärverlag, 1970.

Dieter Rebentisch, « Wilhelm Stuckart, 1902-1953 », *in* Kurt Jeserich et Helmut Neuhaus (éd.) *Persönlichkeiten der Verwaltung. Biographien zur deutschen Verwaltungsgeschichte 1648-1975*, Stuttgart, Kohlkammer, 1991.

–, « Persönlichkeitsprofil und Karriereverlauf der nationalsozialistischen Führungskader in Hessen 1928-1945 », *Hessiches Jahrbuch für Landesgeschichte* 33, 1983.

Ernst Ritter, *Das deutsche Ausland-Institut in Stuttgart 1917-1945. Ein Beispiel deutscher Volkstumarbeit zwischen den Weltkriegen*, Wiesbaden, Steiner, 1976.

Karl-Heinz Roth, « Heydrichs Professor : Historiographie des “Volkstums” und der Massenvernichtungen. Der Fall Hans Joachim Beyer », *in* Peter Schöttler (éd.), *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft, 1918–1945*, Francfort, Suhrkamp, 1997.

–, « Ärtzte als Vernichtungspläner : Hans Ehlich, die Amtsgruppe III B des Reichssicherheitshauptamtes und der nationalsozialistische Genozid 1939-1945 », *Medizingeschichte und Gesellschaftkritik. Festschrift für Gerhard Baader*, Francfort, 1997.

–, « “Generalplan Ost” und der Mord an den Juden : der “Fernplan um der Umsiedlung in den Ostprovinzen” aus dem Reichssicherheitshauptamt vom November 1939 », *1999* (12), 1997.

Reinhard Rürup (éd.), *Topographie des Terrors : Gestapo, SD und RSHA auf dem Prinz-Albrecht-Gelände. Eine Dokumentation*, Berlin, Topographie des Terrors-Stiftung, 1987.

Hans Safrian, *Eichmann und seine Gehilfen*, Francfort, Fischer, 1995.

Wolfgang Scheffler, « Zur Praxis der SS- und Polizeigerichtsbarkeit im Dritten Reich », in *Klassenjustiz und Pluralismus. Festschrift für Ernst Fraenkel zum 75. Geburtstag*, Hambourg, Hoffman und Campe, 1973.

Jost W. Schneider et Stuart Russell, *Heinrich Himmlers Burg. Das weltanschaulische Zentrum der SS. Bildchronik der SS-Schule Haus Wevelsburg, 1934-1945*, Essen, Heitz und Höffkes, 1989.

Martin Seckendorf, « Kulturelle Deutschtumspflege im Übergang von Weimar zu Hitler am Beispiel des deutschen Ausland-Institut (DAI). Eine Fallstudie », *in* Wolfgang Jacobeit *et alii* (éd.), *Völkische Wissenschaft. Gestalten und Tendenzen der deutschen und österreichen Volkskunde in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts. Helmut Paul Fielhauer gewidmet*, Vienne, Böhlau, 1994.

Michael Sellmann, « Propaganda und SD. Meldungen aus dem Reich », *in Kriegsjahr 1944*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1995.

Gerd Simon, *Germanistik in den Planspiel des Sicherheitsdienstes der SS*, t. 1, Tübingen, Gift Verlag, 1998.

Bradley F. Smith, *Heinrich Himmler 1900-1926. Sein Weg in deutschem Faschismus*, Munich, Bernard und Graefe, 1979.

John M. Steiner, *Power Politics and Social Change in National Socialist Germany. A Process of Escalation into Mass Destruction*, Paris-La Haye, Mouton, 1976.

–, « Über das Glaubensbekenntnis der SS », *in* Joachim Hütter *et alii* (éd.), *Tradition und Neubeginn. Internationale Forschungen zur deutschen Geschichte im 20. Jahrhundert*, Cologne, Heymann, 1975.

Claudia Steur, *Theodor Dannecker. Ein Funktionnär der Endlösung*, Essen, Klartext, 1995.

Lawrence D. Stokes, « Otto Ohlendorf, the *Sicherheitsdienst* and Public Opinion in Nazi Germany », *in* George Mosse (éd.), *Police Forces in History*, Londres, Sage Publications, 1975.

–, *The* Sicherheitsdienst *of the* Reichsführer SS *and the German Public Opinion, September 1939-June 1941*, Baltimore, thèse de doctorat, Johns Hopkins University, 1972.

Reinhold Schattenfroh et Johannes Tuchel, *Zentrale des Terrors. Prinz-Albrecht-Straße 8. Hauptquartier der Gestapo*, Berlin, Siedler, 1987.

Hans W. von Hentig, « Beiträge zu einer Sozialgeschichte des Dritten Reichs », *VfZ* 16, 1968.

Patrick Wagner, *Volksgemeinschaft ohne Verbrecher. Konzeption und Praxis der Kriminalpolizei in der Zeit der Weimarer Republik und des Nationalsozialismus*, Hambourg, Christians Verlag, 1996.

Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten : Die Waffen-SS 1933-1945*, Paderborn, Schöning Verlag, 1982.

Michael Wildt, *Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes. Eine Kollektivbiographie*, Freibourg, communication au séminaire d’Ulrich Herbert, 1996.

–, « Der Hamburger Gestapochef Bruno Streckenbach. Eine nationalsozialistische Karriere », *in* Franck Bajohr et Joachim Szodrynski (éd.), *Hamburg in der NS-Zeit. Ergebnisse neuerer Forschungen*, Hambourg, Ergebnisse Verlag, 1995.

–, « Avant la “Solution finale”. La politique juive du Service de sécurité de la SS, 1935-1938 », *Genèses* 21, 1995.

–, *Die Judenpolitik des SD, 1935-1938. Eine Dokumentation*, Munich, Oldenburg, 1995.

Hans-Heinrich Wilhelm, « Der SD und die Kirchen in den besetzten Ostgebieten », *Militärgeschichtliche Mitteilungen* 29, 1981.

Hans Heinrich Wilhelm et Helmut Krausnick, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der SIPO und des SD, 1938-1942*, Stuttgart, DVA, 1981.

Herbert F. Ziegler, *Nazi Germany's New Aristocracy : The SS Leadership 1925-1939*, New York, Princeton University Press, 1989.

Fridriech Ziepfel, « Gestapo and SD : A Sociographic Profil of Members of the Organizer of the Terror », *in* Stein Ugelvik Larsen (éd.), *Who Were the Fascists ?* Bergen, Bergen University Press, 1980.

Ouvrages sur la politique nazie de formation des élites

Hans-Dieter Arntz, *Ordensburg Vogelsang, 1934-1945 : Erziehung zur politischen Führung im Dritten Reich*, Euskirchen, Kümpel, 1986.

Rolf Eilers, *Die nationalsozialistische Schulungspolitik. Eine Studie zur Fonktion der Erziehung im totalitären Staat*, Cologne, Westdeutscher Verlag, 1963.

Kurt-Ingo Flessau (éd.), *Erziehung im Nationalsozialismus*, Cologne, Böhlau, 1987.

Manfred Heinemann, *Erziehung und Schulung im Dritten Reich*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1980, 4 vol.

Karl Hüser, *Wewelsburg 1933-1945. Kult- und Terrorstätte der SS. Eine Dokumentation*, Paderborn, Bonifatius Druckerei, 1982.

Heinrich Kanz (éd), *Der Nationalsozialismus als Erziehungsproblem. Die Erziehungsgeschichte 1933-1945*, Francfort, Lang, 1984.

Helmuth Keim, *Volksbildung in Deutschland*, Braunschweig, Westermann, 1976.

Heinrich Kuppfer, *Der Faschismus und das Menschenbild der deutschen Pädagogik*, Francfort, Fischer, 1984.

Harald Meyer, *Wewelsburg. SS-Burg und Konzentrationslager*, Paderborn, Meyer, 1982.

Gehrard Rempel, *Hitler's Children. The Hitler Youth and the SS*, Chapell-Hill, University of North Carolina Press, 1989.

Harald Scholtz, *Erziehung und Unterricht unterm Hakenkreuz*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1985.

–, « Die "NS–Ordensburger" », *VfZ* 15, 1960.

Richard Schulze-Kossens, *Militärischer Führernachwuchs der Waffen-SS. Die Junkerschulen*, Osnabruck, Munin Verlag, 1982.

Karl-Ferdinand Werner, *Das NS-Geschichtsbild und die deutsche Geschichtswissenschaft*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1967.

Le nazisme et la guerre de 1939-1945. guerre, territoires occupés, extermination

Götz Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort, Fischer, 1995.

Andrej Angrick, Peter Witte, Martina Voigt, Dieter Pohl, Peter Klein, Christian Gerlach et Christoph Dieckmann (éd.), *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941-42*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999.

Rudolf Aschenauer, *Krieg ohne Grenzen. Der Partisanenkampf gegen Deutschland 1939–1945*, Leoni, Druffel Verlag, 1982 (ouvrage apologétique, dû au défenseur des criminels de guerre à Nuremberg…).

Omer Bartov, *Hitler's Army. Soldiers, Nazis and War in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 1994.

–, *The Eastern Front, 1941-1945. German Troops and the Barbarization of Warfare*, Oxford, Saint Antony's-Mac Millan Series, 1985.

Matthias Beer, « Die Entwicklung der Gaswagen beim Mord an den europäischen Juden », *VfZ* 35, 1987.

Sabine Behrenbeck, « Heldenkult und Opfermythos. Mechanismen der Kriegsbegeisterung 1918-1945 », *in* Marel van der Linden et Gottfried Mergner (éd.), *Kriegsbegeisterung und mentale Kriegsvorbereitung. Interdiziplinäre Studien*, Berlin, Duncker und Humblot, 1991.

Wolfgang Benz, « Der Generalplan Ost. Germanisierungspolitik in den besetzen Ostgebieten », *in* Wolfgang Benz (éd.), *Herrschaft und Gesellschaft im nationalsozialistischen Staat*, Francfort, Suhrkamp, 1990.

Heinz Boberach, « Die Stimmung in Deutschland im letzten Kriegsjahr 1944-1945 », *Studien und Forschungen des Instituts für Niederösterreichische Landesgeschichte* 20/1, 1995.

Wolfgang Braumandl, *Die Wirtschafts- und Sozialpolitik des deutschen Reiches im Sudetenland 1938-1945*, Nuremberg, Preussler, 1985.

Richard Breitman, *What the Nazis Planned. What the Britishs and Americans Knew*, New York, Cambridge University Press, 1998.

Martin Broszat, *Nationalsozialistische Polenpolitik, 1939-1945*, Stuttgart, DVA, 1961.

Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^{e} bataillon de police et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994.

–, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

–, « The Wehrmacht Reprisal Politic and the Mass Murder of Jews in Serbia », *Militärgeschichtliche Mitteilungen* 31, 1983.

Michael Burleigh, *Germany Turns Eastwards. A Study in* Ostforschung *in The Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

–, « Albert Brackmann (1871-1952) *Ostforscher*. The Years of Retirement », *Journal of Contemporary History* 23, 1988.

Randall L. Bytwerk, « The *Rhetorik* of the Defeat. Nazi Propaganda in 1945 », *Central States Speech Journal* 29, 1978.

Genadij I. Caregorodcev et Natalija Decker, « Zu den Folgen der faschistischen Politik für das Gesundheitswesen und den Gesundheitszustand der Bevölkerung in den zeitweilig okkupierten Gebieten der Sowjetunion », *in* Achim Thom et Genadij I. Caregorodcev (éd.), *Medizin unterm Hakenkreuz*, Berlin (RFA), VEB Verlag, 1989.

Bernhard Chiari, *Alltag hinter der Front. Besatzung, Kollaboration und Widerstand in Weißrußland 1941-1944*, Düsseldorf, Droste, 1998.

–, « Deutsche Zivilverwaltung in Weißrußland 1941-1944. Die lokale Perspektive der Bestazungsgeschichte », *Militärgeschichtliche Mitteilungen* 52, 1993.

Matthew Cooper, *The Phantom War. The German Struggle against Soviet Partisan, 1941-1944*, Londres, Mac Donald and Jane's Publications, 1979.

Martin Dean, *Collaboration in the Holocaust. Crimes of the Local Police in Bielorussia and Ukraine, 1941-1944*, New York, Saint Martin's Press, 2000.

ZSTL (éd.), *NS-Verbrechen anläßlich des Partisanenkampfes in der UdSSR, 1941-1944*, Ludwigsburg, ZSTL Edition, 1969.

Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialischen Politik ? Die « volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931-1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999.

John P. Fox, « Der Fall Katyn und die Propaganda des NS–Regimes », *VfZ* 30, 1982.

Elke Fröhlich, « Katyn in neuem Licht ? Goebbels und der Mord an den polnischen Offizieren im 2. Weltkrieg », *Geschichte in Wissenschaft und Unterrichte* 37, 1986.

Ralf Gebel, *« Heim ins Reich ». Konrad Heinlein und der Reichsgau Sudetenland (1938-1945)*, Munich, Oldenburg, 1999.

Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999.

–, « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische Grundsatzentscheidung, alle Juden Europas zu ermorden », *Werkstattgeschichte* 18, 1998.

–, *Krieg, Ernährung, Völkermord. Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik*, Hambourg, Hamburger Edition, 1998.

Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Le Seuil, 1997.

Gehrard Otto Grassman, « Die deutsche Besatzungsgesetzgebung während des zweiten Weltkrieges », *Studien des Instituts für Besatzungsfrage in Tübingen* 14, 1958.

Gert Gröning *et alii*, *Der Drang nach Osten. Zur Entwicklung der Landespflege im Nationalsozialismus und während des Zweiten Weltkrieges in den « eingegliederten Ostgebieten »*, Munich, Oldenburg, 1987.

Ole A. Hedegaard, « SS-Division "Handschar"- en militœr og etnik tragedie », *Militært tidsskrift* 124/3, 1995.

Klaus Naumann et Hannes Heer (éd.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, Hambourg, Hamburg Edition, 1995.

Helmut Heiber, « Der Generalplan Ost », *VfZ* 6, 1958.

Götz Aly et Suzan Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Francfort, Fischer, 1991.

Ulrich Heinemann, « Krieg und Frieden an der “inneren Front”. Normalität und Zustimmung, Terror und Opposition im Dritten Reich », *in* Christoph Kleßmann (éd.), *Nicht nur Hitlers Krieg. Der Zweite Weltkrieg und die Deutschen*, Düsseldorf, Droste, 1989.

Ulrich Herbert, « Die Planung der wirtschaftlichen Ausbeutung der UdSSR », *in* Lutz Niethammer *et alii*, *Bürgerliche Gesellschaft in Deutschland. Fragen, Perspektiven*, Francfort, Fischer, 1990.

– (éd.), *Nationalsozialistische Vernichtungspolitik 1939-1945. Neue Forschungen und Kontroversen*, Francfort, Fischer, 1998.

Robert Edwin Hersztein, *When Nazi Dreams Come True. The Third Reich’s Internal Struggle over the Future of Europe after a German Victory. A Look at the Nazi Mentality*, Londres, Abacus, 1982.

Raul Hilberg, *Holocauste. Les sources de l’histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

–, *La Destruction des Juifs d’Europe*, Paris, Gallimard, « Folio », 1988.

–, *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1988.

Ladislaus Hory et Martin Broszat, *Der kroatische Ustascha-Staat 1941-1945*, Stuttgart, DVA, 1964.

Hans-Adolf Jacobsen, « Krieg in Weltanschauung und Praxis des Nationalsozialismus (1919-1945), *in* Karl Dietrich Bracher *et alii* (éd.), *Nationalsozialistische Diktatur 1933-1945. Eine Bilanz*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1983.

Christian Jansen et Arno Weckbecker, *Der « volksdeutsche Selbstschutz »*, Munich, Oldenburg, 1992.

Stefan Karner, « Die Aussiedlung der Slowenen in der Untersteiermark. Ein Beispiel nationalsozialistischer Volkstumpolitik », *Österreichische Ostheft* 22, 1978.

Lothar Kettenacker, *Nationalsozialistische Volkstumpolitik in Elsaß*, Stuttgart, DVA, 1973.

Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941-42. Die Tätigkeits- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD*, Berlin, Edition Hentrich, 1997.

Heinz Kühnrich, *Der Partisanenkrieg in Europa 1939-1945*, Berlin, Dietz, 1968.

Klaus Latzel, *Deutsche Soldaten – nationalsozialistischer Krieg ? Kriegserlebnis – Kriegserfahrung 1939-1945*, Paderborn, Schöning Verlag, 1998.

Peter Longerich, *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Vernichtungspolitik*, Munich-Zurich, Piper Verlag, 1998.

Hans-Dietrich Loock, « Zur “großgermanischen” Politik des Dritten Reiches », *VfZ* 8, 1960.

Czeslaw Madajczyk (éd.), *Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, Munich, Saur Verlag, 1994.

–, *Die Okkupationspolitik Nazideutschland in Polen 1939-1945*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1987.

Walter Manoschek (éd.), *Die Wehrmacht im Rassenkrieg. Der Vernichtungskrieg hinter der Front*, Vienne, Picus Verlag, 1996.

Walter Manoschek, *« Serbien ist judenfrei ». Militärische Besatzungspolitik und Judenvernichtung in Serbien 1941-1942*, Munich, Oldenburg, 1993.

Arno J. Mayer, *Der Krieg als Kreuzzug. Das Deutsche Reich, Hitlers Wehrmacht und die « Endlösung »*, Reinbeck, Rohwolt, 1989.

Manfred Messerschmidt, « Rassistische Motivation bei der Bekämpfung des Widerstandes in Serbien ? », *in* Werner Röhr *et alii* (éd.), *Faschismus und Rassismus. Kontroversen um Ideologie und Opfer*, Berlin, Akademie Verlag, 1992.

Ahlrich Meyer, « Großraumpolitik und Kollaboration im Westen », *in* « Modelle für ein deutsches Europa. Ökonomie und Herrschaft im Großwirtschaftsraum », *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik* 10, 1992.

Hans Mommsen, « Umvolkungspläne des Nationalsozialismus und der Holocaust », *in* Helge Grabitz, Klaus Blästein et Johannes Tuchel (éd.), *Die Normalität des Verbrechens. Festschrift für Wolfgang Scheffler zum 65. Geburtstag*, Berlin, Edition Hentrich, 1994.

–, « Die Realisierung der Utopie. Die “Endlösung der Judenfrage” im Dritten Reich », *Geschichte und Gesellschaft* 9, 1983.

Rolf-Dieter Müller, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik. Die Zusammenarbeit von Wehrmacht, Wirtschaft und SS*, Francfort, Fischer, 1991.

Bogdan Musial, *« Konterrevolutionäre Elemente sind zu erschiessen ». Die Brutalisierung des deutsch-sowjetischen Kriegs im Sommer 1941*, Berlin, Propyläen Verlag, 2000.

Seppo Myllyniemi, *Die Neuordnung der baltischen Länder 1941-1944. Zum nationalsozialistischen Inhalt der deutschen Besatzungspolitik*, Helsinki, thèse dactylographiée, 1973.

Wolfgang Neubauer, « Das Kaiser-Wilhelm-Institut für deutsche Geschichte im Zeitalter der Weltkriege », *Historisches Jahrbuch* 113, 1993.

Winfried Schulze et Otto Gerherd Oexle (éd.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1999.

Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen und die Genesis der « Endlösung »*, Berlin, Metropol Verlag, 1996.

Edmond Pâris, *Genocide in Satellite Croatia 1941-1945. A Record of Racial and Religious Persecutions and Massacres*, Chicago, American Institute for Balkans Affairs, 1962.

Detlev Peukert, « Die Genesis der “Endlösung” aus dem Geist der Wissenschaft », *in* Detlev Peukert (éd.), *Max Webers Diagnose der Moderne*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1989.

Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Munich, Oldenburg Verlag, 1996.

–, « Großraumplanung und NS-Völkermord », *Historisches Jahrbuch* 114/I, 1994.

–, *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord. Der Distrikt Lublin des Generalgouvernements 1939-1944*, Francfort, Lang, 1993.

Boleslaw Popielsky, « Die Tragödie der polnischen Universitätsprofessoren in Lemberg », *in* Burchard Brentjes (éd.), *Wissenschaft unter dem NS-Regime*, Berlin, 1992.

Bernhard Press, *Judenmord in Lettland, 1941-1945*, Berlin, Metropol Verlag, 1988.

Werner Röhr, « Die faschistische Okkupationspolitik in Polen 1939 bis 1945 und die Stellung dieses Landes in den Plänen für eine “Neuordnung” Europas », *1999. Zeitschrift für Geschichte des 20. und 21. Jahrhundert 3/7*, Hambourg, 1992.

Karl-Heinz Roth, « Bevölkerungspolitik und Zwangsarbeit im “Generalplan Ost” », *Mitteilungen der Dokumentationsstelle für NS–Sozialpolitik* 1, n°3, 1985.

Reinhard Rürup et Peter Jahn (éd.), *Erobern und Vernichten. Der Krieg gegen die Sowjetunion 1941-1945. Essays*, Berlin, Metropol Verlag, 1992.

Reinhard Rürup, *Der Krieg gegen die Sowjet Union 1941-1945. Eine Dokumentation*, Berlin, Argon, 1991.

Michael Salewsky, « Europa. Idee und Wirklichkeit in der nationalsozialistischen Weltanschauung und politischen Praxis », *in* Franz Otmar (éd.), *Europas Mitte*, Göttingen-Zurich, Muster-Schmidt, 1987.

Thomas Sandkühler, *« Endlösung » in Galizien. Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsinitiativen von Berthold Beitz 1941-1944*, Bonn, Dietz, 1996.

Sabine Schleiermacher et Mechtild Rössler (éd.), *Der « Generalplan Ost ». Hauptlinien der nationalsozialistischen Planungs- und Vernichtungspolitik*, Berlin, Akademie Verlag, 1993.

Wolfgang Schneider, *« Vernichtungspolitik ». Eine Debatte über den Zusammenhang zwischen Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deustschland*, Hambourg, Junius, 1991.

Theo Schulte, *The German Army and Nazi Policies in Occupied Russia*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

Shmuel Spector, « Aktion 1005 – Effacing the Murder of Millions », *Holocaust and Genocide Studies* 5, 1990.

Marlis Steinert, *Hitlers Krieg und die Deutschen. Stimmung und Haltung der deutschen Bevölkerung im Zweiten Weltkrieg*, Düsseldorf-Cologne,

Econ Verlag, 1970.

Christian Streit, « Ostkrieg, Antibolschewismus und “Endlösung” », *Geschichte und Gesellschaft* 17, 1991.

Holm Sundhaussen, *Wirtschaftgeschichte Kroatiens im nationalsozialistischen Großraum 1941-1945. Das Scheitern einer Ausbeutungsstrategie*, Stuttgart, DVA, 1983.

Detlef Vogel (éd.), *Andere Helme – andere Menschen ? Heimaterfahrung und Frontalltag im Zweiten Weltkrieg. Ein internationaler Vergleich*, Essen, Klartext Verlag, 1995.

Gerd Voigt et Johannes Kalisch, « “Reichsuniversität Posen”. Zur Rolle der faschistischen deutschen Ostforschung im Zweiten Weltkrieg », *in* Alfred Anderle et Werner Basler (éd.), *Juni 1941. Beiträge zur Geschichte des hitlerfaschistichen Überfalls auf die Sowjetunion*, Berlin (RDA), Rütten und Loening, 1961.

Hans-Erich Volkmann, *Das Rußlandbild im Dritten Reich*, Cologne, Böhlau, 1994.

Bruno Wasser, *Himmlers Raumplanung im Osten. « Generalplan Ost » in Polen 1940-1944*, Bâle, Birkhäuser, 1993.

–, *Die Neugestaltung des Ostens. Ostkolonisation in Polen während der deutschen Besatzung 1939-1944 unter besonderer Berücksichtigung der Zamojszczyna im Distrikt Lublin*, Berlin, thèse dactylographiée, 1991.

Wolfram Weber, *Die innere Sicherheit im besetzten Belgien und Nordfrankreich 1940-1944*, Düsseldorf, Droste, 1978.

Wolfram Wette et Gerd R. Überschär (éd.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion. « Unternehmen Barbarossa » 1941*, Francfort, Fischer, 1997.

Hans-Heinrich Wilhelm, *Rassenpolitik und Kriegsführung. Sicherheitspolizei und Wehrmacht in Polen und der Sowjetunion*, Passau, Wiss. Ver. Rothe, 1991.

Theresa Wobbe, *Nach Osten. Verdeckte Spuren nationalsozialistischer Verbrechen*, Francfort, Verlag Neue Kritik, 1992.

Dieter Wolfanger, *Die nationalsozialistische Politik in Lotharingen, 1940-1945*, Sarrebruck, thèse dactylographiée, 1977.

Teresa Wróblewska, « Die Rolle und Aufgaben einer nationalsozialistischen Universität in den sogennanten östlichen Gebieten

am Beispiel der Reichsuniversität Posen 1941-1945 », *Information zur Erziehungs- und bildungshistorischen Forschung* 14, 1980.

Manfred Zeidler, *Kriegsende im Osten : Die Rote Armee und die Besetzung Deutschland östlich von Oder und Neiße 1944-45*, Munich, Oldenburg, 1996.

Gerda Zorn, *Nach Osteuropa geht unser Ritt. Deutsche Eroberungspolitik zwischen Germanisierung und Völkermord*, Berlin-Bonn, Dietz, 1980.

L'après-nazisme : jugements et dénazification

François Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme*, Paris, PUF, 1953.

Tom Bower, *The Pledge Betrayed. America and Britain and the Denazification of Postwar Germany*, Garden City, Doubleday, 1982.

Martin Broszat, « Siegerjustiz oder strafrechtliche "Selbstbereinigung". Aspekte der Vergangenheitsbewältigung der deutschen Justiz während der Besatzungszeit », *VfZ* 29, 1981.

Heinz Bude, *Bilanz der Nachfolge. Die Bundesrepublik und der Nationalsozialismus*, Francfort, Suhrkamp, 1992.

Frank M. Buscher, *US. War Crimes Trial Program in Germany, 1946-1955*, New York-Westport-Londres, Greenwood Press, 1989.

Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Amnestie, Integration und die Abgrenzung vom Nationalsozialismus in den Anfangsjahren der Bundesrepublik*, Munich, Oldenburg, 1996.

Jörg Friedrich, *Die Kalte Amnestie. NS-Täter in der Bundesrepublik*, Francfort, Fischer, 1985.

Justus Füstenau, *Entnazifizierung. Ein Kapitel deutscher Nachkriegspolitik*, Berlin, Neuwied, 1969.

Klaus-Dietmar Henke (éd.), *Die Politische Sauberung in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration nach dem Zweiten Weltkrieg*, Munich, DTV, 1991.

Christa Hoffmann, *Stunden Null ? Vergangenheitsbewältigung in Deutschland 1945 und 1989*, Berlin-Bonn, Bouvier, 1992.

Peter (Graf) von Kielmansegg, *Lange Schatten. Vom Umgang der Deutschen mit der nationalsozialistischen Vergangenheit*, Berlin, Siedler, 1989.

Manfred Kittel, *Die Legende von der « zweiten Schuld ». Vergangenheitsbewältigung in der Ära Adenauer*, Francfort-Berlin, Ullstein, 1986.

Ulrich-Dieter Oppitz, *Strafverfolgung und Strafvollstreckung bei NS-Gewaltverbrechen. Dargestellt anhand von 542 rechtskräftigen Urteilen deutscher Gerichte aus der Zeit von 1946-1975*, Ulm, Braunland, 1979.

Rolf Schörken, *Jugend 1945. Politisches Denken und Lebensgeschichte*, Opladen, Leske und Budrich, 1990.

Michael Schornstheimer, *Bombenstimmung und Katzenjammer. Vergangenheitsbewältigung. Quick und Stern in den fünfziger Jahren*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1989.

Thomas A. Schwartz, « Die Begnadigung deutscher Kriegsverbrecher. John McCloy und die Häftlinge von Landsberg », *VfZ* 38, 1990.

–, *Die Atlantik-Brücke. John McCloy und das Nachkriegsdeutschland*, Francfort, Ullstein, 1992.

Robert Sigel, *Im Interesse der Gerechtigkeit. Die Dachauer Kriegsverbrecherprozesse 1945-1948*, Francfort, Campus, 1992.

Bradley F. Smith, *Der Jahrhundert-Prozeß. Die Motive der Richter von Nürnberg. Anatomie einer Urteilsfindung*, Francfort, Fischer, 1979.

Peter Steinbach, *Nationalsozialistische Gewaltverbrechen. Die Diskussion in der deutschen Öffentlichkeit nach 1945*, Berlin, Colloquium Verlag, 1981.

Heiner Wember, *Umerziehung im Lager. Internierung und Bestrafung von Nationalsozialisten in der britischen Besatzungszone Deutschlands 1948-1953*, Essen, Klartext, 1988.

Manfred Zeidler, « Stalinjustiz gegen NS-Verbrecher : die Kriegsverbrecherprozesse gegen deutsche Kriegsgefangene in der UdSSR in den Jahren 1943-1952. Kenntnisstand und Forschungsprobleme », *in* Hannah Arendt Institut für Totalitarismusforschung, *Berichte und Studien* 9, Dresde, 1996.

1 Gerhard Paul (éd.), dans *Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Menschen* (Göttingen, Wallstein, 2003, 276 p.), présente un bon aperçu des problématiques, déjà ancien, cependant. On pourra aussi se reporter à une publication phare des dernières années : Harald Welzer, *Täter. Wie aus ganz normalen Menschen Massemörder werden*, Francfort, Fischer, 2005 (trad. fr. Gallimard, 2007), 352 p ; pour une mise au point bibliographique, on se reportera aux bibliographies annuelles des *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, de *Holocaust and Genocide Studies*, et à Michael Ruck, *Bibliographie zum Nationalsozialismus*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995, 2 vol., XVI-1610 p., revu annuellement, et recensant à ce jour plus de 37 000 titres…

2 Je me permets de renvoyer à Christian Ingrao, « Conquérir, aménager, exterminer. Nouvelles recherches sur la Shoah », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 2004, pour un aperçu, d'ailleurs bien incomplet.

3 Il faut citer ici l'apport séminal des travaux de Götz Aly, à l'origine de bien des intuitions travaillées par cette génération : Götz Aly et Suzan Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäiche Ordnung*, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, 1991, 539 p. ; capital pour comprendre la suite des développements : Götz Aly, *« Endlösung ». Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort, Fischer, 1995, 447 p. ; et enfin, plus discutable, du même auteur, *Hitlers Volkstaat. Raub, Rassenkrieg, und nationaler Sozialismus*, Francfort, Fischer, 2005, 444 p.

4 De Christian Gerlach : *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999, 1 232 p. ; *Krieg, Ernährung, Völkermord. Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik*, Hambourg, Hamburger Edition, 1998, 307 p.

5 De Dieter Pohl : *Von der « Judenpolitik » zum Judenmord. Der Distrikt Lublin des Generalgouvernements. 1939-1944*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 1993, 208 p. ; *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Munich, Oldenburg Verlag, 1996, 453 p. ; *Verfolgung und Massenmord in der NS-Zeit 1933-1945*, Darmstadt, Wissenschaflitche Buchgesellschaft, 2003, 167 p. ; *Die Herrschaft der Wehrmacht. Deutsche Militärbesatzung und einheimische Bevölkerung in der Sowjetunion 1941-1944*, Munich, Oldenburg Verlag, 2008, 399 p.

6 Andrej Angrick, *Besatzungspolitik und Massenmord. Die Einsatzgruppe D in der südlichen Sowjetunion 1941-1943*, Hambourg, Hamburger Edition, 2003, 900 p.

7 Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941-42. Die Tätigkeits- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD*, Berlin, Hentrich Verlag, 1997, 434 p.

8 Jan Erik Schulte, *Zwangsarbeit und Vernichtung. Das Wirtschaftsimperium der SS. Oswald Pohl und das SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt*, Paderborn, Schöning Verlag, 2001, 550 p.

9 Ralf Ogorreck, *Die Einsatzgruppen und die Genesis der « Endlösung »*, Berlin, Metropol Verlag, 1996, 240 p.

10 Cf. notamment Dominique Vidal, *Les historiens allemands expliquent la Shoah*, Bruxelles, Complexe, 2002, 288 p.

11 Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Le Seuil, 1989, 250 p.

12 Christopher Browning, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; hypothèse renouvelée par cet auteur de façon moins convaincante dans *Die Entfesselung der « Endlösung ». Nationalsozialistische Judenpolitik 1939-1942*, Berlin, Propyläen Verlag, 2003, 832 p.

13 Christian Gerlach, « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische Grundsatzentscheidung, alle Juden Europas zu ermorden », *Werkstattgeschichte*, 18, 1998, 50 p.

14 Florent Brayard, *La « Solution finale de la Question juive ». La technique, les temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004, 650 p.

15 Édouard Husson, *Heydrich et la Solution finale*, Paris, Perrin, 2008, 484 p.

16 Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^{e} bataillon de police et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, 284 p.

17 Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Le Seuil, 1997, 579 p.

18 Helmut Krausnick et Hans Heinrich Wilhelm, *Die Truppen des Weltanschauungskrieges : die Einsatzgruppen der SIPO und des SD, 1938-1942*, Stuttgart, DVA, 1981, 687 p.

19 Jens Banach, *Heydrichs Elite. Das Führerkorps der Sicherheitspolizei und des SD 1936-1945*, Paderborn, Schöningh, 1998, 363 p.

20 Michael Wildt, *Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002, 952 p.

21 83 fonds archivistiques représentant plusieurs centaines de milliers de feuillets, consultés à Berlin, Coblence, Varsovie, Ludwigsburg, Washington.

22 M. Wildt, *Generation des Unbedingtes, op. cit.*

23 Herbert F. Ziegler, *Nazi Germany's New Aristocracy : the SS Leadership 1925-1939*, New York, Princeton University Press, 1989, 180 p.

24 *Ibid.*, p. 71.

Remerciements

À Laetitia

Les mots qu’on n’a pas dits sont les fleurs du silence.

Aucun universitaire n’a, à ma connaissance, jamais avoué commencer à lire une thèse par les remerciements. Pourtant, quelle autre partie d’un travail universitaire renseigne plus sur l’univers dans lequel l’historien a travaillé durant les années de préparation de son premier travail publié ? Moment capital de socialisation scientifique, de cristallisation des lieux de son travail, de fixation d’une partie au moins de son univers affectif.

Ma thèse a bien été tout cela. Le travail en a commencé à Angoulême, il s’est poursuivi à Berlin, Varsovie et Ludwigsburg, et achevé en France, entre le canal Saint-Martin, Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Poitiers, Lyon et Barjac… Dans tous ces lieux, une famille, des amis, sans lesquels ce travail n’aurait pu être ce qu’il est. Parents, sœurs, famille plus éloignée ont ainsi, de loin en loin, donné un rythme souterrain à ce travail. Qu’ils trouvent ici le témoignage de nos liens.

Il convient aussi de remercier tous ceux qui ont permis les explorations archivistiques et bibliographiques que nécessitait ce travail. L’équipe des archivistes de Berlin Lichterfelde, Mme Namsler à Dahlwitz-Hoppegarten, Michelina Wysocka à Varsovie, aux archives de la Commission d’enquête sur les crimes nazis en Pologne, Heinz-Lutger Borgert à la *Zentrale Stelle der Landesjus tizverwaltungen* de Ludwigsburg, mais aussi Anne-Marie Pathé, à Cachan, les archivistes du CDJC et de la BDIC de Nanterre m’ont laissé toute latitude dans mes explorations. Qu’ils en soient ici remerciés, ainsi que Jean Astruc, le « vénérable Jorge » de la bibliothèque de l’IHTP, qui a bien voulu inclure dans ses listes d’achats des livres aux consonances germaniques, tout en étant conscient que grandes étaient les chances qu’ils ne trouvassent qu’un seul lecteur… Gabrièle Muc, enfin, m’a initié à la construction des index et des tables des matières…

Une thèse, cependant, n’est pas faite uniquement d’archives, de livres ou d’ordinateurs. Celle-ci s’est construite lentement, entre les facultés de

Clermont-Ferrand, de Paris-IV et d'Amiens. Bernard Dompnier, Jean-Luc Fray, la regrettée Annie Moulins-Bourret, Bernard Klein, Denis Crouzet, Giovanni Brizzi ont ainsi, chacun à leur manière, par leur enseignement, par leurs discussions, mis ce travail sur les rails.

J'ai d'autre part bénéficié de l'aide bienveillante de nombreux chercheurs, qui m'ont éclairé au début de l'enquête. On ne saurait trop souligner ce que ce travail doit à Pierre Ayçoberry, qui me guida dans les méandres de la bibliographie sur le nazisme, en une correspondance érudite, qu'il me fallut ensuite intégrer dans une base de données. À Freibourg, Stuttgart, Hambourg, Vienne et Berlin, Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, Ulrich Herbert, Gerhard Botz, Reinhard Rürup et Michael Wildt ont pris le temps de correspondre avec le doctorant débutant que j'étais, et discuté mon projet, me prodiguant conseils et critiques. Au Centre Marc-Bloch, Marie-Claire Lavabre et Peter Schöttler m'ont encouragé, lu et ouvert des horizons théoriques précieux. J'aimerais par ailleurs remercier chaleureusement Gerhard Hirschfeld, qui, un jour de septembre 1997, a vu atterrir à Stuttgart un jeune Français à l'allemand approximatif, qui lui a demandé de diriger une thèse en cotutelle. Il a alors décidé de me soutenir, de diriger la partie allemande du travail, m'ouvrant les portes de plusieurs centres d'archives, de l'université de Stuttgart et de la *Bibliothek für Zeitgeschichte*. Qu'il trouve ici un témoignage de ma profonde reconnaissance.

À l'IHTP – comme à Berlin –, Florent Brayard a été un compagnon de route agréable en histoire du nazisme. Lui et moi y for mons, avec Pieter Lagrou, Fabrice Virgili, Valeria Galimi et Benn Williams, un groupe mêlant agréablement rires et discussions de fond. À l'IHTP toujours, Danièle Voldman, Michel Trebitsch et Marc-Olivier Baruch m'ont lu, écouté, invité, contribuant ainsi au progrès de mon travail. À l'IHTP, toujours, le groupe « violence de guerre » a été, de concert avec les « séminaires du lundi » et ceux « du samedi », le lieu de la vie scientifique. Nicolas Werth, John Horne, Gerd Krumeich, Jean-Jacques et Annette Becker, mais aussi Denis Crouzet, Marc Lepape et Claudine Vidal, Luc Capdevila et tous ceux qui en font partie, ont apporté un élan décisif à mon travail. Il en est de même pour Roland Beller et Jean-Jacques Pont, qui m'ont guidé dans les arcanes de la

psychiatrie et de l’analyse. Qu’ils soient tous remerciés, les uns de leur confiance, les autres de leur disponibilité.

Nicolas Werth a sans doute été le chercheur avec lequel j’ai le plus étroitement travaillé ces deux dernières années. Il a lu mon travail, m’a fait découvrir les subtilités du sien et de l’historiographie dans laquelle il évolue. Bref, il a pris le temps de m’intégrer dans son univers de recherche. J’ai été plus que sensible à la chaleur de son accueil. Christian Delage a lui aussi lu mon travail – dans sa quasi-totalité – depuis que je suis à l’IHTP. Sa générosité, son amitié m’ont beaucoup apporté.

J’ai trouvé en Raphaëlle Branche l’historienne dont les préoccupations étaient les plus proches des miennes. L’amitié qui est née de nos échanges et de ma lecture de son travail m’est précieuse. Ses interrogations, celles d’Anne Duménil, qui a bien voulu elle aussi lire une partie de mon travail et l’annoter, ont été déterminantes. De Berlin à Paris, « Del » Corteel et Valentine Meunier m’ont initié à l’anthropologie et à l’ethnologie, me pourvoyant en livres, en remarques, en pistes de recherches, lors de discussions qui combinaient Claude Lévi-Strauss et Françoise Héritier aux fruits des côtes de Blaye…

Reste cependant que ce travail n’aurait pu voir le jour sans la confiance de Nadine-Josette Chaline, doyen de l’université d’Amiens, qui fit attribuer au jeune étudiant parisien que j’étais la première allocation de recherche octroyée en dix ans à l’UPJV, et ce pour me voir aussitôt repartir en Allemagne. Au Centre Marc- Bloch, l’accueil chaleureux d’Étienne François, ses conseils, le « séminaire de méthode » qu’il a fondé, ont nourri mon goût de l’enseignement et d’une interdisciplinarité qui, telle qu’on la pratique à Berlin, n’a guère besoin de longs et doctes débats, mais ressort bien du quotidien…

Henry Rousso m’a accueilli alors que, débutant ma recherche, je venais chercher dans son bureau de l’Amiral-Mouchez quelques conseils et des adresses. Il a continué ensuite à Cachan, me donnant ainsi la chance de mener à bien la rédaction de ce travail, de m’impliquer dans les activités du laboratoire, plein d’indulgence pour mon désordre.

Stéphane Audoin-Rouzeau, enfin, a dirigé mon travail, avec une précision, une constance et une minutie uniques, lui qui commença, au

moment de mon DEA, par m'assigner la tâche de me trouver… un autre directeur de thèse. Si j'ai jusqu'ici affecté de l'oublier, c'est sans doute parce que le Livre des transformations, le *Yi-King* des Chinois, attribue la dernière place à la figure de l'éveilleur.

Esteban et Nathan n'ont rien à voir, ou presque, avec tout cela. Ils sont ma cuirasse et sa faiblesse.

Ce que j'apprends d'eux porte mon travail.

Paris, 23 juillet 2001

Dans le fossé qui sépare les présents mots de ceux d'avant, il y a Gaïa, l'Héritière, désormais ; dans le fossé qui se tient là, il est des visages, des figures, il est des absences, des noms, trop nombreux pour les citer tous.

Eventually, all things merge into one, and a river runs through it.

À Esteban, Nathan et Gaïa : nous sommes l'Armée de ceux qui rêvent de Laetitia.

Paris, le 26 janvier 2010

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library